

Numéro 160

**RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS
de la Ville de Belfort**

MAI-JUIN 2018
(Tome 1)

SOMMAIRE

| | |
|--|---------------|
| Conseil Municipal jeudi 31 mai 2018 ----- | P. 1 |
| Conseil Municipal Extraordinaire jeudi 28 juin 2018 | P. 411 |
| Arrêtés ----- | P. 430 |
| Conventions de subvention ----- | P. 455 |

CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 31 MAI 2018



**CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 31 MAI 2018
à 19 heures**

ORDRE DU JOUR

Appel nominal

| | | |
|-------|---------------------------------------|---|
| 18-67 | M. Damien MESLOT | Nomination du Secrétaire de Séance. |
| 18-68 | M. Damien MESLOT | Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du jeudi 5 avril 2018. |
| 18-69 | M. Damien MESLOT | Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. |
| 18-70 | M. Damien MESLOT | Désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres - Remplacement d'un membre de la Commission d'Appel d'Offres. |
| 18-71 | M. Damien MESLOT | Ressources Humaines - Renouvellement des instances professionnelles. |
| 18-72 | M. Sébastien VIVOT | Comptes de gestion de Mme la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort-Ville - Exercice 2017. |
| 18-73 | M. Sébastien VIVOT | Compte Administratif de l'exercice 2017. |
| 18-74 | M. Sébastien VIVOT | Affectation des subventions de l'exercice 2018 du Budget principal Ville. |
| 18-75 | M. Sébastien VIVOT | Renouvellement des marchés d'assurance de la Ville de Belfort. |
| 18-76 | M. Sébastien VIVOT | Centre de Congrès Atria - Bilan d'exploitation 2017. |
| 18-77 | M. Sébastien VIVOT | Principe du recours à une Délégation de Service Public pour l'exploitation du Centre de Congrès. |
| 18-78 | M. Sébastien VIVOT Mme Claude JOLY | Bilan d'exploitation 2017 du camping de l'Etang des Forges. |

| | | |
|-------|---|--|
| 18-79 | M. Sébastien VIVOT Mme Claude JOLY | Bilan d'exploitation 2017 du train touristique. |
| 18-80 | Mme Marie-Hélène IVOL | Contrat de Ville Unique et Global et Centres Socioculturels - Appel à projets 2018 de la Ville de Belfort. |
| 18-81 | Mme Marie-Hélène IVOL | Poursuite de l'expérimentation d'une classe passerelle au sein de l'école maternelle Dreyfus-Schmidt - Projet de convention entre la Ville de Belfort et l'Education Nationale 2018-2019 - Demande de subvention auprès de la CAF. |
| 18-82 | Mme Marie-Hélène IVOL | Rythmes scolaires - Organisation du temps scolaire et périscolaire de la Ville de Belfort à compter de la rentrée 2018-2019. |
| 18-83 | Mme Marie-Hélène IVOL M. Jean-Marie HERZOG | Multi-Accueil Belfort Nord - Etat d'avancement du projet. |
| 18-84 | Mme Marie-Hélène IVOL M. Jean-Marie HERZOG | Groupe scolaire René Rucklin - Restructuration et extension des espaces scolaires, périscolaires et de restauration - Adoption du programme et lancement de la maîtrise d'œuvre. |
| 18-85 | M. Jean-Marie HERZOG | Aménagement du quai Vallet en voie piétonne et cycle - Bilan de la concertation préalable. |
| 18-86 | Mme Delphine MENTRE | Coopération décentralisée au Burkina Faso - Avenant à la convention. |
| 18-87 | Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES | Convention Carte Avantages Jeunes. |
| 18-88 | Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES | Conception et mise en vente d'une carte postale à partir d'une œuvre de l'exposition René Lièvre - Un photographe de l'ombre. |
| 18-89 | M. Pierre-Jérôme COLLARD | Tarifs des activités sportives de la Direction des Sports de la Ville de Belfort. |
| 18-90 | M. Jean-Marie HERZOG | Questions diverses - Procédure d'abandon manifeste 13 rue de la Méchelle à Belfort. |
| 18-91 | M. Damien MESLOT au nom du groupe Tous Ensemble Pour Belfort | Motion : Avenir de la ligne Bienne-Belfort. |
| 18-92 | M. Alain DREYFUS-SCHMIDT M. Bastien FAUDOT M. Emmanuel FILLAUDEAU Mme Francine GALLIEN M. Leouahdi Selim GUEMAZI M. René SCHMITT | Motion : Soutien du Conseil Municipal au Bar Atteint. |

18-93 M. Alain DREYFUS-SCHMIDT Motion : Projet de maison médicale au Techn'Hom.
M. Bastien FAUDOT
M. Emmanuel FILLAUDEAU
Mme Francine GALLIEN
M. Leouahdi Selim GUEMAZI

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-67

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

Nomination du Secrétaire
de Séance

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

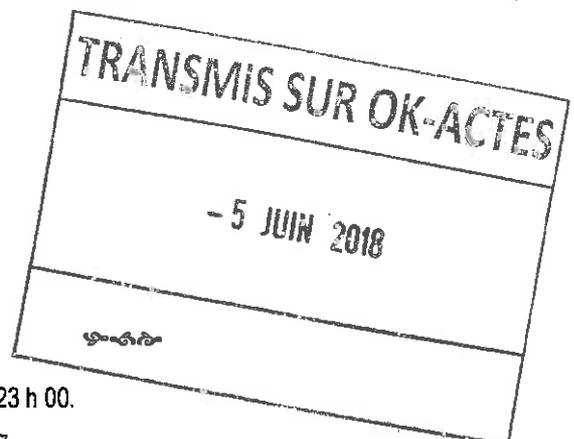
(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

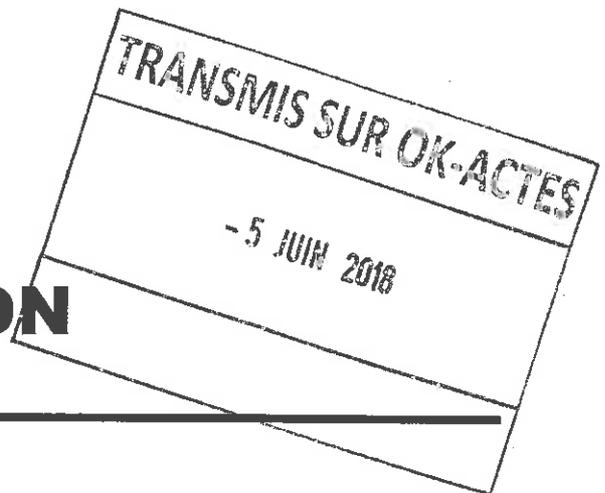


CONSEIL MUNICIPAL
du 31. 5.2018

Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Maire



Références
Mots clés
Code matière

DM/ML/IH - 18-67
Assemblées Ville
5.2

Objet

Nomination du Secrétaire de Séance

L'Article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Municipal désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

Conformément à cette disposition, le Conseil Municipal est invité à procéder à cette désignation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

de désigner M. Brice MICHEL pour exercer cette fonction.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY

Objet de la délibération

N° 18-68

Adoption du compte
rendu de la séance du
Conseil Municipal du
jeudi 5 avril 2018

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaients présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD – mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT – mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT – mandataire : M. René SCHMITT

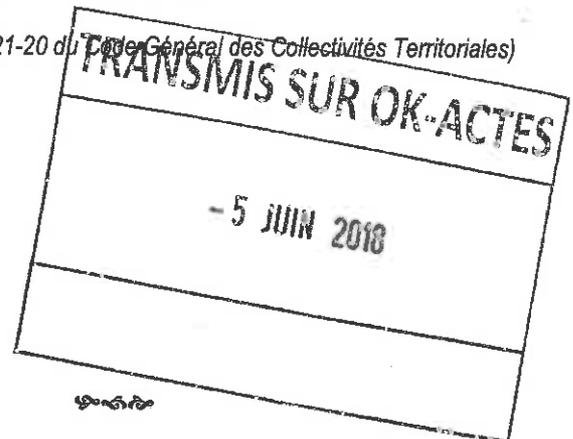
(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.



Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Maire

Références
Mots clés
Code matière

DM//ML/IH - 18-68
Assemblées Ville
5.2

Objet

**Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal
du jeudi 5 avril 2018**

L'an deux mil dix-huit, le cinquième jour du mois d'avril, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

Mme Delphine MENTRE - mandataire : Mme Frieda BACHARETTI
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
Mme Parvin CERF - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. François BORON - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : M. Tony KNEIP
M. Guy CORVEC - mandataire : M. Mustapha LOUNES
M. Olivier DEROY - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Emmanuel FILLAUDEAU - mandataire : M. Bastien FAUDOT

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités
Territoriales)*

Absents :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
M. René SCHMITT
M. Leouahdi Selim GUEMAZI
Mme Patricia BOISUMEAU



La séance est ouverte à 19 h et levée à 21 h 40.

Ordre de passage des rapports : 1 à 31.

Mme Marie STABILE entre en séance lors de l'examen du rapport n° 9 (délibération n° 18-44).

M. Alain PICARD, qui avait donné pouvoir à M. Gérard PIQUEPAILLE, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 24 (délibération n° 18-59).

Mme Loubna CHEKOUAT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 31 (délibération n° 18-66).



DELIBERATION N° 18-36 : NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

de désigner M. Brice MICHEL pour exercer cette fonction.

**DELIBERATION N° 18-37 : ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 14 FEVRIER 2018**

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 31 voix pour, 2 contre (M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU-) et 5 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Isabelle LOPEZ ne prend pas part au vote),

DECIDE

d'adopter le présent compte rendu.

DELIBERATION N° 18-38 : COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION QUI LUI A ETE CONFIEE PAR DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 AVRIL 2014 ET DU 5 NOVEMBRE 2015, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte.

DELIBERATION N° 18-39 : MANDAT SPECIAL ACCORDE AU MAIRE POUR LA PERIODE DU 3 AU 4 AVRIL 2018

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 32 voix pour, 0 contre et 3 abstentions (M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU-, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de donner mandat spécial à M. Damien MESLOT, Maire de la Ville de Belfort, pour son déplacement à Paris, pour la période du 2 avril 2018 au 4 avril 2018, afin de se rendre au rendez-vous, le 3 avril, avec Mme la Ministre de la Justice et d'assister à la visite du 4 avril de la Fondation Louis Vuitton, dans le cadre d'un futur prêt d'œuvres de la Donation Jardot,

d'autoriser la prise en charge des frais de transport et d'hébergement dans l'intégralité de leur montant (aux réels) occasionnés, sur production des justificatifs de paiement auprès du comptable public.

DELIBERATION N° 18-40 : RESTAURATION DU PERSONNEL - AVENANT A LA CONVENTION AURIE

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant à la convention d'admission aux restaurants d'entreprises du Techn'hom, fixant les tarifs pour l'année 2018.

**DELIBERATION N° 18-41 : COMITE DES OEUVRES SOCIALES -
CONVENTION ET PARTICIPATION 2018**

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU-
ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

d'autoriser :

. M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention à intervenir avec le Comité des Oeuvres Sociales,

. le versement d'une participation de 2 % de la masse salariale, soit 486 000 € (quatre cent quatre vingt six mille euros), sur le Budget principal, et 23 000 € (vingt trois mille euros) pour le Centre de Formation des Apprentis, pour l'exercice 2018,

. le versement du budget de l'aide aux vacances collectivité 2018 d'un montant de 15 607 € (quinze mille six cent sept euros).

**DELIBERATION N° 18-42 : AVENANT A LA CONVENTION D'INSTALLATION
D'UNE DERMATOLOGUE**

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 4 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Jacqueline GUIOT, M. Marc ARCHAMBAULT),

DECIDE

de valider la modification se rapportant à la date du début de prise en charge des six premiers mois de loyers, laquelle prendra effet à l'ouverture effective du cabinet de Mme KARAKYRIOU à la patientèle,

d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant à la convention d'installation de Mme KARAKYRIOU, dermatologue.

DELIBERATION N° 18-43 : CREATION ET TRANSFORMATION DE POSTES

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 32 voix pour, 0 contre et 4 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU-, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

de se prononcer favorablement sur :

. la création d'un poste d'Adjoint d'Animation à 21,05/35èmes au sein de la Direction de la Vie Scolaire,

. la transformation d'un poste d'Adjoint Administratif de Catégorie C en un poste de Rédacteur de Catégorie B, suite à l'évolution des missions d'un agent de la Direction de l'Action Culturelle et à sa réussite à un concours.

DELIBERATION N° 18-44 : AFFECTATION DES SUBVENTIONS DE L'EXERCICE 2018 DU BUDGET PRINCIPAL VILLE

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 33 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, Mme Isabelle LOPEZ),

(Mme Dominique CHIPEAUX et M. Marc ARCHAMBAULT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser l'attribution des subventions énoncées, qui seront prélevées sur les crédits votés au Budget Primitif 2018,

de procéder à un vote distinct pour les Associations qui comptent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié.

**DELIBERATION N° 18-45 : CESSION D'UN TERRAIN SIS 8 RUE DE LA PAIX
A BELFORT AU PROFIT DE MM. DRIDI ET MOUSTATI**

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 2 abstentions
(Mme Francine GALLIEN, Mme Isabelle LOPEZ),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de cette cession au profit de MM. DRIDI
et MOUSTATI, ou toute personne morale qui se substituerait à eux,

de constater la désaffectation du bien,

de prononcer son déclassement,

de confier le dossier à Maître Florence RIGOLLET, notaire à Belfort,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et
tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DELIBERATION N° 18-46 : CESSION D'UN TERRAIN SIS RUE DE FERRETTE
A BELFORT AU PROFIT DE MME ET M. VILLEMIN**

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 3 abstentions (M. Bastien FAUDOT -mandataire de
M. Emmanuel FILLAUDEAU-, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

d'abroger la délibération n° 11-32 du 31 mars 2011,

d'approuver le principe et les conditions de la cession de terrain sis rue de Ferrette
au profit de Mme et M. Robert VILLEMIN,

de constater la désaffectation du bien,

de prononcer son déclassement,

de confier le dossier à Maître Annie LOCATELLI-HANS, notaire à Belfort,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et
tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION N° 18-47 : ACQUISITION D'UNE CAVE IMMEUBLE 5 PLACE DE LA REPUBLIQUE

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 2 contre (M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU-) et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT),
Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de l'acquisition de cette cave au profit de la Ville de Belfort,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION N° 18-48 : REGLEMENT INTERIEUR DE LA MAISON DU PEUPLE

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 2 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

de valider le règlement intérieur de la Maison du Peuple,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à le signer.

DELIBERATION N° 18-49 : ADOPTION DES TARIFS 2018 ET 2019 DES LOCATIONS DE SALLES DU CAFE-RESTAURANT DE LA CITADELLE

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint, et de Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Marc ARCHAMBAULT),

DECIDE

d'approuver les tarifs 2018 et 2019 des locations de salles du Café-Restaurant de la Citadelle.

**DELIBERATION N° 18-50 : CFA - SOLLICITATION DE FINANCEMENT
AUPRES DU CONSEIL REGIONAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE**

Vu le rapport de M. Mustapha LOUNES, Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-
ne prend pas part au vote),*

DECIDE

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant :

. à solliciter le Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté pour un subventionnement au meilleur taux possible,

. à signer tout document y afférent.

**DELIBERATION N° 18-51 : MARCHÉ DES LIVRES ET FOURNITURES
SCOLAIRES DESTINÉS AUX ÉCOLES, AUX STRUCTURES DE LA PETITE
ENFANCE ET AUX CENTRES D'ACCUEIL PERISCOLAIRE DE LA VILLE DE
BELFORT**

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces nécessaires à la conclusion des marchés concernant cet appel d'offres avec la ou les sociétés qui seront désignées comme attributaires par la Commission d'Appel d'Offres.

**DELIBERATION N° 18-52 : ORGANISATION DE SEJOURS DE VACANCES
POUR L'ETE 2018**

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 33 voix pour, 0 contre et 4 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Francine GALLIEN, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Jacqueline GUIOT, M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel
FILLAUDEAU- ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

d'adopter les tarifs applicables pour les séjours de vacances de l'été 2018 détaillés dans la délibération,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de partenariat à venir avec la Caisse d'Allocations Familiales.

DELIBERATION N° 18-53 : OPERATIONS ECONOMIES D'ENERGIE 2018

Vu le rapport de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du rapport des opérations d'économies d'énergie 2018.

DELIBERATION N° 18-54 : APPROBATION APRES ENQUETE PUBLIQUE - MODIFICATION DU PLAN D'ALIGNEMENT DE LA RUE COLBERT ET ABROGATION DU PLAN D'ALIGNEMENT DES RUES FOLTZ, DUVERNOY, DE LA FRATERNITE, ALBERT THOMAS ET DU VIEIL ARMAND

Vu le rapport de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint, et de M. Guy CORVEC, Conseiller Municipal Délégué,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver, après enquête publique :

- la modification du plan d'alignement de la rue Colbert,*
- l'abrogation du plan d'alignement de la rue Foltz,*
- l'abrogation du plan d'alignement de la rue Duvernoy,*
- l'abrogation du plan d'alignement de la rue de la Fraternité,*
- l'abrogation du plan d'alignement de la rue Albert Thomas,*
- l'abrogation du plan d'alignement de la rue du Vieil Armand.*

DELIBERATION N° 18-55 : MODIFICATION DE LA CONVENTION-CADRE DU CLUB DES PARTENAIRES DE LA VILLE DE BELFORT

Vu le rapport de Mme Delphine MENTRE, Adjointe, présenté par M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 32 voix pour, 2 contre (Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT) et 3 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU-),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

d'entériner les modifications et d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer cette convention révisée, ainsi que tous les avenants et actes relatifs au Club des Partenaires de la Ville de Belfort.

DELIBERATION N° 18-56 : PROGRAMME DE TRAVAUX FORESTIERS 2018 ET ASSIETTE DE COUPES

Vu le rapport de M. Yves VOLA, Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
Mme Jacqueline GUIOT, M. Bastien FAUDOT –mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU- ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

de valider :

- . le programme de travaux forestiers 2018,
- . l'assiette des coupes de l'exercice 2018,
- . le projet de desserte forestière de la Miotte.

DELIBERATION N° 18-57 : VISITES GUIDEES TOURISTIQUES ET PATRIMONIALES - CONVENTION AVEC BELFORT TOURISME

Vu le rapport de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 3 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT, M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver :

. la poursuite de la gestion des visites guidées touristiques et patrimoniales par Belfort Tourisme,

. la convention annexée, conclue pour une durée de trois ans, du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2020,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer tout document relevant de l'application de cette décision, dont la convention.

DELIBERATION N° 18-58 : CONVENTIONNEMENT ENTRE LES MUSEE(S) DE BELFORT ET L'ADAPEI DU TERRITOIRE DE BELFORT

Vu le rapport de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Marie STABILE, Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver les dispositions du conventionnement entre les Musée(s) de Belfort et l'ADAPEI du Territoire de Belfort,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention avec l'ADAPEI du Territoire de Belfort.

DELIBERATION N° 18-59 : SECURITE ROUTIERE - OBTENTION DU LABEL VILLE PRUDENTE

Vu le rapport de M. Gérard PIQUEPAILLE, Adjoint, et de M. Guy CORVEC, Conseiller Municipal Délégué,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 31 voix pour, 4 contre (Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU-, Mme Isabelle LOPEZ) et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de donner un avis favorable quant à l'engagement de la Ville en vue de l'obtention du label Ville prudente,

d'adhérer à ce programme et d'autoriser le M. le Maire, ou son représentant, à signer tout document nécessaire à cette adhésion.

DELIBERATION N° 18-60 : DELIVRANCE DE LA CARTE NATIONALE D'IDENTITE AUX PERSONNES DETENUES - PROTOCOLE LOCAL

Vu le rapport de Mme Monique MONNOT, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote),

DECIDE

d'approuver le contenu du protocole local relatif à la demande et à la délivrance de la Carte Nationale d'Identité aux personnes détenues,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à le signer.

DELIBERATION N° 18-61 : CONVENTION AVEC LE COLLECTIF DES MORTS DE LA RUE 90

Vu le rapport de Mme Monique MONNOT, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

d'approuver le contenu de la convention avec le Collectif des Morts de la Rue 90,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à la signer.

DELIBERATION N° 18-62 : CREATION D'UNE CONCESSION PERPETUELLE A TITRE HONORIFIQUE

Vu le rapport de Mme Monique MONNOT, Adjointe, et de M. Tony KNEIP, Conseiller Municipal Délégué,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

de reprendre la concession échue précitée et de la transformer en concession perpétuelle à titre honorifique fermée à toute inhumation ultérieure,

d'autoriser le Souvenir Français à aménager la concession selon les modalités décrites dans la présente délibération.

DELIBERATION N° 18-63 : PARTENARIAT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU TERRITOIRE DE BELFORT POUR LES AIDES AUX TEMPS LIBRES DE L'ETE 2018

Vu le rapport de M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint, présenté par M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

de valider la reconduction des Aides aux Temps Libres pour l'été 2018, afin de poursuivre son action en faveur des jeunes,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention de financement à intervenir avec la Caisse d'Allocations Familiales du Territoire de Belfort.

DELIBERATION N° 18-64 : TRANSFERT DES DEUX AGENTS D'EXPLOITATION DU STADE SERZIAN A GRAND BELFORT COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DANS LE CADRE DU TRANSFERT DU STADE SERZIAN ET MAINTIEN DE LEURS AVANTAGES

Vu le rapport de M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint, présenté par M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 3 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote),

DECIDE

de valider :

- le transfert des deux agents d'exploitation du stade Serzian au Grand Belfort Communauté d'Agglomération, à compter du 1^{er} juin 2018,

- le maintien des avantages des agents transférés.

DELIBERATION N° 18-65 : ADHESION AU RESEAU FRANCOPHONE DES VILLES AMIES DES AINES

Vu le rapport de Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 32 voix pour, 2 contre (M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU-) et 3 abstentions (Mme Francine GALLIEN, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-,
Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

d'autoriser M. le Maire à effectuer les démarches permettant à la Ville de Belfort d'adhérer au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés, ainsi qu'au Réseau Mondial des Villes et Communautés Amies des Aînés,

de désigner Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée, en tant que représentant de la collectivité au sein du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés,

d'autoriser le versement de la cotisation annuelle, soit 830 € (huit cent trente euros) pour 2018.

DELIBERATION N° 18-66 : MOTION : AEROPARC - DEMAMNDE DE SAISINE DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE ET DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES

Vu le rapport de M. Bastien FAUDOT, Mme Samia JABER, M. Leouahdi Selim GUEMAZI et M. Emmanuel FILLAUDEAU, Conseillers Municipaux,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 28 voix contre, 8 pour et 0 abstention,

*(Mme Frieda BACHARETTI -mandataire de Mme Delphine MENTRE-,
Mme Latifa GILLOTTE ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

de rejeter la présente motion.



L'intégralité des débats peut être consultée sous le portail des élus du Conseil Municipal et sur le site Internet de la Ville de Belfort.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

d'adopter le présent compte rendu.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINT-ETIENNE


TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018

Objet de la délibération

N° 18-69

Compte rendu
des décisions prises par
M. le Maire en vertu de
la délégation qui lui a été
confiée par délibérations
du Conseil Municipal
du 17 avril 2014 et du
5 novembre 2015,
en application de
l'Article L 2122-22
du Code Général des
Collectivités Territoriales

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoints ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD – mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT – mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT – mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018



Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Maire

Références
Mots clés
Code matière

DM/ML/DS/IH - 18-69
Assemblées Ville
5.2

Objet

Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Je vous rends compte des décisions prises en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales depuis notre dernière réunion.

CONCLUSION DES MARCHES SUIVANTS :

Marchés à procédures adaptées

- Arrêté n° 18-0407 du 13. 3.2018 : Service Patrimoine Bâti - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société COOPER SECURITE SAS sise rue Beethoven à Riom (Puy-de-Dôme)

Montant TTC : 30 000,00 €

Objet : vérification périodique et maintenance réglementaire des sources centrales d'éclairage des bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : 1 an à compter de la notification ; il peut être reconduit deux fois par période d'un an ; la durée maximale du contrat est de trois ans. Le montant sera identique pour chaque reconduction.

- Arrêté n° 18-0410 du 14. 3.2018 : Service Patrimoine Bâti - Accord-cadre de contrôle technique passé avec le Bureau VERITAS CONSTRUCTION sis 16 rue Henri Becquerel - Centre Affaire Techn'Hom 3 à Belfort

Montants TTC :

| | |
|-----------------|-------------|
| . seuil minimum | 2 400,00 € |
| . seuil maximum | 36 000,00 € |

Objet : opérations de maintenance des bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : 12 mois à compter de la notification, reconduit tacitement jusqu'à son terme ; la durée maximale est de 36 mois ; les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

- Arrêté n° 18-0415 du 14. 3.2018 : Direction des Affaires Juridiques - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société SARRE&MOSELLE/MS AMLIN MARIN/AIG EUROPE sise 17bis rue Poincaré à Sarrebourg (Moselle)

Montant maximum TTC : 119 600,00 €

Objet : marché de service d'assurance pour la Ville de Belfort relatif aux manifestations ponctuelles et risques annexes.

Durée : du 1^{er} avril 2018, pour une durée ferme de 4 ans, soit jusqu'au 31 mars 2022.

- Arrêté n° 18-0431 du 16. 3.2018 : Direction des Affaires Générales/Entretien - Accord-cadre multi-attributaire de fournitures courantes et services passé avec les Sociétés :

- ENERGIE EMPLOI sise 6 rue du Rhône à Belfort
- PASSERELLES POUR L'EMPLOI sise Centre Jean Moulin à Valdoie (90300)

Montant maximum TTC : 180 000,00 €

Objet : service de qualification et d'insertion professionnelle réalisé sous forme de prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi : mise à disposition de personnel pour la réalisation de prestations d'entretien de locaux.

Durée : 1 an à compter de la notification.

- Arrêté n° 18-0452 du 20. 3.2018 : Direction de la Vie Scolaire/Accueil Périscolaire - Marché de fournitures courantes et services passé avec les Associations suivantes :

- PEP 90 sise site Bartholdi - 10 rue de Londres à Belfort
- Les Compagnons des Jours Heureux sise 26 rue Jean Jaurès - BP 60882 à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines)
- CLV Rhône Alpes sise Maison des Associations - 9 rue du Colombier à Saint-Marcellin (Isère)
- Ligue de l'Enseignement/FOL des Vosges sise 10 rue C. Flammarion - BP 47032 à Dijon (Côte-d'Or)

Montants TTC :

82 577,00 €

| Association | Lot | Montant TTC (€) d'un séjour | Nombre d'enfants inscrits | Total TTC (€) |
|--|---|-----------------------------|---------------------------|---------------|
| PEP 90 | 1 : Séjour sur le thème de l'environnement ou proche de la nature du 9 au 13 juillet 2018 : enfants scolarisés de la petite section maternelle au CE1 | 349,00 | 25 | 8 725,00 |
| Les Compagnons des Jours Heureux | 2 : Bord de Méditerranée, séjour à thème du 16 au 27 juillet 2018 : enfants scolarisés en primaire du CP au CM2 | 835,00 | 25 | 20 875,00 |
| <u>CLV Rhône Alpes</u> | 3 : Montagne en France, séjour à thème du 30 juillet au 10 août 2018 : enfants scolarisés en primaire du CP au CM2 | 678,00 | 25 | 16 950,00 |
| Les Compagnons des Jours Heureux | 4 : Océan Atlantique, séjour à thème du 13 au 24 août 2018 : enfants scolarisés en primaire du CP au CM2 | 835,00 | 25 | 20 875,00 |
| Ligue de l'Enseignement/FOL des Vosges | 5 : Bord de mer Méditerranée, séjour à thème du 9 au 18 juillet 2018 : jeunes de 14 à 17 ans | 947,00 | 16 | 15 152,00 |

Objet : séjours de vacances pour les enfants de 4 à 11 ans et de 14 à 17 ans, durant l'été 2018.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 30 octobre 2018.

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Arrêté n° 18-0471 du 22. 3.2018 : Service Patrimoine Bâti - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société AEMI - Maison des Entreprises - Chemin de Goudan à Bourogne (90400)

Montant TTC : 4 787,47 €

Objet : entretien des pompes de sites divers du patrimoine de la Ville de Belfort.

Durée : 1 an, reconductible pour deux périodes successives, soit pour une durée maximum de 3 ans ; les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

- Arrêté n° 18-0472 du 22. 3.2018 : Service Patrimoine Bâti - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société SCHNEIDER-ELECTRIC FRANCE sise 20 rue de la Marne à Soultz (Haut-Rhin)

Montant TTC : 216 000,00 €

Objet : mise en conformité et maintenance périodique des postes de transformation électrique HT/BT, propriété de la Ville de Belfort.

Durée : 3 ans, à compter de la notification.

- Arrêté n° 18-0481 du 26. 3.2018 : Service Patrimoine Bâti - Marché de travaux passé avec la Société ITS sise 17 rue Gustave Eiffel à Goussainville (Val d'Oise)

Montant TTC : 59 082,48 €

Objet : création d'un local DAB rue Marc Sangnier à Belfort.

Durée : 3 mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 18-0505 du 30. 3.2018 : CFA-Pôle Gestion - Accord-cadre de fournitures courantes et services passé avec la Société BLANCHISSERIE LINGENET sise ZI les Combottes à Valentigney (Doubs)

Montants TTC :

| | |
|-----------------|------------|
| . seuil minimum | 3 600,00 € |
| . seuil maximum | 9 600,00 € |

Objet : mise à disposition et entretien de nappes, serviettes et napperons.

Durée : 1 an, reconduit tacitement par période de 12 mois, soit 36 mois au total. Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction

- Arrêté n° 18-0508 du 30. 3.2018 : Direction des Ressources Humaines - Santé sécurité et qualité de vie au travail - Avenant n° 1 de transfert de l'accord-cadre de fournitures courantes et services passé avec la Société OREXAD ST SOLUFI sise ZAC des Combottes - 2 rue de la Forge à Valentigney (Doubs)

Objet : union des Sociétés SOLUFI et OREXAD, pour devenir Société OREXAD ST SOLUFI pour la fourniture d'habillement et d'équipements de protection individuelle - Lot 3 : protection du corps.

Les conditions du contrat restent inchangées.

Durée : à compter de la signature de l'avenant.

- Arrêté n° 18-0509 du 30. 3.2018 : Direction des Affaires Juridiques - Mandat d'agent immobilier passé avec l'Agence SAS BCM AVENIR - SWIXIM sise 9bis Grande Rue à Belfort

Montant prévisionnel de la commission TTC : 62 400,00 €
Celle-ci sera directement versée par l'acquéreur à l'agence au moment de la signature de l'acte authentique.

Objet : vente du Château Georges Léguillon à Vescemont.

Durée : 12 mois, à compter de la notification, les trois premiers sont irrévocables.

- Arrêté n° 18-0537 du 4. 4.2018 : Direction des Affaires Juridiques - Marché de fournitures courantes et services passé avec les Sociétés :
- WAGNER sise 6 faubourg de Besançon à Belfort
- OBBO sise 3 avenue Wilson à Belfort

Objet : acquisition de mobilier pour la Ville de Belfort.

Montant annuel maximum TTC : 34 800,00 €

| Sociétés | Lots | Montant annuel maximum TTC |
|----------|-------------------------------------|----------------------------|
| WAGNER | Lot 1 : Sièges | 9 600,00 € |
| | Lot 2 : Plans tables et caissons | 16 800,00 € |
| | Lot 4 : Lampes - Accessoires divers | 6 000,00 € |
| OBBO | Lot 3 : Armoires | 2 400,00 € |

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 31 décembre 2018, reconductible tacitement deux fois, jusqu'au 31 décembre 2020, avec un montant identique pour chaque période.

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Arrêté n° 18-0538 du 4. 4.2018 : Service des Espaces verts - Marché de fournitures courantes et services passé avec les Sociétés :

- TRIANGLE sise 2 rue du Chauffour - Parc d'Activité de la Broye à Ennevelin (Nord)
- GUILLEBERT SAS sise 3 rue Jules Verne - BP 17 - L'Orée du Golf à Ronchin (Nord)
- NATURA'LIS sise 4 boulevard de Beauregard à Longvic (Côte-d'Or)
- DRAYER sise 6 rue Icare à Entzheim (Bas-Rhin)

Objet : fourniture et livraison d'outillage horticole et d'entretien espaces verts.

Montants TTC :

| Sociétés | Lots | Minimum TTC | Maximum TTC |
|----------------|--|-------------|-------------|
| TRIANGLE | Lot 1 : Outillages et fournitures pour travaux de tailles et coupes | 1 440,00 € | 6 000,00 € |
| GUILLEBERT SAS | Lot 2 : Outillages et fournitures pour travaux du sol | 1 200,00 € | 3 600,00 € |
| NATURA'LIS | Lot 3 : Outillages et fournitures pour travaux d'arrosages | 1 200,00 € | 3 600,00 € |
| | Lot 4 : Outillages et fournitures pour travaux horticoles | 1 200,00 € | 3 600,00 € |
| DRAYER | Lot 5 : Outillages et fournitures pour travaux d'élagages et de débroussaillages | 2 400,00 € | 12 000,00 € |

Durée : 1 an, à compter de la notification aux attributaires.

- Arrêté n° 18-0539 du 5. 4.2018 : Direction des Espaces Verts - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Régie des Quartiers sise 3 rue Parant à Belfort

Montant maximum TTC :

30 000,00 €
(pour chaque période)

Objet : insertion par l'activité de désherbage sur les quartiers des Résidences et des Glacis.

Durée : 1 an, à compter de la notification ; le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2 ans et la durée de chaque période est de 1 an.

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Arrêté n° 18-0547 du 5. 4.2018 : Service Patrimoine Bâti - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société LACAVE CHAUFFAGE sise 14 rue Pégoud à Fontaine (90150)

Montant TTC : 4 511,65 €

Objet : vérifications périodiques réglementaires des installations de gaz des bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 18 mars 2019, reconductible pour deux périodes successives d'un an, soit pour une durée maximale de 3 ans ; les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

- Arrêté n° 18-0569 du 6. 4.2018 : Direction des Espaces Verts - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société BOHRER PAYSAGES sise 328 Les Plains Champs à Labaroche (Haut-Rhin)

Montant TTC : 2 520,14 €

Objet : entretien du toit végétalisé du gymnase «Le Phare» de la Ville de Belfort.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 1^{er} avril 2019, reconductible par période successive de 1 an, pour une durée maximale de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 1^{er} avril 2021, avec un montant annuel identique.

- Arrêté n° 18-0575 du 9. 4.2018 : Direction de l'Urbanisme - Accord-cadre de prestations intellectuelles passé avec l'Etude SOLER-COUTEAUX LLORENS SELARL sise 6 rue de Dublin - CS 20029 à Schiltigheim (Bas-Rhin)

Montants TTC :

| | |
|--|----------------------------------|
| mission d'assistance juridique : | 19 800,00 € |
| éventuelles missions d'assistance contentieuse : | 36 000,00 € (montant maximal) |

Objet : missions d'assistance juridique et contentieuse concernant la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Belfort.

Durée :

. missions d'assistance juridique : à compter de la notification, jusqu'au 31 mars 2019,
. missions d'assistance contentieuse : à compter de la notification et se termineront au plus tard 4 ans après cette date.

- Arrêté n° 18-0616 du 13. 4.2018 : Service Espace Public et Mobilités - Marché de fournitures courantes et services passé avec le Cabinet SERGE DOR - DIMOE sis 26 avenue de la Concorde à Dijon (Côte d'Or)

Montants TTC :

| | |
|-----------|-------------|
| . minimum | 8 400,00 € |
| . maximum | 24 000,00 € |

Objet : visites simplifiées et inspections détaillées d'ouvrages d'art avec mission de contrôle.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 31 décembre 2018.

- Arrêté n° 18-0645 du 23. 4.2018 : Direction de l'Education/Petite Enfance - Marché de fournitures courantes et services passé avec les Sociétés :
- BRICOUT LINGE sise Espace Lognes - 8 rue Sainte-Claire Déville à Marne la Vallée Cedex 2 (77)
- DAILLOT INTERNATIONAL SASU sise 13 A Honville à Ban-de-Laveline (Vosges)

Objet : fourniture d'équipements divers pour l'établissement d'accueil Petite Enfance quartier Belfort Nord

Montant TTC :

| Sociétés | Lots | Montant TTC |
|----------------------------|-----------------------------|--------------------|
| BRICOUT LINGE | Lot 1 : Linge literie | 17 863,27 € |
| DAILLOT INTERNATIONAL SASU | Lot 4 : Structure motricité | 6 510,30 € |

Les offres des lots n° 2 et 3 ne correspondant pas aux attentes de la collectivité, il a été décidé de les déclarer sans suite et de relancer une nouvelle consultation avec un cahier des charges modifié.

Durée : 2 mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 18-0649 du 23. 4.2018 : Direction Générale des Services Techniques/Energie et Fluides - Marché de travaux passé avec la Société EIMI SAS sise 169 rue du Breuil à Etupes (Doubs)

Montant TTC :

| Tranches | Montant HT (€) | Montant TTC (€) |
|--|-------------------|-------------------|
| Tranche ferme : remplacement de la production thermique | 89 245,50 | 107 094,60 |
| Tranche optionnelle 1 : remplacement des robinets de radiateurs et têtes thermostatiques | 4 738,60 | 5 686,32 |
| Tranche optionnelle 2 : remplacement de la régulation | 12 891,70 | 15 470,04 |
| Total | 106 875,80 | 128 250,96 |

Objet : rénovation de la chaufferie du Centre de Formation des Apprentis de Belfort.

Durée : 4 mois à compter de la notification pour la tranche ferme et 1 mois pour les tranches optionnelles 1 et 2, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

- Arrêté n° 18-0663 du 24. 4.2018 : Direction des Affaires Juridiques - Marché de fournitures courantes et services passé avec l'agence CITYA BELVIA sise 29 quai Vauban à Belfort

Montants prévisionnels des commissions TTC :

| | |
|--|-------------|
| · Château Léguillon à Vescemont | 39 000,00 € |
| · Appartement 15 rue de la Grande Fontaine | 7 000,00 € |
| · Local commercial place du Forum | 7 000,00 € |
| · 2 parcelles rue Brossolette | 6 000,00 € |

Ces commissions seront versées directement par les acquéreurs à l'agence lors de la signature de l'acte authentique.

Objet : vente des biens immobiliers suivants :

- Château Léguillon à Vescemont
- Appartement de 74 m² 15 rue de la Grande Fontaine
- Local commercial de 110,59 m² place du Forum
- 2 parcelles de terrain d'une surface globale de 742 m² 1 rue Brossolette.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 30 juin 2019 ; les trois premiers mois sont irrévocables.

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Arrêté n° 18-0668 du 24. 4.2018 : Marché de prestation de service passé avec la Société Coopérative et Participative V2C sise 2bis avenue Jean Moulin à Belfort

Montant TTC : 1 680,00 €
(la Société V2C percevra en outre une commission de 15 % des articles vendus fournis par la Ville de Belfort).

Objet : vente de produits promotionnels dans la boutique du Festival International de Musique Universitaire.

Durée : du 17 au 21 mai 2018.

- Arrêté n° 18-0677 du 26. 4.2018 : Service Patrimoine Bâti - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société TECHNORAM SARL sise ZI rue du Canal à Champigneulles (Meurthe et Moselle)

Montant TTC : 6 600,00 €

Objet : nettoyage et dégraissage des réseaux d'extraction de cuisine de divers bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : 1 an à compter de la notification ; il pourra être tacitement reconduit pour 2 périodes successives, soit une durée maximum de 3 ans. Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

Conventions

- Arrêté n° 18-0400 du 13. 3.2018 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec l'Association Maison de Quartier Centre Ville

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jouvet, situé place du Forum à Belfort.

Destination : pratique du théâtre.

Durée : 23/24 juin 2018 (représentations Atelier Théâtre).

Montant : à titre gratuit (à titre d'information, le montant de cette mise à disposition serait de 540 €).

- Arrêté n° 18-0403 du 13. 3.2018 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association des Anciens des Forces Françaises en Allemagne et Autriche - 201^{ème} Section du Territoire de Belfort (AFFAA 201^{ème} Section)

Objet : mise à disposition du bureau partagé 37/38 situé Cité des Associations - 2 rue Jean-Pierre Melville à Belfort.

Destination : activités de l'Association.

Durée : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, renouvelable par période de 1 an, jusqu'au 31 décembre 2029.

Montant de la redevance : versement d'une redevance dont le montant est fixé chaque année civile par le Conseil Municipal (à titre indicatif, pour 2017, il s'élève à 2,50 € par heure d'occupation).

- Arrêté n° 18-0404 du 13. 3.2018 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association Solidarité Burkina Comité Nord Franche-Comté de Développement Solidaire avec le Burkina Faso

Objet : mise à disposition du bureau n° 32 situé Cité des Associations - 2 rue Jean-Pierre Melville à Belfort.

Destination : activités de l'Association.

Durée : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, renouvelable par période de 1 an, jusqu'au 31 décembre 2029.

Montant de la redevance : versement d'une redevance dont le montant est fixé chaque année civile par le Conseil Municipal (à titre indicatif, pour 2017, il s'élève à 37,50 € par mois par bureau occupé).

- Arrêté n° 18-0405 du 13. 3.2018 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association Société de Ski et de Tourisme en Montagne de Belfort (SSTMB)

Objet : mise à disposition du bureau partagé 35/36 situé Cité des Associations - 2 rue Jean-Pierre Melville à Belfort.

Destination : activités de l'Association.

Durée : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, renouvelable par période de 1 an, jusqu'au 31 décembre 2029.

Montant de la redevance : versement d'une redevance dont le montant est fixé chaque année civile par le Conseil Municipal (à titre indicatif, pour 2017, il s'élève à 2,50 € par heure d'occupation).

- Arrêté n° 18-0428 du 15. 3.2018 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec le Collège Pierre et Marie Curie d'Héricourt

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jovet, situé place du Forum à Belfort.

Destination : pratique du théâtre.

Durée : vendredi 11 mai 2018.

Montant de la redevance : 270 €.

- Arrêté n° 18-0429 du 15. 3.2018 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec le Collège Simone Signoret

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jovet, situé place du Forum à Belfort.

Destination : pratique du théâtre.

Durée : vendredi 18 mai 2018.

Montant de la redevance : à titre gratuit (*à titre d'information, le montant de cette mise à disposition serait de 270 €*).

- Arrêté n° 18-0430 du 15. 3.2018 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Belfort

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jovet, situé place du Forum à Belfort.

Destination : pratique du théâtre.

Durée : jeudi 12 avril 2018.

Montant de la redevance : à titre gratuit (*à titre d'information, le montant de cette mise à disposition serait de 155 €*).

- Arrêté n° 18-0549 du 5. 4.2018 : Avenant n° 1 à la convention de mise à disposition passée avec le Collectif Résistance Déportation

Objet : modification de la mise à disposition de la boîte aux lettres (boîte n° 4 au lieu du n° 35) pour le bureau 35/36 situé Cité des Associations - 2 rue Jean-Pierre Melville à Belfort.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

- Arrêté n° 18-0576 du 9. 4.2018 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association Belfort Auto Retro

Objet : mise à disposition du bureau club 104 situé au premier étage du bâtiment Externat, 10 rue de Londres à Belfort.

Destination : activités de l'Association.

Durée : du 7 mars au 31 décembre 2018, renouvelable par période de 1 an, jusqu'au 31 décembre 2029.

Montant de la redevance : à titre gratuit (*à titre indicatif, le montant de cette mise à disposition est évalué à 2 102,69 € par an*).

- Arrêté n° 18-0577 du 9. 4.2018 : Convention de mise à disposition passée avec l'Union Syndicale «Solidaires Nord Franche-Comté»

Objet : mise à disposition de bureaux situés à la Maison du Peuple, place de la Résistance à Belfort.

Destination : activités de l'Union Syndicale.

Durée : du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017, renouvelable par période de 1 an, jusqu'au 31 décembre 2028.

Montant de la redevance : versement d'une redevance dont le montant est fixé chaque année civile par le Conseil Municipal (*à titre indicatif, pour 2017, il s'élève à 12,50 € par an et par mètre carré occupé*).

- Arrêté n° 18-0617 du 16. 4.2018 : Convention de mise à disposition passée avec le Collège Notre-Dame

Objet : mise à disposition du drapeau de la Ville de Belfort au Collège Notre-Dame.

Destination : déroulement des cérémonies patriotiques.

Durée : du 8 mai au 11 novembre 2018.

Montant : à titre gratuit (*à titre indicatif, le montant de cette mise à disposition est évalué à 2 000 €/an*).

Régies

- Arrêté n° 18-0432 du 16. 3.2018 : Jeunesse - Création d'une régie d'avance temporaire « Paiement des menues dépenses »

• Il est institué une régie de dépenses temporaire « Paiement des menues dépenses » auprès du Service Jeunesse.

Elle est installée dans les locaux du Service Jeunesse de la Ville de Belfort sis annexe Bartholdi.

Elle fonctionne le 20 avril 2018, pour la sortie à Badenwiller dans le cadre de la semaine bien-être. Elle a pour objet les dépenses suivantes :

- entrées enfants : 12,00 €, soit 7 jeunes
- entrées adultes : 15,50 €, soit 2 adultes.

- Arrêté n° 18-0514 du 3. 4.2018 : Jeunesse - Création d'une régie d'avance temporaire « Paiement des menues dépenses »

• Il est institué une régie de dépenses temporaire « Paiement des menues dépenses » auprès du Service Jeunesse.

Elle est installée dans les locaux du Service Jeunesse de la Ville de Belfort sis annexe Bartholdi.

Elle fonctionne du 16 au 20 avril 2018 inclus, pendant le séjour organisé dans les Cévennes. Elle a pour objet le paiement des dépenses suivantes :

- entrées musées,
- dépenses de pharmacie,
- dépenses d'alimentation.

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 18-0386 du 9 mars 2018.

Subventions

- Arrêté n° 18-0490 du 28. 3.2018 : Direction de l'Action Culturelle - Demande de subvention à la Direction des Affaires Culturelles Bourgogne Franche-Comté

Objet : développement de la connaissance du « Livre Pauvre », dans le cadre du dispositif « C'est mon Patrimoine ».

Montant de la demande : 10 000,00 €

- Arrêté n° 18-0548 du 5. 4.2018 : Direction Générale des Services - Demande de subvention à l'Etat - Préfecture du Territoire de Belfort au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL 2018)

Objet : rénovation du chauffage du site de la Citadelle.

Montant de la demande : 80 000,00 €

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Acceptation d'un legs

- Arrêté n° 18-0501 du 28. 3.2018 : «Service des Espaces Verts» - Acceptation d'un don

• Le don consenti à la Ville de Belfort, via la direction de ses Services Techniques, par la Société BELDIS, sise 1 avenue du Général de Gaulle à Belfort, constitué par des sacs de terreau non commercialisables, est accepté.

Les sacs de terreau, objet de la donation, seront récupérés, à la demande de la Société BELDIS, par l'équipe du secteur et déposés aux Serres Municipales, pour être utilisés au sein des écoles.

Concessions de cimetières (voir annexes 1 et 2)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

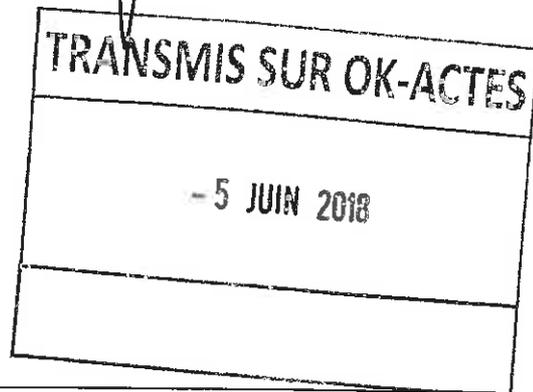
de prendre acte.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

| Achat et renouvellement cimetières Mars 2018 | | | | | | | | | |
|--|----------|--------------------------|---------------|------------------|---------------------|---------------|-------|-------------|------------|
| cimetières | titre N° | Achat/Reno/Con v/Modi | date du titre | nom du TITULAIRE | Prénom du TITULAIRE | N° concession | durée | à partir du | montant |
| BELLEVUE | 19651 | R | 05/03/2018 | STEHLIN | Roger | 3-1-2-5-83 | 15 | 26/08/2019 | 132,00 € |
| BELLEVUE | 19652 | R | 05/03/2018 | MASSENOT | Jacqueline | 3-2-2-8-130 | 15 | 15/02/2018 | 132,00 € |
| BELLEVUE | 19653 | A | 05/03/2018 | ZARBANE | Karim | 3-3-4m-6-83 | 30 | 05/03/2018 | 286,00 € |
| BRASSE | 1457 | A | 05/03/2018 | SIMON | Sylvie | 631 | 50 | 05/03/2018 | 764,00 € |
| BELLEVUE | 19654 | R | 06/03/2018 | BOUVET | Yvonne | 2-1-2-5-83 | 30 | 02/04/2008 | 284,00 € |
| BELLEVUE | 19655 | R | 06/03/2018 | OTT | Maurice | 1-3-2-7-97 | 30 | 21/04/2018 | 286,00 € |
| BRASSE | 1458 | R | 07/03/2018 | CHATELAIN | Claude | 915 | 30 | 16/03/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19656 | A | 09/03/2018 | PIEMONTESE | Edlisabeth | 1-1-4-4-46 | 30 | 09/03/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19657 | R | 12/03/2018 | AUBRY | MICHEL | 1-2-2-9-139 | 30 | 28/06/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19658 | R | 12/03/2018 | SCHEUBEL | Mauricette | 1-2-2-4-50 | 30 | 19/08/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19659 | R | 14/03/2018 | JUNG | Jeanne | 1-1-4-7-98 | 15 | 02/01/2022 | 132,00 € |
| BELLEVUE | 19660 | R | 17/03/2018 | HUSSER | Charles | 2-2-4-3-47 | 30 | 17/03/2018 | 286,00 € |
| BRASSE | 1459 | A | 19/03/2018 | MOREL | Léa | 3689 | 50 | 19/03/2018 | 764,00 € |
| BELLEVUE | 19661 | A | 20/03/2018 | FREZE | Michel | 1-1-2-2-14 | 30 | 20/03/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19662 | A | 26/03/2018 | KAIROUANI | Nadia | 1-1-2-1-6 | 30 | 26/03/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19663 | R | 29/03/2018 | ERHARD | Hypoyte | 3-2-2-5-80 | 15 | 27/04/2017 | 131,00 € |
| BRASSE | 1460 | R | 30/03/2018 | MOREL | Ghislaine | 4854 | 30 | 12/05/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19664 | A | 30/03/2018 | TERRAL | Zine | 3-3-4m-7-84 | 30 | 30/03/2018 | 286,00 € |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | 5 485,00 € |

| Achat et renouvellement cimetières Avril 2018 | | | | | | | | | |
|---|----------|--------------------------|---------------|------------------|---------------------|---------------|-------|-------------|------------|
| cimetières | titre N° | Achat/Reno/Con v/Modi | date du titre | nom du TITULAIRE | Prénom du TITULAIRE | N° concession | durée | à partir du | montant |
| BELLEVUE | 19665 | R | 03/04/2018 | FISCHER | Bernard | 3-1-2-2-25 | 15 | 16/03/2018 | 132,00 € |
| BELLEVUE | 19666 | A | 03/04/2018 | SCHNEIDER | Marc | 1-2-4-1-17 | 30 | 03/04/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19667 | R | 04/04/2018 | BOULAY | Marie | 1-2-2-9-133 | perp | 02/05/2018 | 3 908,00 € |
| BELLEVUE | 19668 | R | 05/04/2018 | GRELET | Berthe | 1-3-2-7-103 | 30 | 29/04/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19669 | A | 05/04/2018 | SCHMITT | Stéphano | 2-2-6-7-67 | 30 | 05/04/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19670 | A | 06/04/2018 | WEINBRENNER | Corinne | C-1-2,-1 | 30 | 06/04/2018 | 1 202,00 € |
| BRASSE | 1461 | R | 06/04/2018 | THOMAS | Ernest | 3097 | 15 | 04/04/2017 | 131,00 € |
| BELLEVUE | 19671 | A | 09/04/2018 | GHARBI | Slimane | 3-3-4M-7-85 | 30 | 09/04/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19672 | A | 09/04/2018 | BELUCHE | Jérôme | 1-1-2-2-22 | 30 | 09/04/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19673 | A | 09/04/2018 | BERNARD | Marie-Claude | 3-3-4m-7-86 | 30 | 09/04/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19674 | A | 10/04/2018 | POINSOT | Myriam | 1-1-3-4-43 | 30 | 10/04/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19675 | R | 12/04/2018 | SUIF | Marc | 2-1-4-5-78 | 30 | 05/11/2016 | 281,94 € |
| BRASSE | 1462 | R | 16/04/2018 | ROFFI | Eugénie | 786-786bis | 30 | 09/01/2018 | 572,00 € |
| BRASSE | 1463 | R | 19/04/2018 | BAILLY | Fernand | 1060 | 15 | 21/4/208 | 132,00 € |
| BELLEVUE | 19676 | A | 20/04/2018 | MOUGIN | Limiae | 3-3-4M-7-87 | 30 | 20/04/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19677 | R | 23/04/2018 | WINTERBERGER | Pierre | 3-2-2-9-151 | 30 | 05/07/2018 | 286,00 € |
| BRASSE | 1644 | R | 24/04/2018 | MULLER | Antoine | 2718 | 30 | 26/08/2018 | 286,00 € |
| BELLEVUE | 19678 | R | 30/04/2018 | DENIS | Pierre | 4-3-1-4-30 | 30 | 08/05/2018 | 286,00 € |
| | | | | | | | | | 9 504,94 € |

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-70

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

Désignation des membres
de la Commission
d'Appel d'Offres –
Remplacement d'un
membre de la
Commission d'Appel
d'Offres

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

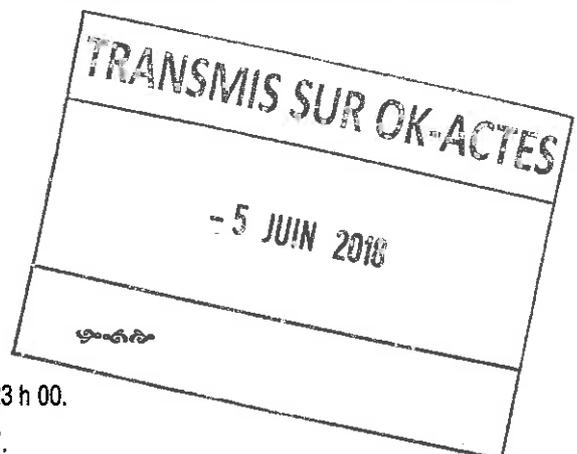
(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.



Direction Générale des Services

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Maire

Références
Mots clés
Code matière

DM/JS/FL - 18-70
Assemblées Ville
5.2

Objet

**Désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres -
Remplacement d'un membre de la Commission d'Appel d'Offres**

Vu l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 1414-2 et L 1411-5 ;

Vu l'Article 4 du règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres adopté par délibération du Conseil Municipal le 29 septembre 2016 ;

Considérant la lettre de démission de ladite Commission de M. Olivier DERROY en date du 13 mai 2018 ;

Il convient de désigner de nouveaux membres pour la Commission d'Appel d'Offres. Conformément à l'Article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission est composée, outre son Président, de cinq membres du Conseil Municipal, élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants, en nombre égal à celui des titulaires. L'élection des titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage, ni vote préférentiel.

Du fait de cette représentativité à la proportionnelle, il convient de désigner un remplaçant à M. DERROY, selon les modalités de l'Article 4 du règlement intérieur de la Commission.

Ainsi :

- M. PICARD étant le premier suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de cette même liste, il devient de facto titulaire.

En revanche, il convient d'élire un remplaçant pour le poste de suppléant vacant ; Mme Christiane EINHORN se porte candidate.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 33 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 0 abstention,

(Mme Samia JABER –mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, M. René SCHMITT
–mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Francine GALLIEN ne
prennent pas part au vote),

DECIDE

de désigner Mme Christiane EINHORN en tant que suppléante.

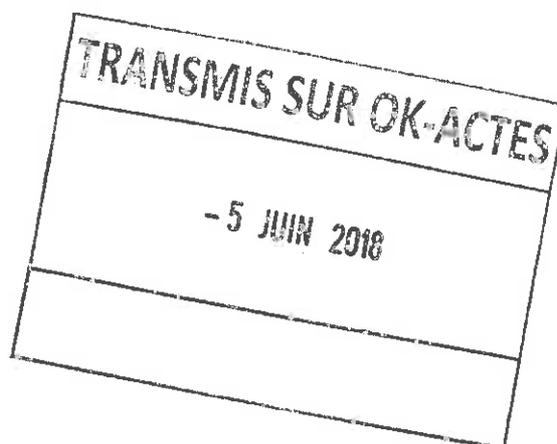
Pour mémoire, la commission est désormais composée comme suit :

Titulaires :

- Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
- Mme Monique MONNOT
- Mme Marie-Hélène IVOL
- M. Alain PICARD
- Mme Jacqueline GUIOT

Suppléants :

- Mme Christiane EINHORN
- M. Sébastien VIVOT
- M. Gérard PIQUEPAILLE
- Mme Florence BESANCENOT
- M. Bastien FAUDOT



Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire
l'objet d'un recours devant
la juridiction administrative
dans le délai de deux mois
à compter de sa publication
ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY

Objet de la délibération

N° 18-71

Ressources Humaines -
Renouvellement des
instances professionnelles

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD – mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT – mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT – mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018



Direction des Ressources Humaines

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Maire

Références
Mots clés
Code matière

DM/GL/GN/CL - 18-71
Dialogue Social - Carrières
4.1

Objet

Ressources Humaines - Renouvellement des instances professionnelles

Dans le cadre du renouvellement général et national des instances paritaires, il convient d'organiser des élections professionnelles pour la Ville de Belfort.

La date des élections professionnelles est fixée au jeudi 6 décembre 2018.

Les organismes consultatifs sont au nombre de quatre : Commission Administrative Paritaire (CAP), Commission Consultative Paritaire (CCP), Comité Technique (CT) et Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

Les Commissions Administratives Paritaires :

Elles sont au nombre de trois, une par catégorie de fonctionnaires A, B et C.

Elles émettent des avis sur :

- les situations individuelles touchant à l'accès à la Fonction Publique Territoriale,
- la gestion des carrières des agents titulaires et stagiaires (prolongation de stage, refus de titularisation, mutation dans l'intérêt du service, suppression de poste, mise à disposition...).

La composition de chaque CAP est paritaire. Elle comprend donc autant de représentants de la collectivité que de représentants du personnel. Ce nombre est défini par les textes et varie en fonction de l'effectif d'agents titulaires au 1^{er} janvier de l'année des élections professionnelles.

Les listes de candidats doivent comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de l'instance concernée.

| Strate d'agents titulaires relevant de la CAP | Nombre de représentants titulaires |
|---|------------------------------------|
| Moins de 40 agents | 3 |
| Entre 40 et moins de 250 agents | 4 |
| Entre 250 et moins de 500 agents | 5 |
| Entre 500 et moins de 750 agents | 6 |

(extrait du tableau général)

Compte tenu des effectifs constatés au 1^{er} janvier 2018 dans les 3 catégories, les représentants seront :

| Catégorie | Effectif au 1 ^{er} janvier 2018 | Nombre de représentants à la CAP |
|-----------|--|----------------------------------|
| A | 65 | 4 |
| B | 92 | 4 |
| C | 626 | 6 |

Chaque représentant est pourvu d'un suppléant.

Les Commissions Consultatives Paritaires :

Pour la première fois, des Commissions Consultatives Paritaires (CCP) seront mises en place. Elles concernent les agents contractuels de droit public sous certaines conditions d'ancienneté.

Elles sont au nombre de trois, une par catégorie de fonctionnaires A, B et C.

Elles ont le même rôle que les CAP et émettent des avis sur :

- les situations individuelles prises à l'égard des agents contractuels,
- les questions d'ordre individuel concernant leurs situations professionnelles.

La composition de chaque CCP est paritaire. Elle comprend donc autant de représentants de la collectivité que de représentants du personnel. Ce nombre est défini par les textes et varie en fonction de l'effectif d'agents titulaires au 1^{er} janvier de l'année des élections professionnelles.

Les listes de candidats doivent comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de l'instance concernée.

| Effectif relevant de la CCP | Nombre de représentants titulaires |
|-----------------------------------|------------------------------------|
| Moins de 50 agents | 2 |
| Entre 50 et moins de 100 agents | 3 |
| Entre 100 et moins de 250 agents | 4 |
| Entre 250 et moins de 500 agents | 5 |
| Entre 500 et moins de 750 agents | 6 |
| Entre 750 et moins de 1000 agents | 7 |
| Au moins égal à 1000 agents | 8 |

(extrait du tableau général)

Compte tenu des effectifs constatés au 1^{er} janvier 2018 dans les 3 catégories, les représentants seront :

| Catégorie | Effectif au 1 ^{er} janvier 2018 | Nombre de représentants à la CCP |
|-----------|--|----------------------------------|
| A | 17 | 2 |
| B | 6 | 1 |
| C | 5 | 1 |

Chaque représentant est pourvu d'un suppléant.

Le Comité Technique :

Le Comité Technique est obligatoire pour un effectif supérieur à 50 agents permanents.

Après consultation des organisations syndicales en date du 26 avril 2018, il est proposé de créer un Comité Technique commun entre la Ville de Belfort et le Grand Belfort.

Le Comité Technique est consulté pour avis sur les questions relatives :

- à l'organisation et au fonctionnement des services,
- aux évolutions de l'administration ayant un impact sur les personnels,
- aux grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences,
- aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférents, à la formation, à l'insertion et à l'égalité professionnelle,
- aux sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

Il se réunit autant que de besoin, et au minimum trois fois par an.

Afin de préserver un dialogue social riche et diversifié avec les représentants du personnel, démontrant ainsi l'attachement des élus de la Ville de Belfort et du Grand Belfort, il est proposé de maintenir le paritarisme en vigueur au sein du Comité Technique qui, de ce fait, resterait paritaire.

Le nombre de représentants de la collectivité sera donc égal à celui des représentants du personnel. Il est à fixer par l'assemblée délibérante. Il doit tenir compte de la strate démographique qui détermine un nombre minimum et un nombre maximum de représentants titulaires.

Pour ce qui concerne la Ville de Belfort et le Grand Belfort, l'effectif à retenir étant compris entre 1 000 et moins de 1 999 agents, le nombre de représentants titulaires peut être compris entre 5 et 8.

Il est proposé de retenir un nombre de représentants titulaires égal à 8. Chaque représentant titulaire sera pourvu d'un suppléant.

Les listes de candidats doivent comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de l'instance concernée.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail :

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail est obligatoire pour un effectif supérieur à 50 agents permanents.

Il est consulté pour avis sur les sujets touchant à :

- l'analyse des risques professionnels d'accident du travail,
- la prévention des éventuels risques de maladie professionnelle,
- l'élaboration de propositions visant à améliorer l'hygiène et la sécurité.

Il se réunit autant que de besoin, et au minimum, trois fois par an.

Depuis la mise en œuvre de la Loi n° 2012-347 et du Décret n° 2011-2010, les représentants du personnel ne sont plus élus, mais désignés par les organisations représentatives parmi les électeurs du CT, proportionnellement au nombre de voix obtenu lors des élections du CT.

Par ailleurs, tout comme pour le CT, la possibilité est offerte aux collectivités qui le souhaitent de maintenir le paritarisme. L'assemblée délibérante doit cependant en décider.

Pour les mêmes raisons que pour le CT, il est proposé de maintenir le paritarisme en vigueur au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

Le nombre de représentants de la collectivité sera donc égal à celui des représentants du personnel.

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018

Il est fixé par l'assemblée délibérante, en tenant compte de l'effectif de la collectivité, soit entre 3 et 10 représentants titulaires pour les collectivités employant au moins 200 agents.

Il est proposé de retenir un nombre de représentants titulaires égal à 8, permettant une meilleure représentativité des services et métiers. Chaque représentant titulaire sera pourvu d'un suppléant.

Ces propositions tiennent compte de la réunion de consultation organisée avec les organisations syndicales le 26 avril 2018.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE :

- d'autoriser :

. la création d'un Comité Technique et d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail communs entre la Ville de Belfort et le Grand Belfort,

. le maintien du paritarisme pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail,

- d'arrêter :

. le nombre de représentants de chaque collège au Comité Technique à 8 représentants pour la durée du mandat 2018-2022 des instances professionnelles,

. le nombre de représentants de chaque collège du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail à 8 représentants pour la durée du mandat 2018-2022 des instances professionnelles.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNÉ



Objet : Ressources Humaines - Renouvellement des instances professionnelles

Objet de la délibération

N° 18-72

Comptes de gestion
de Mme la Trésorière
du Centre des Finances
Publiques de Belfort-
Ville - Exercice 2017

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.



Direction des Finances

DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint

Références
Mots Clés
Code matière

SV/RB/JMG /PC - 18-72
Budget
7.1

Objet

Comptes de gestion de Mme la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort-Ville - Exercice 2017

Mme la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort-Ville assure la comptabilité de la Ville de Belfort.

Elle nous a transmis ses comptes de gestion (Budget principal et Budgets annexes) pour l'exercice 2017.

Les résultats du compte de gestion concordent avec ceux constatés au Compte Administratif de la Ville de Belfort et de ses Budgets annexes (voir tableaux ci-dessous). Ils n'appellent ni observation, ni réserve de notre part.

De plus, les Budgets annexes «Lotissement Hatry» et «Lotissement Baudin» ont été clôturés par délibérations du Conseil Municipal, respectivement du 30 juin 2016 et du 6 avril 2017. La comptable ayant réalisé les dernières écritures (non budgétaires) nécessaires permettant à l'ensemble des comptes d'être soldés, il vous est proposé d'approuver le compte de gestion de clôture de ces budgets.

1- Comparaison compte de gestion-Compte Administratif : Ville de Belfort

COMPARATIF COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2017 - VILLE

| INVESTISSEMENT | | | | |
|----------------|--------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | chapitre | COMPTE ADMINISTRATIF | COMPTE DE GESTION | ECART |
| DEPENSES | 10 | - | - | 0 |
| | 13 | 8 885,95 | 8 885,95 | 0 |
| | 16 | 10 258 786,07 | 10 258 786,07 | 0 |
| | 20 | 525 929,52 | 525 929,52 | 0 |
| | 204 | 300 881,47 | 300 881,47 | 0 |
| | 21 | 7 418 531,53 | 7 418 531,53 | 0 |
| | 23 | 11 449 353,09 | 11 449 353,09 | 0 |
| | 27 | 854 850,00 | 854 850,00 | 0 |
| | 040 | 2 056 745,94 | 2 056 745,94 | 0 |
| | 041 | 922 722,56 | 922 722,56 | 0 |
| | 001 | - | - | 0 |
| | TOTAL | 33 796 686,13 | 33 796 686,13 | 0 |
| RECETTES | 10 | 9 896 229,07 | 9 896 229,07 | 0 |
| | 13 | 1 741 179,44 | 1 741 179,44 | 0 |
| | 16 | 9 238 810,00 | 9 238 810,00 | 0 |
| | 21 | - | - | 0 |
| | 23 | 13 867,80 | 13 867,80 | 0 |
| | 27 | 9 879,74 | 9 879,74 | 0 |
| | 024 | - | - | 0 |
| | 021 | - | - | 0 |
| | 040 | 12 487 014,46 | 12 487 014,46 | 0 |
| | 041 | 922 722,56 | 922 722,56 | 0 |
| | | TOTAL | 34 309 703,07 | 34 309 703,07 |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| | chapitre | COMPTE ADMINISTRATIF | COMPTE DE GESTION | ECART |
| DEPENSES | 011 | 12 453 841,01 | 12 453 841,01 | 0 |
| | 012 | 36 898 411,36 | 36 898 411,36 | 0 |
| | 014 | 155 801,25 | 155 801,25 | 0 |
| | 65 | 10 286 618,67 | 10 286 618,67 | 0 |
| | 66 | 1 539 961,96 | 1 539 961,96 | 0 |
| | 67 | 339 481,88 | 339 481,88 | 0 |
| | 023 | - | - | 0 |
| | 042 | 12 487 014,46 | 12 487 014,46 | 0 |
| | | TOTAL | 74 161 130,59 | 74 161 130,59 |
| RECETTES | 013 | 194 614,80 | 194 614,80 | 0 |
| | 70 | 3 661 173,14 | 3 661 173,14 | 0 |
| | 73 | 43 859 756,95 | 43 859 756,95 | 0 |
| | 74 | 22 490 162,68 | 22 490 162,68 | 0 |
| | 75 | 546 887,42 | 546 887,42 | 0 |
| | 76 | 7 543,76 | 7 543,76 | 0 |
| | 77 | 8 409 522,15 | 8 409 522,15 | 0 |
| | 042 | 2 056 745,94 | 2 056 745,94 | 0 |
| | 002 | - | - | 0 |
| | TOTAL | 81 226 406,84 | 81 226 406,84 | 0 |

2- Comparaison compte de gestion-Compte Administratif : CFA

COMPARATIF COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2017 - CFA

| INVESTISSEMENT | | | | |
|----------------|--------------|----------------------|---------------------|---------------------|
| | chapitre | COMPTE ADMINISTRATIF | COMPTE DE GESTION | ECART |
| DEPENSES | 16 | 99 185,15 | 99 185,15 | 0 |
| | 20 | 3 024,00 | 3 024,00 | 0 |
| | 21 | 210 881,00 | 210 881,00 | 0 |
| | 23 | 424 556,63 | 424 556,63 | 0 |
| | 001 | - | - | 0 |
| | total | | 737 646,78 | 737 646,78 |
| RECETTES | 10 | 238 453,32 | 238 453,32 | 0 |
| | 13 | 266 687,86 | 266 687,86 | 0 |
| | 16 | 3 409,00 | 3 409,00 | 0 |
| | 021 | - | - | 0 |
| | 040 | 107 070,12 | 107 070,12 | 0 |
| | total | | 508 550,18 | 508 550,18 |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| | chapitre | COMPTE ADMINISTRATIF | COMPTE DE GESTION | ECART |
| DEPENSES | 011 | 400 984,35 | 400 984,35 | 0 |
| | 012 | 1 679 899,42 | 1 679 899,42 | 0 |
| | 65 | 26 716,00 | 26 716,00 | 0 |
| | 66 | 19 346,62 | 19 346,62 | 0 |
| | 67 | 1 049,36 | 1 049,36 | 0 |
| | 023 | - | - | 0 |
| | 042 | 107 070,12 | 107 070,12 | 0 |
| | total | | 2 235 065,87 | 2 235 065,87 |
| RECETTES | 73 | 168 009,42 | 168 009,42 | 0 |
| | 74 | 2 338 924,42 | 2 338 924,42 | 0 |
| | 75 | 117 177,54 | 117 177,54 | 0 |
| | 77 | 457,34 | 457,34 | 0 |
| | 002 | - | - | 0 |
| | total | | 2 624 568,72 | 2 624 568,72 |

3- Comparaison compte de gestion-Compte Administratif: Cuisine Centrale

COMPARATIF COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2017 - CUISINE CENTRALE

| INVESTISSEMENT | | | | |
|-----------------|--------------|----------------------|---------------------|----------|
| | chapitre | COMPTE ADMINISTRATIF | COMPTE DE GESTION | ECART |
| DEPENSES | 16 | 35 362,49 | 35 362,49 | 0 |
| | 21 | - | - | 0 |
| | 23 | - | - | 0 |
| | 001 | - | - | 0 |
| | total | 35 362,49 | 35 362,49 | 0 |
| RECETTES | 10 | 63 857,81 | 63 857,81 | 0 |
| | 16 | - | - | 0 |
| | 021 | - | - | 0 |
| | 040 | 30 478,84 | 30 478,84 | 0 |
| | total | 94 336,65 | 94 336,65 | 0 |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| | chapitre | COMPTE ADMINISTRATIF | COMPTE DE GESTION | ECART |
| DEPENSES | 011 | 927 338,69 | 927 338,69 | 0 |
| | 012 | 382 463,54 | 382 463,54 | 0 |
| | 65 | 6 600,00 | 6 600,00 | 0 |
| | 66 | 4 202,27 | 4 202,27 | 0 |
| | 67 | - | - | 0 |
| | 023 | - | - | 0 |
| | 042 | 30 478,84 | 30 478,84 | 0 |
| | total | 1 351 083,34 | 1 351 083,34 | 0 |
| RECETTES | 70 | 1 049 023,72 | 1 049 023,72 | 0 |
| | 74 | - | - | 0 |
| | 75 | 600 828,51 | 600 828,51 | 0 |
| | 77 | 181,56 | 181,56 | 0 |
| | 002 | - | - | 0 |
| | total | 1 650 033,79 | 1 650 033,79 | 0 |

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (M. René SCHMITT -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Francine GALLIEN, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT),

DECIDE

- d'approuver :

. les comptes de gestion 2017 présentés par Mme la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort-Ville pour les Budgets de la Ville, du CFA et de la Cuisine Centrale,

. les comptes de gestion de clôture des Budgets annexes «Lotissement Hatry» et «Lotissement Baudin» ;

- d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'ensemble des comptes de gestion.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY



TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-73

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

Compte Administratif
de l'exercice 2017

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL

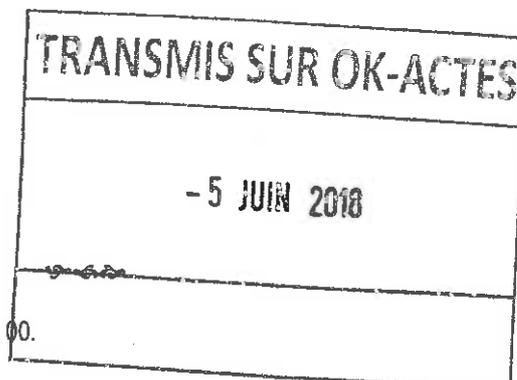
La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.



Direction des Finances

DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

Références
Mots clés
Code matière

SV/RB/JMG/PC - 18-73
Budget
7.1

Objet

Compte Administratif de l'exercice 2017

Conformément aux dispositions de l'Article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est tenu de se prononcer sur le Compte Administratif avant le 30 juin de l'exercice suivant.

Le document présenté, ci-après, retrace les opérations de dépenses et de recettes réalisées pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2017. Elles sont, en tout point, identiques à celles décrites dans le Compte de Gestion 2017 de la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort-Ville.

Par ailleurs, dans un souci de transparence, la réglementation impose de publier, en annexe du Compte Administratif, divers documents : il s'agit principalement de la présentation croisée par Nomenclature Fonctionnelle des Administrations (NFA), des états de la dette et des garanties d'emprunts, des états de variation du patrimoine, de la liste des concours attribués à des tiers, en nature ou en subventions.

Conformément à l'Article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Municipal de désigner un de ses membres pour présider la séance pendant l'examen du Compte Administratif et de procéder à son adoption, en dehors de la présence du Maire.

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner, comme de coutume, le Premier Adjoint délégué aux Finances.

LE CONSEIL MUNICIPAL, sous la présidence du 1^{er} Adjoint, M. Sébastien VIVOT, en dehors de la présence de M. Damien MESLOT, Maire -mandataire de M. Ian BOUCARD-, et après débat,

Par 30 voix pour, 4 contre (Mme Samia JABER -mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, Mme Isabelle LOPEZ) et 6 abstentions (M. René SCHMITT -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

d'approuver le Compte Administratif pour l'exercice 2017,

d'arrêter les résultats définitifs.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage


Jérôme SAINTIGNY



TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

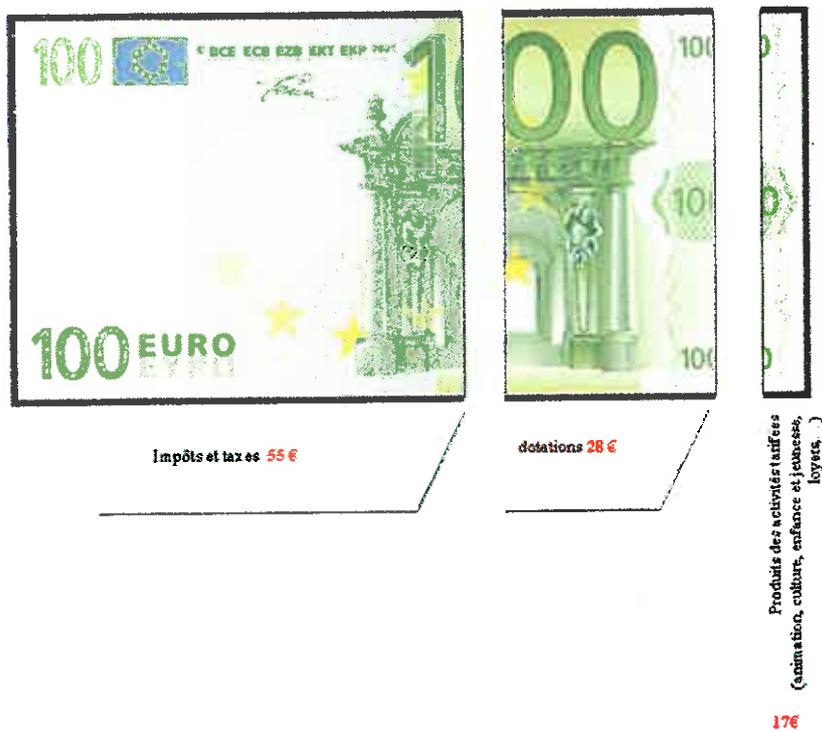


Le résultat global de clôture du Compte Administratif s'élève à + 792 950,82 €.

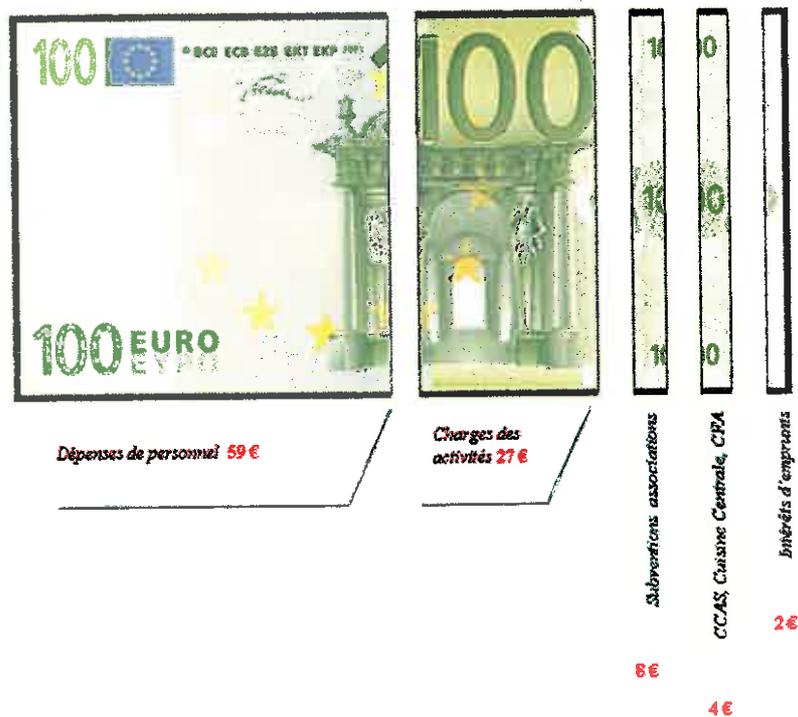
L'exercice 2017 se caractérise par :

- Une baisse des recettes réelles de fonctionnement (hors produits exceptionnels) pour la quatrième année consécutive.
- Une maîtrise de l'évolution des charges courantes et des dépenses de personnel pour répondre à ces manques récurrents de recettes nouvelles.
- Un niveau d'investissement soutenu de près de 19 M€ en 2017.
- Un niveau d'endettement qui baisse légèrement par rapport à 2016 et qui permet de situer l'encours de la dette toujours sous le niveau de la dette héritée au début de mandat en 2014.

Répartition pour 100 € de recettes réelles de fonctionnement



Répartition pour 100 € de dépenses réelles de fonctionnement



A. L'équilibre général

| Montant en euros | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAUX | |
|---------------------------------|--|---------------|----------------|---------------|-----------------------|-----------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| Mouvements réels 2017 | 61 674 116.13 | 79 169 660.90 | 30 817 217.63 | 20 899 966.05 | 92 491 333.76 | 100 069 626.95 |
| <i>reprise du résultat 2016</i> | | 783 543.66 | 7 542 734.38 | | 7 542 734.38 | 783 543.66 |
| | Sous-total | | | | 100 034 068.14 | 100 853 170.61 |
| Mouvements d'ordre | 12 487 014.46 | 2 056 745.94 | 2 979 468.50 | 13 409 737.02 | 15 466 482.96 | 15 466 482.96 |
| | Sous-total | | | | 115 500 551.10 | 116 319 653.57 |
| Reports | | | 7 044 251.65 | 7 018 100.00 | 7 044 251.65 | 7 018 100.00 |
| | Sous-total | | | | 122 544 802.75 | 123 337 753.57 |
| | Résultat disponible après reports | | | | | 792 950.82 |

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

| |
|---|
| Charges à caractère général 12 453 841,01 € |
| Dépenses de personnel 36 898 411,36 € |
| Atténuations de produits 155 801,25 € |
| Autres charges de gestion courante 10 286 618,67 € |
| charges financières 1 539 961,96 € |
| Charges exceptionnelles 339 481,88 € |
| Opérations d'ordre 12 487 914,46 € |

74 161 130,59 €

Recettes

| |
|--|
| Atténuations de charges 194 614,8 € |
| Produits des services 3 661 173,14 € |
| Impôts et taxes 43 869 756,95 € |
| Dotations et participations 22 490 162,68 € |
| Autres pdts de gest. courante 546 887,42 € |
| Produits financiers 7 543,76 € |
| Produits exceptionnels 8 409 522,15 € |
| Opérations d'ordre 2 056 746,94 € |
| Résultat 2016 783 543,66 € |

82 009 950,50 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

| |
|--|
| Dépenses d'équipement 19 694 695,61 € |
| Dépenses financières 863 735,95 € |
| Rbt capital de la dette 10 258 786,07 € |
| Op. d'ordre 2 879 468,5 € |
| Déficit d'invest. 2016 7 542 734,38 € |

41 339 420,51 €

| |
|--|
| Résultat 2016 7 542 734,38 € |
| Subventions et dotations 4 118 421,67 € |
| Emprunts 9 236 874 € |
| Dépôts et cautionnement 1 936 € |
| Opérations d'ordre 16 489 752,07 € |

34 309 703,07 €

Détail des opérations d'ordre

Dépenses

Recettes

Dotations aux amortissements
3 334 700,80 €
Dépenses de fonctionnement



Amortissements
3 334 700,80 €
Recettes d'investissement

Les dotations aux amortissements constatent la dépréciation des biens mobiliers. C'est une charge de fonctionnement qui produit une recette d'investissement.

Opérations sur cessions
9 152 313,66 €
Dépenses de fonctionnement



Opérations sur cessions
1 911 899,71 €
Recettes de fonctionnement

Opérations sur cessions
1 911 899,71 €
Dépenses d'investissement

Opérations sur cessions
9 152 313,66 €
Recettes d'investissements

Opérations comptables enregistrant la sortie des biens de l'actif et les + ou - values

Travaux en régie
144 846,23 €
Dépenses d'investissement



Travaux en régie
144 846,23 €
Recettes de fonctionnement

Les travaux en régie constatent les dépenses d'investissement réalisées directement par les agents de la Ville de Belfort.

Opérations patrimoniales
922 722,56 €
Dépenses d'investissement



Opérations patrimoniales
922 722,56 €
Recettes d'investissement

Opérations sous mandat ou pour le compte de tiers (rénovation des groupes scolaires, achat de la ZAC hôpital...).

| | | |
|---------------------------------|------------------------|------------------------|
| Total fonctionnement | 12 487 014,46 € | 2 056 745,94 € |
| Total investissement | 2 979 468,50 € | 13 409 737,02 € |
| Total Opérations d'ordre | 15 466 482,96 € | 15 466 482,96 € |

B. Le résultat et son affectation

AFFECTATION DES RESULTATS SUITE A INTEGRATION DU BUDGET CUISINE CENTRALE

VILLE : Tableau des résultats de l'exercice 2017

| | | Recettes | Dépenses | Solde (+ ou -) |
|--|------------------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|
| Section de fonctionnement | Résultat propre de l'exercice 2017 | 81 226 406,84 € | 74 161 130,59 € | 7 065 276,25 € |
| | Résultats antérieurs reportés | 783 543,66 € | | 783 543,66 € |
| | Résultat à affecter | | | 7 848 819,91 € |
| Section d'investissement | Résultat propre de l'exercice 2017 | 34 309 703,07 € | 33 796 686,13 € | 513 016,94 € |
| | Résultats antérieurs reportés | | 7 542 734,38 € | -7 542 734,38 € |
| | Solde global d'exécution | | | -7 029 717,44 € |
| Restes à réaliser au 31/12/2017 | | 7 018 100,00 € | 7 044 251,65 € | -26 151,65 € |
| Résultats cumulés 2017 | | | | 792 950,82 € |

CUISINE CENTRALE : Tableau des résultats de l'exercice 2017

| | | Recettes | Dépenses | Solde (+ ou -) |
|----------------------------------|------------------------------------|----------------|----------------|---------------------|
| Section de fonctionnement | Résultat propre de l'exercice 2017 | 1 650 033,79 € | 1 351 083,34 € | 298 950,45 € |
| | Résultats antérieurs reportés | 5 121,49 € | | 5 121,49 € |
| | Résultat à affecter | | | 304 071,94 € |
| Section d'investissement | Résultat propre de l'exercice 2017 | 94 336,65 € | 35 362,49 € | 58 974,16 € |
| | Résultats antérieurs reportés | | 58 498,46 € | -58 498,46 € |
| | Solde global d'exécution | | | 475,70 € |
| Résultats cumulés 2017 | | | | 304 547,64 € |

Résultats suite à réintégration de la Cuisine Centrale dans le budget Ville

| | | Recettes | Dépenses | Solde (+ ou -) |
|--|------------------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|
| Section de fonctionnement | Résultat propre de l'exercice 2017 | 82 876 440,63 € | 75 512 213,93 € | 7 364 226,70 € |
| | Résultats antérieurs reportés | 788 665,15 € | | 788 665,15 € |
| | Résultat à affecter | | | 8 152 891,85 € |
| Section d'investissement | Résultat propre de l'exercice 2017 | 34 404 039,72 € | 33 832 048,62 € | 571 991,10 € |
| | Résultats antérieurs reportés | 0,00 € | 7 601 232,84 € | -7 601 232,84 € |
| | Solde global d'exécution | | | -7 029 241,74 € |
| Restes à réaliser au 31/12/2017 | | 7 018 100,00 € | 7 044 251,65 € | -26 151,65 € |
| Résultats cumulés 2017 | | | | 1 097 498,46 € |
| Reprise anticipée 2017 | 001 | | 7 029 241,74 € | |
| | 1068 | 7 055 393,39 € | | |
| | 002 | 1 097 498,46 € | | |

En raison de la clôture du budget annexe de la Cuisine Centrale, il convient d'en intégrer les résultats au budget principal de la Ville.

Après constatation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement (8 152 891,85 €), l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou en partie :

- soit au financement de la section d'investissement,
- soit au financement de la section de fonctionnement.

Le résultat doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un déficit de fonctionnement antérieur : *inexistant sur l'exercice antérieur*,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement :
 - 7 055 393,39 € correspondant au solde des opérations 2017 pour 7 029 241,74 €, auquel s'ajoute le solde des restes à réaliser, soit 26 151,65 €.

Le surplus de 1 097 498,46 € sera reporté en section de fonctionnement.

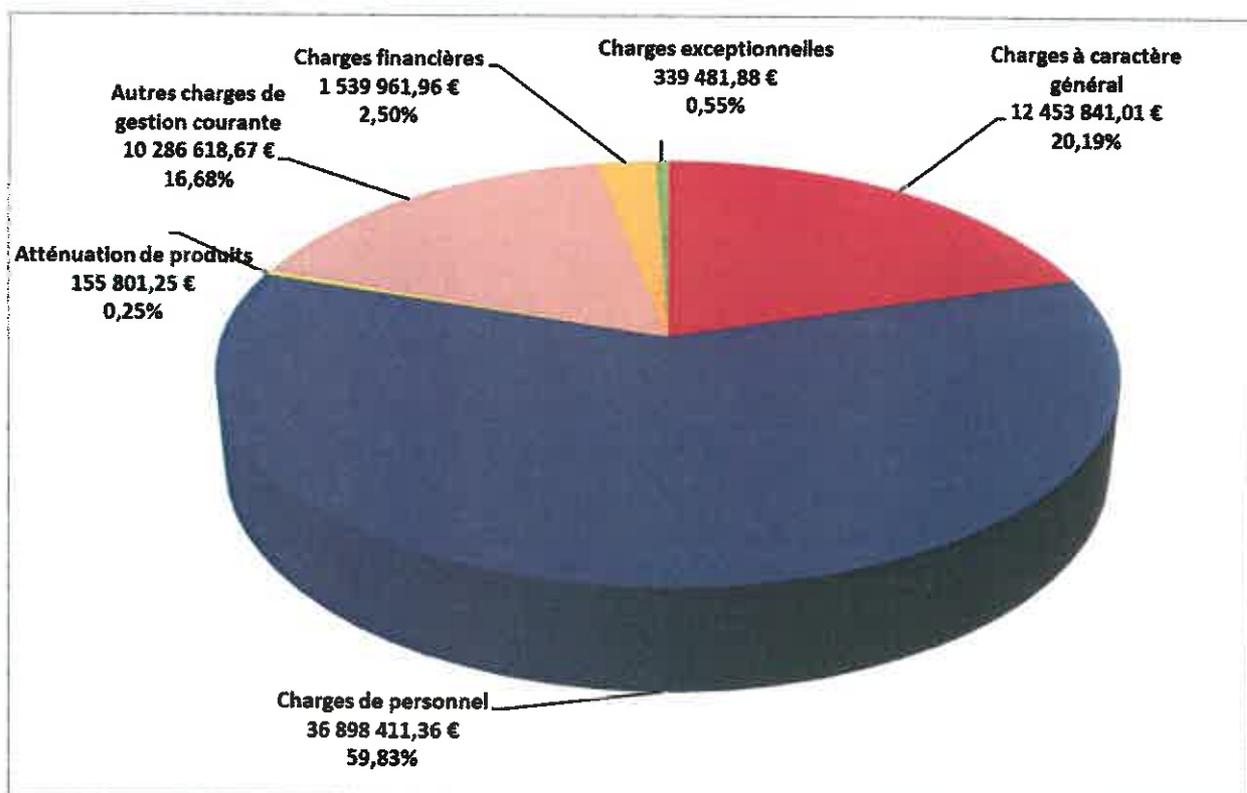
C. La section de fonctionnement

1. Les dépenses réelles de fonctionnement : 61 674 116,13 €

Les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de 158 348,82 € par rapport à l'année 2016, soit + 0,26 %. Cette évolution s'explique en grande partie par la hausse des charges à caractère général due au décalage du règlement des dépenses d'énergie entre 2016 et 2017, et de la hausse de la participation aux budgets annexes.

| | CA 2016 | CA 2017 | évolution | |
|---|------------------------|------------------------|-----------------------|---------------|
| | | | en valeur | en % |
| 011 Charges à caractère général | 12 135 147,12 € | 12 453 841,01 € | 318 693,89 € | 2,63% |
| 012 Charges de personnel | 36 983 873,72 € | 36 898 411,36 € | -85 462,36 € | -0,23% |
| 014 Atténuation de produits | 59 538,26 € | 155 801,25 € | 96 262,99 € | 161,68% |
| 65 Autres charges de gestion courante | 10 284 762,12 € | 10 286 618,67 € | 1 856,55 € | 0,02% |
| dépenses de gestion courante | 59 443 321,22 € | 59 794 672,29 € | 331 351,07 € | 0,55% |
| 66 Charges financières | 1 299 428,49 € | 1 539 961,96 € | 240 533,47 € | 18,51% |
| 67 Charges exceptionnelles | 753 017,60 € | 339 481,88 € | -413 535,72 € | -54,92% |
| 68 Dotations aux amortissements et provisions | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - |
| dépenses réelles de fonctionnement | 81 515 767,31 € | 81 674 116,13 € | 158 348,82 € | 0,26% |
| 042 opérations d'ordres | 3 860 064,23 € | 12 487 014,46 € | 8 626 950,23 € | 223,49% |
| dépenses de fonctionnement | 65 375 831,54 € | 74 161 130,59 € | 8 785 299,05 € | 13,44% |

REPARTITION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT



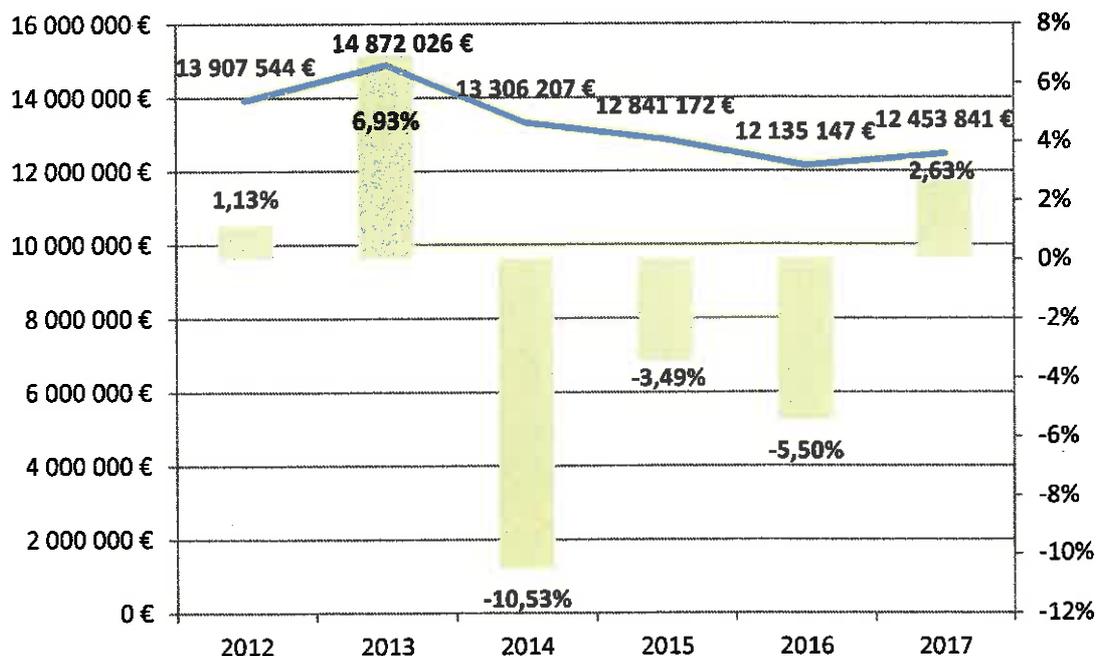
Les dépenses de gestion ont augmenté de + 331 K€ par rapport à l'année 2016, soit + 0,56 %.

| Dépenses de gestion | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Evolution en volume 2016-2017 | Evolution en % 2016-2017 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------------|--------------------------|
| Charges générales | 13 907 544 € | 14 872 026 € | 13 306 207 € | 12 841 172 € | 12 135 147 € | 12 453 841 € | 318 693,89 € | 2,63% |
| Dépenses de personnel | 35 484 276 € | 37 355 594 € | 37 274 704 € | 36 982 948 € | 36 983 874 € | 36 898 411 € | -85 462,36 € | -0,23% |
| Dépenses de personnel en données corrigées (en €) | 35 605 319 € | 37 847 152 € | 38 988 472 € | 39 982 948 € | 39 983 874 € | 39 898 411 € | -85 462,36 € | -0,21% |
| Contingents, subventions et divers (en €) | 11 601 758 € | 11 758 833 € | 11 576 661 € | 10 498 062 € | 10 284 762 € | 10 288 619 € | 1 856,55 € | 0,02% |
| Contingents, subventions et divers en données corrigées (en €) | 11 601 758 € | 11 758 833 € | 11 576 661 € | 11 684 184 € | 11 423 658 € | 11 615 766 € | -107 892,73 € | -0,94% |
| Atténuation de produits | 8 636 € | 16 803 € | 48 655 € | 120 241 € | 59 538 € | 155 801 € | 96 262,99 € | 161,68% |
| Dépenses de gestion (en €) | 61 002 214 € | 64 003 255 € | 62 206 227 € | 60 442 423 € | 59 463 321 € | 59 794 672 € | 331 351,07 € | 0,56% |
| Dépenses de gestion (en €) en données corrigées | 61 123 257 € | 64 494 813 € | 63 919 996 € | 64 628 545 € | 63 602 218 € | 63 828 819 € | 221 601,79 € | 0,35% |

Les dépenses en données corrigées tiennent compte du rattachement des recettes de la Cuisine Centrale au budget annexe à partir de 2015 et de l'optimisation fiscale opérée en 2014 (diminution du remboursement des dépenses de personnel au Grand Belfort et de l'attribution de compensation de 3 M€)

- Les charges à caractère général (chapitre 011) ont augmenté de **2,63 %**, soit **+ 318 693,89 €**, pour s'établir à **12 453 841,01 €**.

Evolution des charges générales



Comme évoqué plus haut, cette augmentation s'explique principalement par un décalage de facturation de dépenses d'électricité de 2016 sur l'exercice 2017 (contentieux avec les principaux opérateurs sur la justesse des factures émises).

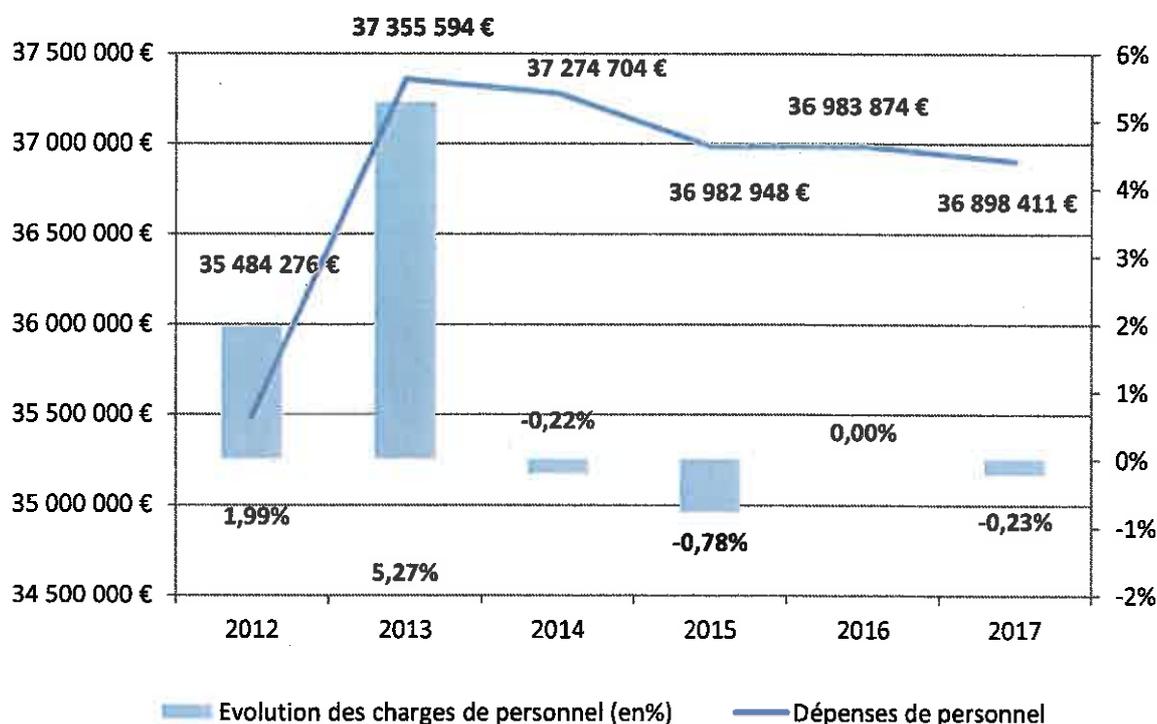
Globalement, ce poste budgétaire est maîtrisé depuis 2014.

- **Les dépenses de personnel** (chapitre 012) ont diminué de **- 0,23 %**, soit **- 85 462,36 €**, pour s'établir à **36 898 411,36 €**, malgré l'augmentation du point d'indice de 0,6 % en 2017.

La maîtrise de la masse salariale est nécessaire dans le contexte actuel et prolongé de baisse des recettes. Ce travail, engagé depuis 3 ans, a permis d'absorber les augmentations du point d'indice et du glissement vieillissement technicité (GVT) en général, de développer des nouveaux services à la population, notamment au niveau de la sécurité, de poursuivre le travail de titularisation des vacataires, de maintenir les services à la population.

Pour information, la moyenne nationale de progression de la masse salariale est de + 0,9 % en 2016, selon le rapport de l'observatoire des Finances locales.

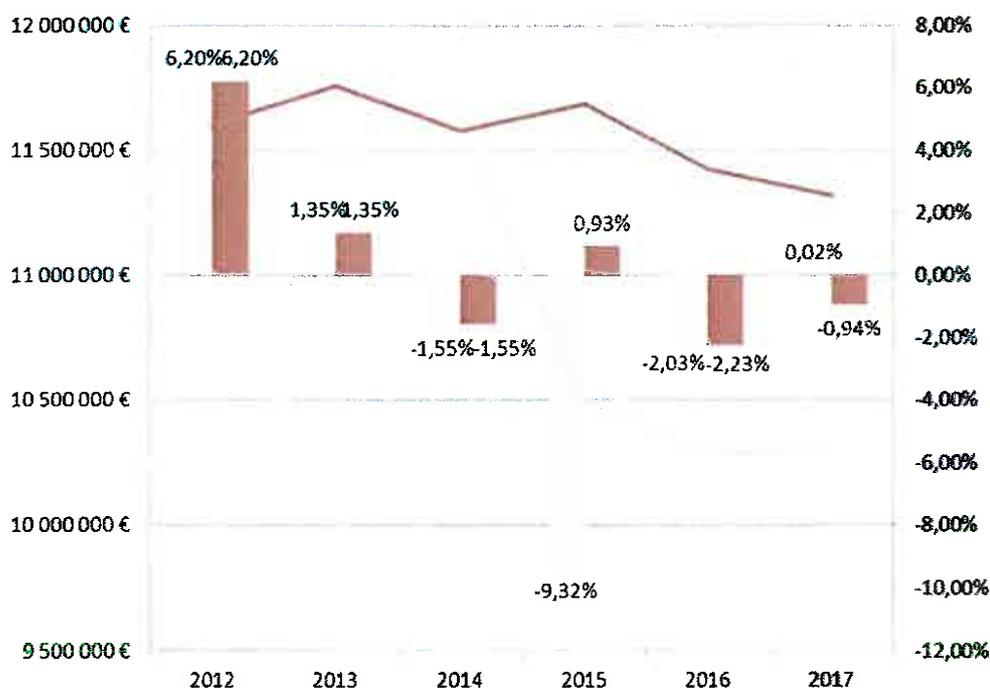
Evolution des dépenses de personnel



- **Les autres charges de gestion courante** (chapitre 65) sont stabilisées à **10 286 619 €**.

Ce chapitre est constitué principalement des contingents et participations, des subventions aux associations et des indemnités des élus.

Evolution des contingents et subventions



Evolution contingents, subventions et divers (en %)

■ Evolution contingents, subventions et divers en données corrigées (en %)

— Contingents, subventions et divers (en €)

— Contingents, subventions et divers en données corrigées (en €)

En données corrigées est pris en compte le transfert des recettes au budget annexe de la Cuisine Centrale.

| Contingents participations obligatoires et divers | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Ecart 2016-2017 | Ecart en % 2016-2017 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
| SMGPAP | 1 152 293,00 € | 1 190 812,00 € | 1 212 792,00 € | 1 109 739,00 € | 1 055 796,00 € | 1 157 141,45 € | 61 345,45 | 5,80% |
| CUISINE CENTRALE | 1 479 069,00 € | 1 527 004,00 € | 1 506 833,00 € | 275 764,00 € | 353 597,87 € | 630 828,51 € | 247 230,54 | 69,92% |
| CFA MUNICIPAL | 269 717,69 € | 502 749,00 € | 429 165,00 € | 723 880,04 € | 204 517,00 € | 501 517,00 € | 297 000,00 | 145,22% |
| PARTICIPATIONS AUX ECOLES | 190 800,00 € | 213 000,00 € | 221 755,00 € | 265 677,07 € | 262 639,00 € | 265 278,00 € | 22 639,00 | 8,62% |
| ADMISSION EN NON VALEUR | 42 512,43 € | 37 265,05 € | 39 639,70 € | 62 773,30 € | 38 945,95 € | 15 928,14 € | - 23 017,81 | -59,10% |
| SMAU | 51 032,65 € | 50 245,62 € | 42 165,00 € | 30 009,68 € | 33 375,33 € | 38 992,21 € | 5 616,88 | 16,85% |
| FRAIS ELUS (indemnités, cotisations, formation) | 527 567,73 € | 613 734,39 € | 583 400,63 € | 596 615,18 € | 605 363,31 € | 627 036,87 € | 21 672,56 | 3,58% |
| MIFE | 75 540,00 € | 75 540,00 € | 75 540,00 € | 75 540,00 € | 75 540,00 € | 75 540,00 € | - | 0,00% |
| SIFOU | 22 059,00 € | 22 030,19 € | 22 071,04 € | 24 623,04 € | 25 161,01 € | 25 401,00 € | 239,99 | 0,95% |
| CONCESSION CIMETIERE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 12 847,82 € | 37 767,15 € | 0,00 € | - 37 767,15 | -100,00% |
| AEROPARC | 0,00 € | 12 704,00 € | 24 834,00 € | 35 332,00 € | 9 318,00 € | 64 697,00 € | 55 379,00 | 596,47% |
| AUTRE | 0,00 € | 60 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 5 000,00 € | 0,00 € | - 5 000,00 | -100,00% |
| TOTAL | 5 853 453,21 € | 7 999 013,72 € | 6 206 517,54 € | 5 146 900,58 € | 4 792 774,12 € | 5 219 166,23 € | 426 592,11 € | 8,90% |
| Subventions | 3 942 016,18 € | 3 743 015,96 € | 5 321 488,54 € | 5 351 161,80 € | 5 491 968,00 € | 5 067 252,44 € | -424 735,56 € | -7,73% |

Les dépenses relatives aux élus augmentent de 21 672,56 € sous l'effet de la hausse des cotisations à l'URSSAF, la variation du point d'indice de + 0,6 % sur 11 mois en 2017 et les dépenses de formation.

Les versements aux budgets annexes de la Cuisine Centrale et du CFA au CCAS constituent des participations d'équilibre budgétaire :

- La progression de 61 345,45 € des versements au profit du SMGPAP correspond à l'ajustement annuel des consommations de carburants et des réparations sur les véhicules.
- La somme de 600 828,51 € versée au budget annexe « Cuisine Centrale » correspond à la participation de la Ville à la structure.
- La participation versée au CFA progresse de 297 000 € pour tenir compte des travaux réalisés sur les bâtiments au cours de l'exercice 2017.
- La diminution de la participation au CCAS correspond au non versement d'une subvention liée au Projet Réussite Educative (PRE) suspendu en 2017, faute de coordinateur.

- **Les charges financières (chapitre 66)**

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Charges financières | 1 376 207,63 € | 1 452 916,38 € | 1 880 620,31 € | 1 553 784,37 € | 1 299 428,49 € | 1 539 961,96 € |
| Variation en % | -4,83% | 5,57% | 29,44% | -17,38% | -16,37% | 18,51% |

Le montant des intérêts de la dette augmente de 240 533,47 € par rapport à 2016 (emprunt de la Caisse de Dépôts et de Consignation mobilisé en 2014 avec première phase de remboursement des intérêts en 2017 pour 170 K€). Il se porte à **1 539 961,96 €** en 2017.

- **Les charges exceptionnelles (chapitre 67)** diminuent de **413 535,72 €**.

Cette baisse des dépenses exceptionnelles résulte de la diminution des annulations de titres sur exercices antérieurs. De plus, la Ville de Belfort avait versé en 2016 une subvention exceptionnelle de 253 K€ au budget annexe « Lotissement Baudin », afin de clôturer cette opération.

| Dépenses exceptionnelles | 2015 | 2016 | 2017 |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Participation déficit affermage | 195 736,00 € | 243 114,00 € | 249 184,00 € |
| Titres annulés | 26 186,70 € | 255 733,12 € | 81 585,93 € |
| déficit budgets annexes | 0,00 € | 253 200,47 € | 0,00 € |
| charges exceptionnelles | 25 732,05 € | 970,01 € | 8 711,95 € |
| TOTAL | 247 654,75 € | 753 017,60 € | 339 481,88 € |

| Ecart 2016-2017 | Ecart en % 2016-2017 |
|----------------------|-------------------------|
| 6 070,00 € | 2,50% |
| -174 147,19 € | -68,10% |
| -253 200,47 € | -100,00% |
| 7 741,94 € | 798,13% |
| -413 535,72 € | -54,92% |

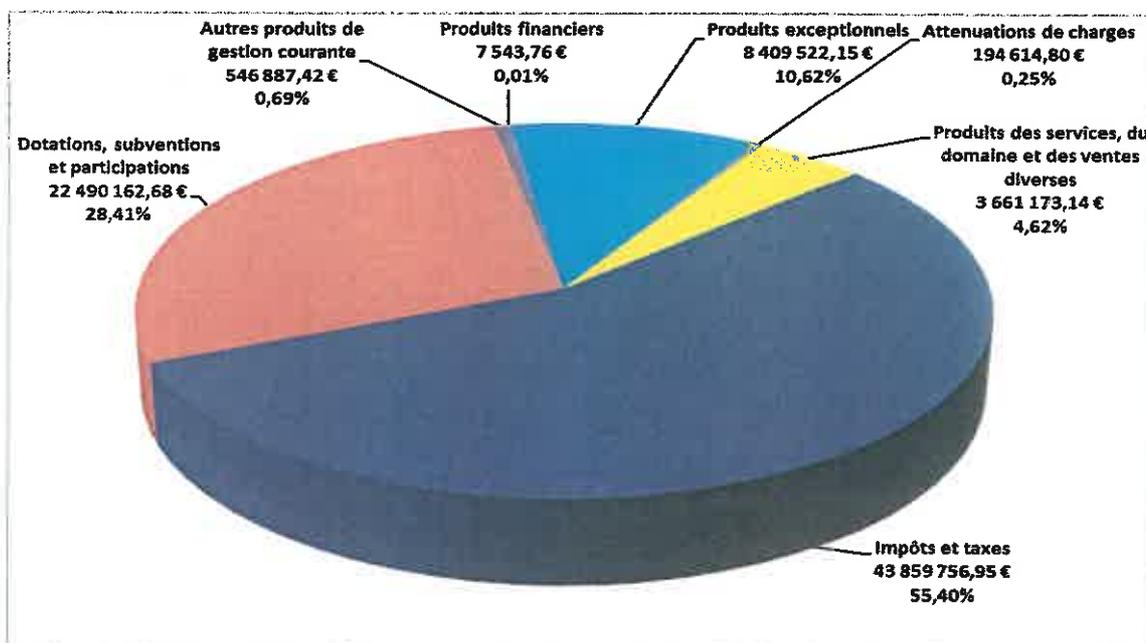
2. Les recettes réelles de fonctionnement : 79 169 660,90 €

Les recettes réelles de fonctionnement augmentent de + 7 111 792,81 € par rapport à l'année 2016, soit + 9,87 %. La progression des recettes est due exclusivement au montant des recettes exceptionnelles, très nettement supérieur à ce qui a été observé lors des exercices précédents. Elles se composent :

- des produits de cessions : 5,50 M€,
- du gain occasionné par la signature du bail emphytéotique avec l'association les Bons Enfants : 1,55 M€,
- de la perception d'indemnités suite au contentieux avec l'Etat sur la zone du Parc à Ballons pour 822 K€.

| | CA 2016 | CA 2017 | évolution | |
|---|------------------------|------------------------|-----------------------|---------------|
| | | | en valeur | en % |
| 013 Attenuations de charges | 404 988,06 € | 194 614,80 € | -210 373,26 € | -51,95% |
| 70 Produits des services, du domaine et des ventes diverses | 3 802 220,05 € | 3 661 173,14 € | -141 046,91 € | -3,71% |
| 73 Impôts et taxes | 44 193 616,69 € | 43 859 756,95 € | -333 859,74 € | -0,76% |
| 74 Dotations, subventions et participations | 22 376 839,31 € | 22 490 162,68 € | 113 323,37 € | 0,51% |
| 75 Autres produits de gestion courante | 618 875,13 € | 546 887,42 € | -71 987,71 € | -11,63% |
| recettes de gestion courante | 71 396 539,24 € | 70 752 594,99 € | -643 944,25 € | -0,90% |
| 76 Produits financiers | 8 213,50 € | 7 543,76 € | -669,74 € | -8,15% |
| 77 Produits exceptionnels | 653 115,35 € | 8 409 522,15 € | 7 756 406,80 € | 1187,60% |
| 78 Reprise sur provision | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - |
| recettes réelles de fonctionnement | 72 057 868,09 € | 79 169 660,90 € | 7 111 792,81 € | 9,87% |
| 042 opérations d'ordres | 79 124,04 € | 2 056 745,94 € | 1 977 621,90 € | 2499,39% |
| recettes de fonctionnement | 72 136 992,13 € | 81 226 406,84 € | 9 089 414,71 € | 12,60% |

Hors produits exceptionnels, les recettes réelles de fonctionnement diminuent de - 644 K€, expliquée en grande partie par la baisse continue des dotations de l'Etat (- 405 K€).



- **Les impôts et les taxes (chapitre 73) : 43 859 756,95 €.**

Globalement, les recettes fiscales et les taxes sont en baisse de - 333 K€. Il convient cependant de distinguer ce qui relève des « impôts directs » en nette baisse, de la fiscalité « reversée et indirecte » qui progresse.

- **Les impôts directs (en K€) : Taxe d'Habitation, Taxe Foncière et Taxe Foncière non Bâtie.**

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Produits TH | 9 671 | 10 140 | 10 153 | 10 259 | 9 776 | 9 621 |
| Produits THLV | 88 | 347 | 249 | 223 | 262 | 269 |
| Produits TFB | 11 100 | 11 290 | 11 317 | 11 566 | 11 812 | 11 947 |
| Produits TFNB | 130 | 130 | 113 | 107 | 94 | 121 |
| Rôles supplémentaires | 41 | 61 | 44 | 125 | 195 | 132 |
| Total | 20 942 | 21 621 | 21 876 | 22 280 | 22 138 | 22 090 |
| Evolution | 515 | 679 | 255 | 404 | -142 | -48 |

Le produit des impôts directs diminue de 48 K€. Hors rôles supplémentaires, les recettes fiscales ne progressent que de 15 K€ (soit + 0,06 %).

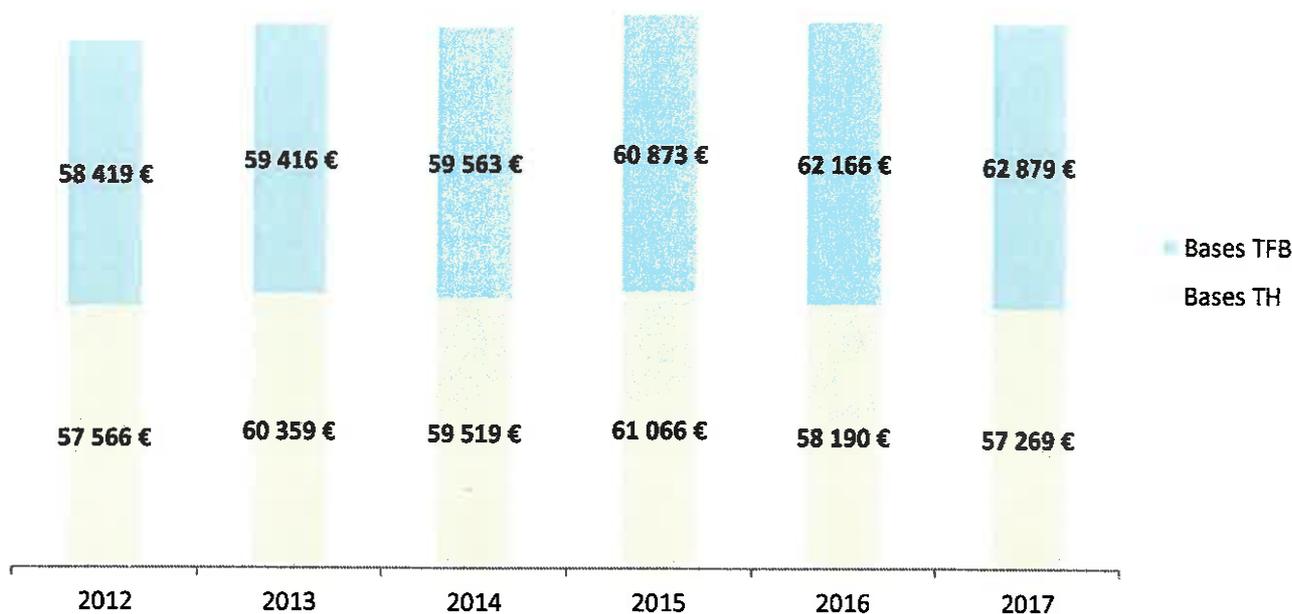
Les recettes issues de la Taxe d' Habitation poursuivent leur recul amorcé depuis 2015. Elles retrouvent leur niveau de 2012. Cette évolution s'explique par un tassement des bases imposées en lien avec les différentes mesures législatives d'exonérations et le relèvement des seuils d'assujettissement.

La Taxe sur le Foncier Bâti est la principale recette fiscale de la Ville de Belfort : elle représente 54 % des ressources fiscales. Son produit progresse selon un rythme moyen annuel de 1,5 %.

L'évolution des bases (en milliers d'€)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Bases TH | 57 566 | 60 359 | 59 519 | 61 066 | 58 190 | 57 269 |
| Bases TFB | 58 419 | 59 416 | 59 563 | 60 873 | 62 166 | 62 879 |
| Bases TFNB | 157 | 156 | 137 | 130 | 113 | 147 |
| Total | 116 142 | 119 931 | 119 219 | 122 069 | 120 469 | 120 295 |

Evolution des bases fiscales en K€



- **La fiscalité reversée : - 361 031,27 €** par rapport à 2016

Cette baisse s'explique par la suppression de la Dotation de Solidarité Communautaire (- 268 K€) remplacée par la perception du FPIC pendant trois années.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Ecart 2016 - 2017 | Ecart en % 2016 - 2017 |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|
| <i>Attribution de compensation</i> | 19 414 209,00 € | 19 414 209,00 € | 16 414 209,00 € | 16 414 209,00 € | 16 200 283,00 € | 16 200 283,00 € | 0,00 € | 0,00% |
| <i>Dotation de Solidarité Communautaire</i> | 268 215,00 € | 268 215,00 € | 268 215,00 € | 268 215,00 € | 268 215,00 € | 0,00 € | -268 215,00 € | -100,00% |
| <i>Reversement Aéroport Fontaine</i> | 371 180,76 € | 307 884,56 € | 391 701,20 € | 402 199,74 € | 372 453,81 € | 431 764,54 € | 59 310,73 € | 15,92% |
| <i>FPIC</i> | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 674 382,00 € | 522 255,00 € | -152 127,00 € | -22,56% |
| TOTAL | 20 053 604,76 € | 19 990 308,56 € | 17 074 125,20 € | 17 084 623,74 € | 17 515 333,81 € | 17 154 302,54 € | -361 031,27 € | -2,06% |

- Les impôts indirects et les autres taxes : + 239 213,99 € par rapport à 2016

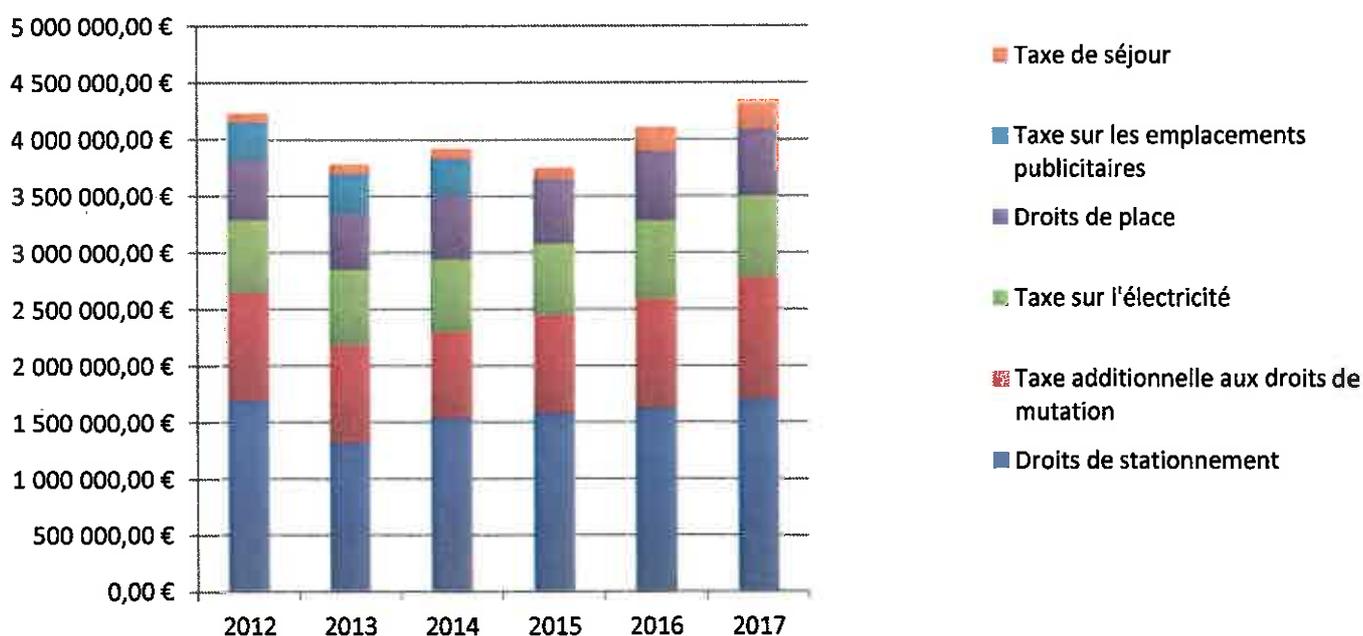
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Ecart 2016-2017 | Evolution 2016-2017 | pois |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|------------------------|----------------|
| Droits de stationnement | 1 687 016,65 € | 1 317 396,19 € | 1 540 149,98 € | 1 578 685,36 € | 1 623 487,20 € | 1 706 584,36 € | 83 097,16 € | 5,12% | 39,26% |
| Taxe additionnelle aux droits de mutation | 960 827,92 € | 866 061,23 € | 759 397,21 € | 868 290,92 € | 967 095,15 € | 1 073 831,34 € | 106 736,19 € | 11,04% | 24,70% |
| Taxe sur l'électricité | 638 701,53 € | 665 922,83 € | 639 409,39 € | 629 148,57 € | 692 442,64 € | 717 022,83 € | 24 580,19 € | 3,55% | 16,49% |
| Droits de place | 525 268,79 € | 487 397,03 € | 559 462,32 € | 573 720,89 € | 608 917,10 € | 594 602,90 € | -14 314,20 € | -2,35% | 13,68% |
| Taxe sur les emplacements publicitaires | 336 896,18 € | 352 529,20 € | 323 180,13 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - | 0,00% |
| Taxe de séjour | 85 084,00 € | 92 036,00 € | 98 353,00 € | 101 662,58 € | 215 898,79 € | 255 013,44 € | 39 114,65 € | 18,12% | 5,87% |
| TOTAL impôts indirects | 4 233 795,07 € | 3 781 342,48 € | 3 919 952,03 € | 3 751 508,32 € | 4 107 840,88 € | 4 347 054,87 € | 239 213,99 € | 5,82% | 100,00% |
| | 4,27% | -10,69% | 3,67% | -4,30% | 9,50% | 5,82% | -0,04 € | -38,69% | 0,00% |

Ce sont à nouveau les impôts indirects et les autres taxes qui assurent une progression du chapitre 73 « Impôts et taxes ».

Le montant perçu au titre de la taxe additionnelle sur les droits de mutation poursuit sa progression depuis le point le plus bas observé en 2014.

Enfin, les droits de stationnement constituent une recette importante pour la Ville de Belfort (1,7 M€). Ils enregistrent une progression de 5,12 % en 2017, sans augmentation des tarifs.

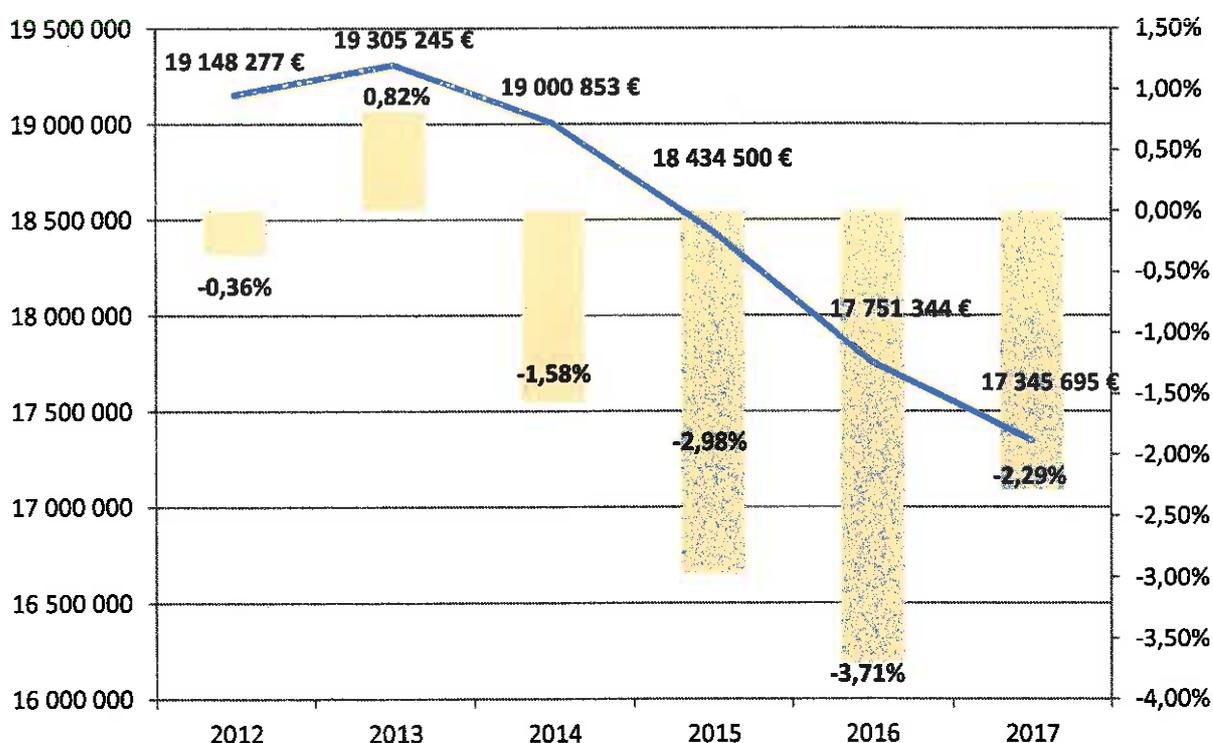
Evolution des impôts indirects et autres taxes



- **Les dotations et les participations** (chapitre 74) versées par l'Etat diminuent en 2017 de **- 405 649 €** par rapport à 2016.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Ecart 2016-2017 | Evolution 2016-2017 | poide |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|----------------|
| D.G.F. Forfaitaire | 12 364 688,00 € | 12 215 405,00 € | 11 606 597,00 € | 10 116 940,00 € | 8 587 024,00 € | 7 769 500,00 € | -817 524,00 € | -9,52% | 44,79% |
| Dotation de Solidarité urbaine | 4 170 125,00 € | 4 695 130,00 € | 4 982 515,00 € | 5 925 719,00 € | 6 832 468,00 € | 7 416 013,00 € | 583 545,00 € | 8,54% | 42,75% |
| Dotation Nationale de péréquation | 320 716,00 € | 288 644,00 € | 511 987,00 € | 614 385,00 € | 737 262,00 € | 448 900,00 € | -288 362,00 € | -39,11% | 2,59% |
| Dotation Spéciale instituteurs | 14 040,00 € | 11 232,00 € | 0,00 € | 8 424,00 € | 2 808,00 € | 2 808,00 € | 0,00 € | 0,00% | 0,02% |
| Dotation Générale de décentralisation | 81 426,00 € | 92 323,00 € | 81 426,00 € | 81 426,00 € | 81 426,00 € | 82 126,00 € | 700,00 € | 0,86% | 0,47% |
| Dotation de compensation TP (DCTP) | 839 157,00 € | 702 172,00 € | 552 683,00 € | 365 142,00 € | 309 668,00 € | 96 377,00 € | -213 291,00 € | -68,88% | 0,56% |
| Etat compensation TF | 293 456,00 € | 252 094,00 € | 208 508,00 € | 138 789,00 € | 210 872,00 € | 186 770,00 € | -24 102,00 € | -11,43% | 1,08% |
| Etat compensation TH | 1 064 669,00 € | 1 048 245,00 € | 1 057 137,00 € | 1 183 675,00 € | 989 816,00 € | 1 343 201,00 € | 353 385,00 € | 35,70% | 7,74% |
| Total Dotations / Compensations | 19 148 277,00 € | 19 305 245,00 € | 19 000 853,00 € | 18 434 500,00 € | 17 751 344,00 € | 17 345 695,00 € | -405 649,00 € | -2,29% | 100,00% |

Evolution des dotations et participations



Par rapport à l'année 2013, ce sont près de 2 M€ de recettes en moins sur un exercice qui sont versées par l'Etat au budget de la Ville. Cette baisse est continue depuis 2013.

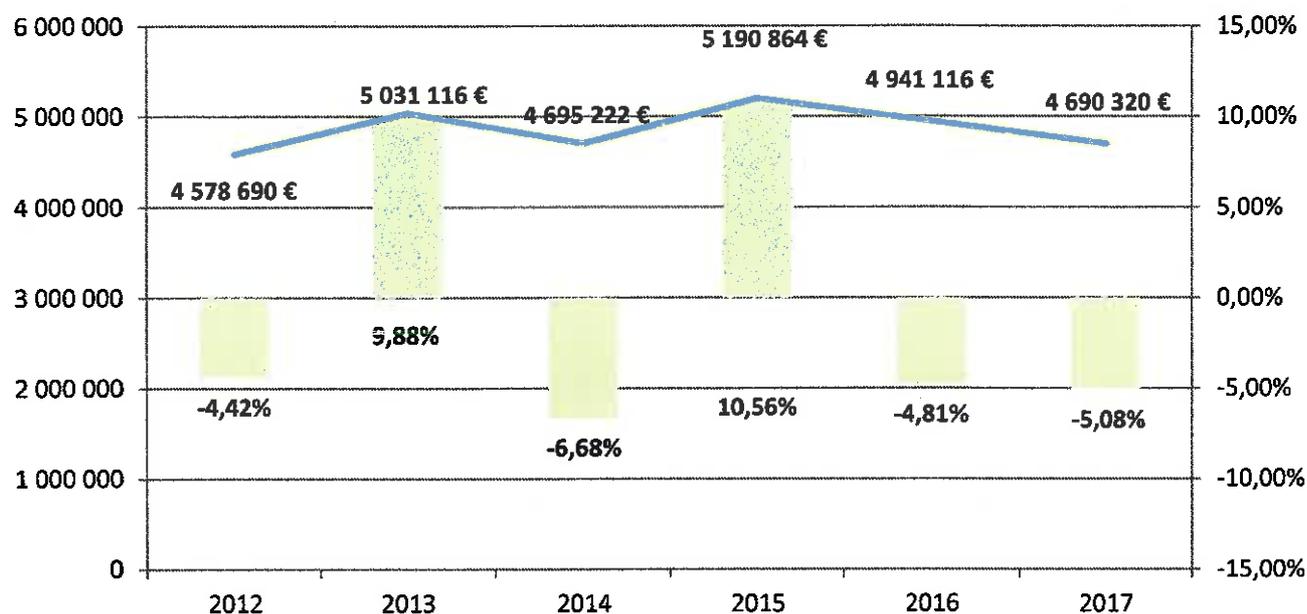
La baisse de la part forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement atteint - 9,52 % en 2017. Elle se conjugue avec une forte diminution de la dotation nationale de péréquation (- 39 %).

Les recettes issues de la Dotation de Solidarité Urbaine continuent leur progression, mais à un rythme moins soutenu que les années précédentes.

- Les produits des services, des domaines et des ventes diverses (chapitre 70) : - 141 046,91 €

La variation provient principalement des ajustements opérés entre la Ville de Belfort et le Grand Belfort au titre des flux annuels (entretien des ZAIC, participation aux services partagés...).

Evolution des produits des services du domaine ventes diverses



- Les recettes exceptionnelles (chapitre 77) : **progressent de 7 756 406,80 €** par rapport à 2016

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Evolution en volume | Evolution en % |
|---|-----------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|
| Produits de cession d'immobilisation | 2 415 000,00 € | 210 605,00 € | 164 148,18 € | 913 534,00 € | 343 609,00 € | 5 753 218,50 € | 5 409 609,50 € | 1574,35% |
| Produits exceptionnels sur opération de gestion | 111 157,37 € | 0,00 € | 86,23 € | 0,00 € | 0,00 € | 47,41 € | 47,41 € | - |
| Autres produits exceptionnels | 479 499,98 € | 188 174,63 € | 222 388,50 € | 338 341,17 € | 309 506,35 € | 2 507 154,62 € | 2 197 648,27 € | 710,05% |
| Mécénat | - | - | - | - | - | 149 101,62 € | - | - |
| TOTAL | 3 005 657,35 € | 398 779,63 € | 386 622,91 € | 1 251 875,17 € | 653 115,35 € | 8 409 522,15 € | 7 756 406,80 € | 1187,60% |

Les principales opérations exceptionnelles enregistrées en 2017 sont :

- La cession de la ZAC de l'Hôpital pour 4,7 M€ à la SODEB.
- La cession du parking de l'Espérance pour 800 K€.
- Le bail emphytéotique de l'association Les Bons Enfants pour 1,55 M€.
- L'indemnisation de l'Etat pour le contentieux sur le Parc à Ballons pour 822 K€.

D. La section d'investissement

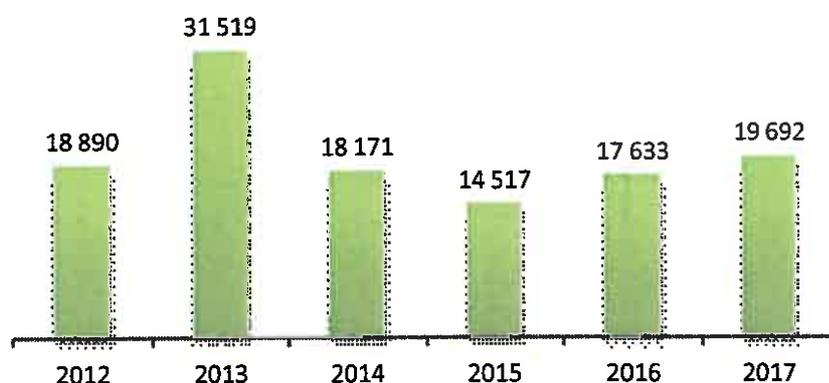
1. Les dépenses d'investissement

Le volume des dépenses d'investissement en 2017 est de 30,81 M€.

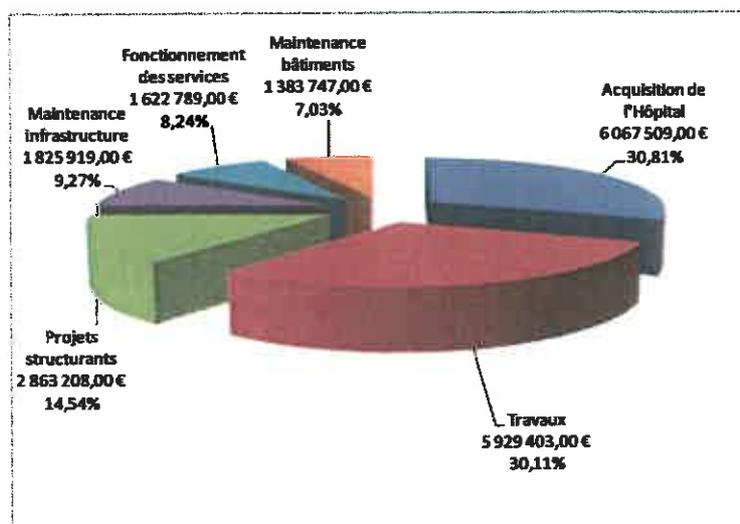
Parmi ces dépenses d'investissement, les dépenses d'équipement s'élèvent à 19,69 M€ (*chap. 20, 204, 21, 23 et 27*), dont 6 M€ pour l'acquisition de l'Hôpital.

Le montant investi progresse, tout en maîtrisant l'évolution de l'encours de la dette. Dans un environnement toujours aussi contraint pour les recettes de fonctionnement, la Municipalité maintient un haut niveau d'investissement dans les domaines de l'enfance, la jeunesse, la culture, le sport, la politique de la Ville,...

Dépenses d'équipement(en K€)



Répartition des dépenses d'équipement (hors dette) :



Les principales dépenses d'équipement en 2017 :

| | |
|---|--------------------|
| PROJETS STRUCTURANTS | 2 863 208 € |
| PARTICIPATION ZAC HOPITAL SODEB | 850 000 € |
| RENOVATION SALLE DES FETES | 780 307 € |
| HOTEL DU GOUVERNEUR - TRAVAUX - CREANCES ETAT | 518 451 € |
| BERGES DE LA SAVOUREUSE | 318 928 € |
| CRECHE BELFORT NORD | 202 080 € |
| BATIMENT DU BOTTIER | 140 296 € |

| | |
|--|--------------------|
| TRAVAUX | 5 929 043 € |
| PROGRAMME D'ECONOMIE D'ENERGIE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC | 1 730 380 € |
| ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE | 636 080 € |
| CATHEDRALE TOUR NORD | 624 206 € |
| DEPENALISATION STATIONNEMENT | 250 380 € |
| CREATION D UNE VOIE LOTISSEMENT JEAN MOULIN | 189 952 € |
| ENVELOPPE ECONOMIE ENERGIE | 171 358 € |
| ACCESSIBILITE TROTTOIR JEAN JAURES | 165 742 € |
| CLIMATISATION MAISON DU PEUPLE | 161 598 € |
| AMENAGEMENT COUR D ECOLE | 130 862 € |
| ELEMENTAIRES DES BARRES RENOVATION DES COULOIRS | 117 840 € |
| MARCHE PUBLIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE - TRAVAUX | 112 598 € |
| AMENAGEMENT HAUT DE LA RUE PHILLIPPE GRILLE | 107 305 € |
| EAU PLUVIALE | 106 710 € |
| DEMOLITION BATIMENT | 105 894 € |
| REHABILITATION PAYSAGERE DES CIMETIERES - TRAVAUX | 94 010 € |
| RUE DES PERCHES AMENAGEMENT DE LA VOIE | 87 450 € |
| REALITE AUGMENTEE CITADELLE CONCEPTION | 81 600 € |
| CLIMATISATION LOCAUX INFORMATIQUE | 74 400 € |
| TROTTOIRS RUE KOEPLFER | 70 000 € |
| AMENAGEMENT ET TRAVAUX DE SECURITE | 57 091 € |
| JARDINS PARTAGES GLACIS ET BELFORT NORD | 55 560 € |

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| MAINTENANCE BATIMENTS | 1 383 747 € |
| RENOVATION INTERIEURE | 358 663 € |
| CHARPENTE TOITURE | 271 706 € |
| CONTROLES REGLEMENTAIRES | 173 971 € |
| AMENAGEMENT EXTERIEUR | 115 943 € |
| FENETRES BATIMENTS | 77 509 € |
| TRAVAUX CHANTIERS D'INSERTION | 62 017 € |
| TRAV CHAUFF BAT DIVERS | 53 258 € |

| | |
|---|--------------------|
| MAINTENANCE INFRASTRUCTURE | 1 825 919 € |
| CHAUSSÉES TROTTOIRS | 1 003 320 € |
| MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC | 232 693 € |
| MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES SYSTEMES VIDEOSURVEILLANCE | 181 804 € |
| PROGRAMME DE MAINTENANCE BANDES PODOTACTILES | 102 268 € |
| MAINTENANCE ET ENTRETIEN DE L'ESPACE PUBLIC | 65 114 € |

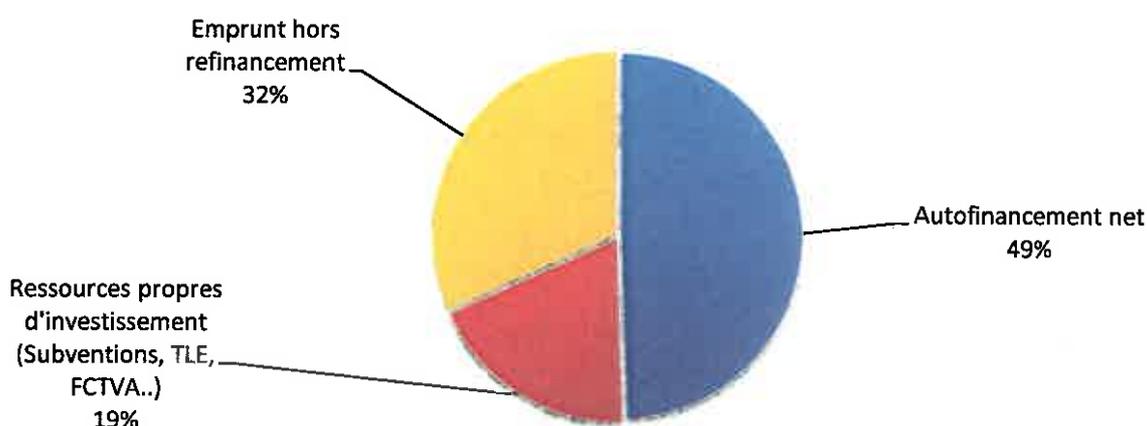
2. Les recettes d'investissement

Les dépenses d'équipement ont été financées par l'épargne à hauteur de 55 %, soit 10 732 588,95 €.

En 2017, le recours à l'emprunt hors refinancement s'est élevé à 6 903 095,06 € (32 % des recettes réelles d'investissement).

Structure de financement des investissements 2017

| | 2016 | 2017 |
|--|----------------|-----------------|
| Autofinancement net | 7 542 734,38 € | 10 732 588,95 € |
| Ressources propres d'investissement (Subventions, TLE, FCTVA..) | 5 149 326,60 € | 4 094 674,13 € |
| Emprunt hors refinancement | 7 600 000,00 € | 6 903 095,06 € |



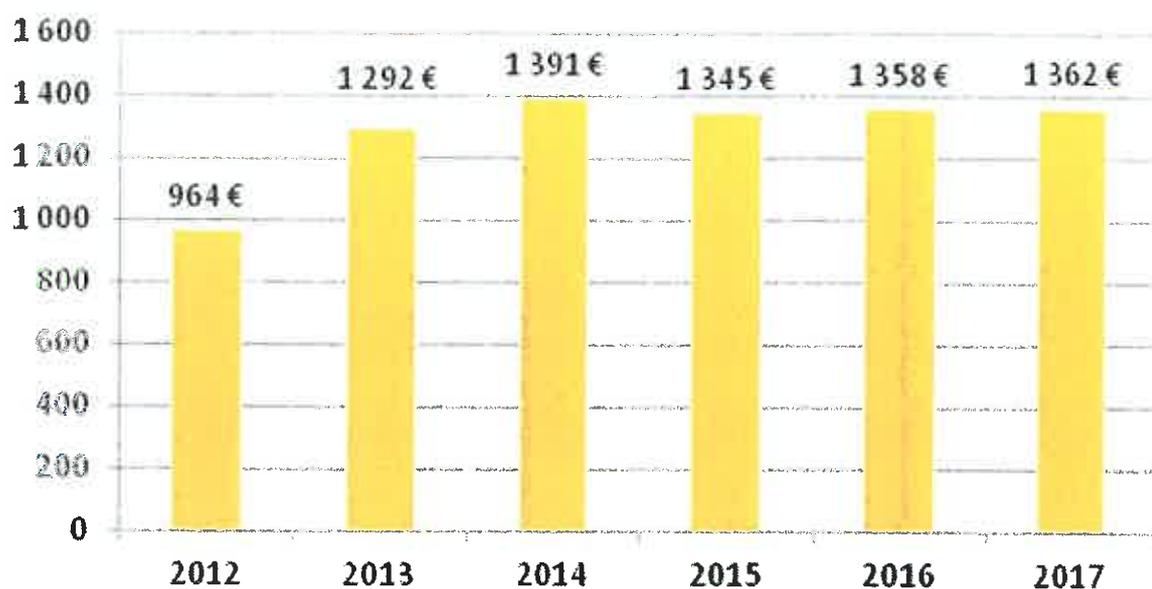
E. La dette (en €)

| | CA 2012 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | 2017 hors renégociation de la dette |
|--------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-------------------------------------|
| Intérêts d'emprunt | 1 376 208 | 1 452 916 | 1 880 620 | 1 553 784 | 1 299 428 | 1 539 962 | 1 539 962 |
| Remboursement du capital | 6 619 309 | 6 522 082 | 6 810 425 | 7 123 879 | 6 828 372 | 10 258 786 | 7 925 007 |
| Charge de la dette | 7 995 517 | 7 974 998 | 8 691 045 | 8 677 664 | 8 127 800 | 11 798 748 | 9 464 969 |
| | -213 101 | -20 519 | 716 047 | -13 382 | -549 864 | 3 670 948 | 1 337 169 |

La charge de la dette s'établit à 9,4 M€ (hors renégociation d'emprunts), en progression de 1,3 M€.

Le remboursement du capital de la dette (7,9 M€) se répartit en dette bancaire pour 7,4 M€ et le versement de la deuxième échéance de l'achat de l'Hôtel du Gouverneur pour 457 K€.

Encours de la dette / population



La dette par habitant se situe elle-même en dessous du niveau de 2014.

LE BUDGET ANNEXE CFA

1. La détermination du résultat 2017

1.1 L'équilibre général

Le résultat global de clôture du Compte Administratif s'élève à 362 622,49 € en 2017.

| Montant en euros | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAUX | |
|---------------------------------|--|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| Mouvements réels 2017 | 2 127 995,75 | 2 624 568,72 | 737 646,78 | 508 550,18 | 2 865 642,53 | 3 133 118,90 |
| <i>reprise du résultat 2016</i> | | 320 700,59 | 23 623,70 | | 23 623,70 | 320 700,59 |
| | Sous-total | | | | 2 889 266,23 | 3 453 819,49 |
| Mouvements d'ordre | 107 070,12 | 0,00 | 0,00 | 107 070,12 | 107 070,12 | 107 070,12 |
| | Sous-total | | | | 2 996 336,35 | 3 560 889,61 |
| Reports | | | 201 930,77 | | 201 930,77 | 0,00 |
| | Sous-total | | | | 3 198 267,12 | 3 560 889,61 |
| | Résultat disponible après reports | | | | | 362 622,49 |

1.2 Le résultat et son affectation

| | | | | |
|-------------------------------|----------------|---|-----------------------------|---------------------|
| Recettes de fonctionnement | 2 945 269,31 € | } | solde d'exécution | 710 203,44 € |
| Dépenses de fonctionnement | 2 235 065,87 € | | | |
| Recettes d'investissement | 615 620,30 € | } | solde d'exécution | -145 650,18 € |
| Dépenses d'investissement | 761 270,48 € | | | |
| Restes à réaliser en recettes | | } | solde des restes à réaliser | -201 930,77 € |
| Restes à réaliser en dépenses | 201 930,77 € | | | |
| Solde d'exécution | | | | 362 622,49 € |

Après constatation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement (710 203,44€), l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou en partie :

- soit au financement de la section d'investissement,
- soit au financement de la section de fonctionnement.

Le résultat doit être affecté en priorité :

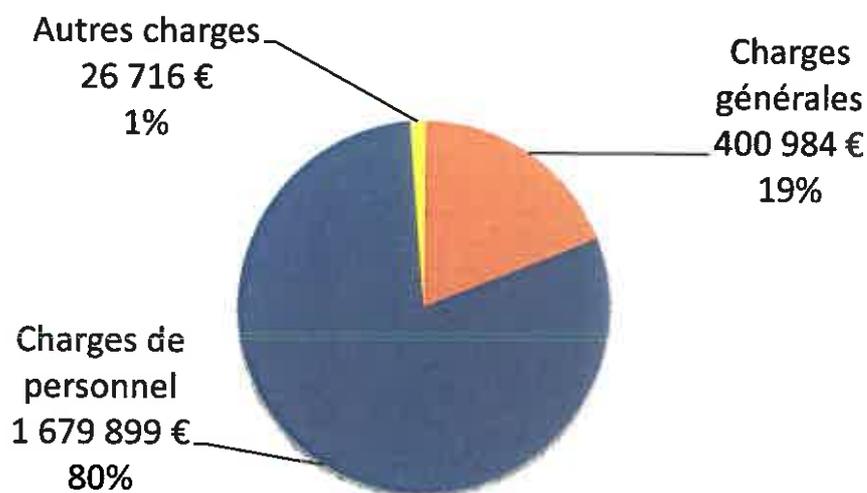
- à l'apurement d'un déficit de fonctionnement antérieur : *inexistant sur l'exercice antérieur,*
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement :
- 347 580,95 €.

Le surplus de 362 622.49 € sera reporté en section de fonctionnement (002) sur l'exercice 2018 lors du vote du Budget Supplémentaire.

2. Les dépenses de fonctionnement

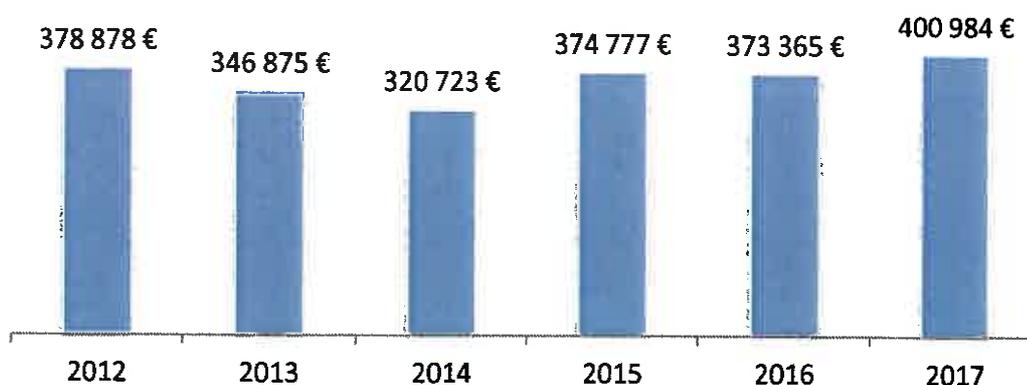
Les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de 27 791,23 € par rapport à l'année 2016. Elles s'établissent à **2 127 995,75 €**.

Dépenses de fonctionnement 2017



- Les charges à caractère général

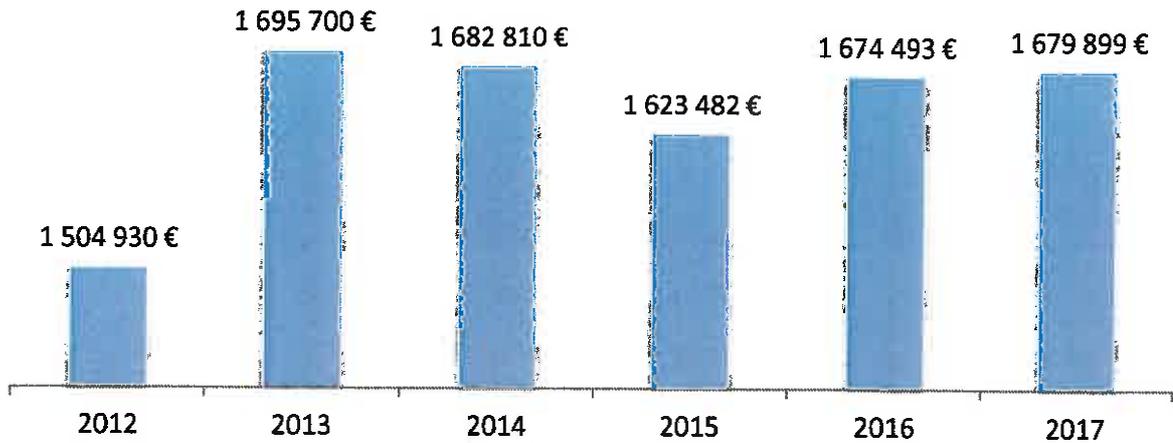
Évolution des charges générales



Les charges à caractère général sont en augmentation en 2017 de + 27 619 €.

- Les dépenses de personnel

Evolution des charges de personnel



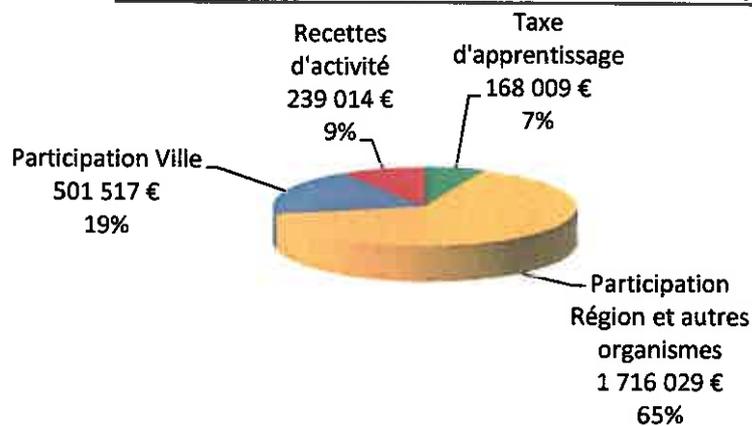
Les charges de personnel augmentent de 5 406 € entre 2016 et 2017.

Les autres chapitres budgétaires sont peu significatifs.

3. Les recettes réelles de fonctionnement

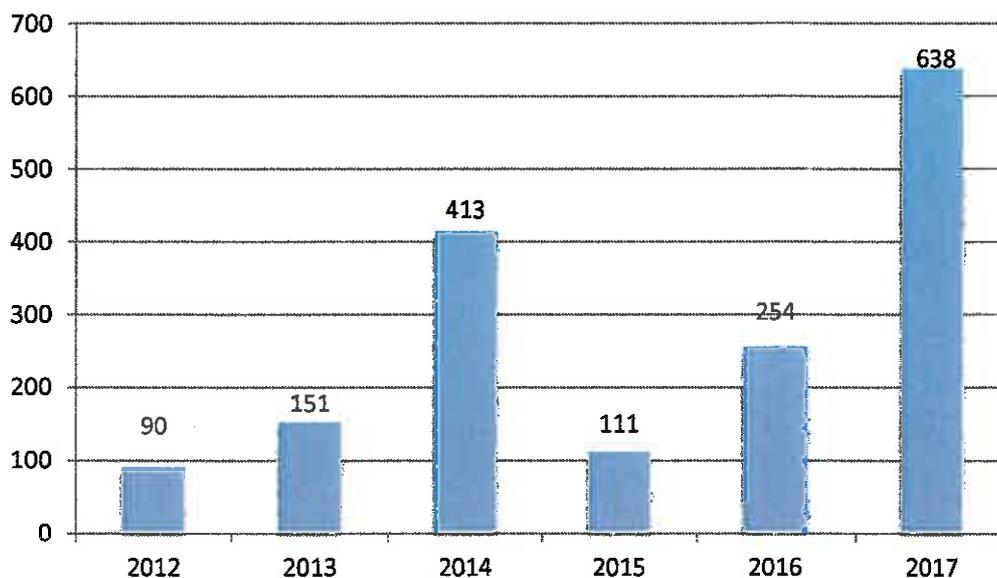
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Ecart | Evolution en % |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| Taxe d'apprentissage | 191 671 | 189 264 | 185 371 | 193 947 | 212 361 | 168 009 | -44 352 | -20,88% |
| Participation Région et autres organismes | 1 475 254 | 1 408 464 | 1 406 003 | 1 650 290 | 1 663 320 | 1 716 029 | 52 709 | 3,17% |
| Participation Ville | 269 718 | 502 749 | 429 165 | 723 880 | 204 517 | 501 517 | 297 000 | 145,22% |
| Recettes d'activité | 96 315 | 105 854 | 105 027 | 121 638 | 188 913 | 239 014 | 50 101 | 26,52% |
| TOTAL | 2 032 958 | 2 206 331 | 2 125 566 | 2 689 755 | 2 269 111 | 2 624 569 | 355 458 | 15,67% |

Structures des recettes réelles de fonctionnement 2017



4. Les dépenses d'investissement en K€

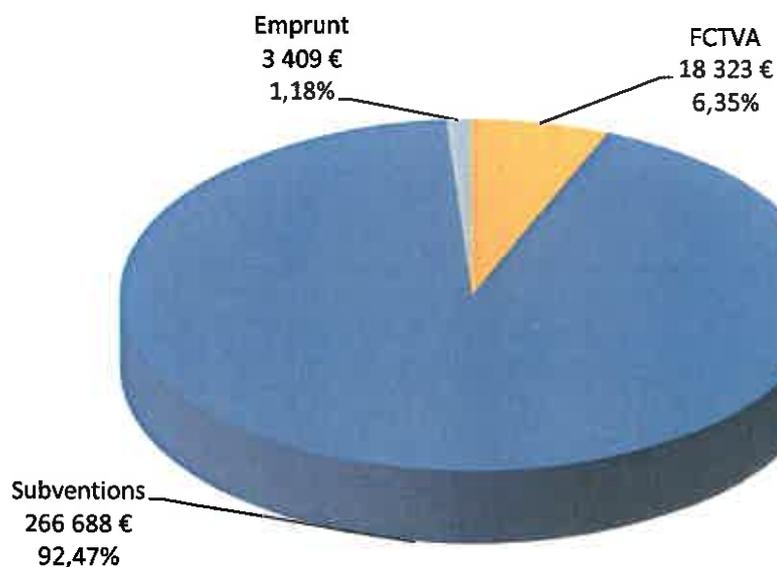
Dépenses d'équipement (en K€)



Les dépenses d'équipement se répartissent en :

- 88 K€ pour la maintenance et la mise en sécurité des bâtiments
- 335 K€ pour la restructuration du laboratoire de la boulangerie du CFA (124 K€ de matériel à prendre en compte)

5. Les recettes réelles d'investissement

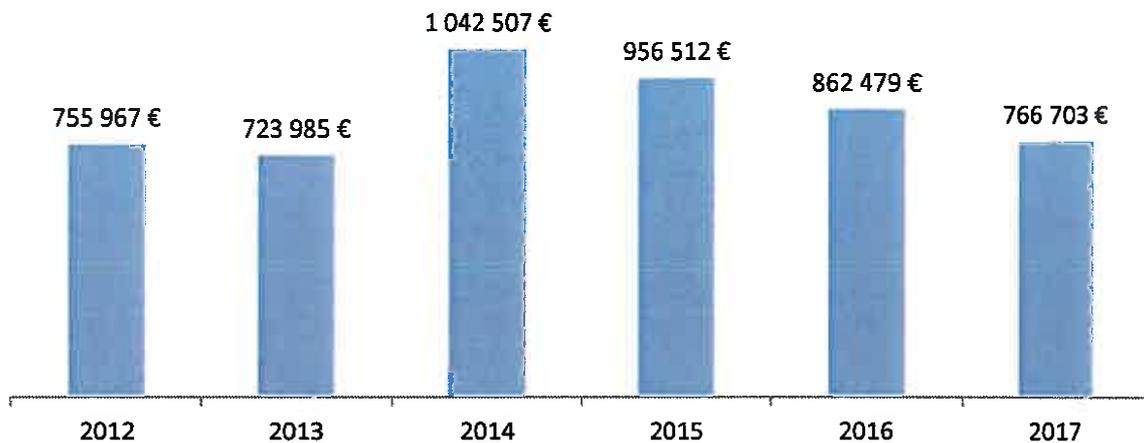


Les dépenses d'équipement des diverses filières sont financées en partie par des subventions de la Région BFC.

L'emprunt correspond à une régularisation comptable d'une échéance datant de 2012. Cette opération est équilibrée en dépenses et en recettes.

6. La dette

Encours de la dette au 31/12 2017



Le budget annexe du CFA se désendette à hauteur de 95 K€.

LE BUDGET ANNEXE DE LA CUISINE CENTRALE

1. La détermination du résultat 2017

Le résultat global de clôture du Compte Administratif s'élève à 304 547,64 € en 2017.

1.1 L'équilibre général

| Montant en euros | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAUX | |
|---------------------------------|--|---------------------|------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| Mouvements réels 2017 | 1 320 604,50 | 1 650 033,79 | 35 362,49 | 63 857,81 | 1 355 966,99 | 1 713 891,60 |
| <i>reprise du résultat 2016</i> | | 5 121,49 | 58 498,46 | | 58 498,46 | 5 121,49 |
| | Sous-total | | | | 1 414 465,45 | 1 719 013,09 |
| Mouvements d'ordre | 30 478,84 | | | 30 478,84 | 30 478,84 | 30 478,84 |
| | Sous-total | | | | 1 444 944,29 | 1 749 491,93 |
| Reports | | | | | 0,00 | 0,00 |
| | Sous-total | | | | 1 444 944,29 | 1 749 491,93 |
| | Résultat disponible après reports | | | | | 304 547,64 |

1.2 Le résultat et son affectation

Suite à la clôture du budget annexe de la Cuisine Centrale au 1er janvier 2018, les résultats du service sont repris dans le budget principal de la Ville.

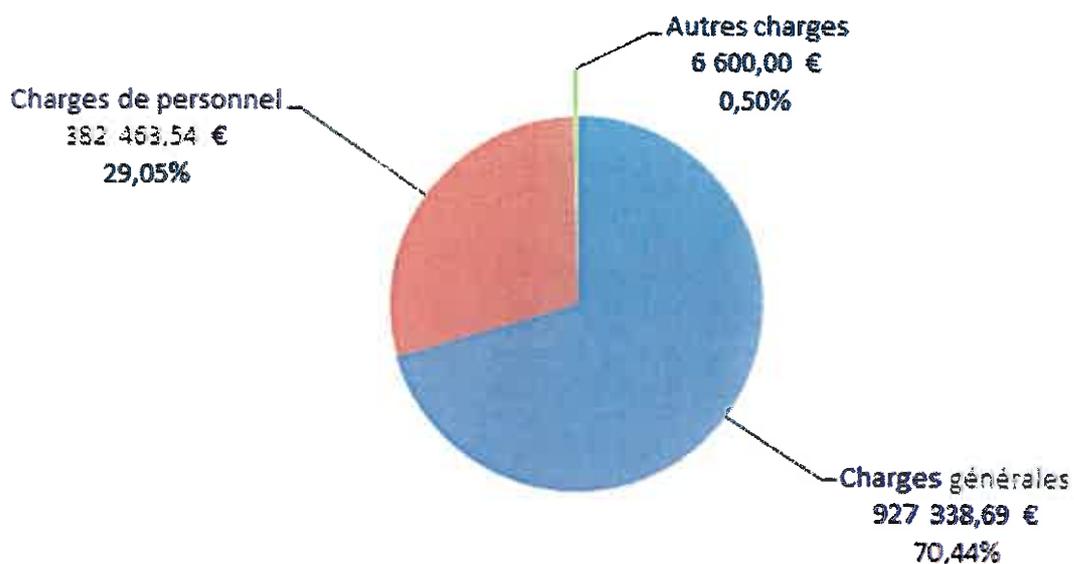
A partir du second semestre 2017, et de manière progressive, l'activité de préparation des repas a été transférée au Groupement de Coopération Sanitaire Hospitalier Nord Franche-Comté.

Les évolutions des dépenses en ont été affectées (le coût global des repas est porté au chapitre « Charges à caractère général »).

2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de **84 256,24 €** par rapport à l'année 2016, soit - 6 %. Elles s'établissent à **1 320 604,50 €**.

Dépenses de fonctionnement 2017



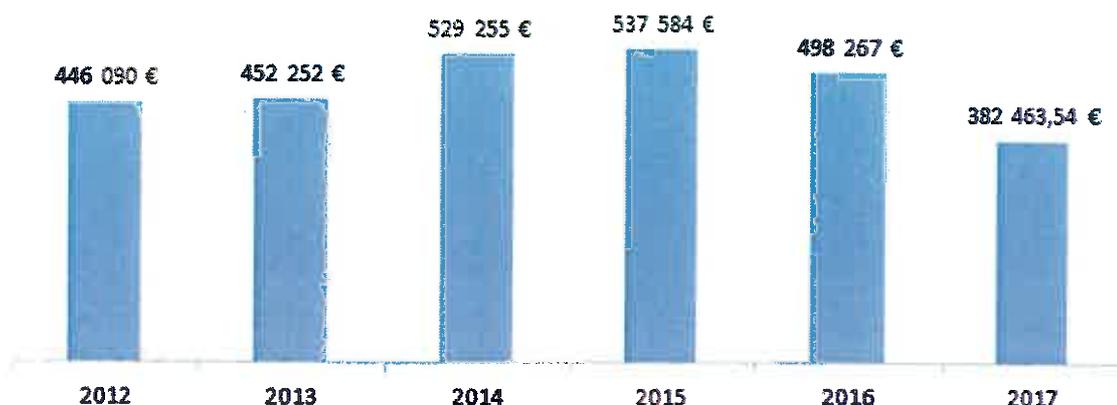
- Les charges à caractère général



Les charges à caractère général augmentent de 32 775,69 € en 2017.

- Les dépenses de personnel

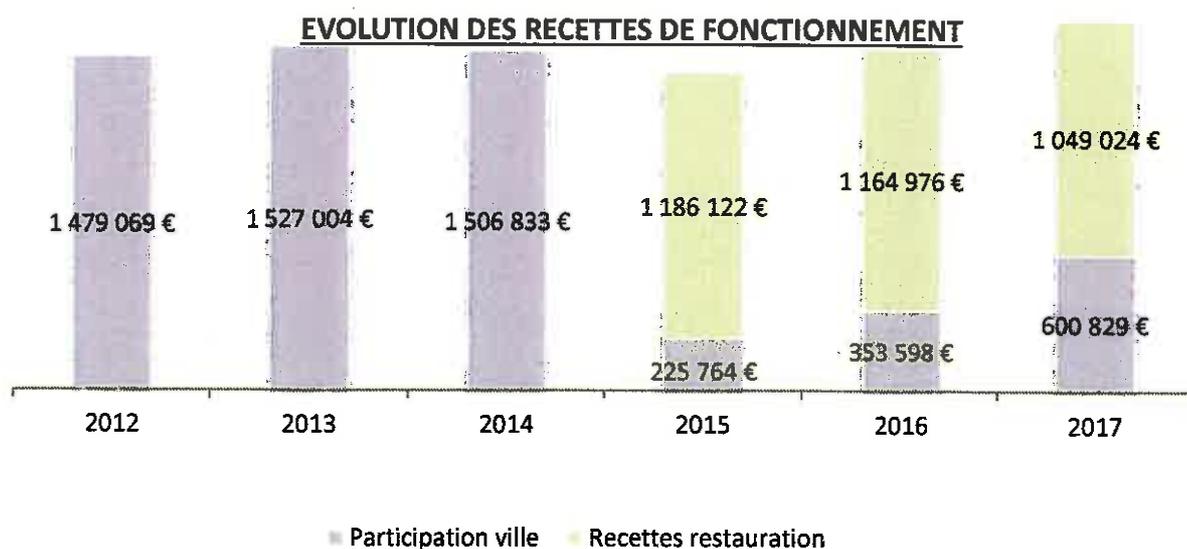
Evolution des charges de personnel



Les dépenses de personnel diminuent de – 115 803 € en 2017.

3. Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de + 107 024 € par rapport à l'année 2016, soit + 6,94 %. Elles s'établissent à 1 650 033,79 €.



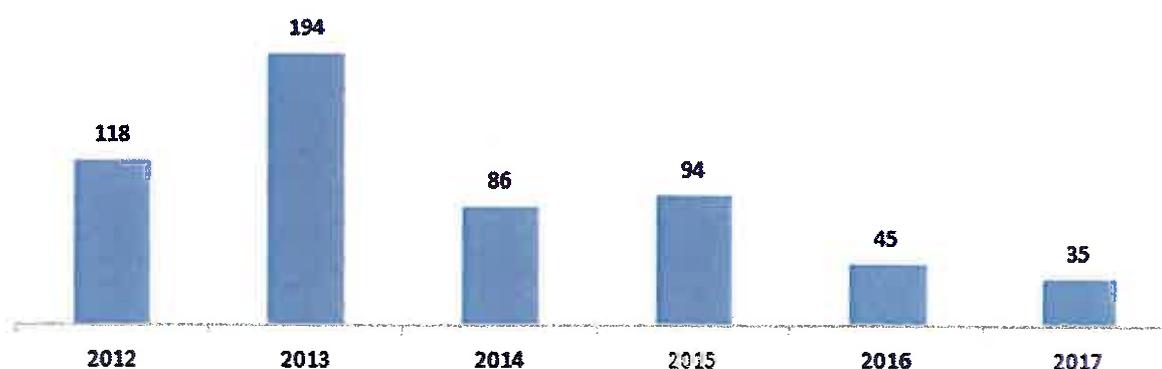
4. Les dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement ont diminué de 9 276 € par rapport à l'année 2016, soit - 20,78 %. Elles s'établissent à 35 362 €. Elles correspondent uniquement au remboursement du capital de la dette.

Dépenses d'investissement 2017



Evolution des dépenses d'investissement (en K€)

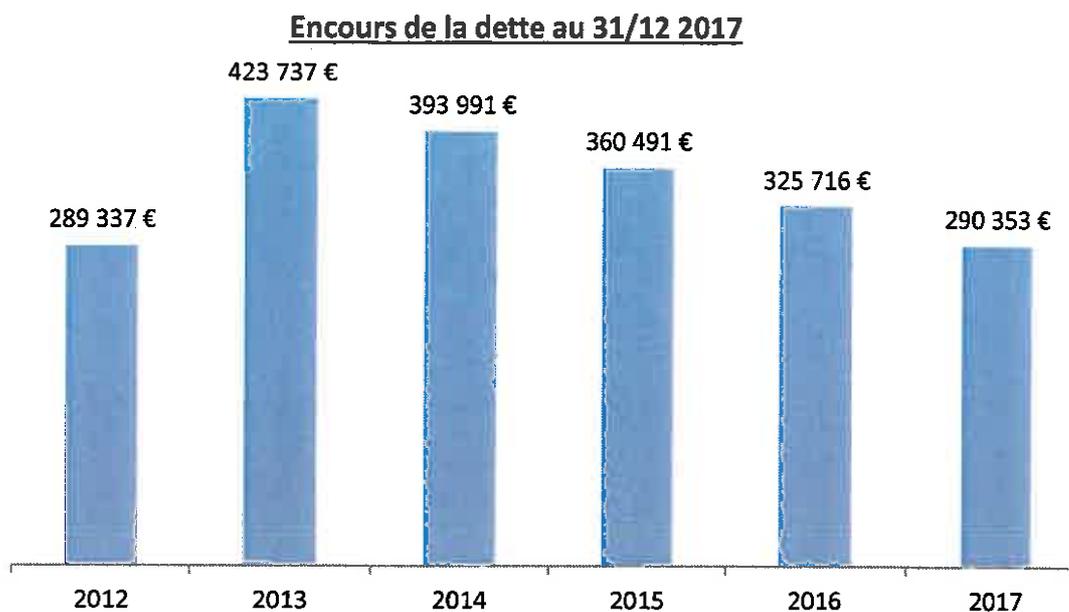


5. Les recettes d'investissement

Les recettes proviennent principalement du FCTVA (5 359,35 €), de recettes diverses (30 K€) et de l'autofinancement (58 498,46 €) provenant de la section de fonctionnement.

6. La dette

Le montant de l'encours de la dette du budget Cuisine Centrale baisse en 2017 de – 35 363 €.



Avec le changement de périmètre opéré, le budget est clôturé au 01/01/2018, et les résultats de l'actif et du passif seront transférés au budget principal de la Ville.

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-74

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

Affectation
des subventions
de l'exercice 2018 du
Budget principal Ville

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

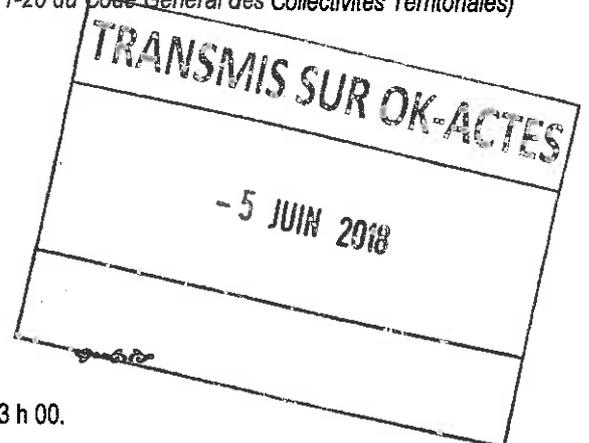
(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.



Direction des Finances

DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

Références
Mots clés
Code matière

SV/JS/GL/RB/JMG/AG - 18-74

Budget

7.5

Objet

Affectation des subventions de l'exercice 2018 du Budget principal Ville

Je vous propose d'examiner, ci-après, la sollicitation que la Ville de Belfort a reçue, et la proposition qui s'y rapporte.

Soutien financier à l'Association Les P'tits Belfortains

Dans le cadre du vide grenier organisé par l'association, une aide financière de 200 € est proposée. Les crédits seront prélevés sur les enveloppes à affecter, votées au Budget Primitif 2018.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Francine GALLIEN ne prend pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser l'attribution de la subvention énoncée, qui sera prélevée sur les enveloppes à affecter, votées au Budget Primitif 2018,

de procéder à un vote distinct pour les associations qui comptent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire
l'objet d'un recours devant
la juridiction administrative
dans le délai de deux mois
à compter de sa publication
ou de son affichage

Jérôme SAINT-ANTOINE


TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018

Objet de la délibération

N° 18-75

Renouvellement des
marchés d'assurance
de la Ville de Belfort

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUN 2018



Direction des Affaires Juridiques

DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1er adjoint

Références
Mots clés
Code matière

SV/GW/AP - 18-75
Juridique
1.1

Objet

Renouvellement des marchés d'assurance de la Ville de Belfort

En 2013, la Ville de Belfort a souhaité se doter d'un vaste portefeuille assurantiel pour répondre aux obligations légales en matière d'assurance, mais également pour faire face à certains sinistres spécifiques. Un marché de prestation de service a ainsi été lancé dans les domaines suivants :

- Dommages aux biens.
- Flotte automobile et auto-missions.
- Responsabilité civile.
- Protection juridique.
- Multirisques Oeuvres d'art/Expositions.
- Tout risque informatique.

Ce marché d'assurance a débuté le 1^{er} janvier 2014 et doit s'achever le 31 décembre prochain.

Il est prévu de le renouveler, conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n° 2016-360, en date du 25 mars 2016, sous forme d'un appel d'offres ouvert, selon les conditions exposées ci-dessous :

La procédure de renouvellement des marchés d'assurance de la Ville a débuté, afin que la couverture d'assurance soit effective au 1^{er} janvier 2019 :

- la phase de collecte des données permettant de déterminer les besoins de la collectivité est achevée ; il en ressort que le contrat *Tout risque informatique* ne sera pas renouvelé, aucun besoin spécifique en la matière n'ayant été exprimé,
- l'avis d'appel public à la concurrence sera publié le 1^{er} juillet, sur le site de la Ville, au JOUE et au BOAMP,
- la date limite de réception des offres est fixée au 1^{er} septembre ; elles seront attribuées en Commission d'Appel d'Offres.

Le prochain marché d'assurance sera composé de quatre lots :

A - Assurance obligatoire :

Lot n° 1 : Flotte automobile et auto-missions :

- a. Le parc automobile : c'est-à-dire que la Ville est assurée contre les dommages causés et subis par les véhicules terrestres à moteur, avec les accessoires et pièces de rechange livrés en même temps que le véhicule ; sont également garantis les matériels et marchandises transportés, les bris de machines sur certains véhicules.
- b. L'*auto-mission* : c'est-à-dire que la Ville est assurée contre les dommages causés et subis par les véhicules terrestres à moteur utilisés par les élus et agents, ou personnes autorisées, dans le cadre d'une mission.

B - Assurances non obligatoires :

Lot n° 2 : Responsabilité civile : ce contrat garantit la Ville en cas de dommages matériels ou immatériels causés par ses agents, ses élus ou des collaborateurs occasionnels, à des biens ou des personnes, dans l'exercice de leurs fonctions.

Lot n° 3 : Protection juridique : ce contrat assure, en cas de survenance d'un litige garanti, la défense de l'assuré, soit dans un cadre amiable, soit dans un cadre judiciaire. L'assureur prend alors en charge, dans les limites prévues au contrat, l'ensemble des frais de justice et honoraires d'avocat rendus nécessaires par la procédure en cours.

Lot n° 4 : Multirisques Oeuvres d'art/Expositions : ce contrat assure les risques garantis suite à des dommages aux objets précieux et/ou d'expositions, que ces biens appartiennent à la Ville ou à ses prêteurs.

Ce marché d'assurance sera financé par les sommes inscrites au Budget de la DAJ. Pour mémoire, les montants des primes provisionnelles pour l'année 2017 s'élèvent à :

| Contrat | Montant 2017 prévisionnel |
|----------------------------|------------------------------|
| Flotte auto | 83 490, 24 € TTC |
| Responsabilité civile | 25 844, 86 € TTC |
| Protection juridique | 1 064, 29 € TTC |
| Tout risque Expositions | 19 236, 67 € TTC |
| Total : | 129 636, 06 € TTC |

Le prochain marché d'assurance aura une durée totale de 5 ans.

Au regard du montant des cotisations prévisionnelles versées pour l'année 2017, le montant du marché s'élèvera donc **au moins** à 648 180, 30 € TTC.

En pratique, pour connaître le coût total du marché, il faudra ajouter à cette somme les montants des régularisations annuelles, par exemple :

- pour le contrat *Flotte auto*, un surcoût d'assurance *Flotte auto* pour le matériel acquis ou loué en cours d'année,
- pour le contrat *Responsabilité civile*, un surcoût d'assurance en cas d'augmentation de la masse salariale,
- pour le contrat *Tout risque expositions*, le surcoût généré par chacune des expositions organisées par la collectivité.

Or, tous ces surcoûts sont inconnus en début de marché.

Pour y faire face, il serait opportun de prévoir un surcoût de 5 % du montant total des offres. Cette somme servira également à faire face aux augmentations des cotisations légales en cours de marché (en pratique, les cotisations dépendent de plusieurs paramètres, certains étant fixés chaque année par décret gouvernemental, si bien qu'il est impossible de prévoir le coût total du marché à son échéance).

Pour mémoire, il est porté à votre attention que le prochain marché d'assurance ne comportera aucun contrat *Dommages aux biens*, celui-ci ayant été renouvelé en 2017.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 4 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT),

DECIDE

d'approuver le renouvellement des marchés d'assurance dans les domaines suivants :

- *Flotte automobile et auto-missions*
- *Responsabilité civile*
- *Protection juridique*
- *Multirisques Oeuvres d'art/Expositions* ;

d'autoriser l'inscription supplémentaire d'une somme forfaitaire de 5 % du montant total du marché pour faire face aux augmentations légales des taux, ainsi que des régularisations en cours de marché,

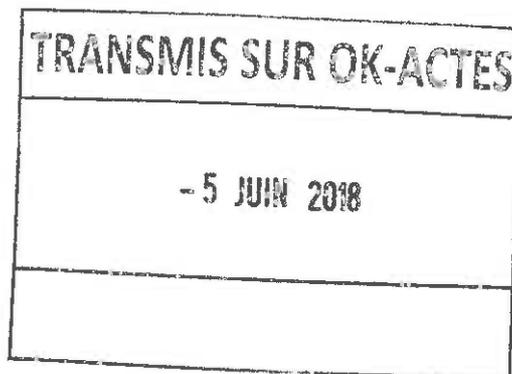
d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer lesdits marchés, ainsi que les avenants de régularisation annuelle.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage


Jérôme SAINTIGNY



VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-76

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

Centre de Congrès Atria -
Bilan d'exploitation 2017

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUIN 2018



Direction Générale des Services

DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint

Références
Mots clés
Code matière

SV/JS/GV/SB - 18-76
Economie
1.2

Objet

Centre de Congrès Atria - Bilan d'exploitation 2017

La SOGECA (Société de Gestion des Centres Atria) exploite le Centre de Congrès municipal depuis son ouverture au public en 1995. Le contrat d'affermage qui fixe les modalités de cette Délégation de Service Public court sur la période 2011-2018.

Conformément aux termes de ce contrat, la SOGECA nous a fait parvenir le bilan d'exploitation 2017 du Centre de Congrès. Vous trouverez en annexe les éléments constitutifs de ce bilan, à savoir :

- le compte de résultat 2017, accompagné de données et commentaires permettant d'analyser les écarts avec l'exercice précédent ;
- le rapport d'exploitation comportant :
 - * l'analyse quantitative et qualitative du service rendu (fréquentations, activités, effectifs, tarifs) ;
 - * les actions menées par le délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers.

Les engagements de la Ville envers son exploitant se sont traduits sur le Budget municipal 2017 comme suit :

Section de fonctionnement

- une participation versée à la SOGECA de 196 903 € ;
- des factures «locations de salles», pour un montant de 180 000 € HT (216 000 € TTC), complétées d'autres prestations (location de matériel, personnel de sécurité...), pour atteindre la somme de 231 368,44 € TTC,
- le paiement de la part Ville des charges de copropriété AFUL 2017 afférentes au lot «Centre de Congrès», pour un montant de 50 210 € TTC.

De plus, et pour information, une dépense de prestations «restauration» a été réalisée à hauteur de 47 000 € TTC.

Section d'investissement

- la maintenance des espaces mis à disposition (dont renouvellement de matériels), pour un montant de 44 099,70 € TTC ;
- le paiement de la part Ville des investissements AFUL afférents au lot «Centre de Congrès», pour un montant de 30 534 € TTC.

LE COMPTE D'EXPLOITATION 2017

Le chiffre d'affaires 2017 s'élève à 1 100 114 €, soit une baisse de 2,05 % par rapport à l'an dernier.

Les deux principales activités génératrices de chiffres d'affaires (la location de salles et la restauration-banquet) connaissent une baisse, la 1ère de 1,52 %, la 2nde de 5,43 %.

L'activité restauration représente 59 % de ce chiffre, l'activité location de salles 32 %.

Consécutivement, les charges liées à l'activité (marchandises consommées, ressources et frais opérationnels) baissent également, ainsi que la marge (394 929 € en 2016, 383 226 € en 2017).

Les autres frais (frais de personnels administratif, commercial, technique, frais de maintenance, énergie, taxes, redevances...) s'élèvent à 562 358 €, ramenés à 365 455 € après prise en compte de la participation municipale (196 903 € en 2017).

La marge d'exploitation est toujours positive (17 771 €), mais le résultat brut d'exploitation s'établit à une perte de 62 009 €, en amélioration de 4 606 € par rapport à 2016.

L'ACTIVITE EN 2017

Le nombre de manifestations a baissé de 15 %, mais le nombre de journées-congressistes progresse légèrement.

| | Nombre de manifestations | | Nombre de journées/congressistes | |
|--|--------------------------|------------|----------------------------------|---------------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Congrès | 7 | 5 | 1 028 | 1 231 |
| Conventions | 5 | 6 | 640 | 658 |
| Séminaires résidentiels, journées d'études | 67 | 45 | 2 003 | 605 |
| Journées amphithéâtre | 19 | 16 | 6 086 | 4 677 |
| Location de salles | 77 | 77 | 17 011 | 19 577 |
| Location salle exposition | 3 | 6 | 36 300 | 37 400 |
| Sur mesure | 61 | 52 | 4 604 | 4 506 |
| Sur mesure généré par Novotel | 27 | 19 | 882 | 635 |
| TOTAL | 266 | 226 | 68 554 | 69 289 |

L'exploitant souhaite souligner que le segment «Congrès» génère 19 % du chiffre d'affaires et affiche une progression de 22 %, malgré deux manifestations de moins.

L'activité «Affaires» (conventions, séminaires, journées d'études) assure 19 % de ce chiffre d'affaires.

C'est le segment «Journées d'études» qui a connu la plus forte baisse, notamment entre avril et juin, à l'occasion des élections nationales.

Les utilisateurs du Centre de Congrès

La part assurée par le secteur «Entreprises» est passé de 56 % en 2015 à 46 % en 2017.

La part assurée par le secteur public (institutions, collectivités) progresse de 1 point, comme l'an dernier, pour atteindre 25 % en 2017.

Le poids du monde associatif progresse de 3 points et compte pour 23 %, les particuliers, pour 3 %, le Groupe Novotel pour 3 %.

Le rapport ci-annexé détaille l'ensemble des manifestations accueillies au Centre de Congrès, les actions de commercialisation menées, les partenariats poursuivis.

Pour 2018, le portefeuille des manifestations permet d'envisager une activité similaire à 2017. La réfection de l'embranchement par l'AFUL (association foncière propriétaire des espaces communs) programmée durant l'été ne devrait avoir aucune incidence sur l'activité.

Par ailleurs, l'exercice 2018 est la dernière année du contrat d'affermage passé avec la SOGECA. Ainsi, est également soumis ce jour, à votre examen, un rapport relatif au lancement de la consultation pour une nouvelle Délégation de Service Public (concession de service) relative à l'exploitation du Centre de Congrès Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du bilan d'exploitation 2017 du Centre de Congrès Atria.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUIN 2018

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Jérôme SAINTIGNY





DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
2011 - 2018

CENTRE DE CONGRES ATRIA BELFORT

RAPPORT ANNUEL 2017

Belfort, le 28 mars 2018

Compte rendu annuel de résultat de l'exploitation

- 1 - Comparatif résultat 2017 / prévisionnel 2017
- 2- Comparatif résultat 2017 / résultat 2016
 - analyse des charges de personnel 2017
 - commentaires de gestion 2017 / 2016
 - graphiques de répartition de chiffre d'affaires et de gestion
- 3- Présentation des méthodes pour la détermination des produits et des charges directes et indirectes
- 4- Evolution du Chiffre d'Affaires depuis 1995
- 5- Evolution du Résultat d'exploitation depuis 1995
- 6- Annexe - effectifs du service et qualifications
- 7- Balance comptable
- 8- Analyse de la qualité du service
- 9- Rapport technique et Sécurité

1- Comparatif par rapport au prévisionnel

| | 2017 prévisionnel | 2017 Réalisé | % | TOTAL |
|--|----------------------|------------------|---------------|------------------|
| CA Restauration HT SC | 1 022 363 | 651 785 | -36.25 | -370 578 |
| CA Location espace HT | 508 785 | 354 956 | -30.23 | -153 829 |
| Total CA Restauration HT SC | 1 531 148 | 1 006 741 | | -524 407 |
| CA Ventes diverses HTSC | 163 998 | 93 373 | -43.06 | -70 625 |
| CA Emplacement publicitaire HT | 3 582 | 0 | -100.00 | -3 582 |
| TOTAL C.A HT SC | 1 698 728 | 1 100 114 | -35.22 | -598 614 |
| Marchandises consommées restaurant | - 255 591 | - 173 192 | -32.24 | 82 399 |
| Marchandises consommées diverses | - 71 339 | - 50 761 | -28.85 | 20 578 |
| Prestation traiteur | - 132 907 | - 84 732 | -36.25 | 48 175 |
| TOTAL MARCHANDISES CONSOMMEES | - 459 837 | - 308 685 | | 151 152 |
| Frais de personnel restauration | - 467 230 | - 319 037 | -31.72 | 148 193 |
| Frais de personnel ventes diverses | - 41 388 | - 38 299 | -7.46 | 3 089 |
| TOTAL RESSOURCES OPERATIONNELLES REPARTIES | - 508 618 | - 357 336 | | 151 282 |
| Frais de commission d'agence | 0 | - 1 239 | -100.00 | - 3 509 |
| Frais restauration | - 73 458 | - 48 507 | -33.97 | 24 951 |
| Frais ventes diverses | - 1 332 | - 1 121 | -15.84 | 211 |
| TOTAL FRAIS OPERATIONNELS | - 74 790 | - 50 867 | | 23 923 |
| MARGE AUTRES CHARGES | 0 | - 1 239 | -100.00 | - 3 509 |
| MARGE RESTAURATION | 734 869 | 466 005 | | - 268 864 |
| MARGE DIVERSES | - 79 386 | - 81 540 | | - 2 154 |
| TOTAL MARGE | 655 483 | 383 226 | | - 272 257 |
| Frais de personnel administration | 167 254 | - 183 637 | 9.80 | - 16 383 |
| Frais de personnel commercial | - 174 833 | - 148 016 | -15.34 | 26 817 |
| Frais de personnel technique | - 28 350 | - 32 953 | 16.240 | - 4 603 |
| TOTAL RESSOURCES OPERATIONNELLES FONCTIONNELLES | - 370 437 | - 364 606 | -1.80 | 5 831 |
| Frais administration | - 71 342 | - 74 675 | 4.67 | - 3 333 |
| Participation ville | 210 592 | 196 903 | -6.50 | - 13 689 |
| Redevance d'équipement | - 12 500 | 0 | -100.00 | 12 500 |
| Frais commercial | - 67 652 | - 21 919 | -67.80 | 45 733 |
| Frais maintenance | - 80 192 | - 13 725 | -82.88 | 66 467 |
| Frais énergie | - 94 588 | - 87 433 | -7.56 | 7 155 |
| TOTAL FRAIS FONCTIONNELS | - 115 682 | - 849 | | 114 833 |
| RESULTAT FONCTIONNEL | - 486 119 | - 365 455 | | 120 664 |
| GOI | 169 364 | 17 771 | | - 151 593 |
| Redevance et contribution | - 84 936 | - 54 016 | -36.40 | 30 920 |
| RESULTAT AVANT CHARGES FIXES | 84 428 | - 36 245 | | - 120 673 |
| Taxes d'exploitation | - 17 600 | - 15 765 | -10.43 | 1 835 |
| Assurances | - 5 032 | - 3 625 | -27.96 | 1 407 |
| Coût de propriété | - 5 147 | - 6 374 | 23.84 | - 1 227 |
| RBE | 56 649 | - 62 009 | | - 118 658 |

2- Comparatif 2017 / 2016

| | 2016 | 2017 | % | TOTAL |
|--|------------------|------------------|--------------|----------------|
| CA Restauration HT SC | 661 841 | 651 785 | -1.52 | -10 056 |
| CA Location espace HT | 375 354 | 354 956 | -5.43 | -20 398 |
| Total CA Restauration HTSC | 1 037 195 | 1 006 741 | | -30 454 |
| CA Ventes diverses HTSC | 85 969 | 93 373 | 8.61 | 7 404 |
| CA Emplacement publicitaire HT | 0 | 0 | 0.00 | 0 |
| TOTAL C.A HTSC | 1 123 164 | 1 100 114 | -2.05 | -23 050 |
| Marchandises consommées restaurant | - 176 420 | - 173 192 | -1.83 | 3 228 |
| Marchandises consommées diverses | - 46 865 | - 50 761 | 8.31 | -3 896 |
| Prestation traiteur | - 86 039 | - 84 732 | -1.52 | 1 307 |
| TOTAL MARCHANDISES CONSOMMEES | - 309 324 | - 308 685 | | 639 |
| Frais de personnel restauration | - 316 119 | - 319 037 | 0.92 | - 2 918 |
| Frais de personnel ventes diverses | - 42 428 | - 38 299 | -9.73 | 4 129 |
| TOTAL RESSOURCES OPERATIONNELLES REPARTIES | - 358 547 | - 357 336 | | 1 211 |
| Frais de commissions agences | - 7 049 | - 1 239 | -82.42 | 5 810 |
| Frais restauration | - 51 922 | - 48 507 | -6.58 | 3 415 |
| Frais ventes diverses | - 1 393 | - 1 121 | -19.53 | 272 |
| TOTAL FRAIS OPERATIONNELS | - 60 364 | - 50 867 | | 9 497 |
| MARGE AUTRES CHARGES | - 7 049 | - 1 239 | | 5 810 |
| MARGE RESTAURATION | 492 734 | 466 005 | | -26 729 |
| MARGE DIVERSES | - 90 756 | - 81 540 | | 9 216 |
| TOTAL MARGE | 394 929 | 383 228 | | -11 703 |
| Frais de personnel administration | - 193 062 | - 183 637 | -4.88 | 9 425 |
| Frais de personnel commercial | - 147 293 | - 148 016 | 0.49 | - 723 |
| Frais de personnel technique | - 34 265 | - 32 953 | -3.83 | 1 312 |
| TOTAL RESSOURCES OPERATIONNELLES FONCTIONNELLES | - 374 620 | - 364 606 | | 10 014 |
| Frais administration | - 67 514 | - 74 675 | 10.61 | - 7 161 |
| Participation ville | 195 814 | 196 903 | 0.56 | 1 0898 |
| Redevance d'équipement | 0 | 0 | 0.00 | 0 |
| Frais commercial | - 28 105 | - 21 919 | -22.01 | 6 186 |
| Frais maintenance | - 16 503 | - 13 725 | -16.83 | 2 778 |
| Frais énergie | - 85 443 | - 87 433 | 2.33 | - 1 990 |
| TOTAL FRAIS FONCTIONNELS | - 1 751 | - 849 | | 902 |
| RESULTAT FONCTIONNEL | - 376 371 | - 365 455 | | 10 916 |
| GOI | 18 558 | 17 771 | | - 787 |
| Redevance et contribution | - 56 158 | - 54 016 | -3.81 | 2 142 |
| RESULTAT AVANT CHARGES FIXES | - 37 600 | - 36 245 | | 1 355 |
| Taxes d'exploitation | - 20 082 | - 15 765 | -21.50 | 4 317 |
| Assurances | - 3 554 | - 3 625 | 2.00 | -71 |
| Coût de propriété | - 5 379 | - 6 374 | 18.50 | - 995 |
| RBE | - 66 615 | - 62 009 | -7.41 | 4 606 |

ANALYSES FRAIS DE PERSONNEL 2017

CUISINE **80 649,32**

| | |
|---|-----------|
| Salaires permanents | 65 741.19 |
| salaires extras | 2 153.78 |
| indemnité stage | 0.00 |
| prime exceptionnelle | 0.00 |
| abondement PERCO | 294.24 |
| abondement PEE | 647.33 |
| congés payés | 1 739.22 |
| charges sociales permanents | 28 790.39 |
| charges sociales extras | 714.93 |
| rémunération variable | 3 779.20 |
| Intéressement collectif pee+perco+ forfait social | -229.64 |
| provision interco | 1 152.00 |
| Crédit d'impôt compétitivité | -5 133.32 |

PLONGE **19 989,20**

| | |
|------------------------------|-----------|
| Salaires permanent | 14 203.66 |
| salaires extras | 1 074.78 |
| congés payés | 17.88 |
| charges sociales permanent | 5 003.92 |
| charges sociales extras | 362.84 |
| provision interco | 288.00 |
| Crédit d'impôt compétitivité | -1 061.88 |

Frais personnel restauration
319 057,14

BANQUET SALLE **155 168,81**

| | |
|--------------------------------------|-----------|
| Salaires fixe permanent | 75 308.74 |
| Salaires extras | 24 375.39 |
| Indemnité de licenciement inaptitude | 11 612.11 |
| Intéressement collectif + forfait | -926.16 |
| provision interco | 1 200.00 |
| Abondement P.E.E. | 950.00 |
| Brut CP PERCO | 425.36 |
| congés payés | -2 551.54 |
| charges sociales permanents | 36 893.06 |
| charges sociales extras | 8 096.01 |
| rémunération variable | 3 024.00 |
| prime fidélité | 400.00 |
| Crédit d'impôt compétitivité | -3 638.46 |

ECONOMIA **15 179,30**

| | |
|-----------------------------------|-----------|
| Salaires | 10 070.93 |
| congés payés | 7.39 |
| Charges sociales | 4 420.26 |
| Intéressement collectif + forfait | 530.62 |
| Prime fidélité | 150.00 |
| Crédit d'impôt compétitivité | 0.00 |

| | |
|-----------------------------|------------------|
| EQUIPIER / RÉGISSEUR | 29 150.91 |
|-----------------------------|------------------|

| | |
|-----------------------------------|-----------|
| Salaires | 5 433.76 |
| congés payés | -117.85 |
| Charges sociales | 7 585.38 |
| Intéressement collectif + forfait | 946.76 |
| provision interco | 408.00 |
| indemnité prudhommes | 4 248.93 |
| Personnel extérieur régisseur | 11 352.00 |
| Crédit d'impôt compétitivité | -706.37 |

| | |
|---------------------|------------------|
| STANDARDISTE | 38 298.82 |
|---------------------|------------------|

| | |
|-----------------------------------|-----------|
| Salaires | 27 979.32 |
| congés payés | -229.21 |
| Intéressement collectif + forfait | 0.00 |
| Charges sociales | 12 027.17 |
| provision interco | 460.00 |
| Crédit d'impôt compétitivité | -1 958.46 |

Frais personnel ventes diverses
38 298.82

| | |
|-------------------|-------------------|
| COMMERCIAL | 148 016.20 |
|-------------------|-------------------|

| | |
|-----------------------------------|------------|
| Salaires | 106 621.62 |
| brut RTT perco | 632.28 |
| Indemnité de stage | 2 612.80 |
| Abondement P.E.E. + PERCO | 1 802.00 |
| congés payés | 978.28 |
| charges sociales | 53 499.69 |
| Intéressement collectif + forfait | 1 728.62 |
| provision interco | 1 579.00 |
| Subvention formation FONGECIF | -22 491.38 |
| rémunération variable | 8 974.00 |
| Crédit d'impôt compétitivité | -8 120.91 |

Frais personnel commercial
148 016.20

| | |
|------------------|------------------|
| TECHNIQUE | 32 952.80 |
|------------------|------------------|

| | |
|---|-----------|
| Salaires | 22 041.20 |
| brut CP Perco | 297.00 |
| Refacturation AFUL Maintenance etsuivi technique salaires | -1 116.53 |
| Abondement P.E.E. - PERCO | 175.00 |
| congés payés | 4.30 |
| Charges sociales | 11 478.32 |
| Refacturation AFUL Maintenance etsuivi technique charges sociales | -468.94 |
| Intéressement collectif + forfait | -260.00 |
| rémunération variable | 2 638.00 |
| provision interco | 360.00 |
| Crédit d'impôt compétitivité | -2 195.55 |

Frais personnel technique
32 952.80

| | |
|---------------------|------------------|
| COMPTABILITE | 89 749.97 |
|---------------------|------------------|

| | |
|-------------------------|-----------|
| Salaires | 54 451.95 |
| Abondement PEE et Perco | 2 225.00 |

| | | |
|---------------------------------|-------------------------------|-----------|
| | | 638.35 |
| | | 28 371.96 |
| | | 291.47 |
| | | 581.00 |
| | | 4 745.00 |
| | | -1 554.77 |
| DIRECTIO | | |
| N | 79 958.89 | |
| | | 41 473.29 |
| | | -1 416.00 |
| | | 600.04 |
| | | 1 574.54 |
| | | 29 552.12 |
| | | 169.90 |
| | | 240.00 |
| | | 7 765.00 |
| LOCAUX COMMUNS ENTRETIEN | 13 927.92 | |
| | | 15 634.17 |
| | | -7 233.64 |
| | | 442.83 |
| | | 5 514.17 |
| | | -3 038.13 |
| | Nk en fonction du temps passé | 3 050.56 |
| | ND en fonction du temps passé | 1 281.22 |
| | | -522.00 |
| | | 480.00 |
| | | -1681.26 |

Frais personnel administration
183 636.78

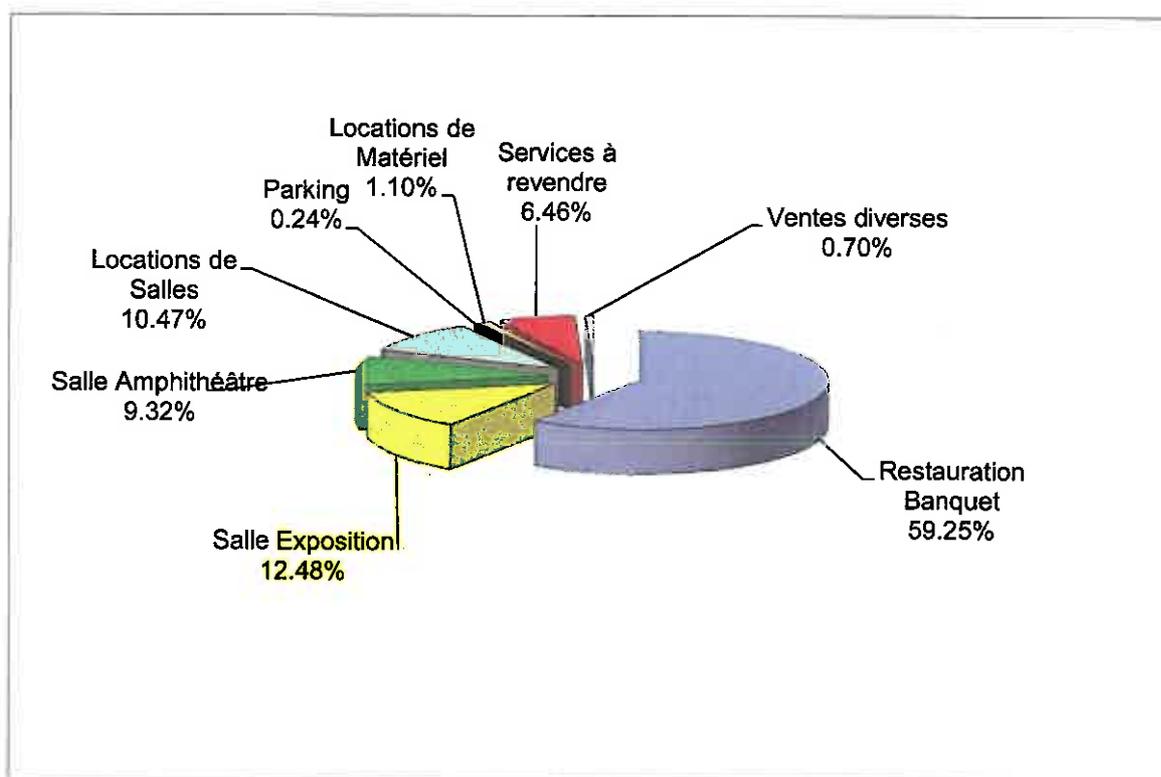
Commentaires Chiffre d'affaire et resultat 2017/2016

Une année 2017 identique à 2016 en terme de résultat avec un GOI de 18 K€.

Il manque 23 K€ de chiffre d'affaire par rapport à 2016 qui sont compensés en résultat par une baisse de l'intéressement collectif (12 K€ en frais de personnel) et des commissions agences en baisse pour 6 K€.

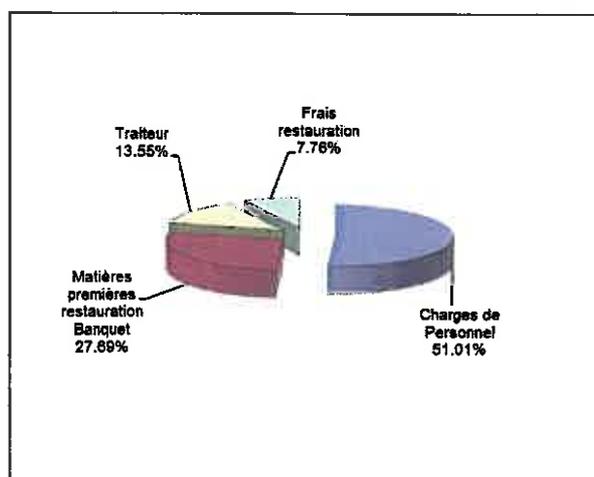
La légère baisse d'activité est concentrée sur les mois d'avril et de mai qui sont impactés par la période électorale

Répartition du Chiffre d'Affaires

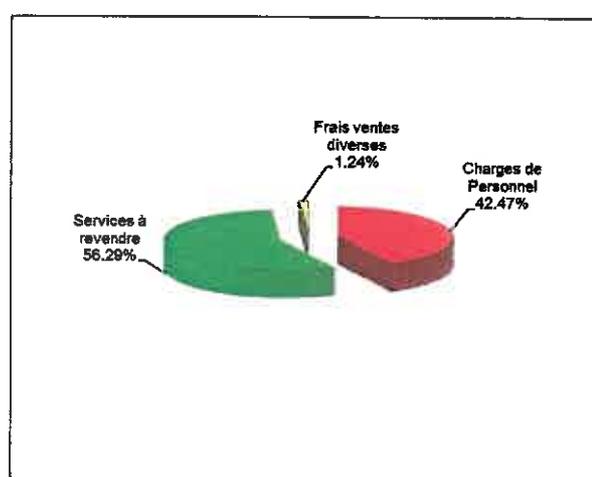


Répartition des Charges

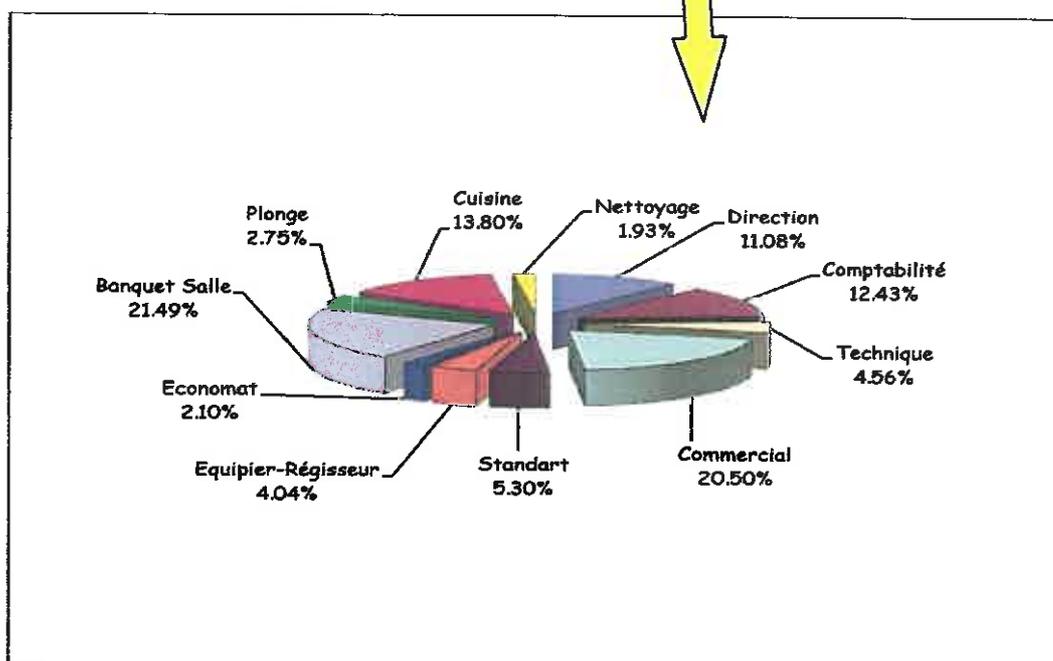
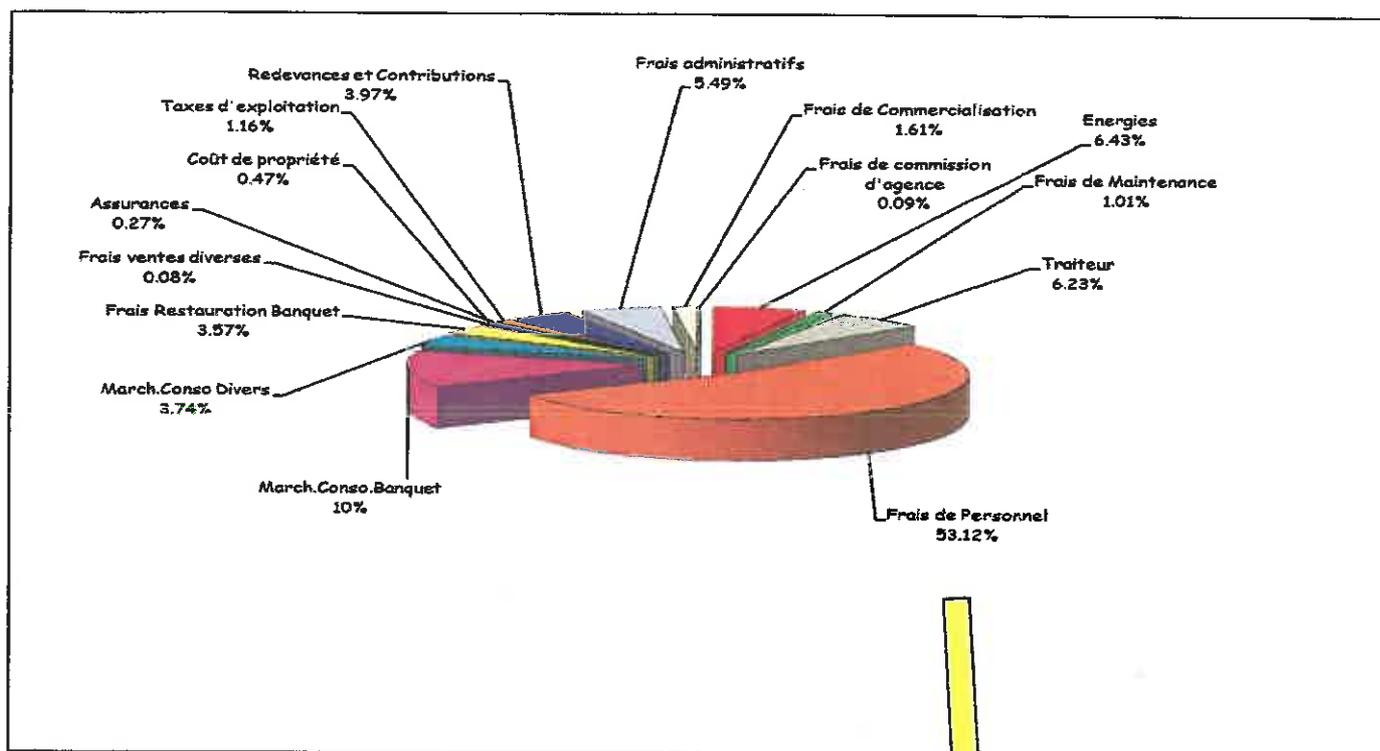
Charges Restauration banquet



Charges ventes diverses



Répartition des charges générales



3- Présentation des méthodes pour la détermination des produits et des charges directs et indirects

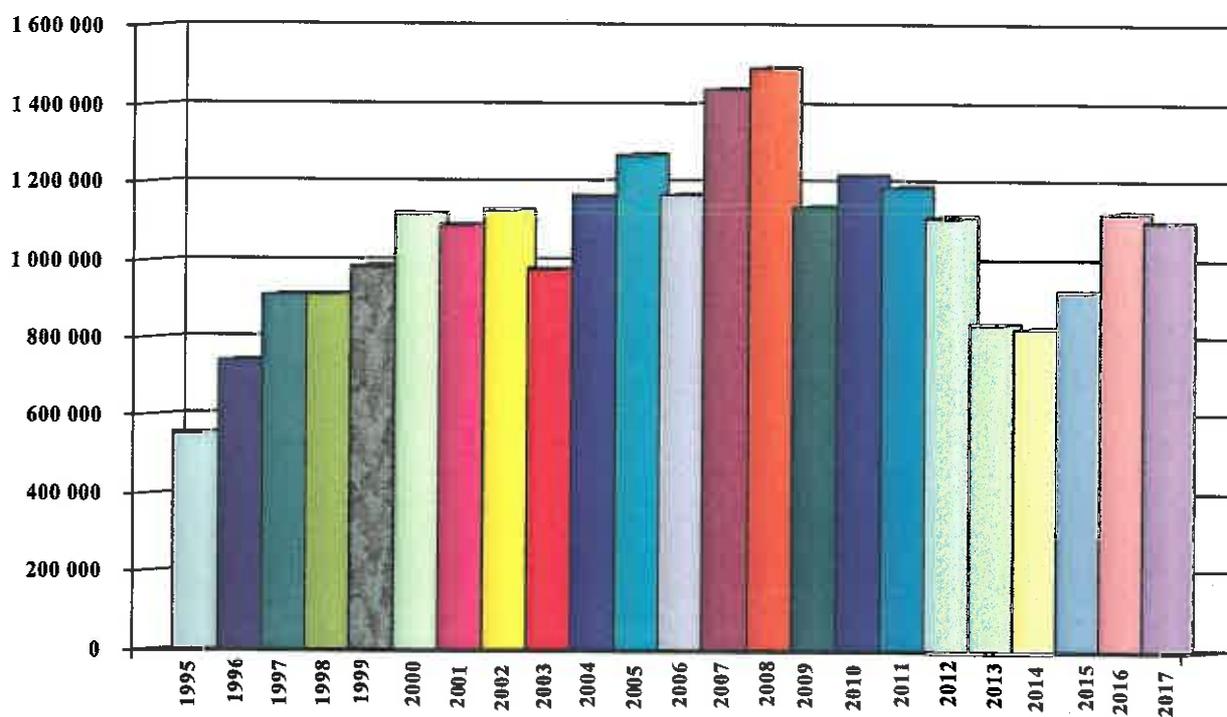
ANNEXE AFFECTATIONS DES CHARGES SUR COMPTE D'EXPLOITATION 2016

POUR LA GESTION DU CENTRE DE CONGRES DE BELFORT

| | 2017 | AFFECTATIONS |
|--|--------------------|---|
| CA Restauration HT SC | 651 785 | 100% du Chiffre d'Affaires Banquet |
| CA Location espace HT | 354 956 | 100% du Chiffre d'Affaires des locations de Salles, exposition, Amphithéâtre |
| CA Restauration HT SC | 606 740 | |
| CA Ventes diverses HTSC | 93 373 | 100% du Chiffre d'Affaires des services à revendre, parking CEC |
| CA Emplacement publicitaire HT | 0 | |
| TOTAL CA HT SC | 1 100 114 | |
| Marchandises consommées restaurant | -173 192 | Matières premières au réel en fonction de fiches de cession à chaque manifestation. |
| Marchandises consommées diverses | -50 761 | Coûts directs sur prestations CEC + téléphone clients suivant relevé compteurs. |
| Prestation traiteur | -84 732 | Marge traiteur suivant conditions nouvelle DSP (13% du CA HTSC Restauration) Hors service sur droit de bouchon |
| TOTAL MARCHANDISES CONSOMMEES | -308 685 | |
| Frais de personnel restauration | -319 037 | Voir annexe répartition effectifs + détail frais de personnel |
| Frais de personnel ventes diverses | -38 299 | Voir annexe répartition effectifs + détail frais de personnel |
| TOTAL RESSOURCES OPERATIONNELLES REPARTIES | -357 336 | |
| Frais de commission d'agence | -1 239 | |
| Frais restauration | -48 507 | Coût direct si possible, sinon répartition défini en interne. |
| Frais ventes diverses | -1 121 | |
| TOTAL FRAIS OPERATIONNELS | -50 867 | |
| MARGE AUTRES CHARGES | -1 239 | |
| MARGE RESTAURATION | 466 006 | |
| MARGE DIVERSES | -81 540 | |
| TOTAL MARGE | 383 226 | |
| Frais de personnel administration | -183 637 | Voir annexe répartition effectifs + détail frais de personnel |
| Frais de personnel commercial | -148 016 | Voir annexe répartition effectifs + détail frais de personnel |
| Frais de personnel technique | -32 953 | Voir annexe répartition effectifs + détail frais de personnel |
| TOTAL RESSOURCES OPERATIONNELLES FONCTIONNELLES | -364 606 | |
| Frais administration | -74 675 | Facturation directe dans la mesure du possible+ répartition définie en interne |
| Participation ville | 196 903 | |
| Redevance d'équipement | 0 | |
| Frais commercial | -21 919 | Facturation directe + répartition partagée avec Novatel si publicité commune. |
| Frais maintenance | -13 725 | Facturation directe + répartition définies suivant contrats |
| Frais énergie | -87 433 | Facturation directe |
| TOTAL FRAIS FONCTIONNELS | -849 | |
| RESULTAT FONCTIONNEL | -365 455 | |
| GOI | 17 771 | |
| Redevance et contribution | -54 016 | 5% du Chiffres d'Affaires total HTSC + ou - régul décembre (provision pour arrêté comptable). |
| RESULTAT AVANT CHARGES FIXES | -36 246 | |
| Taxes d'exploitation | -15 765 | Facturation directe CEC (sacem, organic...) + taxe véhicule 70% |
| Assurances | -3 825 | 70% du contrat général du Bâtiment |
| Coût de propriété | -6 374 | 100% taxe ordure ménagère facturée par la ville de Belfort |
| RBE | -62 009 | |

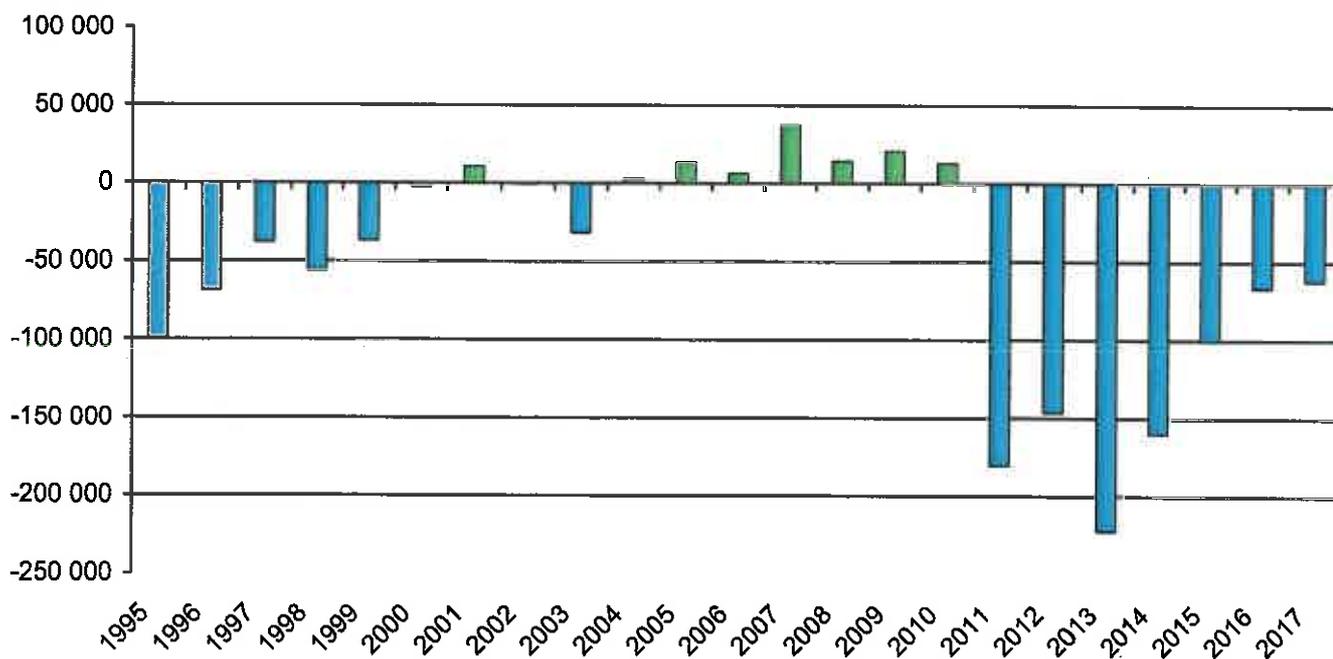
4 - Evolution du chiffre d'affaires global HTSC

du centre de congrès Atria
de 1995 à 2016



Le chiffre d'affaire se stabilise au-dessus de la barre de 1,1 M€, moyenne haute depuis 1995.

5 - Analyse de l'évolution du Résultat Brut d'Exploitation de 1995 à 2017



Le résultat financier du Centre de Congrès est négatif de - 62 009 € (soit 938 635 € depuis 2011, début de la nouvelle DSP)

6- Annexe au rapport annuel

Effectifs du service et qualification

Centre de Congrès ATRIA Belfort

| STRUCTURE GÉNÉRALE | |
|--|------|
| Directeur | 0,5 |
| Responsable administratif & comptable | 0,5 |
| Assistante comptable (temps partiel) | 0,37 |
| Responsable débiteurs divers (temps partiel) | 0,77 |
| Standardiste | 1 |
| TECHNIQUE | |
| Responsable technique | 0,50 |
| Agent technique | 0,25 |
| Technicien de surface | 0,70 |
| COMMERCIAL CEC | |
| Responsable logistique | 1 |
| Chargée de clientèle | 2 |
| BANQUET* | |
| Responsable Restauration | 0,50 |
| Maître d'hôtel | 1 |
| Chef de rang | 1 |
| Equipier | 0,5 |
| Apprentie | 0 |
| Économe (temps partiel) | 0,35 |

| CUISINE | |
|-------------------|------|
| Chef de cuisine | 0,58 |
| Chef de partie | 0,58 |
| Commis de cuisine | 0,58 |
| Aide cuisinier | 0,58 |
| Plongeur | 0,58 |

EFFECTIFS EQUIVALENT TEMPS PLEIN TOTAL : 13.84 PERSONNES
Idem 2016

LEGENDE

| | |
|---------------------------------------|--|
| ■ | Affectation directe |
| ■ | Ventilation suivant critères internes définis |
| ■ | Ventilation mensuelle défini (60%) et réajustée au 31/12/2017 (58.08%) en fonction de l'activité CEC |

| CONTRATS VACATIONS EN 2015 | Heures travaillées | Équivalent effectifs | Équivalent temps plein sur un an |
|--|--------------------|----------------------------|----------------------------------|
| Banquet serveurs / serveuses vacataires | 2066.75 | $2066.75 \div 169 = 12.23$ | 1.02 |
| Cuisiniers vacataires | 183.00 | $183.00 \div 169 = 1.08$ | 0.09 |
| Plongeurs vacataires | 90.50 | $90.50 \div 169 = 0.54$ | 0.04 |
| | | TOTAL | 1.15 |
| Effectif total Centre de Congrès en 2017 en équivalent temps plein : | | | 14.99 |

- 0.30 ETP / 2016

A titre informatif : NOVOTEL Belfort

| STRUCTURE GÉNÉRALE | |
|--|------|
| Directeur | 0.5 |
| Responsable administratif & comptable | 0.5 |
| Assistante comptable (temps partiel) | 0.37 |
| TECHNIQUE | |
| Responsable technique | 0.50 |
| Agent technique | 0.25 |
| RESTAURATION SALLE NOVOTEL | |
| Responsable restauration | 0.5 |
| Assistante Maître d'Hôtel | 0.75 |
| Chef de rang | 1 |
| Commis de salle | 2 |
| Économe (temps partiel) | 0.35 |
| CUISINE | |
| Chef de cuisine | 0.42 |
| Chef de partie | 0.42 |
| Commis de cuisine | 0.42 |
| Aide de cuisine | 0.42 |
| Plongeur | 0.42 |
| HEBERGEMENT | |
| Responsable hébergement et commerciale | 1 |
| Night audit | 1 |
| Réceptionnistes tournants | 4 |
| Lingères - Technicienne de surface | 0.61 |
| EFFECTIFS EQUIVALENT TEMPS PLEIN TOTAL : 15.43 PERSONNES -1 ETP / N-1 | |

Commentaires

Equivalent temps plein en légère diminution sur les vacataires, en rapport avec l'activité banquets qui subit une petite baisse d'activité. (-1.5%)

7- Balance comptable - nomenclature à 6 chiffres

Nom Utilisateur : H1742GL
 Date access : H1742GL FR
 00078.G1742 NOV FE BELFORT

XXAC : GL balance generale

Numéro Traitement : 88318345
 Date d'édition : 27/02/2018 10:45
 Page : 01-Janv

| | |
|---------------------------------|--------------------------------------|
| Type d'état | 1 - GENERALE |
| Type de devise | Comptable |
| Devise | EUR |
| Identifiant | 00078.G1742 |
| Niveau de rapprochement | Balance séquentielle par identifiant |
| Nombre de sous-totaux | 3 niveaux de sous-total |
| Période de début | 01-17 |
| Période de fin | 12-17 |
| Les soldes ? | |
| Solde de sous ? | Non |
| Valeur inférieure les soldes ? | |
| Valeur supérieure les soldes ? | |
| Zéro tournant | |
| Solde de sous ? | Non |
| Valeur inférieure Zéro tournant | |
| Valeur supérieure Zéro tournant | |
| Du Compte | |
| Au Compte | |

00078.G1742 : NOV FE BELFORT

Nom Utilisateur : H1742GL
 Date access : H1742GL FR
 00078.G1742 NOV FE BELFORT

XXAC : GL balance generale

Numéro Traitement : 88318345
 Date d'édition : 27/02/2018 10:45
 Page : 01-Janv

| | | |
|-------------|--------------------------------------|----------------------------|
| Type d'état | Balance séquentielle par identifiant | 00078.G1742 NOV FE BELFORT |
| Devise | EUR | |

| Compte | Description du compte | Soldes Ouverture | | Débits | Crédits | Solde Fin |
|--------|--|------------------|---------------|--------------|---------|------------|
| | | 01-17 | 01-17 / 12-17 | | | |
| 110000 | 1100 REPORT A NOUVEAU CREDITEUR | -1,632.00 | 0 | 0 | 0 | -1,632.00 |
| 110 | Sous-Total | -1,632.00 | 0 | 0 | 0 | -1,632.00 |
| 11 | Sous-Total | -1,632.00 | 0 | 0 | 0 | -1,632.00 |
| 181000 | 4511 COMPTE DE LIAISON DES ETS | 28,814.56 | 1,496,130.69 | 1,516,914.47 | | 8,030.78 |
| 181 | Sous-Total | 28,814.56 | 1,496,130.69 | 1,516,914.47 | | 8,030.78 |
| 18 | Sous-Total | 28,814.56 | 1,496,130.69 | 1,516,914.47 | | 8,030.78 |
| 1 | Sous-Total | 27,182.56 | 1,496,130.69 | 1,516,914.47 | | 6,398.78 |
| 408102 | 4050 FNP ENERGIE / FLUIDE | -12,701.51 | 86,833.80 | 87,042.99 | | -12,910.70 |
| 408103 | 4050 FNP PDT ENTRETIEN ET FOURN DIVERS | 0 | 776.4 | 776.4 | | 0 |
| 408104 | 4050 FNP PDT ACCUEIL HEBGT/RESTAU | 0 | 944.66 | 944.66 | | 0 |
| 408105 | 4050 FNP VAISSELLE | 0 | 130.27 | 130.27 | | 0 |
| 408106 | 4050 FNP ACH SERV A REVENDRE ET BLANCH CLT | 0 | 9,839.71 | 9,952.21 | | -112.5 |
| 408112 | 4050 FNP UNIFORMES/ LINGES | 0 | 1,021.05 | 1,021.05 | | 0 |
| 408114 | 4050 FNP FOURNIT PETIT MAT & EQUIP | -396.02 | 2,627.52 | 2,231.50 | | 0 |
| 408115 | 4050 FNP IMPRIMES FOURNIT ADM/CIAL | -515.89 | 3,006.84 | 2,833.63 | | -342.68 |
| 408116 | 4050 FNP DECORATION / FLEURS | 0 | 1,776.35 | 1,776.35 | | 0 |
| 408119 | 4050 FNP SOUS TRAITANCE | 0 | 25,800.22 | 25,800.22 | | 0 |
| 408120 | 4050 FNP BLANCHISSAGE | 0 | 5,686.06 | 5,686.06 | | 0 |
| 408123 | 4050 FNP LOCATION MOBILIERE | 0 | 1,001.72 | 1,001.72 | | 0 |
| 408130 | 4050 FNP MAINTENANCE TECHNIQUE | -2,418.00 | 15,319.24 | 14,154.24 | | -1,253.00 |

| | | | | | |
|--------|---|-------------|------------|------------|------------|
| 408133 | 4050 FNP COM AGENCES DE VGE | -2,412.79 | 3,602.89 | 2,334.00 | -1,143.90 |
| 408134 | 4050 FNP EAU | -607 | 9,247.07 | 9,861.09 | -1,221.02 |
| 408136 | 4050 FNP ASSURANCES | 0 | 1,413.90 | 1,413.90 | 0 |
| 408138 | 4050 FNP COM A LUX OPTES | -3,489.50 | 9,230.50 | 8,729.50 | -2,988.50 |
| 408141 | 4050 FNP AUTRES HON & ABT | 0 | 487.35 | 487.35 | 0 |
| 408149 | 4050 FNP PUBLICITES | -3,000.00 | 27,403.12 | 28,054.29 | -3,651.17 |
| 408152 | 4050 FNP FRAIS PRESTATIONS EXTERIEURES | 0 | 635 | 635 | 0 |
| 408154 | 4050 FNP AFFRANCHISSEMENT | -148.37 | 1,473.11 | 1,407.39 | -82.65 |
| 408155 | 4050 FNP TELEPHONE | -154.39 | 7,129.39 | 7,420.69 | -445.69 |
| 408162 | 4050 FNP PERSO EXTERIEUR | 0 | 1,711.50 | 1,711.50 | 0 |
| 408167 | 4050 FNP HONORAIRES RISQUES CHARGES | -500 | 2,500.00 | 2,000.00 | 0 |
| 408169 | 4050 FNP ACHATS JOURNAUX | -92.01 | 1,099.39 | 1,098.96 | -91.58 |
| 408320 | 4050 FNP GAZ | -16,390.59 | 127,628.31 | 127,525.59 | -16,287.87 |
| 408650 | 4051 FNP INTERNES AUTRES HON & ABT | 0 | 990 | 990 | 0 |
| 408 | Sous-Total | -42,826.07 | 349,315.37 | 347,020.56 | -40,531.26 |
| 409800 | 4090 FRR A OBTENIR | 14,666.27 | 14,585.60 | 14,666.27 | 14,565.60 |
| 409 | Sous-Total | 14,666.27 | 14,585.60 | 14,666.27 | 14,565.60 |
| 40 | Sous-Total | -28,159.80 | 363,880.97 | 361,686.83 | -25,966.66 |
| 416000 | 4160 CLIENTS DOUTELX OU LITIGIEUX | 615.06 | 1,339.99 | 615.06 | 1,339.99 |
| 416 | Sous-Total | 615.06 | 1,339.99 | 615.06 | 1,339.99 |
| 418100 | 4181 CLIENTS FACTURES A ETABLIR | 0 | 131,088.02 | 131,088.02 | 0 |
| 418 | Sous-Total | 0 | 131,088.02 | 131,088.02 | 0 |
| 41 | Sous-Total | 615.06 | 132,428.01 | 131,703.08 | 1,339.99 |
| 428600 | 4603 INTERESSEMENT COLLECTIF | -16,644.00 | 32,546.60 | 21,542.60 | -5,640.00 |
| 428606 | 4603 PROVISION ABONDEMENT | -500 | 7,976.00 | 7,476.00 | 0 |
| 428611 | 4603 PROV PRIMES OBJECTIFS | -42,481.00 | 106,283.00 | 97,643.00 | -33,841.00 |
| 428614 | 4603 PROV SALAIRE | -246.69 | 9,786.51 | 9,820.83 | -281.01 |
| 428 | Sous-Total | -59,871.69 | 156,682.11 | 136,482.43 | -39,762.01 |
| 42 | Sous-Total | -59,871.69 | 156,682.11 | 136,482.43 | -39,762.01 |
| 437900 | 4375 AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | -3,429.00 | 7,121.82 | 4,820.82 | -1,128.00 |
| 437 | Sous-Total | -3,429.00 | 7,121.82 | 4,820.82 | -1,128.00 |
| 438607 | DEDUCTIBLE | 0 | 1,811.00 | 1,811.00 | 0 |
| 438610 | 4375 CHGES SOC /PROV PRIME ET INTERESST | -17,842.00 | 44,643.34 | 41,014.34 | -14,213.00 |
| 438613 | 4375 CHGES SOC /PROV SAL ET PFA | -103.63 | 4,110.96 | 4,125.35 | -118.02 |
| 438 | Sous-Total | -17,945.63 | 50,565.30 | 46,950.69 | -14,331.02 |
| 43 | Sous-Total | -21,374.63 | 57,687.12 | 51,771.51 | -15,458.02 |
| 445875 | 4422 TVA S/AVOIRS A RECEVOIR | -2,444.38 | 2,444.38 | 2,427.60 | -2,427.60 |
| 445 | Sous-Total | -2,444.38 | 2,444.38 | 2,427.60 | -2,427.60 |
| 448612 | 4604 TAXE FONCIERE & MENAG A PAYER | -5,604.00 | 11,302.50 | 17,676.74 | -11,976.24 |
| 448616 | 4604 TAXE VEHICULE STEA PAYER | -37.8 | 0 | 151.2 | -189 |
| 448617 | 4604 TAXE DEFENSE PUBLICITE A PAYER | -9.9 | 9.9 | 0 | 0 |
| 448 | Sous-Total | -5,651.70 | 11,312.40 | 17,827.94 | -12,167.24 |
| 44 | Sous-Total | -8,096.08 | 13,756.78 | 20,255.64 | -14,694.84 |
| 486607 | 4860 CCA TELEPHONE TELEX | 0 | 284.75 | 284.75 | 0 |
| 486 | Sous-Total | 0 | 284.75 | 284.75 | 0 |
| 48 | Sous-Total | 0 | 284.75 | 284.75 | 0 |
| 491000 | 4910 PROV DEPREC OPTES CLIENTS | -585.31 | 585.31 | 1,172.85 | -1,172.85 |
| 491 | Sous-Total | -585.31 | 585.31 | 1,172.85 | -1,172.85 |
| 49 | Sous-Total | -585.31 | 585.31 | 1,172.85 | -1,172.85 |
| 4 | Sous-Total | -117,472.45 | 725,215.05 | 703,356.99 | -85,614.39 |

| | | | | | |
|--------|--|---|------------|------------|------------|
| 602230 | 6024 ACHAT PRODUIT D'ACCUEIL | 0 | 12,055.16 | 71 | 11,984.16 |
| 602236 | 6024 PROV ACHAT PRODUIT D'ACCUEIL | 0 | 944.66 | 944.66 | 0 |
| 602 | Sous-Total | 0 | 12,999.82 | 1,015.66 | 11,984.16 |
| 604100 | 6041 ACHAT SERVICE A REVENDRE | 0 | 129,597.00 | 170.5 | 129,426.50 |
| 604106 | 6041 PROV ACHAT SERVICE A REVENDRE | 0 | 9,952.21 | 9,839.71 | 112.5 |
| 604 | Sous-Total | 0 | 139,549.21 | 10,010.21 | 129,539.00 |
| 606100 | 6060 EAU | 0 | 4,267.25 | 1,696.92 | 2,670.33 |
| 606106 | 6060 PROV EAU | 0 | 9,861.09 | 8,640.07 | 1,221.02 |
| 606110 | 6059 ELECTRICITE | 0 | 34,155.42 | 12,701.59 | 21,453.83 |
| 606116 | 6059 PROV ELECTRICITE | 0 | 87,042.99 | 74,132.29 | 12,910.70 |
| 606120 | 6058 GAZ CHAUFFAGE | 0 | 49,439.20 | 16,549.59 | 32,889.61 |
| 606126 | 6058 PROV GAZ CHAUFFAGE | 0 | 127,525.59 | 111,237.72 | 16,287.87 |
| 606140 | 6061 ESSENCE- GASOIL | 0 | 487.14 | 0 | 487.14 |
| 606200 | 6062 ACHAT UNIFORMES | 0 | 1,944.53 | 1,115.94 | 828.59 |
| 606300 | 6063 FOUR PETIT MAT TECHNIQUE | 0 | 4,211.02 | 1,360.49 | 2,850.53 |
| 606306 | 6063 PROV FOURN PETIT MAT TECHNIQUE | 0 | 1,846.70 | 1,846.70 | 0 |
| 606310 | 6063 ACHAT AMPOULES | 0 | 531.82 | 38.9 | 492.92 |
| 606316 | 6063 PROVISION ACHAT AMPOULES | 0 | 530.8 | 530.8 | 0 |
| 606320 | 6065 PRODUITS D'ENTRETIEN | 0 | 6,329.58 | 172.76 | 6,156.82 |
| 606326 | 6065 PROV PRODUITS D'ENTRETIEN | 0 | 737.36 | 737.36 | 0 |
| 606340 | 6056 PETIT MAT & FOURN INFORMAT | 0 | 308.15 | 57.95 | 250.2 |
| 606346 | 6056 PROV PETIT MAT & FOURN INFORMAT | 0 | 70 | 70 | 0 |
| 606400 | 6066 FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 3,687.03 | 742.2 | 2,944.83 |
| 606406 | 6066 PROV FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 2,662.87 | 2,320.19 | 342.68 |
| 606410 | 6066 IMPRIMES EXPLOITAT ET ADM | 0 | 219.06 | 0 | 219.06 |
| 606418 | 6066 PROV IMPRIMES EXPLOITAT ET COMMERCIAUX | 0 | 170.76 | 170.76 | 0 |
| 606700 | 6027 PETIT MAT & FOURN EXPLOITATION | 0 | 3,681.93 | 0.06 | 3,681.87 |
| 606706 | 6027 PROV PETIT MAT & FOURN EXPLOITATION | 0 | 108 | 108 | 0 |
| 606710 | 6027 VAISSELLES USTENS DE CUISINE | 0 | 1,145.11 | 0 | 1,145.11 |
| 606716 | 6027 PROV VAISSELLES USTENSILE CUISINE | 0 | 130.27 | 130.27 | 0 |
| 606810 | 6068 DECORATION/FLURS/PLANTES VERTES | 0 | 332.73 | 0 | 332.73 |
| 606816 | 6068 PROV DECORATION/FLURS/PLANTES VERTES | 0 | 741.82 | 741.82 | 0 |
| 606820 | 6069 ACHAT JOURNAUX | 0 | 1,273.30 | 186.54 | 1,086.76 |
| 606826 | 6069 PROV ACHAT JOURNAUX | 0 | 1,098.96 | 1,007.38 | 91.58 |
| 606 | Sous-Total | 0 | 344,540.48 | 236,196.30 | 108,344.18 |
| 607210 | 6073 ACHAT NOURRITURE | 0 | 146,482.87 | 0 | 146,482.87 |
| 607220 | 6074 ACHAT BOISSON | 0 | 26,709.61 | 0 | 26,709.61 |
| 607290 | 6257 CONSOMMATION INTERNE POUR COCKTAIL | 0 | 129 | 0 | 129 |
| 607400 | 6076 ACHATS MARCHANDISES A REVENDRE | 0 | 867.92 | 0 | 867.92 |
| 607 | Sous-Total | 0 | 174,189.20 | 0 | 174,189.20 |
| 609750 | 7035 REMISES ACCOREQUI/ACCOREST | 0 | 12,221.89 | 23,161.18 | -10,939.29 |
| 609 | Sous-Total | 0 | 12,221.89 | 23,161.18 | -10,939.29 |
| 60 | Sous-Total | 0 | 683,500.60 | 270,383.35 | 413,117.25 |
| 611000 | 6100 SOUS TRAITANCE GENERALE | 0 | 28,218.33 | 0 | 28,218.33 |
| 611006 | 6100 PROV SOUS TRAITANCE GENERALE | 0 | 23,826.76 | 23,826.76 | 0 |
| 611120 | 6062 BLANCHISSAGE UNIFORMES | 0 | 2,450.68 | 141.85 | 2,308.83 |
| 611126 | 6062 PROV BLANCHISSAGE UNIFORMES | 0 | 1,021.05 | 1,021.05 | 0 |
| 611200 | 6114 LOC BLANCHISSAGE S/TRAITE HORS CLT | 0 | 13,276.37 | 380.56 | 12,895.81 |
| 611206 | 6114 PROV LOC BLANCHISSAGE S/TRAITE HORS CLT | 0 | 5,686.06 | 5,686.06 | 0 |
| 611300 | 6068 CONTRAT DECORATION PLANTES VERTES | 0 | 613.63 | 0 | 613.63 |
| 611306 | 6068 PROV CONTRAT DECORATION PLANTES VERTES | 0 | 1,022.71 | 1,022.71 | 0 |
| 611910 | 6100 ENLEVEMENT ORDURES | 0 | 458.03 | 350 | 108.03 |
| 611916 | 6100 PROV ENLEVEMENT ORDURES | 0 | 39.04 | 39.04 | 0 |
| 611 | Sous-Total | 0 | 76,612.66 | 32,488.03 | 44,144.63 |
| 613300 | 6137 LOC VOITURE LONGUE DUREE | 0 | 3,440.44 | 0 | 3,440.44 |
| 613310 | 6131 LOCATION MAT INFORMATIQUE | 0 | 6,519.63 | 0 | 6,519.63 |
| 613316 | 6131 PROV LOCATION MAT INFORMATIQUE | 0 | 609.16 | 609.16 | 0 |
| 613360 | 6122 LOCATION MAT ET MOB LD | 0 | 2,473.10 | 462.5 | 2,010.60 |
| 613366 | 6122 PROV LOC MAT ET MOB LD | 0 | 39.9 | 39.9 | 0 |
| 613510 | 6133 LOCATION DE MATERIEL CD | 0 | 12,035.67 | 1,531.12 | 10,504.55 |
| 613516 | 6133 PROV LOCATION DE MATERIEL CD | 0 | 352.66 | 352.66 | 0 |
| 613 | Sous-Total | 0 | 25,470.56 | 2,995.34 | 22,475.22 |

| | | | | | |
|------------|--|---|------------|-----------|------------|
| 614016 | 6141 PROV TAXE FONCIERE REFACTUREE | 0 | 12,014.24 | 5,640.00 | 6,374.24 |
| 614 | Sous-Total | 0 | 12,014.24 | 5,640.00 | 6,374.24 |
| 615200 | 6152 ENT ET REP PONC S/BIEN IMMO | 0 | 350 | 350 | 0 |
| 615206 | 6152 PROV ENT ET REP PONC S/BIEN IMMO | 0 | 3,000.00 | 3,000.00 | 0 |
| 616260 | 6166 MAINTENANCE PONCT : CLIM CHAUFFAGE | 0 | 300 | 300 | 0 |
| 615500 | 6153 ENT ET REP PONC S/BIEN MOB | 0 | 240 | 120 | 120 |
| 615508 | 6153 PROV MAINTENANCE PONCTUELLE | 0 | 370 | 120 | 250 |
| 615510 | 6154 ENTRETIEN REPARATION VEHICULES | 0 | 134.65 | 0 | 134.65 |
| 615545 | 6150 MAINTENANCE PONCT : TELEPHONE | 0 | 259.31 | 0 | 259.31 |
| 615800 | 6166 MAINTENANCE CONTRACTUELLE | 0 | 997.95 | 1,078.00 | -80.05 |
| 615806 | 6166 PROV MAINTENANCE CONTRACTUELLE | 0 | 6,619.94 | 5,615.94 | 1,003.00 |
| 616810 | 6112 MAINTENANCE INFORMATIQUE | 0 | 6,601.49 | 339.83 | 6,261.66 |
| 615616 | 6112 PROV MAINTENANCE INFORMATIQUE | 0 | 933.48 | 933.48 | 0 |
| 615645 | 6166 MAINTENANCE CONTRACT : CLIM CHAUFFAGE | 0 | 4,810.65 | 0 | 4,810.65 |
| 616670 | 6173 MAINTENANCE CONTRACT : TELEPHONE | 0 | 1,157.78 | 302.66 | 855.11 |
| 615675 | 6174 MAINTENANCE CONTRACT : SECURITE HYGIENE | 0 | 3,248.70 | 2,820.30 | 428.4 |
| 615690 | 6175 MAINTENANCE CONTRACT : BUREAUTIQUE | 0 | 2,301.02 | 106.5 | 2,194.52 |
| 615 | Sous-Total | 0 | 31,123.95 | 15,086.70 | 16,037.25 |
| 616100 | 6161 ASSUR MULTIRISQUE EXPLOIT | 0 | 3,165.65 | 245.07 | 2,940.78 |
| 618108 | 6161 PROV ASSUR MULTIRISQUE EXPLOIT | 0 | 726 | 726 | 0 |
| 616600 | 6163 ASSUR VEHICULES + COLLABORATEURS | 0 | 544.52 | 0 | 544.52 |
| 616608 | 6163 PROV ASSUR VEHICULES + COLLAB | 0 | 626 | 525 | 0 |
| 616810 | 6163 FRANCHISE ASSURANCES VEHICULES | 0 | 250 | 250 | 0 |
| 616850 | 6580 INDEMNITE CLIENT POUR DOMMAGE < FRANCHISE | 0 | 1,440.00 | 0 | 1,440.00 |
| 616900 | 6161 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE | 0 | 721 | 36.75 | 684.25 |
| 616906 | 6161 PROV ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE | 0 | 162.9 | 162.9 | 0 |
| 616 | Sous-Total | 0 | 7,565.27 | 1,946.72 | 5,609.55 |
| 61 | Sous-Total | 0 | 152,776.68 | 58,135.78 | 94,640.89 |
| 621110 | 6210 PERSONNEL EXTERIEUR | 0 | 11,721.00 | 369 | 11,352.00 |
| 621116 | 6210 PROV PERSONNEL EXTERIEUR | 0 | 2,246.50 | 2,246.50 | 0 |
| 621340 | 6214 PERSONNEL DETACHE REFACTURE | 0 | 477,268.99 | 7,708.76 | 469,560.23 |
| 621500 | 6217 CHGES SOC/PERSONNEL DETACHE REFACTURE | 0 | 213,364.43 | 726.13 | 212,638.30 |
| 621 | Sous-Total | 0 | 704,610.92 | 11,050.39 | 693,560.53 |
| 622280 | 6222 COMMISSION AGENCES | 0 | 3,048.54 | 2,954.31 | 95.23 |
| 622238 | 6222 PROV COMMISSIONS AGENCES | 0 | 2,318.60 | 1,174.70 | 1,143.90 |
| 622331 | 6222 CHARGE INTERNE PROJETS INFORMATIQUE | 0 | 0 | 990 | -990 |
| 622356 | 6333 PROV HONORAIRES FORMATION | 0 | 5,019.48 | 18.46 | 5,001.02 |
| 622360 | 6227 HONORAIRES CAC | 0 | 5,977.00 | 6,478.00 | -501 |
| 622386 | 6227 PROV HONORAIRES CAC | 0 | 6,492.50 | 3,504.00 | 2,988.50 |
| 622540 | 6226 HONOR CONTENTIEUX | 0 | 156.46 | 0 | 156.46 |
| 622545 | 6226 HONOR SUR LITGES PRUD HOMMAUX | 0 | 7,887.38 | 500 | 7,367.38 |
| 622546 | 6226 PROV HONOR SUR LITGES PRUD HOMMAUX | 0 | 2,000.00 | 2,000.00 | 0 |
| 622640 | 6226 HONOR ARCHITECTES | 0 | 172.35 | 0 | 172.35 |
| 622645 | 6333 HONORAIRES FORMATION NON DEDUCTIBLES | 0 | 136.67 | 0 | 136.67 |
| 622646 | DTH&SUPPORT | 0 | 172.35 | 172.35 | 0 |
| 622680 | 6228 HONORAIRES ANIMATION | 0 | 500 | 100 | 400 |
| 622686 | 6228 PROV HONORAIRES ANIMATION | 0 | 415 | 415 | 0 |
| 622690 | 6226 AUTRES HONORAIRES | 0 | 258.46 | 0 | 258.46 |
| 622 | Sous-Total | 0 | 34,635.79 | 18,306.82 | 16,228.97 |
| 623108 | 6232 PROV ANNONCES ET INSERTIONS | 0 | 1,872.00 | 1,404.00 | 468 |
| 623400 | 6234 MSES & PREST OFFERTES CADEAUX CLTS | 0 | 428.44 | 63.57 | 364.87 |
| 623406 | 6234 PROV MSES & PREST OFFERTES CADEAUX CLTS | 0 | 183.17 | 0 | 183.17 |
| 623600 | 6238 AUTRES PUBLICITES PONCTUELLES | 0 | 17,618.97 | 3,185.00 | 14,433.97 |
| 623606 | 6238 PROV AUTRES PUBLICITES PONCTUELLES | 0 | 25,373.00 | 22,379.00 | 3,000.00 |
| 623 | Sous-Total | 0 | 45,475.58 | 27,026.57 | 18,480.01 |
| 624400 | 6066 FRAIS D'EXPEDITION | 0 | 210 | 0 | 210 |
| 624 | Sous-Total | 0 | 210 | 0 | 210 |
| 625100 | 6251 VGES ET DEFLACT / NDF | 0 | 2,264.47 | 51.92 | 2,212.55 |
| 625120 | 6251 BILLETS AVION TRAIN | 0 | 1,565.92 | 472.44 | 1,093.48 |
| 625600 | 6259 MISSIONS LIEES A LA FPC | 0 | 944.16 | 22 | 922.16 |
| 625 | Sous-Total | 0 | 4,774.55 | 546.36 | 4,228.19 |
| 626100 | 6261 AFFRANCHISSEMENT | 0 | 1,929.00 | 148.37 | 1,780.63 |
| 626106 | 6261 PROV AFFRANCHISSEMENT | 0 | 1,407.39 | 1,324.74 | 82.65 |
| 626200 | 6262 TELEPHONE CLIENT | 0 | 6,780.80 | 1,694.40 | 5,086.40 |
| 626206 | 6262 PROV TELEPHONE CLIENT | 0 | 1,279.62 | 1,279.62 | 0 |
| 626210 | 6263 TELEPHONE ADMINISTRATIF | 0 | 4,326.38 | 187.39 | 4,138.99 |
| 626216 | 6263 PROV TELEPHONE ADMINISTRATIF | 0 | 2,236.27 | 2,057.58 | 178.69 |
| 626310 | 6131 LIGNE ADSL INTERNET | 0 | 20,286.65 | 1,276.55 | 19,010.10 |
| 626316 | 6131 PROVISION LIGNE ADSL INTERNET | 0 | 3,904.80 | 3,637.80 | 267 |
| 626350 | 6270 TELEPHONE PORTABLE | 0 | 206.1 | 7.13 | 198.97 |
| 626 | Sous-Total | 0 | 42,367.01 | 11,613.58 | 30,743.43 |
| 627500 | 6272 FRAIS LIEES AUX SVCS BANCAIRES | 0 | 30 | 0 | 30 |
| 627 | Sous-Total | 0 | 30 | 0 | 30 |
| 628100 | 6281 COTISATIONS | 0 | 820 | 0 | 820 |
| 628200 | 6282 TAXE AUDIOVISUELLE | 0 | 524.6 | 0 | 524.6 |
| 628600 | 6066 PREST EXTERNE ARCHIVES | 0 | 1,247.41 | 0 | 1,247.41 |
| 628 | Sous-Total | 0 | 2,592.01 | 0 | 2,592.01 |
| 62 | Sous-Total | 0 | 534,585.86 | 68,542.72 | 756,043.14 |

| | | | | | |
|--------|---|---|--------------|------------|--------------|
| 631200 | 6312 TAXE D'APPRENTISSAGE | 0 | 3,413.18 | 12.54 | 3,400.64 |
| 631 | Sous-Total | 0 | 3,413.18 | 12.54 | 3,400.64 |
| 63300 | 6333 PARTICIPATION EMPLOYEUR FPC | 0 | 5,362.69 | 20.28 | 5,342.41 |
| 633400 | 6334 PART EMPLOYEUR A EFFORT CONST | 0 | 2,268.87 | 8.3 | 2,260.57 |
| 633 | Sous-Total | 0 | 7,631.56 | 28.58 | 7,602.98 |
| 635111 | 6356 COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) | 0 | 13,954.00 | 0 | 13,954.00 |
| 635112 | 6358 PROV COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) | 0 | 17,534.00 | 17,534.00 | 0 |
| 635113 | 6358 COTISATION SUR VALEUR AJOUTEE (CVAE) | 0 | 3,280.00 | 3,280.00 | 0 |
| 635114 | 6358 PROV COTISATION SUR VALEUR AJOUTEE (CVAE) | 0 | 4,431.00 | 4,431.00 | 0 |
| 635166 | 6353 PROV TAXE VEHICULES TOURISME | 0 | 151.2 | 0 | 151.2 |
| 635367 | 6351 TAXE 1% PUBLICITE | 0 | 9.9 | 9.9 | 0 |
| 636 | Sous-Total | 0 | 39,360.10 | 25,264.90 | 14,105.20 |
| 637106 | 6351 PROV ORGANIC | 0 | 1,811.00 | 0 | 1,811.00 |
| 637 | Sous-Total | 0 | 1,811.00 | 0 | 1,811.00 |
| 63 | Sous-Total | 0 | 62,205.84 | 25,298.02 | 26,909.82 |
| 641106 | 6411 PROV SALAIRES | 0 | 1,470.00 | 1,470.00 | 0 |
| 641108 | 6411 PROV EXTRAS | 0 | 8,938.83 | 8,957.82 | 281.01 |
| 641119 | 6411 EXT PROV REMUNERATION EX ANT | 0 | 0 | 246.69 | -246.69 |
| 641202 | 6411 BRUT CP PERCO | 0 | 1,019.36 | 297 | 722.36 |
| 641203 | 6411 BRUT RIT PERCO | 0 | 632.28 | 0 | 632.28 |
| 641206 | 6422 PROVISION CP | 0 | 35,093.66 | 32,589.20 | 2,504.49 |
| 641316 | 6421 PROV PRIME OBJECTIF | 0 | 97,643.00 | 63,802.00 | 33,841.00 |
| 641330 | 6415 INTERESSEMENT COLLECTIF | 0 | 11,247.21 | 0 | 11,247.21 |
| 641336 | 6415 PROV INTERESMT COLLECTIF | 0 | 21,642.00 | 15,902.80 | 5,640.00 |
| 641339 | 6415 INTERESMT COLLECTIF EX ANT | 0 | 0 | 16,644.00 | -16,644.00 |
| 641370 | 6413 PRIMES EXCEPTIONNELLES | 0 | 1,700.00 | 0 | 1,700.00 |
| 641473 | 6413 PRIME FIDELITE 10 ANS & 20 ANS | 0 | 700 | 0 | 700 |
| 641800 | 6430 INDEMNITE STAGE | 0 | 566.4 | 0 | 566.4 |
| 641816 | 6430 INDEMNITE STAGE NON SOLIMS | 0 | 2,246.40 | 0 | 2,246.40 |
| 641 | Sous-Total | 0 | 182,799.77 | 139,809.31 | 43,190.46 |
| 642200 | 6421 PRIME OBJECTIF | 0 | 48,297.20 | 3,263.00 | 43,044.20 |
| 642219 | 6421 REP AUTRES REMUN VARIABLE N-1 | 0 | 0 | 42,481.00 | -42,481.00 |
| 642300 | 6415 INTERESMT SAL VERSE FEE | 0 | 3,606.54 | 0 | 3,606.54 |
| 642350 | 6415 INTERESSEMENT V VERSE SUR PERCO | 0 | 2,636.50 | 360 | 2,288.50 |
| 642 | Sous-Total | 0 | 52,640.24 | 46,084.00 | 6,466.24 |
| 643200 | 6431 INDEMNITES DE LICENCIEMENT | 0 | 11,612.11 | 0 | 11,612.11 |
| 643510 | 6431 IND RUPTURE CONV'ENT SOUMISE EXO SAUF CSG CRDS | 0 | 6,000.00 | 0 | 6,000.00 |
| 643 | Sous-Total | 0 | 17,612.11 | 0 | 17,612.11 |
| 645150 | 6415 FORFAIT SOCIAL SUR IC ET RSP | 0 | 6,201.38 | 1,483.92 | 4,717.46 |
| 645158 | 6415 PROV FORFAIT SOCIAL SUR IC ET RSP | 0 | 4,938.82 | 3,810.82 | 1,128.00 |
| 645180 | 6451 FORFAIT SOCIAL SUR RUPT CONVENTIONNELLES | 0 | 3,451.07 | 6,902.14 | -3,451.07 |
| 645525 | 6477 EXT PROV CHGES SOCIALES EX ANT | 0 | 0 | 203.63 | -203.63 |
| 645526 | 6451 PROV CHGES SOCIALES | 0 | 4,371.35 | 4,258.33 | 118.02 |
| 645544 | 6421 CHGES SOCIAUTRES REM VARIABLES | 0 | 22,647.11 | 1,628.91 | 21,118.20 |
| 645546 | 6421 PROV CHGES SOC/PRIME OBJECTIF | 0 | 41,014.34 | 26,801.34 | 14,213.00 |
| 645549 | 6421 REP PROV CHGES SOC/PRIME OBJECTIF N-1 | 0 | 0 | 21,171.00 | -21,171.00 |
| 645910 | 6477 CHARGES SOCIALES SUR PRIMES OBJECTIF | 0 | 3,682.54 | 24,800.74 | -21,118.20 |
| 646 | Sous-Total | 0 | 86,306.61 | 60,956.83 | -4,649.22 |
| 647210 | 6254 FRAIS DE FONCTIONNEMENT CE | 0 | 1,003.77 | 3.7 | 1,000.07 |
| 647400 | 6254 VERSEMENT OEUVRES SOC CE | 0 | 2,008.26 | 7.39 | 2,000.87 |
| 647600 | 6254 MEDECINE DU TRAVAIL | 0 | 1,362.90 | 5.32 | 1,357.58 |
| 647600 | 6476 ABONDEMENT FEE | 0 | 5,610.00 | 12.87 | 5,497.33 |
| 647602 | 6476 ABONDEMENT PERCO | 0 | 1,202.04 | 5.76 | 1,196.28 |
| 647606 | 6476 PROV ABONDEMENT FEE | 0 | 7,576.00 | 7,576.00 | 0 |
| 647607 | 6476 PROVISION ABONDEMENT PERCO | 0 | 426 | 426 | 0 |
| 647999 | 6477 AUT CHGES SOCIALES EX ANT | 0 | 0 | 500 | -500 |
| 647 | Sous-Total | 0 | 19,088.97 | 8,536.84 | 10,562.13 |
| 648000 | 6254 PRIME DE TRANSPORT | 0 | 82.22 | 0 | 82.22 |
| 648100 | 6254 OEUVRES SOCIALES | 0 | 641.03 | 206.61 | 434.22 |
| 648 | Sous-Total | 0 | 723.25 | 206.61 | 516.44 |
| 649506 | 6477 PROV CREDIT INFOT COMPETITIVITE EMPLOI | 0 | 24,139.50 | 50,180.48 | -26,050.98 |
| 649 | Sous-Total | 0 | 24,139.50 | 50,180.48 | -26,050.98 |
| 64 | Sous-Total | 0 | 383,210.45 | 335,683.27 | 47,627.18 |
| 651130 | 6229 REDEVANCE DE MARQUE& GESTION | 0 | 55,006.00 | 0 | 55,006.00 |
| 651600 | 6516 DROITS D'AUTEUR SACEM ET SPREE | 0 | 1,701.84 | 0 | 1,701.84 |
| 651 | Sous-Total | 0 | 56,707.84 | 0 | 56,707.84 |
| 65 | Sous-Total | 0 | 56,707.84 | 0 | 56,707.84 |
| 661820 | 6618 INTERETS DE RETARD | 0 | 40 | 40 | 0 |
| 661 | Sous-Total | 0 | 40 | 40 | 0 |
| 66 | Sous-Total | 0 | 40 | 40 | 0 |
| 681740 | 6821 DOT PROV DEPPEC CREANCES | 0 | 1,172.85 | 0 | 1,172.85 |
| 681 | Sous-Total | 0 | 1,172.85 | 0 | 1,172.85 |
| 68 | Sous-Total | 0 | 1,172.85 | 0 | 1,172.85 |
| 6 | Sous-Total | 0 | 2,164,200.12 | 757,981.15 | 1,406,218.97 |

| | | | | | |
|--------|---|-----------|------------|--------------|---------------|
| 706231 | 7009 CA HT REST NOURRIT A T1% | 0 | 0 | 538,290.54 | -538,290.54 |
| 706241 | 7310 CA HT REST BOISSONS A T1% | 0 | 0 | 45,028.40 | -45,028.40 |
| 706242 | 7310 CA HT REST BOISSONS A T1% | 0 | 0 | 68,466.52 | -68,466.52 |
| 706252 | 7010 CA HT VTES DIVERSES T1% | 0 | 0 | 448,328.37 | -448,328.37 |
| 706 | Sous-Total | 0 | 0 | 1 100,113.83 | -1,100,113.83 |
| 708391 | 7054 REFAC SALAIRES FRANCE | 0 | 0 | 8,350.17 | -8,350.17 |
| 708393 | 7055 REFAC CHARGES SOCIALES FRANCE | 0 | 0 | 3,507.07 | -3,507.07 |
| 708412 | 6414 RETENUE AVANTAGE VEHICULE | 0 | 0 | 1,416.00 | -1,416.00 |
| 708530 | 7104 CESSION EXCEDENT FORMATION | 0 | 54.12 | 589.34 | -535.22 |
| 708877 | FRANCE | 0 | 0 | 45.12 | -45.12 |
| 708 | Sous-Total | 0 | 54.12 | 13,907.70 | -13,653.58 |
| 709100 | 6234 AUTRES RISTOURNES TAUX NORMAL | 0 | 601.88 | 0 | 601.88 |
| 709400 | 6234 AUTRES RISTOURNES TAUX REDUIT | 0 | 1,777.88 | 0 | 1,777.88 |
| 709 | Sous-Total | 0 | 2,379.76 | 0 | 2,379.76 |
| 70 | Sous-Total | 0 | 2,433.88 | 1,114,021.53 | -1,111,587.65 |
| 740000 | 7400 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 0 | 131,088.02 | 327,981.02 | -196,903.00 |
| 740005 | 6333 SUBVENTIONS FORMATION | 0 | 0 | 22,491.38 | -22,491.38 |
| 740 | Sous-Total | 0 | 131,088.02 | 350,482.40 | -219,394.38 |
| 74 | Sous-Total | 0 | 131,088.02 | 350,482.40 | -219,394.38 |
| 771100 | 7710 DEDITS & DECOMMAGT OBTENUS | 0 | 0 | 12,643.00 | -12,643.00 |
| 771 | Sous-Total | 0 | 0 | 12,643.00 | -12,643.00 |
| 77 | Sous-Total | 0 | 0 | 12,643.00 | -12,643.00 |
| 781740 | 7821 REP PROV DEPREC CREANCES CLTS | 0 | 0 | 585.31 | -585.31 |
| 781 | Sous-Total | 0 | 0 | 585.31 | -585.31 |
| 78 | Sous-Total | 0 | 0 | 585.31 | -585.31 |
| 7 | Sous-Total | 0 | 133,621.90 | 1,477,732.24 | -1,344,210.34 |
| 880000 | 8800 RESULTAT DE L'EXERCICE | 90,148.89 | 320 | 90,468.89 | 0 |
| 880 | Sous-Total | 90,148.89 | 320 | 90,468.89 | 0 |
| 88 | Sous-Total | 90,148.89 | 320 | 90,468.89 | 0 |
| 8 | Sous-Total | 90,148.89 | 320 | 90,468.89 | 0 |
| G1068 | 1068 RESERVES RETRAITEES | 141 | 320 | 640 | -179 |
| G10 | Sous-Total | 141 | 320 | 640 | -179 |
| G1 | Sous-Total | 141 | 320 | 640 | -179 |
| G6351 | (CVAE) | 0 | 4,523.00 | 3,188.00 | 1,335.00 |
| G63 | Sous-Total | 0 | 4,523.00 | 3,188.00 | 1,335.00 |
| G6790 | 6790 GAINS ET PERTES NON OPERATIONNELS (ARC CASH) | 0 | 50,190.48 | 24,139.50 | 26,050.98 |
| G67 | Sous-Total | 0 | 50,190.48 | 24,139.50 | 26,050.98 |
| G6 | Sous-Total | 0 | 54,713.48 | 27,327.50 | 27,385.98 |
| G | Sous-Total | 141 | 55,033.48 | 27,967.50 | 27,206.98 |

| | | | | | |
|------------------------------|-------------|---|--------------|--------------|------------|
| Total GENERAL | 00078.G1742 | 0 | 4,574,421.24 | 4,574,421.24 | 0 |
| Total Classe Bilan | | 0 | 2,221,985.74 | 2,311,380.35 | -89,394.61 |
| Total Classe Résultat | | 0 | 2,352,435.50 | 2,263,040.89 | 89,394.61 |
| Total Contrôle | | 0 | 4,574,421.24 | 4,574,421.24 | 0 |

8 - Analyse de la qualité du service

A) Compte rendu technique

- Typologie des prestations fournies
- Utilisateurs du Centre ATRIA
- Top 20 des meilleurs clients du Centre ATRIA
- Synthèse des principales manifestations 2017

B) Retentissement dans les médias

- revue de presse en annexe.

C) Activité et Commercialisation

- le Chiffre d'Affaires
- Actions de commercialisation 2017
- Qualité, formation et contrôle qualité

D) Perspectives 2018

A) COMPTE RENDU TECHNIQUE

Analyse d'activité 2017

| Segmentation | Nombre de manifestations 2016 | Nombre de manifestations 2017 | Nombre de journée congressistes 2016 | Nombre de journée congressistes 2017 |
|----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Congrès | 7 | 5 | 1028 | 1 231 |
| Conventions | 5 | 6 | 640 | 658 |
| Séminaires et Journées d'Etudes | 67 | 45 | 2003 | 605 |
| Journées Amphithéâtre | 19 | 16 | 6086 | 4 677 |
| Location de salle | 77 | 77 | 17011 | 19 577 |
| Location espace Exposition | 3 | 6 | 36300 | 37 400 |
| Sur Mesure | 61 | 52 | 4604 | 4 506 |
| Sur Mesure généré par le Novotel | 27 | 19 | 882 | 635 |
| Total | 266 | 226 | 68554 | 69 289 |

Typologie des manifestations

Congrès : réunion organisée par des associations, institutions... de plus de 80 personnes, utilisant une salle plénière, manifestation hébergée au Novotel ou non et dans les hôtels et lieux de résidences de la ville (gîtes, chambres d'hôtes...)

Convention : réunion organisée par des entreprises de plus de 80 personnes, utilisant une salle plénière, manifestation hébergée au Novotel et dans d'autres hôtels de la ville

Séminaire Résidentiel : réunion jusque 80 personnes avec restauration (pauses, déjeuners, dîners) et hébergement

Journée d'Etude : réunion jusque 80 personnes avec restauration (pauses, déjeuners, dîners) mais non hébergée

Journée Amphithéâtre : réunion en amphithéâtre sans conditions particulières (exemple Assemblée Générale, Réunion Annuelle...)

Location de salle : location de salle hors amphithéâtre et espace exposition

Location espace Exposition : location de notre espace exposition pour des repas, salons, réunions....

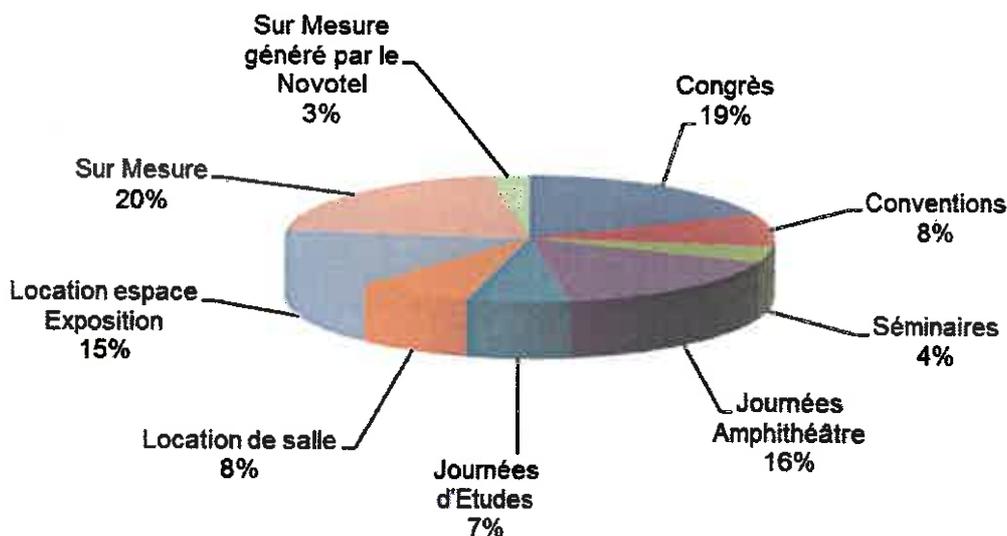
Sur Mesure : restauration telle que des déjeuners ou dîners assis, cocktails ou buffets pour des entreprises ou particuliers

Sur Mesure généré par le Novotel : restauration dans le cadre de la venue de sportifs, de touristes, d'artistes....

Répartition du CA par type de manifestation

| Segmentation | Chiffre d'Affaires 2016 | % | Chiffre d'Affaires 2017 | % |
|----------------------------------|-------------------------|------------|-------------------------|------------|
| Congrès | 166 465 | 15 | 202 967 | 19 |
| Conventions | 86 852 | 7 | 90 818 | 8 |
| Séminaires | 70 988 | 6 | 45 400 | 4 |
| Journées Amphithéâtre | 221 388 | 20 | 179 916 | 16 |
| Journées d'Etudes | 74 244 | 7 | 76 805 | 7 |
| Location de salle | 89 244 | 8 | 83 671 | 8 |
| Location espace Exposition | 144 140 | 13 | 166 923 | 15 |
| Sur Mesure | 224 573 | 20 | 223 979 | 20 |
| Sur Mesure généré par le Novotel | 45 270 | 4 | 29 693 | 3 |
| Total | 1 123 164 | 100 | 1 100 114 | 100 |

REPARTITION DU CHIFFRE D AFFAIRES PAR TYPE DE MANIFESTATION (EN HT SC)



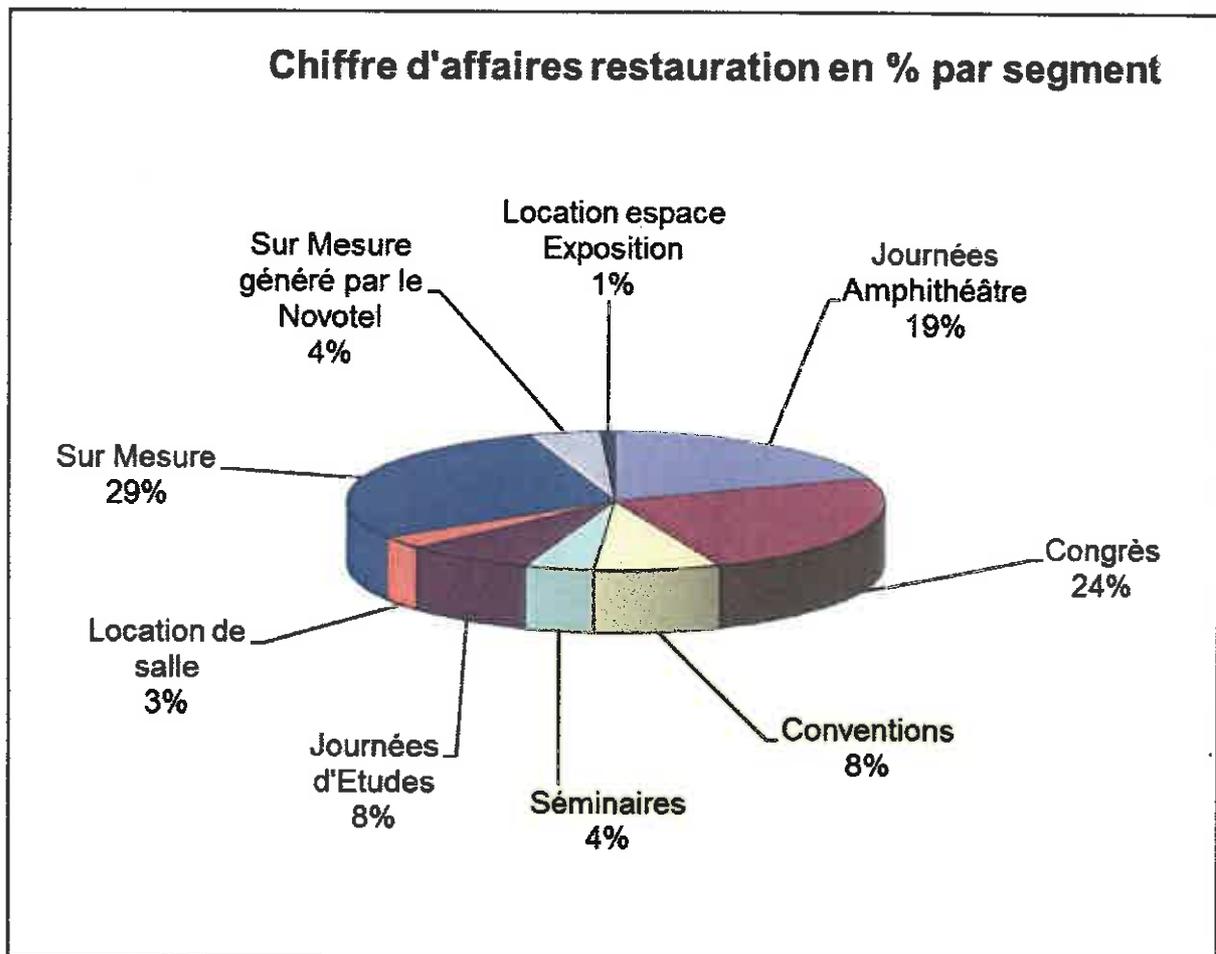
Le segment « congrès » amène 22% de chiffre d'affaire de plus qu'en 2016 malgré deux manifestations de moins.

C'est la réunion journée d'étude qui a subi la plus grosse baisse, concentrée sur la période d'élections entre avril et juin.

Au total, on notera une baisse peu importante du chiffre d'affaire (2%) grâce à une activité soutenue en fin d'année.

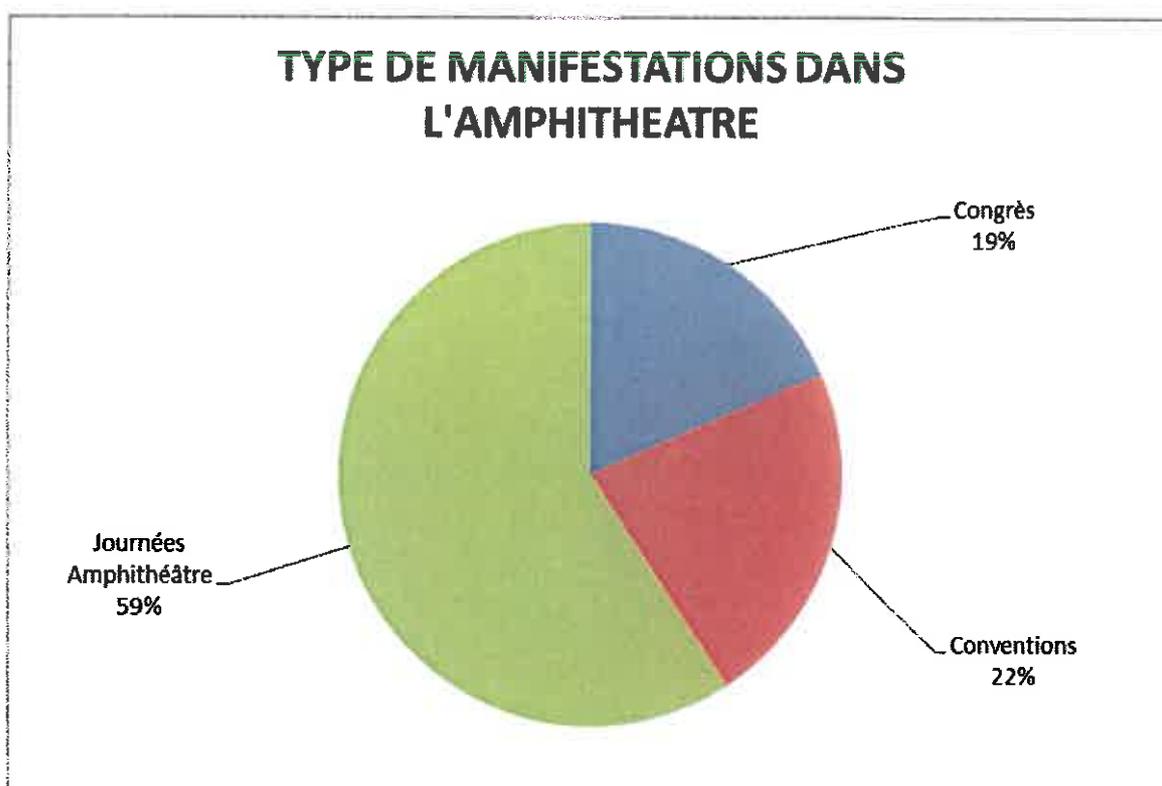
Répartition du CA HT SC Restauration par type de manifestations

| Segmentation | CA restauration 2016 | % | CA restauration 2017 | % |
|----------------------------------|----------------------|------------|----------------------|------------|
| Journées Amphithéâtre | 28 768,90 | 21 | 26 641,86 | 19 |
| Congrès | 19 161,55 | 18 | 18 937,68 | 24 |
| Conventions | 59 036,41 | 9 | 50 180,50 | 8 |
| Séminaires | 44 250,53 | 7 | 27 510,25 | 4 |
| Journées d'Etudes | 49 186,83 | 7 | 50 337,79 | 8 |
| Location de salle | 10 827,92 | 3 | 17 699,78 | 3 |
| Sur Mesure | 194 541,37 | 28 | 188 830,34 | 29 |
| Sur Mesure généré par le Novotel | 46 336,03 | 7 | 28 749,24 | 4 |
| Location espace Exposition | 17 134,8 | 0 | 8 772,86 | 1 |
| | 661 841,00 | 100 | 651 785,00 | 100 |



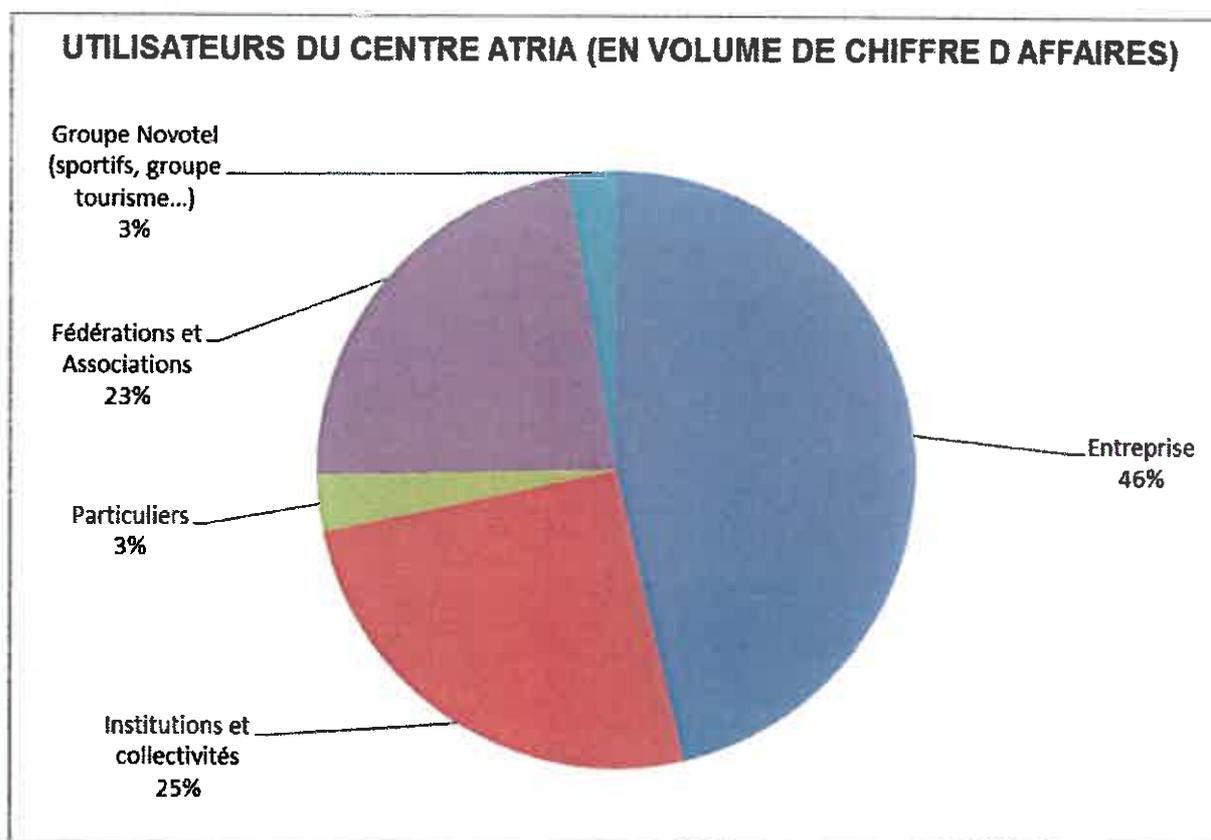
Type de manifestation dans l'amphithéâtre

| Segmentation | Nombre de manif 2016 | % | Nombre de manif 2017 | % |
|-----------------------|----------------------|-----|----------------------|-----|
| Congrès | 7 | 23 | 5 | 19 |
| Conventions | 5 | 16 | 6 | 22 |
| Journées Amphithéâtre | 19 | 61 | 16 | 59 |
| Total | 31 | 100 | 27 | 100 |



Utilisateurs du Centre Atria (en volume de chiffre d'affaires)

| Utilisateurs | Chiffre d'affaires 2016 | % | Chiffre d'affaires 2017 | % |
|---|-------------------------|------------|-------------------------|------------|
| Entreprise | 543 074 | 48% | 508 355 | 46% |
| Institutions et collectivités | 271 183 | 24% | 279 547 | 25% |
| Particuliers | 41 409 | 4% | 33 853 | 3% |
| Fédérations et Associations | 222 228 | 20% | 248 666 | 23% |
| Groupe Novotel (sportifs, groupe tourisme...) | 45 270 | 4% | 29 693 | 3% |
| Total | 1 123 164 | 100 | 1 100 114 | 100 |



**Top 20 des meilleurs clients Centre de Congrès
en chiffre d'affaires HT SC**

| | 2017 | | | |
|----|---------------------------------------|------------|---------------------|-----------------|
| | Client | CA | nbre jours manif | TENDANCE /2016 |
| 1 | LIVRES 90 | 141 680,77 | 39 | ≥ |
| 2 | Ville de Belfort (organisateur) | 87 792,11 | 14 | ≥ |
| 3 | Congrès de la Fédération de Randonnée | 74 003,89 | 4 | ONE SHOT |
| 4 | Couleur Sport Productions | 55 690,23 | 9 | ≤ |
| 5 | Crédit Mutuel | 50 342,88 | 7 | ≥ |
| 6 | Congrès FEMTO (Université de FC) | 48 073,95 | 5 | ONE SHOT |
| 7 | CRIT INTERIM | 47 081,59 | 15 | ENTREE |
| 8 | General Electric | 40 769,94 | 11 | ≤ |
| 9 | Congrès de la Fédération de Basket | 35 908,44 | 4 | ONE SHOT |
| 10 | CJD | 35 361,65 | 5 | ≤ |
| 11 | LISI | 25 734,17 | 3 | ENTREE |
| 12 | Club Affaires | 24 854,48 | 7 | ≤ |
| 13 | REXEL | 22 838,43 | 2 | ≤ |
| 14 | ORANGE | 21 398,43 | 4 | ENTREE |
| 15 | ESAT | 16 901,05 | 1 | ENTREE |
| 16 | EIFFAGE | 15 250,76 | 1 | ≥ |
| 17 | CMA | 14 978,40 | 4 | ENTREE |
| 18 | ITERMAR | 14 775,75 | 2 | ENTREE |
| 19 | CAISSE D'EPARGNE | 14 738,43 | 2 | ENTREE |
| 20 | WATERAIR | 14 625,89 | 4 | ENTREE |

3 congrès (Randonnée, Femto, Basket) dans le top 10 qui ne seront pas présents en 2018.
GE continu à descendre dans le classement et ne sera pas présent dans le top 20 en 2018
Fidélisation du CJD , REXEL et CRIT (+ de 100 K€ de CA)

Synthèse des principales manifestations de 2017 :

Janvier :

Convention de la Caisse d'Épargne

Séminaire export Waterair

Groupe sportif : AS Monaco

Cérémonie des Vœux Général Electric Energy Products SNC

Février :

Assemblée générale Crédit Mutuel District

Réunion France Défi

Déjeuner du Club Affaires

Mars :

Salon des minéraux du Club Géologique Belfortain

Réseau entreprendre - soirée des lauréats

Assemblées Générales Crédit Mutuel Belfort Vosges et Valdoie

Congrès de la Fédération Française de la Randonnée

Convention du Forum Annuel Lisi Automotive

Journée job d'été

Nuit des étoiles

Conférence Crit Interim

Déjeuner du Club Affaires

Avril :

Soirée de mariage Monsieur Haoual

Déjeuner du Club Affaires

Mai :

Convention Crit Interim

CJD : Dîner débat

Déjeuner du Club Affaires

Juin :

FIMU

Séminaire CERP Rhin-Rhône

Convention Rexel

Ville de Belfort - Banquet des aînés

Chambre des métiers : Salon Création Entreprises

Soirée de mariage Rayot

ESAT : 40 ans

Juillet :

Soirée de mariage Lang/Gartner

Août :

Congrès de la Fédération Française de Basketball

Septembre :

Convention Crit Interim

CCAS : Salon des jeunes retraités

Convention Orange

Déjeuner du Club Affaires

Octobre :

Foire aux livres

Salon des Auteurs

Salon Talents d'Artisans - Chambre de Métiers

Itermar TO : Groupe italien

Assemblée d'adhérents Avenir Mutuelle

Séminaire Siemens via Wagram

Séminaire Vétoquinol

Déjeuner du Club Affaires

Novembre :

Foire aux livres

Séminaire Alstom via Ideal Meetings and Events

Congrès des Cercles Philosophiques

Ville de Belfort pour banquet des anciens

Formation CJD

Déjeuner d'anniversaire Leclerc via CSP

Convention Crit Interim

Convention Vinci Construction Terrassement

Décembre :

Convention Vinci Construction Terrassement

Eiffage

Congrès FEMTO

Couleur Sport Productions - Soirée Cabaret

Déjeuner du Club Affaires

B) RETENTISSEMENT DANS LES MEDIAS

- revue de presse en annexe.

C) ACTIVITE ET COMMERCIALISATION

- le chiffre d'affaires

Baisse de 2% par rapport à 2016.

Baisse de 1.52% pour la restauration

Baisse de 5.43% en location de salle

Augmentation de 8.61% en ventes diverses (animations, sécurité, location mobilier,..)

C'est le segment Journée d'étude et Réunion hébergée qui impacte le CA location salle et restauration.(concurrence, période d'élection, baisse activité GE)

Les congrès sont moins nombreux mais beaucoup plus contributeurs que les années précédentes pour le centre Atria mais aussi pour l'hôtellerie Belfortaine et les prestataires locaux. (env 2000 chambres sur la ville, visites ville, restauration extérieure, incentives culturels et sportifs,..)

L'apport du Novotel est en baisse sur le segment « sport » (foot 5 passages pour 14 en 2016) et moins de groupes tourisme en $\frac{1}{2}$ pension (chinois)

- Actions de Commercialisation 2017

Réseau Novotel Accor :

Parmi les actions réalisées en 2017, nous pouvons citer :

- Contrat agences référencées ACCOR (annexe 1)
- Référencement sur « PACKAUTO » du groupe Accor regroupant les établissements susceptibles de par leur structure d'accueillir des évènements d'envergures (expo, lancement nouveau modèle, formation) Peugeot est notre plus gros client. (annexe 2)
- Actions commerciales tout au long de l'année auprès des grands comptes Accor par les différentes directions des ventes et présence sur les salons nationaux et internationaux (GE, Peugeot, Faurecia,..)
- Mise en avant de la carte « meeting planner » Accor (carte de fidélité pour les semianires) pour fidélisation et utilisation du fichier réseau.

Equipes Atria Belfort :

- ✚ Animation d'une page Facebook (annexe 3)
- ✚ Partenariat « Nuit des Etoiles » et « soirée Cabaret » avec invitation de plusieurs clients et prospects et adhésion « club des partenaires »
- ✚ Partenariat avec Livres 90 (Foire aux livres), Association Territoire de Musiques (Eurockéennes)
- ✚ Pérennisation des Afterworks le 3eme jeudi de chaque mois (annexe 4)
- ✚ Participation aux éductours et actions com avec l'OT à destination d'agences évènementielles. (annexe 5)
- ✚ Adhésion au Club Affaire Aire Urbaine
- ✚ Labélisation « congrès » auprès du CRT Bourgogne Franche-Comté.
- ✚ Membre du Bureau Maison du Tourisme

- Qualité, Formation & Contrôle qualité

Audits Qualités

Le résultat de l'audit de performance de vente effectué en 2017 est à 100% de conformité sur l'entretien téléphonique et 91 % sur la réalisation de la proposition écrite. (annexe 6)

Les contrôles d'hygiène sur la restauration sont toujours de très bonne qualité avec un taux de conformité de 95.9 % sur l'audit et 100 % sur les prélèvements.(annexe 7)

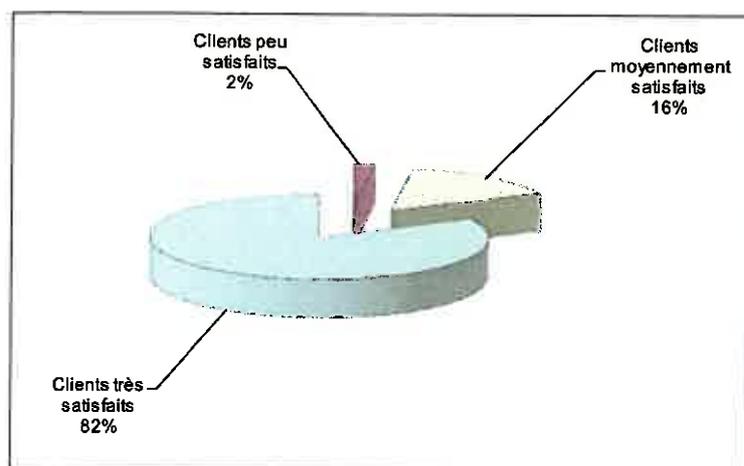
Statistiques questionnaires satisfaction

Synthèse

| | 2017 | |
|--------------------------------|------|-----|
| Clients très mécontents | 0 | 0% |
| Clients peu satisfaits | 1 | 2% |
| Clients moyennement satisfaits | 8 | 16% |
| Clients très satisfaits | 42 | 82% |

Impressions

| | 2017 | |
|---|------|------|
| Clients satisfaits par notre prestation | 51 | 100% |
| Clients non satisfaits par notre prestation | 0 | 0% |
| Clients qui souhaitent revenir à l'Atria | 51 | 100% |
| Clients qui ne souhaitent pas revenir à l'Atria | 0 | 0% |
| Clients qui recommanderaient l'Atria | 51 | 100% |
| Client qui ne recommanderaient pas l'Atria | 0 | 0% |



La qualité relationnelle des équipes et leur compétence sont des critères plébiscités par nos clients. Les rénovations progressives de nos salons nous permettront de maintenir un niveau de satisfaction élevé, même si la concurrence possède des outils neufs.
Verbatim commentaires clients (annexe 8)

D) PERSPECTIVES 2018

Nos prévisions 2018 : CA HT : 1 078 000€
GOI : 16 000€
RAI :- 65 000€

L'activité 2018 sera sensiblement identique à 2017. Et cela malgré la situation économique de General Electric qui engendrera encore une diminution des événements organisés.

2018 est la dernière année de la DSP en cours.

La réfection de l'embranchement est programmée pour l'été.

2018 sera une année de transition pour la réorganisation du Bureau des Congrès suite au turnover important fin 2017 sachant que cette structure est primordiale pour la commercialisation de la destination Belfort, de ses équipements en matière d'hôtellerie, d'accueil d'événements et de lieux d'animations culturelles et sportives.

En plus de la continuité des actions commerciales orchestrées avec le Comité Régionale du Tourisme et l'Office du Tourisme, il y aura des nouveautés en interne :

- La mise en place d'une nouvelle offre restauration (offre séminaires et restauration publique)
- Des actions avec en support le groupe Accor pour le développement clientèle grâce à Meeting Planner et le référencement sur des sites de promotion de la destination
- La mise en place de prospection externe avec une nouvelle redéfinition des missions en interne.

9- RAPPORT TECHNIQUE et SECURITE

- Investissements 2017
- Travaux 2017
- Plan triennal d'investissements
- Inventaire au 31/12/2017
- Sécurité

INVESTISSEMENTS VILLE DE BELFORT 2017

ENTRETIEN 45 998.85 € ttc

| SITUATION | COÛT TTC | OBSERVATIONS |
|---|-----------------|---------------------|
| <i>Faux plafonds salon schweitzer</i> | 657.28 | |
| <i>Eclairage + prise salon Schweitzer</i> | 4 644.98 | |
| <i>Peinture Schweitzer</i> | 5 662.00 | |
| <i>Moquette Schweitzer</i> | 3 706.84 | |
| <i>Occultants Schweitzer</i> | 4 764.00 | |
| <i>Voilages Schweitzer</i> | 2 334.98 | |
| <i>Cloisons mobiles</i> | 2 136.00 | |
| <i>Installation fibre</i> | 2 500.80 | |
| <i>Peinture salle exposition</i> | 3 175.20 | |
| <i>Vasque toilettes handicapés</i> | 2 204.40 | |
| <i>Plateaux manges-debouts</i> | 1 073.69 | |
| <i>Eclairage foyer Nobel</i> | 12 234.00 | |
| <i>Chauffe-eau</i> | 904.68 | |

ACHAT DE MATERIEL 30 471.19 € ttc

| SITUATION | COÛT TTC | OBSERVATIONS |
|--------------------------------------|-----------------|-------------------------------------|
| <i>Mobilier salle de réunion</i> | 25 123.99 | <i>Tables, chaises, chariot</i> |
| <i>Matériel audiovisuel</i> | 2 806.80 | <i>Micros+distribution HDMI</i> |
| <i>Manges-Debouts</i> | 2 540.40 | |

Coût total 76 470.64 € TTC

Les toilettes nécessitant un budget de 50 000 € (en attente depuis 2014) ne sont toujours pas rénovés

Pour information investissement TTC Groupe ACCOR pour le Novotel

| | |
|---|---------------|
| <i>Rachat parc Minibars :</i> | 3 264 |
| <i>Remplacement friteuse HS:</i> | 3 553 |
| <i>Remplacement corbeilles chambres classification 4* :</i> | 2 142 |
| <i>Onduleur baie informatique :</i> | 1 445 |
| <i>Nouvelle offre petit-déjeuner (mobilier-vaisselle) :</i> | 12 773 |
| TOTAL : | 23 177 |

PROJET D'INVESTISSEMENTS TRIENNAL

| <u>Investissements Ville de BELFORT</u> | <u>2018</u> | <u>2019</u> | <u>2020</u> |
|---|------------------|------------------|------------------|
| RENOVATION SALON LORENTZ | | | |
| Climatisation | 3 874.00 | | |
| Puit de lumière | 744.00 | | |
| Moniteur | 2 098.00 | | |
| Electricité, éclairage | 3 527.00 | | |
| Peinture | 7 013.00 | | |
| Mobilier | 9 000.00 | | |
| Clickshare | 2 700.00 | | |
| | | | |
| Affichage dynamique | 8 856.00 | | |
| Réparation cloison mobiles Nobel | 11 112.00 | | |
| Rempl. Vidéoprojecteur + écran salon N+1 | 8 183.00 | | |
| Sonorisation complète | 7 156.00 | | |
| 6 Eclairages PAR leds | 2 000.00 | | |
| 10 Tables blanches | 6 500.00 | | |
| 2 Ecrans de projection portatifs | 2 020.00 | | |
| Tableau blanc | 500.00 | | |
| 4 Colonettes | 1 835.00 | | |
| AFUL | 1 000.00 | | |
| | | | |
| | | | |
| Moquette salle exposition | | 45 000.00 | |
| Meubles lumineux | | 10 000.00 | |
| Eclairages Nobels | | 15 000.00 | |
| Faux plafonds Nobel | | 7 000.00 | |
| | | | |
| | | | |
| Barrières parvis exposition | | | 20 000.00 |
| Tables blanches | | | 7 000.00 |
| Climatisation Foyer Kipling | | | 40 000.00 |
| Condensats climatisation chauffage | | | 10 000.00 |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL | 78 118.00 | 77 000.00 | 77 000.00 |

Les montants sont exprimés en TTC

Inventaire équipements -mobiliers centre de congrès 2017

| <u>Mobiliers</u> | <u>2016</u> | <u>2017</u> | <u>Différence</u> |
|--|-------------|-------------|-------------------|
| Table brune Elysée | 57 | 57 | |
| Table noir Elysée | 59 | 59 | |
| Voile cache pudeur, brun | 34 | 34 | |
| Paper board | 12 | 12 | |
| Desk gris / pause | 8 | 7 | -1 |
| Table blanche / pause | 4 | 4 | |
| Nouvelle chaise grise, accoudoirs | 29 | 59 | + 30 |
| Nouvelle chaise mauve, accoudoirs | 20 | 20 | |
| Nouvelle chaise grise, sans accoudoirs | 130 | 130 | |
| Tablettes nouvelle chaise | 80 | 80 | |
| Chaise rose | 134 | 126 | -8 |
| Chaise rouge pur | 93 | 93 | |
| Chaise rouge pointillés | 312 | 312 | |
| Chariot chaise 17 | 21 | 21 | |
| Tablettes anciens mobiliers | 120 | 120 | |
| Table blanche réunions | 60 | 60 | |
| Chariot rouge U | 1 | 1 | |
| Chariot gris | 3 | 3 | |
| Miroir sur pied | 1 | 1 | |
| Escalier 3 marches | 1 | 1 | |
| Potelets | 12 | 12 | |
| Corde potelets | 6 | 6 | |
| Podium / ping-pong | 4 | 4 | |
| Portant | 18 | 18 | |
| Mange debout | 6 | 26 | +20 |
| Tabouret haut | 6 | 6 | |
| Mange debout blanc | 4 | 4 | |
| Tabouret haut blanc | 10 | 10 | |
| Chauffeuse bleu double | 2 | 2 | |
| Chauffeuse bleu simple avec accoudoir | 6 | 5 | |
| Chauffeuse bleu sans accoudoir | 2 | 3 | |
| Table basse | 2 | 2 | |
| Table basse vidéoprojecteur | 4 | 4 | |
| Table vidéo projecteur gris | 1 | 1 | |
| Table vidéo projection bois | 1 | 1 | |
| <u>Audio Visuels</u> | | | |
| Vidéo proj Canon Hdmi EBG | 4 | 4 | |

| | | | |
|---------------------------------------|---|---|--|
| 6650WU | | | |
| Vidéo projecteur VGA EMP83 | 6 | 6 | |
| Vidéo projecteur courte focal | 2 | 2 | |
| Vidéo projecteur Epson 50001 | 1 | 1 | |
| PAR à LED avec flight | 6 | 6 | |
| Click share | 2 | 2 | |
| Colonnets électrique | 3 | 3 | |
| Sélecteur VGA 3 ent / 1 sor Extron | 1 | 1 | |
| Booster splitter Analog Way | 1 | 1 | |
| Boitier de direct Samson | 1 | 1 | |
| Enregistreur audio Olympus | 1 | 1 | |
| Splitter VGA 1 X 4 | 1 | 1 | |
| Console de mixage Yamaha | 1 | 1 | |
| Console lumière Jester | 1 | 1 | |
| German Light Product | 1 | 1 | |
| Splitter antenne Sennheiser | 1 | 1 | |
| Récepteur micro main HF | 4 | 4 | |
| Emetteur main HF EW300 : | 4 | 4 | |
| Enceinte amplifiée Yamaha | 2 | 2 | |
| Emetteur mic crav hf Sennheiser | 2 | 2 | |
| Récepteurs micro-cravate | 2 | 2 | |
| Micro main fil Sennheiser | 3 | 3 | |
| Micro main Sennheiser EW300 | 4 | 4 | |
| Antenne passive Sennheiser | 1 | 1 | |
| Micro fil AKG | 1 | 1 | |
| Récepteur HF « diversity » | 1 | 1 | |
| Talkie-Walkie Motorola | 4 | 4 | |
| Moniteur LCD NEOVO | 1 | 1 | |
| Switcher inform Analog way | 1 | 1 | |
| Grille informatique 8X8 Kramer | 1 | 1 | |
| Grille / scaler 8x8 uni Kramer vga | 1 | 1 | |
| Egaliseur graph SCV 31 bandes | 1 | 1 | |
| Amplificateur audio L-Acoustic | 1 | 1 | |
| Enceintes coaxiale L acoustics | 3 | 3 | |
| Contrôler amplifier L acoustics | 1 | 1 | |
| Caisson de grave SB18 Lacoustics | 1 | 1 | |
| Lecteur DVD YAMAHA S661 | 1 | 1 | |
| Lecteur DVD Yamaha S663 | 1 | 1 | |
| Lecteur graveur de dvd Sony | 1 | 1 | |
| Lecteur de cd Yamaha | 1 | 1 | |
| Amplificateur audio Labgruppen | 1 | 1 | |
| Récepteur double / micro main | 1 | 1 | |

| | | | |
|--|----|----|--|
| - micro-cravate Shure | | | |
| Micro col de cygne technica U857 | 1 | 1 | |
| Pupitre Deya | 1 | 1 | |
| Emetteur main Shure | 1 | 1 | |
| Emetteur serre tête Shure | 1 | 1 | |
| Enceinte monitoring B | 2 | 2 | |
| Amplificateur audio QSC | 1 | 1 | |
| Moniteur LCD Samsung 40 pouces 1m diagonale avec enceintes latérales : | 1 | 1 | |
| Interface extron rgb203 rxi | 1 | 1 | |
| Interface extron rgb201 rxi | 1 | 1 | |
| Equaliseur SCV 231 | 1 | 1 | |
| Moniteur Sony 36cm | 1 | 1 | |
| Matrice vidéo kramer | 1 | 1 | |
| Interface universel VGA/SVGA | 1 | 1 | |
| Ecran de projection Oray 3.20/2.40 | 1 | 1 | |
| Moniteur Toshiba | 2 | 2 | |
| Ordinateur portable Hp 4530s | 1 | 1 | |
| Ub réseau CISCO | 1 | 1 | |
| Ordinateur HP d530 sff | 5 | 5 | |
| Ecran electrol 168*220 | 2 | 2 | |
| Ecran CRT 17 HP 7540 | 2 | 2 | |
| Ecran TFT Flatron L 1530S DELL | 3 | 3 | |
| Meuble Eurex écran Samsung | 1 | 1 | |
| Lecteur K7 vidéo Sony | 1 | 1 | |
| Ecran Carter | 1 | 1 | |
| Amplificateur QSC 1802 | 1 | 1 | |
| Controler Bose Panaray | 1 | 1 | |
| Caisson de grave BOSE | 1 | 1 | |
| Amplificateur LABGRUPPEN | 1 | 1 | |
| Limiteur Nexo PS10 | 1 | 1 | |
| Ecran projection Oray 5.00/3.75 | 1 | 1 | |
| Ecran sur pied 2.40 x 1.80 | 2 | 2 | |
| Pupitre Moniteur LG | 1 | 1 | |
| Console DMX grada GLP | 1 | 1 | |
| Découpe Robert Julia 614sx | 3 | 3 | |
| Découpe Robert Julia 611sx | 3 | 3 | |
| Pont Motorisé 4 moteurs-structures | 1 | 1 | |
| PC 2000w ADB | 5 | 5 | |
| PAR 64 1000w | 20 | 20 | |
| Mixeur audio INTER M | 1 | 1 | |
| PC info | 1 | 1 | |

| | | | |
|---------------------------|---|---|--|
| Ypoc 250 lyre | 1 | 1 | |
| Ypoc 250 wash | 1 | 1 | |
| Casque audio Sony | 1 | 1 | |
| Aspirateur grande surface | 1 | 1 | |
| Nettoyeur haute pression | 1 | 1 | |
| Konica Minolta C451 | 1 | 1 | |
| | | | |

- SECURITE

- ✦ Responsable technique SSIAP3 (réalisation dossier de sécurité et chargé de sécurité pour manifestation de - 1500 personnes)
- ✦ Responsabilité unique du site par le Directeur
- ✦ CHSCT SOGECA (3 personnes de l'ATRIA en sont membres)
- ✦ Respect de la législation en concertation avec le SDIS et la Société Préconis, relatif à la présence de SSIAP, en fonction des manifestations.
- ✦ Recyclage et formation : 4 personnes pour SSIAP 1
8 personnes pour SST
6 personnes pour habilitation électrique (HOBO)
- ✦ Formation maniement extincteurs pour tout le personnel.
- ✦ Sécurité alimentaire suivie par les services achats du Groupe ACCOR et les audits hygiènes tous les trimestres.
- ✦ Suivi des installations techniques par notre service technique interne et du Groupe ACCOR.
- ✦ Avis favorable commission de sécurité après visite de réception (11 juillet 2017) du nouveau SSI (annexe 9)

ANNEXES

La liste des agences bénéficiaires pour 2017 est :

- Comptes Nationaux :
 - MONDIALEVENTS
 - MADIBA
 - TERRES BASQUES
 - FREEVA (new)
 - CONVENTIONS CONSULTING (new)
 - EVENT SUCCESS
 - ALEOU

Et suppression de ~~Novabox~~ et ~~Selectour Bleu~~

- Pour rappeller les comptes Grands Comptes sont :
 - EGG, HOPSCOTCH, MKTG, VISTA, Idéal Meetings & Events

Annexe 1



ACCOR HOTELS
Feel Welcome

LE PACK AUTO

ACCOR VOUS ACCOMPAGNE DANS VOS LANCEMENTS DE VEHICULES,
ESSAIS PRESSES, CONVENTIONS VENDEURS...

LEGEND  SOPITEL  pullman NOVOTEL Mercure  adagio ibis  

Annexe 2

Novotel Belfort Centre Atria



@NovotelBelfortCentreAtria

Accueil

À propos

Photos

Événements

Avis

Lieux

Trouvez votre hôtel

Vidéos

Publications

Articles

Communauté

Promouvoir

Gérer les promotions

J'aime Déjà abonné(e) Partager ...

Novotel Belfort Centre Atria a ajouté 2 photos.
Publié par Gaëlle Atria le 7 décembre 2017

Retour sur notre atelier Kid's N'Cook 🍪.
Quel plaisir pour nos équipes d'avoir pu accueillir ces petits patissiers pour un après-midi rempli de rires, de bonne humeur et de partage.
Merci les enfants !! 🍪



Annexe 3

TOUS LES 3^{es} JEUDIS DU MOIS // DE 18H30 À 21H30

LE RETOUR
DES **AFTER
WORKS**
/ LOUNGE

PROGRAMMATION ASSURÉE
PAR L'ÉQUIPE DES

**EUROCK
FEMMES**

Annexe 4


NOVOTEL
HOTELS & RESORTS

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

TERRITOIRE DE BELFORT



**EDUCTOUR PROFESSIONNEL
LES 20 ET 21 JUILLET 2017**



Programme

JEUDI 20 JUILLET 2017 - BELFORT

- ▶ 09h30 : Arrivée des convives en TGV en provenance de Paris et transfert vers Belfort.
- ▶ 10h30 : Café d'accueil en Vieille Ville.
- ▶ 11h00 : Visite de la « Citadelle » et du cœur historique par notre guide-conférencier.
- ▶ 12h30 : Apéritif et déjeuner au cœur de la Citadelle.
- ▶ 14h30 : Départ pour la visite des hôtels « Business » de la ville de Belfort.
- ▶ 17h30 : Visite du Centre de Congrès « Atria ».
- ▶ 19h00 : Animations vinifères fromages régionaux.
- ▶ 20h30 : Dîner en Vieille Ville et nuit à l'hôtel Novotel Atria.



VENDREDI 21 JUILLET 2017 - SOCHAUX MUSÉE DE L'AVENTURE PEUGEOT

- ▶ 8h : Départ en autocar vers le Musée de l'Aventure Peugeot à Sochaux (22km).
- ▶ 09h30 : Accueil par le service réceptif du Musée Peugeot et visite guidée du site.

Lames de scie, moulins à café, à épices et à grains, machines à coudre, outillage, deux-roues, automobiles de toutes époques, voitures de sport récentes et concept cars futuristes, de 1910 à aujourd'hui, le Musée de l'Aventure Peugeot présente plus de 200 ans d'une histoire industrielle qui part du Pays de Montbéliard et s'étend au monde entier.

- ▶ 11h30 : Départ des participants.



Nom Hôtel : Novotel Alria Belfast Centre

Prés et président directeur : Gilles FONTANEL

| | |
|----------------|------------|
| CCH actif(s) : | |
| Prénom CCH | Milite |
| Nom CCH | d'Agostini |

| | | |
|-----------------------------|------------|----|
| Date d'ouverture officielle | 2017/03/01 | 0% |
| DBV officiel | 24/06/2017 | 0% |

Synthèse de l'audit

| | | |
|---------------------------|----|------|
| Déroulé de la vente | 10 | 100% |
| Déroulé de la projet | 10 | 100% |
| Argumentation commerciale | 10 | 100% |
| Processus de décision | 10 | 100% |

Moyenne des thèmes

Soit un score

Très satisfaisant

Proposition commerciale
Nombre de critères notés :

Très satisfaisant : 100% Satisfaisant : 0% à 100%
L'attente : 0% à 100% Insuffisant : 0/100%

Evaluation qualitative générale des compétences commerciales

Le performance de l'équipe est au top - Packaging est innovant, naturel et personnalisé et elle est vivante, réactive et facile à servir.

Les phases sur le déroulé de la vente, de la projet, argumentation commerciale et processus de décision sont parfaitement réalisées et alignées de manière précise et efficace. Les clients se sentent bien pris en charge, les produits et/ou services sont parfaitement expliqués et il y a un excellent niveau de suivi commercial.

| Points forts / thème | Axe d'amélioration / thème |
|----------------------|----------------------------|
|----------------------|----------------------------|

- Travail très dévoué de manière client et de projet
- Argumentation pertinente, service client et structure
- Maîtrise des arguments budgétaires et process
- Très précis, naturel, réactif

RAS

| | Avalisé le | 2014 | | | | | TOTAL | |
|---|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----|
| | | 01/01 | 06/01 | 12/01 | 12/04 | 06/04 | | |
| | Heure de début | 10:00 | 10:00 | 10:00 | 10:04 | 08:50 | 08:44 | |
| | Heure de fin | 11:52 | 10:10 | 11:04 | 10:47 | 11:01 | 11:07 | |
| 14. PETIT DEJEUNER | | | | | | | | |
| 14.1. Présence adhérents des groupes présents au service | 37 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.2. Présence des manipulateurs du service | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.3. Commanditaire de la nourriture déjeunée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.4. Respect des règles de recyclage des plats | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.5. Identification des déchets de fin de repas des tables | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.6. Respect des règles de fin de repas des tables | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.7. Conscience des manipulateurs de l'usage des étiquettes PASTEL/En-ferme | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.8. Conscience de manipulation appropriée pour les manipulateurs, bénévoles et bénévoles adhérents au buffet | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.9. Propreté de l'unité | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.10. Propreté des zones de circulation | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.11. Propreté des restes/tables | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.12. Respect des modalités de rangement du matériel | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 14.13. Conscience et rangement correct des températures à l'usage des produits au moment des repas | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 15. PLONGE | | | | | | | | |
| 15.1. Respect du fonctionnement de la machine à laver la vaisselle | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 15.2. Absence de stockage au sol | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 15.3. Propreté de la plonge, de la vaisselle et du matériel utilisé en plonge cette période | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 15.4. Respect de la procédure de NAO plus précisément de nettoyage | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 15.5. Respect des modalités de rangement du matériel | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 16. DOCUMENTS D'ENREGISTREMENT | | | | | | | | |
| 16.1. Conscience technique et suivi d'usage des machines à fonds de site (NG et fond 116) | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 16.2. Présence et respect de procédures prévues et validées | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 16.3. Classement et archivage des correspondances des auto-conseils | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 16.4. Classement et archivage des autres supports d'usage des auto-conseils (procédure, autorisation, notes de réunion, etc.) | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 16.5. Classement et archivage des archives validées | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 16.6. Classement et archivage des formations régulières du personnel | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 16.7. Respect de l'enregistrement des auto-conseils de suivi par l'unité de suivi | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 16.8. Respect de l'auto-conseil 1 (évaluation, enregistrement des actions, suivi, etc.) en cas de non satisfaction | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 16.9. Respect des autres procédures des différents supports | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 17. SUIVI DES PLANS D'ACTIONS | | | | | | | | |
| 17.1. Suivi au précédent comité, plan d'actions pris en compte et suivi | 300 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 |
| 17.2. Nombre d'actions lors la visite de l'unité | 5 | 4 | 4 | 5 | 5 | 5 | 5 | 70 |
| 17.3. Nombre d'actions réalisées | 3 | 5 | 1 | 5 | 3 | 2 | 2 | 70 |
| 17.4. % de réalisation plans d'actions | 60,0 | 75,0 | 25,0 | 100,0 | 60,0 | 40,0 | 40,0 | 70 |
| TG. TOTAL GENERAL SUR 100 | | 62,4 | 66,9 | 62,5 | 64,7 | 63,4 | 63,9 | |



Annexe 8



Bravo!

- Monsieur Hergot - Amicale des Anciens d'Alsheim - le vendredi 13 janvier 2017

« Bonne de super qualité »

- Monsieur Jung - Wissembour - Du mercredi 13 au jeudi 19 janvier 2017

« Mesdames, Messieurs,

Suite à l'organisation de notre Convention 2017 dans votre établissement le 18 et 19 janvier dernier, nous tenons par ce petit courriel à vous exprimer, ainsi qu'à toutes vos équipes, nos plus vifs remerciements pour le travail accompli. Par le très grand professionnalisme que vous nous avez témoigné, vous avez heureusement contribué à la réussite de cet événement. Nous sommes très reconnaissants pour le temps que vos collaborateurs ont pris à l'occasion de notre projet, l'aide précieuse apportée tout au long du déroulement des 2 jours, votre dévouement et surtout pour la plus grande satisfaction des clients. Le feedback de nos participants est très positif et les qualités du service client que de nombreuses ont été fortement appréciées. C'est un grand plaisir que nous ressentons en Nouvelle Jersey Barfon. »

- Madame Foches, General Electric - Lundi 30 janvier 2017

Bonjour Camille,

Il m'a été de votre secours, un ou deux messieurs n'ont pas trop apprécié (il n'y a même pas eu de plainte) mais finalement ont trouvé l'événement très long... mais on va dire que la plupart des participants étaient très satisfaits.

Bien à vous,

- Monsieur Florkowski - GEBIX - du lundi 30 janvier au mercredi 1^{er} février 2017

« J'ai simplement rencontré un problème de luminosité que l'on m'a promis de régler pour ma prochaine venue. Personnel et établissement de qualité et toujours disponibles, de vraies pros si seulement tous les autres étaient comme cela. »

- Madame Thomas - France 244 - Vendredi 19 février 2017

« Bonjour Camille,

Difficile pour moi par de répondre à l'ensemble des questions je va le voir avec mes collègues présents. Néanmoins pour moi par je souhaite vous remercier pour la qualité de notre relation de travail, votre écoute, disponibilité et réactivité. Bien cordialement »



Ensemble

- Monsieur Berger - Fédération Française de la Randonnée - Du Jeudi 28 au Dimanche 29 mars 2017

« Bonjour Madame d'Agostini,

Vous voudrez bien trouver ci-joint, la lettre de remerciement concernant l'organisation de notre AD/Congrès au cœur de la ville de Bellinç, au Novotel Centre Atria. Ce fut un moment fort dans la vie de notre Fédération et l'aboutissement de près de deux années de travail pour l'équipe coproductrice. Un grand merci pour votre accueil et l'aide que vous nous avez apportée. Très cordialement

Madame la Responsable Commerciale, Chère Madame d'Agostini,

Il y a quelques semaines, se tenait à Bellinç la 71^{ème} Assemblée générale de la FFRandonnée ainsi que son 45^{ème} Congrès. Plus de 300 participants venant de l'ensemble de nos Comités départementaux ou régionaux, dont 6 ultramarins, ont participé aux travaux. Quelques accompagnants ont pu apprécier les amitiés dont le Salon d'Alsace et son effectif une réception en Haute-Saône voisine.

Four semaines, arrivés ce le, sur ce matin, une visite sur site du lieu ainsi que sa Maison de l'Environnement puis les services du Conseil départemental et du Comité départemental de la randonnée pédestre, à marquer le début des travaux.

Tous nous ont félicités pour la qualité de l'accueil et les conditions de travail. La réunion en un même lieu de l'auditorium, des salles de réunion des commissions, de l'espace restauration et du « village des partenaires » a contribué, sans aucun doute, à la réussite de la manifestation.

Par ailleurs, les hébergements étant assez proches du lieu de la manifestation, les participants ont pu à loisir visiter le cœur de la ville au gré du plaisir du randonneur sans être tenus par des horaires liés aux transferts par autobus.

Je tiens à vous remercier ainsi que vos collaborateurs et toute l'équipe du Novotel Centre Atria pour votre disponibilité, votre aide et votre implication dans l'organisation de cette manifestation. Travailler dans une telle ambiance et un tel esprit de collaboration nous a été une aide précieuse et a contribué, sans aucun doute, à sa réussite.

Mentionsnons par la restauration, moments importants contribuant, surtout, au rapprochement entre les participants. Les repas avec leurs touches régionales, ont été appréciés. Le gréou relatif à l'occasion du repas de gala a fait un certain effet. Un grand merci au Chef et à son équipe.

Je souhaite que des quelques jours passés dans le Territoire de Bellinç soient les prémices de séjours plus longs organisés par les clubs et associations de l'ensemble de nos Comités. Le numéro de Passion Rando consacré au Territoire de Bellinç devrait également contribuer à cette promotion. Vous renouvelant mes plus vifs remerciements, je vous prie de recevoir, Chère Madame (si vous me le permettez), mes cordiales salutations. »



Bravo!

Madame DIEZ-BOULARD – Fédération Française de la Randonnée – Du jeudi 23 au dimanche 26 mars 2017

« Bonjour Madame,

De retour à Paris et au bureau, je tenais par ce message à vous remercier ainsi que toute l'équipe de l'Atia pour ce fabuleux week-end passé en votre compagnie.

Merci de votre accueil, réactivité, soutien, sympathie à tous qui m'a grandement facilité l'organisation de ce congrès qui de fait de tous a été un franc succès. C'est aussi grâce à l'équipe de l'Atia. Une pensée particulière à Laurent, Olivier et son collègue au nom original dont je n'ai même pas à me souvenir (je lui cite pas... je sais qu'il se termine par « D »), et au chef cuisinier.

En résumé, une **GRAND MERCI** à tous. Au plaisir de travailler à nouveau ensemble.

Sincères salutations et bon courage pour vos démarches à venir »

Madame Marie – Les Automobiles – Du lundi 27 au mercredi 29 Mars 2017

« Bonjour Madame Dussan,

Je tiens une nouvelle fois à vous remercier pour l'excellent travail que vous nous avez apporté sur place. Nous avons eu des retours très positifs des équipes sur les forums ASEILBAF, les meilleurs des forums réalisés : très professionnels.

C'est est en partie dû à votre implication sur place et aux équipes professionnelles qui vous entourent. C'est répondu à votre questionnaire de satisfaction.

Bonne journée à vous. »

Madame Charlotte – Job d'été – Du mercredi 28 au jeudi 30 mars 2017

« Bonjour,

C'est tout aussi bien terminé. Nous sommes toujours très satisfaits de travailler avec vous.

En vous remerciant encore pour votre disponibilité. Bien cordialement. »

Madame Tracy – Leconsigne Abbad – Jeudi 09 avril 2017

« C'est excellent, du matériel très adapté pour les conférences/événements professionnels et buffet de qualité/ des horaires flexibles? rien à dire Bravo »



Bravo!

- Madame Moulleasseux - Rotary Belfort Aire Urbaine - Le samedi 26 avril 2017

« Nous avons dans l'ensemble été très satisfaits. Nous avons juste regretté de ne pouvoir trouver un accord sur notre apéritif qui était limité mais devenait beaucoup trop cher avec vos propositions d'amélioration. N'y avait-il aucune solution? Les entrées ont été servies en quantités irrégulières et parfois un peu froides, les autres plats étaient très bons.

Nous avons beaucoup apprécié votre disponibilité, la qualité de votre accueil et de votre menu, le service parfait et agréable.

Nous avons tous passé une excellente soirée et vous en remercions car nous avons ressenti tout au long de ce projet que vous aviez à cœur de nous aider à la mener à bien.

C'était une soirée cantative, grâce à vous elle a été une réussite et nous vous en remercions. »

- Monsieur Haysseona - Golazo sport - Du mardi 23 mai au mercredi 07 juin 2017

« Chère Camille,

La semaine passée j'ai eu l'occasion de loger 5 jours au Novotel Belfort pour un événement organisé par Golazo - Le Grandair Les 5 Ballons. Pendant ma semaine j'ai déjà noté dans de nombreuses hôtels partout dans le monde. Jusqu'à présent je n'ai jamais vu une coopération avec le staff de l'hôtel aussi efficace et spontanée que chez vous. Le personnel de la réception, le bar, le maître d'hôtel, les dames qui travaillent dans votre bureau, le manutentionnaire Pies, et pour finir le Directeur Monsieur Fontanel.

Je n'aurais pas pu choisir des aides plus gentils et plus professionnels que le personnel de l'hôtel Novotel Belfort.

Camille, en particulier je tiens à vous remercier beaucoup pour votre soutien et coopération durant mon séjour avec les journalistes internationaux dont j'étais la responsabilité entière. Également un grand merci à tous vos collègues. C'est avec une certitude que je recommanderai Novotel Belfort à mes amis, collègues, famille, etc. qui ont l'intention de loger dans les environs de Belfort.

Pour le plaisir qui l'encourte à remplir après notre passage, je ne peux que donner un 10/10 pour chaque item.

Bravo pour le team 'Novotel Belfort'. Outstanding performance !!!

Je vous souhaite une agréable journée et à plus tard. »



Bravo!

- Madame Devauchelle - CERS Rinn Rhône - Le Jeudi 08 Juin 2017

« Bonjour Camille,

Je suis absolument comblée d'avoir tant tardé à vous remercier pour votre journée du 6 juin. La fin de ce mois de juin était chargée puis les vacances sont arrivées et voilà...

Vous avez tout mis en œuvre pour que votre journée soit parfaite et vous avez parfaitement réussi : l'ensemble des participants a apprécié et votre groupe de 50 a été félicité mais c'est à vous que nous la devons.

Tout est dit tout est fait qu'imaginez grâce à votre présence attentive et discrète à votre côté tant dans la préparation que le jour même.

Merci encore. Au plaisir d'une éventuelle prochaine collaboration. »

- Monsieur Lecuelle - Céré Intérim - Le vendredi 16 Juin 2017

« Excellente équipe dont la responsable commerciale Mylène D'Agostini »

- Madame PETIT - Wafersar - Du mercredi 28 au jeudi 29 Juin 2017

« Une organisation parfaite « click-en-main »

Merci à Mylène et son équipe.

Le « click and share » toute belle innovation !

Les remarques de quelques participants :

- La climatisation trop fraîche en salle en fonction de l'implacement (particulièrement au fond de la salle, le long de la table vitrés) « 2 pers.
- La quantité importante de fournitures autour du cocktail déjeunatoire « 3 pers. »



Bravo !

- Monsieur Filzani - SAS Maday Automobile - Mercredi 26 juillet 2017

« Qualité d'accueil et d'écoute remarquables et très professionnelle »

- Madame Hubault / Monsieur Guilmand - Particuliers (soirée mariage) - Samedi 19 septembre 2017

« Nous avons passé un excellent moment merci à tous pour votre professionnalisme »

- Madame Dumas - Fédération Française de Basketball - Mercredi 23 au
Dimanche 27 Août 2017

« Bonjour,

Je voulais juste vous faire un mot pour vous remercier ainsi que toute votre équipe,
pour votre aide et la qualité de votre accueil tout au long de la journée du 26 août.

J'espère que nous aurons le plaisir de travailler de nouveau avec vous à l'avenir.

Cordialement, »

- Monsieur Bernard - Fédération Française de Basketball - Mercredi 23 au
Dimanche 27 août 2017

« Monsieur le Directeur,

Tout au long du week-end les participants au campus FFBB ont été si agréablement félicités
pour l'équipe de l'Indis ADICOR.

A titre personnel je vous félicite d'avoir une équipe disponible, agréable et toujours
souriante même dans la difficulté (modification de configuration de salle)

Merci encore pour cet agréable séjour que j'ai effectué de jeudi à dimanche après midi
dans vos locaux. Très cordialement, »



Bravo !

- Monsieur Lecuelle - Cnt Interim - Lundi 18 septembre 2017

« Merci,

Je suis parti un peu précipitamment mais j'avais promis à Victor de le récupérer à la sortie du lycée. Toutefois, je vous remercie très chaleureusement pour votre grande disponibilité durant ces deux jours et associez toute l'équipe du Novotel et Gilles pour ces sincères félicitations. Dans un univers professionnel de plus en plus asocial, notre collaboration est un véritable océan bleu (titre d'un très bon livre de stratégie) dans lequel nous sommes arrivés à associer exigence et bienveillance, ce qui devient rare. Très bonne journée et à très bientôt »

- Madame Afonop - Orange - Du mardi 26 au jeudi 28 septembre 2017

« Séminaire très bien préparé en amont et le jour J par Madame Legrand. Très satisfaisante de votre lieu et du personnel. Bénéol concernant le cocktail déjeunatoire, varié et équilibré à venir (ressortir sur notre questionnaire de satisfaction). Merci à toute l'équipe pour votre investissement dans la réussite de nos événements. »

- Madame Regmon Hergott - Fédération Jénnelw - Vendredi 10 octobre 2017

« Parfait »

- Madame Coquillard - Cnt Interim - Du lundi 27 au mardi 28 novembre 2017

« Prestations de très bonne qualité, tant par le service commerciale, que technique et de restauration. »

- Madame Jeanrichard - Veolia Industries - Le jeudi 07 décembre 2017

« Très satisfaisante et très bon accompagnement »



Bravo!

- Monsieur Hissel - Congrès FEMTO - Du lundi 11 au jeudi 14 décembre 2017

« Excellent accueil, excellentes présentations. Merci de transmettre mes félicitations à toute l'équipe mobilisée pour la réussite de cet événement ! »

- Monsieur Foussé - Pacifica - Du mardi 19 au mercredi 20 décembre 2017

« Merci beaucoup, votre accueil a été remarquable. »

- Monsieur Hissel - Université de Franche-Comté - Le jeudi 21 décembre 2017

« Amicalement cordial pour cet événement. Nous avons bien apprécié l'organisation en 2 espaces: l'un pour le cocktail et l'autre pour le dîner. Très belle qualité des produits proposés. Félicitations ! »

- Madame Fenois - Musée Territoire de Belfort - Le mercredi 27 décembre 2017

« Bonjour Camille,

J'espère que vos jours de congé auront été bons. Je vous remercie pour l'organisation de notre soirée, ça a été une réussite. Tout le monde a été très heureux de ce moment, et ont beaucoup apprécié le repas. C'était un régal, vraiment. Ils ont d'ailleurs félicité le cuisinier.

Je ne peux remplir le questionnaire, car il y a toute la partie organisation, et celles que nous n'avons pas utilisées, et ces critères sont obligatoires pour la validation de l'enquête. Mais il n'y a aucun souci. Tous les points sont positifs.

Je vous remercie de votre aimable accueil, et je suis heureuse d'organiser aussi notre Assemblée Générale à l'ATRIA au mois de juin. Je reprendrai contact rapidement avec vous-même. Je vous présente tous mes vœux pour cette nouvelle année. »



Aïe Aïe Aïe....

- Madame Amann - Caisse Fédérale de Crédit Mutuel - Le Mercredi 4 janvier 2017
 - « Chauffage défilant dans la salle - repas moyen. »
- Monsieur Haoual - Particulier (soirée de mariage) - Le Samedi 18 avril 2017
 - « Un seul souci à signaler: une salade a manqué dans les menus enfants. »
- Madame Joly - Maison du Tourisme - Le vendredi 12 mai 2017
 - « L'espace dédié à la prise de parole était un peu étroit. »
- Madame Amann - Caisse Fédérale de Crédit Mutuel - Le mardi 27 juin 2017
 - « Climatiseur en dysfonctionnement. »
- Madame Badaï - C.C.A.S - Le lundi 25 et mardi 26 septembre 2017
 - « Déclaration de l'impact de l'aliment a perturber notre organisation

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 11/07/2017

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

DOSSIER N° : E-010-00004-000
54

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Lieutenant hors classe MOSER Pascal

**PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : CENTRE ATRIA

Activité : Salle polyvalente

Type : L, T, O, W, N, M, X, PS

Catégorie : 1

Adresse (n° , rue, commune) : Avenue de l'Espérance - 90003 BELFORT

N° de dossier : PC.090.010.15.2005Z

Motif de la visite : Visite de réception après travaux - Levée de l'avis différé - Avis Favorable

Rapport de visite du 11/07/2017

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

Mme CZAJKA Chef de SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT
M. TRIPPON représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. PIQUEREZ représentant le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
M. MOSER représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Autres personnes présentes :

M. HERBEUN Préfecture - SIDPC
M. MARCILLEY SOIS 90
Mme DESCHASEAUX SOIS 90

IV) PRÉSCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitat ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION |
|----|--|
| | <p><u>Observations :</u></p> <p>Le groupe de visite a procédé aux essais du SSI en déclenchant un détecteur automatique d'incendie dans la circulation du 1^{er} étage. Le signal sonore d'évacuation, le compartimentage ainsi que la fermeture des portes asservies aux foyers à risques ont fonctionnés. Un essai du désenfumage mécanique du hall d'entrée par commande au CMS² a été effectué avec succès.</p> <p>Lors de la visite de réception après travaux du 30/05/2017, un avis différé a été émis compte tenu de l'absence de vérification des installations techniques suivantes suite au changement du SSI :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ les installations électriques modifiées (article EL 19) ;✓ l'éclairage de sécurité composé de BAES/BAEH (article O 15) ;✓ les clapets coupe-feu (article CH 58) <p>Le 1^{er} juillet 2017, le secrétariat de la sous-commission de sécurité a reçu le RVRAT permettant de lever l'avis différé.</p> <p>De ce fait, la sous-commission départementale de sécurité émet un avis favorable.</p> |

Objet de la délibération

N° 18-77

Principe du recours à une
Délégation de Service
Public pour l'exploitation
du Centre de Congrès

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

-5 JUN 2018



Direction Générale des Services

DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint

Références
Mots clés
Code matière

SV/JS/GV/EA/SB - 18-77
Economie
1.2

Objet

Principe du recours à une Délégation de Service Public pour l'exploitation du Centre de Congrès

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses Articles L. 1411-1 à L. 1411-19, L. 1413-1 et L. 2121-29 ;

Vu l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concessions ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux émis le 27 novembre 2017 ;

Vu le contrat d'affermage signé le 9 août 2010 pour l'exploitation du Centre de Congrès de la Ville de Belfort pour la période du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2018 ;

PRESENTATION DU CONTEXTE

Le Centre de Congrès, propriété de la Ville de Belfort, a été ouvert au public en janvier 1995. Il est situé au sein d'un ensemble immobilier doté d'un hôtel 4 étoiles de 79 chambres, de bureaux et d'un restaurant.

Cet équipement est un outil de première importance pour la commune, puisqu'il lui permet, à la fois de promouvoir son image, et de soutenir l'activité économique, culturelle et touristique locale.

Son exploitation a été confiée à la Société de Gestion des Centres ATRIA (SOGECA), dans le cadre de deux contrats d'affermage successifs. Le contrat actuel prendra fin le 31 décembre 2018, et il convient, dans ce contexte, de procéder à son renouvellement.

Au vu des éléments présentés ci-après, il vous est demandé de bien vouloir vous prononcer sur le principe du recours à une Délégation de Service Public.

1) LE CHOIX DU MODE DE GESTION DU CENTRE DE CONGRES

Plusieurs modes de gestion sont envisageables et sont récapitulés, avec leurs avantages et inconvénients respectifs, dans le tableau ci-dessous :

| SCENARI | DESCRIPTION | ANALYSE |
|--|--|---|
| La régie (simple ou autonome) | La collectivité exploite elle-même le service avec ses propres moyens financiers et humains. | L'exploitation du Centre de Congrès requiert un personnel qualifié et des compétences dont la commune ne dispose pas en interne. Le recours à un mode de gestion délégué permet, par conséquent, des économies d'échelles en termes de charges de personnel. |
| La concession (mode de gestion délégué) | La collectivité confie au concessionnaire le soin de gérer, à ses risques et périls, le service public ou l'exploitation d'un ouvrage public. La concession se distingue de l'affermage, dans la mesure où il appartient au concessionnaire de construire l'ouvrage et les installations nécessaires au bon fonctionnement du service. | Le recours à ce type de contrat ne se justifie pas, puisque le Centre de Congrès est déjà construit et appartient à la commune. |
| La régie intéressée (mode de gestion délégué) | Le régisseur gère un service public et perçoit un prix sur les usagers qu'il reverse à la collectivité. La rémunération du régisseur est versée par la collectivité. Elle comporte une part fixe et une part variable qui dépend des résultats de l'exploitation. | La régie intéressée a pour principal inconvénient de transférer l'essentiel du risque d'exploitation sur la collectivité, sans pour autant réduire les coûts de gestion de l'équipement. |
| L'affermage (mode de gestion délégué) | La collectivité confie à un tiers (le fermier) la gestion d'un service public et lui remet les installations et ouvrages nécessaires à son exploitation. Le fermier se rémunère directement sur les usagers, mais verse à la collectivité une redevance d'exploitation. | L'affermage est le mode de gestion actuel du Centre de Congrès et semble toujours le plus adapté. En effet, les ouvrages sont déjà réalisés et sont propriété de la commune. De plus, ce mode de gestion a donné satisfaction sur les plans technique, financier, ainsi qu'au niveau de la qualité du service rendu aux usagers (cf. rapports d'exploitation soumis annuellement au Conseil Municipal). |

En conséquence de quoi, il vous est proposé de recourir à une Délégation de Service Public, sous forme de contrat d'affermage.

2) LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ENVISAGEE

2.1 Objet et durée

Le contrat d'affermage aura pour objet l'exploitation du Centre de Congrès et sera conclu pour une durée de 9 ans, soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2027.

Cette durée semble raisonnable eu égard aux investissements mis à charge, ainsi qu'à l'étendue des missions confiées au fermier. Elle tient également compte de l'importance du risque d'exploitation.

2.2 Missions du fermier

Les besoins de la commune sont similaires à ceux définis dans le cadre des précédents contrats d'affermage.

Le Centre de Congrès se compose :

- d'un amphithéâtre de 385 places,
- d'une salle d'exposition de 785 m²,
- d'une dizaine de salons modulables pouvant accueillir de 12 à 200 personnes,
- de locaux administratifs,
- de toilettes,
- d'un ascenseur pour accéder au parc de stationnement souterrain.

Ces locaux seront mis à disposition du fermier, qui en assurera l'exploitation à ses risques et périls.

Il devra notamment :

- commercialiser le Centre de Congrès en tant que lieu d'accueil de manifestations de tout type et louer la salle d'exposition, l'amphithéâtre et les salons aux usagers,
- enregistrer les réservations et tenir le planning d'utilisation,
- assurer des prestations de services annexes à la location des espaces du Centre de Congrès (aménagement, restauration, etc),
- accueillir et/ou organiser des événements à caractère économique, touristique, sportif, culturel ou artistique, expositions, concerts, festivals, cycles de formation, etc,
- concevoir et mettre en œuvre des actions de communication, de marketing et de promotion,
- recruter, gérer et rétribuer, sous sa seule responsabilité, l'ensemble des personnels nécessaires à l'exploitation du Centre de Congrès,
- maintenir en bon état d'entretien courant et de fonctionnement l'ensemble des biens et équipements mis à sa disposition, pendant toute la durée de la convention ; les travaux de grosse réparation, liés à la vétusté, et de gros entretien sont à charge de la commune,
- procéder à l'évaluation du service rendu aux usagers, en proposant des indicateurs de mesure de la notoriété et de l'appréciation qualitative du Centre de Congrès.

2..3 Modalités financières

Sur la durée de la précédente délégation, le chiffre d'affaires annuel moyen se stabilise autour de 1 100 000 euros hors taxes. L'exploitation du Centre de Congrès est toutefois structurellement déficitaire, avec un résultat financier négatif de 938 635 euros sur la période de 2011 à 2017.

Les ressources du fermier tiennent compte de ce déficit, sans pour autant lui garantir d'amortir les coûts liés à l'exploitation du service.

Elles comprendront :

- les recettes perçues sur les usagers, selon les tarifs proposés par le fermier et fixés par la commune,
- les recettes issues de la location d'emplacements publicitaires,
- une participation financière de la commune de l'ordre de 200 000 euros par an,
- l'engagement de la commune d'investir une somme, au maximum, de 75 000 euros toutes taxes comprises par an, pour le renouvellement du mobilier et les travaux d'adaptation et d'amélioration du Centre de Congrès,
- la garantie par la commune d'un chiffre d'affaires minimum «location de salles» de l'ordre de 180 000 euros hors taxes par an, soit 216 000 euros toutes taxes comprises.

En contrepartie de l'exploitation des ouvrages, la collectivité percevra :

- une redevance sur le chiffre d'affaires annuel hors taxes, dont le montant sera proposé par le fermier dans le cadre de la procédure de mise en concurrence,
- une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 1 000 euros par an, conformément à l'Article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le fermier sera donc exposé aux aléas du marché, conformément à l'Article L. 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

3) LES PRINCIPALES MODALITES DE LA CONSULTATION

3.1 L'avis favorable de la CCSP

La Consultation Consultative des Services Publics Locaux, réunie le 27 novembre 2017, a émis un avis favorable quant à l'exploitation du Centre de Congrès dans le cadre d'une Délégation de Service Public.

Cet avis est joint au présent rapport.

3.2 Les étapes de la procédure de passation

L'Article R. 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les Délégations de Service Public soient passées et exécutées conformément aux dispositions du décret n° 2016-65 du 29 janvier 2016, relatif aux contrats de concession.

Pour la période de neuf années d'exécution, la valeur du contrat peut être estimée à 9 900 000 euros, en tenant compte d'un chiffre d'affaires moyen de 1 100 000 euros hors taxes par an. Ce montant est supérieur au seuil de procédure formalisée.

Les principales étapes de la procédure seront donc les suivantes :

- Publication d'un avis de concession selon le modèle fixé par le règlement d'exécution (UE) 2015/1986 de la Commission du 11 novembre 2015 sur les supports suivants :
 - Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE),
 - Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP),
 - publication spécialisée,
 - profil d'acheteur de la commune.

Réception des candidatures dans le délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de l'avis de concession

- Ouverture puis examen des candidatures par la Commission d'Ouverture des Plis des Délégations de Service Public.
- Envoi du dossier de la consultation aux candidats retenus et invitation à présenter une offre.

Réception des offres dans le délai de 22 jours à compter de l'invitation à présenter une offre

- Ouverture puis examen des offres par la Commission d'ouverture des plis des Délégations de Service Public.
- Négociation des offres.
- Approbation du candidat retenu et du contrat d'affermage par le Conseil Municipal/Transmission au contrôle de légalité.
- Information des candidats non retenus.

Respect du délai de standstill de seize jours

- Signature du contrat d'affermage et transmission à la Préfecture du Territoire de Belfort dans les quinze jours à compter de la signature.
- Notification du contrat avec information à la Préfecture dans les quinze jours suivant la notification.
- Publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 2 abstentions (M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT),

(Mme Samia JABER -mandataire de Mme Jacqueline GUIOT- ne prend pas part au vote),

DECIDE

d'approuver :

. le principe du recours à une Délégation de Service Public pour l'exploitation du Centre de Congrès municipal,

. les principales caractéristiques du contrat d'affermage et de prendre acte des étapes de la procédure de passation,

d'autoriser :

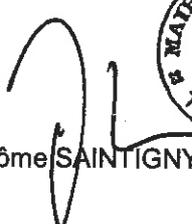
. le lancement de la procédure,

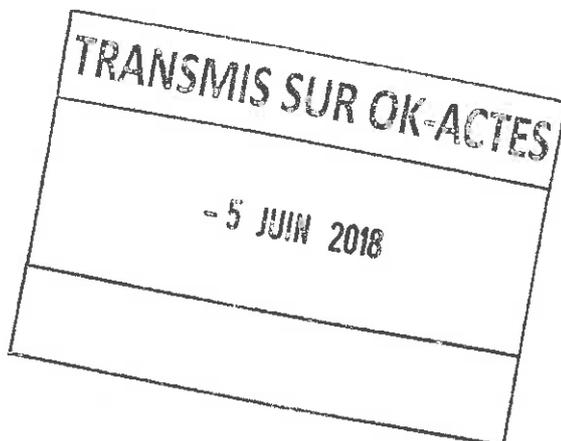
. M. le Maire, ou son représentant, à signer tous les actes découlant de cette décision.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage


Jérôme SAINTIGNY





Direction des Affaires Juridiques
DAJ/GW

COMPTE-RENDU DE RÉUNION

Date de la réunion : Lundi 27 novembre 2017

Lieu : salle des Maires de l'Hôtel de ville et de la Communauté
d'agglomération

PARTICIPANTS :

Monsieur Jean-Marie HERZOG, Président
Monsieur Guy CORVEC, Conseiller municipal délégué
Monsieur Patrick FORESTIER,
Monsieur Olivier DEROUY, Conseiller municipal
Monsieur Gilbert PERNEY, Union Fédérale des Consommateurs (UFC Que Choisir)
Monsieur Michel DE MADDALENA – Association Force Ouvrière consommateurs (FO)
Madame Geneviève WALTER, Directrice des Affaires Juridiques
Monsieur Cédric SOULIER, Responsable Energie
Madame Noémie METZINGER, Direction du Développement et de l'Aménagement
Madame Ghislaine VIOLET, Directrice du secrétariat général
Madame Valérie DE RANGO, cabinet NALDEO
Madame Gladys MONTAGNOLE et Monsieur Eric PARROT, GrDF

DIFFUSION :

Les présents :

Les excusés

Madame Loubna CHEKOUAT, Conseillère municipale
Madame Samia JABER, Conseillère municipale
Monsieur David DIMEY, Conseiller municipal
Monsieur Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint au Maire
Madame Isabelle LOPEZ, Conseillère municipale
Monsieur Francis LEVEQUE – Président de la Confédération Syndicat des Familles (CSF)
Monsieur Gérard BIEHLER, Union Fédérale des Consommateurs (UFC Que Choisir)
Monsieur Jérôme SAINTIGNY, Directeur Général des Services
Monsieur Gérard LAHSOK, Directeur Général Adjoint des Services
Monsieur Jacques HANS, Directeur Général des Services Techniques
Monsieur Jean-Pierre CUISSON, Directeur Général Adjoint des Services Techniques
Monsieur Julien PELTIER, Directeur de la Maintenance

ORDRE DU JOUR PRINCIPAL :

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS DE LA VILLE

Hôtel de VILLE DE BELFORT et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine
Place d'Armes – 90020 Belfort Cedex
Tél. 03 84 54 24 24 – Fax 03 84 21 71 71
www.ville-belfort.fr

La Ville de Belfort a décidé de confier l'exploitation de son Centre de congrès dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) à caractère administratif. Depuis son ouverture en 1995, et par deux contrats d'affermage successifs, cette DSP a été confiée à la SOGECA (société de gestion des centres Atria).

Au titre de cette DSP, la commission a examiné, comme chaque année, le compte de résultat et le bilan d'activités produits par l'exploitant.

L'actuel contrat d'affermage, d'une durée de 8 ans, s'achèvera au 31 décembre 2018. Le Centre de congrès demeure un outil de première importance pour son économie et un vecteur essentiel de promotion pour sa notoriété. C'est pourquoi, afin de préparer cette échéance et compte tenu du délai de consultation et de négociation qu'exige un tel service délégué, il est envisagé, à une année de son terme, d'engager la procédure de renouvellement. Ainsi au cours de l'exercice 2018, se succéderont les différentes étapes permettant d'aboutir à un nouveau contrat, conformément à l'article L.1411-1 du Code général des collectivités territoriales.

La première étape consiste à solliciter l'avis de la présente commission sur le principe de recourir à une gestion déléguée pour l'exploitation du Centre de congrès.

Bien que les étapes de définition du futur contrat soient encore nombreuses, les éléments principaux de ce futur contrat pourraient être les suivants :

- le maintien du mode de gestion, en affermage, qui paraît le mieux adapté ; en effet, une exploitation en régie directe entrerait en contradiction avec la recherche de synergies à laquelle s'est toujours attachée la Ville, entre l'hôtel et le centre de congrès, et qui a notamment permis des économies d'échelle (en termes de charges de personnel),
- la mise à disposition à titre gratuit des biens mobiliers et immobiliers et du domaine public en contrepartie d'une prise en charge totale par le délégataire des charges liées à l'exploitation (énergies, fluides, taxes...) ou le paiement d'une redevance,
- **l'engagement de la collectivité à assurer et maintenir le bon fonctionnement des équipements mis à disposition en y consacrant chaque année une enveloppe budgétaire de l'ordre de 75 000 € TTC,**
- une durée de délégation de 9 ans pour correspondre à la durée du bail de location de l'hôtel dont le propriétaire est la SEMVIH,
- la participation éventuelle de la collectivité de l'ordre de 200 000 € par an,
- l'assurance par la collectivité d'un chiffre d'affaires « location de salles » de l'ordre de 180 000 € HT par an,
- la définition de la politique commerciale en cohérence avec la politique de développement touristique locale.

Ainsi, la dépense afférente à l'exploitation du centre de congrès municipal pourrait représenter chaque année une somme de l'ordre de 491 000 €.

L'avis formulé sur le principe de poursuivre l'exploitation du Centre de congrès dans le cadre d'une gestion déléguée, sera porté à la connaissance du Conseil municipal qui se prononcera sur ce principe et autorisera le lancement de la consultation.

Après divers échanges sur le mode de gestion à reconduire, la commission donne un **avis favorable** au renouvellement de la délégation de service public qui paraît le plus adapté.

L'ordre du jour étant épuisé, M. Jean-Marie HERZOG clôt la séance à 16 h.

Le Président de la Commission Consultative des Services Publics,

Jean-Marie HERZOG

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J.M. Herzog', written over a horizontal line.

| | |
|---|--|
| <p>Engagements de la ville</p> | <p>Participer à l'équilibre d'exploitation en prenant en charge une partie du déficit annuel. En 2011, cette participation s'élevait à 187 000 € (actualisable chaque année selon indice INSEE des prix à la consommation (hors tabac). En 2018, elle s'élève à 199 084 €.</p> <p>Garantir un chiffre d'affaires « locations de salles » En 2011 et en 2012 à hauteur de 160 000 € HT (191 360 € TTC). En 2013 et en 2014 à hauteur de 140 000 € HT (167 440 € TTC). A compter de 2015 à hauteur de 180 000 € HT (216 000 € TTC).</p> <p>Prendre en charge l'entretien, la maintenance et le renouvellement des équipements et installations selon plan d'inv. triennal présenté par la SOGECA à la ville. Un budget d'investissement (75 000 € TTC) est consacré annuellement à ces dépenses (Centre+AFUL).</p> |
| <p>Engagements de la SOGECA</p> | <p>Verser, à la ville, une redevance afférente à la climatisation de l'amphithéâtre et de la salle expo. 5 000 € (en 2011 et 2012) 7 500 € (en 2013) Néant à compter de 2014</p> <p>Prendre en charge la totalité des dépenses de fonctionnement dont charges AFUL relatives aux fluides, impôts et taxes liées à son activité.</p> <p>Prendre en charge l'éventuel solde du déficit d'exploitation après participation municipale.</p> |
| <p>Installations et équipements mis à disposition</p> | <p>La ville met à disposition les biens meubles et immeubles dont elle est propriétaire.</p> <p>Toutefois, l'amphithéâtre et l'espace exposition ayant été climatisés en 2010-2011 par la ville, le délégataire a versé une redevance (cf ci-dessus).</p> |

| | |
|---|---|
| <p>Ville/Délégataire Information-rencontre- contrôle</p> | <p>Pas de clause de revoyure mais un possible réexamen des conditions (article 30).</p> <p>Rapport annuel dont la réglementation fixe la liste des pièces à produire avant le 1er avril :</p> <p>Ont été ajoutés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une rencontre annuelle - la mise en place de tableaux de bord destiné à vérifier les éléments figurant dans le compte d'exploitation annuel - la production de premiers éléments de bilan de l'année N avant le 31 janvier de l'année N+1 - la disponibilité du délégataire pour tout contrôle que décidera la Ville. |
| <p>Tarifs</p> | <p>Les tarifs N sont soumis à l'examen du Conseil en fin d'exercice N-1.</p> |
| <p>Régime fiscal</p> | <p>Par application des dispositions des articles 216-10 et suivants de l'annexe II du Code Général des Impôts, la Ville transfère à la société fermière ses droits à déduction de TVA.</p> |
| <p>Publicité</p> | <p>La location d'emplacement est possible après accord de la ville. Les recettes produites seront intégrées dans le compte d'exploitation</p> |
| <p>Responsable Unique de Sécurité (ensemble du bâtiment dont le parking souterrain municipal)</p> | <p>Article spécifique. Statuts et règlement actuel de l'AFUL sont annexés au contrat</p> <p>Cette mission relève statutairement de l'AFUL qui a confié cette mission (par contrat de prestation) à la SOGECA.</p> |
| <p>Durée du contrat</p> | <p>8 ans pour correspondre à la durée du bail commercial relatif à la location de l'hôtel passé entre la SOGECA et la SEMVIH.</p> |

Objet de la délibération

N° 18-78

Bilan d'exploitation 2017
du camping de l'Etang
des Forges

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUIN 2018



Direction de l'Aménagement
et du Développement/Tourisme

DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint
et de Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée

Références
Mots clés
Code matière

SV/CJ/JS/MR/NM - 18-78
Tourisme
1.2

Objet

Bilan d'exploitation 2017 du camping de l'Etang des Forges

Par contrat d'affermage, le Conseil Municipal du 28 mai 2015 a confié à l'EURL HEITMANN PHILIPPE la gestion du camping international de l'Etang des Forges, pour une durée de 9 ans, à compter du 1^{er} juillet 2015.

L'Article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le délégataire produise chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et une analyse de la qualité du service.

En conséquence, M. Philippe HEITMANN, gérant du camping, nous a adressé le compte-rendu d'activité 2017, intégrant le compte de résultats et le bilan financier.

I - Rapport d'activité 2017

1. Généralités

Le Territoire de Belfort compte trois campings classés :

- le camping de l'Etang des Forges, classé 3 étoiles,
- le camping du Lac de la Seigneurie à Leval, classé 3 étoiles,
- et le camping Le Passe Loup à Joncherey, classé 2 étoiles.

Le camping de l'Etang des Forges se classe en première place pour ce qui concerne le nombre de nuitées.

Il s'étend sur une superficie de 3,4 hectares et offre 109 emplacements, dont 88 nus et 21 occupés par des mobil-homes (10), chalets (9) et tentes permanentes (2), pour une capacité totale de 288 personnes.

Le camping a été ouvert au grand public du 1^{er} avril au 31 octobre 2017, comme les années passées.

Certaines locations pour les ouvriers sont disponibles toute l'année, en fonction des disponibilités du gérant. En 2017, trois mobil-homes ont été loués en permanence (un pour les chantiers d'autoroute, un pour la nouvelle voie ferrée Delle/Belfort et un pour un ouvrier d'Alstom).

Pour les fêtes de fin d'année, le gérant a ouvert du 11 décembre 2017 au 2 janvier 2018. Le bilan a été négatif, car il a eu très peu de clients. Il ne pense pas renouveler cette opération.

Le camping, labellisé Qualité Tourisme ainsi que Tourisme et Handicap pour les quatre types de handicap, depuis 2012, doit, en 2018, être audité pour le renouvellement de ces labels.

Il a aussi été labellisé «Accueil Vélo» en 2016, marque nationale qui garantit un accueil et des services adaptés aux cyclotouristes.

2. Travaux, investissement

Le locatif est vieillissant depuis plusieurs années. Il nécessite une rénovation pour revenir à un certain standard de la profession, d'après le gérant, qui a procédé à de nombreux travaux d'entretien des chalets depuis son arrivée (sols changés, rénovation des sous-bassements, peinture).

En 2016, M. HEITMANN a fait l'acquisition de trois nouveaux mobil-homes, pouvant accueillir six personnes chacun. Ces mobil-homes ont une haute isolation ; ils peuvent donc être loués en période hivernale. Le gérant a obtenu une subvention de la Région pour cet achat.

M. HEITMANN a également pris en charge un grand nombre de travaux d'entretien des extérieurs et des bâtiments intérieurs du camping, ainsi que des achats pour remettre à neuf du mobilier.

Il a également mis en place des bornes WIFI dans tout le camping, installation qui est devenue indispensable pour répondre aux besoins actuels des clients.

Un inventaire des biens propres, de retour et de reprise, est établi chaque année, au vu des différentes acquisitions et des travaux du gérant.

La Ville de Belfort a aussi engagé plusieurs travaux et remises aux normes depuis 2015, pour un montant total de 74 000 € : le changement de la baie vitrée de l'accueil, le renouvellement entier de l'éclairage public extérieur, la reprise de la voirie et des aires d'emplacements, des travaux pour améliorer l'accessibilité des personnes handicapées, la remise en conformité des installations électriques et la remise aux normes des jeux pour enfants.

3. Service de restauration et réceptions

Le nouveau gérant a développé l'activité snack et petit-déjeuner dès son arrivée en 2015, qui permet de répondre à une demande de la clientèle, et apporte un réel service aux touristes.

La salle de restaurant et la cuisine, qui ont été rénovées, peuvent désormais convenir pour de petites réceptions.

En 2017, le gérant a fait appel à une commerciale pour développer son activité de réceptions. Il a aussi installé un barnum derrière le bâtiment d'accueil.

4. Animations

Le gérant continue à proposer plusieurs animations pour sa clientèle, en lien avec des associations locales, comme le tir à l'arc, des apéritifs d'échanges, des randonnées découvertes au Ballon d'Alsace, du canoë, de l'aquagym, des soirées musicales, etc.

Il propose aussi de la location de vélos électriques pour le grand public, qui peut se faire accompagner par un guide, sur demande.

Des flyers et un site Internet spécifique pour ce service ont été créés par M. HEITMANN (<https://location-velos-electriques.fr/>).

De plus, durant l'été 2017, le gérant a proposé à la location certains vélos adaptés aux personnes à mobilité réduite.

5. Partenariats locaux

Le gestionnaire a su s'intégrer dans le paysage local, en collaborant avec un certain nombre d'entreprises et d'associations (partenariat avec la société de pêche, accueil de classes pédagogiques du Pays de Montbéliard, travail avec les commerces locaux, prestations de ménage avec l'association «Passerelle pour l'Emploi», tri sélectif et broyage de branchage avec l'entreprise Chamois, etc).

Il a aussi participé à la Fête de la Maison de Quartier, à la Journée du Vélo et à la manifestation Famillathlon.

6. Fréquentation

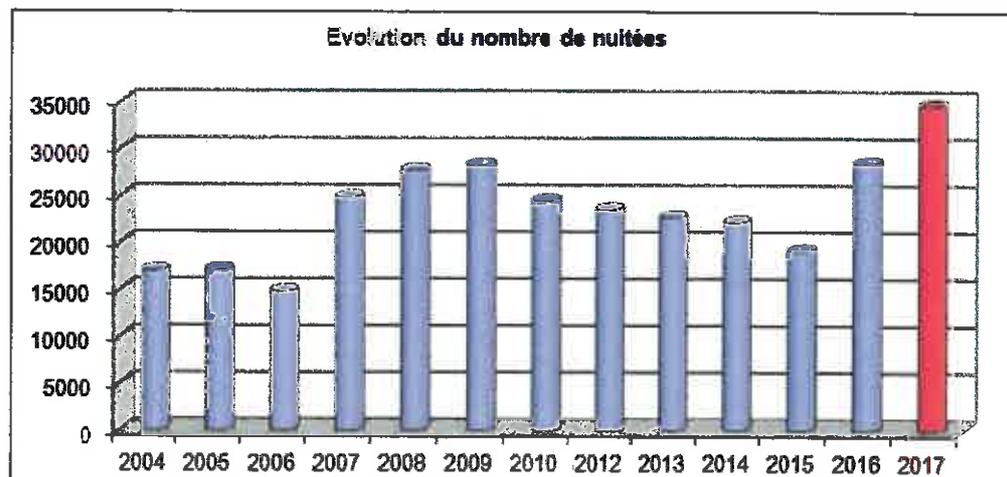
A) La fréquentation de la clientèle touristique

L'année 2017 est marquée par une forte fréquentation et une belle hausse, dans la continuité de 2016, après des années de baisse.

Depuis de nombreuses années, la fréquentation n'avait pas été aussi élevée.

En 2017, le nombre total de nuitées du camping s'élève à 34 712, contre 28 506 en 2016, 19 173 en 2015, 22 231 en 2014, 22 730 en 2013 et 23 582 en 2012.

On constate une hausse de 6 206 nuitées en 2017 par rapport à 2016.

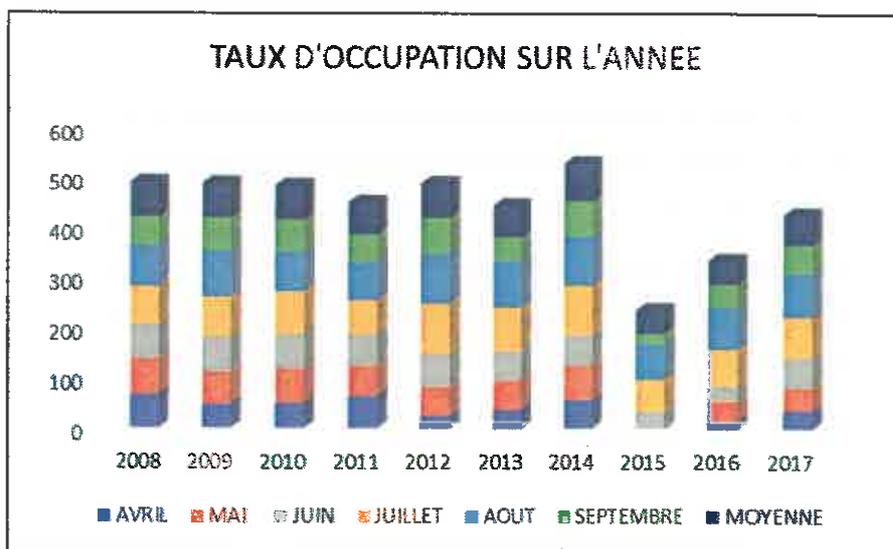
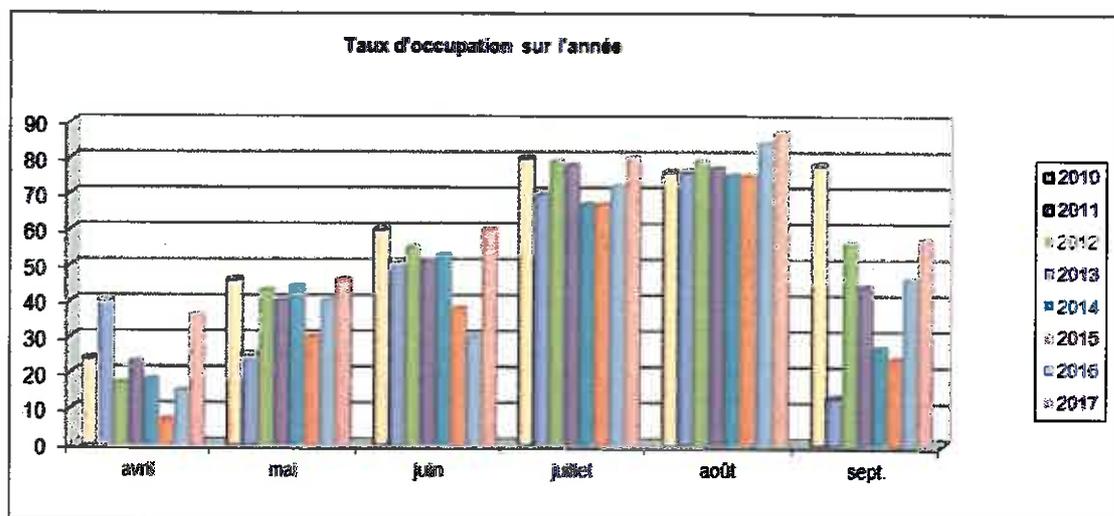


Le taux d'occupation 2017 est de 61 %, contre 48 % en 2016, 40 % en 2015 et 47 % en 2014. Il est meilleur que le taux moyen des campings 3 étoiles de la région (52,7 % d'après le Comité Régional du Tourisme).

La météo pour le mois de juin a été bien meilleure qu'en 2016, et clémente pour les mois de juillet et août. Elle explique en partie la bonne progression en 2017.

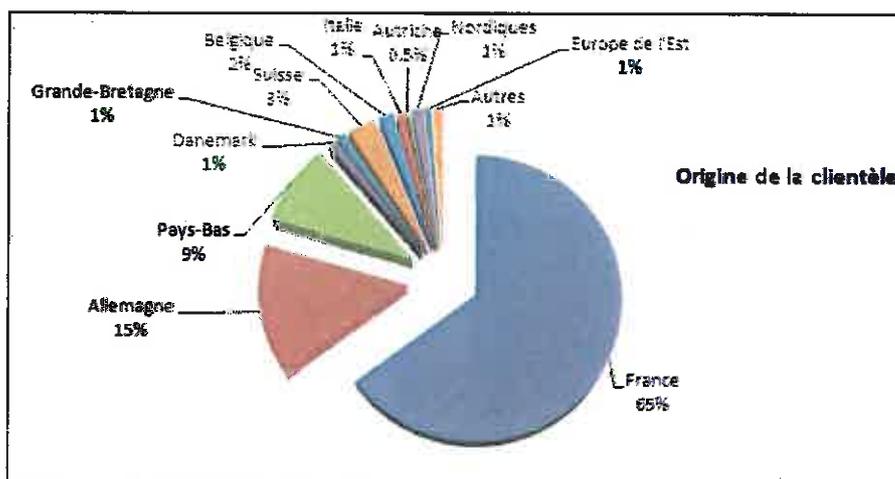
Les chantiers autour de Belfort apportent une clientèle d'ouvriers toute l'année (échangeurs A36, nouvelle voie ferrée Delle/Belfort, chantier GE). Cette clientèle recherche le meilleur rapport qualité prix pour se loger.

Pour les fêtes de fin d'année, les locatifs étaient ouverts au grand public, mais n'ont pas attiré de monde, malgré la communication faite par le gérant. Il a néanmoins logé deux professionnels, présents sur les marchés de Noël.



La durée des séjours est plus basse que la moyenne des autres campings, du fait d'une clientèle de passage sur l'axe Nord/Sud de la France et même de l'Europe. Mais cette position, et notamment la proximité de l'autoroute A36, permet aussi d'avoir une clientèle régulière et d'augmenter ainsi le taux d'occupation, notamment des emplacements nus.

B) Une attractivité toujours forte à l'international, mais une hausse très importante de la clientèle française



Le camping n'usurpe pas son qualificatif d'international, cette clientèle représentant 12 262 nuitées.

Mais son pourcentage baisse depuis 2 ans, notamment avec la hausse des Français, puisqu'ils représentent 65 % des clients en 2017 (66 % en 2016 et 41 % en 2015).

Le gérant du camping a su attirer un grand nombre d'associations sportives locales. Il travaille également beaucoup avec les organisateurs des grands événements, tels que le FIMU, le Belfort Trail, le Triathlon.

A l'instar des années précédentes, les nationalités étrangères les plus représentées restent les clientèles allemandes (5 180 nuitées, soit 15 %) et hollandaises (3 268 nuitées, soit 9 %), qui ont d'ailleurs augmenté en 2017.

Toutes les autres clientèles sont aussi en augmentation, sauf pour les Italiens.

Cette fréquentation étrangère s'explique notamment par la politique de promotion et de commercialisation mise en œuvre par le camping, dans la continuité du gérant précédent : partenariats avec des centrales de réservations, présence dans les guides étrangers...

De plus, l'amélioration de la réputation du camping a sûrement contribué à augmenter sa fréquentation. L'ANWB, entreprise connue dans l'édition de guides de campings dans le Nord de l'Europe, a attribué un classement de 3,5 étoiles au camping, avec mention « réputé et de charme ».

II. Bilan financier 2017

Suite à l'achat de trois nouveaux mobil-homes, qui renforcent le parc des locatifs, on constate une augmentation du chiffre d'affaires de ce secteur.

Concernant la restauration, le chiffre d'affaires augmente et passe de 37 000 € à 42 000 €, avec une augmentation des ventes à emporter.

Pour l'année 2017, les produits d'exploitation sont de 383 411 € (300 956 € en 2016), le chiffre d'affaires étant de 363 856 € (289 503 € en 2016).
Les charges sont de 351 287 € (272 015 € en 2016).
Ainsi, le résultat d'exploitation se monte à 32 123 € (28 940 € en 2016).

Après incorporation du résultat financier et du résultat exceptionnel, la société encaisse un bénéfice de 24 828 € (30 064 € en 2016 et 28 834 € en 2015).

La société exploitante est saine et dispose d'une capacité d'autofinancement de 58 719 € (58 170 € en 2016).

III. Projets pour 2018

Le gérant du camping a plusieurs projets pour renforcer son activité de location de vélos et développer l'image du camping, comme un hébergement adapté et accueillant pour les cyclotouristes. Il développe la commercialisation avec des agences de voyages spécialisées, et il travaille sur des partenariats avec les Offices de Tourisme alentours pour accentuer la promotion du camping. De plus, il est en contact avec un professionnel pour monter des stages de perfectionnement en VTT.

M. HEITMANN a prévu d'engager quelques travaux, comme le changement des barrières du camping, ainsi qu'une partie des travaux de modification du rond-point situé devant ces barrières. Il utilisera le fonds de garantie spécifique de 2017 et de 2018, pour un montant total de 20 000 €. Le contrat de DSP stipule qu'il doit déposer un montant de 10 000 € chaque année sur un de ses comptes, pouvant servir lors de travaux importants, après autorisation de la Ville.

Sur l'année 2018, la Ville effectuera, à sa charge, la rénovation de la façade du logement de fonction, et elle procèdera à l'élagage d'arbres.

D'autres points doivent être améliorés, comme la piscine, qui engendre des frais d'entretien inquiétants, et le grillage de la clôture qui est endommagé à plusieurs endroits et permet des intrusions sauvages avec délits de vol.

De plus, le gérant pense qu'il faudrait planter davantage d'arbres dans le camping pour proposer plus de zones couvertes aux campeurs.

Pour des raisons budgétaires, la Ville étudiera ces investissements dans les années futures.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du bilan d'exploitation de la saison 2017 du camping municipal de l'Etang des Forges.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY



TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018

Bilan d'activité Camping l'Etang des Forges

Saison 2017



Sommaire

| | |
|---|-----------|
| TARIF 2017 | 4 |
| TARIF 2016 | 6 |
| FREQUENTATION SAISON | 7 |
| LE PARC LOCATIF | 9 |
| PUBLICITE..... | 10 |
| ANIMATION..... | 12 |
| RELATIONS LOCALES | 18 |
| RAPPORT TECHNIQUE | 19 |
| LISTE DU MATERIEL EN SERVICE | 20 |
| ANNEXE GARANTIE TOTALE | 21 |

| Tarifs 2017 | | | |
|-----------------------------------|--|---|--------------------------|
| Camping | du 01/04 au 27/05 10/09 au 31/10 | du 28/05 au 01/07 20/08 au 09/09 | du 02/07 au 19/08 |
| PASSAGE 1 NUIT | | | |
| Emplacement | 9 | 10 | 11 |
| Personne (10 ans inclus) | 4 | 4,5 | 5,5 |
| Enfant (de 5 à 9 ans) | 3 | 4 | 4 |
| Enfants (- de 5 ans) | 0 | 0 | 0 |
| Véhicule supplémentaire | 4 | 5 | 6 |
| Electricité | 4 | 4 | 4 |
| Electricité 10 | 5 | 5 | 5 |
| Animaux | 1 | 1,5 | 2 |
| Suppl grd emplacement | 5 | 6 | 7 |
| Suppl caravane + de 5,5 m | 25 | 30 | 35 |
| Suppl camion/camionette | 8 | 9 | 10 |
| Forfait séjour + 1 jour | | + 7 jours 16 € | + 7 jours 17 € |
| Forfait 2 personnes | 16 | 17,5 | 18 |
| Personne sup | 3 | 4 | 4,5 |
| Electricité | 4 | 4 | 4 |
| Electricité 10 | 5 | 5 | 5 |
| Animaux | 1 | 1,50 | 2 |
| Voiture suppl | 2 | 3 | 4 |
| Emplacement Espace 150 m2 | 1 | 2 | 3 |
| Visiteurs | 1 | 2 | 3 |
| Locations | du 07/04 au 030/05 13/09 au 30/09 | du 31/05 au 04/07 23/08 au 12/09 | du 05/07 au 22/08 |
| Moréa 7 nuits | 52 (384) | 60 (440) | 73 (531) |
| 1 nuit | 72 | 85 | 102 |
| Trianon 7 nuits | 48 (356) | 55 (405) | 70 (510) |
| 1 nuit | 65 | 75 | 90 |
| O'hara 7 nuits | 52 (384) | 60 (440) | 73 (531) |
| 1 nuit | 72 | 85 | 102 |
| Super Titania 7 nuits | 60 (440) | 71 (517) | 84 (608) |
| 1 nuit | 84 | 97 | 120 |
| Arizona 7 nuits | 40 (300) | 47 (349) | 60 (440) |
| 1 nuit | 55 | 65 | 75 |
| Super Astria 7 nuits | 40 (300) | 47 (349) | 60 (440) |
| 1 nuit | 55 | 65 | 75 |
| Cyrus 7 nuits | 31 (237) | 40 (300) | 51 (377) |
| 1 nuit | 40 | 55 | 65 |
| Week end | | | |
| Moréa / O'hara | 100 | 130 (2 nuits mini) | 200 (2 nuits mini) |
| 2em nuit suppl | 65 | 76 | 95 |
| 3e nuit suppl | 52 | 60 | 73 |
| Trianon / Arizona / Astria | 80 | 110 | 180 |
| 2em nuit suppl | 65 | 75 | 90 |
| 3e nuit suppl | 48 | 55 | 70 |
| Titania | 150 | 200 (2 nuits mini) | 260 (2 nuits mini) |
| 2em nuit suppl | 84 | 97 | 120 |
| 3e nuit suppl | 90 | 71 | 84 |
| Cyrus | 60 | 100 (2 nuits mini) | 150 (2 nuits mini) |
| 2em nuit suppl | 40 | 55 | 65 |
| 3e nuit suppl | 31 | 40 | 51 |

NOUVEAUTE 2018 : PROMOTION PERMANENTE DE 50% DE REMISE SUR LES EMBLEMES ET HEBERGEMENTS POUR TOUTES LES PERSONNES JUSTIFIANT D'UNE INVALIDITE OU D'UN HANDICAP.

| Promotion 2 semaines | | | |
|-----------------------------|--------|--------|---------|
| | -15% | -15% | -15% |
| Moréa/O'hara | 652.80 | 748 | 902.70 |
| Super Titania | 748 | 878.90 | 1033.60 |
| Trianon/trigano | 605.20 | 688.50 | 867 |
| Arizona/Astria | 510 | 593.30 | 748 |
| Bungalow toile | 402.90 | 510 | 640.90 |

| Tarifs spéciaux | | Du 04/06 au 08/07 Du 27/08 au 09/09 | 09/07 au 26/08 |
|---|------------|--|----------------|
| Travail 1 pers (supl séjour) résidentiel | 65 1500 | 65 | 70 |
| Compostel | 14 | 15 | 16 |
| Garage mort | 8 | 9 | 10 |

| Travailleurs locations + 2 mois | | | |
|--|-----|-----|-----|
| M- H anciens | 100 | 100 | 100 |
| Chalets | 110 | 110 | 110 |
| Titania | 140 | 140 | |
| Cyrus | 75 | 75 | 75 |
| suppléments séjour | | | |
| Travailleurs locations - 2 mois | | | |
| M - H anciens | 140 | 160 | 200 |
| Chalets | | | |
| 3 ème semaine | 230 | 350 | 410 |
| 4 ème semaine | 210 | 320 | 390 |
| semaine sup | 190 | 300 | 370 |

| Tarifs 2016 | | | |
|-----------------------------------|--|---|--------------------------|
| Camping | du 01/04 au 27/05 10/09 au 31/10 | du 28/05 au 01/07 20/08 au 09/09 | du 02/07 au 19/08 |
| PASSAGE 1 NUIT | | | |
| Emplacement | 9 | 10 | 11 |
| Personne (10 ans inclus) | 4 | 4,5 | 5,5 |
| Enfant (de 5 à 9 ans) | 3 | 4 | 4 |
| Enfants (- de 5 ans) | 0 | 0 | 0 |
| Véhicule supplémentaire | 4 | 5 | 6 |
| Electricité | 4 | 4 | 4 |
| Electricité 10 | 5 | 5 | 5 |
| Animaux | 1 | 1,5 | 2 |
| Suppl grd emplacement | 5 | 6 | 7 |
| Suppl caravane + de 5,5 m | 25 | 30 | 35 |
| Suppl camion/camionnette | 8 | 9 | 10 |
| Forfait séjour + 1 jour | | + 7 jours 16 € | + 7 jours 17 € |
| Forfait 2 personnes | 16 | 17,5 | 18 |
| Personne sup | 3 | 4 | 4,5 |
| Electricité | 4 | 4 | 4 |
| Electricité 10 | 5 | 5 | 5 |
| Animaux | 1 | 1,50 | 2 |
| Voiture suppl | 2 | 3 | 4 |
| Emplacement Espace 150 m2 | 1 | 2 | 3 |
| Visiteurs | 1 | 2 | 3 |
| Locations | du 07/04 au 030/05 13/09 au 30/09 | du 31/05 au 04/07 23/08 au 12/09 | du 05/07 au 22/08 |
| Moréa 7 nuits | 52 (364) | 60 (420) | 73 (511) |
| 1 nuit | 72 | 85 | 102 |
| Trianon 7 nuits | 48 (336) | 55 (385) | 70 (490) |
| 1 nuit | 65 | 75 | 90 |
| O'hara 7 nuits | 52 (364) | 60 (420) | 73 (511) |
| 1 nuit | 72 | 85 | 102 |
| Super Titania 7 nuits | 60 (420) | 71 (497) | 84 (588) |
| 1 nuit | 84 | 97 | 120 |
| Arizona 7 nuits | 40 (280) | 47 (329) | 60 (420) |
| 1 nuit | 55 | 65 | 75 |
| Super Astria 7 nuits | 40 (280) | 47 (329) | 60 (420) |
| 1 nuit | 55 | 65 | 75 |
| Cyrus 7 nuits | 31 (217) | 40 (280) | 51 (357) |
| 1 nuit | 40 | 55 | 65 |
| Week end | | | |
| Moréa / O'hara | 100 | 130 (2 nuits mini) | 200 (2 nuits mini) |
| 2em nuit suppl | 65 | 76 | 95 |
| 3e nuit suppl | 52 | 60 | 73 |
| Trianon / Arizona / Astria | 80 | 110 | 180 |
| 2em nuit suppl | 65 | 75 | 90 |
| 3e nuit suppl | 48 | 55 | 70 |
| Titania | 150 | 200 (2 nuits mini) | 260 (2 nuits mini) |
| 2em nuit suppl | 84 | 97 | 120 |
| 3e nuit suppl | 90 | 71 | 84 |
| Cyrus | 60 | 100 (2 nuits mini) | 150 (2 nuits mini) |
| 2em nuit suppl | 40 | 55 | 65 |
| 3e nuit suppl | 31 | 40 | 51 |

| Promotion 2 semaines | | Du 04/06 au 08/07 Du 27/08 au 09/09 | 09/07 au 26/08 |
|-----------------------------|--|--|----------------|
| Moréa/O'hara | | 672 | 882 |
| Super Titania | | 742 | 938 |
| Trianon/trigano | | 644 | 798 |
| Arizona/Astria | | 574 | 728 |
| Bungalow toile | | 448 | 644 |

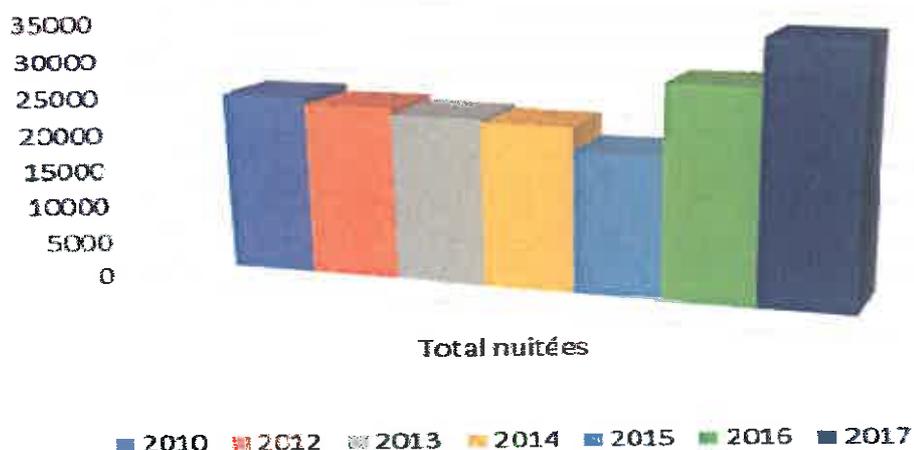
| Tarifs spéciaux | | Du 04/06 au 08/07 Du 27/08 au 09/09 | 09/07 au 26/08 |
|--------------------------------|------|--|----------------|
| Travail 1 pers (supl séjour) | 65 | 65 | 70 |
| résidentiel | 1200 | | |
| Compostel | 14 | 15 | 16 |
| Garage mort | 8 | 9 | 10 |

| Travailleurs locations + 2 mois | | | |
|--|-----|-----|-----|
| M- H anciens | 100 | 100 | 100 |
| Chalets | 110 | 110 | 110 |
| Titania | 140 | 140 | |
| Cyrus | 75 | 75 | 75 |
| suppléments séjour | | | |
| Travailleurs locations - 2 mois | | | |
| M - H anciens | 140 | 160 | 200 |
| Chalets | | | |
| 3 ème semaine | 230 | 350 | 410 |
| 4 ème semaine | 210 | 320 | 390 |
| semaine sup | 190 | 300 | 370 |

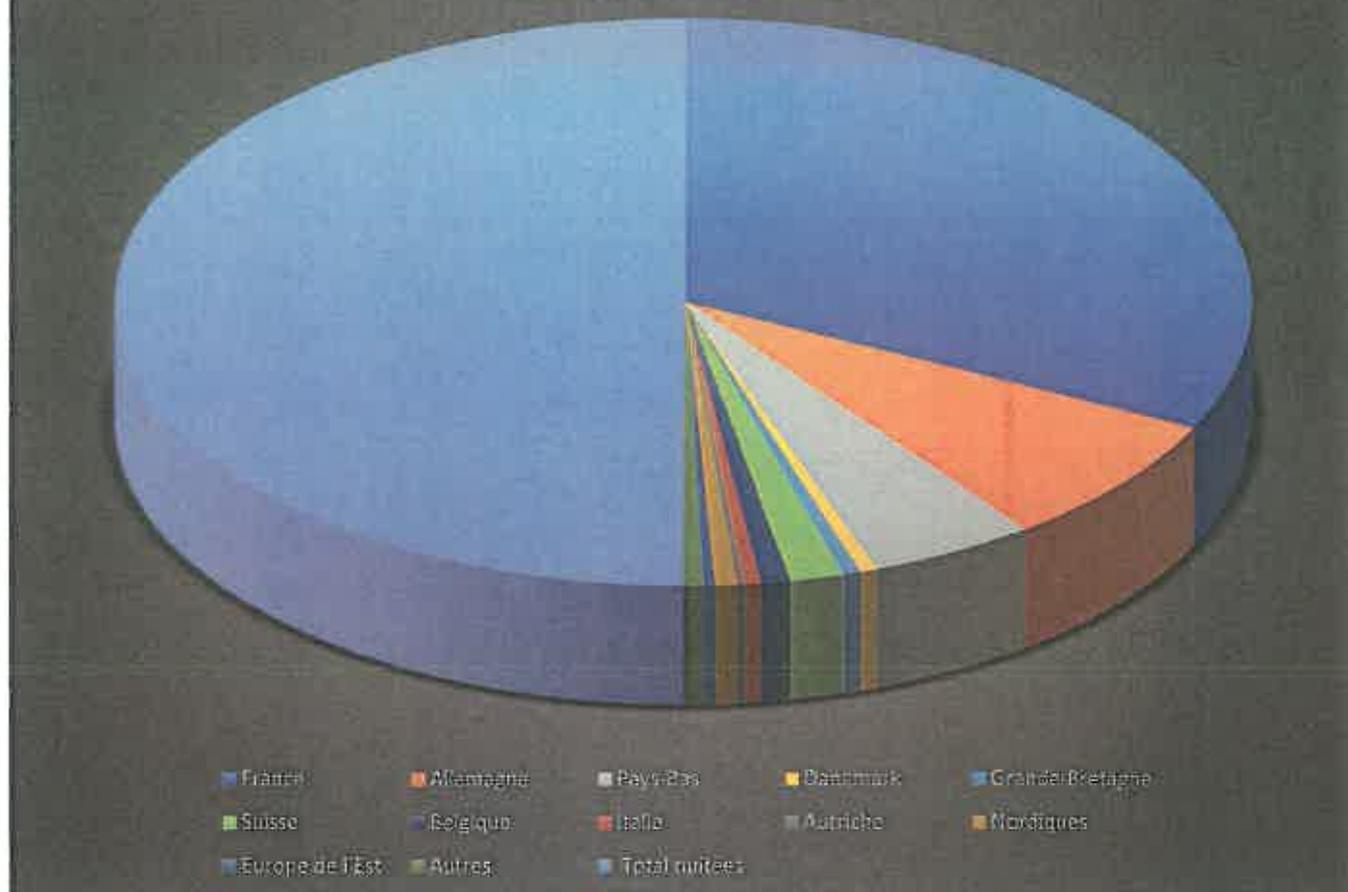
FREQUENTATION SAISON 2017

| Origine de la clientèle | 2010 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| France | 11809 | 11681 | 10590 | 12157 | 9449 | 18726 | 22450 |
| Allemagne | 4396 | 4144 | 4079 | 4359 | 4094 | 4390 | 5180 |
| Pays-Bas | 3239 | 2898 | 3394 | 2153 | 1948 | 2249 | 3268 |
| Danemark | 1014 | 612 | 746 | 575 | 400 | 334 | 332 |
| Grande-Bretagne | 1421 | 1121 | 1283 | 574 | 317 | 274 | 341 |
| Suisse | 614 | 1172 | 1076 | 812 | 1011 | 843 | 1064 |
| Belgique | 515 | 680 | 369 | 411 | 976 | 381 | 577 |
| Italie | 176 | 151 | 142 | 182 | 131 | 673 | 325 |
| Autriche | 118 | 83 | 120 | 117 | 89 | 101 | 134 |
| Nordiques | 344 | 378 | 248 | 181 | 126 | 104 | 445 |
| Europe de l'Est | 347 | 260 | 195 | 209 | 232 | 142 | 218 |
| Autres | 509 | 402 | 488 | 501 | 400 | 289 | 378 |
| Total nuitées | 24502 | 23582 | 22730 | 22231 | 19173 | 28506 | 34712 |

EVOLUTION NUITÉES



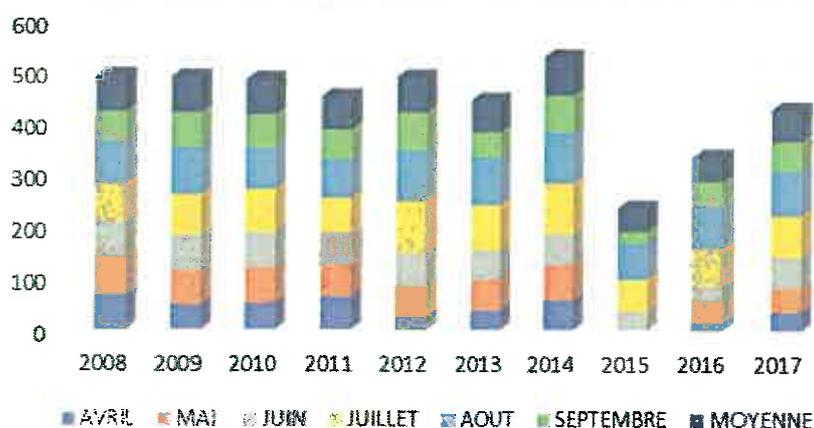
ORIGINE DES CLIENTS POUR 2017



Le camping de l'Etang des Forges a moins de clients étrangers que la moyenne de la région (part des nuitées étrangères pour le camping = 37.90 %, part des nuitées étrangères pour la moyenne des campings 3 étoiles = 44.70%) source INSEE. Il n'y a pas de grandes attractions touristiques sur le territoire internationalement connues. 1^{ère} Nationalité France 2^{ème} PAYS BAS 3^{ème} Belgique 4^{ème} SUISSE.

| Taux d'occupation | | | | | | | | |
|-------------------|-------|-----|------|---------|------|-------|---------|-----------|
| | avril | mai | juin | juillet | août | sept. | Moyenne | Evolution |
| 2011 | 40 | 25 | 51 | 70 | 76 | 13 | 45,83 | -24% |
| 2012 | 17 | 43 | 55 | 79 | 79 | 56 | 54,83 | 20% |
| 2013 | 23 | 40 | 51 | 78 | 77 | 44 | 52,17 | -5% |
| 2014 | 18 | 44 | 53 | 67 | 75 | 27 | 47,33 | -9% |
| 2015 | 7 | 30 | 38 | 67 | 75 | 24 | 40,17 | -15% |
| 2016 | 15 | 40 | 30 | 72 | 84 | 46 | 47,83 | 19% |
| 2017 | 36 | 46 | 60 | 80 | 87 | 57 | 61 | 27% |

TAUX D'OCCUPATION SUR L'ANNEE



Les constats :

- Les taux d'occupation tout confondus sont meilleurs pour le camping de l'étang des Forges que la moyenne des campings de la région (61% de taux d'occupation en 2017 pour le Camping de l'Etang des Forges pour 52.70 % pour les campings 3 étoiles de la région. Source INSEE). Après avoir organisé une relance commerciale auprès des associations sportives (tournoi, championnat, triathlon, enduro du lion) et culturelles de la ville (FIMU, échange avec LEONBERG), on peut constater que l'emplacement du camping est excellent (proximité autoroute).
- La météo bien meilleure en juin, clémente pour les mois de juillet / août explique en partie la bonne progression pour ces mois en 2017.
- Les chantiers autour de Belfort apportent une clientèle d'ouvriers toute l'année (échangeurs A36, nouvelle voie ferrée DELLE /BELFORT, chantier GE). Cette clientèle recherche le meilleur rapport qualité prix pour se loger.
- Le camping de l'Etang des Forges reste un camping de passage : la durée moyenne des séjours par emplacement et pour les séjours étrangers est plus basse que la moyenne (beaucoup de clientèle de passage axe nord / sud de l'Europe dans les deux sens) mais la position idéale (2 km de la sortie d'autoroute A36) permet d'avoir une clientèle de passage régulière et augmenter ainsi le taux d'occupation des emplacements nus.
- La rénovation extérieure (peinture) des locatifs les plus anciens a été faite, des travaux à l'intérieur sont prévus (reprise peinture et sol) pour améliorer la qualité de l'accueil et le confort des Chalets et espérer allonger la durée des séjours.

Conclusions

A l'analyse des différents tableaux on constate :

- Une augmentation générale du taux de fréquentation avec comme premières populations les Français suivis des Allemands (790 nuitées de plus/2016) et des Hollandais (1000 nuitées de plus/ 2016), les Suisses (220 nuitées de plus /2016). La météo est un facteur essentiel à l'augmentation de la fréquentation. L'amélioration de la réputation du camping l'est également (ANWB, entreprise la plus connue dans l'édition de guide pour le camping dans le nord de l'Europe a attribué un classement de 3.5 étoiles au camping avec mention *camping réputé et de charme*)
- Avec seulement 21 HLL (suite à l'achat de 3 nouveaux mobil homes en 2016) sur 110 emplacements en tout, elles contribuent à augmenter la part à 47% du Chiffre d'Affaire locatif / Chiffre d'Affaire total emplacement nus et locatifs .Il faudra certainement dans les années prochaines augmenter le parc locatif .
- Dans l'analyse du journal des ventes, on constate un chiffre d'affaire en hausse pour le snack de 37K€ à 42k€, avec une augmentation des ventes à emporter au détriment du snack (tendance des touristes à toujours se faire plaisir, mais en maîtrisant leur budget).

PARC LOCATIF

Il se compose de :

- 1 mobil home de marque O'Hara installé dans le secteur des mobil homes, destiné à la Location touristique. Mobil home 4/6 personnes éco construit.
- 2 mobil homes Trigano 4 personnes, destinés à la location pour les travailleurs.
- 2 bungalows toilés de type Cyrrus destinés à la location touristique.
- 9 chalets dits HLL dont 1 spécifique pour les personnes handicapées.
- 1 roulotte Arizona 2/4 personne achetée au printemps 2010
- 1 mobile home IRM 2/4 personnes achetée au printemps 2010
- 1 mobile home IRM super Titania 3 chambres 6/8 personnes
- 1 mobile-homes anciens qui est dédié essentiellement à la location de longue durée pour les travailleurs.
- 3 nouveaux mobil home 6 places deklie installés en juin 2016

PUBLICITE

Présence dans les guides

- Hollande ANWB : Guide ANWB
- Hollande ASCI : Guide ACSI
- France, guide FFCC : Guide officiel
- France, guide ANCV : Guide du chèque vacances
- France, : Guide Sésame
- France, : Guide du routard (office de tourisme)
- France guide Michelin : Guide Michelin

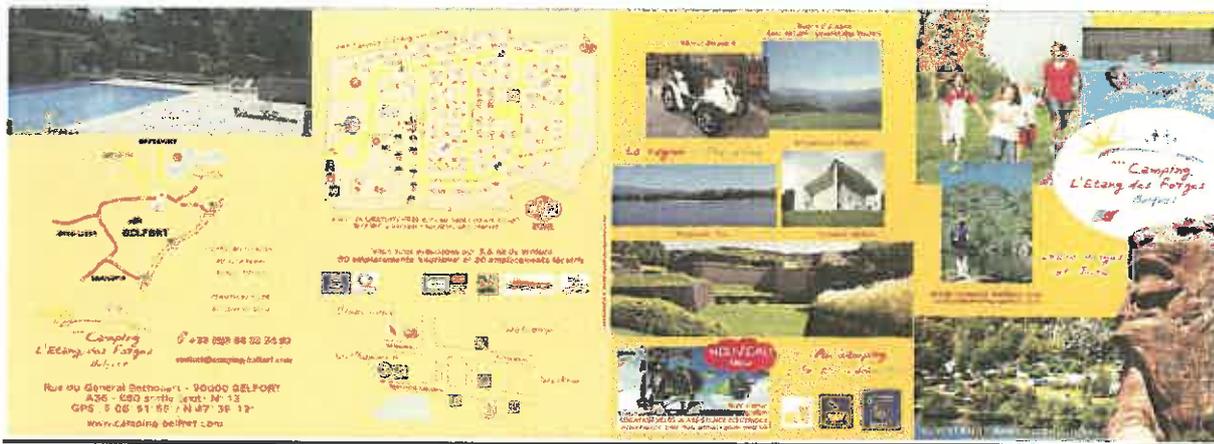
Accords commerciaux

- Cézame
- Agence nationale des chèques vacances
- Base nautique municipale des Forges
- Office de tourisme
- Fédération Française de camping
- Guide du routard
- Guide Européen ACSI
- Camping chèques
- Holiday chèques
- Octopode
- La France du Nord au Sud
- Adhésion à VACAF tickets vacances en 2010

Éditions

Dépliant du camping

Un dépliant en couleur avec un nouveau graphisme qui met en valeur le camping, ses équipements et les activités ainsi que Belfort et sa région.



NOUVEAUTE 2017 : DEPLIANT LOCATION DE VELO + CREATION DU SITE LOCATION DE VELO :
<https://location-velos-electriques.fr/>



Publicité communication

- site internet www.camping-belfort.com
- lien internet office de tourisme Belfort, ville de Belfort, conseil général
- lien internet comité régional de tourisme
- lien internet publicitaires Camp-sites.co.uk, Camping- Doubs.com, Annuaire des campings en France, Fédération Française d'Hôtellerie de plein air
- adhésion à camping chèques
- référencement publicitaire sur Google
- encarts publicitaires dans le guide ACSI et ANWB
- Réalisation d'une mini vidéo visible sur FACEBOOK camping de l'Etang des Forges

ANIMATION

Le programme d'animation comprend 2 types d'animation, les animations hebdomadaires récurrentes et les animations ponctuelles.

Animations régulières

Tir à l'arc

Les mardi et jeudi de 17 h 30 à 19 h. L'activité est organisée avec l'association " les archers du Lion " qui fournit les prestations et une partie du matériel.

Les séances sont gratuites et organisées sur le pas de tir du camping. 17 séances

Les apéritifs d' échange (uniquement juillet et août)

Chaque samedi après-midi à la réception, une réunion d'accueil est organisée pour donner des informations et de promouvoir l'animation.

Gratuit pour les petits et les grands.

Randonnées découverte

Chaque mercredi avec la collaboration de l'association de découverte du Ballon d'Alsace.

Au départ du camping une fois par semaine une randonnée de 3 heures est proposée. Elle est accompagnée par un accompagnateur professionnel.

Animation enfants

Kid club mardi jeudi et vendredi de 9 h30 à 11 h30

1 séance hebdomadaire d'escalade avec la base nautique des Forges.

2 séances hebdomadaires de canoë avec la base nautique des Forges

Prêt de raquette badminton

Prêt de raquette tennis de table

Retransmissions d'événements sportifs sur grand écran (tour de France , championnat du monde d'athlétisme)

Deux soirées musicales

Reconduction des nouvelles prestations 2016 :

- Massage sur siège ergonomique (prestation externe CAPZEN)
- Location de vélo assistance électrique et classique.
- Prestation de guide VTT (prestation externe P CARROS)

Nouveauté 2017 :

- Aquagym en août avec un moniteur agréé,
- Animation musicale avec un clarinettiste en juillet / août

En projet :

- Partenariat avec LE VELO VOYAGEUR (agence de voyage spécialisée dans le tourisme à vélo) pour la commercialisation d'un parcours en étoile sur plusieurs jours autour de Belfort,
- Partenariat avec Stéphane RADEFF (organisateur de l'enduro du Lion, titulaire d'un Diplôme d'Etat dans le VTT) ayant comme objectif de commercialiser des stages de perfectionnement en VTT destinés aux professionnels et aux semi professionnels avec hébergement au camping et utilisation des pistes de descentes du Salbert entre autres.
- Discussion avec les Offices De Tourisme de Belfort, Baume les Dames et Besançon pour commercialiser une offre itinérante à vélo électrique (entre deux gares TGV) à l'instar de « la Loire à Vélo),
- Plantation dans la partie arrière du camping d'arbre pour augmenter la surface d'ombre,
- Repeindre les bâtiments (sanitaires et accueil)
- Faire un double garage attenant à la maison de fonction pour stocker le matériel.

RELATIONS LOCALES

Collaboration avec la société de pêche (vente de cartes par internet, accueil de manifestations)

Organisation du nettoyage du canal du MARTINET en mars

Collaboration avec "Les archers de la Savoureuse "

Accueil de quelques classes pédagogiques du pays de Montbéliard

Travail avec les commerces locaux (boulangerie « la baguette magique », fromagerie d'Offemont, carte en 3 langues au " Relais des Forges ", restaurant « au bureau » , confection rideaux avec la boutique rose , collecte tric sélectif et broyage branchage avec CHAMOIS , ménage avec Passerelle pour l'emploi

Partenaire du Belfort TRIAL, du Triathlon, du Fimu.

Participation à la fête de maison de quartier (buvette + animation musicale)

Participation à la journée du vélo à la place Corbis

Participation à FAMILLATHLON.

Hébergement de deux exposants au mois givré en décembre à prix préférentiel

RAPPORT TECHNIQUE

Personnel

- gérance, accueil, entretien, commercial
- entretien, gardiennage
- 1 hôtesse bilingue
- 1 animatrice
- 1 hôtesse tri -lingue

Philippe HEITMANN Gérant
Stéphane JACQUEMAIN CDD 6 mois
Ingrid VAN TIEL CDD 6 mois
Manon HENNEQUIN CDD 2 mois
Hélène HEITMANN CDD 2 mois

Langues parlées : Anglais, Allemand,

Bâtiments

Double vitrage bâtiment d'accueil non étanche. Traces et dépôt entre les vitres. (Signalé chaque année). Une baie changée en 2016.

La porte de l'accueil qui a été changée en 2003 laisse passer l'eau (signalé chaque année).

Eclairage public entièrement renouvelé au profit de lampadaire à led d'une très bonne qualité. Travail à faire : les protéger des chocs, il manque plusieurs poteaux bois (manque également un point d'éclairage devant bungalow Cyrus). J'envisage de les protéger en recyclant des pneus remplis de terre qui seront peints et fleuris.

Eclairage de nuit dans les sanitaires améliorés par pose de nouveaux néons. Les néons des cabines de lavabo ne sont pas à détection automatique et restent allumés la nuit.

Remplacement des cartes badges par digicode.

Barrières avec un fonctionnement erratique malgré de nombreuses interventions (boucle au sol révisée, mais malgré tout des difficultés essentiellement barrière sortie)

Elargissement de la sortie barrière fait, ce qui permet plus de confort de franchissement pour les véhicules et remorques larges.

Façade ouest du logement de fonction défraîchie.

Grillage de clôture endommagé à plusieurs endroits (plusieurs intrusions sauvages en été)

Pas de pataugeoire en état de fonctionnement, la piscine engendre des frais d'entretien inquiétants (après deux pompes qui ont cédées, c'est cette fois deux collecteurs cassés. Le réparateur estime que le matériel utilisé à la conception est sous-dimensionné)

Je pense qu'il faudra envisager de repeindre le bâtiment de l'accueil et du bloc sanitaire.

LISTE DU MATERIEL EN SERVICE

Accueil

- terminal bancaire
- ordinateur et imprimantes
- pharmacie
- trousse de secours
- défibrillateur

Salle d'animation

- snack,
- télévision
- tables et chaises de bar (prêt) + renouvellement 35 chaises terrasse et 18 tables
- armoire frigorifique pour boissons (prêt)
- congélateur armoire alu
- frigo armoire alu, plan de travail marbre réfrigéré
- double plancha, double friteuse électrique
- rôtissoire à balancelle,
- four à pizza
- congélateur pour glaces (prêt)
- tables et chaises de terrasse (prêt)
- percolateur à café
- four micro-ondes

Épicerie

- 2 congélateurs (prêt)
- caisse enregistreuse

Sanitaires

- 1 combiné lave-linge sèche-linge HUESCH (nouveau)
- machine à laver 5 kg avec monnayeur
- séchoir 6 kg avec monnayeur
- 2 sèche cheveux
- 2 distributeurs spray désodorisants

Bureau

- ordinateur
- téléphone
- classeurs
- mobilier de bureau

Terrain

- 1 balançoire
- 2 jeux d'enfants
- 1 débroussailleuse
- 1 aspirateur / souffleur
- 1 KARCHER
- 1 tondeuse auto-portée
- outillage divers
- 5 containers
- 1 mini chalet
- 10 mobile-homes
- 9 chalets
- 1 remorque

GARANTIE TOTALE

Demande le 10 octobre 2017 pour utiliser 20 000€ pour changer les barrières d'entrée et de sortie et pour des travaux de modification du rond-point devant ces barrières. Acceptée à partir du 1er janvier 2018.

Solde = 0 €

| | |
|---|-----------|
| 10 000 € versés sur un compte le 181115 | 10 000 € |
| Demande d'utiliser les 10 000 € par courrier le 201115 | |
| Accord de M. le Maire le 031215 pour - le reste des travaux relatifs à l'aménagement du snack dans le pavillon d'accueil, soit la création de la cloison et la mise en place des volets de fermeture, pour un montant total de 6 796 € HT, - la réparation des points d'eau extérieurs, pour un montant de 900 € HT, - la réparation des douches de la piscine, pour un montant de 887 € HT, - les travaux sur les vannes de la roulotte et d'un chalet, pour un montant de 350 € HT, - les travaux d'électricité du sous-sol du pavillon, pour un montant de 1 067 € HT. | -10 000 € |
| Reste | 0 |
| 10 000 € en 2016 | 10 000 € |
| Demande de les utiliser par courriers en date du 1er et 23 février 2016 | -10 000 € |
| Accord de M. le Maire le 030316 pour financer le remplacement de la banque d'accueil à hauteur de 3368 € HT et les travaux d'enrochement, de réfection des regards d'évacuation, de stabilisation des abords des fontaines et de désengorgement du parking des chalets, pour un montant de 6 632 € HT. | |
| Reste | 0 |
| | |
| 10 000 € en 2017 | 10 000 € |
| 10 000 € en 2018 | 10 000 € |
| Demande le 101017 pour utiliser 20 000€ pour changer les barrières d'entrée et de sortie et pour des travaux de modification du rond-point devant ces barrières. Acceptée à partir du 1er janvier 2018. | |
| Reste | 0 |



G R O U P E
COMPTEX

EURL HEITMANN PHILIPPE

4 rue Bethouart

90000 BELFORT

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017



Société d'Expertise Comptable

Membre de " De Viris Associés "

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

| | | | | | | | |
|---|---|---|----------|---|----|----------------------------|---------|
| Désignation de l'entreprise | | EURL HEITMANN PHILIPPE | | Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* | | 12 | |
| Adresse de l'entreprise | | 4 rue Bethouart 90000 BELFORT | | Durée de l'exercice précédent* | | 12 | |
| Numéro SIRET* | | 8 1 1 6 6 1 4 1 2 0 0 0 2 3 | | Néant | | <input type="checkbox"/> | |
| | | | | Exercice N clos le | | 31/12/2017 | |
| | | | | Brut | | Amortissements, provisions | |
| | | | | 1 | | 2 | |
| | | | | | | Net | |
| | | | | | | 3 | |
| Capital souscrit non appelé | | (I) | AA | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ* | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | | AC | | |
| | | Frais de développement * | CX | | CQ | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires | AF | 6 320 | AG | 1 687 | 4 632 |
| | | Fonds commercial (1) | AH | | AI | | |
| | | Autres immobilisations incorporelles | AJ | | AK | | |
| | | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | | AM | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains | AN | | AO | | |
| | | Constructions | AP | 164 754 | AQ | 42 958 | 121 795 |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | 33 830 | AS | 14 543 | 19 287 |
| | | Autres immobilisations corporelles | AT | 95 099 | AU | 15 002 | 80 097 |
| | | Immobilisations en cours | AV | | AW | | |
| | | Avances et acomptes | AX | 4 459 | AY | | 4 459 |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | | CT | | |
| | | Autres participations | CU | | CV | | |
| | | Créances rattachées à des participations | BB | | BC | | |
| Autres titres immobilisés | | BD | | BE | | | |
| Prêts | | BF | | BG | | | |
| Autres immobilisations financières* | | BH | | BI | | | |
| TOTAL (II) | | | BJ | 304 464 | BK | 74 191 | 230 272 |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | BL | | BM | | |
| | | En cours de production de biens | BN | | BO | | |
| | | En cours de production de services | BP | | BQ | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | | BS | | |
| | Marchandises | BT | 545 | BU | | 545 | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | 966 | BW | | 966 | |
| | CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | | BY | | |
| | | Autres créances (3) | BZ | 8 030 | CA | | 8 030 |
| | | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | | CC | | |
| | DIVERS | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | CD | | CE | | |
| Disponibilités | | CF | 109 595 | CG | | 109 595 | |
| Comptes de régularisation | Charges constatées d'avance (3)* | CH | 6 015 | CI | | 6 015 | |
| | TOTAL (III) | CJ | 125 153 | CK | | 125 153 | |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | CW | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | | |
| | Ecart de conversion actif* (VI) | CN | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | | | CO | 429 617 | 1A | 74 191 | 355 425 |
| Renvois : (1) Dont droit au bail : | | | CP | | | (3) Part à plus d'un an | CR |
| (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes | | | | | | | |
| Clause de réserve de propriété : * | Immobilisations : | | Stocks : | | | Créances : | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 83 A du Code général des impôts)

| Désignation de l'entreprise | | EURL HEITMANN PHILIPPE | | Exercice N | | |
|--|--|---|---------|--------------------------------|--|--|
| | | | | Néant <input type="checkbox"/> | | |
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 10 000 ...) | DA | 10 000 | | | |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | DB | | | | |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK) | DC | | | | |
| | Réserve légale (3) | DD | 1 000 | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1) | DF | | | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants* EJ) | DG | 53 398 | | | |
| | Report à nouveau | DH | | | | |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | 24 828 | | | |
| | Subventions d'investissement | DJ | 11 613 | | | |
| | Provisions réglementées * | DK | | | | |
| | TOTAL (I) | DL | 100 840 | | | |
| | Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | | | |
| | | Avances conditionnées | DN | | | |
| TOTAL (II) | DO | | | | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | | | | |
| | Provisions pour charges | DQ | | | | |
| TOTAL (III) | DR | | | | | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 178 312 | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI) | DV | 39 492 | | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | 10 209 | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 11 720 | | | |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 12 628 | | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | 2 222 | | | |
| | Autres dettes | EA | | | | |
| Compte régul. | Produits constatés d'avance (4) | EB | | | | |
| TOTAL (IV) | EC | 254 585 | | | | |
| Ecarts de conversion passif* | (V) | ED | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 355 425 | | | | |
| RENVIS | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | IB | | | | |
| | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976) | IC | | | | |
| | | ID | | | | |
| | | IE | | | | |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF | | | | |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 98 680 | | | | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

| Designation de l'entreprise : EURÉ. RESTAURANT PHILIPPE | | Exercice N | | Total |
|---|--|---------------------------------|--|-------|
| | | France | Exportations et livraisons intracommerciales | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | FA | FB | FC |
| | Production vendue | biens * | FE | FF |
| | | services * | FG | FH |
| | Chiffres d'affaires nets * | FJ | FK | FL |
| Production stockée* | | | FM | |
| Production immobilisée* | | | FN | |
| Subventions d'exploitation | | | FO | |
| Rprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9) | | | FP | |
| Autres produits (1) (11) | | | FQ | |
| Total des produits d'exploitation (2) (1) | | | | FR |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | FS |
| Variation de stock (marchandises)* | | | | FT |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | FU |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | FV |
| Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | FW |
| Impôts, taxes et versements assimilés* | | | | FX |
| Salaires et traitements* | | | | FY |
| Charges sociales (10) | | | | FZ |
| CHARGES D'EXPLOITATION | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations | | GA |
| | | - dotations aux amortissements* | GB | |
| | Sur actif circulant : dotations aux provisions* | | GC | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | GD | |
| Autres charges (12) | | | | GE |
| Total des charges d'exploitation (4) (11) | | | | GF |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (1 - II) | | | | GG |
| opérations en continu | Bénéfice attribué ou perte transférée* | | GH | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* | | GI | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | GJ | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | GK | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | GL | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | GM | |
| | Différences positives de change | | GN | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | GO | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Total des produits financiers (V) | | GP | |
| | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | QQ | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | GR | |
| | Différences négatives de change | | GS | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | GT | |
| | Total des charges financières (VI) | | GU | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | GV |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1 - II + III - IV + V - VI) | | | | GW |

Néant

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise **EURL HEITMANN PHILIPPE**Néant

Exercice N

| | | Exercice N | | |
|--|---|--|---------|--|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | 1 090 | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | | |
| Total des produits exceptionnels (7) (VII) | | HD | 1 090 | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | HE | | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter) | HG | 660 | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | HH | 660 | |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | HI | 430 | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | (IX) | IJ | | |
| Impôts sur les bénéfices * | (X) | HK | 4 185 | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | HL | 384 567 | |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | HM | 359 738 | |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges) | | HN | 24 828 | |
| RENVOIS | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | | |
| | (2) Dont | produits de locations immobilières | HY | |
| | | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IG | |
| | (3) Dont | - Crédit-bail mobilier * | HP | |
| | | - Crédit-bail immobilier | HQ | |
| | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IH | | |
| | (5) Dont produits concernant les entreprises liées | IJ | | |
| | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées | IK | | |
| | (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.) | IX | | |
| | (6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) | | RC | |
| | | Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquiés D) | RD | |
| | (9) Dont transferts de charges | A1 | 8 298 | |
| | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | | |
| | (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | | |
| | (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | 855 | |
| (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives | A6 | obligatoires | A9 | |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels jointé en annexe : (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le | Exercice N | | | |
| Amortissements des immobilisations | Charge exceptionnelles | Produits exceptionnels | | |
| Subventions d'investissement virées au résultat | 660 | 1 090 | | |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | Exercice N | | | |
| | Charges antérieures | Produits antérieurs | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2053

| |
|-----------------------------------|
| OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES |
|-----------------------------------|

Cocher la case si vous souhaitez remplir le renvoi 7 avec les données saisies ci-dessous



| Désignation | Montants |
|--|--------------|
| DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES | |
| Pénalités sur marchés | |
| Pénalités, amendes fiscales et pénales | |
| Dons, libéralités | |
| Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice | |
| Subventions accordées | |
| Rappel d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices) | |
| Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | |
| Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | |
| Autres charges | |
| Amortissements des immobilisations | 660 |
| Amortissements dérogatoires | |
| Autres provisions réglementées sur immobilisations | |
| Provisions réglementées sur stocks | |
| Autres provisions réglementées | |
| Provisions pour risques et charges | |
| Provisions pour dépréciation | |
| TOTAL | 660 |
| DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS | |
| Dédits et pénalités perçus sur achats et sur ventes | |
| Libéralités perçues | |
| Rentrées sur créances amorties | |
| Subventions d'équilibre | |
| Dégrèvement d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices | |
| Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | |
| Subventions d'investissement virées au résultat | 1 090 |
| Autres produits | |
| Amortissements dérogatoires | |
| Autres provisions réglementées sur immobilisations | |
| Provisions réglementées sur stocks | |
| Autres provisions réglementées | |
| Provisions pour risques et charges | |
| Provisions pour dépréciation | |
| Transfert de charges | |
| TOTAL | 1 090 |

Formulaire obligatoire (article 43 A
du Code général des impôts)

| Désignation de l'entreprise EURL HEITMANN PHILIPPE | | | | | | | | | | | | Néant | | |
|---|-------------|--|---|-----------------|---------|---|---------|--------|--------|--|---------|---|----|--|
| CADRE A | | IMMOBILISATIONS | | | | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice | | | | Augmentations | | | | |
| | | | | | | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence | | | | Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste | | | | |
| | | TOTAL I | | | | | | | | 3 | | | | |
| | | TOTAL II | | | | 2 650 | | | | 4 070 | | | | |
| CORPORELLES | INCORP. | Frais d'établissement et de développement | | | | CZ | | DR | | D9 | | | | |
| | | Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | KD | | KE | | KF | | | | |
| | CORPORELLES | Terrains | | | | KG | | KH | | KI | | | | |
| | | Constructions | Sur soi propre | Dont Composants | L9 | KJ | | KK | | KL | | | | |
| | | | Sur soi d'autrui | Dont Composants | M1 | KM | 164 754 | KN | | KO | | | | |
| | | Installations générales, agencements et aménagements des constructions * | | | | Dont Composants | M2 | KP | | KQ | | | | |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | Dont Composants | M3 | KS | 34 291 | KT | | | | |
| | | Installations générales, agencements, aménagements divers * | | | | | KV | 44 229 | KW | KX | 516 | | | |
| | | Matériel de transport * | | | | | KY | | KZ | LA | 21 736 | | | |
| | | Matériel de bureau et mobilier informatique | | | | | LB | 300 | LC | LD | 28 833 | | | |
| | | Emballages récupérables et divers * | | | | | LE | | LF | LG | | | | |
| | | Immobilisations corporelles en cours | | | | | LH | | LI | LJ | | | | |
| | | Avances et acomptes | | | | | LK | | LL | LM | 4 459 | | | |
| | | TOTAL III | | | | LN | 243 575 | LO | | LP | 55 545 | | | |
| | | FINANCIERES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | ØG | | ØM | | ØT | | | |
| | | | Autres participations | | | | ØU | | ØV | | ØW | | | |
| | | | Autres titres immobilisés | | | | ØP | | ØR | | ØS | | | |
| | | | Prêts et autres immobilisations financières | | | | ØT | | ØU | | ØV | | | |
| | | | TOTAL IV | | | | ØQ | | ØR | | ØS | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | ØG | 246 225 | ØH | | ØJ | 59 615 | | | | | |
| CADRE B | | IMMOBILISATIONS | | | | Diminutions | | | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice | | Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence | | |
| | | | | | | par virement de poste à poste | | | | 3 | | 4 | | |
| | | TOTAL I | | | | | | | | 6 320 | | D7 | | |
| | | TOTAL II | | | | 400 | | | | 164 754 | | MF | | |
| CORPORELLES | INCORP. | Frais d'établissement et de développement | | | | IN | | ØB | | ØD | | D7 | | |
| | | Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | IO | | ØV | | ØW | | ØX | | |
| | CORPORELLES | Terrains | | | | IP | | ØL | | ØY | | ØZ | | |
| | | Constructions | Sur soi propre | | IQ | | ØA | | ØB | | ØC | | ØD | |
| | | | Sur soi d'autrui | | IR | | ØD | | ØE | 164 754 | ØF | | ØG | |
| | | Inst. gales, agencés et am. des constructions | | | | IS | | ØG | | ØH | | ØI | | |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | IT | 977 | ØJ | | ØK | 33 830 | ØL | | |
| | | Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agencés, aménagements divers | | IU | | ØN | | ØO | 65 966 | ØP | | ØQ | |
| | | | Matériel de transport | | IV | | ØP | | ØQ | 28 833 | ØR | | ØS | |
| | | Matériel de bureau et informatique, mobilier | | | | IW | | ØS | | ØT | 300 | ØU | | |
| | | Emballages récupérables et divers * | | | | IX | | ØV | | ØW | | ØX | | |
| | | Immobilisations corporelles en cours | | | | MY | | ØZ | | ØA | | ØB | | |
| | | Avances et acomptes | | | | NC | | ØB | | ØC | 4 459 | ØD | | |
| | | TOTAL III | | | | IY | 977 | ØH | | ØI | 298 144 | ØJ | | |
| | | FINANCIERES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | ØZ | | ØU | | ØV | | ØW | |
| | | | Autres participations | | | | ØØ | | ØX | | ØY | | ØZ | |
| | | | Autres titres immobilisés | | | | ØI | | ØB | | ØC | | ØD | |
| | | | Prêts et autres immobilisations financières | | | | ØJ | | ØK | | ØL | | ØM | |
| | | | TOTAL IV | | | | ØK | | ØL | | ØM | | ØN | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | ØK | 1 377 | ØL | 304 464 | ØM | | ØN | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2052

Document obligatoire (article 55 A
C) Code général des impôts)

| | |
|---|--------------------------------|
| Designation de l'entreprise EURL HEITMANN PHILIPPE | Néant <input type="checkbox"/> |
|---|--------------------------------|

| CADRE A | | | | | | | | | | SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) * | | | | | | | | | |
|-------------------------------|--|---|--------|---|--------|---|-------|---|--------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements au début de l'exercice | | Augmentations : dotations de l'exercice | | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | | | | | | | | | | | |
| TOTAL I | | CY | | EL | | EM | | EN | | | | | | | | | | | |
| TOTAL II | | PE | 767 | PF | 1 319 | PG | 400 | PR | 1 687 | | | | | | | | | | |
| TOTAL III | | QU | 39 496 | QV | 33 984 | QW | 977 | QX | 72 504 | | | | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | | ON | 40 264 | OP | 35 304 | OQ | 1 377 | OR | 74 191 | | | | | | | | | | |

| CADRE B | | | | | | | | | | VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | | | | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|--------------------------------------|--|--|-----------------------------|--|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | DOTATIONS | | | REPRISES | | | Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice | | | | | | | | | | | |
| | | Colonne 1 Différentiel de durée et autres | Colonne 2 Mode dégressif | Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel | Colonne 4 Différentiel de durée et autres | Colonne 5 Mode dégressif | Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL I | | N0 | N1 | N2 | N3 | N4 | N5 | N6 | | | | | | | | | | | |
| TOTAL II | | N7 | N8 | N6 | N7 | N8 | N9 | Q1 | | | | | | | | | | | |
| TOTAL III | | X1 | X3 | X4 | X5 | X6 | X7 | X8 | | | | | | | | | | | |
| TOTAL IV | | NL | | | NM | | | NO | | | | | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV) | | NP | NQ | NR | NS | NT | NU | NV | | | | | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ (NP-NQ+NR) | | NW | Total général non ventilé (NS+NT+NU) | | | NY | Total général non ventilé (NW-NY) | | | NZ | | | | | | | | | |

| CADRE C | | | | | | | | | | MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES* | | | | | | | | | |
|---|--|------------------------------------|--|---------------|--|--|--|------------------------------------|--|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | Montant net au début de l'exercice | | Augmentations | | Dotations de l'exercice aux amortissements | | Montant net à la fin de l'exercice | | | | | | | | | | | |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | | | Z9 | | Z8 | | | | | | | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | | | SP | | SR | | | | | | | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise **EURL HEITMANN PHILIPPE**

Néant *

| Nature des provisions | | Montant au début de l'exercice 1 | AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2 | DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3 | Montant à la fin de l'exercice 4 | |
|------------------------------------|--|--|---|--|-------------------------------------|-----------|
| Provisions réglementées | Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers * | 3T | TA | TB | TC | |
| | Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) * | 3U | TD | TE | TF | |
| | Provisions pour hausse des prix (1) * | 3V | TG | TH | TI | |
| | Amortissements dérogatoires | 3X | TM | TN | TO | |
| | Dont majorations exceptionnelles de 30 % | D3 | D4 | D5 | D6 | |
| | Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI) | U | IK | IL | IM | |
| | Autres provisions réglementées (1) | 3Y | TP | TQ | TR | |
| TOTAL I | | 3Z | TS | TT | TU | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour litiges | 4A | 4B | 4C | 4D | |
| | Provisions pour garanties données aux clients | 4E | 4F | 4G | 4H | |
| | Provisions pour pertes sur marchés à terme | 4J | 4K | 4L | 4M | |
| | Provisions pour amendes et pénalités | 4N | 4P | 4R | 4S | |
| | Provisions pour pertes de change | 4T | 4U | 4V | 4W | |
| | Provisions pour pensions et obligations similaires | 4X | 4Y | 4Z | 5A | |
| | Provisions pour impôts (1) | 5B | 5C | 5D | 5E | |
| | Provisions pour renouvellement des immobilisations * | 5F | 5H | 5J | 5K | |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | EO | EP | EQ | ER | |
| | Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer * | 5R | 5S | 5T | 5U | |
| | Autres provisions pour risques et charges (1) | 5V | 5W | 5X | 5Y | |
| | TOTAL II | | 5Z | TV | TW | TX |
| Provisions pour dépréciation | sur immobilisations | - incorporelles | 6A | 6B | 6C | 6D |
| | | - corporelles | 6E | 6F | 6G | 6H |
| | | - titres mis en équivalence | 6I | 6J | 6K | 6L |
| | | - titres de participation | 9U | 9V | 9W | 9X |
| | | - autres immobilisations financières (1) * | 6K | 6L | 6M | 6N |
| | Sur stocks et en cours | 6N | 6P | 6R | 6S | |
| | Sur comptes clients | 6T | 6U | 6V | 6W | |
| | Autres provisions pour dépréciation (1) * | 6X | 6Y | 6Z | 7A | |
| | TOTAL III | | 7B | TY | TZ | UA |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | | 7C | UB | UC | UD |
| Dont dotations et reprises | - d'exploitation | UE | 10 000 | UF | 10 000 | |
| | - financières | UG | | UH | | |
| | - exceptionnelles | UJ | | UK | | |

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I. 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : EURL HEITMANN PHILIPPE

Néant *

| CADRE A | | ÉTAT DES CRÉANCES | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'un an 3 | | |
|--------------------------|---|--|----|-------------------|----|---------------------|----|---------------------|--|--|
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | UL | | UM | | UN | | | | |
| | Prêts (1) (2) | UP | | UR | | US | | | | |
| | Autres immobilisations financières | UT | | UV | | UW | | | | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Clients douteux ou litigieux | VA | | | | | | | | |
| | Autres créances clients | EX | | | | | | | | |
| | Créance représentative de titres (Préavis par déposant adhérent et cautionné) (1) (2) | ZI | | | | | | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | UY | | | | | | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | UZ | | | | | | | | |
| | Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | VM | 2 907 | | 2 907 | | | | |
| | | Taxe sur la valeur ajoutée | VB | 5 116 | | 5 116 | | | | |
| | | Autres impôts, taxes et versements assimilés | VN | | | | | | | |
| | | Divers | VP | | | | | | | |
| | Groupe et associés (2) | VC | | | | | | | | |
| | Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres) | VR | | 6 | | 6 | | | | |
| | Charges constatées d'avance | VS | | 6 015 | | 6 015 | | | | |
| | TOTAUX | | VT | 14 045 | VU | 14 045 | VV | | | |
| RENVIS | (1) Montant des | VD | | | | | | | | |
| | (2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | VE | | | | | | | | |

| CADRE B | | ÉTAT DES DETTES | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'1 an et 5 ans au plus 3 | | A plus de 5 ans 4 | |
|---|--|-----------------|---------|--|--------|---------------------|---------|-------------------------------------|--------|----------------------|--|
| Emprunts obligataires convertibles (1) | | 7Y | | | | | | | | | |
| Autres emprunts obligataires (1) | | 7Z | | | | | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | à 1 an maximum à l'origine | VG | | | | | | | | | |
| | à plus d'1 an à l'origine | VH | 178 312 | | 32 617 | | 131 872 | | 13 822 | | |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | 8A | 616 | | 616 | | | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 8B | 11 720 | | 11 720 | | | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | 8C | 2 938 | | 2 938 | | | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | 8D | 2 046 | | 2 046 | | | | | | |
| Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | 8E | | | | | | | | | |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | VW | 3 | | 3 | | | | | | |
| collectivités publiques | Obligations cautionnées | VX | | | | | | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | VQ | 7 639 | | 7 639 | | | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 8J | 2 222 | | 2 222 | | | | | | |
| Groupe et associés (2) | | VI | 38 875 | | 38 875 | | | | | | |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres) | | 8K | | | | | | | | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie * | | ZZ | | | | | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | 8L | | | | | | | | | |
| TOTAUX | | VY | 244 375 | VZ | 98 680 | | 131 872 | | 13 822 | | |
| RENVIS | (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | VJ | 25 000 | (2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques | VL | | | | | | |
| | Emprunts remboursés en cours d'exercice | VK | 27 693 | * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 | | | | | | | |

| | | | | | | | |
|--|---|--|---|---|------------------|---|--|
| Désignation de l'entreprise : EURL HEITMANN PHILIPPE | | Néant <input type="checkbox"/> | | Exercice N, clos le : 31/12/2017 | | | |
| I. RÉINTÉGRATIONS | | | | BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE | | | |
| Charges non admises en déduction du résultat fiscal | Rémunération du travail (entreprises à l'IR) | de l'exploitant ou des associés | | WA | 24 828 | | |
| | | de son conjoint | | WB | | | |
| | | moins part déductible* | | WC | | | |
| | Avantages personnels non déductibles ² (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous) | WD | Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles | WE | 623 | | |
| | Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.) | WF | Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS) | WG | 427 | | |
| | Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option | RA | Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D) | RB | | | |
| | Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III) | WI | | Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS) | XX | | |
| | Amendes et pénalités | WJ | Charges financières (art. 212 bis) * | XZ | | | |
| | Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI ³ | | | | XY | | |
| | Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032) | | | | Y7 | 2 025 | |
| Quote-part | Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE | WL | Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI | L7 | | | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Moins-values nettes à long terme | - imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) | | K7 | | | |
| | | - imposées au taux de 0 % | | I8 | | | |
| | Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* | - Plus-values nettes à court terme | | WN | | | |
| | | - Plus-values soumises au régime des fusions | | WO | | | |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS) | | | | | | | |
| Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT * | Intérêts excédentaires (art. 39-1-3 ⁴ et 212 du C.G.I.) | SU | Zones d'entreprises* (activité exonérée) | SW | | | |
| | Déficits étrangers antérieurement déduits par les PME (art. 209C) | SX | Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro | ME | | | |
| Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage | | | | | Y1 | | |
| Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage | | | | | Y3 | | |
| | | | | TOTAL I | WR 27 904 | | |
| II. DÉDUCTIONS | | | | PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE | | | |
| Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. * | | | | | | | |
| Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III) | | | | | | | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Plus-values nettes à long terme | - imposées au taux de 15 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) | | WV | | | |
| | | - imposées au taux de 0 % | | WH | | | |
| | | - imposées au taux de 19% | | WP | | | |
| | | - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures | | WW | | | |
| | | - imputées sur les déficits antérieurs | | XB | | | |
| | Autres plus-values imposées au taux de 19 % | | I6 | | | | |
| Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée* | | | | | | | |
| Régime des sociétés mères et des filiales * (Quote-part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation) 2A | | | | | | | |
| Mesures d'incitation | Dédution autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer* | | | | | ZY | |
| | Majoration d'amortissement* | | | | | XD | |
| | Abattement sur le bénéfice et exonérations ⁵ | Reprise d'entreprises en difficulté (44 septies) | K9 | Entreprises nouvelles (44 septies) | L2 | Jourées agricoles licencieuses (44 septies bis) | ZS |
| | | Pôle de compétitivité hors CICE (44 undecies) | L6 | Sociétés investissement immobilières (art. 212C) | K3 | Zone de revitalisation de la défense (44 septies bis) | FA |
| | | Zone franche urbaine -TE (44 octies, octies A) | 0V | Bassin d'emploi à redynamiser (44 duodecies) | 1F | Zone franche de l'air (44 quater decies) | FC |
| | | | | | | | Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies) |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS) | | | | | | | |
| Dédutions diverses à détailler sur feuillet séparé | | Dont déduction exceptionnelle pour investissement | X9 | Crédite d'impôt par le report sur investissement | 2F | | |
| Dédution des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage | | | | | Y2 | | |
| III. RÉSULTAT FISCAL | | | | TOTAL II | | | |
| Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables : | | bénéfice (I moles B) | | XI | 27 904 | | |
| | | déficit (II moles B) | | | | | |
| Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)* | | | | XI | | | |
| Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)* | | | | | | | |
| RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO) | | | | XN | 27 904 | | |

Caract. Groupe

Formulaire obligatoire (article 55 A du Code général des impôts)

| | | |
|---|-------------------------|---|
| Désignation de l'entreprise EURL HEITMANN PHILIPPE | | Néant <input checked="" type="checkbox"/> * |
| I. SUIVI DES DÉFICITS | | |
| Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1) | K4 | |
| Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A) | K5 | |
| Déficits reportables (différence K4-K5) | K6 | |
| Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO) | YJ | |
| Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ) | YK | |
| II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES | | |
| Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1° bis Al. 1 ^{er} du CGI, dotations de l'exercice | ZT | |
| III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT | | |
| (à détailler sur feuillet séparé) | Dotations de l'exercice | Reprises sur l'exercice |
| Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1° bis Al. 2 du CGI * | ZV | ZW |
| Provisions pour risques et charges * | 8X | 8Y |
| | 8Z | 9A |
| | 9B | 9C |
| Provisions pour dépréciation * | 9D | 9E |
| | 9F | 9G |
| | 9H | 9J |
| Charges à payer | 9K | 9L |
| | 9M | 9N |
| | 9P | 9R |
| | 9S | 9T |
| TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A : | YN | YO |
| | ↓ ligne W1 | ↓ ligne WU |

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)

| Montant de la réintégration ou de la déduction | Montant au début de l'exercice | Imputations | Montant net à la fin de l'exercice |
|--|--------------------------------|-------------|------------------------------------|
| | L1 | | |

| | | |
|--|----|--------------------------|
| ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (art. L3113-1 et L3211-1 du code des Transports) (case à cocher) | XU | <input type="checkbox"/> |
|--|----|--------------------------|

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.
 (1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

Désignation de l'entreprise **EURL HEITMANN PHILIPPE**

Néant

| ORIGINES | | | AFFECTATIONS | | | | | |
|--|--|--|--|--|------------------|--|---------|--|
| Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie | | | Affectations aux réserves | | - Réserve légale | | ZB | |
| Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie | | | - Autres réserves | | ZD | | 25 564 | |
| Prélèvements sur les réserves | | | Dividendes | | ZE | | 4 500 | |
| | | | Autres répartitions | | ZG | | | |
| TOTAL I | | | Report à nouveau | | ZJ | | | |
| 0€ | | | N.B. Le total des affectations doit être égal au total I | | ZH | | 30 064 | |
| TOTAL II | | | TOTAL II | | ZH | | 30 064 | |
| 30 064 | | | | | | | | |
| RENSEIGNEMENTS DIVERS | | | | | | | | |
| Engagements de crédit-bail mobilier | | | Précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail | | J1 | | J1 | |
| Engagements de crédit-bail immobilier | | | | | J2 | | J2 | |
| Effets portés à l'acompte et non échus | | | | | J3 | | J3 | |
| Sous-traitance | | | | | J4 | | J4 | |
| Locations, charges locatives et de copropriété | | | (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois) | | R | | R | |
| Personnel extérieur à l'entreprise | | | | | J5 | | J5 | |
| Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions) | | | | | J6 | | J6 | |
| Retrocessions d'honoraires, commissions et courtages | | | | | J7 | | J7 | |
| Autres comptes | | | (dont cotisations versées aux organismes professionnels et professionnels) | | ES | | 644 | |
| Taxe professionnelle *, CFE, CVAE | | | | | ZS | | | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers) | | ZS | | | |
| TOTAL du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052 | | | | | ZT | | 179 571 | |
| Montant de la T.V.A. collectible | | | | | YV | | 1 980 | |
| Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations | | | | | YX | | 15 366 | |
| TOTAL du compte correspondant à la ligne FY du tableau n° 2052 | | | | | YX | | 17 346 | |
| Montant de la T.V.A. collectée | | | | | YY | | 37 202 | |
| Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations | | | | | YZ | | 25 768 | |
| Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle soumise au titre des salaires DADS 2017) * | | | | | ZK | | 30 858 | |
| Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition * | | | | | ZL | | 1.67 % | |
| Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société * | | | | | ZM | | | |
| Numéro du centre de gestion agréé * | | | XP | | ZN | | | |
| Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise domestique | | | | | ZO | | | |
| Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies | | | | | ZP | | | |

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2052 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

Formulaire obligatoire (article 51 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : **BURL HEITMANN PHILIPPE**

Néant *

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

| Nature et date d'acquisition des éléments cédés* | Valeur d'origine* | Valeur nette réévaluée* | Amortissements pratiqués en franchise d'impt. | Autres amortissements* | Valeur résiduelle |
|--|-------------------|-------------------------|---|------------------------|-------------------|
| | | | | | |
| 1 SITE INTERNET 28/06/2015 | 400 | | 400 | | |
| 2 MONNAYEUR ELECTRONIQUE 15/09/2015 | 180 | | 180 | | |
| 3 DISTRIBUTEUR MECANIQUE 15/09/2015 | 797 | | 797 | | |
| 4 | | | | | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| 7 | | | | | |
| 8 | | | | | |
| 9 | | | | | |
| 10 | | | | | |
| 11 | | | | | |
| 12 | | | | | |

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées*

| Prix de vente | Montant global de la plus-value ou de la moins-value | Court terme | Long terme | | | Plus-values taxables à 19 % (1) |
|---------------|--|-------------|------------|----------------|-----|---------------------------------|
| | | | ⑥ | | | |
| | | | 19 % | 15 % ou 12,8 % | 0 % | |
| ⑦ | ⑧ | ⑨ | | | | ⑩ |
| 1 | | | | | | |
| 2 | | | | | | |
| 3 | | | | | | |
| 4 | | | | | | |
| 5 | | | | | | |
| 6 | | | | | | |
| 7 | | | | | | |
| 8 | | | | | | |
| 9 | | | | | | |
| 10 | | | | | | |
| 11 | | | | | | |
| 12 | | | | | | |

| | | | | | | |
|----|--|---|--|--|--|--|
| 13 | Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés | + | | | | |
| 14 | Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés | + | | | | |
| 15 | Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale | + | | | | |
| 16 | Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée | + | | | | |
| 17 | Résultats nets de concession ou de sous concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans | | | | | |
| 18 | Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice | | | | | |
| 19 | Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme | | | | | |
| 20 | Divers (détail à donner sur une note annexe) * | | | | | |

CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total aléatoire des lignes 1 à 20 de la colonne) (A)

CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total aléatoire des lignes 1 à 20 de la colonne) (B)

CADRE C : autres plus-values taxables à 19 % (C)

(A) (B) (C)

Cegid Group

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032
 (1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : **EURL HEITMANN PHILIPPE** Néant

A ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES À COURT TERME
(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

| Origine | Montant net des plus-values réalisées* | Montant antérieurement réintégré | Montant compris dans le résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer | |
|--|--|---|--|------------------------------|--|
| Plus-values réalisées au cours de l'exercice | Imposition répartie sur 3 ans (entreprises à l'IR) | | | | |
| | sur 10 ans | | | | |
| | sur une durée différente (art 39 quaterdecies 1 ^{er} et 1 ^{er} quater CGI) | | | | |
| | TOTAL 1 | | | | |
| | Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs | Imposition répartie sur 3 ans au titre de | | | |
| N-1 | | | | | |
| N-2 | | | | | |
| Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1 ^{er} et 1 ^{er} quater du CGI) | | N-1 | | | |
| | | N-2 | | | |
| | | N-3 | | | |
| | | N-4 | | | |
| | | N-5 | | | |
| (à préciser) au titre de : | | N-6 | | | |
| | | N-7 | | | |
| | N-8 | | | | |
| | N-9 | | | | |
| TOTAL 2 | | | | | |

B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

Plus-values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

| Origine des plus-values et date des fusions ou des apports | Montant net des plus-values réalisées à l'origine | Montant antérieurement réintégré | Montant rapporté au résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |
|--|---|----------------------------------|--|------------------------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| TOTAL | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

DGFIP

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise : **EURL HEITMANN PHILIPPE**Néant Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ou 12,8 % .

- Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
 Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées
exclus du régime du long terme (art. 219 I a *sexies-0 bis* du CGI) *.Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€
(art. 219 I a *sexies-0* du CGI) *.**I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU**

| Origine ① | Moins-values à 12,8 % ② | Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,8 % ③ | Solde des moins-values à 12,8 % ④ |
|--|-------------------------------|--|--|
| Moins-values nettes N | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | |
| | N-2 | | |
| | N-3 | | |
| | N-4 | | |
| | N-5 | | |
| | N-6 | | |
| | N-7 | | |
| | N-8 | | |
| | N-9 | | |
| | N-10 | | |

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

| Origine ① | Moins-values | | | Imputations sur les plus-values à long terme | Imputations sur le résultat de l'exercice ⑥ | Solde des moins-values à reporter col ⑦ = ② + ③ + ④ - ⑤ - ⑥ |
|--|--|--|--|--|--|--|
| | À 19 %, 16,5 % ⁽¹⁾ ou à 15 % ② | À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a <i>sexies-0</i> du CGI) ③ | À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a <i>sexies-0 bis</i> du CGI) ④ | À 15 % Ou À 16,5 % ⁽¹⁾ ⑤ | | |
| Moins-values nettes N | | | | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | | | | |
| | N-2 | | | | | |
| | N-3 | | | | | |
| | N-4 | | | | | |
| | N-5 | | | | | |
| | N-6 | | | | | |
| | N-7 | | | | | |
| | N-8 | | | | | |
| | N-9 | | | | | |
| | N-10 | | | | | |

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relevant du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

Désignation de l'entreprise : EURL HEITMANN PHILIPPE Néant *

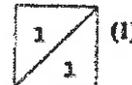
| I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N | | | | | | |
|--|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme | | | | | | |
| | | taxées à 10 % | taxées à 15 % | taxées à 18 % | taxées à 19 % | taxées à 25 % |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1) | 1 | | | | | |
| Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice | 2 | | | | | |
| TOTAL (lignes 1 et 2) | 3 | | | | | |
| Prélèvements opérés | - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 4 | | | | |
| | - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 5 | | | | |
| TOTAL (lignes 4 et 5) | 6 | | | | | |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6) | 7 | | | | | |

| II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5°, 6°, 7° alinéas de l'art. 39-1-5° du CGI) | | | | |
|---|---|--|---|---|
| montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ① | réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ② | montants prélevés sur la réserve | | montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤ |
| | | donnant lieu à complément d'impôt ③ | ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④ | |
| | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 39 de l'ann. III au CGI) N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)



Néant

EXERCICE CLOS LE 31/12/2017

N° SIRET 8 1 1 6 6 1 4 1 2 3 3 2 3

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE EURL HEITMANN PHILIPPE

ADRESSE (voie) 4 rue Bethouart

CODE POSTAL 90000 VILLE BELFORT

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise P1

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P3

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise P2 1

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P4 10 000

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique, Dénomination, N° SIREN, % de détention, Nb de parts ou actions, Adresse: N°, Voie, Code Postal, Commune, Pays

Forme juridique, Dénomination, N° SIREN, % de détention, Nb de parts ou actions, Adresse: N°, Voie, Code Postal, Commune, Pays

Forme juridique, Dénomination, N° SIREN, % de détention, Nb de parts ou actions, Adresse: N°, Voie, Code Postal, Commune, Pays

Forme juridique, Dénomination, N° SIREN, % de détention, Nb de parts ou actions, Adresse: N°, Voie, Code Postal, Commune, Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) M, Nom patronymique HEITMANN, Prénom(s) Philippe, Nom marital, % de détention 100.00, Nb de parts ou actions 10 000, Naissance: Date 03071964, N° Département 70, Commune HERICOURT, Pays FRANCE, Adresse: N° 4, Voie rue Béthouart, Code Postal 90000, Commune BELFORT, Pays FRANCE

Titre (2), Nom patronymique, Prénom(s), Nom marital, % de détention, Nb de parts ou actions, Naissance: Date, N° Département, Commune, Pays, Adresse: N°, Voie, Code Postal, Commune, Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case. (2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle. * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Objet de la délibération

N° 18-79

Bilan d'exploitation 2017
du train touristique

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018



Direction de l'Aménagement
et du Développement/Tourisme

DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint
et de Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée

Références

SV/CJ/JS/MR/NM - 18-79

Mots clés

Tourisme

Code matière

1.2

Objet

Bilan d'exploitation 2017 du train touristique

Par délégation, le Conseil Municipal du 19 mai 2016 a confié à la société LK EUROCAR HORN la fourniture et l'exploitation du train touristique, pour une durée de 11 ans, à compter du 1^{er} juillet 2016.

L'Article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le délégataire produise chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et une analyse de la qualité du service.

En conséquence, M. Emmanuel VERMOT-DESROCHES, directeur de LK EUROCAR HORN, nous a adressé un compte rendu d'activité 2017 intégrant le bilan financier.

I - Rapport d'activité 2017

1) Rappel sur la société

L'entreprise LK EUROCAR HORN est implantée depuis plusieurs années dans le Nord du Territoire de Belfort, à Anjoutey.

Son activité principale est le transport de personnes, en lignes régulières par affrètement du Syndicat Mixte des Transports en Commun, en transports scolaires pour plusieurs regroupements pédagogiques et en service de transport de salariés pour l'entreprise PSA.

LK EUROCAR HORN appartient au groupe LK, qui dispose de plusieurs agences de voyages en Alsace. La société organise de nombreux transports de groupes touristiques en Europe.

2) Les caractéristiques du train

Le train a été acheté neuf spécialement pour cette Délégation de Service Public par la société LK EUROCAR HORN.

C'est un train de catégorie III, qui a été choisi avec deux roues motrices.

Des tests ont été faits en amont avec le constructeur et ont montré que les difficultés de circulation, dans la montée de la Citadelle, en cas de fortes pluies, sont dues aux pavés et à leur mauvaise adhérence et non à la puissance ou à la motricité du train. Donc, en cas de fortes intempéries, le train s'arrête au parking du Char Martin et ne monte pas jusqu'à la Cour d'Honneur. Les clients en sont avertis, dont les groupes pendant leur réservation.

Le train comporte trois wagons, dont deux sont d'une capacité de 20 personnes et le troisième comporte de 15 à 20 places, capacité variable, puisqu'il est équipé d'une plateforme PMR pouvant accueillir un fauteuil roulant.

Le train est équipé de haut-parleurs permettant de diffuser des commentaires en français, anglais, allemand, néerlandais, italien et espagnol. Des documents écrits sont également distribués à la demande, dans ces langues, permettant par exemple aux touristes étrangers isolés d'avoir la traduction, si c'est la langue française qui est diffusée.

3) Les moyens mis en œuvre pour son fonctionnement par la société

Trois conducteurs sont dédiés à la conduite du train, en alternance. Un conducteur peut conduire une journée complète d'activité, pendant 6 jours au maximum.

Le formateur de LK EUROCAR HORN forme les conducteurs du train. C'est lui qui formait déjà les précédents conducteurs, lors des contrats de gestion du train précédents.

L'entretien se fait par les techniciens de la société, dans ses propres ateliers.

En cas de panne ou d'incident technique, le conducteur prévient immédiatement les ateliers techniques de la société. Une permanence 24 h/24 h et 7 j/7 j est en place.

Un partenariat a été mis en place avec le SMTC, qui permet de stationner le train dans leurs locaux, pour la nuit, durant la période de circulation à Belfort.

4) Sa circulation en 2017

Le train a circulé sur son trajet habituel, arrêté par la Ville, identique à ceux des années passées.

Il n'a pas connu de problèmes techniques, ni de difficultés dans sa circulation.

Il a circulé :

- 4 jours en avril et mai : le samedi 29 avril, le lundi 1^{er} mai, le samedi 6 mai et le lundi 8 mai,
- 18 jours en juin à partir du mercredi 7 juin après le FIMU, et ce, du mercredi au dimanche inclus,
- tous les jours en juillet et août, soit 59 jours,
- du mercredi au dimanche inclus en septembre, soit 21 jours.

Le train a donc circulé durant 102 jours de fonctionnement en 2017, contre 104 en 2016.

De plus en plus d'évènements contraignent le train dans sa circulation, notamment du fait du renforcement de la sécurité et de la pose de plots en béton.

Des modifications de parcours ont été faites pour ces manifestations : l'Enduro du Lion, les concerts à la Citadelle, la Course des Défis des Hauts de Belfort, les défilés militaires, les Reconstitutions Historiques à la Citadelle, le 14 Juillet, le Tour d'Alsace, la manifestation Places aux Arts, les Journées du Patrimoine.

Et certains évènements l'obligent à ne pas circuler du tout, comme le FIMU, le Triathlon, le feu d'artifice du 13 juillet, la Course de Garçons de Cafés, le Semi-Marathon du Lion et le Marché aux Puces (le train ne circule pas le dimanche des Puces).

Deux gares de départ et d'arrivée étaient en place : une au parking de l'Arsenal et une autre dans la Cour d'Honneur de la Citadelle.

Les horaires de départ du parking de l'Arsenal étaient les suivants : 11 h, 12 h (pour permettre une arrivée à 12 h 30 au Restaurant de la Citadelle), 14 h, 15 h, 16 h et 17 h.

5) Les tarifs

Les tarifs étaient les suivants : 6 € TTC en plein tarif et 4 € TTC en tarif réduit, pour les moins de 18 ans, les possesseurs d'une carte jeune, d'une carte d'étudiant, les bénéficiaires de minima sociaux (RSA, chômeurs...), les personnes en situation de handicap, les plus de 65 ans, les groupes de 15 personnes et plus, les détenteurs d'un PASS Musées de Belfort.

La gratuité est proposée pour les moins de 4 ans.

Les tickets étaient en vente auprès du conducteur, à Belfort Tourisme et auprès du Restaurant de la Citadelle.

6) L'offre commerciale, les partenariats développés et la communication

La société a continué les partenariats déjà en place avec les Musées et le Restaurant de la Citadelle, c'est-à-dire que le ticket du train donne droit à un tarif réduit sur l'achat du Pass des Musées et inversement le Pass Musées donne droit au tarif réduit du train. De plus, le ticket du train donne droit à 10 % de remise sur l'addition globale de restauration au Restaurant de la Citadelle.

La gestion des groupes est gérée par le service commercial de LK EUROCAR HORN. Belfort Tourisme peut toujours proposer une offre pour les groupes, mais contractualise ensuite avec la société.

Comme indiqué dans la convention de délégation, la société LK EUROCAR HORN peut exploiter le train ailleurs, en dehors de la période de circulation de base, les charges et les recettes lui incombant.

Pour cette année 2017, deux prestations extérieures ont été réalisées, auprès de la Ville de Montbéliard, durant son marché de Noël et la Foire en avril.

Le mini-site dédié au train a été actualisé : www.train-touristique-belfort.fr. Il a enregistré 514 visiteurs uniques en 2017.

Une affiche a été réalisée, mise en place aux gares de départ.

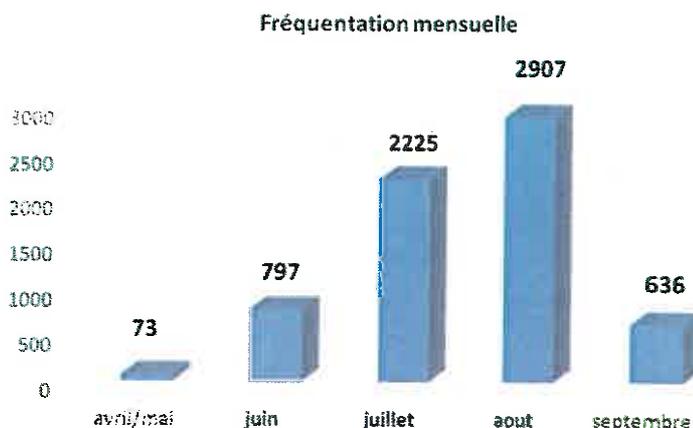
7) La qualité du service enregistrée

LK EUROCAR HORN a constaté de bons retours des partenaires : Belfort Tourisme, le Restaurant de la Citadelle, les Musées, l'accueil de l'Hôtel de Ville, les commerçants.

Le grand public a également émis de nombreuses remarques positives.

8) La fréquentation

Sur ces 102 jours de circulation en 2017, le train touristique a transporté 6 638 voyageurs, dont 73 sur les 4 jours d'avril et de mai, 797 en juin, 2 225 en juillet, 2 907 en août et 636 en septembre.



Le tableau ci-dessous, comparatif avec les années passées, montre que 2017 a été une bonne année en termes de fréquentation dans la continuité des années passées.

On note une belle fréquentation en juillet et en août, plus élevée qu'en 2016.

Le mois de septembre a été très pluvieux, d'où cette fréquentation limitée.

| | | Fréquentation | | | | | | | |
|------|-------------|---------------|-----|-------|---------|-------|------|-----|-------|
| | Jours réels | avril | mai | juin | juillet | août | sept | oct | total |
| 2014 | 127 | 1 205 | 721 | 1 134 | 2 203 | 3 299 | 141 | 0 | 8 703 |
| 2015 | 72 | 0 | 0 | 602 | 1 656 | 2 124 | 282 | 0 | 4 664 |
| 2016 | 104 | 0 | 0 | 0 | 1 945 | 2 714 | 721 | 676 | 6 056 |
| 2017 | 102 | 73 | | 797 | 2 225 | 2 907 | 636 | 0 | 6 638 |

La clientèle du train touristique est essentiellement française (Alsace, région parisienne, Normandie, Nord, Bouches-du-Rhône, Bretagne), puis néerlandaise et belge.

Les «tarifs réduits» représentent le plus de ventes de tickets.

II. Bilan financier 2017

La société EUROCAR HORN perçoit le produit des tarifs fixés. Mais cette recette ne permettant pas un équilibre financier, la Ville de Belfort verse une subvention compensatrice annuelle de 47 300 € TTC (calcul de la subvention présenté en annexe). C'est une subvention TTC, car elle est assujettie à la TVA de 10 %, la gestion d'un train touristique relevant de l'activité de transport.

Le bilan financier 2017 de l'activité du train touristique est le suivant :

Recettes réalisées en 2017 et calcul de la subvention 2018

| recettes clients | euro ttc | |
|---|-----------|----------|
| Avril – mai | 302,00 | |
| Juin | 3 031,40 | |
| Juillet | 8 872,00 | |
| Août | 11 602,00 | |
| Septembre | 2 644,00 | |
| Vente Belfort Tourisme et Restaurant | 1 640,00 | |
| TOTAL | 28 091,00 | |
| soit | 25 537,64 | euro ht |
| prévision de recettes contractuelles | 27 000,00 | euro ht |
| montant dû par la ville en compensation | 1 462,36 | euro ht |
| facturation de la subvention | 43 000,00 | euro ht |
| coût total année 2017 | 44 462,36 | euro ht |
| coût total année 2017 | 48 908,60 | euro TTC |

En 2016, les recettes étaient de 23 471,85 € HT. Elles ont donc augmenté de 2 065,82 € HT.

Comme il est défini dans le contrat, si les recettes sont inférieures à 27 000 € HT, la Ville de Belfort doit verser la subvention 2018, augmentée de la différence entre 27 000 € HT et les recettes de 2017 de 25 537,64 € HT, soit 1 462,36 € HT, donc 1 608,60 € TTC. La subvention pour l'année 2018 sera donc de l'ordre de 48 908,60 € TTC.

De plus, le Conseil Municipal du 14 février 2018 a validé une circulation supplémentaire du train durant les vacances scolaires d'avril 2018, ainsi que durant le Mois Givré 2018, pour un coût supplémentaire pour la Ville de 5 565 € TTC, qui sera ajouté à cette subvention.

III. Conclusion de ce bilan

Concernant les aspects positifs, il s'avère que pour cette deuxième année, le train n'a pas connu de problèmes techniques, ni de difficultés dans sa circulation, mis à part les nombreux changements de circulation dus aux manifestations organisées par la Ville.

La fréquentation pour cette année 2017 est en progression par rapport aux années 2015 et 2016, sauf durant le mois de septembre, à cause du mauvais temps.

De nombreux retours positifs ont été enregistrés des partenaires et du grand public.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du bilan d'exploitation du train touristique pour la saison 2017.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTISANTOIRE



TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018



SOMMAIRE

1. LK EUROCAR HORN
2. Offre technique
3. Moyens mis en œuvre
4. Bilan d'activité
5. Fréquentation
6. Aspects financiers
7. Points forts et faibles
8. Fonctionnement 2018
9. Annexes



1- LK EUROCAR HORN

- L'entreprise LK EUROCAR HORN est implantée depuis plusieurs années dans le Nord du Territoire de Belfort.
- Son activité principale est le transport de personnes, en lignes régulières par affrètement du SMTC, en transports scolaires pour plusieurs regroupements pédagogiques et plusieurs collèges et en service de transport d'ouvriers pour PSA, Alstom et Général Electric,
- Elle développe également une activité touristique, notamment avec le transport de groupes touristiques en Europe. De plus, c'est le transporteur officiel du football club de Sochaux.



1- LK EUROCAR HORN

- LK EUROCAR HORN appartient au groupe LK qui dispose de plusieurs agences de voyages en Alsace, permettant de faire la promotion du train touristique.
- Leur activité de transporteur de personnes fait qu'ils connaissent les dispositions réglementaires de cette activité et les appliquent au train touristique.



2- OFFRE TECHNIQUE

- Le train acheté neuf par LK EUROCAR HORN spécialement pour cette DSP.
- Un train de catégorie III, avec deux roues motrices, de série homologué et répondant à la réglementation en vigueur.
- Des tests d'adhérence, en charge, dans l'accès à la Citadelle constitué de pavés, réalisés avec succès.
- Un train comportant trois wagons dont deux d'entre eux sont d'une capacité de 20 personnes et le troisième comporte de 15 à 20 places, capacité variable, car équipé d'une plateforme PMR pouvant accueillir un fauteuil roulant.
- Un train équipé de haut-parleurs permettant de diffuser des commentaires en français, anglais ou allemand.
- Des documents écrits également distribués à la demande, dans ces langues (+ en néerlandais en 2017), permettant par exemple aux touristes étrangers isolés d'avoir la traduction si c'est la langue française qui est diffusée.



3- MOYENS MIS EN OEUVRE

Moyens humains mis en œuvre :

- 3 conducteurs sont dédiés à la conduite du train, en alternance. Un conducteur peut conduire une journée complète d'activité, pendant 6 jours au maximum.
- Le formateur accrédité AFTRAL forme les conducteurs du train. C'est lui qui formait déjà les précédents conducteurs, lors des contrats de gestion du train précédents.
- L'entretien se fait par les techniciens en interne.

3- MOYENS MIS EN ŒUVRE

Moyens techniques mis en œuvre :

- LK assure l'ensemble des interventions mécaniques et d'entretien sur le train touristique, y compris la visite technique annuelle, car elle dispose de ses propres ateliers.
- En cas de panne ou d'incident technique, le conducteur prévient immédiatement les ateliers techniques, disponibles de façon permanente. Une permanence 24h/24h et 7j/7j est en place.
- Un partenariat a été mis en place avec Optymo qui permet de laisser le train garé dans leurs locaux, pour la nuit, durant la période de circulation à Belfort.



4- BILAN D'ACTIVITE

La circulation du train :

Il a circulé :

- 4 jours en avril et mai : le samedi 29 avril, le lundi 1er mai, le samedi 6 mai et le lundi 8 mai,
- 18 jours en juin à partir du mercredi 7 juin après le FIMU et, ce, du mercredi au dimanche inclus,
- tous les jours en juillet et août, soit 59 jours,
- du mercredi au dimanche inclus en septembre, soit 21 jours.

Le train a donc circulé durant 102 jours de fonctionnement en 2018, contre 104 en 2016 (du 1er juillet au 31 octobre 2016, le décalage étant dû à la livraison tardive du train en 2016).



4- BILAN D'ACTIVITE

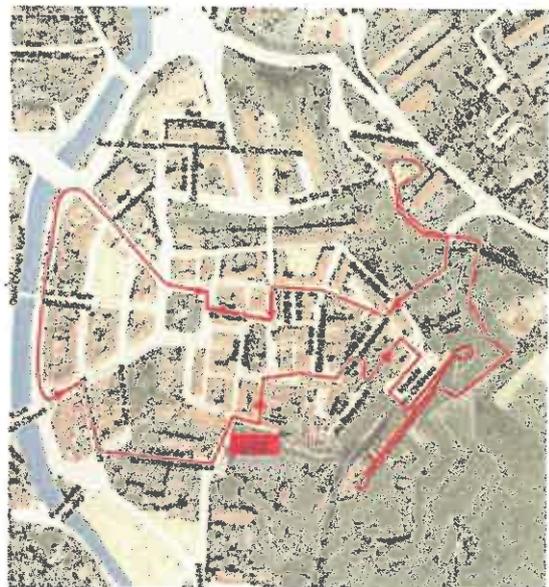
La circulation du train :

- De plus en plus d'évènements à Belfort contraignent le train dans sa circulation. Des modifications de parcours ont été faites pour des manifestations et certains évènements l'obligent à ne pas circuler du tout, comme le FIMU, le Triathlon, le feu d'artifice du 13 juillet, la Course de Garçons de Cafés, le Semi-Marathon du Lion et le Marché aux Puces (le train ne circule pas le dimanche des puces).
- En cas de fortes pluies, le train s'arrête au parking du Char Martin et ne peut monter jusqu'à la Cour d'Honneur, mais les clients en sont avertis, même les groupes pendant leur réservation. Cela n'est pas dû à la puissance ou à la motricité du train, mais bien à l'adhérence des pavés.

4- BILAN D'ACTIVITE

La circulation du train :

- Le train a circulé sur son trajet habituel, arrêté par la Ville, identique à ceux des années passées.
- Deux gares de départ et d'arrivée : au parking de l'Arsenal et dans la cour d'honneur de la Citadelle.
- Les horaires de départ du parking de l'Arsenal étaient les suivants : 11h, 12h (pour permettre une arrivée à 12h30 au Restaurant de la Citadelle), 14h, 15h, 16h et 17h.



4- BILAN D'ACTIVITE

Les tarifs :

- 6 € TTC en plein tarif
- 4 € TTC en tarif réduit, pour les moins de 18 ans, les possesseurs d'une carte jeune, d'une carte d'étudiant, les bénéficiaires de minima sociaux (RSA, chômeurs...), les personnes en situation de handicap, les plus de 65 ans, les groupes de 15 personnes et plus, les détenteurs d'un PASS Musées de Belfort.
- La gratuité est proposée pour les moins de 4 ans.

Les tickets étaient en vente auprès du conducteur, à Belfort Tourisme et auprès du Restaurant de la Citadelle.

4- BILAN D'ACTIVITE

L'offre commerciale, les partenariats développés et la communication :

- Continuité des partenariats avec les Musées et le Restaurant de la Citadelle : le ticket du train donne droit à un tarif réduit sur l'achat du Pass des Musées et inversement le Pass Musées donne droit au tarif réduit du train. De plus, le ticket donne droit à 10 % de remise sur l'addition globale au Restaurant.
- La gestion des groupes est gérée par LK EUROCAR HORN.
- Belfort Tourisme propose également une offre pour les groupes, en contractualisant avec notre service commercial.
- Comme indiqué dans la convention, LK exploite le train ailleurs, en dehors de la période de circulation de base. Pour cette année deux prestations extérieures ont été réalisées, auprès de la Ville de Montbéliard, durant son marché de Noël et la Foire en avril, ainsi que des groupes en dehors des horaires contractuels.



4- BILAN D'ACTIVITE

L'offre commerciale, les partenariats développés et la communication :

- Actualisation d'un mini site dédié au train : www.train-touristique-belfort.fr : 514 visiteurs uniques en 2017.
- Une affiche a été réalisée, mise en place aux gares de départ



4- BILAN D'ACTIVITE

Qualité du service enregistrée :

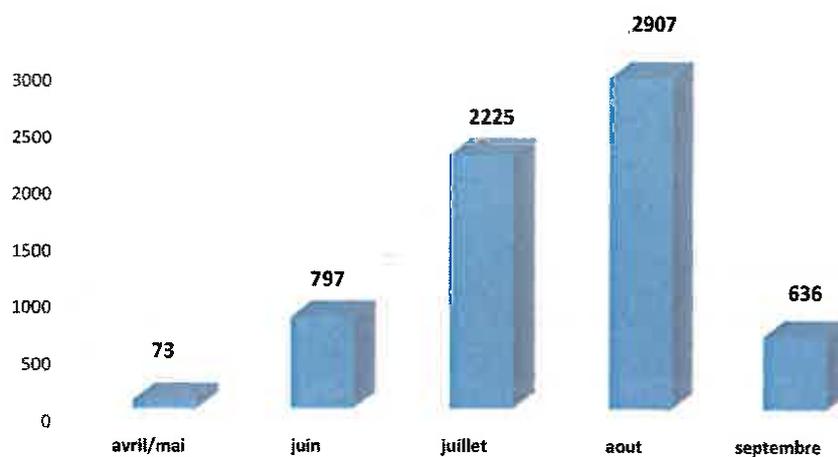
- On a constaté de bons retours des partenaires : Belfort Tourisme, le Restaurant de la Citadelle, les Musées, l'accueil de l'Hôtel de Ville, les commerçants.
- Le grand public a également émis des nombreuses remarques positives.



2- FREQUENTATION

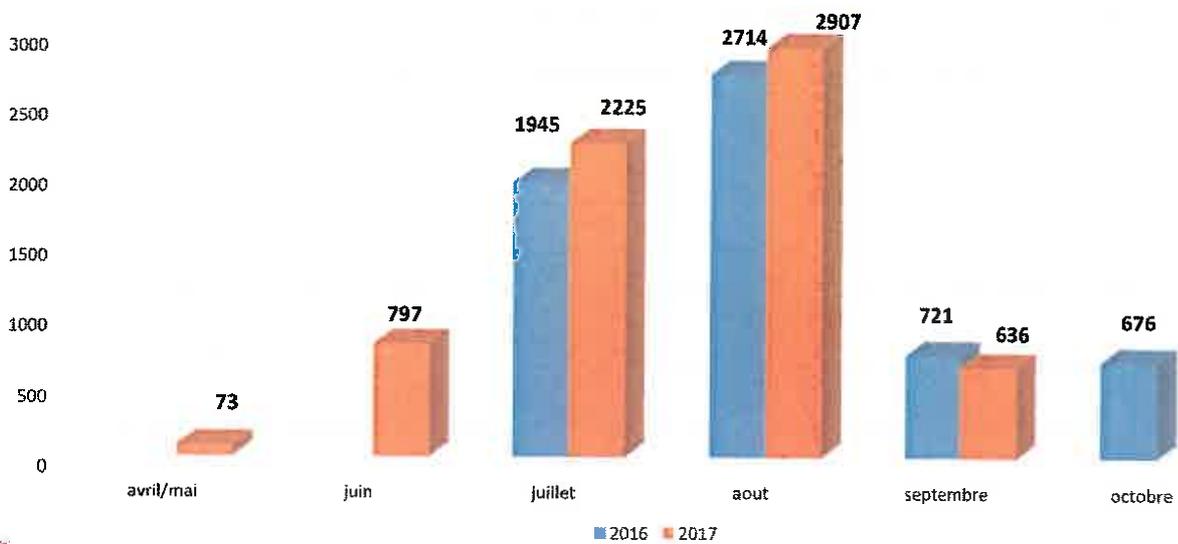
6638
VOYAGEURS
en 2017

Fréquentation mensuelle



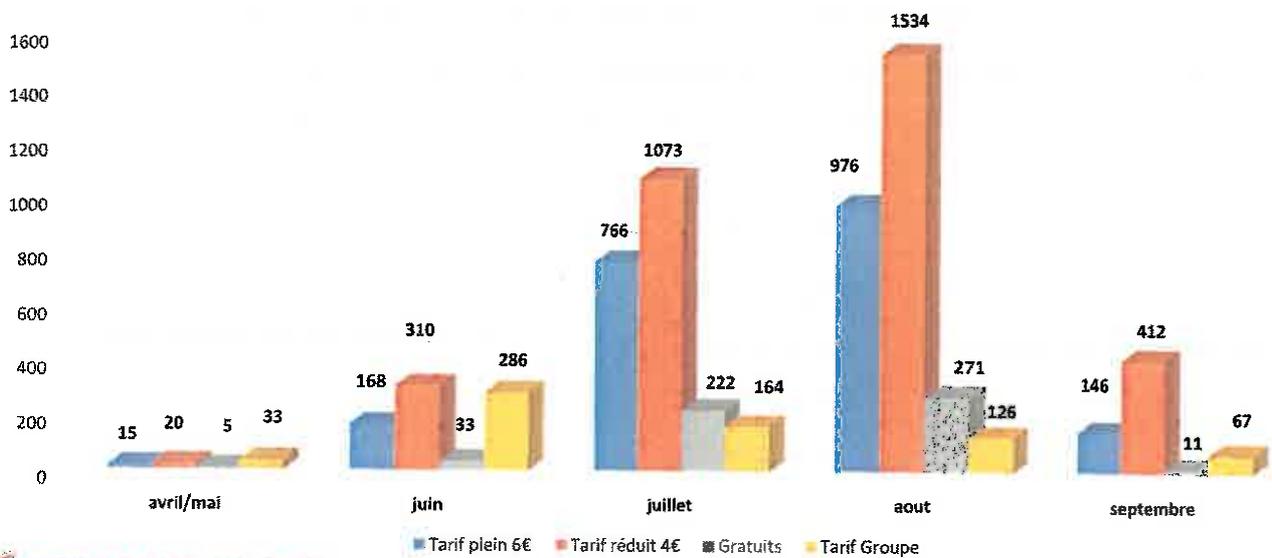
2- FREQUENTATION

Fréquentation 2016 vs 2017



2- FREQUENTATION

Répartition des Titres de Transports en 2017



5- FREQUENTATION

- Les « tarifs réduits » représentent le plus de ventes de tickets.
- La clientèle du train touristique est essentiellement française (Alsace, région parisienne, Normandie, Nord, Bouches-du-Rhône, Bretagne), puis néerlandaise et belge.



6- ASPECTS FINANCIERS

Détermination de la subvention compensatrice de base de la Ville

| Prévision de recettes 2016 | | Prévision nombre de tickets vendus | CA en HT |
|----------------------------|-----|------------------------------------|----------|
| Plein tarif | 6 € | 2 600 | 15 600 € |
| Tarif réduit | 4 € | 2 800 | 11 200 € |
| Groupes | 4 € | 800 | 3 200 € |
| | | 6 200 | 30 000 € |
| | | Recettes TTC | 3 000 € |
| | | Recettes HT | 27 000 € |

| | |
|--|---------------------|
| Coût de revient (voir étude économique en annexe) | 82 570 € |
| - Recettes HT | 27 000 € |
| - Risque pris sur les recettes par HORN (car la société doit tout mettre en œuvre pour développer la commercialisation du train) | 12 570 € |
| = Détermination de la subvention compensatrice HT | 43 000 € |
| = TTC car subvention assujettie à la TVA de 10 % | 47 300 € TTC |



6- ASPECTS FINANCIERS

Lk perçoit le produit des tarifs fixés.

Mais cette recette ne permettant pas un équilibre financier, la Ville de Belfort verse une subvention compensatrice annuelle de 47 300 € TTC.

C'est une subvention TTC, car elle est assujettie à la TVA de 10 %, la gestion d'un train touristique relevant de l'activité de transport.

En cas de recettes supérieures à 27 000 € HT, la Ville de Belfort déduit 40 % de la différence entre les recettes perçues en année N-1 et les deux-tiers de la subvention compensatrice à verser en juin de l'année N.

A l'inverse, si les recettes sont inférieures à 27 000 € HT en année N-1, la Ville de Belfort versera en juin de l'année N les deux-tiers au titre de la subvention de l'année N augmentés de la différence entre 27 000 € HT et les recettes de l'année N-1.



6- ASPECTS FINANCIERS

Les recettes 2017 sont inférieures à 27 000 € HT. La Ville de Belfort doit donc verser en juin 2018, les deux-tiers au titre de la subvention augmentés de la différence entre 27 000 € HT et les recettes de 2017, soit **1 608,6 € TTC**.

La subvention pour l'année 2018 serait donc de l'ordre de 48 908,6 € TTC.

En 2016, les recettes étaient de 23 471,85 € HT. Elles ont donc augmenté de 2 065,82 € HT.

Recettes réalisées en 2017 et calcul de la subvention 2018

| recettes clients | euro ttc | |
|---|-----------|----------|
| Avril – mai | 302,00 | |
| Juin | 3 031,40 | |
| Juillet | 8 872,00 | |
| Août | 11 602,00 | |
| Septembre | 2 644,00 | |
| Vente Belfort Tourisme et Restaurant | 1 640,00 | |
| TOTAL | 28 091,00 | |
| soit | 25 537,64 | euro ht |
| prévision de recettes contractuelles | 27 000,00 | euro ht |
| montant dû par la ville en compensation | 1 462,36 | euro ht |
| facturation de la subvention | 43 000,00 | euro ht |
| coût total année 2017 | 44 462,36 | euro ht |
| coût total année 2017 | 48 908,60 | euro TTC |



7- POINTS FORTS ET FAIBLES

Points forts :

- Le train n'a pas connu de problèmes techniques ni de difficultés dans sa circulation. Les jours et horaires de circulation ont été respectés.
- La fréquentation est bonne, dans la continuité des années passées.
- De nombreux retours positifs des partenaires et du grand public.

Points faibles :

- Les nombreux changements de circulation dus aux manifestations organisées par la Ville.
- Le mois de septembre n'a pas été bon en termes de fréquentation, à cause du mauvais temps.



8- FONCTIONNEMENT 2018

- La période de circulation pour 2018 proposée est la période de base définie dans la convention, c'est-à-dire du 1er juin au 30 septembre, tous les jours en juillet et août et du mercredi au dimanche inclus en juin et en septembre. Mais il ne circulera pas durant le FIMU, ni durant les dimanches du Marché aux Puces, ni le 13 juillet.
- De plus, comme l'autorise la convention de DSP qui précise que la période de circulation de juin à septembre est une période à minimum, nous proposons à la Ville une circulation supplémentaire du train durant les vacances scolaires d'avril, soit du lundi 9 au dimanche 22 avril inclus.
Cela implique un coût supplémentaire pour la Ville de 2 815 € TTC, qui serait ajouté à la subvention compensatrice pour 2018, définie plus haut.
- Pas d'évolution des tarifs, car ils correspondent bien au marché (mais étude pour accepter les chèques-vacances).



8- FONCTIONNEMENT 2018

Renforcement de la communication et de la commercialisation :

- Partenariat développé avec les hôtels et Belfort Tourisme.
- Renforcement de la commercialisation du train avec l'agence de voyage LK TOURS.
- Réalisation d'un flyer explicatif.
- Réservation via le site Internet.



9- ANNEXES:

- Chiffres de fréquentation détaillés
- Etude économique : détermination prévisionnelle des coûts + réalisé 2017.

VENTES BILLETS 2017 Train Touristique

CUMUL

| | Tarif plein 6€ | | Tarif réduit 4€ | | Gratuits | BELFORT TOURISME | | RESTAURANT CITADELLE | | TOTAL Individuels | | GROUPES sur réservation | | TOTAL | |
|-----------|----------------|------------------|-----------------|------------------|------------|------------------|-----------|----------------------|------------|-------------------|------------------|-------------------------|-----------------|-------------|------------------|
| | Nb Tickets | Montant | Nb Tickets | Montant | | Nb Tickets | PLEIN | REDUIT | PLEIN | REDUIT | Nb Tickets | Montant | Nb pers. | Montant | Nb pers. |
| AVRIL/MAI | 15 | 90,00 | 20 | 80,00 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 40 | 170,00 | 33 | 132,00 | 73 | 302,00 |
| JUIN | 163 | 978,00 | 305 | 1 220,00 | 33 | 2 | 4 | 3 | 1 | 511 | 2 198,00 | 286 | 833,40 | 797 | 3 031,40 |
| JUILLET | 720 | 4 320,00 | 1004 | 4 016,00 | 222 | 13 | 23 | 33 | 46 | 2061 | 8 336,00 | 164 | 536,00 | 2225 | 8 872,00 |
| AOUT | 909 | 5 454,00 | 1412 | 5 648,00 | 271 | 19 | 37 | 48 | 85 | 2781 | 11 102,00 | 126 | 500,00 | 2907 | 11 602,00 |
| SEPTEMBRE | 128 | 768,00 | 402 | 1 608,00 | 11 | 1 | 3 | 17 | 7 | 569 | 2 376,00 | 67 | 268,00 | 636 | 2 644,00 |
| | 1935 | 11 610,00 | 3143 | 12 572,00 | 542 | 35 | 67 | 101 | 139 | 5962 | 24 182,00 | 676 | 2 269,40 | 6638 | 26 451,40 |

(dépôt
vente de
billets)

210,00 268,00 606,00 556,00

1 640,00

total ttc 28 091,40

total ht 25 537,64

**écart avec
les 27 000
euro**

1 462,36

VENTES BILLETS 2017 Train Touristique

AVRIL / MAI

| | | Tarif plein 6€ | | Tarif réduit 4€ | | Gratuits | BELFORT TOURISME | | RESTAURANT CITADELLE | | TOTAL individuels | | GROUPES sur réservation | | TOTAL | |
|---------------|--------|----------------|--------------|-----------------|--------------|------------|------------------|----------|----------------------|----------|-------------------|---------------|-------------------------|---------------|-----------|---------------|
| | | Nb Tickets | Montant | Nb Tickets | Montant | Nb Tickets | PLEIN | REDUIT | PLEIN | REDUIT | Nb Tickets | Montant | Nb pers. | Montant | Nb pers. | Montant |
| samedi | 29 | 6 | 36,00 | 5 | 20,00 | 3 | | | | | 14 | 56,00 | 15 | 60,00 | 29 | 116,00 |
| dimanche | ANNULE | | - | | - | | | | | | 0 | - | | | 0 | - |
| lundi | 1 | 1 | 6,00 | 1 | 4,00 | | | | | | 2 | 10,00 | | | 2 | 10,00 |
| samedi | 6 | | - | 6 | 24,00 | | | | | | 6 | 24,00 | | | 6 | 24,00 |
| lundi | 8 | 8 | 48,00 | 8 | 32,00 | 2 | | | | | 18 | 80,00 | 18 | 72,00 | 36 | 152,00 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAUX | | 15 | 90,00 | 20 | 80,00 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 40 | 170,00 | 33 | 132,00 | 73 | 302,00 |

VENTES BILLETS 2017 Train Touristique

JUN

| | Tarif plein 6€ | | Tarif réduit 4€ | | Gratuits | BELFORT TOURISME | | RESTAURANT CITABELLE | | TOTAL Individuels | | GROUPES sur réservation | | ORIGINE DES CLIENTS | | TOTAL | | ESPECES | CHEQUES | FACTURE |
|---------------|----------------|---------------|-----------------|-----------------|-----------|------------------|----------|----------------------|----------|-------------------|-----------------|-------------------------|---------------|---------------------|----------|------------|-----------------|-----------------|--------------|---------------|
| | Nb Tickets | Montant | Nb Tickets | Montant | | Nb Tickets | PLEIN | REDUIT | PLEIN | REDUIT | Nb PAX | Montant | Nb pers. | Montant | Francais | ETRANGERS | Nb pers. | | | |
| | | | | | | | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | |
| | | | | | | | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | |
| | | | | | | | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | |
| mercredi | 7 | 42,00 | 11 | 44,00 | 1 | | | | | 19 | 86,00 | | | | | 19 | 86,00 | 86,00 | | |
| jeudi | 8 | 48,00 | 16 | 64,00 | 0 | | | | | 18 | 76,00 | 10 | 118,00 | | | 48 | 192,00 | 178,00 | | 116,00 |
| vendredi | 9 | 54,00 | 18 | 72,00 | 0 | | | | | 21 | 84,00 | 28 | 112,00 | | | 49 | 201,00 | 202,00 | | |
| samedi | 10 | 60,00 | 12 | 48,00 | 1 | | | | | 23 | 108,00 | 18 | 144,00 | 6025/7278 | B/O | 41 | 252,00 | 172,00 | | 30,00 |
| dimanche | 11 | 66,00 | 46 | 184,00 | 6 | | | 1 | | 78 | 340,00 | | | | | 79 | 340,00 | 340,00 | | |
| mercredi | 14 | 84,00 | 20 | 80,00 | 1 | | | | | 33 | 122,00 | | | | | 34 | 132,00 | 172,00 | | |
| jeudi | 15 | 90,00 | 17 | 68,00 | 0 | | | | | 34 | 118,00 | 18 | 90,00 | | | 52 | 208,00 | 110,00 | | |
| vendredi | 16 | 96,00 | 15 | 60,00 | 0 | | | | | 38 | 114,00 | 12 | 88,00 | | | 50 | 202,00 | 114,00 | | |
| samedi | 17 | 102,00 | 5 | 20,00 | 9 | | | | | 38 | 104,00 | | | | | 47 | 188,00 | 104,00 | | |
| dimanche | 18 | 108,00 | 31 | 124,00 | 0 | | | | | 60 | 290,00 | | | 6025/141011/1311/14 | B/O | 60 | 290,00 | 290,00 | | |
| mercredi | 21 | 126,00 | 18 | 72,00 | 1 | | | | | 39 | 156,00 | | | 6025/141011/1311/14 | B/O | 39 | 156,00 | 108,00 | | |
| jeudi | 22 | 132,00 | 5 | 20,00 | 2 | | | | | 32 | 100,00 | 18 | 102,00 | 6025/141011/1311/14 | B/O | 50 | 202,00 | 50,00 | | 30,00 |
| vendredi | 23 | 138,00 | 14 | 56,00 | 8 | | | | | 35 | 105,00 | | | 6025/141011/1311/14 | B/O | 43 | 174,00 | 108,00 | | |
| samedi | 24 | 144,00 | 30 | 120,00 | 1 | | | 1 | | 44 | 176,00 | 18 | 78,00 | | | 62 | 254,00 | 162,00 | | |
| dimanche | 25 | 150,00 | 13 | 52,00 | 8 | | | 1 | | 33 | 132,00 | | | 6025/141011/1311/14 | B/O | 41 | 164,00 | 116,00 | | 16,00 |
| mercredi | 28 | 168,00 | 4 | 16,00 | 0 | | | | | 9 | 36,00 | | | 6025/141011/1311/14 | B/O | 9 | 36,00 | 40,00 | | |
| jeudi | 29 | 174,00 | 21 | 84,00 | 2 | | | | | 25 | 96,00 | | | 6025/141011/1311/14 | B/O | 27 | 108,00 | 96,00 | | |
| vendredi | 30 | 180,00 | 8 | 32,00 | 2 | | | | | 12 | 48,00 | | | 6025/141011/1311/14 | B/O | 14 | 56,00 | 44,00 | | |
| | | | | | | | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | |
| TOTAUX | 169 | 978,00 | 305 | 1 220,00 | 33 | 2 | 4 | 1 | 1 | 511 | 2 198,00 | 286 | 833,40 | | | 797 | 3 031,40 | 2 434,00 | 16,00 | 581,40 |

VENTES BILLETS 2017 Train Touristique

JULIET

| | Tarif plein 6€ | | Tarif réduit 4€ | | Gratuits | BENEFIT TOUREME | | RESTAURANT STADELÉ | | TOTAL Individuels | | GROUPES sur réservation | | OPINION DES CLIENTS | | | | ESPECES | CHEQUES | FACTURE | | |
|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------|-----------------|-----------|--------------------|-----------|-------------------|-----------------|-------------------------|---------------|---------------------|---------|----------|---------|-------------|-----------------|-----------------|----------|---------|
| | Nb Tickets | Montant | Nb Tickets | Montant | | PLEIN | REDUIT | PLEIN | REDUIT | Nb PAX | Montant | Nb pers. | Montant | Primo | | 2e | | | | | TOTAL | |
| | | | | | | | | | | | | | | Nb pers. | Montant | Nb pers. | Montant | | | | Nb pers. | Montant |
| samedi | 1 | 6 | 4 | 16,00 | 3 | | | | 22 | 86,00 | | | | | | | | | | | | |
| dimanche | 2 | 0 | 0 | | | | | | 0 | | | | | | | | | | | | | |
| lundi | 1 | 7 | 14 | 56,00 | 1 | | | | 22 | 86,00 | | | | | | | | | | | | |
| mardi | 4 | 5 | 20,00 | 80,00 | 1 | | | | 24 | 96,00 | | | | | | | | | | | | |
| mercredi | 5 | 4 | 20,00 | 80,00 | 4 | | | | 21 | 84,00 | 23 | 92,00 | | | | | | | | 88,00 | | |
| jeudi | 6 | 15 | 60,00 | 240,00 | 2 | | | | 28 | 112,00 | 22 | 88,00 | | | | | | | | | | |
| vendredi | 7 | 18 | 72,00 | 288,00 | 18 | | | | 31 | 124,00 | | | | | | | | | | | | |
| samedi | 8 | 0 | 0 | | 22 | 6 | 4 | | 80 | 320,00 | 26 | 104,00 | | | | | | | | 104,00 | | |
| dimanche | 8 | 81 | 324,00 | 1296,00 | 28 | | | | 80 | 320,00 | | | | | | | | | | | | |
| lundi | 10 | 9 | 36,00 | 144,00 | 2 | 1 | 1 | | 39 | 156,00 | | | | | | | | | | | | |
| mardi | 11 | 26 | 104,00 | 416,00 | 33 | | | | 79 | 316,00 | | | | | | | | | | | | |
| mercredi | 12 | 33 | 132,00 | 528,00 | 3 | | | | 18 | 72,00 | 45 | 180,00 | | | | | | | | | | |
| jeudi | 13 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| vendredi | 14 | 35 | 140,00 | 560,00 | 13 | 8 | 2 | | 84 | 336,00 | | | | | | | | | | | | |
| samedi | 15 | 45 | 180,00 | 720,00 | 14 | | | 2 | 121 | 484,00 | | | | | | | | | | | | |
| dimanche | 16 | 44 | 176,00 | 704,00 | 21 | | | 3 | 126 | 504,00 | | | | | | | | | | | | |
| lundi | 17 | 27 | 108,00 | 432,00 | 9 | | | 4 | 80 | 320,00 | | | | | | | | | | | | |
| mardi | 18 | 32 | 128,00 | 512,00 | 11 | | | 4 | 74 | 296,00 | | | | | | | | | | | | |
| mercredi | 19 | 24 | 96,00 | 384,00 | 8 | | | 2 | 72 | 288,00 | | | | | | | | | | | | |
| jeudi | 20 | 22 | 88,00 | 352,00 | 4 | | | | 49 | 196,00 | | | | | | | | | | | | |
| vendredi | 21 | 30 | 120,00 | 480,00 | 8 | | | 1 | 83 | 332,00 | 29 | 116,00 | | | | | | | | | | |
| samedi | 22 | 46 | 184,00 | 736,00 | 36 | | | | 53 | 212,00 | | | | | | | | | | | | |
| dimanche | 23 | 0 | 0 | | 21 | | | | 31 | 124,00 | | | | | | | | | | | | |
| lundi | 24 | 26 | 104,00 | 416,00 | 6 | | | 3 | 64 | 256,00 | | | | | | | | | | | | |
| mardi | 25 | 19 | 76,00 | 304,00 | 6 | 3 | 3 | 3 | 57 | 228,00 | | | | | | | | | | | | |
| mercredi | 26 | 42 | 168,00 | 672,00 | 15 | | | 2 | 102 | 408,00 | | | | | | | | | | | | |
| jeudi | 27 | 40 | 160,00 | 640,00 | 7 | | | 4 | 102 | 408,00 | | | | | | | | | | | | |
| vendredi | 28 | 35 | 140,00 | 560,00 | 8 | | | 1 | 83 | 332,00 | | | | | | | | | | | | |
| samedi | 29 | 37 | 148,00 | 592,00 | 7 | | | 6 | 122 | 488,00 | | | | | | | | | | | | |
| dimanche | 30 | 43 | 172,00 | 688,00 | 8 | | | 2 | 92 | 368,00 | | | | | | | | | | | | |
| lundi | 31 | 38 | 152,00 | 608,00 | 12 | | | 3 | 116 | 464,00 | 15 | 60,00 | | | | | | | | | | |
| TOTAUX | 720 | 4 320,00 | 1804 | 4 016,00 | 222 | 13 | 23 | 33 | 46 | 2061 | 8 286,00 | 164 | 636,00 | | | | | 2226 | 8 922,00 | 8 922,00 | | |

VENTES BILLETS 2017 Train Touristique

AOUT

| | Tarif plein 4€ | | Tarif réduit 4€ | | Gratuits | REPORT TOURISTE | | RESTAURANT ONDABLE | | TOTAL Indivisés | | GROUPE sur réservation | | CO-MARCHES CLIENTS | | | | ESPECES | CHEQUES | FACTURE | |
|---------------|----------------|------------|-----------------|-------------|----------------|-----------------|-----------|--------------------|-----------|-----------------|-------------|------------------------|------------|--------------------|---------|----------|-------|-----------------|---------------|---------------|--------|
| | Nb Tickets | Montant | Nb Tickets | Montant | | PLEIN | REDUIT | PLEIN | REDUIT | Nb PAS | Montant | Nb pers. | Montant | Sur place | En gare | En train | TOTAL | | | | |
| Mardi | 1 | 17 | 192,00 | 29 | 116,00 | 11 | 6 | 2 | 3 | 5 | 73 | 218,00 | 45 | 180,00 | | | | | 218,00 | | 180,00 |
| Mercredi | 2 | 42 | 292,00 | 53 | 212,00 | 20 | 1 | 1 | | | 117 | 484,00 | | | | | | | 484,00 | 10,00 | |
| Jeudi | 3 | 27 | 162,00 | 50 | 200,00 | 8 | | | | | 37 | 360,00 | 14 | 55,00 | | | | | 374,00 | | 16,00 |
| Vendredi | 4 | 25 | 150,00 | 35 | 140,00 | 9 | 2 | | | | 48 | 238,00 | | | | | | | 238,00 | | |
| Samedi | 5 | n | | 51 | 234,00 | 8 | | | | | 41 | 284,00 | | | | | | | 284,00 | | |
| Dimanche | 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Lundi | 7 | 29 | 174,00 | 44 | 176,00 | 7 | | | 7 | 8 | 55 | 290,00 | | | | | | | 290,00 | 70,00 | |
| Mardi | 8 | 19 | 108,00 | 28 | 116,00 | 14 | | | | | 61 | 224,00 | | | | | | | 224,00 | | |
| Mercredi | 9 | 48 | 288,00 | 55 | 224,00 | 15 | | | | | 119 | 512,00 | | | | | | | 512,00 | | |
| Jeudi | 10 | 35 | 210,00 | 80 | 156,00 | 10 | | | | | 84 | 360,00 | | | | | | | 360,00 | | |
| Vendredi | 11 | 18 | 108,00 | 27 | 108,00 | 10 | | 2 | 2 | 1 | 61 | 216,00 | 18 | 73,00 | | | | | 289,00 | | |
| Samedi | 12 | 40 | 240,00 | 40 | 160,00 | 0 | 6 | 4 | 2 | 1 | 35 | 400,00 | | | | | | | 400,00 | | |
| Dimanche | 13 | 51 | 306,00 | 51 | 204,00 | 19 | | 2 | 1 | 1 | 128 | 570,00 | | | | | | | 570,00 | | |
| Lundi | 14 | 79 | 474,00 | 51 | 204,00 | 1 | 2 | | 13 | 1 | 190 | 878,00 | | | | | | | 878,00 | | |
| Mardi | 15 | 52 | 312,00 | 54 | 216,00 | 11 | | | | | 117 | 528,00 | | | | | | | 528,00 | | |
| Mercredi | 16 | 73 | 438,00 | 74 | 294,00 | 12 | | | 5 | 1 | 177 | 754,00 | | | | | | | 754,00 | | |
| Jeudi | 17 | 51 | 306,00 | 99 | 306,00 | 17 | | | | | 170 | 702,00 | | | | | | | 702,00 | | |
| Vendredi | 18 | 0 | | 84 | 336,00 | 12 | | | | 2 | 182 | 336,00 | | | | | | | 336,00 | 32,00 | |
| Samedi | 19 | 0 | | 79 | 316,00 | 0 | | | | 1 | 80 | 350,00 | | | | | | | 350,00 | | |
| Dimanche | 20 | 0 | | 58 | 232,00 | 20 | | | | | 78 | 232,00 | | | | | | | 232,00 | | |
| Lundi | 21 | 37 | 222,00 | 51 | 204,00 | 10 | | | | | 109 | 426,00 | | | | | | | 426,00 | | |
| Mardi | 22 | 43 | 258,00 | 59 | 232,00 | 10 | | 2 | 1 | 1 | 111 | 470,00 | | | | | | | 470,00 | | |
| Mercredi | 23 | 25 | 155,00 | 47 | 188,00 | 7 | 1 | | | | 35 | 344,00 | | | | | | | 344,00 | 36,00 | |
| Jeudi | 24 | 30 | 180,00 | 52 | 208,00 | 10 | | 7 | | | 38 | 388,00 | | | | | | | 388,00 | 18,00 | |
| Vendredi | 25 | 38 | 216,00 | 39 | 156,00 | 7 | 2 | | | | 49 | 372,00 | | | | | | | 372,00 | | |
| Samedi | 26 | 31 | 186,00 | 23 | 92,00 | 8 | | | | | 41 | 278,00 | | | | | | | 278,00 | | |
| Dimanche | 27 | 38 | 216,00 | 31 | 124,00 | 6 | | | | | 64 | 340,00 | 49 | 192,00 | | | | | 532,00 | | 192,00 |
| Lundi | 28 | 11 | 66,00 | 10 | 64,00 | 4 | | | | | 35 | 130,00 | | | | | | | 130,00 | | |
| Mardi | 29 | 20 | 120,00 | 35 | 144,00 | 2 | | | 1 | 1 | 61 | 264,00 | | | | | | | 264,00 | | |
| Mercredi | 30 | 11 | 66,00 | 32 | 128,00 | 3 | | | | | 51 | 194,00 | | | | | | | 194,00 | | |
| Jeudi | 31 | 13 | 78,00 | 29 | 116,00 | 0 | | | | | 42 | 184,00 | | | | | | | 184,00 | | |
| TOTAUX | | 809 | 5454,00 | 1412 | 3448,00 | 373 | 18 | 37 | 62 | 85 | 2781 | 11302,00 | 128 | 500,00 | | | | 11802,00 | 182,00 | 372,00 | |

VENTES BILLETS 2017 Train Touristique

SEPTEMBRE

| | Tarif plein GC | | Tarif réduit AC | | Gratuits | BELFORT TOURISME | | RESTAURANT CITADELLE | | TOTAL Individuels | | GROUPES sur réservation | | DISTRIBUÉS CLÉFUS | | TOTAL | | ESPECES | CHEQUES | FACTURE |
|----------|----------------|---------|-----------------|---------|----------|------------------|-------|----------------------|--------|-------------------|---------|-------------------------|----------|-------------------|---------|----------|----------|----------|---------|---------|
| | Nb Tickets | Montant | Nb Tickets | Montant | | PICK | STOUP | PLEN | REDUIT | Nb PAY | Montant | Nb part. | Montant | Prings | Belongs | Nb part. | Montant | | | |
| Vendredi | 1 | 11 | 66,00 | 21 | 64,00 | | | | | 32 | 150,00 | | | 154/0000 | | 32 | 150,00 | 150,00 | | |
| Samedi | 2 | 2 | 11,00 | 0 | | | | | | 4 | 14,00 | | | | | 4 | 14,00 | 14,00 | | |
| Dimanche | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Lundi | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mardi | 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mercredi | 6 | 0 | 43,00 | 00 | 61,00 | | | | | 36 | 162,00 | | | | | 36 | 162,00 | 162,00 | | |
| Jeudi | 7 | 1 | 26,00 | 12 | 66,00 | | | | | 18 | 84,00 | | | | | 18 | 84,00 | 84,00 | | |
| Vendredi | 8 | 3 | 38,00 | 18 | 70,00 | | | | | 24 | 112,00 | | | | | 24 | 112,00 | 112,00 | | |
| Samedi | 9 | 0 | 0,00 | 7 | 6,00 | | | | | 7 | 6,00 | | | | | 7 | 6,00 | 6,00 | | |
| Dimanche | 10 | 10 | 66,00 | 66 | 74,00 | | | | | 76 | 344,00 | | | | | 76 | 344,00 | 344,00 | | |
| Lundi | 11 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mardi | 12 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mercredi | 13 | 0 | 0,00 | 17 | 68,00 | | | | | 17 | 68,00 | | | | | 17 | 68,00 | 68,00 | | |
| Jeudi | 14 | 0 | 0,00 | 3 | 24,00 | | | | | 3 | 24,00 | | | | | 3 | 24,00 | 24,00 | | |
| Vendredi | 15 | 12 | 66,00 | 0 | 26,00 | | | | | 38 | 158,00 | | | | | 38 | 158,00 | 158,00 | | |
| Samedi | 16 | 0 | 0,00 | 39 | 71,00 | | | | | 39 | 71,00 | | | | | 39 | 71,00 | 71,00 | | |
| Dimanche | 17 | 0 | 0,00 | 66 | 114,00 | | | | | 66 | 234,00 | | | | | 66 | 234,00 | 234,00 | | |
| Lundi | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mardi | 19 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mercredi | 20 | 0 | 66,00 | 00 | 66,00 | | | | | 23 | 84,00 | | | | | 23 | 84,00 | 84,00 | | |
| Jeudi | 21 | 7 | 42,00 | 4 | 26,00 | | | | | 20 | 78,00 | 13 | 68,00 | | | 33 | 146,00 | 342,00 | | |
| Vendredi | 22 | 10 | 66,00 | 7 | 28,00 | | | | | 18 | 66,00 | | | | | 18 | 66,00 | 66,00 | | |
| Samedi | 23 | 15 | 99,00 | 21 | 66,00 | | | | | 37 | 165,00 | 10 | 200,00 | | | 47 | 365,00 | 348,00 | 14,00 | 200,00 |
| Dimanche | 24 | 19 | 118,00 | 11 | 74,00 | | | | | 40 | 180,00 | | | | | 40 | 180,00 | 180,00 | | |
| Lundi | 25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mardi | 26 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mercredi | 27 | 10 | 60,00 | 11 | 44,00 | | | | | 21 | 84,00 | | | | | 21 | 84,00 | 104,00 | | |
| Jeudi | 28 | 4 | 24,00 | 11 | 44,00 | | | | | 15 | 60,00 | | | | | 15 | 60,00 | 60,00 | | |
| Vendredi | 29 | 2 | 12,00 | 12 | 48,00 | | | | | 14 | 60,00 | | | | | 14 | 60,00 | 60,00 | | |
| Samedi | 30 | 0 | 0,00 | 16 | 64,00 | | | | | 16 | 64,00 | | | | | 16 | 64,00 | 64,00 | | |
| TOTAUX | 128 | | 788,00 | 402 | 1 608,00 | 11 | 1 | 3 | 17 | 7 | 589 | | 2 878,00 | 67 | 288,00 | 656 | 2 489,00 | 2 489,00 | 14,00 | 200,00 |

| FREQUENTATION DES CLIENTS DU PETIT TRAIN TOURISTIQUE DE BELFORT PAR HORAIRE | | | | | | | | | | | |
|--|---------------------|---------|-------------|---------|----------------|---------|-------------|---------|------------------|---------|--|
| HORAIRES | Avril/Mai | | Juin | | Juillet | | Août | | Septembre | | TOTAL de pers. par horaires |
| | Individuels | Groupes | Individuels | Groupes | Individuels | Groupes | Individuels | Groupes | Individuels | Groupes | |
| | Nombre de personnes | | | | | | | | | | |
| 11h Lion | | | 82 | 64 | 238 | 102 | 342 | 94 | 58 | | 980 |
| 11h30 Citadelle | 6 | | 36 | | 25 | | 125 | | 2 | | 194 |
| 12h Lion | 2 | 18 | 41 | | 139 | 29 | 124 | | 20 | 17 | 400 |
| 13h30 Citadelle | 3 | | 16 | 82 | 84 | 10 | 142 | 14 | 19 | | 370 |
| 14h Lion | | | 91 | | 264 | | 297 | | 78 | | 730 |
| 14h30 Citadelle | 10 | | 32 | 30 | 76 | | 161 | | 40 | | 349 |
| 15h Lion | 9 | | 65 | 28 | 480 | | 498 | | 140 | | 1220 |
| 15h30 Citadelle | | | 23 | | 56 | | 193 | | 16 | | 288 |
| 16h Lion | 3 | | 47 | 19 | 359 | 23 | 370 | | 100 | | 921 |
| 16h30 Citadelle | 4 | | 11 | 47 | 88 | | 150 | 18 | 42 | | 360 |
| 17h Lion | 3 | 15 | 63 | 16 | 229 | | 339 | | 40 | 50 | 755 |
| 17h45 Citadelle | | | 4 | | 23 | | 30 | | 14 | | 71 |
| | 40 | 33 | 511 | 286 | 2061 | 164 | 2781 | 126 | 569 | 67 | 6638 |
| TOTAUX par mois | 73 | | 797 | | 2225 | | 2907 | | 636 | | 6638 |

ORIGINES DES GROUPES - SAISON 2017

| MOIS | TYPE DE GROUPE | ORIGINE | RESERVATION EFFECTUEE | |
|-----------|--------------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------|
| | | | Chez nous | Maison Tourisme |
| MAI | Retraités du C.A Franche-Comté | | | x |
| | Groupe TCCF National | EZANVILLE 95 | | x |
| JUIN | Ecole Les Barres | BELFORT | x | |
| | Ecole du Boulevard | VESOUL | x | |
| | Groupe dames argentées | GERARDMER 88 | | x |
| | Communauté de Paroisse | ILZACH 68 | | x |
| | CCAS | ST DIZIER 88 | | x |
| | Ecole le petit prince | GRANDVILLARS | | x |
| JUILLET | Association Culture et loisirs | OFFEMONT | x | |
| | Centre de loisirs | NOMMAY 25 | x | |
| | Association | DANJOUTIN | x | |
| | Centre de loisirs | BELFORT | x | |
| | Association | LUZE 70 | x | |
| | Centre de loisirs Jumenterie | ST MAURICE /MOSELLE 88 | x | |
| | Société allemande | HIDDENHAUSEN (D) | x | |
| | UTBM | BELFORT | | x |
| | SAGESSER REISEN | (D) | | x |
| AOÛT | SAVS SOLIDARITE RHIN | | | x |
| | Groupe WERNER | (D) | | x |
| | Periscolaire ROESCHWOOG | | | x |
| | Association IDOINE | BESANCON 25 | x | |
| | Centre loisirs Jumenterie | ST MAURICE /MOSELLE 88 | x | |
| SEPTEMBRE | Mariage | BELFORT | x | |
| | BOSO REISEN | ROTHENBACH (D) | x | |

ETUDE ECONOMIQUE

Décomposition des coûts prévisionnel en euro ht

Libellé de l'affaire : mise en œuvre du petit train touristique de Belfort DSP

| Année d'achat: | | 2016 | | | réel 2017 |
|---|--------------------|---|-------------------------|-----------|-----------|
| 1. Unités d'œuvre | 1.1 | Nombre de Kilomètres commerciaux période | 4 284,00 | Km | |
| | 1.2 | Nombre de Kilomètres hip période | 2 500,00 | Km | |
| | 1.3 | Nombre d'heure de mise à disposition conducteur par jour | 8,00 | Heures | 7,00 |
| | 1.4 | Nombre de jour d'activité | 102,00 | jours | 102 |
| Coût variables (carburant + maintenance) | | | | | |
| 2.a Coût de revient kilométrique | 2.1 | km commerciaux par jour | (a) | 4 284,00 | |
| | 2.2 | Km total | (b) | 6 784,00 | |
| | 2.3 | Consommation (litre / 100 km) | (c) | 40,00 | |
| | 2.4 | Prix du carburant (€ litre) | (d) | 0,88 | 1,02 |
| | 2.5 | Prix du kilomètre carburant facturé (€ / km) | (e) = f / a | 0,40 | - |
| | 2.6 | Coût carburant | (e) = (b * c * d) / 100 | 2 686,46 | 1 245,54 |
| | 2.8 | Prix du kilomètre maintenance facturé (€ / km) | (g) | 0,65 | |
| | 2.9 | Coût de la maintenance | (h) = g * b | 4 409,60 | 3 550,00 |
| | 2.10 | Coût de revient total kilométrique | (i) = (e + h) | 7 096,06 | 4 795,54 |
| | Coût humain | | | | |
| 2.b Coût de revient humain | 2.11 | Coût global annuel conducteur | (a) | 41 500,00 | 42 537,50 |
| | 2.12 | Temps de travail effectif annuel (heure) | (b) | 1 580,00 | 1 580,00 |
| | 2.13 | Coût de l'heure (Prix de revient social) | (c) | 26,27 | 26,92 |
| | 2.14 | Nombre d'heures commerciales par jour | (d) | 8,00 | 7,00 |
| | 2.15 | Nombre d'heures totales par jour (commerciale + haut le pied) | (e) | 9,00 | 8,00 |
| | 2.16 | Coût de l'heure commerciale facturée | (f) = (e/d) * c | 29,55 | 30,77 |
| | 2.17 | Coût total des heures commerciales facturées | (g) = d * f | 24 112,03 | 21 968,73 |
| Coûts Véhicule | | | | | |
| 2.c Coût de revient Véhicules | 2.18 | Coût annuel du véhicule (leasing ou amortissement) | (a) | 30 500,00 | 32 214,00 |
| | 2.19 | Coût d'assurance annuel du véhicule et autres frais fixes | (b) | 6 500,00 | 4 500,00 |
| | 2.20 | pourcentage d'utilisation ville de Belfort | (c) | 75% | 0,75 |
| | 2.21 | Quote Part Coût véhicule pris en charge Ville de Belfort | (d) | 29 250,00 | 27 535,50 |

| | | Frais Généraux | | | |
|--|------|---|-------------|--------------|--------------|
| 2.d Coût de revient des frais généraux | 2.22 | Chiffre d'affaires total annuel 2014 | (a) | 3 050 000,00 | 3 492 000,00 |
| | 2.23 | %frais généraux /chiffre d'affaires | (b) | 0,18 | 0,17 |
| | 2.24 | Montant frais généraux annuel | (c) = a * b | 549 000,00 | 583 440,00 |
| | 2.25 | % FG affectables à la ligne | (f) | 3% | 0,030 |
| | 2.26 | Montant frais généraux facturé | (g) = | 16 470,00 | 17 503,20 |
| 3. Synthèse des coûts | 3.1 | Coûts de revient kilométrique | | 7 036,06 | 4 785,54 |
| | 3.2 | Coût de revient humain | | 24 112,03 | 21 963,73 |
| | 3.3 | Coût de revient véhicule | | 29 250,00 | 27 536,50 |
| | 3.4 | Coût de revient des frais généraux | | 15 470,00 | 17 503,20 |
| 4. Offre commerciale | 4.2 | Coût de revient | | 76 928,09 | 71 802,98 |
| | 4.3 | Marge commerciale | | 0,05 | - |
| 5. Offre commerciale | 5.1 | montant total ht pour la période et par an | | 80 774,49 | 71 802,98 |
| | | recettes clients TTC | | | 29 537 |
| | | subvention d'exploitation HT | | | 47 528 |
| | | complément de recettes de la Ville en HT | | | 1 463 |
| | | résultat de l'exercice 2017 en HT | | | 2 725 |

| | |
|--|-----------|
| | 47 528,19 |
| subvention | 43 000,00 |
| montant dû par la Ville pour compensation 2016 | 3 528,19 |
| supplément 2017 circulation en mai | 1 000,00 |

La Ville subventionne en complément de ce qui est inférieur à 27 000 € HT

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

| | | | | | | | | |
|------------------------------------|---|---|---------|---|-----------|--------------------------------|---------|---------|
| Désignation de l'entreprise | | SARL LK-EUROCAR HORN | | Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* | | 12 | | |
| Adresse de l'entreprise | | 90170 ANJOUTEY | | Durée de l'exercice précédent* | | 12 | | |
| Numéro SIRET* | | 5 1 8 4 1 9 8 6 6 0 0 0 1 8 | | Néant | | * | | |
| | | | | | | Exercice N clos le, 31/12/2017 | | |
| | | | | Brut 1 | | Amortissements, provisions 2 | | |
| | | | | | | Net 3 | | |
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | AA | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ* | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | | AB | | AC | | |
| | | Frais de développement * | | CX | | CQ | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires | | AF | 4 837 | AG | 2 429 | 2 407 |
| | | Fonds commercial (1) | | AH | 93 911 | AI | 16 782 | 77 128 |
| | | Autres immobilisations incorporelles | | AJ | | AK | | |
| | | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | AL | | AM | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains | | AN | 72 098 | AO | | 72 098 |
| | | Constructions | | AP | 1 218 393 | AQ | 381 667 | 836 726 |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | AR | 49 220 | AS | 30 355 | 18 864 |
| | | Autres immobilisations corporelles | | AT | 759 631 | AU | 505 949 | 253 681 |
| | | Immobilisations en cours | | AV | | AW | | |
| | | Avances et acomptes | | AX | | AY | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | | CS | | CT | | |
| | | Autres participations | | CU | 57 000 | CV | | 57 000 |
| | | Créances rattachées à des participations | | BB | | BC | | |
| | | Autres titres immobilisés | | BD | | BE | | |
| | | Prêts | | BF | | BG | | |
| | | Autres immobilisations financières* | | BH | 2 591 | BI | | 2 591 |
| TOTAL (II) | | | | BJ | 2 257 683 | BK | 937 183 | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | | BL | 52 918 | BM | 52 918 | |
| | | En cours de production de biens | | BN | | BO | | |
| | | En cours de production de services | | BP | | BQ | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | | BR | | BS | | |
| | | Marchandises | | BT | | BU | | |
| | CRÉANCES | Avances et acomptes versés sur commandes | | BV | | BW | | |
| | | Clients et comptes rattachés (3)* | | BX | 714 744 | BY | 714 744 | |
| | | Autres créances (3) | | BZ | 156 681 | CA | 156 681 | |
| | DIVERS | Capital souscrit et appelé, non versé | | CB | | CC | | |
| | | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : | | CD | | CE | | |
| Disponibilités | | CF | 220 072 | CG | | 220 072 | | |
| Comptes de régularisation | Charges constatées d'avance (3)* | | CH | 45 181 | CI | 45 181 | | |
| | TOTAL (III) | | CJ | 1 189 598 | CK | 1 189 598 | | |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | CW | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | | CM | | | | | |
| | Ecart de conversion actif* (VI) | | CN | | | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | | | | CO | 3 447 281 | IA | 937 183 |
| Renvois : (1) Dont droit au bail : | | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes | | CP | | (3) Part à plus d'un an | CR | |
| Clause de réserve de propriété :* | | Immobilisations : | | Stocks : | | Créances : | | |

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

| | | | | |
|--|---|---|-----------|----------------------------------|
| Désignation de l'entreprise | | SARL LK-EUROCAR HORN | | Néant <input type="checkbox"/> * |
| | | | | Exercice N |
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 600 000.....) | DA | | 600 000 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | DB | | |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK) | DC | | |
| | Réserve légale (3) | DD | | 964 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1) | DF | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ) | DG | | 190 594 |
| | Report à nouveau | DH | | |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | | 106 461 |
| | Subventions d'investissement | DJ | | |
| | Provisions réglementées * | DK | | |
| | TOTAL (I) | DL | | 898 020 |
| | Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | |
| Avances conditionnées | | DN | | |
| TOTAL (II) | | DO | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | | |
| | Provisions pour charges | DQ | | |
| | TOTAL (III) | DR | | |
| DÉTTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | | 681 850 |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI) | DV | | 200 000 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | | 262 443 |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | | 434 934 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | | 20 707 |
| | Autres dettes | EA | | 2 719 |
| Compte régul. | Produits constatés d'avance (4) | EB | | 9 422 |
| | TOTAL (IV) | EC | | 1 612 076 |
| | Ecarts de conversion passif* (V) | ED | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | | 2 510 097 |
| RENVois | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | IB | | |
| | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976) | 1C | | |
| | | 1D | | |
| | | 1E | | |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF | | |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | | 1 022 022 | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| | | Exercice N | | Exercice N | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
|---|---|--|-----------|------------|--|----------------------------------|-----------|
| | | | | France | Exportations et livraisons intracommunautaires | | Total |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | FA | FB | FC | | | |
| | Production vendue { biens * services * | FD | FE | FF | | | |
| | | FG | 4 086 814 | FH | 46 362 | FI | 4 133 176 |
| | Chiffres d'affaires nets * | FJ | 4 086 814 | FK | 46 362 | FL | 4 133 176 |
| | Production stockée* | | | FM | | | |
| | Production immobilisée* | | | FN | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | FO | 58 039 | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9) | | | FP | 351 515 | | |
| | Autres produits (1) (11) | | | FQ | | | |
| | | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | FR | 4 542 730 | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | FS | | | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | FT | | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | FU | 920 340 | | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | FV | (1 454) | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | FW | 1 671 130 | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés* | | | FX | 69 754 | | |
| | Salaires et traitements* | | | FY | 1 184 493 | | |
| | Charges sociales (10) | | | FZ | 448 904 | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions* | | | GA | 140 762 | |
| | | | | | GB | | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions* | | | GC | | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | GD | | | |
| Autres charges (12) | | | GE | 3 617 | | | |
| | Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | GF | 4 437 548 | | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | | | GG | 105 181 |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée* | | (III) | GH | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* | | (IV) | GI | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | GJ | | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | GK | | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | GL | 4 | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | GM | | | |
| | Différences positives de change | | | GN | 3 | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | GO | | | |
| | Total des produits financiers (V) | | | GP | 7 | | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | GQ | | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | GR | 8 667 | | |
| | Différences négatives de change | | | GS | | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | GT | | | |
| | Total des charges financières (VI) | | | GU | 8 667 | | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | | | GV | (8 659) |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | | | GW | 96 521 |

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| | | | | | | |
|---|--|---|--|----------------------------------|------------------------|--|
| Désignation de l'entreprise | | SARL LK-EUROCAR HORN | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
| | | | | Exercice N | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | HA | 16 655 | | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | | HB | 15 000 | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | HC | | | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | | HD | 31 655 | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | | HE | 6 772 | | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | | HF | 570 | | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter) | | HG | | | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | | HH | 7 343 | | |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | | HI | 24 311 | | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | (IX) | HJ | | | |
| Impôts sur les bénéfices * | | (X) | HK | 14 372 | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | | HL | 4 574 393 | | |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | | HM | 4 467 931 | | |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges) | | | HN | 106 461 | | |
| RENVIS | (1) | Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | | HO | | |
| | (2) | Dont | produits de locations immobilières | HY | | |
| | | | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IG | | |
| | (3) | Dont | - Crédit-bail mobilier * | HP | 588 910 | |
| | | | - Crédit-bail immobilier | HQ | | |
| | (4) | Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | | IH | | |
| | (5) | Dont produits concernant les entreprises liées | | IJ | | |
| | (6) | Dont intérêts concernant les entreprises liées | | IK | | |
| | (6bis) | Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.) | | HX | | |
| | (6ter) | Dont | amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) | RC | | |
| | | | amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D) | RD | | |
| | (9) | Dont transferts de charges | | A1 | 322 515 | |
| | (10) | Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | | A2 | | |
| | (11) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | | A3 | | |
| | (12) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | | A4 | 3 617 | |
| | (13) | Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives | A6 | obligatoires | A9 | |
| (7) | Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) : | | Exercice N | | | |
| | | | Charges exceptionnelles | | Produits exceptionnels | |
| Pénalités, amendes fiscales et pénales | | | 680 | | | |
| Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | 6 092 | | | |
| Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | | | 570 | | | |
| Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | | 16 655 | |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | | | | | 15 000 | |
| (8) | Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | | Exercice N | | | |
| | | | Charges antérieures | | Produits antérieurs | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES

Cocher la case si vous souhaitez remplir le renvoi 7 avec les données saisies ci-dessous

| Désignation | Montants |
|--|---------------|
| DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES | |
| Pénalités sur marchés | |
| Pénalités, amendes fiscales et pénales | 680 |
| Dons, libéralités | |
| Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice | |
| Subventions accordées | |
| Rappel d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices) | |
| Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 6 092 |
| Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | 570 |
| Autres charges | |
| Amortissements des immobilisations | |
| Amortissements dérogatoires | |
| Autres provisions réglementées sur immobilisations | |
| Provisions réglementées sur stocks | |
| Autres provisions réglementées | |
| Provisions pour risques et charges | |
| Provisions pour dépréciation | |
| TOTAL | 7 343 |
| DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS | |
| Dédits et pénalités perçus sur achats et sur ventes | |
| Libéralités perçues | |
| Rentrées sur créances amorties | |
| Subventions d'équilibre | |
| Dégrèvement d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices | |
| Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | 16 655 |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | 15 000 |
| Subventions d'investissement virées au résultat | |
| Autres produits | |
| Amortissements dérogatoires | |
| Autres provisions réglementées sur immobilisations | |
| Provisions réglementées sur stocks | |
| Autres provisions réglementées | |
| Provisions pour risques et charges | |
| Provisions pour dépréciation | |
| Transfert de charges | |
| TOTAL | 31 655 |

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| Désignation de l'entreprise SARL LK-EUROCAR HORN | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
|---|---|--|-----------------|-----------------|----------|--|-----------|--|--------|--|---------|----|
| CADRE A | | IMMOBILISATIONS | | | | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1 | | Augmentations | | | | |
| | | | | | | | | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2 | | Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3 | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | | | | TOTAL I | CZ | | D8 | | D9 | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | TOTAL II | KD | 96 348 | KE | | KF | 2 400 | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | KG | 72 098 | KH | | KI | | |
| | Constructions | Sur sol propre | Dont Composants | L9 | | KJ | 1 218 393 | KK | | KL | | |
| | | Sur sol d'autrui | Dont Composants | M1 | | KM | | KN | | KO | | |
| | | Installations générales, agencements et aménagements des constructions * | | Dont Composants | M2 | | KP | | KQ | | KR | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | Dont Composants | M3 | | KS | 29 023 | KT | | KU | 20 196 | |
| | Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements divers * | | | | KV | 67 053 | KW | | KX | 2 413 | |
| | | Matériel de transport* | | | | KY | 702 084 | KZ | | LA | 3 560 | |
| | | Matériel de bureau et mobilier informatique | | | | LB | 25 736 | LC | | LD | 1 060 | |
| | | Emballages récupérables et divers * | | | | LE | | LF | | LG | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | LH | | LI | | LJ | | |
| | Avances et acomptes | | | | | LK | | LL | | LM | | |
| | TOTAL III | | | | | LN | 2 114 390 | LO | | LP | 27 229 | |
| | FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | 8G | | 8M | | 8T | |
| Autres participations | | | | | 8U | 57 000 | 8V | | 8W | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | IP | | IR | | IS | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | | | IT | 2 591 | IU | | IV | | | |
| TOTAL IV | | | | | LQ | 59 591 | LR | | LS | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | | ØG | 2 270 329 | ØH | | ØJ | 29 629 | | |
| CADRE B | | IMMOBILISATIONS | | | | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3 | | Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4 | | |
| | | | | | | par virement de poste à poste 1 | | | | | | |
| | | | | | | par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2 | | | | | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | | | | TOTAL I | IN | | CØ | | DØ | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | TOTAL II | IO | | LV | | LW | 98 748 | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | IP | | LX | | LY | 72 098 | |
| | Constructions | Sur sol propre | | | IQ | | MA | | MB | 1 218 393 | MC | |
| | | Sur sol d'autrui | | | IR | | MD | | ME | | MF | |
| | | Inst. gales, agencés et am. des constructions | | | | IS | | MG | | MH | | MI |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | | IT | | MJ | | MK | 49 220 | |
| | Autres immobilisations corporelles | Inst. gales., agencés, aménagements divers | | | | IU | | MM | | MN | 69 466 | MO |
| | | Matériel de transport | | | | IV | | MP | 41 476 | MQ | 664 168 | MR |
| | Matériel de bureau et informatique, mobilier | | | | IW | | MS | 800 | MT | 25 996 | MU | |
| | Emballages récupérables et divers * | | | | IX | | MV | | MW | | MX | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | MY | | MZ | | NA | | NB |
| | Avances et acomptes | | | | | NC | | ND | | NE | | NF |
| TOTAL III | | | | | IY | | NG | 42 276 | NH | 2 099 343 | NI | |
| FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | IZ | | ØU | | M7 | | ØW |
| | Autres participations | | | | | IØ | | ØX | | ØY | 57 000 | ØZ |
| | Autres titres immobilisés | | | | | II | | 2B | | 2C | | 2D |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | | | | I2 | | 2E | | 2F | 2 591 | 2G |
| | TOTAL IV | | | | | I3 | | NJ | | NK | 59 591 | 2H |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | | I4 | | ØK | 42 276 | ØL | 2 257 683 | ØM | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Exercice N clos le : 31/12/2017

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs immobilisations amortissables (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : SARL LK-EUROCAR HORN

Néant *

| CADRE A | Détermination du montant des écarts (col. 1 - col. 2) (1) | | Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement | | | Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 - col. 2) - col. 5 (5)] |
|--|---|---|--|---|--|--|
| | Augmentation du montant brut des immobilisations 1 | Augmentation du montant des amortissements 2 | Au cours de l'exercice | | Montant cumulé à la fin de l'exercice (4) 5 | |
| | | | Montant des suppléments d'amortissement (2) 3 | Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4 | | |
| 1 Concessions, brevets et droits similaires | | | | | | |
| 2 Fonds commercial | | | | | | |
| 3 Terrains | | | | | | |
| 4 Constructions | | | | | | |
| 5 Installations techniques mat. et out. industriels | | | | | | |
| 6 Autres immobilisations corporelles | | | | | | |
| 7 Immobilisations en cours | | | | | | |
| 8 Participations | | | | | | |
| 9 Autres titres immobilisés | | | | | | |
| 10 TOTAUX | | | | | | |

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis j du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
- le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
 - le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne «Provisions réglementées».

CADRE B
DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

| | |
|--|--|
| 1 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE | |
| 2 — FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE..... - | |
| 3 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE..... = | |

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| | | | | | | | | | | | |
|--|---|----|--|------------------------------------|---|---------------|---|--|--|---|---|
| Désignation de l'entreprise <u>SARL LK-EUROCAR HORN</u> | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | |
| CADRE A | | | | | | | | | | | |
| SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) * | | | | | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | | Montant des amortissements au début de l'exercice | | Augmentations : dotations de l'exercice | | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | TOTAL I | | CY | | EL | | EM | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | TOTAL II | | PE | | PF | | PG | | |
| Terrains | | | | | PI | | PJ | | PK | | |
| Constructions | | | Sur sol propre | | PM | | PN | | PO | | |
| | | | Sur sol d'autrui | | PR | | PS | | PT | | |
| Inst. générales, agencements, aménagement des constructions | | | PV | | PW | | PX | | PY | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | PZ | | QA | | QB | | QC | | |
| Autres | | | Inst. générales., agencements, aménagement divers | | QD | | QE | | QF | | |
| immobilisations corporelles | | | Matériel de transport | | QH | | QI | | QJ | | |
| | | | Matériel de bureau et informatique, mobilier | | QL | | QM | | QN | | QO |
| Emballages récupérables et divers | | | QP | | QR | | QS | | QT | | |
| TOTAL III | | | QU | | QV | | QW | | QX | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | | | ØN | | ØP | | ØQ | | ØR | | |
| | | | 838 126 | | 140 762 | | 41 705 | | 937 183 | | |
| CADRE B | | | | | | | | | | | |
| VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations amortissables | DOTATIONS | | | | | | REPRISES | | | Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice | |
| | Colonne 1 Différentiel de durée et autres | | Colonne 2 Mode dégressif | | Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel | | Colonne 4 Différentiel de durée et autres | | Colonne 5 Mode dégressif | | Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel |
| Frais établissements TOTAL I | M9 | | N1 | | N2 | | N3 | | N4 | N5 | N6 |
| Autres immob. incorporelles TOTAL II | N7 | | N8 | | P6 | | P7 | | P8 | P9 | Q1 |
| Terrains | Q2 | | Q3 | | Q4 | | Q5 | | Q6 | Q7 | Q8 |
| Constructions | Sur sol propre | Q9 | R1 | R2 | R3 | R4 | R5 | R6 | R7 | R8 | R9 |
| | Sur sol d'autrui | R7 | R8 | R9 | S1 | S2 | S3 | S4 | S5 | S6 | S7 |
| Inst. gales, agenc et am. des const. | S5 | | S6 | | S7 | | S8 | | S9 | T1 | T2 |
| Inst. techniques mat. et outillage | T3 | | T4 | | T5 | | T6 | | T7 | T8 | T9 |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agenc am. divers | U1 | U2 | U3 | U4 | U5 | U6 | U7 | U8 | U9 | U10 |
| | Matériel de transport | U8 | U9 | V1 | V2 | V3 | V4 | V5 | V6 | V7 | V8 |
| | Mat. bureau et inform. mobilier | V6 | V7 | V8 | V9 | W1 | W2 | W3 | W4 | W5 | W6 |
| Emballages récup. et divers | W4 | | W5 | | W6 | | W7 | | W8 | W9 | X1 |
| TOTAL III | X2 | | X3 | | X4 | | X5 | | X6 | X7 | X8 |
| Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV | NL | | | | | | NM | | | | NO |
| Total général (I+II+III+IV) | NP | | NQ | | NR | | NS | | NT | NU | NV |
| Total général non ventilé (NP+NQ+NR) | NW | | | | | | NY | | | | NZ |
| | | | | | | | | | | | |
| CADRE C | | | | | | | | | | | |
| MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES* | | | | Montant net au début de l'exercice | | Augmentations | | Dotations de l'exercice aux amortissements | | Montant net à la fin de l'exercice | |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | | | | | Z9 | | Z8 | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | | | | | SP | | SR | |

* Des explications complémentaires à cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise SARL LK-EUROCAR HORNNéant *

| Nature des provisions | | Montant au début de l'exercice 1 | AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2 | DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3 | Montant à la fin de l'exercice 4 | |
|---|---|--|---|--|--|----|
| Provisions réglementées | Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers * | 3T | TA | TB | TC | |
| | Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) * | 3U | TD | TE | TF | |
| | Provisions pour hausse des prix (1) * | 3V | TG | TH | TI | |
| | Amortissements dérogatoires | 3X | TM | TN | TO | |
| | Dont majorations exceptionnelles de 30 % | D3 | D4 | D5 | D6 | |
| | Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI) | IJ | IK | IL | IM | |
| | Autres provisions réglementées (1) | 3Y | TP | TQ | TR | |
| TOTAL I | 3Z | TS | TT | TU | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour litiges | 4A | 4B | 4C | 4D | |
| | Provisions pour garanties données aux clients | 4E | 4F | 4G | 4H | |
| | Provisions pour pertes sur marchés à terme | 4J | 4K | 4L | 4M | |
| | Provisions pour amendes et pénalités | 4N | 4P | 4R | 4S | |
| | Provisions pour pertes de change | 4T | 4U | 4V | 4W | |
| | Provisions pour pensions et obliga- tions similaires | 4X | 4Y | 4Z | 5A | |
| | Provisions pour impôts (1) | 5B | 5C | 5D | 5E | |
| | Provisions pour renouvellement des immobilisations * | 5F | 5H | 5J | 5K | |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | EO | EP | EQ | ER | |
| | Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer * | 5R | 5S | 5T | 5U | |
| | Autres provisions pour risques et charges (1) | 5V | 5W | 5X | 5Y | |
| | TOTAL II | 5Z | TV | TW | TX | |
| Provisions pour dépréciation | sur immobilisations | - incorporelles | 6A | 6B | 6D | |
| | | - corporelles | 6E | 6F | 6H | |
| | | - titres mis en équivalence | Ø2 | Ø3 | Ø4 | Ø5 |
| | | - titres de participation | 9U | 9V | 9W | 9X |
| | | - autres immobilisa- tions financières (1)* | Ø6 | Ø7 | Ø8 | Ø9 |
| | Sur stocks et en cours | 6N | 6P | 6R | 6S | |
| | Sur comptes clients | 6T | 6U | 6V | 6W | |
| | Autres provisions pour dépréciation (1) * | 6X | 6Y | 6Z | 7A | |
| | TOTAL III | 7B | TY | TZ | UA | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 7C | UB | UC | UD | |
| Dont dotations et reprises | - d'exploitation | UE | UF | UE | | |
| | - financières | UG | UH | UF | | |
| | - exceptionnelles | UJ | UK | UH | | |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I | | | | | 10 | |

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| CADRE A | | ÉTAT DES CRÉANCES | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'un an 3 | | | |
|--|---|---|--|-------------------|-----------|---------------------|---|-------------------------------------|---------|----------------------|--|
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | | UL | | UM | | UN | | | | |
| | Prêts (1) (2) | | UP | | UR | | US | | | | |
| | Autres immobilisations financières | | UT | 2 591 | UV | | UW | 2 591 | | | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Clients douteux ou litigieux | | VA | | | | | | | | |
| | Autres créances clients | | UX | 714 744 | | 714 744 | | | | | |
| | Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée) UO | | ZI | | | | | | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | UY | | | | | | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | UZ | 2 781 | | 2 781 | | | | | |
| | Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | | VM | 74 193 | | 74 193 | | | | |
| | | Taxe sur la valeur ajoutée | | VB | 44 989 | | 44 989 | | | | |
| | | Autres impôts, taxes et versements assimilés | | VN | | | | | | | |
| | | Divers | | VP | 33 587 | | 33 587 | | | | |
| | Groupe et associés (2) | | VC | | | | | | | | |
| | Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres) | | VR | 1 130 | | 1 130 | | | | | |
| | Charges constatées d'avance | | VS | 45 181 | | 45 181 | | | | | |
| TOTAUX | | VT | 919 199 | VU | 916 607 | VV | 2 591 | | | | |
| RENVois | (1) | Montant des | - Prêts accordés en cours d'exercice | | VD | | | | | | |
| | | | - Remboursements obtenus en cours d'exercice | | VE | | | | | | |
| | (2) | Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | VF | | | | | | | |
| CADRE B | | ÉTAT DES DETTES | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'1 an et 5 ans au plus 3 | | A plus de 5 ans 4 | |
| Emprunts obligataires convertibles (1) | | 7Y | | | | | | | | | |
| Autres emprunts obligataires (1) | | 7Z | | | | | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | à 1 an maximum à l'origine | | VG | | | | | | | | |
| | à plus d'1 an à l'origine | | VH | 681 850 | | 91 796 | | 377 259 | | 212 794 | |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | 8A | | | | | | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 8B | 262 443 | | 262 443 | | | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | 8C | 206 976 | | 206 976 | | | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | 8D | 199 526 | | 199 526 | | | | | | |
| Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | | 8E | | | | | | | | |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | | VW | 11 333 | | 11 333 | | | | | |
| | Obligations cautionnées | | VX | | | | | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | | VQ | 17 097 | | 17 097 | | | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 8J | 20 707 | | 20 707 | | | | | | |
| Groupe et associés (2) | | VI | 200 000 | | 200 000 | | | | | | |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres) | | 8K | 2 719 | | 2 719 | | | | | | |
| Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie * | | ZZ | | | | | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | 8L | 9 422 | | 9 422 | | | | | | |
| TOTAUX | | VY | 1 612 076 | VZ | 1 022 022 | | 377 259 | | 212 794 | | |
| RENVois | (1) | Emprunts souscrits en cours d'exercice | | VJ | | (2) | Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques | | VL | | |
| | | Emprunts remboursés en cours d'exercice | | VK | 90 762 | | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

| | | | | | | | | |
|---|---|---|--|---|--------------------------------------|--|-----------|----|
| Désignation de l'entreprise : SARL LK-EUROCAR HORN | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | Exercice N, clos le : 31/12/2017 | | |
| I. RÉINTÉGRATIONS | | | | BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE | | WA 106 461 | | |
| Charges non admises en déduction du résultat fiscal | Rémunération du travail (entreprises à l'IR) | | de l'exploitant ou des associés | | WB | | | |
| | | | de son conjoint | | WC | | | |
| | Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous) | | WD | Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles | | WE | 7 753 | |
| | Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.) | | WF | Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS) | | WG | 2 226 | |
| | Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option | | RA | (Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D) | | RB | | |
| | Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III) | | WI | Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS) | | XX | | |
| | Amendes et pénalités | | WJ | 680 | Charges financières (art. 212 bis) * | | XZ | |
| | Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI* | | | | | | XY | |
| | Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032) | | | | | | I7 | |
| | Quote-part | Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE | WL | Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI | | L7 | K7 | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Moins-values nettes à long terme | | - imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) | | I8 | | | |
| | | | - imposées au taux de 0 % | | ZN | | | |
| | Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* | | | | - Plus-values nettes à court terme | | WN | |
| | | | | - Plus-values soumises au régime des fusions | | WO | | |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS) | | | | | | XR | | |
| Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT * | Intérêts excédentaires (art. 39-1-3° et 212 du C.G.I.) | SU | Zones d'entreprises* (activité exonérée) | | SW | WQ | | |
| | Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art. 209C) | SX | Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro | | M8 | 1 300 | | |
| Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage | | | | | | Y1 | | |
| Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage | | | | | | Y3 | | |
| | | | | TOTAL I | | WR 118 421 | | |
| II. DÉDUCTIONS | | | | PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE | | WS | | |
| Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. * | | | | | | WT | | |
| Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégré dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III) | | | | | | WU | | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Plus-values nettes à long terme | | - imposées au taux de 15 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) | | WV | | | |
| | | | - imposées au taux de 0 % | | WH | | | |
| | | | - imposées au taux de 19% | | WP | | | |
| | | | - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures | | WW | | | |
| | | | - imputées sur les déficits antérieurs | | XB | | | |
| | Autres plus-values imposées au taux de 19 % | | | | | | I6 | |
| Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée* | | | | | | WZ | | |
| Régime des sociétés mères et des filiales * (Quote-part des frais et charges restant imposable à Produire net des actions et parts d'intérêts : (déduire des produits nets de participation | | 2A | | | | XA | | |
| Mesures d'incitation | Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer* | | | | | | ZY | |
| | Majoration d'amortissement* | | | | | | XD | |
| | Abattement sur le bénéfice et exonérations* | Reprise d'entreprises en difficultés (44 septies) | K9 | Entreprises nouvelles (44 sexies) | L2 | Jeunes entreprises innovantes (44 sexies A) | L5 | XF |
| | | Pôle de compétitivité hors CICE (44 undecies) | L6 | Sociétés investissement immobilier cotée (art. 208C) | K3 | Zone de restructuration de la défense (44 terdecies) | PA | |
| | | Zone franche urbaine -TE (44 octies, octies A) | ØV | Bassin d'emploi à redynamiser (44 duodecies) | IF | Zone franche d'activité (44 quaterdecies) | XC | |
| | | Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies) | | | | PC | | |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS) | | | | | | XS | | |
| Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé | Dont déduction exceptionnelle pour investissement | | X9 | Créance dégagée par le report en arrière de déficit | | ZI | XG 61 945 | |
| Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage | | | | | | Y2 | | |
| III. RÉSULTAT FISCAL | | | | TOTAL II | | XH 61 945 | | |
| Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables : | | bénéfice (I moins II) | | XI | 56 476 | | XJ | |
| | | déficit (II moins I) | | | | | | |
| Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)* | | | | ZL | | | | |
| Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)* | | | | | | XL | 2 358 | |
| RÉSULTAT FISCAL | BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable (ligne XO) | | | | XN | 54 118 | | |

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| | | | |
|---|----|----------------------------------|-------------------------|
| Désignation de l'entreprise <u>SARL LK-EUROCAR HORN</u> | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| I. SUIVI DES DÉFICITS | | | |
| Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1) | K4 | 2 358 | |
| Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A) | K5 | 2 358 | |
| Déficits reportables (différence K4-K5) | K6 | | |
| Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO) | YJ | | |
| Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ) | YK | | |
| II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES | | | |
| Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1° bis Al. 1 ^{er} du CGI, dotations de l'exercice | ZT | 133 904 | |
| III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT | | | |
| (à détailler sur feuillet séparé) | | Dotations de l'exercice | Reprises sur l'exercice |
| Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1° bis Al. 2 du CGI * | | ZV | ZW |
| Provisions pour risques et charges * | | | |
| | 8X | | 8Y |
| | 8Z | | 9A |
| | 9B | | 9C |
| Provisions pour dépréciation * | | | |
| | 9D | | 9E |
| | 9F | | 9G |
| | 9H | | 9J |
| Charges à payer | | | |
| | 9K | | 9L |
| | 9M | | 9N |
| | 9P | | 9R |
| | 9S | | 9T |
| TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A : | | YN | YO |
| | | ↓ ligne WI | ↓ ligne WU |

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)

| Montant de la réintégration ou de la déduction | Montant au début de l'exercice | Imputations | Montant net à la fin de l'exercice |
|--|--------------------------------|-------------|------------------------------------|
| | L1 | | |

| | | |
|--|----|-------------------------------------|
| ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (art. L3113-1 et L3211-1 du code des Transports) (case à cocher) | XU | <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|----|-------------------------------------|

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|---|------------|-------------------|--|-------------------|------------------|----------------------------|-----------|----------------------------------|--------------|---------------------------------------|----|-----------------------------|
| Désignation de l'entreprise <u>SARL LK-EUROCAR HORN</u> | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | |
| ORIGINES | Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie | ØC | (31 553) | AFFECTATIONS | Affectations aux réserves | - Réserve légale | ZB | | | | | | | |
| | Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie | ØD | 222 147 | | Dividendes | - Autres réserves | ZD | 190 594 | | | | | | |
| | Prélèvements sur les réserves | ØE | | | Autres répartitions | | ZE | | | | | | | |
| | TOTAL I | ØF | 190 594 | | Report à nouveau (N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) | | ZG | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | TOTAL II | ZH | 190 594 | | |
| RENSEIGNEMENTS DIVERS | | | | | | | | | | | Exercice N : | | | |
| ENGAGEMENTS | - Engagements de crédit-bail mobilier | (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail | | | J7 | 3 142 000 | | YQ | 1 625 393 | | | | | |
| | - Engagements de crédit-bail immobilier | | | | | | | | | | YR | | | |
| | - Effets portés à l'escompte et non échus | | | | | | | | | | YS | | | |
| DETAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | - Sous-traitance | | | | | | | | | | YT | 341 286 | | |
| | - Locations, charges locatives et de copropriété | (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois | | | J8 | 823 139 | | XQ | 235 134 | | | | | |
| | - Personnel extérieur à l'entreprise | | | | | | | | | | YU | 111 439 | | |
| | - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions) | | | | | | | | | | SS | 11 701 | | |
| | - Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages | | | | | | | | | | YV | | | |
| | - Autres comptes | (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles | | | ES | 9 163 | | ST | 971 568 | | | | | |
| | Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052 | | | | | | | | | | ZJ | 1 671 130 | | |
| IMPÔTS ET TAXES | - Taxe professionnelle *, CFE, CVAE | | | | | | | | | | YW | 22 286 | | |
| | - Autres impôts, taxes et versements assimilés | (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers | | | ZS | | | 9Z | 47 468 | | | | | |
| Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052 | | | | | | | | | | YX | 69 754 | | | |
| T.V.A. | - Montant de la T.V.A. collectée | | | | | | | | | | YY | 502 427 | | |
| | - Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations | | | | | | | | | | YZ | 463 162 | | |
| DIVERS | - Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 2017) * | | | | | | | | | | ØB | 1 285 148 | | |
| | - Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition * | | | | | | | | | | ØS | | | |
| | - Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société * | | | | | | | | | | ZK | 0.17 % | | |
| | - Numéro du centre de gestion agréé * | XP | | | - Filiales et participations: (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI) | | | Si oui cocher 1 Sinon 0 | | ZR | 1 | | | |
| | - Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice | | | | | | | | | | RG | | | |
| | - Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies | | | | | | | | | | RH | | | |
| RÉGIME DE GROUPE * | Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe. | JA | 54 118 | Plus-values à 15% | JK | | Plus-values à 0% | JL | | | | | | |
| | | | | Plus-values à 19% | JM | | Imputations | JC | | | | | | |
| | Groupe : résultat d'ensemble. | JD | 45 497 | Plus-values à 15% | JN | | Plus-values à 0% | JO | | | | | | |
| | | | | Plus-values à 19% | JP | | Imputations | JF | | | | | | |
| Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale | | | | | | | | | | JH | 1 | N° SIRET de la société mère du groupe | JJ | 5 1 8 4 1 9 8 6 6 0 0 0 1 8 |

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL LK-EUROCAR HORN

Néant ***A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE**

| | Nature et date d'acquisition des éléments cédés* ① | Valeur d'origine* ② | Valeur nette réévaluée* ③ | Amortissements pratiqués en franchise d'impôt ④ | Autres amortissements* ⑤ | Valeur résiduelle ⑥ |
|---------------------|---|---|------------------------------|---|--------------------------------|------------------------|
| | | | | | | |
| I. Immobilisations* | 1 | 7152 HC 90 MERCEDES TYPE 01/04/2010 | 40 530 | | 40 530 | |
| | 2 | 7152HC90 KIT DRAGER + FR 31/08/2015 | 946 | | 375 | 570 |
| | 3 | 1 VT DESIGN SITE INTERNET 01/01/2010 | 800 | | 800 | |
| | 4 | | | | | |
| | 5 | | | | | |
| | 6 | | | | | |
| | 7 | | | | | |
| | 8 | | | | | |
| | 9 | | | | | |
| | 10 | | | | | |
| | 11 | | | | | |
| | 12 | | | | | |

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées*

| | Prix de vente ⑦ | Montant global de la plus-value ou de la moins-value ⑧ | Court terme ⑨ | Long terme ⑩ | | | Plus-values taxables à 19 % (1) ⑪ |
|---------------------|--------------------|--|------------------|-----------------|----------------|-----|--|
| | | | | 19 % | 15 % ou 12,8 % | 0 % | |
| | | | | | | | |
| I. Immobilisations* | 1 | 15 000 | 15 000 | | | | |
| | 2 | | (570) | (570) | | | |
| | 3 | | | | | | |
| | 4 | | | | | | |
| | 5 | | | | | | |
| | 6 | | | | | | |
| | 7 | | | | | | |
| | 8 | | | | | | |
| | 9 | | | | | | |
| | 10 | | | | | | |
| | 11 | | | | | | |
| | 12 | | | | | | |

| | | | | | | | |
|--|--|--|---|------------------------|-----|-----|--|
| II - Autres éléments | 13 | Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés | + | | | | |
| | 14 | Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés | + | | | | |
| | 15 | Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale | + | | | | |
| | 16 | Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée | + | | | | |
| | 17 | Résultats nets de concession ou de sous concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans | | | | | |
| | 18 | Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice | | | | | |
| | 19 | Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme | | | | | |
| | 20 | Divers (détail à donner sur une note annexe) * | | | | | |
| | CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑨ | | | 14 429 | | | |
| | CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑩ | | | (A) | (B) | (C) | |
| CADRE C : autres plus-values taxables à 19 % ⑪ | | | | (ventilation par taux) | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis L, 238 bis C et 210 E du CGI.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL LK-EUROCAR HORN Néant *

A ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES À COURT TERME
(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

| Origine | | Montant net des plus-values réalisées* | Montant antérieurement réintégré | Montant compris dans le résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |
|---|--|---|----------------------------------|--|------------------------------|
| Plus-values réalisées au cours de l'exercice | Imposition répartie | | | | |
| | sur 3 ans (entreprises à l'IR) | | | | |
| | sur 10 ans | | | | |
| | sur une durée différente (art 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI) | | | | |
| TOTAL 1 | | | | | |
| Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs | Imposition répartie | Montant net des plus-values réalisées à l'origine | Montant antérieurement réintégré | Montant rapporté au résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |
| | sur 3 ans au titre de | N-1 | | | |
| | | N-2 | | | |
| | Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater du CGI) (à préciser) au titre de : | N-1 | | | |
| | | N-2 | | | |
| | | N-3 | | | |
| | | N-4 | | | |
| | | N-5 | | | |
| | | N-6 | | | |
| | | N-7 | | | |
| N-8 | | | | | |
| N-9 | | | | | |
| TOTAL 2 | | | | | |

B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

Plus-values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

| Origine des plus-values et date des fusions ou des apports | Montant net des plus-values réalisées à l'origine | Montant antérieurement réintégré | Montant rapporté au résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |
|--|---|----------------------------------|--|------------------------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| TOTAL | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL LK-EUROCAR HORN

Néant

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ① ou 12,8 % ② .

① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés

② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a *sexies-0 bis* du CGI) ① *.

Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a *sexies-0* du CGI) ① *.

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

| Origine ① | Moins-values à 12,8 % ② | Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,8 % ③ | Solde des moins-values à 12,8 % ④ |
|--|-------------------------------|--|--|
| Moins-values nettes N | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | |
| | N-2 | | |
| | N-3 | | |
| | N-4 | | |
| | N-5 | | |
| | N-6 | | |
| | N-7 | | |
| | N-8 | | |
| | N-9 | | |
| | N-10 | | |

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

| Origine ① | Moins-values | | | Imputations sur les plus-values à long terme | Imputations sur le résultat de l'exercice ⑥ | Solde des moins-values à reporter col ⑦=②+③+④-⑤-⑥ ⑦ |
|--|--|--|--|--|--|---|
| | À 19 %, 16,5 % ⁽¹⁾ ou à 15 % ② | À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a <i>sexies-0</i> du CGI) ③ | À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a <i>sexies-0 bis</i> du CGI) ④ | À 15 % Ou À 16,5 % ⁽¹⁾ ⑤ | | |
| Moins-values nettes N | | | | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | | | | |
| | N-2 | | | | | |
| | N-3 | | | | | |
| | N-4 | | | | | |
| | N-5 | | | | | |
| | N-6 | | | | | |
| | N-7 | | | | | |
| | N-8 | | | | | |
| | N-9 | | | | | |
| | N-10 | | | | | |

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

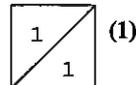
| | | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|--|---|---|---------------|
| Désignation de l'entreprise : <u>SARL LK-EUROCAR HORN</u> | | | | | Néant <input checked="" type="checkbox"/> * | |
| I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N | | | | | | |
| Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme | | | | | | |
| | | taxées à 10 % | taxées à 15 % | taxées à 18 % | taxées à 19 % | taxées à 25 % |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1) | 1 | | | | | |
| Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice | 2 | | | | | |
| TOTAL (lignes 1 et 2) | 3 | | | | | |
| Prélèvements opérés { - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 4 | | | | | |
| | 5 | | | | | |
| TOTAL (lignes 4 et 5) | 6 | | | | | |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6) | 7 | | | | | |
| II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5^e, 6^e, 7^e alinéas de l'art. 39-1-5^e du CGI) | | | | | | |
| montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ① | réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ② | montants prélevés sur la réserve | | montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤ | | |
| | | donnant lieu à complément d'impôt ③ | ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④ | | | |
| | | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

| | | | |
|--|---|--------------------------------|------------------------|
| Désignation de l'entreprise : SARL LK-EUROCAR HORN | | Néant <input type="checkbox"/> | |
| Exercice ouvert le : 01/01/2017 | | et clos le : 31/12/2017 | |
| | | Durée en nombre de mois 12 | |
| Si l'entreprise est membre d'une intégration fiscale, indiquez le SIREN et la dénomination de la société tête de groupe : 518419866 SARL LK-EUROCAR HORN | | | |
| I | Chiffre d'affaires de référence CVAE | | |
| | Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises | OA | 4 133 176 |
| | Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés | OK | |
| | Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante | OL | 14 429 |
| | Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges | OT | |
| | TOTAL 1 | OX | 4 147 605 |
| II | Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée | | |
| | Autres produits de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun) | OH | |
| | Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation | OE | |
| | Subventions d'exploitation reçues | OF | 58 039 |
| | Variation positive des stocks | OD | 1 454 |
| | Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée | OI | 319 384 |
| | Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation | XT | |
| | TOTAL 2 | OM | 378 877 |
| III | Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée | | |
| | Achats | ON | 920 340 |
| | Variation négative des stocks | OQ | |
| | Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances | OR | 847 085 |
| | Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois. | OS | 906 |
| | Taxes déductibles de la valeur ajoutée | OZ | |
| | Autres charges de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun) | OW | 3 617 |
| | Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée | OU | |
| | Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois | O9 | |
| | Moins-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si attachées à une activité courante | OY | |
| | TOTAL 3 | OJ | 1 771 948 |
| IV | Valeur ajoutée produite | | |
| | Calcul de la Valeur Ajoutée | TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3 | OG 2 754 534 |
| V | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | | |
| | Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1330-CVAE pour multi-établissements et sur les formulaires n° 1329-AC et 1329-DEF). | SA | 2 754 534 |
| Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE | | | |
| Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono-établissement au sens de la CVAE (cf. notice de la déclaration n° 1330-CVAE-SD), compléter le cadre ci-dessous et la case SA, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330-CVAE-SD. | | | |
| MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE | EV | X | |
| Chiffre d'affaires de référence CVAE | GX | 4 147 605 | |
| Effectifs au sens de la CVAE | EY | 46 | |
| Période de référence | GY | 0 1 / 0 1 / 2 0 1 7 | GZ 3 1 / 1 2 / 2 0 1 7 |
| Date de cessation | HR | / | / |
| VI | Cotisation Foncière des Entreprises : Qualification des effectifs | | |
| Effectifs moyens du personnel | YP | 46 | |
| Dont apprentis | YF | | |
| Dont handicapés | YG | | |
| Effectifs affectés à l'activité artisanale | RL | | |

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'ann. III au CGI)
N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)



Néant *

EXERCICE CLOS LE N° SIRET

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

ADRESSE (voie)

CODE POSTAL VILLE

| | | | | | |
|---|----|--------------------------------|--|----|-------------------------------------|
| Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise | P1 | <input type="text" value="2"/> | Nombre total de parts ou d'actions correspondantes | P3 | <input type="text" value="10 000"/> |
| Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise | P2 | <input type="text"/> | Nombre total de parts ou d'actions correspondantes | P4 | <input type="text"/> |

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

Liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital

(1) Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31/12/2017

N° SIRET 5 1 8 4 1 9 8 6 6 0 0 0 1 8

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SARL LK-EUROCAR HORN

ADRESSE (voie)

CODE POSTAL 90170 VILLE ANJOUTEY

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5 1

Forme juridique SARL Dénomination LK AIRE URBAINE
N° SIREN (si société établie en France) 819703687 % de détention 95.00
Adresse : N° 42 Voie RUE DES JARDINS
Code Postal 68000 Commune COLMAR Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case. * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 - 291 -

01/01/2017

31/12/2017

X

Désignation de la société:

Adresse du siège social :

SARL LK-EUROCAR HORN

SIRET

5 1 8 4 1 9 8 6 6 0 0 0 1 8

Adresse du principal établissement:

Ancienne adresse en cas de changement:

90170 ANJOUTEY

Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère:

SARL LK-EUROCAR HORN
90170 ANJOUTEY

SIRET

5 1 8 4 1 9 8 6 6 0 0 0 1 8

Activités exercées

Transports routiers réguliers de voyageurs Transports routiers réguliers de voyageurs

Si vous avez changé d'activité, cochez la case

1 Résultat fiscal Bénéfice imposable à 33,1/3 %

Bénéfice imposable à 28%

54 118

Déficit

0

Bénéfice imposable à 15 %

0

2 Plus-values

PV à long terme imposables à 15 %

Résultat net de la concession de licences d'exploitation de brevets au taux de 15 %

PV à long terme imposables à 19%

Autres PV imposables à 19%

PV à long terme imposables à 0%

PV exonérées art. 238 quinquies

3 Abattements et exonérations notamment entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches

Entreprises nouvelles art. 44 sexies

Jeunes entreprises innovantes

Zones franches urbaines

Pôle de compétitivité

Entreprises nouvelles art. 44 septies

Zones franches d'activités art. 44 quaterdecies

Autres dispositifs

Zone de Restructuration de la défense, art. 44 terdecies

Sociétés d'investissements immobiliers cotés

Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)

Plus-values exonérées relevant du taux à 15 %

4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer :

Dans le secteur productif, art. 244 quater W

Dans le secteur du logement social, art. 244 quater X

1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt

2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.

Recettes nettes soumises à la contribution 2,5%

Vous devez obligatoirement déposer votre déclaration n°2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2% prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr. Les notices des liasses fiscales sont désormais uniquement accessibles sur le site www.impots.gouv.fr.

Viseur conventionné

Visa : CGA

Nom, adresse, téléphone, Télécopie

- du professionnel de l'expertise comptable : SARL CECOFI GROUPE COFIME

2 Rue des Pères Oblats 68250 ROUFFACH

Tél : 03 89 49 60 41

- du conseil :

Tél :

- de l'association agréée :

Tél :

- N° d'agrément de l'AA :

ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2065

| | | | | | |
|--|---------------------------------|---|--|--|---|
| Montant global brut des distributions ⁽¹⁾ | Payées par la société elle-même | a | | Payées par un établissement chargé du service des titres | b |
| Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) ⁽²⁾ | | | | (c) | |
| Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées | | | | (d) | |
| Montant des distributions | | | | (e) | |
| autres que celles visées en (a), | | | | (f) | |
| (b), (c) et (d) ci-dessus ⁽³⁾ | | | | (g) | |
| | | | | (h) | |
| Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI ⁽⁴⁾ | | | | (i) | |
| Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI | | | | (j) | |
| Montant des revenus répartis ⁽⁵⁾ | | | | Total (a à h) | |

| Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-3 à 6 ann. III au CGI) : - SARL - tous les associés ; - SCA - associés gérants ; - SNC ou SCS - associés en nom ou commandités ; - SEP et sté de copropriétaires de navires - associés, gérants ou coparticipants. | Pour les S.A.R.L. | Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société. | | | | | |
|---|---|--|---|--|----------------|--|----------------|
| | Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit | Année au cours de laquelle le versement a été effectué | Montant des sommes versées : | | | | |
| | | | à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits | à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement | | à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6 | |
| | | | | Indemnités forfaitaires | Remboursements | Indemnités forfaitaires | Remboursements |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

* NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

* ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

| | | | |
|--|--|---|--|
| Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés ^(a) | | MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice | |
| | | MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice | |
| Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages ^(b) | | MVLT réalisée au cours de l'exercice | |
| | | MVLT restant à reporter | |

REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOTS DE L'EXERCICE

2069RCI

SARL LK-EUROCAR HORN
518419866 IS1

Au titre de l'année N

| | | |
|---|--|---|
| Désignation et n° siren de la société membre de groupe pour lequel le formulaire est déposé SARL LK-EUROCAR HORN | Néant | |
| 90170 ANJOUTEY 518419866 | PME au sens communautaire | X |
| Désignation et n° siren de la société tête de groupe LK-EUROCAR HORN | Société bénéficiant du régime fiscal des groupes | X |
| SARL 518419866 | | |

I – REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT DISPENSES DE DECLARATION SPECIALE

| Crédit d'impôt | Montant |
|--|---------|
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi | 76 317 |
| Réduction d'impôt au titre du mécénat | 780 |
| | |

Réduction d'impôt en faveur du mécénat – montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'UE ou de l'EEE

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (complément)

| | |
|--|-----------|
| dont crédit d'impôt relatif aux rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM | |
| Dont montant préfinancé | |
| Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt hors rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM | 1 090 241 |
| Montant des rémunérations n'excédant pas 2,5 SMIC versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM | |
| Montant des rémunérations (hors DOM) éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L.3141-30 du code du travail | |
| Montant des rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur des indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L. 3141-30 du code du travail | |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés | |

II – CREDITS D'IMPOT AVEC DEPOT OBLIGATOIRE D' UNE DECLARATION SPECIALE

| Crédit d'impôt | Montant |
|--|---------|
| | |
| | |
| | |
| | |
| Crédit d'impôt en faveur de la recherche – dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses situées dans les DOM | |

PRECISIONS SUR L'UTILISATION DES CREDITS D'IMPOTS (Utilisation de la valeur AUT – Autres crédits d'impôts)

| |
|--|
| |
|--|

III – CAS PARTICULIERS

| | Crédit d'impôt | Montant |
|--|----------------|---------|
| CI déposé en cas de cessation au titre de l'année N | | |
| | | |
| | | |
| CI déposé au titre de l'année civile N-2, N-1 en cas d'exercice de plus de 12 mois | | |
| | | |
| | | |

SARL LK-EUROCAR HORN

Etat de suivi pour l'entrepreneur individuel ou l'associé de la société de personne disposant de réductions d'impôts non imputées au titre des années antérieures.

| | |
|---|--|
| Nom et adresse du déclarant Désignation : Complément de désignation : N° / Type / Libellé voie : Complément adresse : Code postal / Ville : Pays : | |
| Nom et adresse de la société | SARL LK-EUROCAR HORN 90170 ANJOUTEY |
| N° SIREN de la société | 518419866 |

| | |
|---|-----|
| Montant de la réduction d'impôt de l'année (report de la ligne 16 de l'imprimé 2069-M-SD)) | 780 |
|---|-----|

SITUATION AU TITRE DE L'ANNÉE N-1

| | | |
|--|----|--|
| Montant de la réduction d'impôt déclarée sur la déclaration n° 2042 de l'année N-1 ⁹ | 21 | |
| Montant de la réduction d'impôt utilisée en N-1 (montant indiqué sur l'avis d'impôt sur le revenu de l'année N-1) | 22 | |
| Montant de la réduction d'impôt non utilisée en N-1 (ligne 21 - ligne 22) | 23 | |

RÉPARTITION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT NON UTILISÉE EN N-1 SELON L'ANNÉE D'ORIGINE

| Année d'origine de la réduction d'impôt | Réduction d'impôt déclarée en N-1 selon son année d'origine 1 | Montant de la réduction d'impôt utilisée en N-1 ¹⁰ 2 | Montant de la réduction d'impôt restant à reporter sur l'année N ¹¹ (colonne 1 - colonne 2) 3 |
|---|--|--|--|
| N-1 | | | |
| N-6 | | | |
| N-5 | | | |
| N-4 | | | |
| N-3 | | | |
| N-2 | | | |
| Total colonne 1 ¹² | | | TOTAL 24 |
| Montant de la réduction d'impôt à déclarer sur la déclaration n° 2042 de l'année (montant ligne 16 + montant ligne 24) ¹³ | | | 25 |

⁹ Le montant de la réduction d'impôt déclarée en N-1 correspond au montant de la réduction d'impôt déclarée en N-1 et aux montants des réductions d'impôt reportables au titre des années antérieures à N-1.

¹⁰ Reporter le montant indiqué ligne 22, en commençant par l'année N-1. Le reliquat éventuel est reporté sur les années antérieures en commençant par les années les plus anciennes.

¹¹ Ce montant sera reporté en colonne 1 lors de la souscription de ce suivi au titre de l'année suivante.

¹² Le total de la colonne 1 doit être égal au montant indiqué ligne 21.

¹³ Ce montant sera à reporter à la ligne 21 de la déclaration n° 2069-M-SD à souscrire l'année suivante.

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-80

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

Contrat de Ville Unique
et Global et Centres
Socioculturels - Appel
à projets 2018 de la Ville
de Belfort

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

-5 JUN 2018



DGA ESU
DPVCH

DELIBERATION

de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

Références
Mots clés
Code Matière

MHI/DGAESU/DPVCH - 18-80
Politique de la Ville
8.5

Objet

**Contrat de Ville Unique et Global et Centres Socioculturels -
Appel à projets 2018 de la Ville de Belfort**

1. L'appel à projets Politique de la Ville de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort a lancé, le 26 janvier 2018, son quatrième appel à projets dans le cadre du Contrat de Ville Unique et Global (CVUG) du Grand Belfort, signé le 11 mai 2015.

Grâce à une enveloppe budgétaire dédiée de 80 000 € pour cette année, son objectif est de soutenir des initiatives à destination des habitants des quartiers prioritaires portées par des associations ou des structures identifiées.

Cette année, l'appel à projets fait l'objet d'une procédure commune avec l'Etat et la Région Bourgogne Franche-Comté.

a. La mise en œuvre de l'appel à projets

Destinataires de l'appel à projets

Cet appel à projets est destiné à toute institution ou association identifiée ou située dans le périmètre des territoires prioritaires et vécus identifiés dans le CVUG, et à l'ensemble des associations dont l'action concernée vise majoritairement les habitants des quartiers prioritaires.

La période de dépôt des dossiers

L'appel à projets a été ouvert du 26 janvier au 23 février 2018.

Les critères d'éligibilité des projets

Les projets déposés doivent être **cofinancés**. La subvention Politique de la Ville accordée ne peut excéder **80 % des charges directes** de l'action.

L'achat de matériel et le financement de postes ne sont pas pris en compte dans le financement, mais peuvent figurer au budget prévisionnel pour préciser les moyens mis en œuvre.

Toute action devait également répondre à au moins un des volets transversaux du CVUG, à savoir :

- participation des habitants,
- égalité femmes-hommes,
- jeunesse,
- lutte contre les discriminations,
- promotion des valeurs républicaines.

Une attention particulière est portée sur les modalités de mise en œuvre de l'action (personnes dédiées, partenariat, participation des bénéficiaires), ainsi qu'aux critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs envisagés.

Sont privilégiées lors de l'instruction :

- l'adaptation aux besoins identifiés des habitants des quartiers prioritaires et des territoires prioritaires,
- les actions répondant aux besoins prioritaires identifiés dans le CVUG,
- les actions présentant un caractère innovant, notamment par rapport aux actions financées dans le cadre du droit commun,
- les actions s'appuyant sur des dynamiques partenariales institutionnelles ou associatives.

b. Bilan de la campagne d'appel à projets 2018

54 dossiers ont été déposés dans les délais (contre 41 en 2015, 59 en 2016 et 46 en 2017) par 31 associations ou structures indépendantes :

- 43 dossiers cohésion sociale,
- 11 dossiers développement économique et emploi.

Des dossiers spécifiques à chaque QPV belfortain ont été déposés, mais une majorité de projets concerne plusieurs, voire tous les quartiers prioritaires.

c. Programmation Politique de la Ville

Ces différentes étapes d'instruction amènent à proposer au Conseil Municipal la répartition de l'enveloppe à affecter du CVUG, disponible sur la ligne de crédits 10815, détaillée dans le tableau joint au présent rapport.

Sur ces bases, 34 projets ont été retenus au titre de la programmation 2018 du Contrat de Ville, consommant la totalité de l'enveloppe budgétaire à affecter. Ils sont détaillés dans le tableau annexé au rapport.

2. Appel à projets «Centres Socioculturels»

a. La mise en œuvre de l'appel à projets

La Ville de Belfort consacre une enveloppe annuelle au soutien de projets portés par des Centres Sociaux ou Maisons de Quartier. Pour 2018, cette enveloppe s'élève à 25 000 €. La période de dépôt des dossiers s'étendait du 1er au 31 mars. Cet appel à projets vise à soutenir des actions innovantes par l'objectif proposé, le public ciblé ou la méthode de travail mise en œuvre. Il permet également d'apporter un soutien à des actions d'animation sociale locale développées par les structures socioculturelles, en lien avec et pour les habitants.

b. Bilan de la campagne 2018

18 projets ont ainsi été déposés par les différentes structures de l'association Oïkos et par l'Association Maison de Quartier Centre-Ville. Les projets répondent à des enjeux variés : « animation-lien social », « santé » et « soutien au vieillissement-familles ».

c. Programmation

Au regard des projets déposés, des critères d'instruction de l'appel à projets, des enjeux de territoire et de l'enveloppe consacrée, il est proposé la programmation suivante (« soutien aux projets CCS/MQ - LC 1418 ») :

- Maison de Quartier Jacques Brel - Accompagnement et soutien au vieillissement des personnes âgées : 1 000 €.
- Maison de Quartier Jacques Brel - Animation sociale locale : 2 600 €.
- Maison de Quartier des Glacis du Château - Lien social-animation locale : 1 400 €.
- Maison de Quartier Jean Jaurès - Fête et manifestations : 3 600 €.
- Centre Culturel et Social Belfort Nord - Alphabétisation : 1 300 €.
- Centre Culturel et Social Belfort Nord - Réveillon solidaire : 800 €.
- Centre Culturel et Social Belfort Nord - Belfort Nord en fête et programmation culturelle : 1 600 €.
- Centre Culturel et Social des Résidences Bellevue - Des animations de quartier pour favoriser le lien social et la vie associative : 2 600 €.
- Centre Culturel et Social de la Pépinière Michel Legrand - Fête de quartier : 1 600 €.
- Centre Culturel et Social de la Pépinière Michel Legrand - Réveillon solidaire : 800 €.
- Centre Culturel et Social de la Pépinière Michel Legrand - Réveillon solidaire 2017 : 1 200 €.
- Centre Culturel et Social des Barres et du Mont - Barres et Mont en fête et en musique : 1 600 €.
- Maison de Quartier Centre-Ville - Forum Santé : 1 000 €.
- Maison de Quartier Centre-Ville - Les jardins solidaires du faubourg : 500 €.
- Maison de Quartier Centre-Ville - Fête de quartier : 1 600 €.
- Maison de quartier Centre-Ville - Fête de l'automne : 1 000 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 32 voix pour, 0 contre et 8 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, M. René SCHMITT -mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Marie STABILE et M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de valider :

. la programmation 2018 de l'appel à projets du Contrat de Ville Unique et Global et l'affectation des crédits de l'enveloppe, pour un montant total de 80 000 €,

. l'affectation de crédits de l'enveloppe de soutien aux projets des Centres Socioculturels de Belfort 2018, pour un montant total de 24 200 € ;

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'attribution des subventions permettant l'exécution de cette programmation.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY



TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUIN 2018

TABLEAU DE PROGRAMMATION DE L'APPEL PROJETS CVUG 2018

| Porteur | Intitulé | Description du projet | Appréhensions du CVUG visés | Référence fiche du CVUG | Subvention sollicitée 2018 | Subvention proposée (Dans le cadre de la LC 10815 CVUG/enveloppe à affecter) | LC à créditer | Commentaire |
|--|---|--|---|--|----------------------------|--|---------------|---|
| 4 AS Record | JAM session "soirées bœuf musical" | Soirées musicales à l'espace café du CCSRB | Jeunesse | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 8 000,00 € | 1 000,00 € | à créer | |
| Cafarnaüm | Ateliers artistiques programmation et création en quartiers sensibles | Ateliers et spectacle de théâtre dans les centres sociaux culturels des quartiers prioritaires | Participation des habitants | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 20 000,00 € | 3 000,00 € | 28238 | |
| Conservatoire Henri Dutilleul | Orchestre des quartiers | Développement des orchestres avec les enfants des quartiers prioritaires, renouvellement des instruments | Jeunesse | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 3 000,00 € | 1 500,00 € | 26957 | Prise en charge des frais de déplacement des élèves |
| Jeunes musicales de France | Musique et jeune public | Interventions dans les classes des écoles des quartiers prioritaires | Jeunesse | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 1 400,00 € | 1 000,00 € | 27013 | |
| Les ateliers polychromes | Quartiers livres | Ateliers de lecture et d'expression écrite destinés aux enfants des quartiers prioritaires | Jeunesse | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 3 500,00 € | 3 000,00 € | 28239 | |
| Le Granit | Jamais seul à tous ensemble | Pièce de théâtre et ateliers destinés aux enfants des écoles des quartiers prioritaires | Jeunesse | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 4 600,00 € | 4 000,00 € | 27000 | |
| Viadance, centre chorégraphique national | Jonction, projet artistique participatif | Projet artistique transfrontalier autour de l'ouverture de la ligne Belfort-Delle | Participation des habitants | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 5 000,00 € | 4 000,00 € | à créer | |
| Oikos | La musique est en vous | Participation au FIMU hors les murs | Participation des habitants | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 3 200,00 € | 2 500,00 € | 25764 | |
| ESTB Handball | Innov'sport 90 | Réseau collaboratif destiné à développer la pratique du Handball et l'inclusion par le sport | Jeunesse | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 5 000,00 € | 5 000,00 € | à créer | |
| Collège Châteaudun | Classe théâtre à l'opéra Garnier | Visite, atelier et pièce de théâtre pour les élèves de la classe théâtre | Jeunesse | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 2 340,00 € | 2 300,00 € | 28236 | |
| Collège Châteaudun | Estime de soi | Interventions auprès des élèves du collège | Jeunesse | CS5 : Actions de réussite éducative complémentaire de l'école | 950,00 € | 900,00 € | 28236 | |
| Femmes relais | Parcours d'accueil et d'intégrations des nouveaux arrivants étrangers à Belfort | Parcours d'accueil et d'intégrations des nouveaux arrivants étrangers à Belfort | Egalité femmes/hommes | CS 12 : plateforme d'accès aux droits sociaux et aux soins dans les QPV | 2 000,00 € | 2 000,00 € | 10656 | |
| CCI | Entrepreneuriat au féminin | Ateliers destinés à développer les aptitudes personnelles à l'entrepreneuriat du public féminin des quartiers prioritaires | Egalité femmes/hommes | DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation | 9 120,00 € | 3 000,00 € | à créer | |
| MIFE | Tandem Juniors-Seniors vers l'emploi | Accompagnement transversal des publics des quartiers prioritaires de la mise en place d'une expérimentation intergénérationnelle | Développement économique et emploi | DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation | 3 000,00 € | 3 000,00 € | 27003 | |
| MIFE | Mise en place d'une plateforme mobilité en faveur de l'emploi | Mise en place d'une plateforme mobilité en faveur de l'emploi | Développement économique et emploi | DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation | 10 000,00 € | 5 000,00 € | 27003 | |
| Mission locale | Chantiers citoyens 16-25 ans | Deux chantiers d'insertion professionnelle : mise en situation de travail, construction d'un projet professionnel | Développement économique et emploi | DEV8b : Redynamisation, remobilisation des jeunes les plus en difficultés | 3 168,00 € | 3 000,00 € | 11131 | |
| SDIS 90 | Service civique sapeur pompier | Recruter 10 jeunes en service civique | Développement économique et emploi | CS11e : Sapeur pompier volontaire en service civique | 9 200,00 € | 5 000,00 € | 28241 | |
| Oikos - Maison de quartier des Glacis du Château | Inclusion sociale | Ateliers socio-linguistiques, soutien et orientation administratif et social | Lutte contre les discriminations | CS 12 : plateforme d'accès aux droits sociaux et aux soins dans les QPV | 1 200,00 € | 1 200,00 € | 25764 | |
| Oikos - Maison de quartier des Glacis du Château | Famille et parentalité | Séjours familles, café des parents, dispositif CLAS, ateliers parents-enfants, programme des vacances scolaires | Participation des habitants Jeunesse | CS2 : Actions de soutien aux familles et à la fonction parentale | 2 500,00 € | 1 500,00 € | 25764 | |
| Oikos - Maison de quartier des Glacis du Château | Jeunesse - accès à la culture et aux loisirs | Ateliers d'arts vivants dans la rue et de boxe thaï | Jeunesse | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 1 000,00 € | 1 000,00 € | 25764 | |
| Oikos - Maison de quartier Jacques Brel | Nouveau regard : osons l'égalité | Accompagnement d'un groupe d'habitants dans l'analyse de la place des femmes dans la société et la compréhension du droit des femmes | Egalité femmes/hommes | CS8b : Sensibilisation des acteurs à l'égalité femmes hommes | 5 000,00 € | 5 000,00 € | 25764 | |
| Oikos - Maison de quartier Jacques Brel | Valeurs de la République et éducation à la citoyenneté | Aide aux devoirs, atelier sur l'histoire de France. Séjour de 3 jours à Paris, visite de l'Assemblée nationale, musées. | Défense des valeurs de la République | CS3 : Parcours d'apprentissage de la citoyenneté pour les enfants et les jeunes | 3 500,00 € | 2 500,00 € | 25764 | |

| | | | | | | | | |
|---|--|--|-----------------------------|---|------------|------------|---------|--|
| Oikos - Maison de quartier Jacques Brel | Accompagnement et soutien au vieillissement des personnes âgées dans le quartier | Ateliers sportifs, rencontres intergénérationnelles, sortie culturelle et co-construction d'un séjour culturel. | Participation des habitants | CS11 : Soutien aux projets favorisant le lien social entre les habitants | 4 000,00 € | 3 000,00 € | 25764 | |
| Oikos - CCS Résidences Bellevue | Passereaux de culture | Visite de musée, interprétation dansée d'un tableau, ateliers d'expression | Participation des habitants | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 2 500,00 € | 2 000,00 € | 25764 | |
| Oikos - CCS Barres et Mont | Le numérique c'est pratique à tout âge | Animations et mise en place d'un espace numérique dans le local rue de la Fraternité | Participation des habitants | CS2 : plateforme d'accès aux droits sociaux et aux soins dans les QPV | 2 300,00 € | 2 000,00 € | 25764 | |
| Oikos - CCS Barres et Mont | Mont environnement : les avantages du compostage des ménages | Animations et promotion du compostage des déchets ménagers en lien avec les composteurs collectifs | Participation des habitants | CS11 : Soutien aux projets favorisant le lien social entre les habitants | 1 000,00 € | 500,00 € | 25764 | |
| Oikos - CCS Belfort Nord | Jardin partagé rue Einstein | Animation et entretien du jardin partagé | Participation des habitants | CS11 : Soutien aux projets favorisant le lien social entre les habitants | 7 500,00 € | 2 500,00 € | 25764 | |
| Oikos - CCS Belfort Nord | Mini camps d'hiver ou de printemps enfance et petite enfance | Mini camps au Ballon d'Alsace pour les enfants de 6 à 12 ans ou de 3 à 6 ans | Jeunesse | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 7 000,00 € | 3 000,00 € | 25764 | |
| PAS Carré Liberté | Projet hiver 2018 | Séjour hiver pour garçons de 11 à 13 ans au Ballon d'Alsace | Jeunesse | DEV8b : Redynamisation, remobilisation des jeunes les plus en difficultés | 1 000,00 € | 500,00 € | 28234 | |
| PAS Carré Liberté | Jura selle : gagne en énergie | Séjour printemps pour adolescents (mixtes) de 12 à 15 ans dans le Jura | Jeunesse | DEV8b : Redynamisation, remobilisation des jeunes les plus en difficultés | 1 500,00 € | 1 000,00 € | 28234 | |
| L'usine | Open school : une école nomade dédiée au développement humain | Ateliers de développement humain et d'expression ouvert à tous | Participation des habitants | CS11 : Soutien aux projets favorisant le lien social entre les habitants | 5 000,00 € | 1 000,00 € | à créer | |
| Permakids | Création et enseignement autour des jardins en permaculture dans les quartiers | Création et enseignement autour des jardins en permaculture dans les quartiers | Participation des habitants | CS11 : Soutien aux projets favorisant le lien social entre les habitants | 600,00 € | 600,00 € | à créer | |
| Lions fight academy | Réussir tous ensemble | Journée festive : manèges, animations gonflables, ateliers de jeux éducatif et présentation de boxe thaïlandaise | Participation des habitants | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 4 000,00 € | 500,00 € | à créer | |
| EMBAR | Les Résidences et les Glacis, terre de rugby ? | 6 actions de développement du rugby dans les quartiers des Résidences et des Glacis | Participation des habitants | CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs | 3 000,00 € | 3 000,00 € | 27014 | |

TOTAL ENVELOPPE 10815

80 000,00 €

TOTAL SUBVENTIONS ATTRIBUEES

80 000,00 €

Annexe 2

| TABLEAU DE PROGRAMMATION DE L'APPEL A PROJETS CSC et MQ 2018 | | | | | |
|--|--|-------|------------------------|----------------------------------|----------------------|
| Structure | Intitulé | AN/AR | coût total de l'action | subvention sollicitée 2018 Ville | Subvention attribuée |
| Oikos MQ des Glacis du Château | Lien social - animation locale (réveillon, carnaval, fonctionnement) | AN | 24 400,00 € | 3 500,00 € | 1 400,00 |
| Oikos MQ Jacques Brel | Animation sociale locale | AR | 12 737,00 € | 3 000,00 € | 2 600,00 |
| Oikos MQ Jacques Brel | Accompagnement et soutien au vieillissement des personnes âgées dans le quartier | AR | 15 452,00 € | 4 000,00 € | 1 000,00 |
| Oikos MQ Jean Jaurès | Fêtes et manifestations | AR | 12 215,00 € | 4 000,00 € | 3 600,00 |
| Oikos CCSBN | l'alphabétisation, vecteur d'inclusion sociale et culturelle | AN | 6 500,00 € | 2 500,00 € | 1 300,00 |
| Oikos CCSBN | Belfort Nord en fête et programmation culturelle | AR | 8 600,00 € | 3 000,00 € | 1 600,00 |
| Oikos CCSBN | Réveillon solidaire | AR | 5 000,00 € | 4 000,00 € | 800,00 |
| Oikos CCSRB | "des animations de quartier pour favoriser le lien social et la vie associative" | AR | 20 872,00 € | 2 800,00 € | 2 600,00 |
| Oikos CCSP | Fête de quartier | AR | 8 050,00 € | 2 800,00 € | 1 600,00 |
| Oikos CCSP | Réveillon solidaire | AR | 4 960,00 € | 2 310,00 € | 800,00 |
| Oikos CCSBM | Barres et mont en fête et en musique | AR | 9 313,52 € | 2 800,00 € | 1 600,00 |
| MQ centre ville | Les jardins solidaires du faubourg | AN | 10 900,00 € | 2 000,00 € | 500,00 |
| MQ centre ville | Fête de quartier "le temps des artistes" | AR | 12 350,00 € | 3 000,00 € | 1 600,00 |
| MQ centre ville | Fête de l'automne | AR | 12 350,00 € | 3 000,00 € | 1 000,00 |
| MQ centre ville | "Faites vos jeux" | AR | 7 500,00 € | 1 000,00 € | 0,00 |
| MQ centre ville | Forum Santé | AR | 11 413,00 € | 3 000,00 € | 1 000,00 |
| CCSP | Réveillon solidaire 2017 | AR | | 1 200,00 € | 1 200,00 |
| | | | 182 612,52 € | 47 910,00 € | 24 200,00 |

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-81

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

Poursuite
de l'expérimentation
d'une classe passerelle au
sein de l'école maternelle
Dreyfus-Schmidt - Projet
de convention entre
la Ville de Belfort et
l'Education Nationale
2018-2019 - Demande de
subvention auprès de la
CAF

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES
-5 JUIN 2018



Direction de la Petite Enfance

DELIBERATION

de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

Références
Mots clés
Code matière

MHI/FB/VO/SD - 18-81
Petite Enfance
8.1

Objet

Poursuite de l'expérimentation d'une classe passerelle au sein de l'école maternelle Dreyfus-Schmidt - Projet de convention entre la Ville de Belfort et l'Education Nationale 2018-2019 - Demande de subvention auprès de la CAF

Le projet de classe passerelle engagé depuis la rentrée scolaire 2016-2017 à l'école maternelle Dreyfus-Schmidt est le fruit d'un travail partenarial, associant la Ville de Belfort, l'Education Nationale et la Caisse d'Allocations Familiales.

1- Renouvellement du conventionnement :

La création et le fonctionnement d'une classe passerelle ont donné lieu à la signature d'une convention entre l'Education Nationale et la Ville de Belfort sur l'année scolaire 2016-2017 et 2017-2018, conformément à la délibération du Conseil Municipal du 17 novembre 2016.

Cette convention précise les principes de la démarche qui reposent sur :

- le travail de socialisation de l'enfant,
- l'implication des parents,
- l'acquisition du langage.

Un suivi de la démarche, via un comité de pilotage, est défini. Il associe la Ville de Belfort, la Direction Académique, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental (au titre du Service de Protection Maternelle Infantile).

La convention rédigée en pièce jointe est proposée dans le cadre d'un renouvellement de l'expérimentation sur l'année scolaire 2018-2019. Elle pourra être reconduite au regard des bilans de l'activité réalisée.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

-- 5 JUIN 2018

2- Demande de subvention :

Le budget de fonctionnement de cette action pour l'année 2018-2019 est estimé comme suit :

| Dépenses | | Recettes | |
|------------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| Poste EJE (0.6 ETP) | 23 000 € | CAF (demande) | 12 600 € |
| Gestion administrative | 1 700 € | Ville de Belfort | 12 600 € |
| Matériel pédagogique | 500 € | | |
| Total | 25 200 € | Total | 25 200 € |

Dans ce cadre, la Ville de Belfort prévoit de solliciter la CAF à hauteur de 12 600 € en budget de fonctionnement.

S'agissant d'une action en année scolaire, les crédits sont inscrits, pour partie, au budget 2018, et pour partie, le seront au budget 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 2 abstentions (M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER -mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-
ne prend pas part au vote),*

DECIDE

d'autoriser :

- M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention de partenariat avec la Direction Académique,

- M. le Maire, ou son représentant, à solliciter le concours financier de la Caisse d'Allocations Familiales.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Objet : Poursuite de l'expérimentation d'une classe passerelle au sein de l'école maternelle Dreyfus-Schmidt - Projet de convention entre la Ville de Belfort et l'Education Nationale 2018-2019 - Demande de subvention auprès de la CAF



**BILAN DES ACTIVITES DE
LA CLASSE PASSERELLE
ANNEE SCOLAIRE 2016/2017**

1) Rappel des principes de bases

a) Le cadre général

La classe passerelle est un lieu de rencontre, de découverte, d'éveil, de socialisation pour l'enfant à partir de 2 ans mis en place à titre expérimental par la Ville de Belfort, en partenariat avec l'Education Nationale et la Caisse d'Allocations Familiales. La démarche a été engagée depuis septembre 2016 au sein de l'école maternelle Dreyfus Schmidt, au sein du quartier Politique de la Ville des Résidences.

Le soutien de la Caisse d'Allocations Familiales s'inscrit dans le cadre de son action en faveur d'actions relevant du domaine de la parentalité. A ce titre, le soutien de la CAF dans le cadre de sa subvention de fonctionnement concerne l'animation des différents ateliers et temps d'information en direction des familles (temps de préparation et d'animation).

Ce dispositif qui n'est ni une école maternelle ni un établissement d'accueil du jeune enfant, est un lieu unique où des professionnels (professeur des écoles, éducateur de jeunes enfants, agent territorial spécialisé des écoles maternelles) travaillent en étroite collaboration avec les familles.

En effet, régulièrement des temps d'accueil et d'échanges sont organisés entre les familles et l'équipe éducative. Afin de permettre aux parents de tisser un lien avec l'école, d'établir, de créer ou de recréer un climat de confiance entre eux et l'institution. Il paraît donc indispensable de les associer au quotidien de leur enfant dans la classe passerelle.

Cette première séparation est une étape sensible qui nécessite un accompagnement particulier. L'adaptation des enfants dépend de la qualité de l'accueil qui leur est fait, de la prise en compte de leur besoins, mais aussi de l'attention portée à leurs parents.

b) L'équipe en charge du dispositif

L'équipe éducative est composée :

- un enseignant, professeur des écoles placé sous l'autorité de l'éducation nationale (PE) ;
- un éducateur de jeunes enfants (EJE) ;
- un agent territorial spécialisé des écoles maternelles (ATSEM).

Le PE a pour missions de :

- aider l'enfant à mieux vivre la séparation avec sa famille
- placer les parents dans un rapport confiant avec l'école
- accompagner le développement de l'enfant
- assurer la liaison entre la vie de la classe passerelle et la vie de l'école d'accueil
- proposer des activités d'éveil adaptées

- assurer un travail de coéducation
- placer les parents en confiance vis-à-vis de l'école, les aider à trouver leur place dans la vie « scolaire » de leur enfant

L'EJE a pour missions de :

- reconnaître et répondre aux besoins spécifiques de l'enfant de 2 ans
- accompagner l'enfant lors de la séparation en créant un lien sécurisé
- encourager l'enfant afin de développer la confiance en soi
- veiller au bien être psychoaffectif et physique de l'enfant
- animer des temps de rencontres avec les familles
- offrir un lieu d'ouverture, d'échange aux enfants et aux familles
- accompagner les parents dans leur rôle de 1ers éducateurs
- faciliter l'implication dans la vie de la classe passerelle
- transmettre aux familles les informations concernant leur enfant
- travailler en équipe, développer des partenariats, favoriser la création de réseaux (orientation des familles si besoin)

L'ATSEM a pour missions de :

- accompagner le quotidien de l'enfant en respectant son développement et son autonomie
- travailler en collaboration étroite avec l'EJE et le PE, dans le respect du projet de la classe passerelle
- veiller à la sécurité du groupe d'enfants lors des temps de siestes
- assurer l'entretien et la propreté des locaux

c) Les modalités de fonctionnement

Les horaires du dispositif sont les suivants :

- Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi : 8h20-11h30 /13h20-15h45
- Mercredi : 8h20-11h30

L'accueil du matin se fait de 8h20 à 9h tous les matins. Les familles peuvent arriver pendant ce créneau horaire et rester le temps nécessaire à une séparation sécurisante. Les parents s'installent dans la classe et jouent avec les enfants présents, échangent avec les professionnels.

Dans ce projet « classe passerelle » trois demi-journées permettent aux parents de participer à différents ateliers :

- mardi après-midi : rencontre autour d'un thème ;
- mercredi matin : atelier partagé (enfants/parents) ;
- vendredi après-midi : finalisation des travaux des enfants.

La programmation des thèmes et des ateliers est faite une semaine à l'avance. Les familles sont informées par le biais d'un tableau d'affichage.

2) Bilan de la participation des familles

TABLEAU DE FREQUENTATION DES FAMILLES

| | | RENCONTRES THEMATIQUES | ATELIERS PARENTS ENFANTS | ATELIERS PARENTS (finalisation des travaux des enfants) | SORTIES PEDAGOGIQUES / PARTENARIAT | Moyenne par séance |
|-----------|----------------|---------------------------|--------------------------------|---|---|-----------------------|
| | | | | | | |
| SEPTEMBRE | Nbr de séances | | 4 | | | 2,75 |
| | Participants | | 11 | | | |
| OCTOBRE | Nbr de séances | 3 | 2 | 2 | 1 | 2,875 |
| | Participants | 8 | 6 | 4 | 5 | |
| NOVEMBRE | Nbr de séances | 4 | 4 | 3 | | 2,18 |
| | Participants | 8 | 10 | 6 | | |
| DECEMBRE | Nbr de séances | 2 | 2 | 2 | | 4,83 |
| | Participants | 2 | 22 | 5 | | |
| JANVIER | Nbr de séances | 5 | 5 | 3 | 1 | 2,35 |
| | Participants | 13 | 7 | 9 | 4 | |
| FEVRIER | Nbr de séances | 2 | 3 | 3 | 1 | 2,55 |
| | Participants | 5 | 4 | 8 | 6 | |
| MARS | Nbr de séances | 4 | 4 | 4 | | 3,33 |
| | Participants | 4 | 25 | 11 | | |
| AVRIL | Nbr de séances | 2 | 2 | 2 | 1 | 3,71 |
| | Participants | 4 | 2 | 16 | 4 | |
| MAI | Nbr de séances | 5 | 5 | 3 | 1 | 1,5 |
| | Participants | 5 | 4 | 6 | 6 | |
| JUIN | Nbr de séances | 3 | 4 | 4 | 2 | 1,3 |
| | Participants | 0 | 4 | 2 | 11 | |
| JUILLET | Nbr de séances | | 1 | | | 20 |
| | Participants | | 20 | | | |

Sur l'année scolaire en moyenne 4,73 familles par séance

Source : Service petite-enfance de la Ville de Belfort – Septembre 2017

a) La participation aux ateliers

De manière générale, nous observons une participation moyenne de 4,73 familles par séance.

Il s'agit souvent les mêmes familles qui participent aux ateliers. Dans ce cadre, des liens se sont créés entre celles-ci et s'organisent pour s'inscrire par affinité.

Pour autant, chaque famille a été présente au moins à un atelier par mois.

La baisse de fréquentation sur les mois de mai et juin, s'explique :

- par les ponts et jours fériés du mois de mai ;
- par la période de Ramadan en juin.

Les mois les plus fréquentés correspondent aux périodes de fêtes (fin d'année et carnaval) durant lesquelles les familles ont participé activement aux ateliers proposés

b) Les temps thématiques du mardi

Ces temps d'échanges se déroulent de 14h15 à 15h45.

Différents thèmes sont abordés, ces thèmes sont proposés à la fois par l'éducatrice de jeunes enfants mais également par les parents.

Les thèmes suivant ont été travaillés suite à proposition de l'EJE :

- le « NON » chez l'enfant (comment se positionner face à un enfant qui est en période d'opposition)
- le respect du rythme de l'enfant (développement, physiologique)
- l'équilibre alimentaire
- le sommeil (rythme et rituel du coucher)
- savoir poser des limites, un cadre rassurant
- l'utilisation des écrans (tablette, téléphone, ordinateur, télévision, ...)

Les thèmes suivant ont été travaillés suite à proposition des parents :

- le petit déjeuner
- les repas du soir
- les sucreries : quand et comment ... ?
- que proposer à mon enfant comme activité, lorsque la météo ne permet pas de jeux extérieurs ?
- les évolutions de l'enfant (mon enfant grandit... son comportement change...)

Ces temps d'échanges sont animés dans la classe, par l'EJE, en présence de l'enseignante. L'ATSEM, quant à elle, est en salle de sieste avec le groupe d'enfants

L'EJE s'appuie à la fois sur des éléments théoriques pour présenter le thème du jour aux familles et apporter des réponses à certaines de leurs questions mais également sur son expérience professionnelle et les échanges qu'elle a avec ses collègues du service petite enfance. La parole est libre mais toujours dans le respect de chacun.

Dans ce cadre, l'EJE invite les familles à mettre en mots leurs observations, leurs questionnements et à échanger sur leurs propres expériences.

Certaines mamans, hésitantes à prendre la parole lors des premières rencontres, ont pris confiance dans le groupe. En effet, se sentant moins isolées et rassurées sur le fait qu'elles rencontrent les mêmes difficultés que d'autres familles, elles ont pu petit à petit commencer à poser des questions et échanger sur leurs expériences.

Les papas sont peu présents sur ces temps d'échanges, ils semblent plus investis dans les ateliers du mercredi matin.

c) Les ateliers parents-enfants du mercredi matin

Les ateliers parents /enfants se déroulent tous les mercredis matins.

Les parents préalablement inscrits passent la matinée avec leurs enfants dans la classe où sont proposés alternativement un atelier « cuisine » ou « arts plastiques ». Les recettes de cuisine sont élaborées en lien avec les saisons, et les parents partagent aussi leurs recettes familiales, ce qui permet de découvrir « les cuisines du monde ». Concernant les matinées « arts plastiques », différents supports et diverses matières sont utilisés, avec des thèmes en lien avec la période de l'année.

Durant ces ateliers les objectifs sont :

- l'autonomie de l'enfant. En laissant le libre choix à l'enfant de participer ou pas. En adaptant l'aménagement du lieu pour lui permettre de faire seul.
- les échanges entre tous les participants (enfants, parents, professionnels).

Les parents s'étonnent parfois des capacités des enfants, en particulier de leur propre enfant et des différences de comportement entre ce qu'ils vivent à la maison et à l'école.

Les observations des parents et des professionnels servent parfois de base de discussions lors des après-midi d'échanges. Exemple : des parents s'étonnent de l'autonomie dont l'enfant fait preuve à l'école par rapport à celle qu'il montre à la maison et sollicitent les professionnels pour avoir des pistes qui permettraient de favoriser cette autonomie au domicile.

d) Les ateliers parents-enfants du vendredi après-midi

Les familles volontaires, sur inscription au préalable, participent à ces temps de « finalisation » des travaux des enfants (découpage, collage...).

Les mamans disent apprécier ces temps, d'une part parce qu'elles voient les travaux de leur enfant mais d'autre part, il semble qu'elles se sentent valorisées de pouvoir apporter leur touche personnelle, et créer un objet commun avec leur enfant.

e) Sorties pédagogiques et partenariats

- Bibliothèque « La clé des champs

Ces séances ont permis aux familles et aux enfants de découvrir le fonctionnement de la bibliothèque du quartier. Malgré la barrière de la langue française, certaines familles s'approprient le livre et adaptent l'histoire.

- **Journée à la ferme de Bouxwiller**

Le 6 juin 2017 a eu lieu une sortie à la ferme où 5 familles ont pu participer.

Là encore, la découverte d'un milieu inconnu pour beaucoup, permet de créer une expérience et des souvenirs communs. Le parent ayant en charge, son propre enfant et un autre enfant du groupe se sent responsable et valorisé dans son rôle d'adulte.

L'action a été soutenue par la Ville de Belfort dans le cadre des Projets d'Action Educatives (PAE).

3) Evolutions possibles :

Afin de favoriser l'investissement des familles et augmenter le taux de participation de celles-ci aux divers ateliers, l'équipe de la classe passerelle réfléchit à proposer aux futurs inscrits « un contrat famille », comme cela se pratique à Mulhouse.

Ce contrat aurait pour objectifs :

- de rappeler l'importance de la fréquentation régulière de l'enfant ;
- d'inviter les familles à être présentes régulièrement lors des ateliers parents pour favoriser les échanges et s'investir dans la vie de la classe passerelle.

L'élaboration de ce contrat fera l'objet de réunions de travail durant cette année scolaire avant validation par tous les partenaires.



académie
Besançon

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE



CONVENTION

2018-2019

CLASSE PASSERELLE

A L'ÉCOLE MATERNELLE PIERRE DREYFUS-SCHMIDT DE BELFORT

ENTRE :

- **La Ville de Belfort**, représentée par son Maire en exercice, M. Damien MESLOT, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 31 mai 2018, d'une part,

ET :

- **Le Recteur de l'Académie de Besançon**, représenté par le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale du Territoire de Belfort, M. Eugène KRANTZ, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Les dispositifs Passerelle visent à :

- une prise en charge éducative adaptée à des enfants de moins de trois ans,
- l'accompagnement des parents par une participation active soutenant et valorisant la fonction parentale,
- un travail sur la séparation mère/enfant.

Dans les zones et les quartiers défavorisés, cette initiative constitue un élément important pouvant favoriser la réussite scolaire des enfants dont les parents sont éloignés de la culture scolaire pour des raisons sociales, culturelles ou linguistiques.

La classe Passerelle permet plus particulièrement :

- d'offrir un accueil qui réponde à la spécificité des besoins des enfants de moins de trois ans en visant l'entrée à l'école maternelle en petite section,
- de socialiser des enfants dans une école située dans un environnement social défavorisé,
- d'inscrire les parents dans une démarche de rencontre avec l'école et de les impliquer dans un projet,
- de favoriser les relations des parents avec leurs enfants dans des situations éducatives.

Dans ce cadre, les parties considèrent que le dispositif Passerelle existant depuis l'année 2000 à Belfort doit évoluer vers l'ouverture d'une classe Passerelle à l'école maternelle publique Pierre Dreyfus-Schmidt, à compter de la rentrée de septembre 2016.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Ville de Belfort et le Recteur de l'Académie de Besançon et de préciser le rôle de chacun dans la mise œuvre et le fonctionnement de la classe Passerelle.

Article 2 : Objectifs de la classe Passerelle

Le classe Passerelle vise à :

- offrir aux enfants et aux familles un lieu d'ouverture, d'échanges et de rencontre,
- respecter l'enfant dans son développement et à lui proposer un accompagnement personnalisé vers les premiers apprentissages,
- favoriser le partage des compétences entre les diverses catégories de professionnels de la petite enfance,
- soutenir les parents dans leur rôle éducatif,
- intégrer un travail pédagogique mobilisant des moyens adaptés aux particularités de cet âge pour une adaptation réussie au milieu scolaire.

Article 3 : Public bénéficiaire

Les dispositifs Passerelle s'adressent en priorité aux enfants de moins de trois ans relevant d'un quartier prioritaire de la Politique de la Ville, ou élèves d'un Réseau d'Education Prioritaire (REP).

La classe Passerelle de l'école maternelle publique Pierre Dreyfus-Schmidt à Belfort accueille vingt-et-un enfants du secteur de l'école.

Article 4 : Conditions d'admission des enfants dans la classe Passerelle

Afin d'être admis dans la classe passerelle, l'enfant doit :

- avoir deux ans révolus au jour de la rentrée scolaire en classe Passerelle,
- habiter le périmètre scolaire de l'école maternelle concernée par la classe Passerelle,
- ne pas avoir fréquenté régulièrement une structure d'accueil collectif,
- avoir au moins un parent disponible pendant le temps scolaire.

Le projet exige une présence régulière des parents dans le lieu d'accueil tout au long de l'année (accueil, sorties, table ronde, projet...). Au moment de l'inscription, les parents s'engagent à s'impliquer, à raison d'une à deux demi-journées par semaine, dans les actions organisées dans le cadre de la classe Passerelle.

Article 5 : Obligations des parties

La Ville de Belfort s'engage à mettre à disposition de la classe Passerelle un emploi d'Educateur de Jeunes Enfants et un emploi d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (ATSEM).

Le Recteur de l'Académie de Besançon s'engage à mettre à disposition de la classe Passerelle un emploi d'enseignant du premier degré.

Les parties encouragent la complémentarité des deux professionnels référents (Educateur de Jeunes Enfants et enseignant), en visant des objectifs communs, selon des démarches et des moyens différents, propres aux spécialités respectives. Les actions entreprises dans ce travail partenarial nécessitent un soutien mutuel des personnels impliqués permettant de réfléchir et d'enrichir les pratiques en complémentarité.

Les parties favoriseront la participation des personnels intervenant dans la classe Passerelle à une formation inter-catégorielle.

Article 6 : Fonctionnement de la classe Passerelle

- **Accueil des familles avant la rentrée** : Une rencontre des parents est organisée à la fin de l'année scolaire précédant l'entrée en classe Passerelle (visite de l'école et de la classe passerelle assurée par le directeur de l'école maternelle).
- **Date de la rentrée scolaire pour la classe Passerelle** : La rentrée en classe Passerelle est échelonnée sur la première semaine de la rentrée scolaire.
- **Horaires** : La souplesse et une adaptation progressive des horaires aux besoins des enfants (récréations, accueil, sortie, projets particuliers...) seront recherchées.
- **Organisation en cas d'absence de l'un des deux personnels référents** : Les parties s'engagent à mettre en commun leurs moyens pour maintenir l'accueil de l'ensemble des enfants en cas d'absence de l'un ou de l'autre personnel référent de la classe Passerelle.
- **Temps de concertation entre les personnels référents** : L'Educateur de Jeunes Enfants et l'enseignant disposent d'un temps de concertation dans le cadre des 36 heures d'Activités Pédagogiques Complémentaires (APC) (hors temps de présence élèves).

Article 7 : Responsabilité

Au quotidien, les personnels intervenant dans la classe Passerelle sont responsables des enfants accueillis et du bon fonctionnement de la classe Passerelle.

Les personnels municipaux sont couverts par une assurance multirisque (trajet et actions) souscrite par la Ville de Belfort dans le cadre des actions pour lesquelles ils sont mandatés. L'enseignant de l'Education Nationale est couvert dans le cadre de la protection des fonctionnaires.

Article 8 : Comité de pilotage

Un comité de pilotage se réunit au minimum deux fois par an. Il prend connaissance et valide le bilan de la classe Passerelle. Il fixe les orientations et veille au respect des principes de la classe et aux engagements des deux partenaires signataires. Il prend acte de l'accompagnement de l'équipe d'encadrement de la classe Passerelle.

Le comité de pilotage comprend :

Les représentants du Recteur de l'Académie de Besançon :

- l'inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription concernée,
- l'inspecteur de l'Education Nationale chargé de la mission départementale «école maternelle»,
- le directeur de l'école maternelle concernée,
- l'enseignant de la classe passerelle,
- le coordonnateur REP,
- le psychologue scolaire.

Les représentants de la Ville de Belfort :

- l'Adjoint au Maire chargé de l'Education,
- le Directeur du Pôle Education,
- le Responsable de la Petite Enfance,
- l'Educateur de Jeunes Enfants,
- l'ATSEM.

Les représentants des autres partenaires :

- un représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Territoire de Belfort,
- un représentant de la Protection Maternelle et Infantile du Territoire de Belfort.

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est établie en deux originaux, acceptés et signés par les parties intéressées. Elle est conclue pour l'année scolaire 2018-2019, et prend effet à compter de la date de sa signature.

Sa reconduction annuelle sera étudiée, chaque année, au regard des bilans de l'activité réalisée.

Fait à Belfort, le

Pour la Ville de Belfort,
Pour le Maire
L'Adjointe déléguée,

Pour le Recteur de l'Académie de Besançon
et par délégation
Le Directeur Académique des Services
de l'Education Nationale
du Territoire de Belfort,

Marie-Hélène IVOL

Eugène KRANTZ

Objet de la délibération

N° 18-82

Rythmes scolaires -
Organisation du temps
scolaire et périscolaire de
la Ville de Belfort à
compter de la rentrée
2018-2019

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



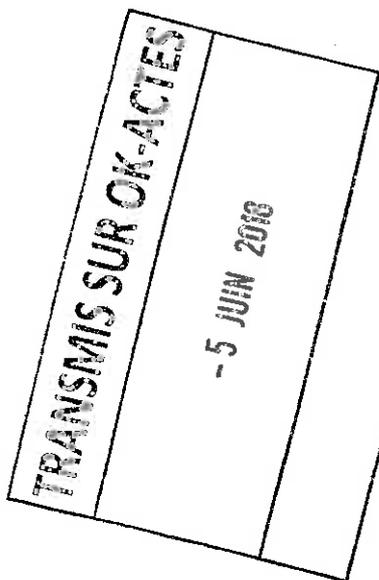
La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.





DGAFB

DELIBERATION

de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

Références
Mots clés
Code matière

MHI/DGAFB - 18-82
Enseignement
8.1

Objet

Rythmes scolaires - Organisation du temps scolaire et périscolaire de la Ville de Belfort à compter de la rentrée 2018-2019

1 - Quelques rappels préalables

A la suite du Décret du 27 juin 2017, les communes ont la possibilité de proposer une adaptation du mode d'organisation de la semaine scolaire dans leurs écoles publiques du premier degré.

L'objectif est de proposer pour la rentrée 2018 un projet d'organisation de la semaine scolaire pérenne et permettant d'améliorer les conditions d'apprentissage et de réussite des écoliers, tout en permettant de concilier vie professionnelle et vie familiale.

C'est dans ce cadre que la Ville de Belfort a décidé d'ouvrir une large consultation, tant auprès des familles et enseignants, qu'auprès des Conseils d'Ecole.

Les résultats de cette consultation ont fait l'objet d'une validation par le Conseil Municipal du 14 décembre 2017 qui, sur cette base, a approuvé le retour à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée 2018.

Pour mémoire, les résultats sont les suivants :

- Consultation des familles et enseignants : du 18 septembre au 2 octobre 2017 : 76 % des familles se sont prononcées en faveur du retour de la semaine à 4 jours ; 87 % des enseignants se sont prononcés en faveur du retour de la semaine de quatre jours ;

- Consultation des Conseils d'Ecole : du 17 octobre au 24 novembre 2017 : sur 31, 28 se sont prononcés en faveur du retour à la semaine de quatre jours, 3 contre.

2 - Le cadre d'exercice actuel : semaine de 4,5 jours

| | LUNDI | MARDI | MERCREDI | JEUDI | VENDREDI |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--|--------------|--------------|
| 7 h 30 ou 7 h 45 à 8 h 30 | Périscolaire | Périscolaire | Périscolaire | Périscolaire | Périscolaire |
| 8 h 30 à 11 h 30 | Ecole | Ecole | Ecole | Ecole | Ecole |
| 11 h 30 à 13 h 30 | Restauration | Restauration | Périscolaire ACM - Restauration | Restauration | Restauration |
| 13 h 30 à 15 h 30 | Ecole | Ecole | Périscolaire ACM - Activités | Ecole | Ecole |
| 15 h 30 à 18 h 00 ou 18 h 30 | Périscolaire | Périscolaire | Périscolaires ACM - Départ échelonné | Périscolaire | Périscolaire |

3 - Le cadre d'exercice à compter de la rentrée 2018-2019 : retour à la semaine de quatre jours

3.1) Semaine type

| | LUNDI | MARDI | MERCREDI EXTRASCOLAIRE | JEUDI | VENDREDI |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--|--------------|--------------|
| 7 h 30 ou 7 h 45 à 8 h 30 | Périscolaire | Périscolaire | ACM - accueil échelonné jusqu'à 9 h | Périscolaire | Périscolaire |
| 8 h 30 à 11 h 30 | Ecole | Ecole | 9 h à 12 h ACM - Activités | Ecole | Ecole |
| 11 h 30 à 13 h 30 | Restauration | Restauration | ACM - Restauration | Restauration | Restauration |
| 13 h 30 à 16 h 30 | Ecole | Ecole | Accueil échelonné à partir de 13 h 30 14 h à 17 h ACM - Activités | Ecole | Ecole |
| 16 h 30 à 18 h 00 ou 18 h 30 | Périscolaire | Périscolaire | ACM - Départ échelonné | Périscolaire | Périscolaire |

3.2) Présentation des principales caractéristiques du retour à la semaine de 4 jours

➤ Temps périscolaire

Les principes de gestion se présentent sur les mêmes bases qu'actuellement, soit :

- **Matin** : accueil échelonné.
- **Midi** : accueil jusqu'à 12 h 15, puis organisation du temps de restauration.
- **Soir** : accueil avec départ échelonné. Pour les élémentaires, un choix est possible :
 - o Activités ludiques : programmation par l'équipe d'animation.
 - o Etudes surveillées (direction confiée aux directeurs périscolaires) : à l'année.
 - o Ateliers périscolaires : programmation au trimestre.

➤ Temps extrascolaire du mercredi

a) *Proposition d'organisation*

- Ouverture sur la même amplitude qu'une journée scolaire.
- Proposition d'un temps de restauration sur tous les sites.
- Accueil et départ échelonnés.

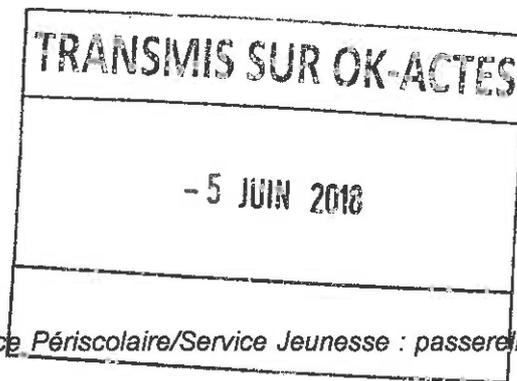
Dans ce cadre, une journée type pourrait se décliner ainsi qu'il suit :

- Accueil échelonné de l'ouverture à 9 h.
- Activités de 9 h à 12 h.
- Pause méridienne de 12 h à 14 h.
- Accueil échelonné de 13 h 30 à 14 h.
- Activités de 14 h à 17 h.
- Départ échelonné de 17 h à 18 h ou 18 h 30 (suivant le site).

b) *Orientations pédagogiques* :

Les activités suivantes pourraient être développées :

- Le matin : activités manuelles, jeux divers et jeux sportifs.
- L'après-midi : un thème par cycle sera proposé avec l'intervention d'agents qualifiés selon différentes options :
 - Compétence interne agents accueils périscolaires.
 - Mobilisation des services de la Ville de Belfort (Sports, Culture (Musées, Bibliothèques, Archives)...).
 - Acteurs associatifs avec qui la Ville de Belfort dispose de convention de partenariat.



c) Lien Service Péricolaire/Service Jeunesse : passerelle pour les enfants de CM1/CM2

L'objectif suivi est de créer une passerelle pour permettre aux enfants de CM1/CM2 de découvrir les activités proposées par le Service Jeunesse. Une journée type pourrait se décliner ainsi qu'il suit :

- Le mercredi matin

Le mercredi matin de 9 h à 12 h, les enfants de CM1/CM2 seraient pris en charge par un animateur du Service Jeunesse au sein d'un ACM enfance. Les activités proposées seraient organisées par cycle sur un trimestre. Des activités à dominante sportive, culturelle ou citoyenne seraient proposées.

- Le mercredi après-midi

Les enfants de CM2 seraient pris en charge par le Service Jeunesse au sein des Antennes Jeunesse pour pratiquer des activités dans le cadre d'un projet au long court. Notons qu'un groupe spécifique serait créé pour les enfants de CM2 (9-11 ans) au sein des antennes Jeunesse qui sont dédiées aux 11 ans et plus.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 32 voix pour, 6 contre (Mme Samia JABER –mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, René SCHMITT –mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI) et 4 abstentions (M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

d'entériner l'organisation du temps scolaire et périscolaire de la Ville de Belfort, à compter de la rentrée 2018-2019.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-83

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

Multi-Accueil Belfort
Nord - Etat
d'avancement du projet

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



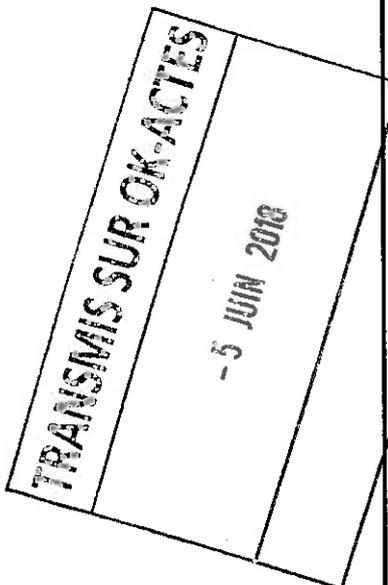
La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.





DGAFB

DELIBERATION

de Mme Marie-Hélène IVOL et de M. Jean-Marie HERZOG,
Adjoints

Références
Mots clés
Code matière

MHI/JMH/DGAFB - 18-83
Petite Enfance
1.1

Objet

Multi-Accueil Belfort Nord - Etat d'avancement du projet

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 14 mai 2018 ;

I. Éléments de contexte

1.1) Un projet d'intervention global en faveur des habitants de Belfort Nord

Le projet politique prévoit un rééquilibrage des investissements de la collectivité sur l'ensemble des quartiers de la Ville de Belfort.

Le quartier Belfort Nord Dardel-La Méchelle a été classé par le Gouvernement parmi les 1 500 quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) en juin 2014. Lors de l'élaboration du Contrat de Ville, des études sociodémographiques y ont effectivement montré une forte précarisation des habitants et un manque d'équipements publics de proximité.

Aussi, l'un des enjeux du mandat est de cibler ce secteur pour y mener une action municipale d'envergure. A cet effet, un projet global a été finalisé ; il propose une intervention transversale structurée autour des actions suivantes :

- un plan de réhabilitation de l'habitat privé inscrit au Programme Local de l'Habitat de la CAB (2018-2022) : une opération programmée d'amélioration de l'habitat renouvellement urbain (OPAH-RU) a été engagée le 5 mars dernier pour une durée de 5 ans ;
- la création d'un Espace Citoyen Intergénérationnel (ECI) au 195 avenue Jean Jaurès,
- le développement d'une stratégie globale d'animations (Mois Givré, Braderie...) afin de développer l'attractivité du quartier et redéfinition de la stratégie commerciale via le lancement d'une étude ad hoc dans le cadre du dispositif national «Cœur de Ville», dont la Ville de Belfort est l'une des bénéficiaires,
- une campagne d'embellissement des façades et des espaces publics (réfection des trottoirs et de l'éclairage public ; réhabilitation du square de la Roseaie...).

1.2) Le développement d'une offre Petite Enfance dans le quartier

Le quartier Belfort Nord se caractérise par :

- une proportion d'allocataires CAF à hauteur de 50 %,
- un nombre de bénéficiaires du RSA élevé,
- un fort taux de familles monoparentales : 47 % de familles,
- des situations d'isolement,
- une absence de service public dédié à la petite enfance sur ce quartier et le constat de la présence d'enfants issus du quartier dans les autres établissements d'accueil petite enfance.

C'est la raison pour laquelle il vous avait été proposé de réaliser un établissement de 25 places au droit de l'ex-presbytère de l'église Saint-Louis, rue Stehlin.

Ce dossier a été régulièrement présenté à notre Exécutif :

- le Conseil Municipal du 5 novembre 2015 avait validé le projet et le programme,
- le Conseil Municipal du 29 septembre 2016 avait validé l'Avant-Projet Sommaire (APS),
- le Conseil Municipal du 15 décembre 2016 avait validé l'Avant-Projet Définitif (APD).

Le chantier de construction suit son rythme, et le calendrier qui était fixé en début d'opération, une livraison en juin pour une ouverture à la rentrée 2018, sera tenu.

II. L'organisation opérationnelle du Multi-Accueil Belfort Nord

Le Multi Accueil Belfort Nord (MABN) disposera de 25 agréments. Une équipe de 8,5 ETP doit donc être constituée. Elle est composée : de deux Educatrices de Jeunes Enfants (EJE) pour assurer les missions de direction et de direction adjointe ; de quatre Auxiliaires de Puériculture (AP) et de deux postes et demi d'agents techniques.

Deux options pouvaient être suivies pour constituer l'équipe : recourir à un recrutement externe intégral ou privilégier une option interne visant un redéploiement de nos effectifs. C'est cette dernière option qui a été retenue. En effet, nous observons que l'offre de la Ville de Belfort dans le quartier des Glacis du Château est bien supérieure à la demande : nous constatons une baisse marquée du taux de fréquentation de la Halte-Garderie (49 % en 2017 contre 57,5 % en 2015) qui a entraîné une réduction de 6 agréments ; alors que le Multi-Accueil parvient à conserver un bon taux d'activité essentiellement grâce à l'accueil d'enfants non belfortains (39 % en 2017).

C'est la raison pour laquelle la fusion de l'offre petite enfance des Glacis (accueil occasionnel et contrats longs) au sein du Multi-Accueil est retenue et sera effective à compter du 9 juillet prochain.

Ainsi, l'équipe Belfort Nord sera constituée sur la base des supports de postes issus de ladite fusion et le principe retenu est d'ouvrir les candidatures à l'ensemble de nos agents.

III. Un projet novateur

- Tant sur le plan pédagogique : le projet est ciblé sur l'accompagnement à la parentalité

A ce titre, les familles bénéficieront :

- d'un accompagnement, de la grossesse à la scolarisation de leur enfant,
- d'une réponse adaptée et modulable en fonction des besoins de la famille,
- d'une proposition de conseils, d'échanges et d'orientation suivant les problématiques rencontrées par les familles,
- d'une pluralité de services dans un même lieu :
 - ✓ *un Multi-Accueil de 25 places*, sur une amplitude d'accueil de 8 h à 18 h, proposant de l'accueil régulier et occasionnel ; l'accueil régulier sera réparti en 15 places sous contrat à temps complet, alors que 10 places de type halte-garderie seront réservées à l'accueil occasionnel à raison de quelques heures ou demi-journées par semaine, en fonction du besoin.
 - ✓ *un Lieu d'Accueil Enfants-Parents* : ce lieu est ouvert aux enfants âgés de moins de six ans, accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte familial, pour participer à des temps conviviaux de jeux et d'échanges.
 - ✓ *un Relais Assistantes Maternelles* qui assurera des temps d'accueil collectifs et des temps d'accueil individuel. Les Relais Assistantes Maternelles sont des lieux d'information, de rencontre et d'échange au service des parents, des assistantes maternelles et des professionnels de la petite enfance.
 - ✓ *des permanences de partenaires* : l'articulation de l'ensemble de ces services sera un enjeu majeur pour assurer la cohérence et la pertinence des interventions, qui contribuera à l'ouverture de l'établissement sur le quartier en s'appuyant sur un réseau partenarial. Notamment, le CIDFF y assurera des permanences, tout comme la PMI.

- S'agissant de la production de repas

Nous proposons d'expérimenter dans le futur MABN un dispositif visant à utiliser prioritairement des produits issus de l'agriculture biologique. Si l'évaluation de cette démarche est jugée positive, elle sera dupliquée dans nos autres établissements.

IV. Création de postes

- Création d'un poste d'Éducatrice de Jeunes Enfants, de catégorie B, à 35/35^{ème}.
- création de quatre postes d'Auxiliaire de Puériculture, de catégorie C, à 35/35^{ème}.

Ces propositions, validées lors du Comité Technique du 14 mai, sont inscrites au Budget, et viendront modifier le tableau des effectifs.

V. Avenants au marché initial

En cours d'exécution des travaux, un certain nombre de besoins complémentaires sont apparus, qui conduisent à la passation d'avenants aux marchés de travaux des entreprises pour les Lots 01, 02, 03, 04,07, 09, 14, 15. Ces avenants ont fait l'objet d'une présentation en CAO le 23 mai qui a donné un avis favorable à leur passation (détail joint en annexe).

Le montant total des avenants s'élève à 26 076,60 € HT, soit 31 291,92 € TTC, soit une plus-value de 2,5 % du marché de base.

En tenant compte de ces différents avenants, le nouveau montant global du volet travaux (hors mobilier et matériel) est de : 1 036 665,92 € HT, soit 1 243 999,10 € TTC.

L'enveloppe budgétaire allouée à l'opération permet la prise en compte de ces avenants en ne bouleversant, ni l'économie globale du projet, ni les délais.

VI. Principales étapes à venir

- | | |
|--|------------------------------|
| - livraison de l'équipement | 20 juin 2018 |
| - constitution de l'équipe MA Belfort Nord | mai à juin 2018 |
| - nettoyage/aménagements | fin juin/juillet 2018 |
| - accueil des enfants à Belfort Nord | rentrée 2018. |

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte de l'ouverture du Multi-Accueil Belfort Nord à la rentrée 2018.

Par 42 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

d'approuver :

- . le projet d'organisation opérationnelle et le projet pédagogique,
- . la création d'un poste d'EJE et de quatre postes d'AP ; le tableau des effectifs sera modifié en conséquence,
- . les avenants au marché de travaux,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à les signer.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTONNE



TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUIN 2018

Objet : Multi-Accueil Belfort Nord - Etat d'avancement du projet

Crèche Belfort Nord : présentation des avenants

En cours d'exécution des travaux, un certain nombre de besoins complémentaires sont apparus, qui conduisent à la passation d'avenants aux marchés de travaux des entreprises pour les lots 01, 02, 03, 04,07, 09, 14, 15.

Ces avenants ont fait l'objet d'une présentation en CAO, le 23 mai, qui les a adoptés. Voici le détail technique et financier de ces modifications :

- **LOT 01 Terrassement** : des modifications ont été apportées aux finitions des espaces extérieurs, pour un montant d'économie de 802,24 € HT.

D'autre part, afin de faciliter la coordination du chantier, les prestations de raccordement des réseaux ont été confiées à l'entreprise COLAS par les concessionnaires, plutôt qu'à leurs prestataires habituels. Le montant correspondant est de 2 351,50 € HT.

La plus-value globale pour ce lot est de 1 549,26 € HT, soit 2,2 % du marché de base.

- **LOT 02 Gros œuvre** : le marché de base prévoyait une certaine quantité de béton pour les fondations spéciales, et un prix au m3 pour les quantités supplémentaires réellement exécutées. Le bilan fait apparaître un complément de cubage de béton.

La plus-value pour ce lot est de 11 454,53 € HT, soit 3,3 % du marché de base.

- **LOT 03 Equipement de cuisine** : le service Petite Enfance a apporté quelques modifications aux prestations initialement prévues, afin d'améliorer la fonctionnalité de la cuisine.

La plus-value pour ce lot est de 1 917,36 € HT, soit 9,9 % du marché de base.

- **LOT 04 Etanchéité - Couverture - Zinguerie** : Il a été décidé en cours de chantier de modifier le complexe d'étanchéité pour s'adapter aux conditions météorologiques, et ainsi tenir le planning.

La moins-value pour ce lot est de 2 457,00 € HT, soit - 4,3 % du marché de base.

- **LOT 07 Serrurerie** : le type de clôture a été modifié pour prendre en compte les remarques de la PMI formulées lors de la pré-instruction du dossier d'ouverture de la crèche.

La plus-value pour ce lot est de 2 900 € HT, soit 18,9 % du marché de base.

- **LOT 09 Menuiserie intérieure - Agencement** : il a été décidé de mettre en œuvre une claustra sur la terrasse extérieure des bébés afin de mieux les protéger de la rue.

La plus-value pour ce lot est de 1 407,94 € HT, soit 2,6 % du marché de base.

- **LOT 14 Electricité** : diverses adaptations en cours de chantier ont été demandées pour améliorer le fonctionnement du futur établissement (système d'alarme intrusion, commande des volets roulants, modifications électriques dans la cuisine).

La plus-value globale pour ce lot est de 3 632,01 € HT, soit 7,8 % du marché de base.

- **LOT 15 Chauffage ventilation sanitaire** : les conditions météorologiques défavorables du début d'année ont nécessité de déshumidifier et de chauffer le bâtiment. La location des appareillages représente un montant de 4 360,00 € HT.

D'autre part, le service Petite Enfance a demandé le remplacement des WC suspendus, initialement prévus, par des WC de très faible hauteur posés au sol. Le montant de cette prestation s'élève à 1 312,50 € HT.

La plus-value totale pour ce lot est de 5 672,50 € HT, soit 3,9 % du marché de base.

Le montant total des avenants s'élève à 26 076,60 € HT, soit 31 291,92 € TTC, soit une plus-value de 2,5 % du marché de base.

En tenant compte de ces différents avenants, le nouveau montant global de l'opération de construction est de : **1 036 665,92 € HT, soit 1 243 999,10 € TTC.**

Objet de la délibération

N° 18-84

Groupe scolaire René
Rucklin - Restructuration
et extension des espaces
scolaires, périscolaires
et de restauration -
Adoption du programme
et lancement de la
maîtrise d'oeuvre

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



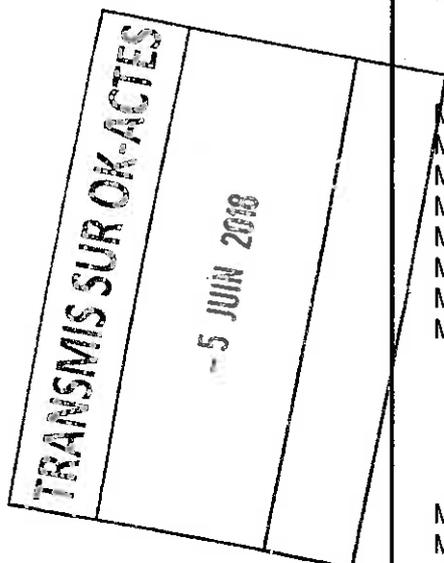
La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.





DGAFB

DELIBERATION

de Mme Marie-Hélène IVOL et de M. Jean-Marie HERZOG,
Adjoint

Références
Mots clés
Code matière

MHI/JMH/DGAFB – 18-84
Enseignement - Maintenance
1.6

Objet

Groupe scolaire René Rucklin - Restructuration et extension des espaces scolaires, périscolaires et de restauration - Adoption du programme et lancement de la maîtrise d'oeuvre

I. Éléments de contexte

1.1) L'éducation : axe prioritaire de l'action municipale

L'éducation est un axe prioritaire de notre projet de mandat. Notre projet éducatif, décliné au sein du Projet Educatif de Territoire (PEDT) 2015-2020, s'articule autour des enjeux suivants :

- favoriser la réussite éducative pour réduire les inégalités sociales et territoriales ;
- inscrire les enfants dans un parcours de réussite éducative, en assurant une continuité de l'offre éducative, de la petite enfance à l'adolescence ;
- renforcer la coordination et le travail des acteurs de la communauté éducative.

En complément des différents dispositifs de soutien et d'accompagnement à la réussite éducative (Programme de Réussite Educative, Etudes Surveillées, Clubs Coup de Pouce...), la priorité est d'offrir aux écoliers et aux enseignants les conditions d'apprentissage et les outils pédagogiques les meilleurs. C'est ainsi que fut décidé de développer l'école numérique dans toutes les classes des groupes scolaires belfortains. L'investissement est conséquent, près de 4,5 millions d'euros, mais essentiel pour développer de nouveaux outils pédagogiques et favoriser la réussite scolaire.

Naturellement, une attention particulière est portée sur notre patrimoine scolaire. En effet, nous avons hérité en 2014 d'un patrimoine vieillissant, qui nécessitait une intervention forte et volontariste. Ainsi, dès 2015, un projet pluriannuel d'investissements a été engagé, afin d'améliorer les conditions d'accueil des écoliers belfortains :

| ANNEE | ECOLE | OPERATION | COUT |
|-------|---------------------|---------------------------|--------|
| 2015 | Géhant | Cour | 150 K€ |
| 2016 | Pergaud | Cour | 165 K€ |
| | J Moulin | Démolition Préfabriqués | 80 K€ |
| | Schoelcher | Brise Soleil | 47 K€ |
| 2017 | | Devise républicaine | 77 K€ |
| | 112 av. Jean Jaurès | Façade du Gymnase | 80 K€ |
| | Barres | Réfection du couloir | 120 K€ |
| | Saint-Exupéry | Cour | 170 K€ |
| | Rucklin | Elémentaire et maternelle | 360 K€ |
| 2018 | Barres | Réfection du couloir | 150 K€ |
| | Aragon | Réfection des verrières | 121 K€ |
| | | Visiophonie | 120 K€ |
| | | Dédouement des classes | 50 K€ |
| | Pergaud | Préau | 45 K€ |
| | Dreyfus-Schmidt | Cour | 180 K€ |

En complément, chaque année, un budget équivalent à 100 K€ est dédié aux travaux de maintenance des établissements scolaires. Ainsi, depuis 2015, ce sont près de 2,5 millions d'euros qui ont été consacrés à l'amélioration des conditions d'accueil des écoliers.

Cet effort va se prolonger et être amplifié par le lancement du programme de réhabilitation et d'extension du groupe scolaire Rucklin. En effet, le constat de dysfonctionnements physiques et sociaux majeurs (et en cohérence avec le Contrat de Ville, le Programme de Renouvellement Urbain et la priorité donnée aux quartiers Politique de la Ville) nous a conduits à retenir ce groupe scolaire pour y mener une opération ambitieuse. C'est ainsi qu'un premier projet de restructuration avait été présenté et validé lors du Conseil Municipal du 5 novembre 2015.

1.2) Le Projet de Renouvellement Urbain des Résidences reconnu d'intérêt national

Le projet de renouvellement urbain des Résidences intègre naturellement le dossier Rucklin.

En 2015, notre projet a été retenu au titre des projets d'intérêt régional par l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain.

Cependant, nous avons toujours été convaincus que l'ambition et la qualité de notre projet sont d'envergure nationale. Nous avons donc mis en avant cette ambition dans le cadre du nouvel abondement de crédits décidé par le Gouvernement en 2017. Lors du Comité d'Engagement de l'ANRU du 19 avril dernier, le projet de renouvellement urbain des Résidences a été reconnu d'intérêt national. Le CA de l'ANRU du 25 mai doit déterminer précisément les crédits complémentaires qui seront alloués à notre projet. Nous pourrions alors finaliser la convention de renouvellement urbain et la signer avec l'ANRU, condition sine qua non pour pouvoir, enfin, engager les travaux.

II. Le programme

2.1) Présentation globale de l'établissement

Situé dans le quartier des Résidences-Bellevue, le groupe scolaire Rücklin est un établissement mis en service en 1962. La Municipalité de l'époque avait chargé l'Architecte du quartier des Résidences, Jean FAYETON, de sa réalisation.

Le programme envisageait alors d'accueillir «12 classes de garçons, 12 classes de filles et 6 classes de maternelles».

Aujourd'hui, cet établissement est inscrit Réseau d'Education Prioritaire (REP), et les effectifs, pour l'année scolaire 2017-2018, se répartissent comme suit :

- en maternelle, 143 élèves pour 6 classes,
- en élémentaire, 192 élèves pour 9 classes.

Fonctionnellement, le groupe scolaire est organisé autour de 4 bâtiments (cf plan joint en annexe 1) :

- **Un bâtiment A**, le plus au Nord, qui abrite l'école élémentaire. Il est composé de 9 salles de classe : 8 servent à l'accueil des élèves ; la dernière est mutualisée (salle des maîtres et bureau du directeur). Ce bâtiment s'étend sur une superficie de 1 400 m².
- **Un bâtiment B**, situé au Centre, qui est composé de 7 salles de classe et d'une salle polyvalente. Il n'accueille plus d'élèves depuis 1988, date à laquelle les deux écoles élémentaires fusionnent au sein du bâtiment A. Depuis, ce bâtiment est utilisé pour des activités périscolaires et parascolaires : bibliothèque, salle de musique, salle d'arts plastiques, RASED, salle informatique, infirmerie et activités périscolaires. La superficie de ce bâtiment est de 1 400 m².
- **Un troisième bâtiment**, situé plus au Sud, accueille l'école maternelle sur 1 093 m². Il est composé de 7 salles de classe. Notons qu'en 2009, l'école maternelle subit un incendie qui nécessite une réhabilitation des espaces concernés et d'une reprise complète des peintures intérieures.
- Enfin, le **bâtiment abritant la restauration scolaire** s'étend sur 119 m² et permet de relier le bâtiment A au bâtiment B.

2.2) Le projet

➤ Un programme ambitieux réalisé en deux tranches :

Comme nous l'avons vu, l'école maternelle a fait l'objet d'une intervention il y a une dizaine d'années. C'est pourquoi, il est proposé de réaliser une première tranche, entre 2018 et 2021, qui cible l'école élémentaire et envisage :

- la restructuration de l'école élémentaire (bâtiment A, 1 219 m²),
- la construction d'une extension de 330 m² accueillant les activités périscolaires (notamment un espace modulable dédié de plus de 100 m²) et une nouvelle restauration sous la forme d'un self-service (notamment, 90 m² pour la salle de restauration qui peut être utilisée pour les temps périscolaire, et plus de 70 m² pour la préparation des repas),
- la démolition du bâtiment B,
- la réhabilitation de la cour.

La réhabilitation de l'école maternelle est quant à elle envisagée dans un second temps.

➤ Les enjeux du programme :

- la réduction de la consommation d'énergie,
- la mise en accessibilité des bâtiments,
- la rénovation des salles de classe,
- la rénovation des espaces extérieurs,
- la sécurisation de l'établissement, ainsi que de ses abords extérieurs.

➤ Le programme de réhabilitation du bâtiment A comprendra les éléments suivants :

- le dédoublement des classes de CP et CE1,
- la mise en place d'un système de visiophonie (crédits FIPD ciblés sur la sécurisation anti-intrusion),
- la mise en accessibilité du bâtiment avec la mise en place d'un ascenseur,
- la rénovation thermique du bâtiment.

➤ L'extension de 330 m² pour le périscolaire et la restauration :

- un office de 70 m²,
- une salle de restauration de 90 m² pouvant être utilisée pour les activités périscolaires,
- un espace dédié au périscolaire de 112 m²,
- un espace de santé pour l'infirmière scolaire de 15 m²,
- des espaces de circulation.

➤ S'agissant des espaces extérieurs :

- l'accès et la sécurisation des écoles maternelle et élémentaire,
- la mise en place de points d'affichage.

➤ La cour :

Le projet pourrait envisager :

- l'aménagement d'espaces verts, d'espaces ombragés et de coins jardins,
- l'installation de mobilier (bancs),
- la réalisation de traçage de jeux au sol,
- la gestion des déchets et la mise en place de bacs de tri.

2.3) Le calendrier prévisionnel de la première phase

- Etudes et définition du projet : juillet 2018-juin 2019
- Travaux d'aménagement du bâtiment B : juin 2019-août 2019
- Travaux de réhabilitation du bâtiment A : juillet 2019-mai 2020
- Démolition restaurant et Bâtiment B : juillet à octobre 2020
- Travaux extension périscolaire/restauration : novembre 2020-mai 2021.

Le bâtiment B servant d'appui durant la réhabilitation du bâtiment A (accueil des élèves), il ne sera pas possible de livrer en même temps Bâtiment A et extension.

C'est la raison pour laquelle il vous est proposé de livrer le bâtiment A restructuré pour la rentrée 2020-2021, alors que l'extension sera livrée pour la rentrée 2021-2022.

Pendant la période de travaux, la restauration se déroulera au CCSRB (été 2020-mai 2021), et les activités périscolaires se dérouleront au sein de l'école, via la location d'Algeco (septembre 2019-mai 2021).

2.4) Le coût estimatif

Le coût estimatif du programme qui vous est proposé aujourd'hui s'élève à 3 300 000 € TTC (soit 2,7 millions HT). Ce montant est complété par un budget de 35 000 € TTC pour l'achat de mobilier et de 5 000 € pour l'adaptation de l'office de restauration du CCSRB.

Notons que ce coût est compatible avec notre PPI. S'agissant des recettes, et comme nous l'avons vu en point 1, nous pourrions bénéficier de subventions de l'ANRU à hauteur de 35 à 50 % du coût HT.

2.5) Conduite du projet et procédure de marché

- Une conduite de projet adaptée à un environnement scolaire

Contrairement aux travaux ordinaires qui sont réalisés pendant les vacances scolaires, ces travaux se dérouleront durant le temps scolaire. Leur exécution dans les meilleures conditions de sécurité fera l'objet d'une attention particulière et d'un partenariat renforcé avec les équipes éducatives.

- Procédure de marché

Il vous est proposé de retenir que la Ville assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération et en confie l'étude et le suivi de la réalisation à une équipe de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la loi MOP de 1985. Ce cadre permet d'assigner des objectifs de performance énergétique aux concepteurs et aux entreprises.

Cette maîtrise d'œuvre serait composée d'un architecte mandataire, ainsi que de bureaux d'études spécialisés (thermiques, fluides, accessibilité, acoustique, économiste, structure).

La procédure proposée pour retenir l'équipe de maîtrise d'œuvre est la procédure concurrentielle, avec négociation, conformément aux dispositions des Articles 25-I-2°, 25-II-3°, 71 à 73 du décret 2016-360, le marché comportant des prestations de conception. Cette procédure est retenue par application des dispositions de l'Article 90-II-1a) dudit décret par dérogation au concours de maîtrise d'œuvre ; elle aboutira à la sélection de 3 candidats admis à soumissionner et à négocier, conformément à l'Article 47 du décret susvisé.

2.6) Co-construction avec les enseignants et association des habitants

Dans la logique de la nouvelle démarche d'implication citoyenne engagée depuis septembre 2014, l'ensemble des parties prenantes sera associé :

- un groupe de travail sera constitué, qui associera les enseignants, la maîtrise d'œuvre et les services de la Ville,
- les parents d'élèves et les habitants seront associés, notamment via les Conseils de Quartier.

Ces modalités seront affinées au cours de la mission, en coordination avec les élus en charge de l'implication citoyenne et de la Politique de la Ville.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 33 voix pour, 1 contre (M. Leouahdi Selim GUEMAZI) et 8 abstentions (Mme Samia JABER –mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, M. René SCHMITT –mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

d'adopter les termes du programme et le budget de l'opération,

d'autoriser :

. M. le Maire, ou son représentant, à lancer le marché de maîtrise d'œuvre par voie de procédure concurrentielle avec négociation, selon les dispositions de l'Article 25-I-2° du décret 2016-360.

. M. le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents, actes et conventions afférents à l'organisation et à la mise en œuvre de ces études, et marché de maîtrise d'œuvre.

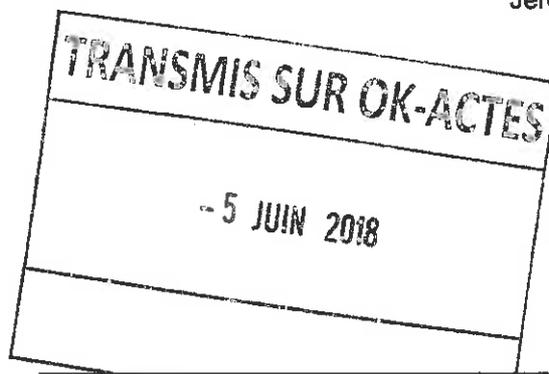
. M. le Maire, ou son représentant, à solliciter les participations financières pour réaliser ce programme, étant rappelé que la Ville de Belfort, en tant que maître d'ouvrage, assurera la prise en charge des dépenses, quelle que soit la suite réservée à ces recherches de financement.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY

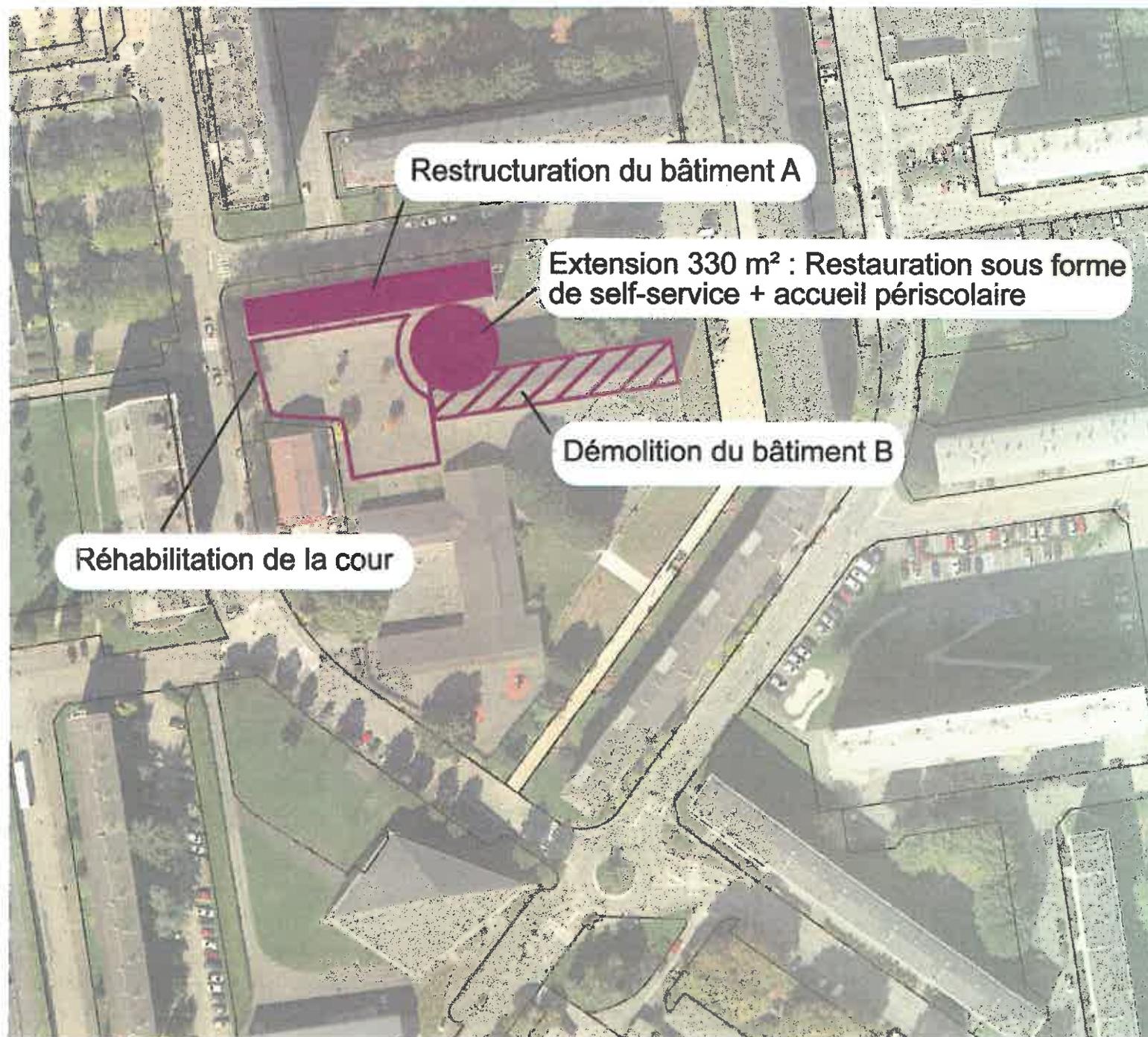


Objet : Groupe scolaire René Rucklin - Restructuration et extension des espaces scolaires, périscolaires et de restauration - Adoption du programme et lancement de la maîtrise d'œuvre

Situation actuelle



Projet 2018 - 2021



Groupe scolaire René Rucklin

RESTRUCTURATION DE L'ENSEMBLE DU GROUPE SCOLAIRE

TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET RECONSTRUCTION

Décomposition

| | | Restructuration | neuf | HT |
|-------------------------------------|---|----------------------------|---------|-----------------------|
| Ecole élémentaire - Bat A | Restructuration 1 219 m² | 850 €/ m² de surface utile | | 1 036 150,00 € |
| Ecole élémentaire - Bat B | DEMOLITION compris désamiantage - existant 1 153 m² | 300 €/ m² de surface utile | | 345 000,00 € |
| Périscolaire et Restauration | Construction neuve 322 m² utile | 1 900 €/ m² surface utile | | 611 800,00 € |
| | | | | |
| | | | | |
| Total travaux | | | arrondi | 1 992 950,00 € |
| COUR | aménagements extérieurs 1200 m² | 200 €/ m² | arrondi | 250 000,00 € |
| | Redressement provisoire des élèves (rafraichissement du bâtimentB, location algeco et e-école) | | | 170 000,00 € |

Total HT travaux bâtiment

2 412 950,00 €

Honoraires HT

| | | |
|-------------------------|--------|--------------|
| Maîtrise d'œuvre | 11,00% | 265 424,50 € |
| Pilotage | 1,40% | 33 781,30 € |
| Missions et frais techn | 1,00% | 24 120,50 € |
| SPS | 0,30% | 7 238,85 € |
| Contrôle technique | 0,80% | 19 303,60 € |
| | | |
| | | 349 877,75 € |

FC/PEP

18/05/2018

Total HT

2 762 827,75 €

TVA 20%

552 565,55 €

Total TTC

3 315 393,30 €

Coût hors clés (prévoir 10% au stade programme), et acquisition de matériel

Objet de la délibération

N° 18-85

Aménagement du quai
Vallet en voie piétonne
et cycle - Bilan de la
concertation préalable

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABLE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

-5 JUN 2018



Direction Générale des Services Techniques
Service Patrimoine Bâti, Espace Public et Mobilités

DELIBERATION

de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

Références
Mots clés
Code matière

JMH/FBR/CR - 18-85
Maintenance
8.3

Objet

Aménagement du quai Vallet en voie piétonne et cycle - Bilan de la concertation préalable

Lors du Conseil Municipal du 14 février 2018, vous avez adopté les modalités de mise en œuvre de la concertation préalable à la réalisation de l'aménagement du quai Vallet.

Rappel des attendus de la concertation préalable

Pour mémoire, cette concertation devait se dérouler sur une période comprise entre février et avril 2018, selon les modalités suivantes :

- réunion dans le cadre du Conseil de Quartier, à laquelle sont invités les riverains, les commerçants, l'ensemble des acteurs concernés par le projet,
- la publication d'un article dans la revue municipale Belfort-Mag.

Déroulement de la concertation préalable

- Deux réunions avec les commerçants et les riverains se sont déroulées respectivement le 9 février et le 11 avril 2018.

- Une présentation dans le cadre du Conseil de Quartier du Centre-Ville a eu lieu le 22 mai 2018.

- Un article consacré au projet a été publié dans le Belfort-Mag du mois de mai 2018.

La préoccupation des différents publics concernés a été réelle. Ces réunions ont fait l'objet de comptes rendus, ainsi que de la remise d'un support de communication de type «powerpoint» (voir annexes).

Les préoccupations principales ont eu pour objet les questions relatives à la sécurité et à la circulation, à l'accessibilité du secteur pour les livraisons, aux conteneurs enterrés, à l'organisation du chantier.

Globalement, suite aux échanges et aux réponses apportées, ce projet a reçu un accueil favorable des publics rencontrés. Une attention particulière a été demandée pour la poursuite de l'information des riverains tout au long des travaux (modifications des accès, déménagements).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 3 contre (M. Bastien FAUDOT –mandataire de M. Leouahdi Selim GUEMAZI-, M. Marc ARCHAMBAULT) et 4 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, Mme Francine GALLIEN, Mme Isabelle LOPEZ),

DECIDE

d'approuver le bilan de la concertation préalable sur l'aménagement du quai Vallet en voie piétonne et cycle.

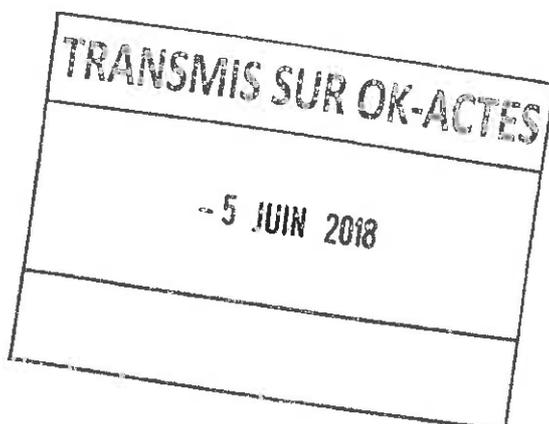
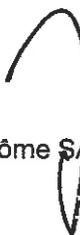
d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à poursuivre cette concertation en phase travaux.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINT-PIERRE



Pré-projet de réaménagement du quai Vallet



Pré-projet de réaménagement du quai Vallet

Le quai Vallet aujourd'hui :

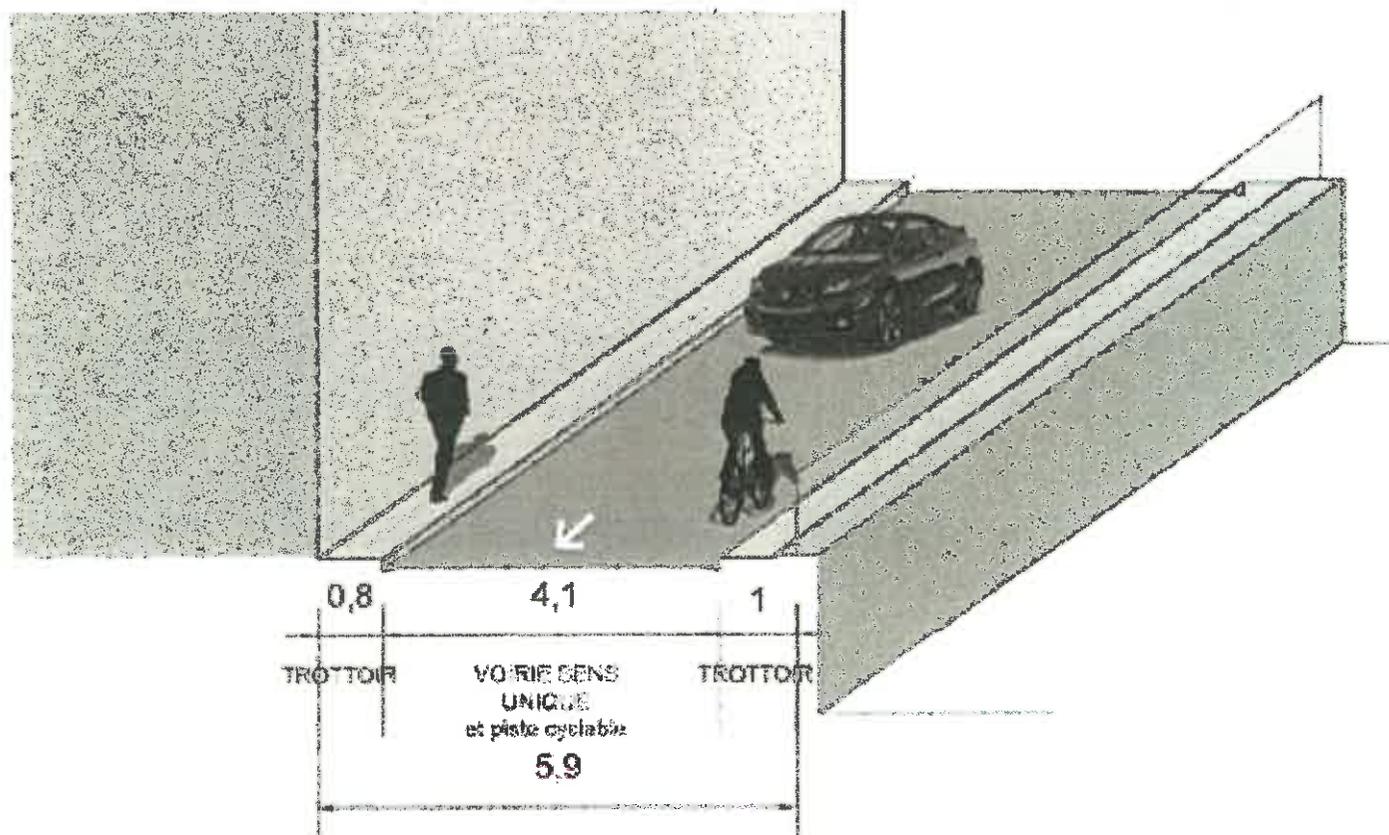


- Voie étroite
- Non respect des normes PMR
- Circulations piétonne et cycliste difficiles et dangereuses



Pré-projet de réaménagement du quai Vallet

Le quai Vallet aujourd'hui :



Pré-projet de réaménagement du quai Vallet

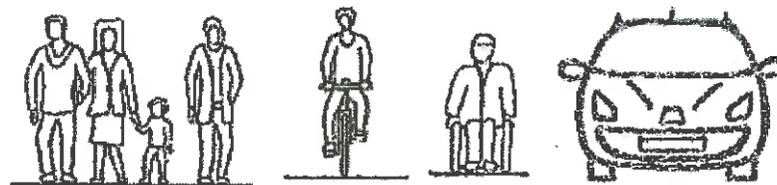
Nos intentions :

Accessibilité aux riverains et aux commerçants uniquement

Entrée au moyen d'une borne à badge

Renforcement et simplification des liaisons douces

→ Création d'un espace protégé (voie partagée)



Pré-projet de réaménagement du quai Vallet



Les liaisons douces :

Il s'agit des chemins et voies dédiées aux circulations douces, c'est-à-dire les déplacements piétons et cyclistes ainsi que les engins de déplacement personnels (trottinettes, hoverboards, gyropodes, etc.)

Le quai Vallet deviendra une voie apaisée.

Les circulations piétonnes et cyclistes seront plus naturelles et sécurisées grâce à la suppression du franchissement des ponts et carrefours dangereux.



Pré-projet de réaménagement du quai Vallet

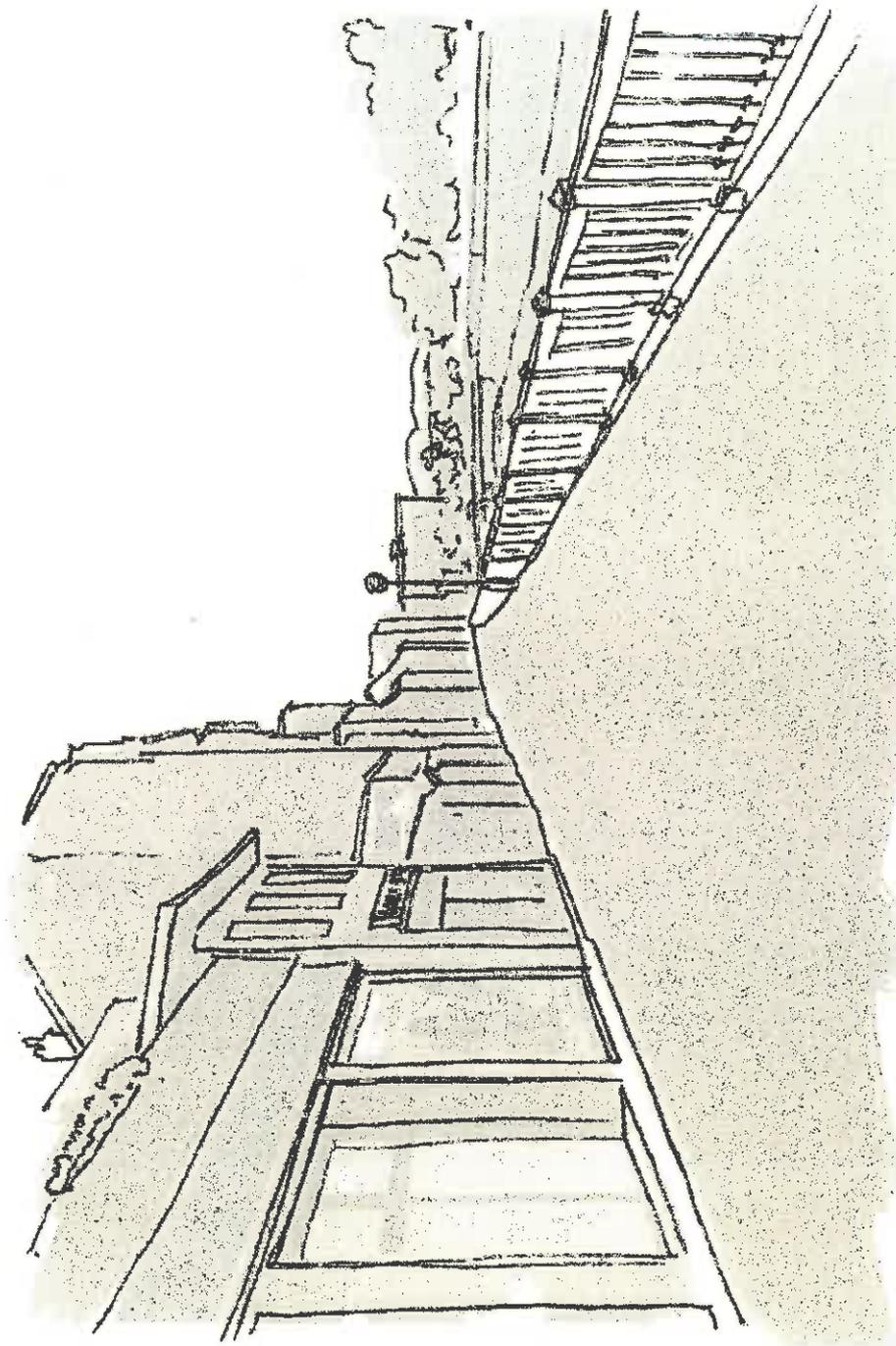
Un espace protégé qui :

- améliore la sécurité
- incite à l'utilisation des transports alternatifs, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre
- permet de réduire la vitesse des automobiles



Pré-projet de réaménagement du quai Vallet

Croquis quai Vallet :



Aménagement du Quai Vallet

**Réunion de concertation avec les
riverains.**

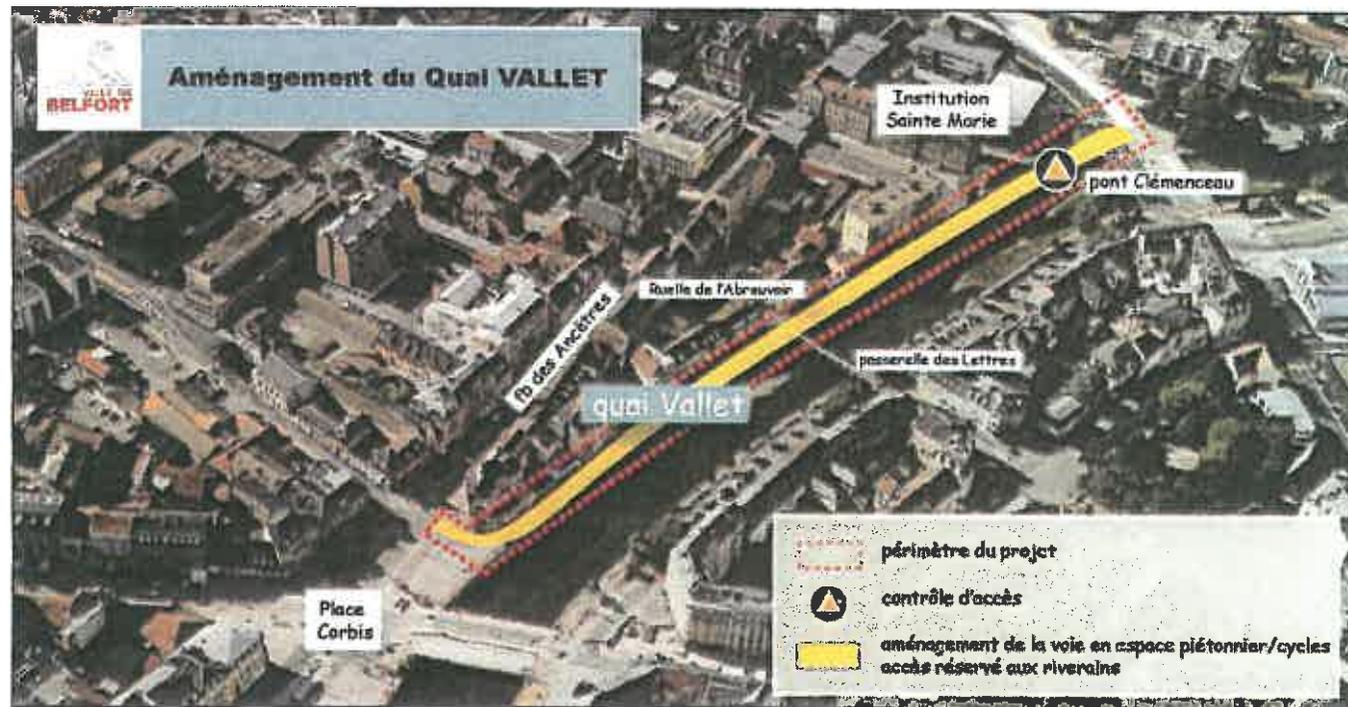
Mercredi 11 avril 2018 18h30

**Salle d'Honneur
Hôtel de Ville**



Une voie à sécuriser

Le projet se développe sur la totalité du quai entre le Pont Clémenceau jusqu'au Faubourg des Ancêtres et la Place Corbis.



Principes d'aménagement retenu

- Un contrôle d'accès par bornes en entrée de quai Pont Clémenceau et en sortie sur le Faubourg des ancêtres



- Un accès limité aux seuls riverains, commerçants, livraisons, services publics et de secours



- Intégration de conteneurs enterrés au niveau de la ruelle de l'abreuvoir (si confirmation de possibilité de dévoiement des réseaux)

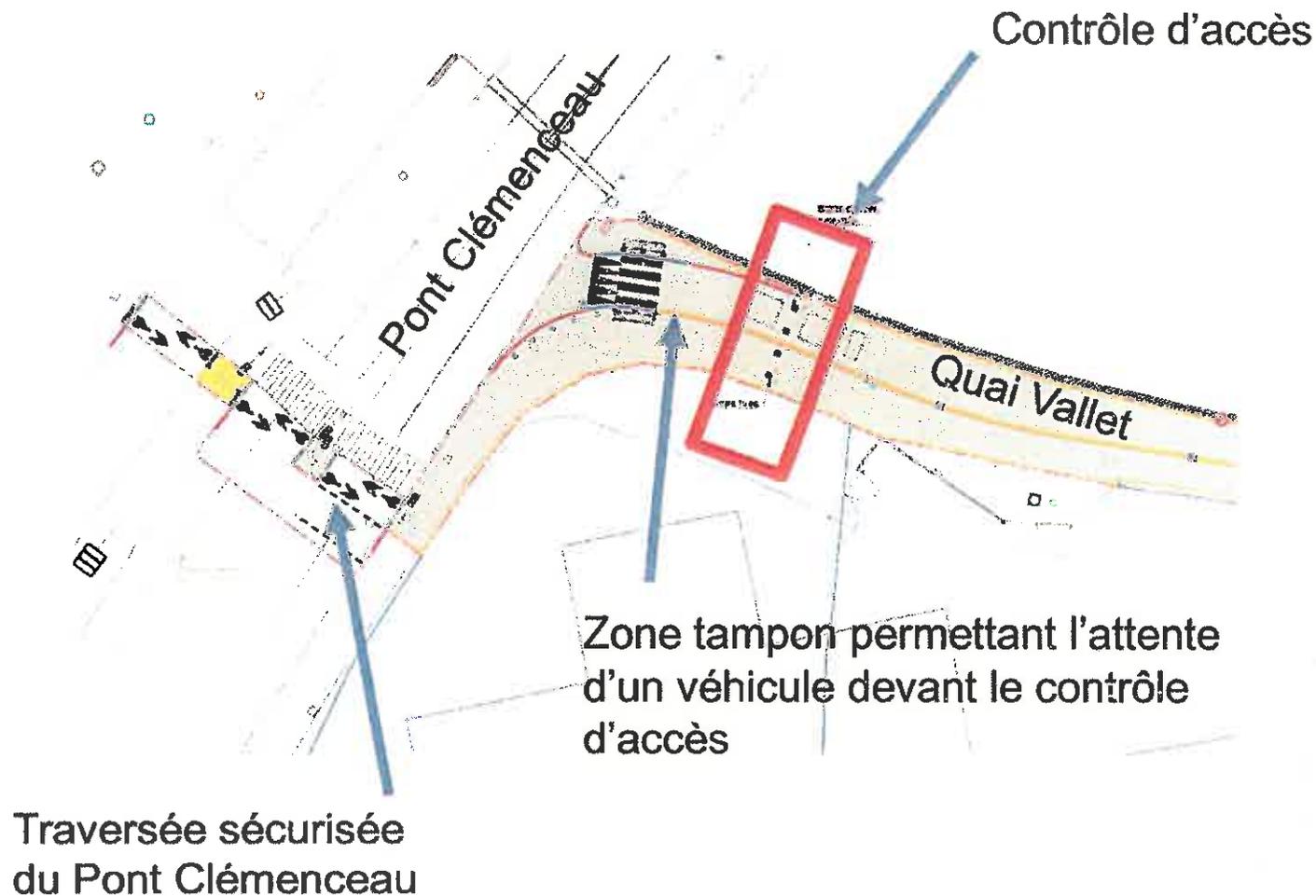


- Modernisation de l'éclairage public (remplacement des points lumineux existants et renforcement en fonction des conclusions de l'étude d'éclairage)



Le plan d'aménagement

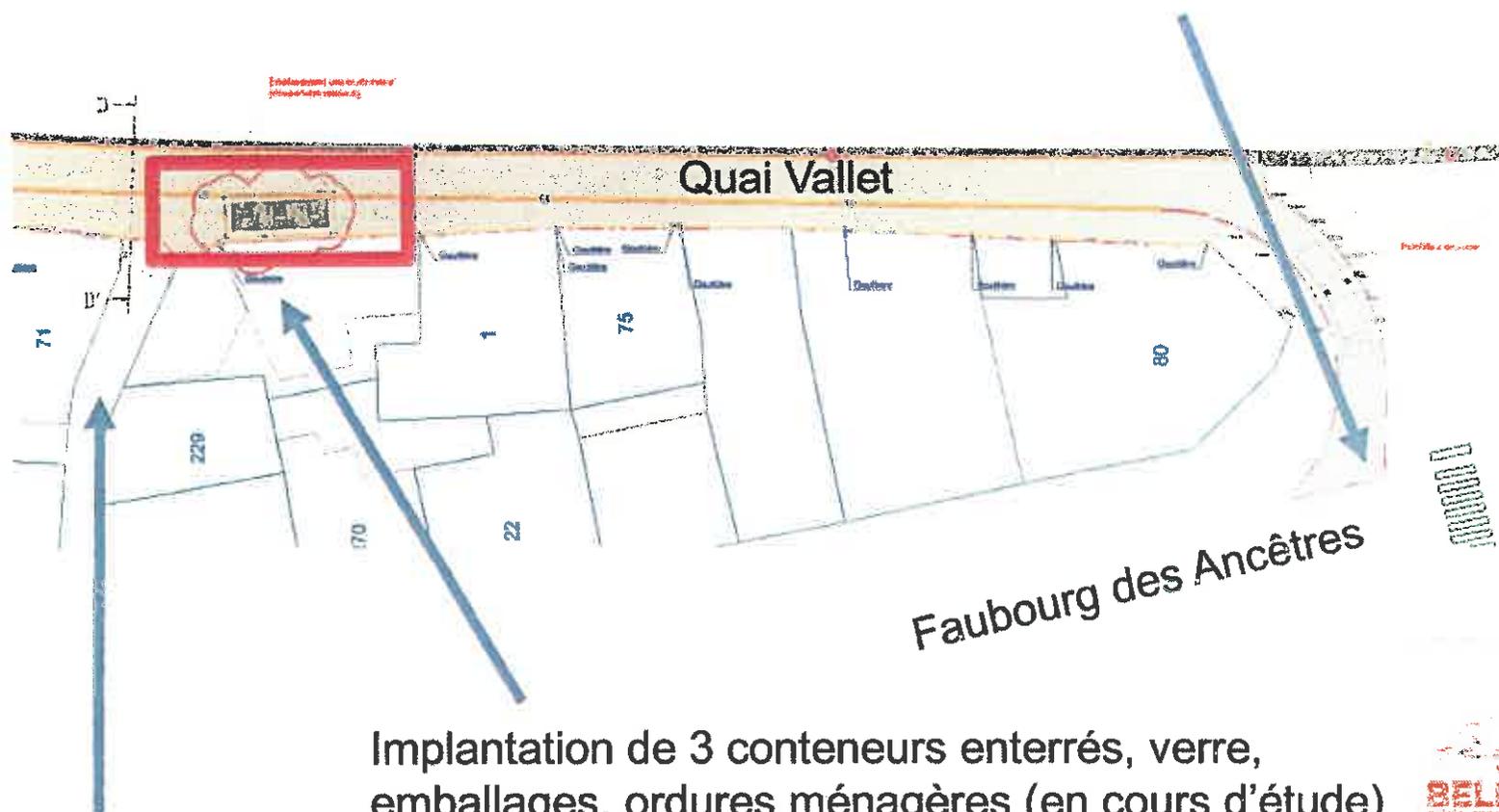
Secteur de l'entrée du quai



Plan d'aménagement (suite)

Section courante

Sortie sur Faubourg des Ancêtres



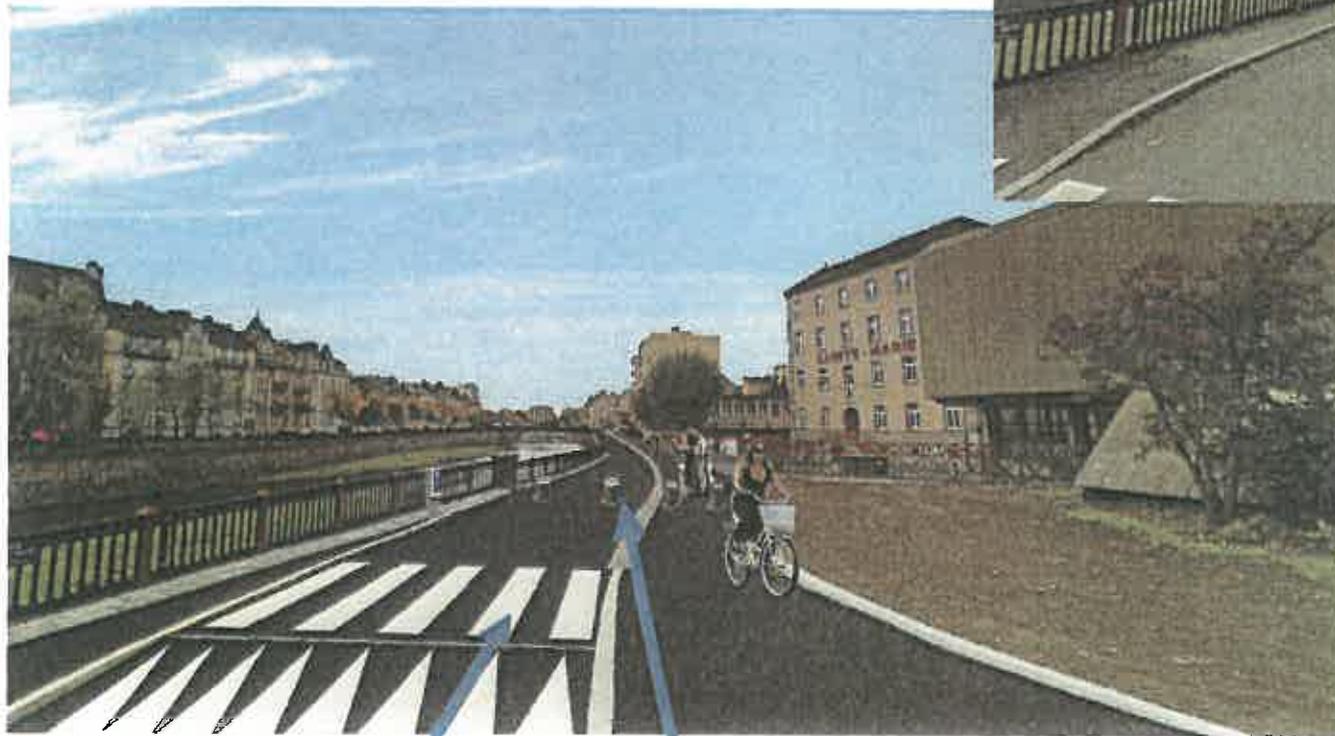
Implantation de 3 conteneurs enterrés, verre, emballages, ordures ménagères (en cours d'étude)

Ruelle de l'Abreuvoir



Les matériaux et ambiances de l'aménagement

Entrée secteur Sainte Marie



Existant

Plateau ralentisseur

Contrôle d'accès

Projet



Les matériaux et ambiances de l'aménagement (suite)

Section courante



Existant

Caniveau central en pavés

Projet

Rives en pavés granit

Quai en enrobés au même niveau pour les piétons, cycles, véhicules



Calendrier prévisionnel des travaux

- Les travaux se dérouleront de début juin à fin août 2018.
- L'avancement des travaux s'effectuera depuis le Faubourg des Ancêtres en remontant le quai.
- Pas de nuisances pour le baccalauréat au centre d'examen de l'institution Sainte Marie.
- Les accès des riverains seront limités en demandant de privilégier un stationnement de périphérie notamment sur le secteur Vauban.
- Un dispositif approprié sera mis en place pour la collecte des ordures Ménagères lors des travaux (3 points de regroupement pour le ramassage : rue Clémenceau, place Corbis, Faubourg des Ancêtres au niveau de la ruelle de l'abreuvoir).



Objet de la délibération

N° 18-86

Coopération
décentralisée au Burkina
Faso - Avenant à la
convention

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.



Direction Cabinet
Service Relations Internationales

DELIBERATION

de Mme Delphine MENTRÉ, Adjointe

Références
Mots clés
Code matière

DMTG/SR - 18-86
Coopération Décentralisée
9.1

Objet

Coopération décentralisée au Burkina Faso - Avenant à la convention

VU la délibération n° 17-14 du 9 février 2017 validant les modalités et les orientations de mise en œuvre et le plan de financement des coopérations pour la Ville de Belfort et autorisant M. le Maire, ou son représentant, à signer les conventions y afférentes ;

CONSIDERANT que la Ville de Belfort et le Grand Belfort sont impliqués dans des coopérations décentralisées au Burkina Faso, qui font suite aux jumelages de villes impliquant quasiment toutes les communes du Territoire de Belfort, depuis les années 80 ;

CONSIDERANT que la convention 2017-2018 portant versement de subventions de fonctionnement à HOPE'87 pour les années 2017 et 2018, du 27 avril 2017, connaît des modifications importantes ;

CONSIDERANT que ces modifications consistent en la mise à jour des subventions des co-financeurs, tels que l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC), qui avait initialement prévu de cofinancer à hauteur de 30 000 euros par an mais qui a notifié, le 20 novembre 2017, des subventions pour un montant de 74 989 euros par an, ou encore le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, qui avait initialement prévu de cofinancer à hauteur de 19 250 euros par an, mais qui a notifié un cofinancement à hauteur de 20 650 euros par an ;

CONSIDERANT que ces modifications portent sur l'ajout d'un co-contractant, à savoir un des acteurs partie prenante au projet de construction des latrines Ecosan a Tanghin-Dassouri et Komki-Ipala sur une phase pilote de construction de latrines non subventionnées, que cet acteur (SIDR) met des fonds à disposition pour le financement de 59 latrines dans le cadre de micro-crédits avec les populations locales et qu'il a été jugé utile, par souci de transparence, d'en faire une des parties prenantes à la présente convention ;

CONSIDERANT que ces modifications portent enfin sur le montant des rémunérations de HOPE'87, fixé initialement à 4 % des flux financiers de chaque année, que ce taux a effectivement trouvé à s'appliquer en 2017, mais qu'il est réévalué dans la présente convention à 6,77 % des flux financiers de 2018 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Samia JABER –mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, M. Bastien FAUDOT –mandataire de M. Leouahdi Selim GUEMAZI-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

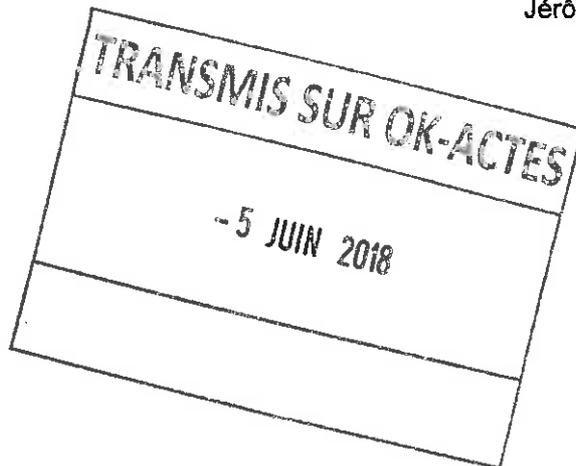
d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n° 1 à la convention portant versement de subventions de fonctionnement à HOPE'87 pour les années 2017 et 2018.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY



Convention portant versement de subventions de fonctionnement à HOPE'87 pour les années 2017 et 2018

AVENANT n° 1

Entre, d'une part :

- **Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort**, sis 6 place de la Révolution Française à Belfort (France), représenté par son Président, M. Florian BOUQUET, dûment habilité à l'effet de signer la présente, par délibération du 14 juin 2018, ci-après désigné par le terme «le Département»,

- **Le Grand Belfort Communauté d'Agglomération**, sis place d'Armes à Belfort, représenté par son Président, M. Damien MESLOT, dûment habilité à l'effet de signer la présente, par délibération du Conseil Communautaire du _____, ci-après désigné par le terme «le Grand Belfort»,

- **La Ville de Belfort**, sise place d'Armes à Belfort (France), représentée par l'Adjointe au Maire, Mme Delphine MENTRÉ, dûment habilitée à l'effet de signer la présente, par délibération du Conseil Municipal du 31 mai 2018, ci-après désignée par le terme «la Ville» ;

Et, d'autre part :

- **L'ONG HOPE'87**, sise 01 BP 967, Ouagadougou (Burkina Faso), représentée par son Directeur en exercice, M. Abdarhamane TRAORET, ci-après désignée par le terme «HOPE'87»,

- **Le Cabinet Océane Consult International**, sis 12 BP 60 à Ouagadougou (Burkina Faso), représenté par son Directeur en exercice, M. Jérémie BAMBARA, ci-après désigné par le terme «OCI»,

- **L'Association Koassanga**, sise 12 rue Eugène Favre à Cravanche (France), représentée par son Président en exercice M. Jérôme DRUMARE, ci-après désignée par le terme «Koassanga»,

- **La Société d'Ingénierie en Développement Durable**, sise 09 BP 1537, Ouagadougou 09 (Burkina Faso), représentée par son représentant légal en exercice, M. Samuel KALAYDJIAN, ci-après désignée par le terme «SIDR» ;

Vu la loi n° 2005-95 du 9 février 2005, dite Loi Oudin-Santini, relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement,

Vu la loi n° 2007-147 du 2 février 2007, dite Loi Thiollière, relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements,

Vu la loi n° 2014-773 du 7 juillet 2014, dite Loi Canfin, d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1115 et suivants,

Vu la convention 2017 - 2018 portant versement de subventions de fonctionnement à HOPE'87 pour les années 2017 et 2018, du 27 avril 2017 ;

Considérant que la convention 2017-2018 portant versement de subventions de fonctionnement à HOPE'87 pour les années 2017 et 2018, du 27 avril 2017, connaît des modifications importantes ;

Considérant que ces modifications portent, d'une part, sur le plan de financement prévu à l'article 2.1, et sont les suivantes :

- le montant de la subvention sur le projet agro-écologie/assainissement de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC), initialement prévu à hauteur de 30 000 euros par an, a été notifié par cette dernière le 20 novembre 2017 pour un montant qui pourra aller jusqu'à 74 989 euros par an,
- le montant de la subvention sur le projet agro-écologie/assainissement du Grand Belfort, initialement prévu à hauteur de 9 000 euros par an, a été porté pour 2018 à 17 500 euros,
- le montant de la subvention sur le projet agro-écologie/assainissement du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, initialement prévu à hauteur de 19 250 euros par an, est passé à 20 650 euros par an,
- le montant de la subvention sur le projet d'assistance technique du Département, initialement prévu à hauteur de 8 500 euros pour 2017 et à hauteur de 9 000 euros en 2018, a été réévalué 6 500 à euros pour 2018 ;

Considérant que ces modifications portent ensuite sur l'ajout d'un co-contractant, à savoir un des acteurs partie prenante au projet de construction des latrines Ecosan a Tanghin-Dassouri et Komki-Ipala sur une phase pilote de construction de latrines non subventionnées, que cet acteur (SIDR) met des fonds à disposition pour le financement de 59 latrines dans le cadre de micro-crédits avec les populations locales et qu'il a été jugé utile, par souci de transparence, d'en faire une des parties prenantes à la présente convention ;

Considérant que ces modifications portent enfin sur le montant des rémunérations de HOPE'87, fixé initialement à 4 % des flux financiers de chaque année, que ce taux a effectivement trouvé à s'appliquer en 2017, mais qu'il est réévalué dans la présente convention à 6,77 % des flux financiers de 2018 ;

Il est convenu ce qui suit :

- Préambule : Objet de la subvention

Par la présente convention, OCI, Koassanga, SIDR et HOPE'87 s'engagent à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations des collectivités territoriales impliquées, les programmes suivants de coopération décentralisée conduits avec les communes rurales de Tanghin-Dassouri et de Komki-Ipaia :

- le programme «agro-écologie/assainissement» : mise en place des latrines écologiques et utilisation des sous-produits dans l'agriculture,
- le programme «assistance technique» : accompagnements/appuis techniques et financiers aux projets de développement local.

Dans ce cadre, le Département et le Grand Belfort contribuent financièrement à ce service.

- Article 1 : Objet du présent avenant

Le présent avenant a pour objet de prendre acte des modifications ci-dessus indiquées pour le passé et de prendre en compte les modifications ci-dessus indiquées pour la période restant à couvrir.

- Article 2 : Engagements d'OCI, Koassanga, HOPE'87 et SIDR

2.1 - OCI s'engage à assurer l'assistance à maîtrise d'ouvrage du programme «agro-écologie/assainissement». À ce titre, il assure la coordination globale des activités, leur suivi-évaluation, le compte-rendu aux collectivités, l'implémentation des activités de communication et de sensibilisation, et assure le lien avec les travaux mutualisés du COPRA III qui seront développés sur cette thématique (notamment l'étude sur la mise en place d'un modèle de financement du processus d'assainissement écologique).

OCI s'engage également à mettre en œuvre le programme «assistance technique» destiné aux Communes, en lien avec les acteurs locaux. Cet accompagnement technique, au bénéfice de nouveaux projets de développement local, servira à réaliser les études préalables nécessaires et à constituer les dossiers de demandes de fonds auprès de bailleurs nationaux ou internationaux.

OCI s'engage pour cela à organiser sur place une présence permanente de l'un de ses collaborateurs, trois jours par semaine, pour suivre et organiser les activités des deux programmes précités. Pour le programme «assistance technique», le Directeur d'OCI assure un suivi plus direct comme assistant à maîtrise d'ouvrage.

OCI s'assure que les factures supérieures à 200 000 FCFA (305 €) soient transmises pour paiement à HOPE'87 avec un double visa : celui du Directeur d'OCI et celui du Maire de la commune destinataire de l'objet de la facture, ou celui de la personne habilitée désignée par lui.

- 2.2 - Koassanga assure la mise en œuvre du processus «agro-écologie/assainissement» (formations, constructions et autres activités) et fait appel à SIDR, selon le contrat de partenariat qui définit la répartition des activités entre eux, et joint à la présente convention. Koassanga joue un rôle de conseiller sur la communication, la sensibilisation et les travaux mutualisés du COPRA III qui seront développés sur cette thématique.
- 2.3 - HOPE'87 est chargée des encaissements, décaissements et du suivi financier des deux programmes précités.
- 2.4 - OCI, Koassanga et HOPE'87 s'engagent à transmettre chaque trimestre aux collectivités les bilans techniques d'activités (OCI et Koassanga) et les bilans financiers (HOPE'87) relatifs aux deux programmes. Les collectivités peuvent effectuer, à tout moment, un contrôle sur place et/ou sur pièces qu'ils jugeront utiles.
- 2.5 - OCI et HOPE'87 sont également chargés du suivi des opérations mutualisées s'inscrivant dans le cadre du programme COPRA III coordonné, par Bourgogne Franche-Comté International (BFCI ; ex-CERCOOP). Ils peuvent être spécifiquement missionnés pour des activités mutualisées, et seront rétribués dans ce cadre par le budget commun du programme.

- Article 3 : Engagements financiers du Département, du Grand Belfort

- 3.1 - Le Département et le Grand Belfort ont versé, pour 2017, les montants figurant dans le plan de financement ci-dessous.

Pour 2018, ces collectivités s'engagent à verser les subventions figurant dans ce même plan de financement pour l'exécution des deux programmes.

| Année Programme | 2017 | | 2018 | |
|--|--|------------------|---|------------------|
| | Agro-écologie Assainissement | Grand Belfort | 9 000 € | Grand Belfort |
| Département | | 44 000 € | Département | 44 000 € |
| Cofinancement Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (via BFCI) | | 20 650 € | Cofinancement Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (via BFCI) | 20 650 € |
| Cofinancement de l'AERMC | | 74 989 € | Cofinancement de l'AERMC | 74 989 € |
| SOUS-TOTAL | | 148 639 € | SOUS-TOTAL | 157 139 € |
| Assistance technique | Grand Belfort | 11 500 € | Grand Belfort | 11 500 € |
| | Département | 8 500 € | Département | 6 500 € |
| | Cofinancement Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (via BFCI) | 7 000 € | Cofinancement Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (via BFCI) | 8 225 € |
| | SOUS-TOTAL | 27 000 € | SOUS TOTAL | 26 225 € |
| | TOTAL | 175 639 € | TOTAL | 183 364 € |

- 3.2 - Le Département et le Grand Belfort s'engagent, sous réserve du respect des dispositions ci-avant, à reverser à OCI, sur les montants versés et via HOPE'87, les montants suivants au titre du suivi et de la coordination des programmes :
- 10 225 €/an pour le programme «agro-écologie/assainissement»,
 - 20 000 €/an pour le programme «assistance technique».
- 3.3 - Le Département et le Grand Belfort s'engagent, sous réserve du respect des dispositions ci-avant, à autoriser HOPE'87 à réserver 4 % en 2017 et 6,77 % en 2018 de l'ensemble des transferts financiers réalisés en cours d'année pour couvrir les frais de gestion financière assurée par HOPE'87, étant convenu qu'est exclu de la base de calcul, tant pour 2017 que pour 2018, le montant de la subvention allouée par l'AERMC.
- 3.4 - Le Département, chef de fil de la demande de co-financement auprès de l'AERMC, s'engage à verser le montant qu'il percevra de l'AERMC. Ce montant pourra aller jusqu'à 149 978 euros pour les deux années, comme renseigné à titre d'information dans le plan financement ci-avant.
- 3.5 - Le Département et le Grand Belfort ont versé, pour 2017, à Koassanga, sur les montants versés et via HOPE'87, le montant suivant au titre de la mise en œuvre des activités du programme «agro-écologie/assainissement» : 10 225 €.

- Article 4 : Modalités de versement des subventions

- 4.1 - Le versement des subventions, hors cofinancements, a été effectué pour 2017 et sera effectué pour 2018, par chaque collectivité, selon les modalités ci-après :

a) Par le Département :

- au titre de 2017, la subvention d'un montant de 52 500 € a été versée en une fois au cours du premier semestre 2017,
- au titre de 2018, la subvention d'un montant de 50 500 € sera versée au cours de l'année 2018.

b) Par le Grand Belfort :

- au titre de 2017, la subvention d'un montant de 20 500 € a été versée en une fois au cours du premier semestre 2017,
- au titre de 2018, la subvention d'un montant de 29 000 € sera versée au cours de l'année 2018.

- 4.2 - Le versement des subventions s'effectuera sur le compte ouvert :

Titulaire du compte : HOPE'87 BURKINA

Domiciliation : BURKINA FASO

Code banque : BF023

Agence de domiciliation : OUAGADOUGOU 01

Code agence : 01053

N° de compte : 0061564 002 58 22

Code IBAN : BF42 BF02 3010 5300 6156 4002 5822

Code SWIFT OU BIC : BICIBFBXXXX

- Article 5 : Reversement des subventions

HOPE'87 s'engage à reporter sur le budget de l'année suivante le reliquat des sommes versées si, à l'issue des activités, les dépenses n'ont pas été réalisées.

Si à l'expiration de la présente convention subsiste un reliquat des sommes versées, HOPE'87 s'engage à le reverser aux collectivités, à leur demande, ou à le réaffecter à la mise en œuvre d'une convention à venir entre les présentes collectivités et HOPE'87.

En cas d'expiration de la présente convention, ou de mise en œuvre de l'article 6, et si un reliquat subsiste, HOPE'87 présentera au Département et au Grand Belfort une clef de répartition visant à réaffecter la partie du reliquat proportionnelle à la hauteur de leurs engagements financiers.

Après approbation de cette dernière les sommes seront reversées aux deux partenaires.

- Article 6 : Résiliation de la convention

Le Département et le Grand Belfort se réservent le droit de résilier la présente convention aux motifs suivants :

- en cas de manquement des partenaires aux engagements et obligations issus des présentes dispositions,
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par les partenaires au Département et au Grand Belfort,
- en cas de non-reconduction des programmes, de cessation des activités ou de dissolution des structures partenaires.

La décision de résiliation sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre suivie. Elle prendra effet un mois après réception de ce courrier, et ne donnera droit à aucune indemnité.

- Article 7 : Modification de la convention

Si chacune des parties y consent, la présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

- Article 8 : Durée de la convention

Elle est conclue à compter de sa signature par toutes les parties, jusqu'au 31 décembre 2018.

- Article 9 : Règlement amiable

En cas de difficulté quelconque liée à l'exécution de la présente convention, il est convenu qu'avant tout recours contentieux, les parties procéderont par voie de règlement amiable.

Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre leur différend.

- Article 10 : Attribution de juridiction

A défaut de règlement amiable, le Tribunal administratif de Besançon (France) sera seul compétent pour connaître du contentieux.

- Article 11 : Dispositions diverses

L'ensemble des documents et justificatifs visés dans la présente convention est à transmettre par les bénéficiaires aux adresses suivantes :

Conseil Départemental du Territoire de Belfort
Monsieur le Président
Hôtel du Département
6 Place de la Révolution Française
90020 Belfort cedex

Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Monsieur le Président
Hôtel de Ville et de l'Agglomération
Place d'Armes
90020 Belfort cedex

Fait à Belfort, le
(en sept exemplaires originaux)

Pour le Département,
Le Président, Florian BOUQUET

Pour le Grand Belfort
Le Président, Damien MESLOT

Pour la Ville de Belfort,
Le Maire,
Représenté par Delphine MENTRE

Pour l'Association Koassanga,
Le Président, Jérôme DRUMARE

Pour HOPE'87,
Le Directeur, Abdarhamane TRAORET

Pour Océane Consult International
Le Directeur, Jérémie BAMBARA

Pour SIDR,
Le représentant légal, Samuel KALAYDJIAN

-Convention cadre de partenariat-

Entre

L'association
KOASSANGA
N° W901000118
SIRET 507 818 763 00017
12, rue Eugène Favre, 90300 Cravanche
Représentée par son Président Jérôme DRUMARE

D'une part

Et

La société SIDR
Société d'Ingénierie en Développement Rural
09 BP 1537
OUAGADOUGOU 09
IFU 00082930W
RCCM BFOUA2016B750
Représentée par son représentant légal Samuel KALAYDJIAN
D'autre part

Il est arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet du contrat :

Répartition des activités entre l'association Koassanga et la société SIDR, dans le cadre du projet réalisé à Thanghin Dassouri et Komki Ipala, communes en coopération décentralisée avec le CD90 et le Grand Belfort.

Article 2 : Mise en œuvre des activités et achats de fournitures :

Les tableaux (en annexe 1 et 2) précisent les attributions de chacun des partenaires. Toutefois, en fonction des impératifs, liés au respect des délais de réalisation des activités, l'association Koassanga s'arroge le droit de prendre à son compte quelques-unes des activités dévolues à la société SIDR si celle-ci prenait du retard dans la mise en œuvre des activités ou l'acheminement du matériel. Afin d'éviter tous litiges, une activité sera réalisée en totalité par l'un des partenaires sauf, cas particulier, où l'un des partenaires sollicite l'autre.

Chaque ligne budgétaire, correspondant à une activité, sera attribuée à l'une ou l'autre des structures. (cf annexe 1 et 2). La substitution d'une structure à l'autre pour la réalisation d'une activité n'aura pas d'impact sur le budget.

J.D. S. K.

Article 3 : Durée de la présente convention

La présente convention est valable jusqu'au 31 décembre 2018 et s'applique exclusivement au projet assainissement à Tanghin Dassouri et Komki Ipala.

Article 4 : Résiliation et annulation du partenariat

Le présent contrat sera résilié de plein droit à tout moment, en respectant un préavis de 2 semaines, dans le cas où l'un des partenaires manquerait gravement à ses obligations contractuelles.

Le partenaire prenant l'initiative de la rupture devra en informer l'autre partenaire, la date de réception du courrier faisant foi.

Article 5 : Litige

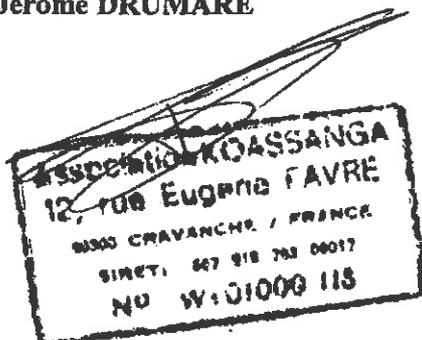
En cas de litige seul le tribunal de Belfort sera compétent.

Fait à Cravanche le 05 septembre 2017

En deux exemplaires

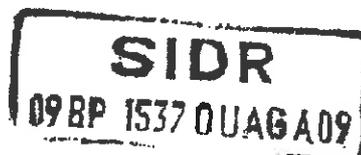
Pour l'Association KOASSANGA
Le Président,

Jérôme DRUMARE



Pour la société SIDR
Le représentant légal,

Samuel KALAYDJIAN



En complément du présent contrat
Annexe 1 : activités KOMKI IPALA (3 pages)
Annexe 2 : activités TANGHIN DASSOURI (3 pages)

ANNEXE 1**Tableau de répartition des activités commune de Komki Ipala**

| Désignation | Objectifs | Mise en œuvre |
|---|---|-----------------------|
| Formation de formateurs | Apprendre à sensibiliser les ménages à l'hygiène et à l'assainissement Connaître le processus « assainissement Ecosan » | SIDR |
| | Connaître l'utilisation d'une latrine Connaître l'entretien d'une latrine et d'un urinoir (Théorique et pratique) Suivre la construction des urinoirs Suivre la construction des latrines | SIDR |
| | Renforcer les points non assimilés | SIDR |
| Sensibilisation Formation Suivi des activités par les animateurs locaux | Identifier 8 villages (ou quartiers) intéressés par le processus Ecosan Former de nouveaux animateurs et/ou recycler les animateurs déjà formés dans les 8 villages (ou quartiers) Suivi des ménages (urinoirs) Suivi de la construction des latrines Suivi des animateurs formés | Association Koassanga |
| Formation des animateurs | Former des animateurs dans 8 villages (ou quartiers) : transmission des connaissances acquises par les animateurs-formateurs aux animateurs. | Association Koassanga |
| Supervision par les formateurs | Suivre les activités menées par les animateurs-formateurs et les animateurs dans les 8 villages (ou quartiers) : en moyenne 1 jour/mois/village ou quartier. | SIDR |
| Formation « construction d'urinoirs » | Former des animateurs-formateurs à la construction d'urinoirs | SIDR |
| Matériels et matériaux de construction | Fournir des sacs de ciment, des bidons de 20 ou 25 litres, des tubes PVC, des tuyaux PVC souple, de petits équipements. Transporter le matériel sur les sites de formation. | SIDR |
| Formation « construction d'urinoirs » | Former les ménages, des villages (ou quartiers) sélectionnés pour le projet, à la construction d'urinoirs et au stockage des urines. 15 urinoirs/village ou quartier. | Association Koassanga |
| Matériels et matériaux de construction urinoirs | Fournir des sacs de ciment, des bidons de 20 ou 25 litres, des tubes PVC, des tuyaux PVC souple, de petits équipements. Transporter le matériel sur les sites de formation. | Association Koassanga |
| Appui à la construction d'urinoirs | Fournir des sacs de ciment, des tubes PVC, des tuyaux PVC souple, de petits équipements. Transporter le matériel dans les villages et quartiers. | Association Koassanga |
| Formation d'animateurs en agriculture maraîchère | Former des animateurs à l'utilisation des sous-produits des latrines. | SIDR |
| Matériel et équipement pour l'activité | Moyens à mettre en œuvre pour être en mesure d'assurer la formation | SIDR |

Tableau de répartition des activités commune de Komki Ipala (suite) :

| Désignation | Objectifs | Mise en œuvre |
|---|--|-----------------------|
| Formation d'animateurs en agriculture céréalière | Former des animateurs à l'utilisation des sous-produits des latrines. | SIDR |
| Matériel et équipement pour l'activité | Moyens à mettre en œuvre pour être en mesure d'assurer la formation. | SIDR |
| Initiation à la pédologie | Former les animateurs-formateurs à reconnaître les différents types de sols pour être en mesure d'appliquer les doses optimales des sous-produits (urine et fèces) et protéger la ressource. | SIDR |
| Champs-écoles (maraîchers) Nouveaux animateurs | Former les ménages à l'utilisation des sous-produits des latrines. | SIDR |
| Suivi-contrôle des nouveaux animateurs | Suivre les activités réalisées par les animateurs-formateurs dans le domaine de la formation des ménages à l'utilisation des sous-produits des latrines (cultures maraîchères). | SIDR |
| Champs-écoles céréalières (PE-PP-PV) | Apprendre aux animateurs-formateurs à respecter les itinéraires techniques. | SIDR |
| Champs-écoles céréalières (PE-PP) | Former les ménages à l'utilisation des sous-produits dans le domaine de l'agriculture « céréalière ». | SIDR |
| Suivi-contrôle des nouveaux animateurs | Suivre les activités réalisées par les animateurs-formateurs dans le domaine de la formation des ménages à l'utilisation des sous-produits des latrines (cultures céréalières). | SIDR |
| Techniciens DPARH | Inviter le chef ZAT de Tanghin Dassouri et les chefs UAT à participer à une visite guidée de quelques champs-écoles. | Association Koassanga |
| Directeurs DPARH, DRARH et DREA | Inviter le DRARH de la région Centre, le DPARH de la province du Kadiogo à participer à une visite guidée de quelques champs-écoles ou à participer à l'atelier de restitution. | Association Koassanga |
| Construction de latrines subventionnées | Assainir : construction de 60 latrines. | SIDR |
| Construction de latrines à crédit (affermage 5 ans) | Assainir : latrine financée par un opérateur privé. Construction de 40 latrines. | SIDR |
| Centres d'hygiénisation | Stocker les urines pour hygiénisation dans un local à usage collectif. | SIDR |

Tableau de répartition des activités commune de Komki Ipala (suite):

| Désignation | Objectifs | Mise en œuvre |
|---|---|-----------------------|
| Formation de gestionnaires de centres d'hygiénisation | Disposer de bénévoles locaux en capacité de gérer les stocks d'urines dans les centres. | SIDR |
| Bidons et polytanks | Disposer de moyens de stockage des urines. | Association Koassanga |
| Point focal assainissement (Mairie de Tanghin Dassouri) | Informier le point focal de la commune de Tanghin Dassouri des activités réalisées. | Association Koassanga |
| Petites fournitures - petits matériels - divers | Fournir les moyens aux animateurs pour réaliser les activités : pouvoir faire. | SIDR |
| Remboursement frais des animateurs locaux | Rembourser les frais (transport-repas) aux animateurs de quartier ou aux gestionnaires. | Association Koassanga |

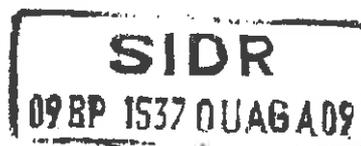
Fait à : Cravanche

Date : 05 /09/2017

Jérôme Drumare
Le Président

Samuel Kalaydjian
Le représentant légal de la société SIDR



ANNEXE 2**Tableau de répartition des activités commune de Tanghin Dassouri**

| Désignation | Objectifs | Mise en œuvre |
|---|--|-----------------------|
| Formation de formateurs | Apprendre à sensibiliser les ménages à l'hygiène et à l'assainissement. Connaître le processus « assainissement Ecosan ». | SIDR |
| | Connaître l'utilisation d'une latrine. Connaître l'entretien d'une latrine et d'un urinoir. (Théorique et pratique) | SIDR |
| | Suivre la construction des urinoirs. Suivre la construction des latrines. Renforcer les points non assimilés. | SIDR |
| Sensibilisation Formation Suivi des activités par les animateurs locaux | Identifier 8 villages (ou quartiers) intéressés par le processus Ecosan. Former de nouveaux animateurs et/ou recycler les animateurs déjà formés dans les 8 villages (ou quartiers). Suivi des ménages (urinoirs). Suivi de la construction des latrines. Suivi des animateurs formés. | Association Koassanga |
| Formation des animateurs | Former des animateurs dans 8 villages (ou quartiers) : transmission des connaissances acquises par les animateurs-formateurs aux animateurs. | Association Koassanga |
| Supervision par les formateurs | Suivre les activités menées par le animateurs-formateurs et les animateurs dans les 8 villages (ou quartiers) : en moyenne 1 jour/mois/village ou quartier. | SIDR |
| Formation « construction d'urinoirs » | Former des animateurs-formateurs à la construction d'urinoirs. | SIDR |
| Matériels et matériaux de construction | Fournir des sacs de ciment, des bidons de 20 ou 25 litres, des tubes PVC, des tuyaux PVC souple, de petits équipements. Transporter le matériel sur les sites de formation. | SIDR |
| Formation « construction d'urinoirs » | Former les ménages, des villages (ou quartiers) sélectionnés pour le projet, à la construction d'urinoirs et au stockage des urines. 15 urinoirs/village ou quartier. | Association Koassanga |
| Matériels et matériaux de construction urinoirs | Fournir des sacs de ciment, des bidons de 20 ou 25 litres, des tubes PVC, des tuyaux PVC souple, de petits équipements. Transporter le matériel sur les sites de formation. | Association Koassanga |
| Appui à la construction d'urinoirs | Fournir des sacs de ciment, des tubes PVC, des tuyaux PVC souple, de petits équipements. Transporter le matériel dans les villages et quartiers. | Association Koassanga |
| Formation d'animateurs en agriculture maraîchère | Former des animateurs à l'utilisation des sous-produits des latrines. | SIDR |
| Matériel et équipement pour l'activité | Moyens à mettre en œuvre pour être en mesure d'assurer la formation. | SIDR |

Tableau de répartition des activités commune de Tanghin Dassouri (suite) :

| Désignation | Objectifs | Mise en œuvre |
|---|--|-----------------------|
| Formation d'animateurs en agriculture céréalière | Former des animateurs à l'utilisation des sous-produits des latrines. | SIDR |
| Matériel et équipement pour l'activité | Moyens à mettre en œuvre pour être en mesure d'assurer la formation. | SIDR |
| Initiation à la pédologie | Former les animateurs-formateurs à reconnaître les différents types de sols pour être en mesure d'appliquer les doses optimales des sous-produits (urine et fèces) et protéger la ressource. | SIDR |
| Champs-écoles (maraîchers) Nouveaux animateurs | Former les ménages à l'utilisation des sous-produits des latrines. | SIDR |
| Suivi-contrôle des nouveaux animateurs | Suivre les activités réalisées par les animateurs-formateurs dans le domaine de la formation des ménages à l'utilisation des sous-produits des latrines (cultures maraîchères). | SIDR |
| Champs-écoles céréalières (PE-PP-PV) | Apprendre aux animateurs-formateurs à respecter les itinéraires techniques. | SIDR |
| Champs-écoles céréalières (PE-PP) | Former les ménages à l'utilisation des sous-produits dans le domaine de l'agriculture « céréalière ». | SIDR |
| Suivi-contrôle des nouveaux animateurs | Suivre les activités réalisées par les animateurs-formateurs dans le domaine de la formation des ménages à l'utilisation des sous-produits des latrines (cultures céréalières). | SIDR |
| Techniciens DPARH | Inviter le chef ZAT de Tanghin Dassouri et les chefs UAT à participer à une visite guidée de quelques champs-écoles. | Association Koassanga |
| Directeurs DPARH, DRARH et DREA | Inviter le DRARH de la région Centre, le DPARH de la province du Kadiogo à participer à une visite guidée de quelques champs-écoles ou à participer à l'atelier de restitution. | Association Koassanga |
| Construction de latrines subventionnées | Assainir : construction de 60 latrines. | SIDR |
| Construction de latrines à crédit (affermage 5 ans) | Assainir : latrine financée par un opérateur privé. Construction de 40 latrines. | SIDR |
| Centres d'hygiénisation | Stocker les urines pour hygiénisation dans un local à usage collectif. | SIDR |

Tableau de répartition des activités commune de Tanghin Dassouri (suite):

| Désignation | Objectifs | Mise en œuvre |
|---|---|------------------------------|
| Formation de gestionnaires de centres d'hygiénisation | Disposer de bénévoles locaux en capacité de gérer les stocks d'urines dans les centres. | SIDR |
| Bidons et polytanks | Disposer de moyens de stockage des urines. | Association Koassanga |
| Point focal assainissement (Mairie de Tanghin Dassouri) | Informier le point focal de la commune de Tanghin Dassouri des activités réalisées. | Association Koassanga |
| Petites fournitures - petits matériels - divers | Fournir les moyens aux animateurs pour réaliser les activités : pouvoir faire. | SIDR |
| Remboursement frais des animateurs locaux | Rembourser les frais (transport-repas) aux animateurs de quartier ou aux gestionnaires. | Association Koassanga |

Fait à : Cravanche

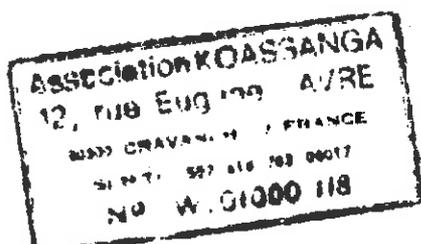
Date : 05/09/2017



Jérôme Drumare
Le Président



Samuel Kalaydjan
Le représentant légal de la société SIDR



Objet de la délibération

N° 18-87

Convention Carte
Avantages Jeunes

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUIN 2018



Direction Culture, Sports et Tourisme
Bibliothèques

RAPPORT n° 21

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe

Références
Mots clés
Code matière

DAC/FD/CF - 18-87
Bibliothèques - Juridique - Recettes
8.9

Objet

Convention Carte Avantages Jeunes

Depuis septembre 1999, la Bibliothèque municipale participe au dispositif de la Carte Avantages Jeunes, initié par le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté.

Dans ce cadre, les détenteurs du chéquier, âgés de moins de 30 ans, bénéficient d'une inscription gratuite à la Bibliothèque municipale.

Il est rappelé que la tarification de la Bibliothèque prévoit la gratuité de l'inscription pour les usagers de moins de 18 ans.

Ce dispositif Carte Avantages Jeunes joue, depuis sa mise en place, un rôle indéniable dans le renouvellement des usagers, mais aussi dans la fidélisation des publics étudiants et jeunes de moins de 30 ans.

Dans ce contexte, je vous propose de reconduire notre participation au dispositif, du 1er septembre 2018 au 31 août 2019.

Le mode de financement du coupon Avantage Bibliothèque consiste en une compensation financière de 5 € par abonnement consentie aux titulaires de la Carte Avantages Jeunes.

Cette aide de la Région sera versée en trois fois, aux mois de décembre, mai et septembre, sur présentation des talons justificatifs des abonnements par la Bibliothèque. 300 personnes en moyenne profitent de ce dispositif.

Les engagements respectifs de la Ville de Belfort et du Conseil Régional sont repris dans la convention annexée au rapport.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(M. Brice MICHEL, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Bastien FAUDOT –mandataire de M. Leouahdi Selim GUEMAZI-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver les termes de la convention coupon Avantage Bibliothèque, du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019,

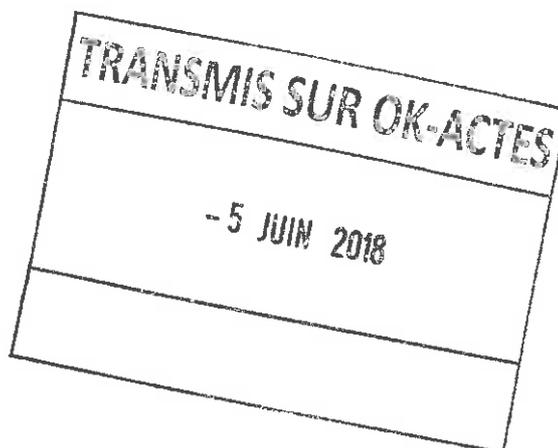
d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à la signer.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage


Jérôme SAINTIGNY



**AVANTAGES
JEUNES**

**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE**

Convention coupon Avantage Bibliothèque du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019

INFORMATION
JEUNESSE



Centre Régional
d'Information Jeunesse
27 rue de la République
25000 Besançon
Tél. 03 81 21 16 10 - Fax 03 81 82 83 17
contact@avantagesjeunes.com
www.avantagesjeunes.com

Entre les soussigné(e)s :

↳ la commune

Mairie de Belfort

Place d'Armes

90000 BELFORT

Tél. 03 84 54 24 24

N° de siret (14 chiffres) 21 90 00 10 30 00 19

Représenté(e) par Monsieur Damien MESLOT

Pour la bibliothèque / médiathèque

Bibliothèque municipale de Belfort

Forum des 4 As

90000 BELFORT

Tél. 03 84 54 27 54

Responsable Madame Mathilde NASSAR

Courriel bibliotheque@mairie-belfort.fr

IBAN (International Bank Account Number)

↳ le Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ) de Franche-Comté représenté par M. Ghezali, Président,

↳ la Région Bourgogne-Franche-Comté représentée par Mme Dufay, Présidente,

Dans le cadre de l'initiative culturelle de la Région Bourgogne-Franche-Comté dont le but est de favoriser la lecture auprès des bénéficiaires de la carte Avantages Jeunes,

Il a été exposé ce qui suit :

Article 1 : Le coupon Avantage Bibliothèque

Le coupon Avantage Bibliothèque, qui propose un abonnement gratuit d'un an en bibliothèque, est inséré dans la carte Avantages Jeunes. Il est offert par la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 2 : Les engagements réciproques

> La bibliothèque / médiathèque s'engage à :

- inscrire gratuitement tout détenteur de la carte Avantages Jeunes sur remise du coupon Avantage Bibliothèque et sur présentation de sa carte. La bibliothèque/médiathèque remet à l'inscrit tout document habituellement remis aux abonnés (carte, récépissé, etc.) attestant de l'abonnement valable pour une année de date à date. La bibliothèque/médiathèque ne peut en aucun cas demander une contribution financière en plus du coupon.

- afficher de façon visible les supports de communication qui seront fournis par le Crij afin de faire connaître ce dispositif,

- participer aux évaluations de l'impact du dispositif dans l'évolution des inscriptions des jeunes de moins de 30 ans dans les bibliothèques/médiathèques.

- bénéficier d'un budget d'acquisition en propre

- avoir un lieu dédié au livre et à la lecture

- avoir fait suivre une formation reconnue par la Bibliothèque Départementale de Prêt au personnel.

> Le Crij de Franche-Comté s'engage à :

- faire figurer la liste des bibliothèques et médiathèques affiliées au coupon Avantage Bibliothèque 2018 / 2019 dans différents supports de communication (site Internet...)

- transmettre à la Région Bourgogne-Franche-Comté, trois fois par an (au 30/11, 30/4 et 31/08), les montants à rembourser aux communes.

> La Région Bourgogne-Franche-Comté s'engage à :

- rembourser les coupons Avantage Bibliothèque aux bibliothèques par mandat bancaire, à raison de 5 € par coupon. Le paiement interviendra trois fois par an (décembre, mai et septembre).

Article 3 : Utilisation du coupon

L'utilisation du coupon Avantage Bibliothèque peut se faire uniquement dans les bibliothèques/médiathèques partenaires du dispositif.

Article 4 : Remboursement

Le remboursement du coupon Avantage Bibliothèque sera établi à partir du bordereau de remise rempli par la bibliothèque/médiathèque et accompagné des talons justificatifs. Ce bordereau et ces talons devront être retournés impérativement pour le 15 des mois de novembre, avril et août, au Crij de Franche-Comté - 27 rue de la République - 25000 Besançon. Le Crij transmettra alors l'état des versements à effectuer à la Région Bourgogne-Franche-Comté pour le paiement. Le dispositif est géré par la Direction de la Culture, Jeunesse, Sport, Vie associative à la Région.

En cas de réclamation sur le paiement, la bibliothèque s'engage à informer le Crij de Franche-Comté et la Région Bourgogne-Franche-Comté dans un délai de 2 mois maximum.

Article 5 : Durée de l'engagement

Le présent contrat est valable du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019 (1 an).

Il est convenu que les parties pourront mettre fin à leur collaboration par lettre recommandée avec accusé de réception, ce moyennant le respect d'un préavis de 3 mois précédant l'échéance du terme de contrat.

Tout litige concernant l'interprétation du présent contrat sera porté devant le tribunal de Besançon.

Fait en trois exemplaires, le...

La commune, Lu et approuvé Lu et approuvé

Pour la Région
Bourgogne-Franche-Comté,
Mme Marie-Guite Dufay, Présidente,

Pour le Crij de Franche-Comté,
M. Abdel Ghezali, Président,

Objet de la délibération

N° 18-88

Conception et mise en
vente d'une carte postale
à partir d'une œuvre de
l'exposition René Lièvre -
Un photographe de
l'ombre

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.



CONSEIL MUNICIPAL
du 31. 5.2018

Direction Culture, Sports et Tourisme
Musées

DELIBERATION

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe

Références
Mots clés
Code matière

DAC/MV/CF - 18-88
Musées - Juridique
8.9

Objet

Conception et mise en vente d'une carte postale à partir d'une œuvre de l'exposition René Lièvre - Un photographe de l'ombre

Dans le cadre du Mois de la Photographie, la Ville de Belfort a édité une carte postale issue d'une photographie présentée au sein de l'exposition René Lièvre - Un photographe de l'ombre.

Afin de régler la question des droits d'auteur et de commercialiser la carte postale durant un an, une convention est proposée entre la Ville de Belfort et l'ayant-droit de l'artiste.

La convention prévoit une cession gracieuse des droits de reproduction.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Par 36 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(M. Brice MICHEL, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Bastien FAUDOT –mandataire de M. Leouahdi Selim GUEMAZI-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

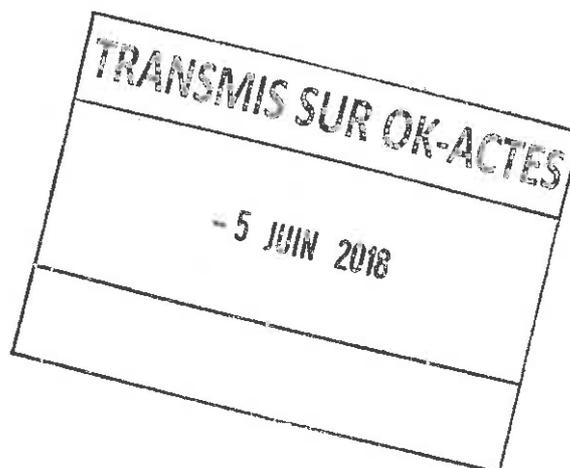
d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de cession de droits photographiques à intervenir entre la Ville de Belfort et la Galerie du Sauvage.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage


Jérôme SAINTIGNY





CONTRAT DE CESSION DE DROITS PHOTOGRAPHIQUES

Entre les soussignés :

- La **Ville de Belfort**, dont le siège est situé place d'Armes - 90020 BELFORT Cedex, représentée par M. Damien MESLOT, Maire, dûment habilité à agir aux présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 31 mai 2018,

Ci-après désignée : «**Ville de Belfort**»,

Et :

- La **Galerie du Sauvage**, Association dont le siège est situé 3 rue de la Chaumont - 2900 Porrentruy (Suisse), représentée par M. Géraud SIEGENTHALER,

Ci-après désignée : «**La Galerie**» ;

La Galerie du Sauvage est gestionnaire des photographies prises par M. René LIEVRE. Elle cède à la Ville de Belfort le droit non exclusif d'utilisation d'une photographie que cette dernière a sélectionnée dans son fonds pour la réalisation d'une carte postale "Mois de la Photographie", aux conditions suivantes.

ARTICLE 1 :

La présente cession de droits autorise la Ville de Belfort à numériser et à reproduire, aux fins de diffusion commerciale, la photographie sélectionnée sur le support suivant :

- carte postale.

ARTICLE 2 :

A cette fin, le document pourra être numérisé et stocké par la Ville de Belfort sur le support de son choix. La Ville de Belfort s'engage à prendre toutes dispositions pour garantir la non-divulgateion à des tiers du document ainsi numérisé. Toute réutilisation du document stocké pour un autre usage que celui visé au présent contrat devra faire l'objet d'un avenant ou d'un nouveau contrat, et de l'acquiescement de nouveaux droits.

ARTICLE 3 :

L'image pourra être affichée dans une résolution correspondant à celle des meilleurs systèmes de reproduction en usage auprès du public visé par le titre.

ARTICLE 4 :

Les droits à verser en cas de réédition, mise à jour, édition similaire, transfert sur un nouveau support, intégration à une œuvre nouvelle, édition dérivée, édition partielle, etc, seront régis par le Code des usages en vigueur dans l'édition, étendu aux œuvres multimédias.

ARTICLE 5 :

La présente cession est consentie gracieusement.

ARTICLE 6 :

Les droits cédés concernent exclusivement les droits du photographe. Pour les autres droits : droit des auteurs des œuvres représentées, droit des propriétaires, il appartient à la Ville de Belfort de les négocier auprès des organismes représentant les auteurs ou les ayants droit.

ARTICLE 7 :

La présente autorisation est conclue pour une durée d'un an, non reconductible, à compter de la date de signature.

ARTICLE 8 :

Chaque reproduction de la photo dans le titre doit être accompagnée de la mention du copyright, constitué du © suivi du nom de la Galerie et du photographe, et doit être accompagnée de la mention "reproduction illicite", à moins que cette mention figure de façon générale pour toutes les photos et illustrations dans un contrat d'utilisation précisant les droits de l'utilisateur.

ARTICLE 9 :

Les droits de reproduction ne comprennent que la représentation sur écran dans le cadre de la législation en vigueur sur le droit d'auteur.

ARTICLE 10 :

Un exemplaire du titre commercialisé devra être fourni à la Galerie à titre de justificatif. Celle-ci s'engage à ne l'utiliser qu'à des fins d'archives et à ne pas en permettre l'accès à des tiers.

Fait en 2 exemplaire, le

Pour la Galerie du Sauvage,

Pour la Ville de Belfort
Pour le Maire
L'Adjointe déléguée,

Géraud SIEGENTHALER

Marie ROCHETTE de LEMPDES

Objet de la délibération

N° 18-89

Tarifs des activités
sportives de la Direction
des Sports de la Ville
de Belfort

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Jan BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUIN 2018



Direction des Sports

CONSEIL MUNICIPAL
du 31. 5.2018

DELIBERATION

de M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint

Références
Mots clés
Code matière

PJC/MR/CE/CV/AC – 18-89
Actions Sportives
7.1

Objet

Tarifs des activités sportives de la Direction des Sports de la Ville de Belfort

En septembre 2015, l'ensemble des tarifs des activités sportives de la Direction des Sports a été modifié, avec la création de deux catégories de tarification en fonction de la domiciliation des familles (Belfort et hors Belfort) et l'application d'un tarif à la semaine dégressif en fonction des revenus des familles.

Ces tarifs n'ont pas évolué depuis leur vote par le Conseil Municipal en date du 17 septembre 2015.

Aussi, afin d'être cohérent avec les offres tarifaires des Services Vie Scolaire et Jeunesse de la Ville de Belfort et de tenir compte de la diminution des coûts de fonctionnement des activités sportives, il est proposé une refonte des tarifs des activités sportives de la Direction des Sports.

En effet, les tarifs pratiqués au sein des Services Vie Scolaire et Jeunesse pour les accueils de loisirs sont exprimés à la journée, d'où l'intérêt de créer des tarifs journaliers pour les activités sportives, en remplacement des tarifs à la semaine, afin de permettre une meilleure lisibilité des grilles tarifaires par les familles. De plus, l'utilisation de tarifs à la journée facilite les calculs de prorata en cas de semaine incomplète (jour férié, pont...).

Vous trouverez en pièce jointe la proposition de nouveaux tarifs journaliers.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 2 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. Marc ARCHAMBAULT),

(M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Olivier DERROY, Mme Samia JABER –mandataire de Mme Jacqueline GUIOT- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de valider les nouvelles grilles tarifaires applicables à compter du 1^{er} juin 2018.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire
l'objet d'un recours devant
la juridiction administrative
dans le délai de deux mois
à compter de sa publication
ou de son affichage


Jérôme SAINTICHEL



TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018

TARIFS DES ACTIVITES SPORTIVES DE LA DIRECTION DES SPORTS VILLE

Ces tarifs seront valables à partir du 1er juin 2018

A - ANIMATIONS SPORTIVES MUNICIPALES

Tarifification à l'année

| Tarifs Animations Sportives Municipales | Belfortains | Non Belfortains |
|---|-------------|-----------------|
| Allocataires QF 1 de 0 à 470 € | 10 € | 80 € |
| Allocataires QF 2 de 471 à 730 € | 20 € | |
| Allocataires sans QF | 30 € | |

Animations Sportives Municipales «activité ski» : participation forfaitaire supplémentaire de 20 € + prise en charge des forfaits par les familles.

Inscription en cours d'année (à compter du 1^{er} janvier) : 60 % du tarif annuel.

B - STAGES SPORTIFS

Tarifification à la journée

| Tarifs Stages Sportifs | Belfortains | Non Belfortains |
|----------------------------------|-------------|-----------------|
| Allocataires QF 1 de 0 à 470 € | 2 € | 6 € |
| Allocataires QF 2 de 471 à 730 € | 3 € | |
| Allocataires sans QF | 4 € | |

Stages sportifs «activités spéciales» :

- Equitation : 2 x le tarif stages sportifs fixé ci-dessus.
- Ski : 2 x le tarif stages sportifs fixé ci-dessus + prise en charge des forfaits par les familles.

C - ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT

Journée ALSH avec repas

Aide de la CAF perçue par la Ville : 7 € / jour pour les QF1
5 € / jour pour les QF2

Tarifification à la journée

| Journée ALSH avec repas | Belfortains | Non Belfortains |
|----------------------------------|-------------|-----------------|
| Tarif déduction faite de la CAF | | |
| Allocataires QF 1 de 0 à 470 € | 2 € | 8 € |
| Allocataires QF 2 de 471 à 730 € | 4 € | 10 € |
| Allocataires | 9 € | 15 € |

Journée ALSH sans repas

Aide de la CAF perçue par la Ville : 5 € / jour pour les QF1
3 € / jour pour les QF2

Tarifcation à la journée

| Journée CLSH sans repas | Belfortains | Non Belfortains |
|----------------------------------|-------------|-----------------|
| Tarif déduction faite de la CAF | | |
| Allocataires QF 1 de 0 à 470 € | 1 € | 7 € |
| Allocataires QF 2 de 471 à 730 € | 3 € | 9 € |
| Allocataires | 6 € | 12 € |

½ Journée CLSH - Base Nautique et de Plein Air Imier Comte

Aide de la CAF perçue par la Ville : 2,5 € / ½ journée pour les QF1
1,5 € / ½ journée pour les QF2

Tarifcation à la 1/2 journée

| 1/2 Journée ALSH Base Nautique Imier Comte | Belfortains | Non Belfortains |
|---|-------------|-----------------|
| Tarif déduction faite de la CAF | | |
| Allocataires QF 1 de 0 à 470 € | 0,5 € | 3,5 € |
| Allocataires QF 2 de 471 à 730 € | 1,5 € | 4,5 € |
| Allocataires sans QF | 3 € | 6 € |

Objet de la délibération

N° 18-90

Questions diverses -
Procédure d'abandon
manifeste 13 rue de
la Méchelle à Belfort

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

Direction Générale des Services Techniques
Service Urbanisme

DELIBERATION

de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

Références

Mots clés

Code matière :

JMH/CW - 18-90

Urbanisme

3.1

Objet

Questions diverses - Procédure d'abandon manifeste 13 rue de la Méchelle à Belfort

La propriété cadastrée section AB, numéro 450 et sise au 13 rue de la Méchelle, se situe le long de la voie ferrée, au carrefour des rues Lebas et Ambroise Croizat (cf. annexes 1 et 2 : plans de situation et parcellaire).

Cet ancien bureau de tabac a cessé son activité depuis de nombreuses années et a été acheté en vue de la réhabilitation du bien en logement.



Photo prise en octobre 2008

Pour ce faire, le propriétaire a déposé un permis de construire, accordé en novembre 2010.

En 2011, les travaux autorisés comportant une modification de toiture pour augmenter la surface du 1^{er} étage, la charpente a été déposée, et les pignons arasés pour permettre la création d'une dalle. Depuis, les travaux sont arrêtés, il ne subsiste que les quatre murs.



Façades Est et Sud



Façade

Nord

Plusieurs courriers ont été adressés en 2015 et 2016 pour connaître les intentions du propriétaire et obtenir un rendez-vous. Il n'a jamais donné suite.

Le Conseil Municipal, réuni en séance le 19 mai 2016, s'est prononcé pour la mise en œuvre d'une procédure d'abandon manifeste. Un procès-verbal provisoire d'abandon manifeste a été dressé (cf. annexe 3). Conformément à la réglementation en vigueur, ce PV a été notifié au propriétaire, publié dans deux journaux locaux et affiché sur site et en mairie, le 22 juillet 2016.

Le propriétaire disposait d'un délai de 6 mois pour faire cesser l'état d'abandon manifeste, sans quoi un procès-verbal définitif serait dressé en vue d'une expropriation.

Un nouveau permis de construire a été déposé en avril 2017 et délivré le 7 novembre 2017. Cette décision a été assortie d'une convention entre la Ville de Belfort et le propriétaire, imposant l'exécution des travaux dans un délai de 6 mois, soit pour le 14 mai 2018, à défaut de quoi la procédure d'abandon manifeste serait poursuivie (cf. annexe 4 : convention). A terme échu, aucuns travaux n'ont été constatés. Par ailleurs, le propriétaire du bien a déposé, le 7 mai 2018, au secrétariat de l'Urbanisme, un courrier daté du 30 mars 2018 demandant un délai supplémentaire d'un an.

Accorder ce délai supplémentaire irait à l'encontre de l'Article L.2243-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la convention signée par les deux parties. En effet, cet article stipule, entre autres : «...La procédure tendant à la déclaration d'état d'abandon manifeste peut être reprise si les travaux n'ont pas été réalisés dans le délai prévu. Dans ce cas, le procès-verbal définitif d'abandon manifeste intervient, soit à l'expiration du délai mentionné au premier alinéa (6 mois après la publication du PV provisoire), soit, à l'expiration du délai fixé par la convention mentionnée...».

Par conséquent, il convient désormais de dresser le procès-verbal définitif d'abandon manifeste, afin de mener la procédure jusqu'à son terme.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte de la poursuite de la procédure d'abandon manifeste 13 rue de la Méchelle à Belfort.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage


Jérôme SAINTIGNY



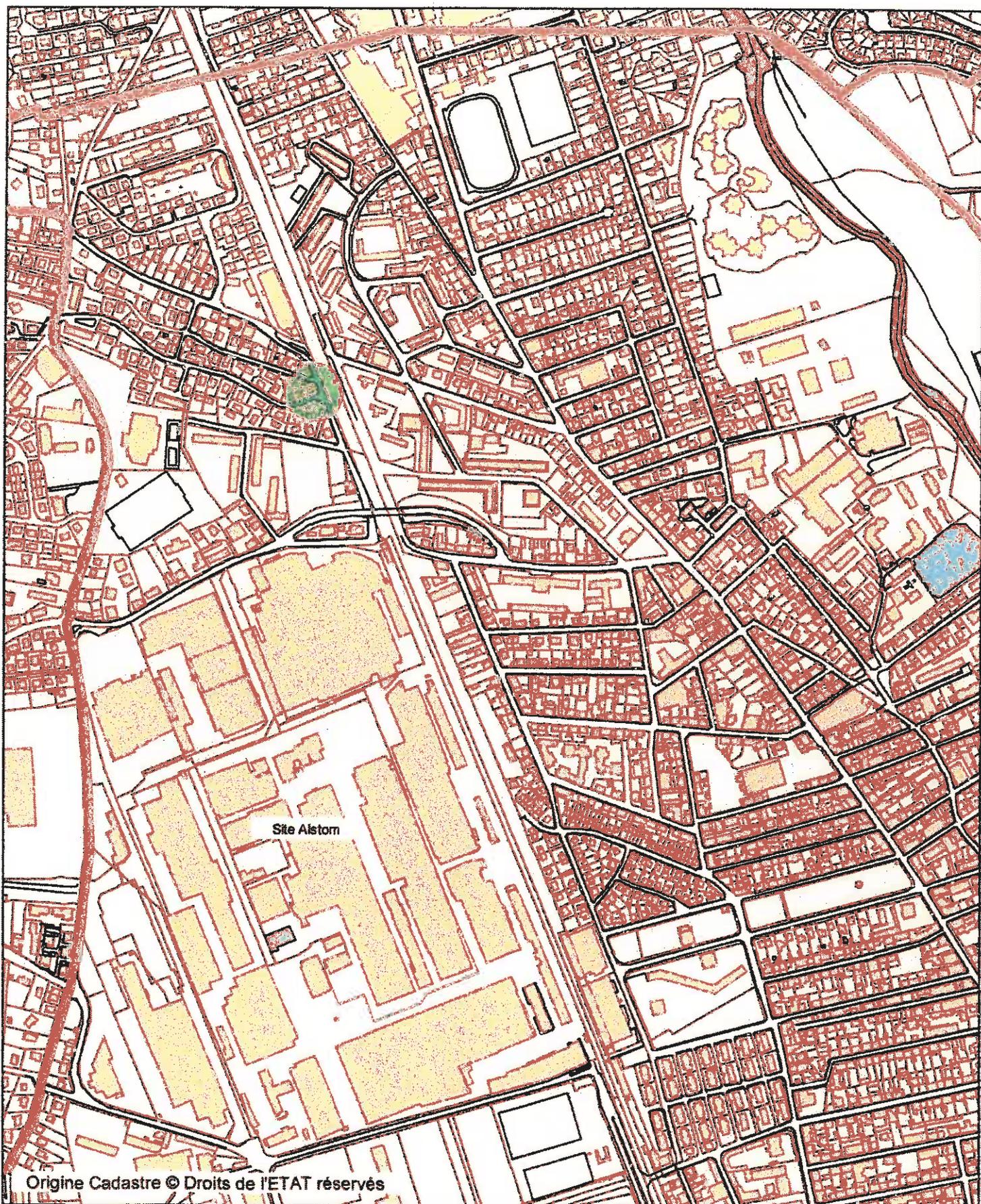
TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 5 JUIN 2018

COMMUNE DE BELFORT

13 rue de la Méchelle

Plan de Situation

1/7 000



Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés



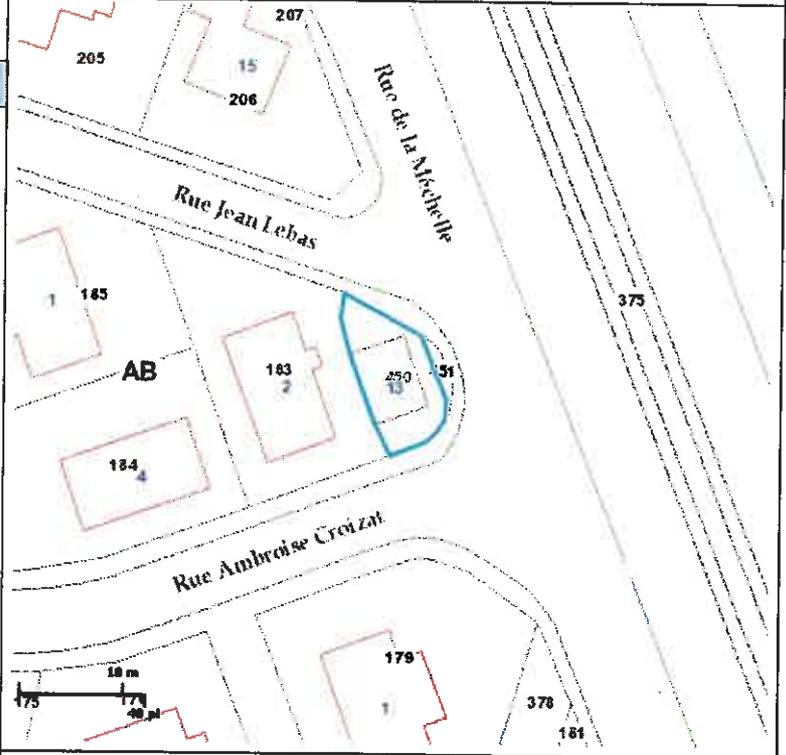
Fiche d'information nominative

| Commune | Section | Parcelle | Surface | Surface bâtie | Adresse |
|---------|---------|----------|-------------------|-------------------|-----------------------|
| 900010 | 000AB | 0450 | 88 m ² | 31 m ² | 13 RUE DE LA MECHELLE |

Commune de BELFORT

Compte propriétaire n°900010L02357

MME LAMBING BERNADETTE CATHERINE (Propriétaire)
 né le 14/04/1972 à 01 BOURG-EN-BRESSE
 adresse : 7 RUE DE L'EGALITE 90400 DANJOUTIN



Imprimé le : 27/04/2016

Echelle : 1/500



Direction Général des Services Techniques
Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Direction de l'Urbanisme

PROCES-VERBAL PROVISOIRE

Objet

DECLARATION DE PARCELLE EN ETAT D'ABANDON MANIFESTE - 13 rue de la Méchelle à Belfort

Nous, Maire de la ville de Belfort,

Vu les articles L 2243-1 à L 2243-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Nous, Maire de la commune de BELFORT, le vingt trois juin deux mille seize, suite au rapport établi par les Directions de l'Urbanisme et du Patrimoine bâti, de l'Espace Public et des Mobilités de la ville de Belfort en date du 15/06/2016, avons constaté que le terrain appartenant à Madame Bernadette LAMBING, situé à l'intérieur du périmètre d'agglomération de la commune et figurant au cadastre sous le n° 10 AB 450 n'est plus entretenu et qu'il peut dès lors être considéré en état d'abandon manifeste.

ETAT de L'IMMEUBLE :

La propriété est composée d'un ancien bâtiment dont il ne subsiste que les quatre murs. Ce bâti d'environ 31 m² se situe sur une parcelle de 88 m². La propriété est desservie par le gaz et l'électricité mais le bâtiment n'est pas raccordé. L'intérieur semble vide à l'exception d'un escabeau et de plateaux d'échafaudage.

Les dégradations constatées sont les suivantes :

- un défaut d'entretien manifeste de l'ensemble de la parcelle,
- le lierre pousse à l'intérieur du bâti et déborde sur la propriété adjacente. Les mauvaises herbes envahissent le pied des murs et le petit espace au nord de la parcelle et débordent sur le domaine public (trottoir de la rue de la Méchelle),
- le toit a été déposé et plusieurs fissures structurelles sont présentes sur le mur sud
- le crépi s'effrite et se décolle des murs,
- les points d'ancrage de la porte rouillent et commencent à ressortir du béton.

Pour faire cesser l'état d'abandon, les travaux indispensables suivants devront être entrepris :

- arrachage du lierre et nettoyage des mauvaises herbes,
- dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme soit pour la démolition du bâti existant soit à minima pour mettre la structure hors d'eau (NB : le permis de

construire accordé en 2010 est caduc car les travaux sont arrêtés depuis au moins quatre ans).

Ce procès-verbal provisoire sera affiché pendant trois mois à la mairie et sur les lieux concernés. Il fera également l'objet d'une insertion dans deux journaux locaux, L'Est Républicain et La Terre de Chez Nous et il sera notifié à Madame LAMBING.

Ce procès-verbal a été dressé pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Belfort, le 23 juin 2016.

Jean-Marie HERZOG
Adjoint au Maire



CONVENTION
définissant les travaux à effectuer sur la parcelle 10 AB 450
Situé 13 rue de la Méchelle à BELFORT

Entre

La ville de BELFORT, représentée par son Député-Maire Monsieur Damien MESLOT,
dûment autorisé par délibération du conseil municipal en date du 19 mai 2016,

d'une part,

et,

Madame Bernadette LAMBLING, propriétaire de la parcelle cadastrée 10 AB 450,
domiciliée [REDACTED]

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2243-1 et suivants se rapportant à la procédure d'abandon de parcelle ;

La délibération n° 16-50 en date du 19 mai 2016 portant mise en œuvre d'une procédure de déclaration de parcelle en état d'abandon manifeste au 13 rue de la Méchelle à BELFORT ;

Le procès-verbal provisoire d'abandon de parcelle en état d'abandon manifeste en date du 23 juin 2016 ;

Les publications dans les journaux de presse de L'Est républicain du 22 juillet 2016, de la Terre de Chez Nous du 22 juillet 2016, l'affichage en mairie du 19 juillet au 19 octobre 2016 et sur la parcelle cadastrée 10 AB 450 du 22 juillet au 30 octobre 2016 ;

Considérant

Le permis de construire délivré le 4 novembre 2010 pour réhabiliter un ancien kiosque à journaux/débit de tabac en logement,

La dépose de la toiture immédiatement après l'obtention du permis,

Le fait qu'il ne subsiste à l'heure actuelle que les murs,

La caducité du permis de construire due à l'arrêt des travaux,

Les courriers recommandés avec accusé de réception en date du 3 juin 2015, 13 janvier 2016, 31 mars 2016, 22 juillet 2016, 7 décembre 2016 et 10 février 2017 envoyés à la propriétaire de cette parcelle lui demandant de prendre contact avec la Direction de l'Urbanisme pour trouver une solution à cet état d'abandon manifeste et restés sans suite.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les travaux à effectuer par la propriétaire du terrain situé au 13 rue de la Méchelle à BELFORT afin de mettre fin à l'état d'abandon de la parcelle cadastrée 10 AB 450.

Article 2 : Description des travaux à effectuer

- arrachage du lierre et nettoyage des mauvaises herbes,
- dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire),
- réalisation de l'ensemble des travaux prévus dans l'autorisation d'urbanisme à venir.

Article 3 : Délai d'exécution des travaux

Les travaux décrits ci-dessus devront impérativement être exécutés dans un délai de six mois à compter de l'obtention du permis de construire susvisé.

Article 4 : Non respect du délai

Conformément à l'article L.2243-3 du Code général des collectivités territoriales, en cas d'inexécution des travaux dans les délais prescrits, la procédure d'abandon de parcelle sera reprise et poursuivie jusqu'à son terme.

Fait à Belfort

Le 14.05.17

Pour le Maire de la Ville de BELFORT
L'Adjoint au Maire,
Jean-Marie HERZOG



La propriétaire,



Objet de la délibération

N° 18-91

Motion : Avenir de
la ligne Bienne-Belfort

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUIN 2018



DELIBERATION

présentée par M. Damien MESLOT, au nom des Elus du groupe
Tous Ensemble Pour Belfort

Références
Mots clés
Code matière

DM – 18-91
Politique
9.4

Objet

Motion : Avenir de la ligne Bienne-Belfort

C'est au Campus de l'UTBM que le Gouvernement jurassien et les Elus de la Ville de Belfort, du Grand Belfort et du Conseil Départemental du Territoire de Belfort se sont retrouvés pour faire le point sur les dossiers et projets en cours entre les deux territoires frontaliers.

L'avenir de la ligne ferroviaire Bienne-Belfort a naturellement été au cœur des discussions. La réouverture prochaine, et très attendue, le 8 décembre, de cette ligne transfrontalière a été saluée par les Elus, qui se sont réjouis du développement remarquable des infrastructures de transports entre le Territoire de Belfort et le Jura au cours des dernières années, avec l'achèvement récent de la Transjurane et sa connexion à la RN 19, et bientôt, la réouverture de la ligne ferroviaire. Si, au plan des infrastructures, la situation est jugée excellente, elle est beaucoup plus problématique au niveau de l'exploitation de la ligne Bienne-Belfort. Les Elus jurassiens et belfortains ont regretté que l'accès direct à la gare de Belfort-ville soit refusé aux trains en provenance de la Suisse. Cette situation est d'autant plus incompréhensible que la circulation de ces trains ne pose aucun problème technique. Il s'agit donc d'une mesure de nature administrative et politique, sans lien avec les besoins des populations bientôt desservies par cette nouvelle ligne ferroviaire. L'impact pourra être très négatif sur l'attractivité de la ligne, et par voie de conséquence, sur sa fréquentation. Le Gouvernement jurassien et les Elus de la Ville de Belfort, du Grand Belfort et du Conseil Départemental du Territoire de Belfort demandent donc expressément à la Région Bourgogne Franche-Comté et à la SNCF de faire évoluer la situation, et d'autoriser les rames suisses à circuler jusqu'à la gare de Belfort-ville, à l'horizon de 2019.

La question de la grille horaire a aussi été discutée à Belfort. Des améliorations à l'offre proposée sont jugées nécessaires pour répondre mieux aux besoins des populations. A ce niveau-là aussi, c'est l'attractivité de la ligne qui est en jeu.

Jugeant que la fréquentation de la ligne Bienne-Belfort dépendra aussi de la promotion qui en sera faite, les Elus jurassiens et belfortains ont décidé de confier à l'Association Interligne TGV Bienne-Belfort, présidée conjointement par le Ministre David ERAY et le Vice-Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort, M. Frédéric ROUSSE, la tâche de définir et de mettre en œuvre un programme d'animation et de promotion de la ligne auprès des populations jurassienne et belfortaine et de déposer, à cet effet, un projet, dans le cadre du programme européen de coopération transfrontalière INTERREG.

Afin de partager leurs craintes, mais aussi leurs ambitions, le Gouvernement jurassien et les Elus de la Ville de Belfort, du Grand Belfort et du Conseil Départemental du Territoire de Belfort ont décidé de mener de manière coordonnée des actions de sensibilisation auprès des autorités régionales, nationales et ferroviaires concernées.

C'est pourquoi, les Elus de la Ville de Belfort demandent à la Région Bourgogne Franche-Comté et à la SNCF d'améliorer le cadencement, et de permettre l'accès direct à la gare de Belfort-ville pour les trains suisses, afin d'assurer la viabilité de la ligne Belfort-Delle-Bienne.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

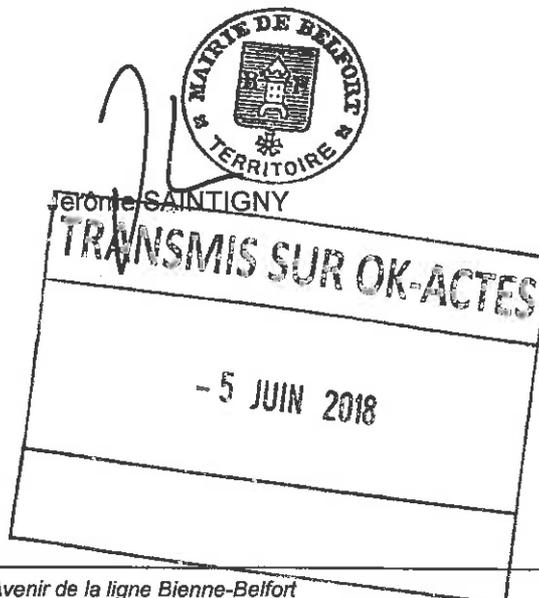
Par 41 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 0 abstention,

ADOPTE la présente motion.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-92

SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018

Motion : Soutien
du Conseil Municipal au
Bar Atteint

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

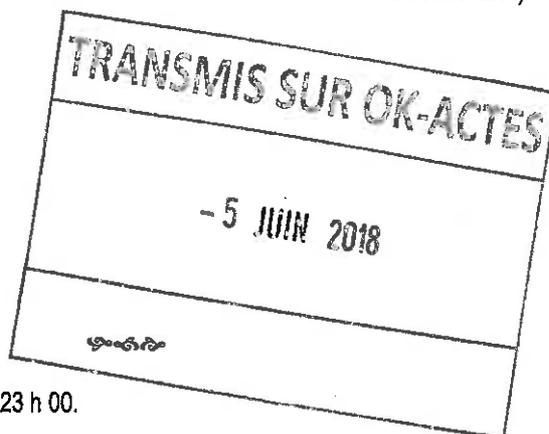
(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.



DELIBERATION

présentée par M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Bastien FAUDOT, M. Emmanuel FILLAUDEAU, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZZI et M. René SCHMITT, Conseillers Municipaux

Références

ADS/BF/EF/FG/LSG/RS - 18-92

Mots clés

Politique

Code matière

9.4

Objet

Motion : Soutien du Conseil Municipal au Bar Atteint

Le Bar Atteint, situé au 25 de la rue de la Savoureuse à Belfort, est un des atouts du faubourg des Vosges. Gérée par une coopérative regroupant 99 associés, appuyée par une association de 190 membres, cette structure est à la fois restaurant éco-responsable et lieu d'événements proposés par les citoyens et acteurs locaux. Il attire sur le faubourg des Vosges un public venant de toute l'aire urbaine. Plus d'une centaine d'associations partenaires y organisent chaque année près de 250 animations, et le restaurant sert près de 11 000 repas par an. Outil de dialogue social pluridisciplinaire, le Bar Atteint offre, sur le territoire, un projet d'utilité sociale reconnu (1er prix de «l'innovation sociale Région BFC» 2016).

Confrontée à des difficultés financières, la coopérative a su trouver un accord avec l'Armée du Salut pour développer une dimension d'insertion qui lui permettait d'élargir le périmètre de ses activités, de concrétiser son engagement social, de pérenniser ses emplois et d'équilibrer ses comptes. Les associés ont pour cela augmenté leur engagement en fond propres de 50 000 €. Malheureusement, cette perspective était, jusqu'à ces derniers jours, compromise par le refus de la Préfecture de Belfort de donner son accord à la mobilisation des crédits d'Etat destinés au financement des postes d'insertion. La situation s'est partiellement débloquée avec l'autorisation donnée pour les activités d'insertion le midi. Le soutien du Conseil Municipal pourrait conforter cette évolution positive, étant entendu que le Bar Atteint a besoin d'obtenir l'autorisation pour les activités d'insertion en soirée afin d'assurer sa survie.

L'Etat justifie sa position par des plaintes de deux riveraines qui harcèlent l'équipe du Bar Atteint, et qui ont rassemblé une pétition de 14 signatures. En face, plus de 4 000 citoyens ont soutenu, par le biais d'une autre pétition, le maintien et le développement du Bar Atteint. A l'évidence, les quelques nuisances occasionnées par l'attractivité importante du lieu n'ont rien à voir avec celles qu'entraînent, pour les riverains du centre-ville et de la vieille ville, la très importante activité des restaurants et bars à étudiants qui font de Belfort une ville animée et attractive pour la jeunesse.

Le secteur du faubourg des Vosges a besoin de renforcer son image, de la rajeunir, et il connaît suffisamment de difficultés en termes d'activité commerciale pour ne pas voir son développement entravé.

Devant cette situation, des communes de l'aire urbaine tentent de convaincre les responsables du Bar Atteint de transférer leur activité, en leur proposant locaux et soutiens. Ce serait pour Belfort en général, et pour le quartier du faubourg des Vosges en particulier, un mauvais signe qui traduirait une perte de son dynamisme, de sa compétitivité.

Le Conseil Municipal de Belfort, affirme son soutien au Bar Atteint et demande à Mme la Préfète d'autoriser le conventionnement pour les activités d'insertion le soir, en fixant, le cas échéant, un horaire aménagé pour limiter les nuisances.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 30 voix contre, 9 pour (Mme Samia JABER –mandataire de Mme Jacqueline GUIOT-, M. René SCHMITT –mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT –mandataire de M. Leouahdi Selim GUEMAZI-, Mme Isabelle LOPEZ, M. Emmanuel FILLAUDEAU) et 1 abstention (M. Olivier DEROY),

(Mme Marie STABILE, M. François BORON ne prennent pas part au vote),

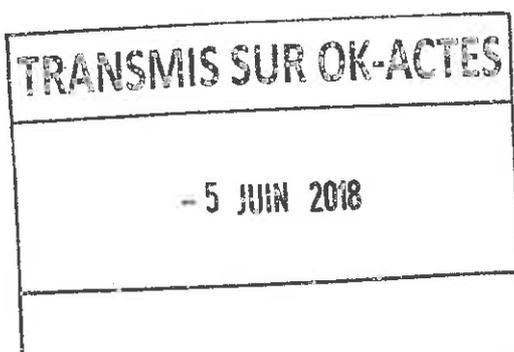
REJETTE la présente motion.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY



Objet : Motion : Soutien du Conseil Municipal au Bar Atteint

Objet de la délibération

N° 18-93

**Motion : Projet
de maison médicale
au Techn'Hom****VILLE DE BELFORT****Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal****SEANCE DU JEUDI 31 MAI 2018**

L'an deux mil dix-huit, le trente-et-unième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DERROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
M. Alain PICARD - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie-Hélène IVOL
M. Guy CORVEC - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Jacqueline GUIOT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : M. René SCHMITT

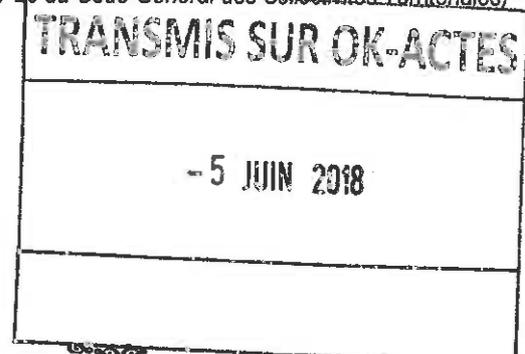
(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 19 h et levée à 23 h 00.

Ordre de passage des rapports : 1 à 27.

Mme Loubna CHEKOUAT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 6 (délibération n° 18-72).

Mme Delphine MENTRE et M. Leouahdi Selim GUEMAZI entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 7 (délibération n° 18-73).

M. Leouahdi Selim GUEMAZI quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 19 (délibération n° 18-85) et donne pouvoir à M. Bastien FAUDOT.



DELIBERATION

présentée par M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Bastien FAUDOT, M. Emmanuel FILLAUDEAU, Mme Francine GALLIEN et M. Leouahdi Selim GUEMAZI Conseillers Municipaux

Références
Mots clés
Code matière

ADS/BF/EF/FG/LSG – 18-93
Politique
9.4

Objet

Motion : Projet de maison médicale au Techn'Hom

Un débat s'est engagé au dernier Conseil Communautaire sur l'opportunité de la création d'une maison médicale sur le Techn'Hom. À cette occasion, M. le Maire a lui-même donné des précisions sur l'ampleur du projet.

40 praticiens, dont quatre ophtalmologues (dont trois qui ne sont pas installés aujourd'hui sur le Territoire de Belfort), un gynécologue, un dermatologue (nouveau), deux pneumologues, cinq cardiologues (dont quatre nouveaux), deux endocrinologues (dont un nouveau), deux gastro-entérologues (dont un nouveau), quatre rhumatologues (tous nouveaux), deux dentistes (nouveaux), deux médecins de rééducation, cinq généralistes (trois nouveaux), un chirurgien de la main, un neurologue (nouveau), six kinésithérapeutes (dont trois nouveaux), un diététicien et un psychologue sont prévus dans ce pôle médical de grande envergure.

Ce projet, s'il pouvait se réaliser, serait une très belle réponse aux difficultés considérables que rencontrent les habitants de notre Territoire pour accéder aux soins. Le manque de médecins dans de nombreuses spécialités augmente sans cesse les délais pour obtenir des rendez-vous. Dès lors, ce projet correspond aux orientations de la politique de santé de notre territoire, comme en témoigne le rapport n° 13 adopté lors du Conseil Communautaire, jeudi 24 mai dernier : *« Dans un contexte de crise de la démographie médicale et d'inégalité de répartition géographique de l'offre de soins, notamment en médecine de ville, l'implantation pérenne des professionnels de santé constitue en effet un enjeu majeur de la régulation de la démographie médicale ».*

Le Techn'Hom est un lieu remarquablement adapté pour un projet de ce type, compte tenu du nombre important de places de stationnement, de la très bonne desserte en transport en commun et piste cyclable. Sur le site du Techn'Hom, les entreprises font travailler plus de 7 000 salariés originaires de toutes les communes de l'aire urbaine. C'est donc l'intérêt de toutes ces communes que le Techn'Hom développe ses atouts. Il n'est pas contestable que ce projet renforcerait de façon significative l'attractivité du site, dans la perspective que de nouvelles entreprises viennent s'y établir.

Il y a lieu de rappeler que pour encourager l'implantation de la future clinique à la Jonxion, le Grand Belfort a décidé d'acheter le terrain (780 000 €), qu'il a ensuite cédé gratuitement à l'exploitant de la clinique. Il n'y a donc aucune raison, y compris financière, qui s'oppose aujourd'hui à accueillir le projet de maison médicale à Belfort : ce projet relève de l'intérêt public.

Le Conseil Municipal de Belfort, réuni le 31 mai 2018, soutient le projet de maison médicale au Techn'Hom et s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre son implantation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 30 voix contre, 5 pour (M. Brice MICHEL, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT -mandataire de M. Leouahdi Selim GUEMAZI-, M. Emmanuel FILLAUDEAU) et 5 abstentions (M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Marie STABILE, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, M. Marc ARCHAMBAULT),

(M. François BORON, Mme Isabelle LOPEZ ne prennent pas part au vote),

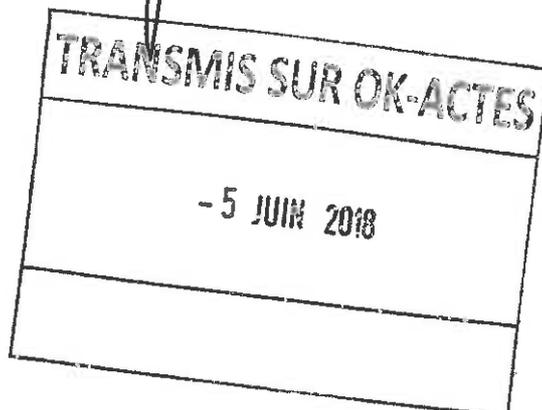
REJETTE la présente motion.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 31 mai 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY



CONSEIL MUNICIPAL EXTRAORDINAIRE DU JEUDI 28 JUIN 2018



**CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAORDINAIRE
DU JEUDI 28 JUIN 2018
A 17 HEURES**

ORDRE DU JOUR

Appel nominal

| | | |
|---------------------|-------------------------|--|
| RAPPORT N° 1 | M. Damien MESLOT | Nomination du Secrétaire de Séance. |
| RAPPORT N° 2 | M. Damien MESLOT | Approbation du caractère urgent de la réunion du Conseil Municipal. |
| RAPPORT N° 3 | M. Damien MESLOT | Contractualisation entre l'Etat et la Ville de Belfort. |

Questions diverses.

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-94

Nomination du Secrétaire
de Séance**SEANCE EXTRAORDINAIRE DU JEUDI 28 JUIN 2018**

L'an deux mil dix-huit, le vingt huitième jour du mois de juin, à 17 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle d'Honneur - Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération - place d'Armes - 90020 Belfort Cedex, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, Mme Brigitte BRUN, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

Mme Marion VALLET – mandataire : Mme Parvin CERF
Mme Frieda BACHARETTI – mandataire : Mme Monique MONNOT
Mme Pascale CHAGUE – mandataire : M. Yves VOLA
M. David DIMEY – mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. Olivier DERROY – mandataire : Mme Florence BESANCENOT
Mme Samia JABER – mandataire : Mme Francine GALLIEN
M. Emmanuel FILLAUDEAU – mandataire : M. Bastien FAUDOT

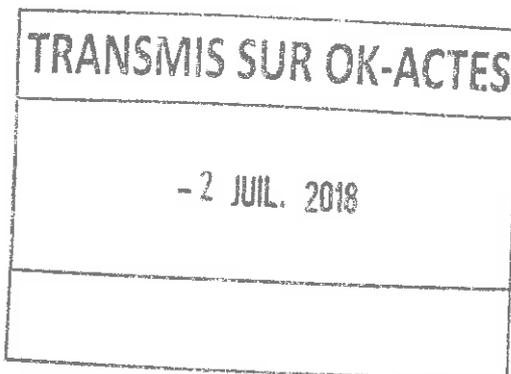
(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absents :

M. Jean-Pierre MARCHAND
M. François BORON
Mme Léa MANGUIN
Mme Jacqueline GUIOT
M. René SCHMITT
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT
M. Leouahdi Selim GUEMAZI
Mme Isabelle LOPEZ
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 17 h et levée à 17 h 40.

Ordre de passage des rapports : 1 à 3.

Mme Marie STABILE entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 18-96).



CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAORDINAIRE
du 28. 6.2018

Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Maire

Références
Mots clés
Code matière

DM/ML/IH – 18-94
Assemblées Ville
5.2

Objet

Nomination du Secrétaire de Séance

L'Article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Municipal désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

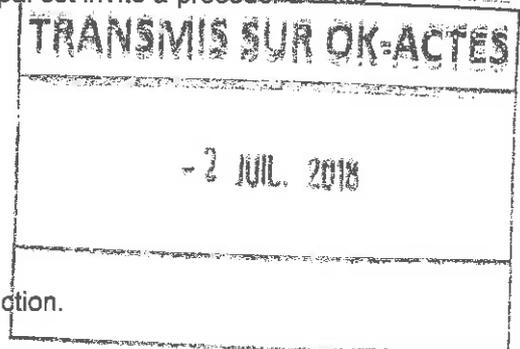
Conformément à cette disposition, le Conseil Municipal est invité à procéder à cette désignation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

de désigner M. Brice MICHEL pour exercer cette fonction.



Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 28 juin 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 18-95

**Approbation du caractère
urgent de la réunion du
Conseil Municipal****SEANCE EXTRAORDINAIRE DU JEUDI 28 JUIN 2018**

L'an deux mil dix-huit, le vingt huitième jour du mois de juin, à 17 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle d'Honneur - Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération - place d'Armes - 90020 Belfort Cedex, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, Mme Brigitte BRUN, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

Mme Marion VALLET – mandataire : Mme Parvin CERF
Mme Frieda BACHARETTI – mandataire : Mme Monique MONNOT
Mme Pascale CHAGUE – mandataire : M. Yves VOLA
M. David DIMEY – mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. Olivier DEROY – mandataire : Mme Florence BESANCENOT
Mme Samia JABER – mandataire : Mme Francine GALLIEN
M. Emmanuel FILLAUDEAU – mandataire : M. Bastien FAUDOT

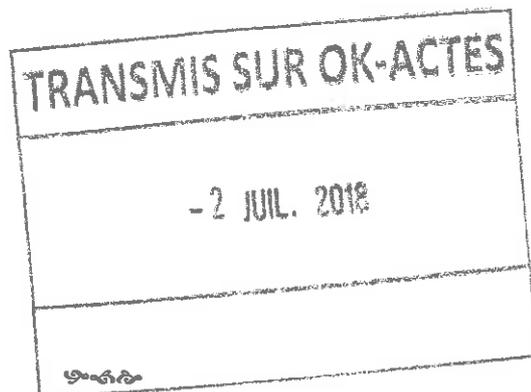
(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absents :

M. Jean-Pierre MARCHAND
M. François BORON
Mme Léa MANGUIN
Mme Jacqueline GUIOT
M. René SCHMITT
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT
M. Leouahdi Selim GUEMAZI
Mme Isabelle LOPEZ
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 17 h et levée à 17 h 40.

Ordre de passage des rapports : 1 à 3.

Mme Marie STABILE entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 18-96).



**CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAORDINAIRE**
du 28. 6.2018

Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Maire

Références
Mots clés
Code matière

DM/ML/DS -18-95
Assemblées Ville
5.2

Objet

Approbation du caractère urgent de la réunion du Conseil Municipal

Vu l'Article L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018-2022, et notamment son Article 29 II ;

Considérant que cette loi fixe une date butoir de signature des contrats entre l'Etat et les collectivités territoriales au 30 juin 2018 ;

Considérant la réponse tardive de la préfecture sur les modalités de contractualisation entre l'Etat et la Ville de Belfort, par courrier en date du 26 juin 2018 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

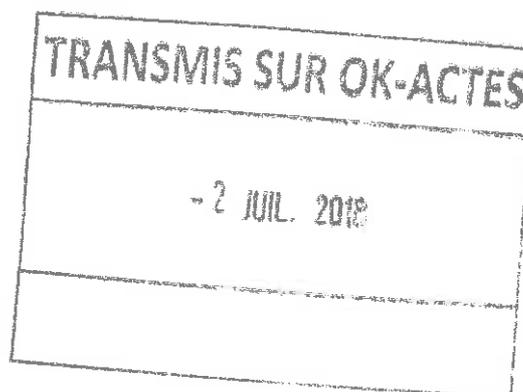
de se prononcer favorablement sur l'urgence de la convocation de ce soir avant de débattre de l'ordre du jour.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 28 juin 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAINTIGNY



Objet de la délibération

N° 18-96

Contractualisation entre
l'Etat et la Ville de
Belfort

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE EXTRAORDINAIRE DU JEUDI 28 JUN 2018

L'an deux mil dix-huit, le vingt huitième jour du mois de juin, à 17 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle d'Honneur - Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération - place d'Armes - 90020 Belfort Cedex, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, Mme Brigitte BRUN, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

Mme Marion VALLET – mandataire : Mme Parvin CERF
Mme Frieda BACHARETTI – mandataire : Mme Monique MONNOT
Mme Pascale CHAGUE – mandataire : M. Yves VOLA
M. David DIMEY – mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. Olivier DEROY – mandataire : Mme Florence BESANCENOT
Mme Samia JABER – mandataire : Mme Francine GALLIEN
M. Emmanuel FILLAUDEAU – mandataire : M. Bastien FAUDOT

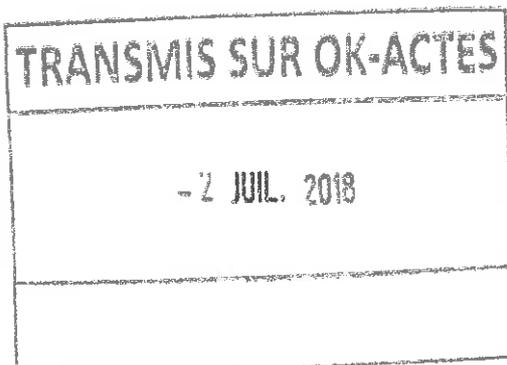
(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absents :

M. Jean-Pierre MARCHAND
M. François BORON
Mme Léa MANGUIN
Mme Jacqueline GUIOT
M. René SCHMITT
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT
M. Leouahdi Selim GUEMAZI
Mme Isabelle LOPEZ
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Brice MICHEL



La séance est ouverte à 17 h et levée à 17 h 40.

Ordre de passage des rapports : 1 à 3.

Mme Marie STABILE entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 18-96).



Direction des Finances

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Maire

Références
Mots clés
Code matière

DM/JS/RB – 18-96
Budget
7.10

Objet

Contractualisation entre l'Etat et la Ville de Belfort

L'Etat a fixé comme objectif dans la Loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques (Article 13) une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB, ainsi que d'une diminution de la dette publique de 5 points à horizon 2022. A ce titre, l'Etat souhaite limiter la progression des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre à 1,2 % par an sur les trois exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020.

Compte tenu de son niveau de dépenses réelles de fonctionnement mesuré en 2016, la Ville de Belfort est concernée par cette contractualisation avec l'Etat.

Le taux annuel de croissance de 1,2 % appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017, en valeur et à périmètre constant, peut être modulé à la hausse ou à la baisse, dans la limite maximale de 0,15 points par critères suivants :

- évolution de la population de la collectivité au cours des cinq dernières années,
- revenu moyen par habitant ou population résidant en QPV,
- évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2014 et 2016.

| Au titre de l'évolution de la population entre le 1er janvier 2013 et le 1er janvier 2018 ou du nombre de logements autorisés | Au titre du revenu moyen par habitant ou de la population résidant en QPV | Au titre de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016 | Total des facteurs de modulation applicables à la collectivité |
|---|---|---|--|
| - 0,15 points | + 0,15 points | + 0,15 points | + 0,15 points |

Compte tenu de la situation socio-économique de la Ville de Belfort et de son positionnement de ville centre de l'Agglomération et du Département, le critère « évolution de la population » n'apparaît pas pertinent pour la collectivité qui doit assumer en grande partie les charges de centralité.

Aussi, il est proposé de ne pas retenir la modulation à la baisse de - 0,15 points, et de retenir les deux modulations à la hausse de + 0,15 points.

En conséquence, le contrat fixe le niveau de progression des dépenses réelles de fonctionnement sur la période 2018-2020 à 1,5 % par an.

Il prévoit en outre que le niveau de progression des dépenses soit évalué à périmètre constant sur la base de l'année 2017, corrigé des éventuels éléments de variation extérieurs à la collectivité.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 32 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Francine GALLIEN –mandataire de Mme Samia JABER-, M. Bastien FAUDOT –mandataire de M. Emmanuel FILLAUDEAU- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver le projet de contrat de contractualisation avec l'Etat fixant le taux de progression annuelle des dépenses réelles de fonctionnement sur la période 2018-2020 à 1,5 % par an.

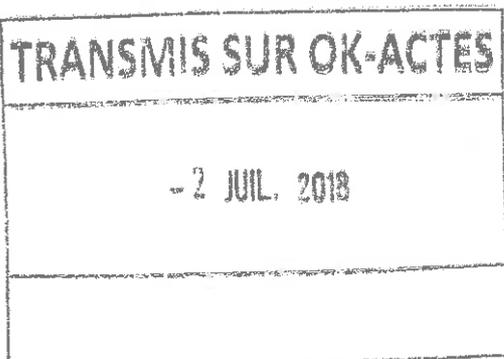
d'autoriser M. le Maire à signer le contrat à intervenir entre l'Etat et la Ville de Belfort.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 28 juin 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Jérôme SAUTIER





PREFETE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Contrat entre l'ÉTAT et la Ville de BELFORT

Entre

d'une part la Ville de BELFORT désignée ci-après « la collectivité », dûment autorisée par délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2018,

Et

l'État représenté par la Préfète du Territoire de Belfort, ci-après désigné « La Préfète »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Dans l'objectif d'une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi que d'une diminution de la dette publique de 5 points à horizon 2022, l'article 13 de la loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques a prévu que les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre progresseraient, dans leur ensemble, de 1,2 % par an. Elle prévoit aussi une réduction annuelle du besoin de financement des collectivités et de leurs groupements à fiscalité propre de 2,6 Md€.

L'article 29 de la même loi prévoit les mesures destinées à assurer le respect de ces objectifs.

Article 1^{er} - Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir les mesures destinées à assurer la compatibilité des perspectives financières de la collectivité avec l'objectif de contribution à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique. Il porte sur les trois exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020.



Article 2 - Fixation de l'objectif d'évolution des dépenses de la collectivité et facteurs de modulation

Aux termes du III de l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, « L'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre correspond à un taux annuel de croissance de 1,2 % appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017, en valeur et à périmètre constant ». Par ailleurs, aux termes du IV de l'article 29 de la même loi, ce taux peut être modulé à la hausse ou à la baisse en tenant compte des critères suivants, dans la limite maximale de 0,15 points pour chacun des sous-titres suivants, appliqué à la base 2017.

Une annexe informative jointe au présent contrat retrace les données utilisées.

2.1° Démographie et construction de logements

- Population de la collectivité au cours des cinq dernières années. Evolution annuelle

Belfort a connu, entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2018, une évolution annuelle de population de - 0,28 %. La moyenne nationale pour la même période est de 0,48 %.

Il est donc constaté que, entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2018, la ville de Belfort :

- a connu une évolution annuelle de sa population inférieure d'au moins 0,75 points à la moyenne nationale ;

- Logements autorisés ayant fait l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable. Evolution annuelle

Au niveau de la collectivité, la moyenne annuelle de logements autorisés ayant fait l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable en application du chapitre I^{er} du titre II du livre IV du code de l'urbanisme, entre 2014 et 2016 est de 46.

Le nombre total de logements au 1^{er} janvier 2014, au sens du décret pris pour l'application de l'article L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales, était de 18.

Il est donc constaté que le nombre de logements autorisés entre 2014 et 2016 :

- ne dépasse pas 2,5 % du nombre total de logements au 1^{er} janvier 2014 ;

En conséquence, il est convenu que l'objectif d'évolution annuelle de la dépense de la collectivité peut être modulé de - 0,15 points au titre du critère d'évolution de la population ou d'évolution annuelle des logements autorisés.

2.2° Revenu moyen par habitant de la collectivité. Pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville

Le revenu moyen par habitant de Belfort est de 10 902 €. Le revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités est de 14 316 €.

Il est donc constaté que le revenu moyen par habitant de la collectivité :

- est inférieur de plus de 20 % au revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités ;

La proportion de la population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la Ville de Belfort est de 31,6 %.

Il est donc constaté que la proportion de la population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la Ville de Belfort :

- est supérieure à 25 %

En conséquence, si la collectivité peut se voir appliquer une modulation au titre du critère de revenu moyen par habitant ou de proportion des résidents en QPV, il est convenu que l'objectif d'évolution de la dépense de la collectivité peut être modulé de + 0,15 points.

2.3° Evolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016

Les dépenses réelles de fonctionnement de Belfort ont connu une évolution de - 2,5 % entre 2014 et 2016.

La moyenne d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des communes était de - 0,61 % entre 2014 et 2016.

Il est donc constaté que les dépenses réelles de fonctionnement de la Ville de Belfort, tenant compte des déductions applicables aux départements, la métropole de Lyon, la collectivité de Corse, la collectivité territoriale unique de Martinique et la collectivité territoriale unique de Guyane au titre de l'évolution des dépenses d'allocations individuelles de solidarité :

- ont connu entre 2014 et 2016 une évolution inférieure d'au moins 1,5 points à l'évolution moyenne constatée pour les communes entre 2014 et 2016 ;

En conséquence, si la collectivité peut se voir appliquer une modulation au titre du critère d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016, il est convenu que l'objectif d'évolution de la dépense de la collectivité peut être modulé de + 0,15 points au titre du critère d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016.

2.4° Récapitulatif des facteurs de modulation applicables à la collectivité et détermination du taux d'évolution applicable à la collectivité

Au regard de l'analyse qui précède, il est convenu que les facteurs de modulation au taux d'évolution annuelle maximum de 1,2 %, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017, sont de :

| | | | |
|--|--|--|---|
| <i>Au titre de l'évolution de la population entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2018 ou du nombre de logements autorisés</i> | <i>Au titre du revenu moyen par habitant ou de la population résidant en QPV</i> | <i>Au titre de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016</i> | Total des facteurs de modulation applicables à la collectivité |
| - 0,15 points | + 0,15 points | + 0,15 points | + 0,15 points |

Compte tenu de la situation socio-économique de la ville de Belfort et de son positionnement de ville centre de l'Agglomération et du Département, le critère « évolution de la population » n'est pas pertinent pour la collectivité qui doit assumer en grande partie les charges de centralité.

Aussi, il est décidé de ne pas retenir la modulation à la baisse de - 0,15 points et de retenir les deux modulations à la hausse de + 0,15 points.

Le taux d'évolution annuel maximum, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017, pour la collectivité/EPCI est donc de 1,5 %.

Article 3 - Trajectoire 2018/2020 des dépenses réelles de fonctionnement de la collectivité

Aux termes de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, le niveau maximal des dépenses réelles de la section de fonctionnement du budget principal de la ville de Belfort est calculé pour les années 2018, 2019 et 2020 par application à la base 2017 du taux d'évolution annuel de 1,5 % déterminé à l'article 2.4 ci-dessus. Ce niveau maximal est donné dans le tableau ci-après :

| | Rappel de la base 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Montant des dépenses réelles de fonctionnement | 61 323 701 € | 62 243 557 € | 63 177 210 € | 64 124 868 € |

Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'activité « cuisine centrale » est désormais suivie dans le budget principal. Aussi, il faudra réintégrer les charges supportées auparavant dans le budget annexe de la Cuisine Centrale dans le budget principal et ainsi redéfinir la base 2017 inscrite ci-dessus à son montant corrigé soit 62 644 306 €.

Article 4 - Amélioration du besoin de financement de la collectivité sur la période 2018/2020

La collectivité se fixe pour objectif d'améliorer son besoin de financement, défini comme les emprunts minorés des remboursements de dette, selon la trajectoire suivante :

| | 2017 (rappel) | 2018 - 2019 - 2020 |
|--|------------------|-----------------------|
| Besoin de financement initial (€) | - 1 019 976 | |
| Besoin de financement contractualisé (€) | | 0 € |

La collectivité s'étant fixée un objectif de maîtrise de son niveau d'endettement à hauteur de celui pris au début du mandat en cours (2014-2020), son besoin de financement devrait en conséquence être contenu sur la période 2014-2020.

La réalisation pluri-annuelle d'un programme d'investissement structurant n'étant pas linéaire, la collectivité ne souhaite pas se fixer des objectifs annuels mais un objectif à atteindre en fin de mandat en termes d'encours de dette. Globalement, le besoin de financement sur la période 2018-2020 devrait être de zéro.

Pour rappel, cet objectif ne constitue pas un engagement soumis à sanction.

Article 5 - Définition et ajustement de la notion de « périmètre constant » :

A l'article 2, il est stipulé que « L'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre correspond à un taux annuel de croissance de 1,2 % appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017, en valeur et à périmètre constant ».

La notion de « périmètre constant » est définie ainsi : le périmètre initial (celui que connaissait la collectivité en 2017), corrigé des éléments suivants en plus de ceux déjà énoncés dans le présent contrat :

- transferts de charge ou mesures prises par l'Etat en direction de la Collectivité. Parmi les mesures nouvelles connues, en discussion ou à venir, comme :
liste non exhaustive : l'accueil obligatoire des élèves en maternelle dès l'âge de deux ans, l'ouverture des bibliothèques le dimanche, PEC, la fourrière des quads, la suppression des contrats aidés et leur intégration progressive, la compensation de la baisse des effectifs de la police nationale, les recrutements nécessaires pour le déploiement des plans déclinés par l'Etat (type action cœur de ville),

- l'évolution du contexte économique et financier tel qu'il a servi de base à l'élaboration de ce contrat entre l'Etat et les Collectivités territoriales.

L'objectif de réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi qu'une diminution de la dette publique de 5 points à l'horizon 2022 présent dans la loi de programmation des finances publiques s'est construit autour des prévisions suivantes :

Evolution des taux d'intérêts (taux longs) :
2018 = 1,85 % ; 2019 = 2,60 % ; 2020 = 3,25 % ; 2021 = 3,75 %

Evolution de l'inflation :
2018 = 1,1 % ; 2019 = 1,25 % ; 2020 = 1,5 % ; 2021 = 1,75 %

En cas d'écart constaté entre ces prévisions et les chiffres définitifs, le taux de progression de l'ODEDEL sera ajusté en conséquence.

- L'évolution du point d'indice de la fonction publique.

Toute augmentation du point d'indice de la fonction publique entrainera un ajustement de la marge de progression de l'ODEDEL.

Article 6 - Suivi des objectifs du contrat

Aux termes du V de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, pour la durée du contrat : « A compter de 2018, il est constaté chaque année la différence entre le niveau des dépenses réelles de fonctionnement exécutées par la collectivité territoriale ou l'établissement et l'objectif annuel de dépenses fixé dans le contrat. Cette différence est appréciée sur la base des derniers comptes de gestion disponibles ».

La Préfète du Territoire de Belfort et la collectivité s'engagent à se réunir au moins une fois par an au mois de juin pour suivre les objectifs du contrat.

A cette occasion, l'une des parties peut demander la conclusion d'un avenant modificatif au contrat.

Article 6 - Durée du contrat

Le présent contrat est établi pour une durée de 3 années.

Fait à..., le ... [date avant le 30 juin 2018]

Pour l'Etat
La Préfète

Pour la Ville de Belfort
Le Maire

Sophie ELIZEON

Damien MESLOT

ANNEXE AU CONTRAT

Les données relatives aux années 2014 à 2017 dans les tableaux ci-dessous sont calculées conformément aux modalités et périmètres retenus par l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques pour 2018 à 2022.

Evolution de la population

| Evolution annuelle de la population | 2013 | 2018 | Evolution moyenne annuelle 2013-2018 |
|---|--------|--------|--------------------------------------|
| Population de la collectivité en nombre d'habitants | 51 233 | 50 523 | - 0,28 % |
| Evolution nationale | | | |

Construction de logements

| Evolution du nombre de logements autorisés | 2014 | 2015 | 2016 | Moyenne annuelle sur la période |
|--|--------|------|------|---------------------------------|
| Nombre de logements autorisés | 18 | 60 | 60 | 46 |
| Nombre de logements total en 2014 | 23 655 | | | |

Revenu et population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

| Donnée | Dernières données connues 01.01.2018 |
|---|---|
| Revenu moyen par habitant (€ par hab.) COLLECTIVITE/EPCI | 10 902 |
| Revenu moyen par habitant (€ par hab.) NATIONAL | 14 316 |
| Proportion de population résidant en QPV (en%) COLLECTIVITE/EPCI | 31,6 % |

Dépenses réelles de fonctionnement

| Trajectoire rétrospective des dépenses réelles de fonctionnement | 2014 | 2016 | 2017 | Evolution moyenne annuelle 2014/2016 (%) |
|--|------------|------------|------------|--|
| Dépenses réelles de fonctionnement (€) | 64 210 149 | 61 051 241 | 61 323 700 | - 2,5 % |

Besoin de financement

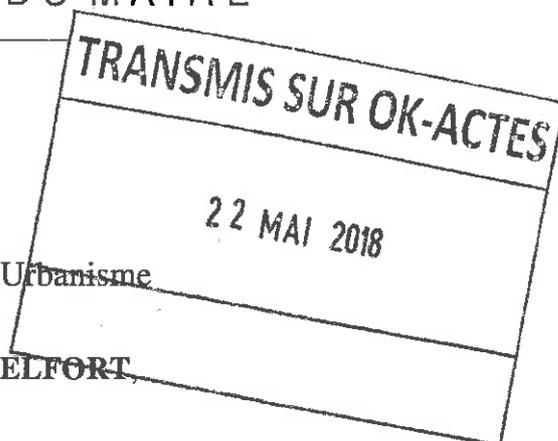
| Trajectoire rétrospective du besoin de financement | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|------------|-------------|-----------|-------------|
| (1) Nouveaux emprunts (€) | 12 001 973 | 4 700 000 | 8 514 000 | 6 905 031 |
| (2) Remboursements (€) | 6 810 695 | 7 123 879 | 6 828 372 | 7 925 007 |
| Besoin de financement (1-2 ; en €) | 5 191 278 | - 2 423 879 | 1 685 628 | - 1 019 976 |

ARRETES

| Date | N° | Objet |
|------------|---------|--|
| 22/05/2018 | 18-0822 | Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme |
| 22/05/2018 | 18-0823 | Arrêté de voirie portant alignement 12B rue des Capucins à Belfort |
| 13/06/2018 | 18-0987 | Rue d'Evette - Sens unique - Réglementation permanente de la circulation |
| 13/06/2018 | 18-0988 | Rue Marc Sangnier - Stationnement réservé Personnes à Mobilité Réduite |
| 13/06/2018 | 18-0998 | Rue Edouard Herriot – Stationnement réservé Personnes à Mobilité Réduite |
| 22/06/2018 | 18-1083 | Péril ordinaire - Arrêté portant interdiction d'habiter et d'utiliser les locaux de façon temporaire, 10 rue de Bordeaux à Belfort |
| 25/06/2018 | 18-1084 | Impraticabilité de l'Espace des 4 As |

| |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

ARRÊTÉ DU MAIRE



CW/JMH

Code matière : 2-1**OBJET** : Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme**Nous, Maire de la Ville de BELFORT,**

V U

- le code de l'urbanisme et notamment les articles R.151-53 et R.153-18,
- le plan local d'urbanisme de la commune de Belfort approuvé le 9 décembre 2004 et ayant fait l'objet d'une modification le 30 septembre 2005, d'une mise à jour le 7 novembre 2005, de modifications les 7 juillet 2006, 22 février 2007 et 11 octobre 2007, d'une mise à jour le 3 avril 2008, d'une modification le 12 février 2009, d'une révision simplifiée le 19 juin 2009, d'une modification le 20 mai 2010, d'une mise à jour des annexes le 27 juin 2011, d'une modification simplifiée le 3 novembre 2011, de modifications le 2 décembre 2011, 27 septembre 2012 et 24 février 2014, d'une mise à jour le 10 avril 2014, d'une modification le 10 décembre 2015, d'une mise à jour le 11 février 2016, d'une modification simplifiée le 29 septembre 2016, d'une modification le 6 avril 2017, d'une mise à jour le 18 juillet 2017 et d'une modification simplifiée le 28 septembre 2017,
- l'arrêté préfectoral n° 90-2017-11-13-004 du 13 novembre 2017 de M. le sous-préfet du Territoire de Belfort instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRT gaz dans le Territoire de Belfort et ses annexes,
- la délibération du conseil municipal n° 17-149 du 28 septembre 2017 relative à l'approbation après enquête publique de la modification du plan d'alignement des rues du Magasin et de la Croix du Tilleul et de l'abrogation du plan d'alignement de la rue de Saverne et de la ruelle de l'Abattoir,
- la délibération du conseil municipal n° 17-210 du 14 décembre 2017 relative à l'approbation après enquête publique de l'abrogation du plan d'alignement de l'avenue du Château d'Eau (y compris l'avenue du maréchal Juin) et des rues Denfert-Rochereau, Ferrié, Philippe Grille, des Lavandières, du Tramway, Voltaire et de Ribeauvillé,
- la délibération du conseil municipal n° 17-211 du 14 décembre 2017 relative à l'approbation après enquête publique de la modification du plan d'alignement de la rue de Vesoul et de l'abrogation du plan d'alignement de la Via d'Auxelles,
- la délibération du conseil municipal n° 17-212 du 14 décembre 2017 relative à l'approbation après enquête publique de la modification du plan d'alignement de la rue des Jardins et de l'abrogation du plan d'alignement des rues Champion, du Foyer, Lebleu, des Tanneurs et du Comte de la Suze,

| |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

A R R Ê T É D U M A I R E

- la délibération du conseil municipal n° 18-54 du 5 avril 2018 relative à l'approbation après enquête publique de la modification du plan d'alignement de la rue Colbert et de l'abrogation du plan d'alignement des rues Foltz, Duvernoy, de la Fraternité, Albert Thomas et du Vieil Armand,
- les documents ci-annexés :
 - arrêté préfectoral et ses annexes (cartographie et caractérisation des canalisations et largeurs des bandes des servitudes publiques),
 - tableau des Servitudes d'Utilité Publique modifié en date du 12 avril 2018.

A R R E T O N S

ARTICLE 1^{er}.- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belfort est mis à jour à la date du présent arrêté par :

- l'annexion de l'arrêté préfectoral n° 90-2017-11-13-004 en date du 13 novembre 2017 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRT gaz dans le Territoire de Belfort et ses annexes,
- la modification du tableau des servitudes d'utilité publique en date du 12 avril 2018 pour prendre en compte les délibérations des 28 septembre et 14 décembre 2017 et du 5 avril 2018 relatives aux alignements.

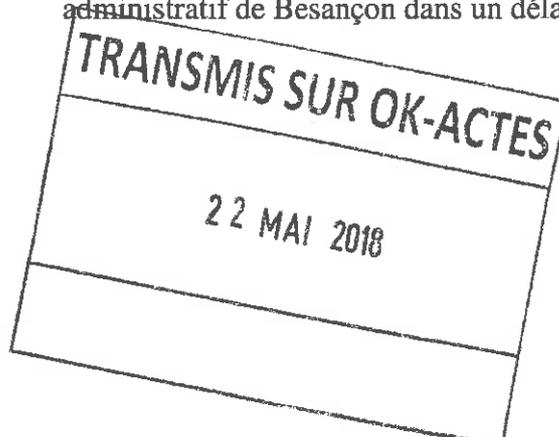
ARTICLE 2.- La mise à jour est effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la mairie de Belfort et à la Préfecture.

ARTICLE 3.- Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant un mois.

ARTICLE 4.- Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort.

ARTICLE 5.- M. le Directeur Général des Services et M. le Directeur Général des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

ARTICLE 6.- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



En Mairie, le **22 MAI 2018**

Pour le Maire,
L'adjoint délégué,

Jean-Marie HERZOG



PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

SERVICE PRÉVENTION DES RISQUES
DÉPARTEMENT RISQUES INDUSTRIELS
PÔLE INSPECTION RISQUES ACCIDENTELS

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**Instituant des servitudes d'utilité publique
prenant en compte la maîtrise des risques autour
des canalisations de transport de gaz naturel
exploitées par GRT gaz dans le Territoire de
Belfort**

ARRETE n° 90-20.17-11-13-004

**Le Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture chargé
de l'Administration de l'Etat dans le Territoire de Belfort**

- VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;
- VU le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret du président de la République du 30 juillet 2015 portant nomination de M. Joël DUBREUIL, sous-préfet, Secrétaire Général de la préfecture du Territoire de Belfort ;
- VU le décret du président de la République du 27 septembre 2017 nommant M. Hugues BESANCENOT, directeur de l'immigration à la direction générale des étrangers en France à l'administration centrale du ministère de l'intérieur, à compter du 9 octobre 2017 ;
- VU l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- VU l'étude de dangers du transporteur GRT Gaz en date du 25 février 2014 ;
- VU les courriers préfectoraux transmis le 7 juin 2017 aux maires figurant en annexe 1 ;

VU les réponses formulées par les mairies de Bretagne et Moval ainsi que les remarques de la commune de Brebotte, qui ont fait l'objet d'un courrier préfectoral de réponse le 6 octobre 2017 ;

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté en date du 31 août 2017 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Territoire de Belfort le 10 octobre 2017 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

Considérant que, selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport de gaz naturel (GRT Gaz) traversant le département du Territoire de Belfort, conformément aux distances figurant dans les tableaux et cartes annexés ⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la ou les cartes annexée(s) (un ensemble par commune) au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

Dans les tableaux annexés au présent arrêté (chaque commune est concernée par une annexe numérotée en annexe 1), figurent :

- PMS : Pression Maximale de Service de(s) la canalisation(s) / installations annexes
- DN : Diamètre Nominal de(s) la canalisation(s).
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux en annexe et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

ARTICLE 2 :

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur (GRT gaz – Pôle exploitation Nord-Est, 24 quai Sainte Catherine, 54042 NANCY cedex) ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire concerné (voir annexe 1) informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme, aux plans locaux d'urbanisme Intercommunaux et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 :

En application du R555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le Territoire de Belfort, sur le site internet de la Préfecture du Territoire de Belfort et adressé aux maires des communes figurant en annexe 1.

ARTICLE 6 :

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 7 :

Le Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture chargé de l'administration de l'Etat dans le Territoire de Belfort, les maires des communes figurant en annexe 1, le directeur départemental des territoires du Territoire de Belfort, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le Territoire de Belfort et dont copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRT Gaz.

Belfort, le **13 NOV. 2017**

Le Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture
chargé de l'administration de l'Etat
dans le Territoire de Belfort



Joël DUBREUIL

(1) Les cartes annexées au présent arrêté peuvent être consultées dans les services de :

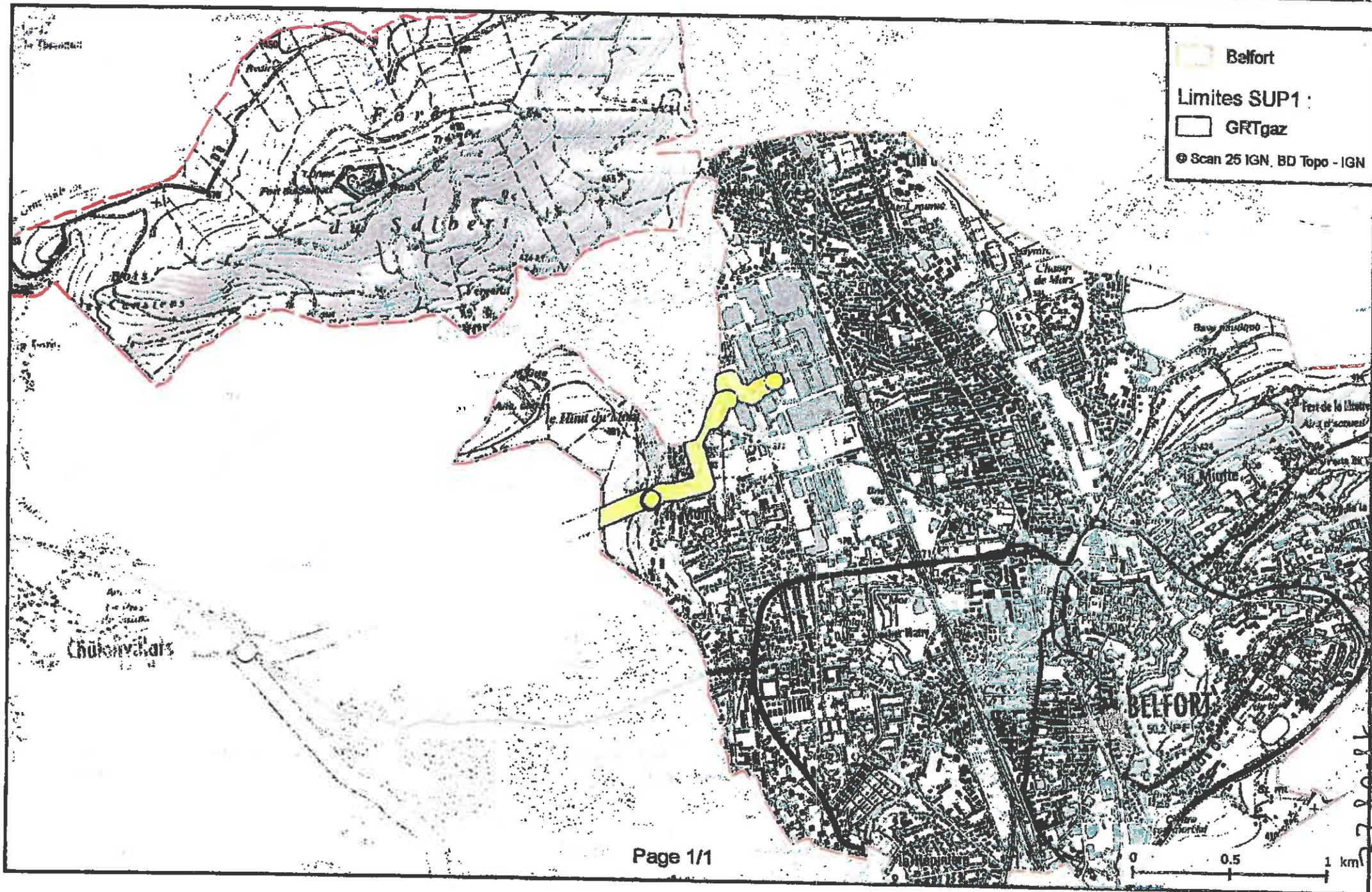
- *la préfecture du Territoire de Belfort*
- *la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté*
- *la mairie concernée*

Annexe 1: Listes des communes impactées à l'AP n° 90-2017-M-13-C
du 13 NOV. 2017

18-0822

| | |
|----------------------|----------|
| Andelnans | Annexe2 |
| Argiesans | Annexe3 |
| Autrechene | Annexe4 |
| Banvillars | Annexe5 |
| Bavilliers | Annexe6 |
| Belfort | Annexe7 |
| Bessoncourt | Annexe8 |
| Botans | Annexe9 |
| Bourogne | Annexe10 |
| Brebotta | Annexe11 |
| Bretagne | Annexe12 |
| Buc | Annexe13 |
| Charmoix | Annexe14 |
| Chatenois-les-Forges | Annexe15 |
| Chavanatte | Annexe16 |
| Chavannes-les-Grands | Annexe17 |
| Chevremont | Annexe18 |
| Cravanche | Annexe19 |
| Danjoutin | Annexe20 |
| Delle | Annexe21 |
| Dorans | Annexe22 |
| Essert | Annexe23 |
| Florimont | Annexe24 |
| Fontaine | Annexe25 |
| Froidefontaine | Annexe26 |
| Grandvillars | Annexe27 |
| Grosne | Annexe28 |
| Lacollonge | Annexe29 |
| Larivière | Annexe30 |
| Meroux | Annexe31 |
| Mezire | Annexe32 |
| Morvillars | Annexe33 |
| Moval | Annexe34 |
| Novillard | Annexe35 |
| Perouse | Annexe36 |
| Phaffans | Annexe37 |
| Recouvrance | Annexe38 |
| Reppe | Annexe39 |
| Sevenans | Annexe40 |
| Suarce | Annexe41 |
| Thiancourt | Annexe42 |
| Trevenans | Annexe43 |
| Urcerey | Annexe44 |
| Vauthiermont | Annexe45 |
| Vellescot | Annexe46 |
| Vezelois | Annexe47 |

servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Annexe 7 : Caractérisation des canalisations de transport de gaz naturel exploitée par GRT Gaz et des largeurs de bande des servitudes publiques sur la commune de Belfort

| Nom de la commune | Code Insee | Nom du Transporteur | Adresse du Transporteur |
|-------------------|------------|---------------------|--|
| Belfort | 90010 | GRT gaz | 6, Rue Raoul Nordling, 92277 Bois Colombes |

Tableaux des caractéristiques :

Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P (SUP1, SUP2, SUP3) : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Ouvrages traversant la commune :

| Nom de la Canalisation | PMS | DN | Longueur (m) | Implantation | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
|--|------|-----|--------------|--------------|------|------|------|
| DN150-1970-ANDELNANS-BELFORT(DP) | 67,7 | 150 | 290 | enterre | 45 | 5 | 5 |
| DN150-1971-BELFORT-BELFORT(CI ALSTORM 1) | 67,7 | 150 | 426 | enterre | 45 | 5 | 5 |
| DN150-1971-BELFORT-BELFORT(CI ALSTORM 1) | 67,7 | 150 | 727 | enterre | 45 | 5 | 5 |

NOTA 1 : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Néant

NOTA 1 : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée.

Installations annexes situées sur la commune :

| Nom de l'installation | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
|-----------------------|------|------|------|
| EMP-C-900101 | 35 | 6 | 6 |
| EMP-C-900100 | 35 | 6 | 6 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Néant

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL (article L. 151-43 du code de l'urbanisme)

Édition du 12 Avril 2018

| CODE | NOM DE LA SERVITUDE | ACTES LÉGISLATIFS DE RÉFÉRENCE – ACTES D'INSTITUTION | EFFETS DE LA SERVITUDE | SERVICES RESPONSABLES |
|------|---|---|--|---|
| A 4 | <p>CONSERVATION DES EAUX : TERRAINS RIVERAINS DES COURS D'EAU Servitudes relatives au passage des engins mécaniques d'entretien sur les berges et dans le lit des cours d'eau non domaniaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Savoureuse - ruisseau de l'étang des Forges | <p>Code de l'Environnement : articles L 211-7 et L 215-19 Décret n°59.98 du 7.01.1959</p> <p>Arrêté préfectoral n°845 du 13 avril 1971</p> | <p>Libre passage, soit dans le lit des dits cours d'eau, soit sur les berges dans la limite d'une largeur de 4 mètres à partir de la rive, des engins mécaniques servant aux opérations de curage et de faucardement.</p> | <p>Direction départementale des Territoires Service Eau environnement B.P. 279 Place de la Révolution Française 90005 BELFORT CEDEX</p> <p>03.84.58.86.86</p> |
| AC 1 | <p>MONUMENTS HISTORIQUES -PROTECTION Mesures de classement et d'inscription des monuments historiques. Périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits. Zones de protection des monuments historiques. Monuments historiques classés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eglise St Christophe - Porte de Brisach : <ul style="list-style-type: none"> a) la porte b) ouvrages annexes: <p>1- bastion avancé B avec sa porte à pont-levis et le pont dormant le reliant au pont-levis de la Porte de Brisach 2- murs extérieurs et couverture du bastion C 3- mur de rempart et sa couverture allant du bastion B à la Porte de Brisach; 4- mur de rempart et sa couverture allant de la Porte de Brisach au Château; 5- fossés qui complètent le système de défense du XVIIe siècle.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hôtel de Ville: salle des délibérations du Conseil Municipal. • Petite Fontaine, Grande rue. • Lion sculpté de Bartholdi. • L'ensemble des ouvrages constituant le Château et ses fortifications, y compris les trois enceintes bastionnées, les fossés, chemins couverts et glacis jusqu'au chemin à l'Est; • Le front de la Porte de Brisach en totalité, y compris les ouvrages du XIXe; • Le front d'entrée des eaux, c'est-à-dire le mur de rempart, la tour 27 en totalité, la tour 41 à l'exception des aménagements du XXe s., la contregarde 28 en totalité, les vestiges de la contregarde 42, et une bande de terrain correspondant à l'emprise de l'ancien fossé jusque, et y compris, la contrescarpe et le chemin couvert; • L'ouvrage à Corne de l'Espérance; • Le front de sortie des eaux comprenant la tour 46, à l'exception des aménagements du XXe s., les parties subsistantes du rempart du XVIIe s., les ouvrages joignant le rempart à la falaise du Château, et la demi-lune 49 en totalité; • Une bande de terrain réunissant les tours 41 et 46, correspondant à l'ancienne courtine du front de la Porte de France. • la gare de Belfort : les façades, avec les marquises qu'elles supportent, et les toitures de l'ensemble des | <p>Code du Patrimoine: articles L 621-1 et suivants Code de l'Urbanisme: articles L 425-5; R 421-16, R 425-1</p> <p>A.M. du 28.01.1930 A.M. du 23.10.1907 A.M. du 20.08.1913 A.M. Du 06.03.1923 A.M. du 23.10.1922 A.M. du 16.09.1908 A.M. du 20.04.1931 A.M. du 29.04.1997</p> | <p>Servitude dite « des abords »: est considéré comme étant situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit tout autre immeuble, nu ou bâti, visible du premier ou visible en même temps que lui et situé dans un périmètre de 500 mètres.</p> | <p>M. L'Architecte des Bâtiments de France Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine 2 bis Avenue de l'Espérance 90000 BELFORT</p> <p>03.84.90.30.40</p> |

18-0922

| | | | | |
|---------|---|---|---|--|
| | <p>corps de bâtiments de la gare de Belfort, à l'exclusion de la halle des messageries, et en totalité le corps de bâtiment abritant le vestibule des voyageurs ;</p> <p>Inscription au titre des Monuments Historiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ⓜ Chapelle du cimetière de Brasse; Ⓜ Hôtel du Gouverneur, 2 place de l'Arsenal Ⓜ Synagogue, 25 rue Strolz; Ⓜ Marché couvert rue du Dr Fréry; Ⓜ Atelier de potier gallo-romain à Offemont Ⓜ Temple gallo-romain d'Offemont; Ⓜ Square Emile Lechten; Ⓜ Habitats fortifiés du Haut du Mont et du Bois de la Miette , Ⓜ L'ancien canal usinier Ⓜ Eglise Sainte-Jeanne d'Arc Ⓜ Épicerie du Lion, 4 rue de la Porte de France Ⓜ Maison sise 18, rue Metzger Ⓜ L'ancienne halle, actuelle école Jules Heidet, sise Place des Bourgeois Ⓜ Cimetière israélite de Belfort (division 1 et buste de Léon Schwob) Ⓜ la halle des messageries de la gare de Belfort | <p>A.M. du 15/07/2015</p> <p>A.M. du 06.02.1980</p> <p>A.M. du 240.10.1929</p> <p>A.M. du 18.10.1983</p> <p>A.M. du 30.12.1983</p> <p>A.P. du 02.11.1987</p> <p>A.P. du 15.04.1987</p> <p>A.P. du 23.07.1992</p> <p>A.P. du 07.06.1993</p> <p>A.P. du 13.08.1993</p> <p>A.P.R. du 16.02.1999</p> <p>A.P.R. du 05.06.2002</p> <p>A.P.R. du 23.07.2003</p> <p>APR du 07.10.2004</p> <p>APR du 19.09.2007</p> <p>APR du 29.01.2014</p> | | |
| AC 2 | <p>PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS</p> <p>Sites inscrits, Sites classés et zones de protection des sites.</p> <p>Site classé : Grottes de Cravanche</p> | <p>Code de l'environnement: articles L 341-1 et suivants, R 341-1 et suivants;</p> <p>Code du Patrimoine : article L 630-1</p> <p>Arrêté Ministériel du 15.04.1911</p> | <p><u>Sites inscrits.</u></p> <p>L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions sans avoir avisé, quatre mois à l'avance, l'administration de leur intention. L'architecte des bâtiments de France (ABF) est consulté sur tout projet de travaux en site inscrit. Cet avis simple est réputé donné faute de réponse dans le délai de deux mois, à l'exception des permis de démolir où l'avis de l'ABF est un avis conforme.</p> <p><u>Sites classés :</u></p> <p>Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale délivrée en fonction de l'importance des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par le ministre chargé des sites après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ; - par le préfet de département après avis de l'architecte des bâtiments de France. <p>En outre, toute aliénation suppose l'information de l'acquéreur et la notification au ministre chargé des Sites dans un délai de 15 jours.</p> | <p>M. L'Architecte des Bâtiments de France</p> <p>Chef du Service territorial de l'Architecture et du Patrimoine</p> <p>8, place de la Révolution Française</p> <p>90 000 BELFORT</p> <p>03 84 90 30 40</p> |
| E.L. 7B | <p>CIRCULATION ROUTIÈRE – ALIGNEMENT DÉPARTEMENTAL</p> <p>Servitudes attachées à l'alignement des routes départementales</p> <ul style="list-style-type: none"> - R.D. 419 - avenue Leclerc et rue Michelet - avenues Sarrail et Foch - R.D. 465 - Fbg des Ancêtres et avenue J.Jaurès - RD 483 faubourg de Lyon - R.D. 13 - rue Jean Moulin, avenue de la Laurencie - R.D. 16 - rue de la 1ère Armée - R.D. 483A - boulevard Joffre et boulevard Anatole France - RD 19 faubourg de Montbéliard - RD 83 avenue de la Laurencie et faubourg de Brisach - RD 1083 boulevard Pierre Mendès-France | <p>Loi n°89.413 du 22.06.1989 relative au Code de la Voirie Routière</p> <p>Articles L 112.1 à L 112.7</p> <p>Arrêtés préfectoraux du</p> <ul style="list-style-type: none"> 29 avril 1878 28 août 1875 21 avril 1876 16 avril 1885 20 août 1902 29 août 1853 22 août 1898 29 août 1853 25 février 1982 mai 1985 | <p>Font l'objet d'un plan de détails consultable au service responsable.</p> | <p>Conseil Général du TERRITOIRE DE BELFORT</p> <p>Direction des Routes</p> <p>Hôtel du Département</p> <p>Place de la Révolution Française</p> <p>90020 BELFORT CEDEX</p> |

18-0822

| EL 7C | CIRCULATION ROUTIERE - ALIGNEMENT COMMUNAL Servitudes attachées à l'alignement des voies communales : <ul style="list-style-type: none"> - Rue de l'As de Trèfle (C.M. du 11.10.1973) - Rue Jean-Baptiste Colbert (C.M. du 05.04.2018) - Rue de la Croix du Tilleul (C.M. du 28.09.2017) - Rue de l'Espérance (C.M. du 15.05.1936) - Rue de l'Etoile (C.M. du 27.10.1986) - Rue des Jardins (C.M. du 14.12.2017) - Rue du Magasin (C.M. du 28.09.2017) - Avenue de la Miotte (C.M. du 13.10.1906) - Via des Morts (C.M. 04.06.1975/12.09.1977) - Rue des Perches (C.M. du 30.08.1930) - Rue de Provence (C.M. 07.10.1968/24.11.1976) - Rue de Vesoul (C.M. du 14.12.2017) | Loi n°89.413 du 22.06.1989 relative au Code de la Voie Routière Articles L 112.1 à L 112.7 | Font l'objet d'un plan de détails consultable au service responsable. | Ville de BELFORT Direction de l'Urbanisme 4 rue de l'Ancien Théâtre 90000 BELFORT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|--|------|------|--------------|--------------|------|------|------|-----------------------------------|------|-----|-----|----------|----|---|---|--|------|-----|-----|----------|----|---|---|---|------|-----|-----|----------|----|---|---|-----------------------|------|------|------|--------------|----|---|---|--------------|----|---|---|---|
| I 3 | GAZ CANALISATIONS DE DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et transport de gaz. Conduites de gaz haute pression : Tronçons : cas Andelnans – Belfort , diamètre 150 mm cas branchement Alstom, diamètre 150 mm | Loi du 15.06.1906 article 12 modifiée Loi du 13.07.1925 article 298 Loi n°46.628 du 08.04.1946 modifiée Décret n°67.886 du 06.10.1967 Décrets n°85.1108 et 85.1109 du 15.10.1985 Article R.555-30 du code de l'environnement Arrêté préfectoral 90-2017-11-13-004 du 13/11/2017 | Zones non aedificandi portant sur des bandes s'étendant de part et d'autre des canalisations: ouvrages traversant la commune <table border="1" data-bbox="1238 560 1765 663"> <thead> <tr> <th>Nom de la Canalisation</th> <th>PMS</th> <th>DN</th> <th>Longueur (m)</th> <th>Implantation</th> <th>SUP1</th> <th>SUP2</th> <th>SUP3</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DN150-1970-ANDELNANS-BELFORT(DPI)</td> <td>67,7</td> <td>150</td> <td>290</td> <td>aérienne</td> <td>45</td> <td>5</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>DN180-1971-BELFORT-BELFORT(CI-ALSTORM I)</td> <td>67,7</td> <td>150</td> <td>426</td> <td>aérienne</td> <td>45</td> <td>5</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>DN150-1971-BELFORT-BELFORT(CI-ALSTORM II)</td> <td>67,7</td> <td>150</td> <td>727</td> <td>aérienne</td> <td>45</td> <td>5</td> <td>5</td> </tr> </tbody> </table> Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien. Installations annexes <table border="1" data-bbox="1238 762 1765 831"> <thead> <tr> <th>Nom de l'installation</th> <th>SUP1</th> <th>SUP2</th> <th>SUP3</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>EMP-C-900101</td> <td>35</td> <td>6</td> <td>6</td> </tr> <tr> <td>EMP-C-900100</td> <td>35</td> <td>6</td> <td>6</td> </tr> </tbody> </table> Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe. | Nom de la Canalisation | PMS | DN | Longueur (m) | Implantation | SUP1 | SUP2 | SUP3 | DN150-1970-ANDELNANS-BELFORT(DPI) | 67,7 | 150 | 290 | aérienne | 45 | 5 | 5 | DN180-1971-BELFORT-BELFORT(CI-ALSTORM I) | 67,7 | 150 | 426 | aérienne | 45 | 5 | 5 | DN150-1971-BELFORT-BELFORT(CI-ALSTORM II) | 67,7 | 150 | 727 | aérienne | 45 | 5 | 5 | Nom de l'installation | SUP1 | SUP2 | SUP3 | EMP-C-900101 | 35 | 6 | 6 | EMP-C-900100 | 35 | 6 | 6 | G.R.T. Gaz. - DO – PENE DMDTT – CTT Urbanisme Boulevard de la République BP 34 62232 ANNEZIN 03 21 64 79 29 |
| Nom de la Canalisation | PMS | DN | Longueur (m) | Implantation | SUP1 | SUP2 | SUP3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DN150-1970-ANDELNANS-BELFORT(DPI) | 67,7 | 150 | 290 | aérienne | 45 | 5 | 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DN180-1971-BELFORT-BELFORT(CI-ALSTORM I) | 67,7 | 150 | 426 | aérienne | 45 | 5 | 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DN150-1971-BELFORT-BELFORT(CI-ALSTORM II) | 67,7 | 150 | 727 | aérienne | 45 | 5 | 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nom de l'installation | SUP1 | SUP2 | SUP3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EMP-C-900101 | 35 | 6 | 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EMP-C-900100 | 35 | 6 | 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I 4A | TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE - Réseau haute tension B (H.T.B.) Tension supérieure ou égale à 50 kv cas ligne 63 kv Alstom – Argiésans cas ligne 63 kv Alstom – Essert cas ligne 63 kv Alstom – Argiésans (souterrain) cas ligne 63 kv Alstom – Essert (souterrain) cas ligne 63 kv Argiésans – Essert cas ligne Argiésans – Arsot (souterrain) cas Poste de transformation de Alstom cas Poste de transformation de Essert | Loi du 15.06.1906 - Article 12 modifiée Loi du 13.07.1925 - Article 298 Loi n°46.628 du 08.04.1946 modifiée Décret n°67.886 du 06.10.1967 Décret n°85.1109 du 15.10.1985 DUP du 18 mars 2002 | Couloir de lignes: bande de 35 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes où ne doivent pas figurer d'espaces boisés classés. Il convient de contacter l'exploitant du réseau pour : cas toute demande de certificat d'urbanisme, de permis d'aménager et de permis de construire ; cas tous travaux situés dans une bande de 100 m de part et d'autre de l'axe des ouvrages cités ci-contre. | RTE GMR Alsace 12, avenue de Hollande 68110 ILLZACH traitement des dossiers PLU/SCOT/DTA RTE – Centre de Développement et Ingénierie Nancy – SCET 8 rue de Versigny TSA 30007 54608 VILLERS LES NANCY cedex | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I 4B | TRANSPORT DISTRIBUTION D'ENERGIE ELECTRIQUE Réseau haute tension A (H.T.A.) inférieure à 50 kv - Réseau basse tension (B.T.) Tension inférieure à 1000 v alternatif | Loi du 15.06.1906 - Article 12 modifiée Loi du 13.07.1925 - Article 298 Loi n°46.628 du 08.04.1946 modifiée Décret n°67.886 du 06.10.1967 Décret n°85.1109 du 15.10.1985 Arrêté ministériel du 17 mai 2001 | Les lignes HTA et BT sont des ouvrages techniques spécifiques : En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres en particulier à des distances de sécurité inscrites à l'arrêté ministériel du 17 mai 2001. Leurs abords doivent faire l'objet d'un entretien spécifique afin de garantir la sécurité des biens et des personnes (élagage, entretien des arbres) et leur accès garantis à tout moment. | Enedis Direction Régionale Alsace Franche-Comté 57 rue Bersot BP1209 25004 BESANCON Cedex 03 81 83 84 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PM 1 | RISQUES NATURELS Plan de prévention du risque inondation PPRI du Bassin de la Savoureuse, du Rhône et de la Rosemontoise | Loi du 2 février 1995 Décret n°95.1089 du 5 octobre 1995 Arrêté préfectoral n°1802 du 14 septembre 1999 | Les prescriptions figurent au dossier de PPRI joint en annexe du PLU. | Direction départementale des Territoires (DDT) Cellule Risques Place de la Révolution Française BP 605 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

18-0922

| | | | | |
|------|--|--|--|---|
| | | | | 90020 BELFORT cedex 03.84.58.86.86 |
| PM 2 | INSTALLATIONS CLASSÉES - servitudes résultant des périmètres délimités autour des installations classées Site de l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères, boulevard Henri Dunant à Belfort | Code de l'Environnement - Titre I du livre V (articles L 515-8 à L 515-12) Décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment articles 24-1 à 24-8 Arrêté préfectoral du 5 août 2005 | Les servitudes portent sur : - l'usage de la zone (limité à un usage de type parking, voirie, station-service), - les affouillements (interdits dans les terres situées sous le grillage avertisseur mis en place lors des travaux de réhabilitation - sauf en cas d'implantation de forages de surveillance), - le maintien du confinement de la zone (imperméabilisation), - l'accès aux ouvrages de surveillance. Le site est soumis à la surveillance des eaux superficielles et souterraines. | Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Unité territoriale Nord Franche-Comté 8, rue Heim - CS 70201 90004 BELFORT cedex 03.84.58.82.08 |
| PT 1 | TÉLÉCOMMUNICATIONS - CENTRES DE RECEPTION PERTURBATIONS Servitudes de protection des Centres de réception radio-électrique contre les perturbations électromagnétiques. Station hertzienne de Belfort N°90.22.001 Centre de Belfort-Préfecture N°90.14.001 | Code des Postes et Télécommunications : - Articles L 57 à L 62-1 Loi n°90.568 du 2/07/1990 relative à l'organisation du service public de la Poste et des Télécommunications, modifiée par la loi du 26/07/1996 de réglementation des Télécommunications. Décret du 16.03.1994 Décret du 10.03.1961 | Dans la zone de protection radioélectrique délimitée par un cercle de 3000 m de rayon, il est interdit aux propriétaires et usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre. | France Telecom D.R.N. METZ Coresta servitudes 150 avenue André Malraux B.P. 9010 57037 METZ CEDEX 03.87.55.86.87 Préfecture du Territoire de Belfort Service des Transmissions de l'Intérieur Place de la République 90000 BELFORT 03.84.57.15.41 |
| PT 2 | TELECOMMUNICATIONS Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles. a) Station Belfort- Fort du Salbert 0900130001 b) Centre de Belfort-Salbert; N°90.22.001 c) Faisceau hertzien BELFORT-DELLE d) Faisceau hertzien DIJON-STRASBOURG ((Morschwiller-le-bas) | Code des Postes et Télécommunications : - Articles L 54 à L 56.1 - Articles R21 à R26 (Loi n° 90.568 du 02.07.1990 relative à l'organisation du Service Public de la Poste et des Télécommunications, modifiée par la loi du 26.07.1996 de réglementation des télécommunications). Décrets du ⊗ 09/12/1971 ⊗ 02.05.1985 ⊗ 20.02.1985 ⊗ 02.05.1985) | Dans les zones secondaires de dégagement délimitées par un cercle de 1000 m de rayon, il est interdit en dehors des limites du domaine de l'État, sauf autorisation du ministère en charge des communications, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la plus haute excède l'altitude précisée sur le plan, soit 640 m pour la station de Belfort. Dans la zone spéciale de dégagement délimitée par 2 traits parallèles figurant au plan, interdiction de créer des obstacles fixes ou mobiles de plus de 25 m (concerne a, c et d). | France Telecom 6 avenue Paul Doumer 57506 VANDOEUVRE CEDEX 03.83.53.86.98 |
| T1 | VOIES FERREES Zones ferroviaires en bordure desquelles peuvent s'appliquer les servitudes relatives aux chemins de fer. cas ligne n°001000 Paris Est - Mulhouse Ville cas ligne n°852000 Dole Ville - Belfort | Loi du 15.07.1845 Décret n°730 du 22.03.1942 Code Minier : articles 84 et 107 Code Forestier : articles L 180, L322-3, L322-4 et L322-8 Loi du 29.12.1892 - Décret du 30.10.1935 modifié en son article 6 par la loi n°957 du 27.10.1942 Décrets : - N°59.962 du 31.07.1959 - N°64.262 du 14.03.1964 - N°69.601 du 10.06.1969 - N°80.331 du 07.05.1980 | Se reporter à la fiche T1 ci - annexée | S.N.C.F. Délégation territoriale immobilière 20 rue André Pingat 51096 REIMS cedex 03.51.01.93 30 |

NOTA : Le tableau des Servitudes d'Utilité Publique affectant l'utilisation du Sol est constitué par :

cas La présente liste des servitudes

cas Le document graphique.

Ces deux pièces sont indissociables.

18-0822

| |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

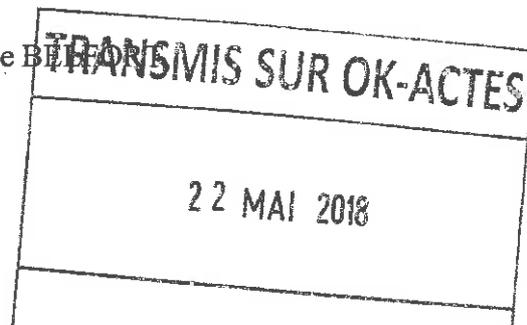
ARRÊTÉ DU MAIRE

CW/JMH

Code matière : 8-3**OBJET** : Arrêté de voirie portant alignement – 12B rue des Capucins - Belfort

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

V U



- la demande par laquelle maître Séverine PICARD, notaire à Paris (75), a demandé l'alignement au droit de la propriété cadastrée section BK, numéro 407, sise ~~12B rue des Capucins,~~
- le code de la voirie routière,
- le code général des collectivités territoriales,
- la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,
- le règlement général de voirie du 22 mars 2012 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,
- l'arrêté n° 130234 du 20 février 2013 relatif à la gestion des ouvrages en bordure du Domaine Public communal,
- l'état des lieux en date du 14 mai 2018,

ARRETONS

ARTICLE 1^{er}.- Alignement

L'alignement au droit de la propriété cadastrée section BK, numéro 407 est défini par :

pour le faubourg de France : l'emprise au sol du bâtiment à l'exception des débords de toit et de la charpente apparente à l'angle, des corniches et modénatures, des appuis de fenêtres, de la descente d'eau pluviale, des devantures commerciales et de la partie des seuils d'entrée dépassant de l'alignement du bâti ainsi que des enseignes qui débordent sur le Domaine Public communal,

pour la rue des Capucins : l'emprise au sol du bâtiment à l'exception des débords de toit, des corniches et modénatures, des appuis de fenêtres, des descentes d'eau pluviale, des

| |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

ARRÊTÉ DU MAIRE

180823

enseignes et des spots qui débordent sur le Domaine Public communal,

pour le passage piétonnier Capucins/fg de France : (le long des parcelles BK 408 et 410) l'emprise au sol du bâtiment à l'exception des débords de toit, des corniches, des appuis de fenêtres et de la descente d'eau pluviale qui débordent sur le Domaine Public communal.

ARTICLE 2.- Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3.- Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4.- Validité et renouvellement de l'arrêté

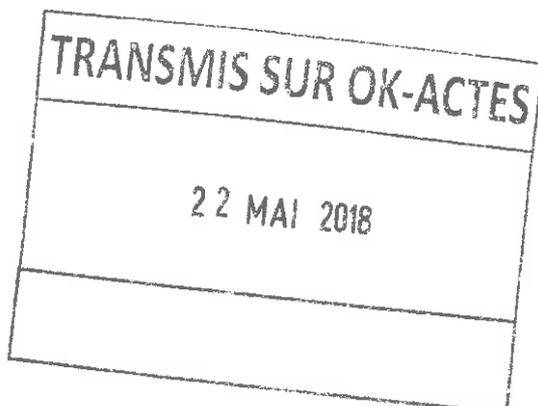
Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

ARTICLE 5.- Publicité et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la ville de Belfort.

ARTICLE 6.- Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication.



En Mairie, le 22 MAI 2018

Pour le Maire,
L'adjoint délégué

Jean-Marie HERZOG

| |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 180987

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : RUE D'EVETTE - SENS UNIQUE - Réglementation permanente de la circulation

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant en raison des modifications de circulation dans le secteur et pour garantir de bonnes conditions de sécurité, il y a lieu de prendre toute mesure propre à éviter les accidents

ARRETONS

Article 1 : Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

Article 2 : La circulation de tout véhicule s'effectuera en sens unique :

- RUE D'EVETTE, entre la RUE J. FERRY et la RUE DE MADAGASCAR, et dans ce sens.

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

En mairie le **13 JUIN 2018**

Pour le Maire
le Conseiller Municipal Délégué
signé : Guy CORVEC



| |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 180988

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : RUE MARC SANGNIER - Stationnement réservé Personnes à mobilité réduite

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu l'arrêté du 28 avril 2008, portant modification de l'arrêté du 31 juillet 2006, fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant un emplacement réservé pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

ARRETONS

Article 1 : Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

Article 2 : Seuls les véhicules munis de la carte européenne de stationnement PMR sont autorisés à stationner RUE MARC SANGNIER, à hauteur du centre commercial, sur la place matérialisée

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

13 JUIN 2018

En mairie le

Pour le Maire
le Conseiller Municipal Délégué
signé : Guy CORVEC



| |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 180998

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : RUE EDOUARD HERRIOT - Stationnement réservé Personnes à Mobilité Réduite

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu l'arrêté du 28 avril 2008, portant modification de l'arrêté du 31 juillet 2006, fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant un emplacement réservé pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

ARRETONS

Article 1 : Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

Article 2 : Seuls les véhicules munis de la carte européenne de stationnement PMR sont autorisés à stationner RUE EDOUARD HERRIOT sur la place de parking matérialisée située face au n° 42

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



En mairie le **13 JUIN 2018**

Pour le Maire
le Conseiller Municipal Délégué
signé : Guy CORVEC

| |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 18-1083

Liberté – Égalité – Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE



TDS/
Code matière 6.1

OBJET : Péril ordinaire - Arrêté portant interdiction d'habiter et d'utiliser les locaux de façon temporaire, 10 rue de Bordeaux, à BELFORT.

Le Maire de la Ville de BELFORT,

V U

Vu les articles L 511.1 à L 511.6 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu les articles L.521-1 à L.521-4 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles R.511-1, R.511-5,

Considérant la visite sur site en date du 21 juin par Madame DE STEFANO, Architecte conseil de la commune de Belfort, accompagnée de Madame PFRIMMER Patricia, inspectrice de salubrité et bureau d'hygiène de la commune de Belfort, BRESSON Delphine et Monsieur JACOTEY Jean-Michel représentant le Syndic de copropriété CGS MASSON, responsable de la gestion de l'immeuble R+2+comble (comprenant huit appartements) sis 10 rue de Bordeaux, à Belfort,

Considérant la situation suivante :

- dans les logements du rez-de-chaussée, à gauche occupé par Monsieur JACOTEY, à droite occupé par Monsieur RAVERY, faisant suite à des fuites d'eau dans les salles de bain (cabines de douche et raccords de plomberie), qui ont provoqué l'affaissement du plancher bois détrempe provoquant la rupture de deux solives et des voliges tout autour de ses dernières - dégâts visibles dans l'appartement mais également dans les caves (humidité et trous traversants). L'étayage des deux parties de plancher présentant un risque d'effondrement a été réalisé par l'entreprise IENTILLEZA en date du 12/04/2018.
- dans le logement du 1^{er} étage, non occupé actuellement, côté droit (en regardant la façade rue de Bordeaux), faisant suite à une fuite d'eau provenant de la salle de bain (raccords de plomberie) de ce même logement, s'étant également infiltrée dans le plancher bois provoquant des dégâts, mais moindres, dans le plafond du logement du rez-de-chaussée, à droite occupé par Monsieur RAVERY, logement situé au-dessous.

Considérant qu'en raison de la gravité de la situation due à l'écoulement persistant de l'eau dans les plancher bois du rez-de-chaussée et du 1^{er} étage côté droit, entraînant la détérioration de la structure porteuse dudit plancher,

| |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

ARRÊTÉ DU MAIRE

Considérant qu'en raison de la gravité de la situation constatée le 21 juin 2018, que des mesures compensatoires d'étayage ont été réalisées qui ne donnent pas lieu à un péril imminent, mais qu'aucun travaux de remise en état n'ayant été entrepris depuis cette date pour pallier cette situation de péril,

Considérant que les logements du rez-de-chaussée sont occupés mais ne garantissent plus la sécurité des habitants, il convient d'engager une procédure de péril ordinaire afin que la sécurité publique, ou celle des occupants, soit sauvegardée.

ARRETE

Article 1^{er} : Pour des raisons de sécurité, les logements suivants devront être entièrement évacués par leurs occupants et rester vide de toute occupation dès notification du présent arrêté :

- 2 appartements situés au rez-de-chaussé, de l'immeuble situé au 10 rue de Bordeaux, références cadastrales AE 128, appartenant à Madame MOREL Raymonde – 10 rue de Bordeaux 90000 BELFORT et à Monsieur MOREL Denis - 32 rue de la Foret 90350 EVETTE SALBERT,
- 1 appartement au 1^{er} étage, non occupé actuellement, côté droit de l'immeuble situé au 10 rue de Bordeaux, références cadastrales AE 128, appartenant à Madame MOREL Raymonde – 10 rue de Bordeaux 90000 BELFORT et à Monsieur MOREL Denis - 32 rue de la Fôret 90350 EVETTE SALBERT.

Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin lors de la constatation des travaux prescrits à l'article 2.

Article 2 : Les propriétaires, aidés par le syndic CGS MASSON, sis 4 rue Clémenceau à Belfort, de l'immeuble situé au 10 rue de Bordeaux à Belfort, références cadastrales AE 128, sont mis en demeure d'effectuer les travaux suivants sur l'immeuble susvisé :

- travaux de plomberie permettant de vérifier l'arrêt des fuites d'eau, à l'origine du sinistre.
- démolition et réparation des planchers communs et de leur structure porteuse,
- remise en état des supports dégradés, sur l'ensemble de l'immeuble.
- la vérification (plomberie, structure porteuse) se fera sur l'ensemble de l'immeuble afin d'écartier tous risques,

dans un **délai de trois mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3 : Dans le cas où les propriétaires et/ou syndic entendent contester le péril ou les mesures prescrites par le présent arrêté, ils devront le faire savoir en indiquant le nom et

| |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

ARRÊTÉ DU MAIRE

l'adresse de l'expert qu'ils auront désigné. Il sera chargé de procéder, contradictoirement avec celui de la commune, à la vérification de l'état des lieux.

Article 4 : Si le 22 septembre 2018, les propriétaires et/ou syndic n'ont pas fait cesser le péril ou s'ils n'ont pas commis un expert, il sera passé outre et procédé à l'exécution d'office des travaux par la commune.

Article 5 : Les propriétaires concernés par les mesures citées à l'article 1, sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées à l'article L.521-2 du code de la construction et de l'habitation.

Article 6 : Toute menace ou tout acte d'intimidation tels que visés à l'article L 511-6 et à l'art L.521-4 du code de la construction et de l'habitation, fera l'objet des sanctions prévues par cet article.

Article 7 : La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux à ceux qui ont été prescrits, par l'homme de l'art commis par la commune. Le syndic tient à disposition de la commune tout justificatif attestant de la réalisation des travaux.

Article 8 : Le présent arrêté sera notifié :

- au Syndic de copropriété visé au présent arrêté
- aux occupants concernés
- aux propriétaires concernés par le sinistre
- à la Préfète du Territoire de Belfort
- au Procureur de la République
- à la Caisse d'Allocation Familiale
- au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement.

Il sera, par ailleurs, affiché à la mairie de la commune, ainsi que sur la façade dudit immeuble, pour valoir notification prévues par l'article L 511.1.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble pour chacun aux frais du propriétaire des locaux.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans le délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.



Belfort, le 22 juin 2018

Le Maire,

Damien MESLOT



[Handwritten signature of Damien Meslot]

| |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT |
| Territoire de Belfort |
| CANTON |
| |
| COMMUNE |
| Ville de Belfort |

ARRÊTÉ DU MAIRE

Direction des Sports

Code matière : 6.1

Objet : Impraticabilité de l'Espace des 4 As

Le Maire de la Ville de BELFORT,

VU

⇒ Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-21 alinéa 1 dudit Code,

Considérant qu'une fuite d'eau constatée dans le bowling des 4 As a atteint par capillarité la plupart des espaces mitoyens, menaçant ainsi la fiabilité des installations électriques, d'éclairage et du système SSI (incendie), **il est désormais dangereux d'utiliser les espaces suivants : le bowling, le Mall du 1^{er} étage, le magasin « Jardin des vertueuses », le Mall du rez-de-chaussée, les lots 218 et 219 du Centre commercial, le Théâtre Louis-Jouvet, le cabinet de radiologie.**

ARRETE

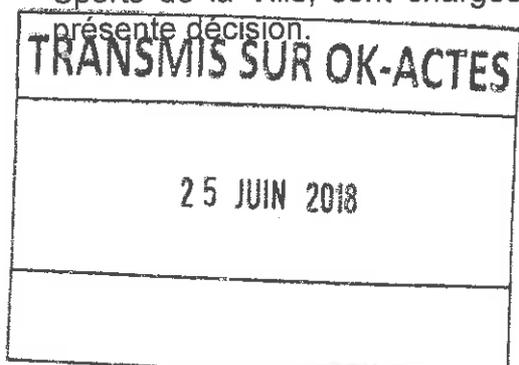
Article 1 : le bowling, le Mall du 1er étage, le magasin « Jardin des vertueuses », le Mall du rez-de-chaussée, les lots 218 et 219, le Théâtre Louis-Jouvet, le cabinet de radiologie sont déclarés impraticables jusqu'au contrôle par un technicien compétent.

Article 2 : Aucune activité ne pourra se dérouler sur lesdits espaces jusqu'au rétablissement des installations électriques, d'éclairage et de contrôle SSI (incendie).

Article 3 : La présente décision sera affichée aux différentes entrées concernées.

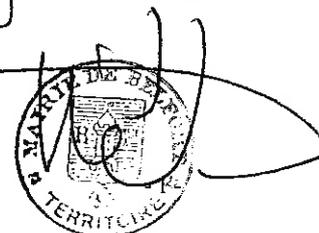
Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, Monsieur le Directeur du Service des Sports de la Ville, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de faire respecter la



BELFORT, LE 24 Juin 2018
 Pour le Maire,
 L'Adjoint délégué

Mustapha LOUNES



CONVENTIONS DE SUBVENTION

| Date transmission Préfecture | N° délibération | Date Conseil Municipal | O b j e t |
|------------------------------|-----------------|------------------------|---|
| 04/05/2018 | 18-19 | 14/02/2018 | Convention Ville de Belfort/Association Vitrites de Belfort (FBSEC) |
| 16/05/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau - Année 2018 (Théo LE MERCIER) |
| 18/05/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Convention d'objectifs et de moyens Ville de Belfort/Association Royal Team Belfort |
| 23/05/2018 | 18-19 | 14/02/2018 | Convention relative au Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC) - Ville de Belfort-SASU M ELECTRONIC |
| 25/05/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau - Année 2018 (Alain QUITTET) |
| 30/05/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau - Année 2018 (Lou TERREAUX) |
| 30/05/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau - Année 2018 (Noé PERRON) |
| 06/06/2018 | 18-19 | 14/02/2018 | Convention relative au Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC) - Ville de Belfort/LE REAL |
| 06/06/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Convention d'objectifs et de moyens Ville de Belfort/Office Pour les Aînés de Belfort et du Territoire (OPABT) |
| 07/06/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Convention d'objectifs et de moyens Ville de Belfort/Association Agir Ensemble Pour Notre Santé (AEPNS) |
| 08/06/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau - Année 2018 (Loïcia DEMOUGEOT) |
| 18/06/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau - Année 2018 (Nicolas MENNESSON) |
| 19/06/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Convention d'objectifs et de moyens Ville de Belfort/Association Pluri'elles |
| 19/06/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Convention d'objectifs et de moyens Ville de Belfort/Association Altai Le Relais |
| 19/06/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Convention d'objectifs et de moyens Ville de Belfort/Association Les Restaurants du Coeur |
| 19/06/2018 | 18-19 | 14/02/2018 | Convention relative au Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC) - Ville de Belfort/TERROIR DES PAINS |
| 19/06/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Convention d'objectifs et de moyens Ville de Belfort/Ecole de la 2 ^{ème} Chance |
| 26/06/2018 | 18-10 | 14/02/2018 | Convention d'objectifs et de moyens Ville de Belfort/Belfort Auto Retro |



CONVENTION 2018

ENTRE

D'une part :

- la **VILLE DE BELFORT**, sise Place d'Armes, 90020 BELFORT Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Damien MESLOT, dûment autorisé par décision du Conseil Municipal, en date du 14 février 2018, et,
- l'association **VITRINES DE BELFORT**, domiciliée au 1 rue du Docteur Fréry, 90000 BELFORT, représentée par sa Présidente, Madame Marie-José FLEURY,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Ville de Belfort souhaite soutenir l'association Vitrines de Belfort dans les actions qu'elle met en place pour la dynamisation du commerce de proximité de la Ville de Belfort.

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Cette présente convention a pour objet de régler les engagements réciproques de Vitrines de Belfort et de la Ville de Belfort.

ARTICLE 2 : LES ENGAGEMENTS DE VITRINES DE BELFORT

Dans le cadre de cette convention, l'association se fixe pour objectifs généraux de développer des actions visant à dynamiser le commerce de centre-ville et à fédérer les commerçants :

- Participer à la mise en synergie des associations de commerçants belfortaines ;
- Mobiliser les commerçants et renforcer le nombre d'adhérents à l'association par des actions de démarchage ;
- Contribuer aux recherches de locaux commerciaux par une observation partagée de la vacance et des caractéristiques de ces locaux (techniques, loyer, propriété) et à leur gestion à travers l'outil partenarial « Bourse aux locaux » ;
- Participer à des actions de développement commercial (ex : stationnement, communication...)
- Favoriser l'animation commerciale des commerces (animations de rues, etc...) ;
- Pourvoir à l'organisation de la braderie du centre-ville et à celle de Jean Jaurès, en proposant les linéaires auprès des commerçants (priorité donnée aux commerçants sédentaires), en procédant à leur installation, en assurant le bon fonctionnement et la sécurisation des deux braderies ;
- Développer la participation des commerçants et les animations relatives aux festivités de Noël en synergie avec les actions mises en place par la Ville de Belfort ;
- Accompagner les événements coordonnés par la Ville de Belfort (commerciaux, culturels...).

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BELFORT

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Belfort s'engage à soutenir financièrement les projets s'inscrivant dans les finalités précisés à l'article précédent à hauteur de 20 000 euros.

De plus, la Ville versera à l'association les recettes liées à la redevance d'occupation du Domaine Public perçues lors de l'organisation des braderies.

ARTICLE 4 : CONTROLE FINANCIER ET GOUVERNANCE

En contrepartie de l'apport financier de la Ville de Belfort, l'association Vitrines de Belfort s'engage à lui transmettre :

- le compte de résultats et les annexes, dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale ;

- le bilan du programme d'animation de l'année écoulée.

Par ailleurs, un comité de pilotage réunissant tous les acteurs concernés, sera mis en place afin de permettre, en amont de leur réalisation, une présentation de l'ensemble des actions ainsi que de toutes les opérations de communication envisagées.

ARTICLE 5 : REVERSEMENT DE LA PARTICIPATION

La Ville de Belfort se réserve le droit de ne pas verser tout ou partie de la subvention, voire de mettre en recouvrement les parties versées dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement du bénéficiaire à l'un des engagements ou l'une des obligations du bénéficiaire ;
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par le bénéficiaire à la Ville de Belfort ;
- en cas de cessation de son activité ou de dissolution de l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 6 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

Si pour une raison quelconque, l'une des parties se trouvait empêchée d'exécuter la mission dans les conditions fixées, cette convention serait résiliée de plein droit.

La mise en œuvre des dispositions visées à l'article 5 pourra donner lieu à la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour l'année civile 2018 et prendra fin le 31 décembre 2018.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Si chacune des parties y consent, la présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

ARTICLE 9 : PUBLICITE

L'ensemble des documents et communications réalisé par Vitrine de Belfort devra faire mention du soutien de la Ville de Belfort. Le logo de la Ville de Belfort sera entre autres apposé sur l'ensemble des documents.

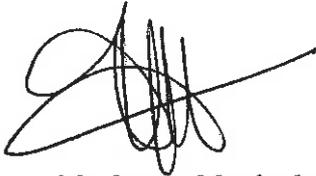
ARTICLE 10 : REGLEMENT A L'AMIABLE

En cas de difficultés quelconques liées à l'exécution de la présente convention, il est convenu que les parties privilégient la voie de règlement amiable.

A défaut, le Tribunal Administratif de Besançon sera seul compétent pour connaître le contentieux.

Fait à Belfort, le - 2 MAI 2018

**Pour Vitrines de Belfort,
LA PRESIDENTE**

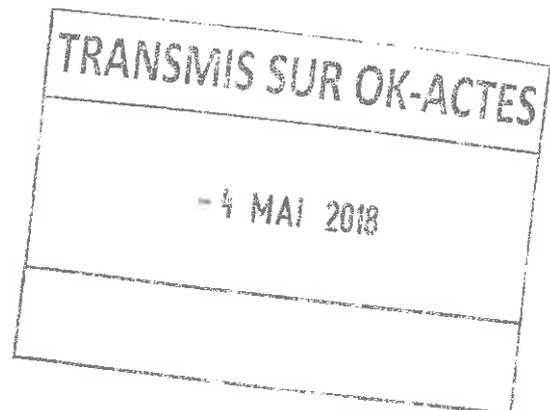


**Madame Marie-José
FLEURY**

**Pour la Ville de Belfort,
par délégation,
l'ADJOINTE AU MAIRE**



**Madame Florence
BESANCENOT**





TRANSMIS SUR OK-ACTES

16 MAI 2018

Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau année 2018

La Ville de Belfort, ville « *mordue de sport* », encourage la pratique sportive de toutes les catégories de sa population, à tous les âges, dans toutes les disciplines, pour toutes les formes de pratique, du loisir à la compétition internationale.

Reconnaissant les contraintes spécifiques à la pratique de haut niveau et l'apport de celle-ci au rayonnement de la ville, elle a mis en place une aide financière aux sportifs inscrits sur les listes ministérielles « haut niveau ». Le soutien de la ville doit leur permettre d'atteindre leurs objectifs sportifs en leur donnant la possibilité de compléter et parfaire leurs entraînements.

En contrepartie, la Ville de Belfort demande aux athlètes concernés de soutenir l'action sportive municipale et de contribuer à la promotion de la ville.

Tel est l'objet du présent contrat de partenariat.

Article 1 : critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité à l'aide municipale telle que définie par délibération du Conseil Municipal en date du 14 février 2018, sont les suivants :

- Etre adhérent d'une association sportive belfortaine ou de la section belfortaine d'un club multi-communal.
- Etre inscrit sur l'une des listes ministérielles «collectifs nationaux», « sportifs espoirs » ou « sportifs de haut niveau » (catégories « élite », « sénior », « relève et reconversion ») au moment de la demande d'aide.
- Adresser une demande écrite à Monsieur le Maire de Belfort, faisant état de la qualité au titre de laquelle cette aide est sollicitée (en précisant la liste et la catégorie concernée), d'une éventuelle sélection nationale pour les prochains Championnats d'Europe, du Monde, ou Jeux Olympiques (le justificatif doit être joint à la demande), de l'adhésion à un club sportif belfortain (un justificatif doit être joint à la demande d'aide) et précisant le palmarès de l'athlète, ainsi que ses objectifs pour l'année, ainsi que la

nature des contreparties à l'aide sollicitée qu'il se propose d'offrir à la Ville de Belfort.

La demande d'aide est valable une année. Elle doit donc être renouvelée annuellement si l'athlète est éligible à l'aide financière plusieurs années de suite. Concernant la catégorie « reconversion », l'aide n'est pas reconductible ; elle ne peut être versée qu'une année.

- ne pas avoir subi de contrôle anti-dopage positif ou de suspension pour quelque cause que ce soit au cours des deux dernières années.

Monsieur Théo LE MERCIER, adhérent du club ASM Belfort Danse et Ballet sur Glace inscrit sur la liste ministérielle « **Sportifs de haut niveau catégorie Relève** » et réunissant l'ensemble des critères énumérés au présent article, est déclaré éligible à l'aide municipale aux sportifs de haut niveau pour l'année 2018.

Article 2 : durée de la convention

La présente Convention est valable à compter de sa signature et jusqu'au 31 Décembre 2018.

Article 3 : montant de l'aide

Les montants des aides sont les suivants :

- 1 500 € pour les sportifs faisant partie de la liste des « collectifs nationaux »
- 3 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs espoirs »,
- 6 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs de haut niveau », catégorie Elite, Sénior, Relève ou Reconversion.

De manière complémentaire, une aide spécifique est accordée aux athlètes inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau et présélectionnés, à titre individuel, pour une compétition internationale importante :

- 6 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat d'Europe,
- 8 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat du Monde,
- 10 000 € en cas de présélection pour la préparation des Jeux Olympiques.

Cette aide complémentaire n'est versée que l'année de la compétition concernée. Les aides complémentaires ne sont pas cumulables.

Enfin, en cas d'accession en finale, au podium ou d'obtention d'un titre dans un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, l'aide peut être majorée d'un montant qui sera décidé par délibération du Conseil Municipal.

En vertu des dispositions du présent article, une aide de **6 000 €** sera versée à **Théo LE MERCIER** pour l'année 2018.

Le bénéficiaire fournira au service un RIB afin d'assurer le paiement de cette aide financière dans le meilleur délai.

Le bénéficiaire s'engage à supporter la charge de tous les frais, impôts, taxes et contributions de toute nature que le présent contrat de partenariat serait susceptible de générer, afin que la Ville de Belfort ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard ou appelée à une subvention complémentaire à ce titre.

Article 4 : engagements du sportif de haut niveau

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- Participer aux différentes épreuves nationales et internationales de sa discipline pour la saison
- Tout mettre en œuvre pour assurer sa participation aux épreuves internationales pour lesquelles il (elle) est qualifié(e)
- Respecter la déontologie du sport, le droit en vigueur, les règlements internationaux
- Défendre les valeurs éducatives du sport et présenter une image exemplaire tant dans les propos que dans les comportements

Le bénéficiaire s'engage à citer la Ville de Belfort comme l'un de ses principaux soutiens à l'occasion de toutes les manifestations sportives auxquelles il participe.

Le bénéficiaire s'engage à tenir informée la Ville de Belfort de ses résultats aux compétitions auxquelles il participe, dans un délai maximum d'une semaine, par courriel à l'adresse suivante : achiesa@mairie-belfort.fr

Il autorise la Ville de Belfort à utiliser son image et son nom (vidéos, photos, enregistrements sonores, articles de presse ou tous autres supports) pour la promotion des actions sportives municipales. L'utilisation de l'image et du nom de l'athlète devra être respectueuses de sa personne et de sa réputation. La Ville de Belfort s'engage d'ailleurs à prévenir celui-ci préalablement à toute publication. L'athlète concède à la Ville de Belfort, pendant la durée du présent contrat de partenariat et sans autre contrepartie que celles fixées au présent contrat, l'ensemble des droits de reproduction et de représentation de son image, de sa voix, de sa réputation, de ses titres sportifs dans le cadre de la promotion de l'action sportive de la Ville de Belfort.

L'athlète fournira, dans la mesure du possible, des images qui pourront être utilisées par la Ville de Belfort sur différents supports de communication.

L'athlète s'engage à être présent et à participer aux grandes manifestations sportives durant le présent contrat, en fonction des possibilités (liste non exhaustive) :

- Les événements de la programmation sportive estivale 2018
- Sportissimo, début Septembre
- Coupe de France VTT Trial, les 15 et 16 septembre
- Le Lion, le 23 Septembre
- La Trans Territoire, le 30 septembre

Lors de ces événements, la Ville de Belfort pourra réaliser des prises de vue, photographies et interviews de l'athlète qui pourront être publiées dans les supports de communication municipale.

Pour toutes les compétitions officielles, l'athlète s'engage à faire figurer le logo de la Ville de Belfort sur différents supports : tenue sportive, équipement, véhicule éventuel...

Article 5 : engagements de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort s'engage, de son côté à :

- Assurer une utilisation de l'image de l'athlète dans le respect scrupuleux de sa vie privée et de sa réputation
- Verser l'aide dès la signature de la présente Convention
- Proposer, en cas de podium sur un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, une prime de résultat dont le montant sera voté au Conseil Municipal

Article 6 : suspension, résiliation du contrat de partenariat et reversement de la subvention

En cas d'immobilisation prolongée de l'athlète, d'une période consécutive d'au moins soixante jours calendaires, la Ville de Belfort se réserve le droit de suspendre tout ou partie du présent contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis d'au moins quinze jours.

La Ville de Belfort se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire, ou de faire mettre en recouvrement par le Trésor Public, sur présentation d'une annulation de mandat ou par le biais d'un titre de recette

émis par la collectivité, le montant total ou partiel de la subvention, dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement du bénéficiaire aux engagements prévus par le présent contrat,
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par la bénéficiaire à la Ville de Belfort,
- en cas de cessation de son activité sportive,
- au cas où l'athlète serait impliqué dans un litige pouvant porter préjudice ou nuire à l'image de la ville de façon directe ou indirecte, notamment en cas de suspension par sa fédération sportive, pour quelque raison que ce soit.

Article 7 : litige

A défaut d'accord à l'amiable pour le règlement de différends dans l'exécution de la présente convention, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Besançon.

Fait à Belfort le 15 MAI 2018.

**Pour le Maire, l'adjoint
délégué**

**Le bénéficiaire ou son
représentant légal**



**Pierre-Jérôme
COLLARD**

**Théo
LE MERCIER**





TRANSMIS SUR OK-ACTES

18 MAI 2018

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE

- La Ville de Belfort, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, et domiciliée Place d'Armes à BELFORT (90 000), ci-après dénommée « la Ville »

ET

- L'Association ROYAL TEAM BELFORT, association de la loi 1901 (SIRET 49847022800020), dont le siège social est situé CCSRB, 4 rue de Madrid à BELFORT (90000), représentée par le Président, Mourad DORMANE, ci-après dénommée « l'Association »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Ville de Belfort a fait le choix, depuis plusieurs années, de l'accompagnement des associations sportives sur son territoire. L'objectif de cet accompagnement est multiple :

- Proposer une offre sportive associative riche et variée pour tous les habitants de Belfort, quelque soit leur âge, leur sexe et leur catégorie sociale,
- Mettre en place des animations, des manifestations, des matches et des compétitions de tous les niveaux, ouverts à tous tant participants que public,
- Assurer la formation, l'encadrement et l'éducation des adhérents, des compétiteurs, des athlètes de haut niveau, des juges et des encadrants.

Pour atteindre ces différents objectifs, la Ville de Belfort accompagne financièrement les différentes associations sportives en mettant à disposition des équipements sportifs et en versant des subventions de fonctionnement, d'investissement (achat de matériel) ou de projet.

Cette collaboration entre la Ville et l'Association s'effectue dans le respect des dispositions légales et réglementaires, en particulier celles découlant de la loi du 28 Décembre 1999 (n° 99-1124) portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives et de la loi du 6 Juillet 2000 (n°2000-627) relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et leurs décrets d'application.

Article 1 : Objet

La présente Convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre la Ville et l'Association. Celui-ci se concrétise par :

- La détermination d'objectifs communs, d'actions à réaliser et des moyens alloués par la Ville selon les règles fixées dans la présente Convention,
- La mise en place d'une évaluation commune des actions réalisées dans ce cadre.

La Ville contribue financièrement à la réalisation de ce partenariat et n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 Décembre 2011 de la Commission Européenne.

Article 2 : Durée de la Convention

La présente Convention est établie pour une durée de 1 an.

Article 3 : Objectifs et missions générales

La Ville de Belfort souhaite encourager l'essor de la pratique physique et sportive auprès de l'ensemble de la population, quelque soit son âge, son sexe et son niveau social. L'offre proposée par la Ville, en collaboration avec les associations sportives, s'adaptera à tous les niveaux de pratique, du débutant non pratiquant au sportif de haut niveau.

Les principaux axes de développement identifiés par la Ville de Belfort, et qui devront être développés dans l'Association, sont les suivants :

- Développement du haut-niveau : ambition sportive de l'Association, accompagnement des meilleurs athlètes de l'Association avec des moyens adaptés, développer les équipes jeunes,
- Pratique compétitive ouverte à tous : donner la possibilité à tous de pratiquer la discipline en compétition en rendant les tarifs accessibles pour tous par exemple,
- Rôle éducatif et social par la pratique sportive : développement d'actions visant à renforcer la citoyenneté, le respect, l'autonomie pour les plus jeunes, éducation à l'éthique et au respect (arbitrage...) et participation aux actions d'éveil, de formation et de promotion du sport organisées par la Ville,
- Promotion de la Ville par le développement d'actions exceptionnelles : accompagnement de la Ville sur les grands projets, manifestations sportives, compétitions, image de la Ville,
- Développement du sport / santé : proposition de créneaux ouverts aux personnes éloignées de la pratique sportive ou atteintes de maladies spécifiques,
- Ouverture au public handicapé : proposition de créneaux adaptés à la pratique handi dans le club.

Par ailleurs, l'Association s'engage à :

- Ne pas porter préjudice à l'image de la Ville au travers de ses manifestations, participations à des compétitions sous peine de résiliation de la présente convention,

- Ne pas s'exposer à des pénalités ou à des sanctions dues au non-respect de la réglementation sportive ou de la Ville,
- Respecter le règlement intérieur des équipements sportifs municipaux,
- Adapter le nombre d'équipes, d'intervenants aux capacités financières de l'Association.

Article 4 : Communication et image de la Ville

L'Association doit faire état du soutien de la Ville dans tous les documents, tant à usage interne qu'à destination du public.

L'utilisation du logo de la Ville (ou de tout autre logo propriété de la Ville) doit respecter le modèle fourni à cet effet et doit être au moins équivalent en dimension à celui des autres partenaires publics ou privés.

L'Association devra faire valider au Service des Sports toutes les affiches, plaquettes, éditos, cartons d'invitation émis par elle-même dans le cadre de ces activités. En particulier, un BAT devra être présenté au Service des Sports.

L'Association prendra l'attache de la Ville pour valider toute mise en place de panneaux publicitaires (ou tout autres supports) dans l'équipement sportif propriété de la Ville.

Dans le cadre des manifestations ou événements publics organisés par l'Association, celle-ci devra impérativement signaler l'intervention de la Ville oralement (annonce micro) et visuellement (panneaux, flammes, banderoles...). L'Association devra intégrer sur son site internet le logo de la Ville et un lien direct vers le site institutionnel de la Ville.

Article 5 : Engagements de la Ville

La Ville versera à l'Association une subvention permettant d'assurer son fonctionnement courant. Le montant de cette subvention est calculé sur la base d'un questionnaire rempli par l'Association et de critères objectifs liés à la Politique sportive de la Ville.

Pour l'année 2018, le Conseil Municipal a décidé, lors de sa séance du 14 février 2018, d'attribuer à l'Association :

| Fonctionnement | Investissement | Organisation des manifestations | Projets de développement |
|----------------|----------------|---------------------------------|--------------------------|
| 12 000,00 € | 1 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte bancaire de l'Association (CREDIT MUTUEL VALDOIE, RIB 10278 07013 00020374401 - 07).

Par ailleurs, la Ville s'engage à mettre à disposition gratuitement de l'Association, dans la mesure de la disponibilité et selon un planning fixé en début d'année scolaire, un ou plusieurs équipements sportifs permettant d'assurer la pratique des activités de l'Association.

La Ville s'engage à soutenir le plus possible l'organisation des manifestations mises en place par l'Association en :

- Apportant un soutien organisationnel à l'Association,
- Mettant à disposition gratuitement, dans la mesure du possible, du matériel dédié à l'événement,
- Etant présent durant la manifestation pour aider l'Association en fonction des possibilités.

L'ensemble des aides sont à considérer comme des subventions indirectes de la Ville qui feront l'objet d'une valorisation annuelle qui sera transmise en fin d'année civile pour l'année précédente.

Article 6 : Modalités de versement

Le montant de la subvention de fonctionnement attribuée par le Conseil Municipal, si celle-ci est inférieure à 10 000 €, sera versé en une seule fois courant Février. L'Association devra nécessairement envoyer, dans le courant de l'année, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires en lien avec les obligations de l'article 3 de la présente Convention.

Le montant de la subvention de fonctionnement attribuée par le Conseil Municipal, si celle-ci est supérieure à 10 000 €, sera versé de la manière suivante :

- Un premier versement en février correspondant à environ 50% de cette subvention,
- Le solde courant Avril dès réception des documents comptables de l'Association relatifs au dernier exercice clos, certifiés conformes, et des bilans d'activité en lien avec les obligations décrites dans l'article 3.

Le montant des subventions d'investissement sera versé sur présentation d'une facture correspondant au minimum au montant de la subvention. Cette facture devra correspondre impérativement à l'acquisition décrite dans le dossier de subvention.

Le montant des subventions de projet (manifestations...) sera versé environ 1 mois avant la réalisation de celui-ci. L'Association devra transmettre à la Ville l'ensemble des pièces justificatives du bon déroulement du projet (bilan de celui-ci, photos, articles de presse...).

Article 7 : Evaluation des actions et bilans

L'Association percevant une aide financière ou matérielle de la Ville s'engage à transmettre dans les meilleurs délais :

- Le compte de résultat et le bilan du dernier exercice certifiés par un Commissaire aux Comptes si l'ensemble des subventions perçues (y compris celle de la Ville) est supérieur à 153 000 €,
- Le compte-rendu d'Assemblée Générale et les documents afférents,

- Un bilan sportif en fin de saison permettant de mettre en évidence la tenue des objectifs indiqués dans le dossier de subvention et la présente Convention
- Un budget prévisionnel pour la prochaine saison sportive
- Si l'Association a perçu une subvention liée à un projet dans l'année précédente, un bilan de cette action (qualitatif et quantitatif).

Le bilan transmis par l'Association devra mettre en évidence les actions réalisées dans le cadre du programme Sport / Santé de la Ville en particulier (et tout autre programme pour lequel l'Association participe).

La Ville peut proposer des documents d'évaluation spécifiques pour les actions mises en places et subventionnées par la Ville.

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville ou ses représentants dûment habilités, de la réalisation de l'objectif notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile.

La Ville pourra convoquer l'Association à une réunion de bilan portant sur les différents points de la présente Convention dans le courant de l'année, en fonction des besoins.

Article 8 : Autres engagements

L'Association informe sans délai la Ville de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente Convention, l'Association en informe la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Sanctions

En cas de défaut de production des différents documents mentionnés ci-dessus, la Ville se réserve le droit de ne pas procéder au versement de tout ou partie de la subvention de l'Association.

Si, pour une raison quelconque, la subvention n'est pas affectée par l'Association à l'objet pour lequel elle a été octroyée, la Ville se réserve le droit de demander à l'Association le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Un remboursement total ou partiel de la subvention pourra être demandé par la Ville lorsque l'Association aura, volontairement ou non, cessé en cours de saison tout ou partie des actions visées par la présente Convention.

Dans tous les cas, la Ville informe l'Association, par lettre recommandée avec accusé de réception de ces décisions.

Article 10 : Résiliation

Si pour une cause quelconque résultant du fait de l'Association, la présente Convention n'est pas appliquée, la Ville se réserve le droit de dénoncer unilatéralement celle-ci sans préavis ni indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente Convention peut être résiliée à tout moment avant son terme si les deux parties sont d'accord. Un avenant signifiant la résiliation de la Convention sera alors signé par les deux parties. Dans ce cas, l'Association remboursera à la Ville la part de la subvention versée au prorata temporis de l'année en cours à compter de la date de signature de l'avenant.

Article 11 : Litiges

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention entre les deux parties, celles-ci s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation.

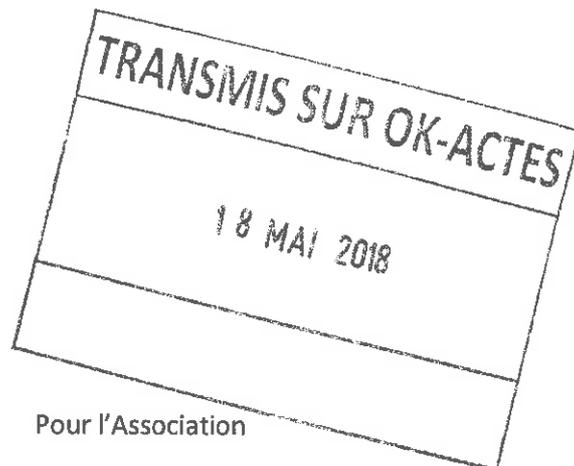
Si, dans le délai d'un mois à compter de l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'une des deux parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal compétent.

Fait à BELFORT, le 14/05/2018

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué



Pierre-Jérôme COLLARD



Pour l'Association

le Président



Mourad DORMANE



Direction de l'Aménagement et du Développement

Convention
relative au Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC)

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Belfort, sise Place d'Armes, 90 020 Belfort Cedex, représentée par son maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, dûment autorisé par décision du Conseil Municipal, en date du 14 février 2018,

Ci-après dénommée « la Ville »

ET

Raison sociale : SASU M ELECTRONIC

Nom et prénom du gérant : GUNES Ebru Meliha

Adresse du gérant : 6 place Robert Schuman 90 000 BELFORT

Enseigne : SASU M ELECTRONIC

Adresse du commerce : 7 rue des Capucins 90 000 BELFORT

Tél. : 03 84 27 36 74 Tél. portable : 06 46 55 61 89

Email : sasu.melectronic@gmail.com

Numéro d'identification de l'établissement au Registre du Commerce et des Sociétés (SIRET) : 833 983 133 000 12

Code APE : 4742Z

Ci-après dénommé « le commerçant ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Afin de permettre aux commerçants belfortains d'améliorer la sécurité de leur commerce, la Ville de Belfort, par délibération en date du 14 février 2018, a acté la mise en place d'un fonds financier d'aide spécifique, le Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC).



ARTICLE 1^{er} - OBJET

Cette convention a pour objet de définir l'ensemble des règles, droits, devoirs et conditions relatifs au soutien financier de la Ville de Belfort aux commerçants, dans le cadre du Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC).

Le FBSEC est destiné à aider les commerçants à investir dans un système sécurisant fonctionnant pendant les horaires d'ouverture de leur local au public.

Ce soutien financier est réservé aux commerces de proximité, de détail et de services belfortains, hors agences bancaires et commerces de plus de 10 salariés, inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 2 - NATURE DU MATERIEL SUBVENTIONNE

Deux dispositifs non cumulables au choix sont éligibles :

- un système de vidéosurveillance filmant l'intérieur du commerce,
- ou un sas d'entrée de sécurité.

Les installations acquises avant le 1^{er} janvier 2017 ne sont pas prises en compte.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DU COMMERCANT

Pour faire valoir l'aide financière de la Ville, le commerçant s'engage à faire poser son équipement par un professionnel avant le 15 novembre 2018.

Il doit également fournir à la Ville, avant cette date :

- un extrait KBIS de son commerce datant de moins de trois mois,
- une copie de son RIB, pour le versement de l'aide,
- une facture du professionnel.

Le commerçant doit permettre à la Ville de venir contrôler son installation avant le versement de l'aide.

ARTICLE 4 - MODALITÉS FINANCIÈRES - ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BELFORT

L'aide consentie par la Ville de Belfort correspond à une participation unique de 50 % du coût de l'installation (limitation au matériel et à la main d'œuvre), plafonnée à 1 000 € TTC, c'est-à-dire pour le cas présent d'un montant de 1 000 € TTC.



L'aide sera versée, par virement bancaire, à l'achèvement de la mise en place de l'équipement par un professionnel, sur présentation d'une facture.

Avant tout versement, la Ville se réserve un droit de contrôle sur site de la pose effective de l'équipement pour lequel la demande d'aide a été formulée.

La ville se permettra de refuser un dossier si le devis n'est pas cohérent.

En cas de non-mise en œuvre de l'équipement avant le 15 novembre 2018, l'aide ne sera pas versée.

ARTICLE 5 - ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties.

ARTICLE 6 - LITIGES

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention.

Si toutefois, un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis aux tribunaux compétents.

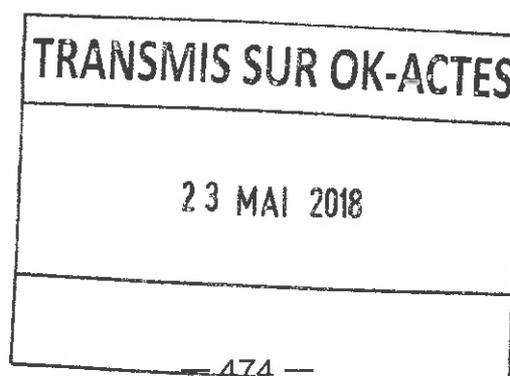
Fait à Belfort, en 3 exemplaires, le **23 MAI 2018**

Le commerçant,
Ebru Meliha GUNES

SASU M ELECTRONIC

RUE DES CAPUCINS
90000 BELFORT
Tél. 06.84.27.36.74
Siret: 833 983 133 00012 Naf: 4742Z

Pour la Ville de Belfort,
Pour le Maire,
L'Adjointe au Maire,
Florence BESANCENOT





TRANSMIS SUR OK-ACTES

24 MAI 2018

Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau année 2018

La Ville de Belfort, ville « *mordue de sport* », encourage la pratique sportive de toutes les catégories de sa population, à tous les âges, dans toutes les disciplines, pour toutes les formes de pratique, du loisir à la compétition internationale.

Reconnaissant les contraintes spécifiques à la pratique de haut niveau et l'apport de celle-ci au rayonnement de la ville, elle a mis en place une aide financière aux sportifs inscrits sur les listes ministérielles « haut niveau ». Le soutien de la ville doit leur permettre d'atteindre leurs objectifs sportifs en leur donnant la possibilité de compléter et parfaire leurs entraînements.

En contrepartie, la Ville de Belfort demande aux athlètes concernés de soutenir l'action sportive municipale et de contribuer à la promotion de la ville.

Tel est l'objet du présent contrat de partenariat.

Article 1 : critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité à l'aide municipale telle que définie par délibération du Conseil Municipal en date du 14 février 2018, sont les suivants :

- Etre adhérent d'une association sportive belfortaine ou de la section belfortaine d'un club multi-communal.
- Etre inscrit sur l'une des listes ministérielles «collectifs nationaux», « sportifs espoirs » ou « sportifs de haut niveau » (catégories « élite », « sénior », « relève et reconversion ») au moment de la demande d'aide.
- Adresser une demande écrite à Monsieur le Maire de Belfort, faisant état de la qualité au titre de laquelle cette aide est sollicitée (en précisant la liste et la catégorie concernée), d'une éventuelle sélection nationale pour les prochains Championnats d'Europe, du Monde, ou Jeux Olympiques (le justificatif doit être joint à la demande), de l'adhésion à un club sportif belfortain (un justificatif doit être joint à la demande d'aide) et précisant le palmarès de l'athlète, ainsi que ses objectifs pour l'année, ainsi que la

nature des contreparties à l'aide sollicitée qu'il se propose d'offrir à la Ville de Belfort.

La demande d'aide est valable une année. Elle doit donc être renouvelée annuellement si l'athlète est éligible à l'aide financière plusieurs années de suite. Concernant la catégorie « reconversion », l'aide n'est pas reconductible ; elle ne peut être versée qu'une année.

- ne pas avoir subi de contrôle anti-dopage positif ou de suspension pour quelque cause que ce soit au cours des deux dernières années.

Monsieur Alain QUITTET, adhérent à la Société de Tir de la Miotte de Belfort inscrit sur la liste ministérielle « **Sportifs de haut niveau catégorie Collectifs nationaux** » et réunissant l'ensemble des critères énumérés au présent article, est déclaré éligible à l'aide municipale aux sportifs de haut niveau pour l'année 2018.

Article 2 : durée de la convention

La présente Convention est valable à compter de sa signature et jusqu'au 31 Décembre 2018.

Article 3 : montant de l'aide

Les montants des aides sont les suivants :

- 1 500 € pour les sportifs faisant partie de la liste des « collectifs nationaux »
- 3 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs espoirs »,
- 6 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs de haut niveau », catégorie Elite, Sénior, Relève ou Reconversion.

De manière complémentaire, une aide spécifique est accordée aux athlètes inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau et présélectionnés, à titre individuel, pour une compétition internationale importante :

- 6 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat d'Europe,
- 8 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat du Monde,
- 10 000 € en cas de présélection pour la préparation des Jeux Olympiques.

Cette aide complémentaire n'est versée que l'année de la compétition concernée. Les aides complémentaires ne sont pas cumulables.

Enfin, en cas d'accession en finale, au podium ou d'obtention d'un titre dans un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, l'aide peut être majorée d'un montant qui sera décidé par délibération du Conseil Municipal.

En vertu des dispositions du présent article, une aide de **1 500 €** sera versée à **Alain QUITTET** pour l'année 2018.

Le bénéficiaire fournira au service un RIB afin d'assurer le paiement de cette aide financière dans le meilleur délai.

Le bénéficiaire s'engage à supporter la charge de tous les frais, impôts, taxes et contributions de toute nature que le présent contrat de partenariat serait susceptible de générer, afin que la Ville de Belfort ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard ou appelée à une subvention complémentaire à ce titre.

Article 4 : engagements du sportif de haut niveau

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- Participer aux différentes épreuves nationales et internationales de sa discipline pour la saison
- Tout mettre en œuvre pour assurer sa participation aux épreuves internationales pour lesquelles il (elle) est qualifié(e)
- Respecter la déontologie du sport, le droit en vigueur, les règlements internationaux
- Défendre les valeurs éducatives du sport et présenter une image exemplaire tant dans les propos que dans les comportements

Le bénéficiaire s'engage à citer la Ville de Belfort comme l'un de ses principaux soutiens à l'occasion de toutes les manifestations sportives auxquelles il participe.

Le bénéficiaire s'engage à tenir informée la Ville de Belfort de ses résultats aux compétitions auxquelles il participe, dans un délai maximum d'une semaine, par courriel à l'adresse suivante : achiesa@mairie-belfort.fr

Il autorise la Ville de Belfort à utiliser son image et son nom (vidéos, photos, enregistrements sonores, articles de presse ou tous autres supports) pour la promotion des actions sportives municipales. L'utilisation de l'image et du nom de l'athlète devra être respectueuses de sa personne et de sa réputation. La Ville de Belfort s'engage d'ailleurs à prévenir celui-ci préalablement à toute publication. L'athlète concède à la Ville de Belfort, pendant la durée du présent contrat de partenariat et sans autre contrepartie que celles fixées au présent contrat, l'ensemble des droits de reproduction et de représentation de son image, de sa voix, de sa réputation, de ses titres sportifs dans le cadre de la promotion de l'action sportive de la Ville de Belfort.

L'athlète fournira, dans la mesure du possible, des images qui pourront être utilisées par la Ville de Belfort sur différents supports de communication.

L'athlète s'engage à être présent et à participer aux grandes manifestations sportives durant le présent contrat, en fonction des possibilités (liste non exhaustive) :

- Les événements de la programmation sportive estivale 2018
- Sportissimo, début Septembre
- Coupe de France VTT Trial, les 15 et 16 septembre
- Le Lion, le 23 Septembre
- La Trans Territoire, le 30 septembre

Lors de ces événements, la Ville de Belfort pourra réaliser des prises de vue, photographies et interviews de l'athlète qui pourront être publiées dans les supports de communication municipale.

Pour toutes les compétitions officielles, l'athlète s'engage à faire figurer le logo de la Ville de Belfort sur différents supports : tenue sportive, équipement, véhicule éventuel...

Article 5 : engagements de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort s'engage, de son côté à :

- Assurer une utilisation de l'image de l'athlète dans le respect scrupuleux de sa vie privée et de sa réputation
- Verser l'aide dès la signature de la présente Convention
- Proposer, en cas de podium sur un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, une prime de résultat dont le montant sera voté au Conseil Municipal

Article 6 : suspension, résiliation du contrat de partenariat et reversement de la subvention

En cas d'immobilisation prolongée de l'athlète, d'une période consécutive d'au moins soixante jours calendaires, la Ville de Belfort se réserve le droit de suspendre tout ou partie du présent contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis d'au moins quinze jours.

La Ville de Belfort se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire, ou de faire mettre en recouvrement par le Trésor Public, sur présentation d'une annulation de mandat ou par le biais d'un titre de recette

émis par la collectivité, le montant total ou partiel de la subvention, dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement du bénéficiaire aux engagements prévus par le présent contrat,
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par la bénéficiaire à la Ville de Belfort,
- en cas de cessation de son activité sportive,
- au cas où l'athlète serait impliqué dans un litige pouvant porter préjudice ou nuire à l'image de la ville de façon directe ou indirecte, notamment en cas de suspension par sa fédération sportive, pour quelque raison que ce soit.

Article 7 : litige

A défaut d'accord à l'amiable pour le règlement de différends dans l'exécution de la présente convention, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Besançon.

Fait à Belfort le 13/05/2018.

**Pour le Maire, l'adjoint
délégué**



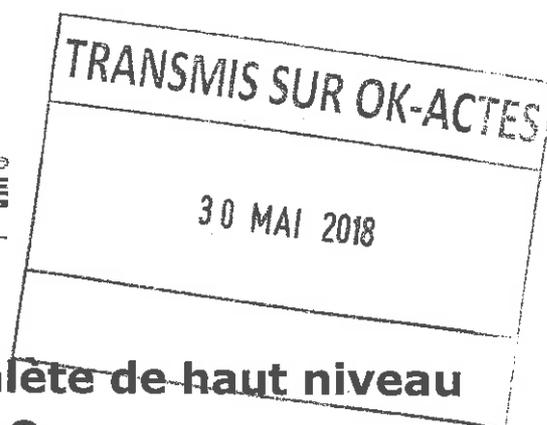
**Pierre-Jérôme
COLLARD**

**Le bénéficiaire ou son
représentant légal**



**Alain
QUITTET**





Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau année 2018

La Ville de Belfort, ville « *mordue de sport* », encourage la pratique sportive de toutes les catégories de sa population, à tous les âges, dans toutes les disciplines, pour toutes les formes de pratique, du loisir à la compétition internationale.

Reconnaissant les contraintes spécifiques à la pratique de haut niveau et l'apport de celle-ci au rayonnement de la ville, elle a mis en place une aide financière aux sportifs inscrits sur les listes ministérielles « haut niveau ». Le soutien de la ville doit leur permettre d'atteindre leurs objectifs sportifs en leur donnant la possibilité de compléter et parfaire leurs entraînements.

En contrepartie, la Ville de Belfort demande aux athlètes concernés de soutenir l'action sportive municipale et de contribuer à la promotion de la ville.

Tel est l'objet du présent contrat de partenariat.

Article 1 : critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité à l'aide municipale telle que définie par délibération du Conseil Municipal en date du 14 février 2018, sont les suivants :

- Etre adhérent d'une association sportive belfortaine ou de la section belfortaine d'un club multi-communal.
- Etre inscrit sur l'une des listes ministérielles «collectifs nationaux», « sportifs espoirs » ou « sportifs de haut niveau » (catégories « élite », « sénior », « relève et reconversion ») au moment de la demande d'aide.
- Adresser une demande écrite à Monsieur le Maire de Belfort, faisant état de la qualité au titre de laquelle cette aide est sollicitée (en précisant la liste et la catégorie concernée), d'une éventuelle sélection nationale pour les prochains Championnats d'Europe, du Monde, ou Jeux Olympiques (le justificatif doit être joint à la demande), de l'adhésion à un club sportif belfortain (un justificatif doit être joint à la demande d'aide) et précisant le palmarès de l'athlète, ainsi que ses objectifs pour l'année, ainsi que la

nature des contreparties à l'aide sollicitée qu'il se propose d'offrir à la Ville de Belfort.

La demande d'aide est valable une année. Elle doit donc être renouvelée annuellement si l'athlète est éligible à l'aide financière plusieurs années de suite. Concernant la catégorie « reconversion », l'aide n'est pas reconductible ; elle ne peut être versée qu'une année.

- ne pas avoir subi de contrôle anti-dopage positif ou de suspension pour quelque cause que ce soit au cours des deux dernières années.

Lou TERREAUX, adhérente du club ASM Belfort Danse sur Glace inscrite sur la liste ministérielle « **Sportifs de haut niveau Espoir** » et réunissant l'ensemble des critères énumérés au présent article, est déclarée éligible à l'aide municipale aux sportifs de haut niveau pour l'année 2018.

Article 2 : durée de la convention

La présente Convention est valable à compter de sa signature et jusqu'au 31 Décembre 2018.

Article 3 : montant de l'aide

Les montants des aides sont les suivants :

- 1 500 € pour les sportifs faisant partie de la liste des « collectifs nationaux »
- 3 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs espoirs »,
- 6 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs de haut niveau », catégorie Elite, Sénior, Relève ou Reconversion.

De manière complémentaire, une aide spécifique est accordée aux athlètes inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau et présélectionnés, à titre individuel, pour une compétition internationale importante :

- 6 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat d'Europe,
- 8 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat du Monde,
- 10 000 € en cas de présélection pour la préparation des Jeux Olympiques.

Cette aide complémentaire n'est versée que l'année de la compétition concernée. Les aides complémentaires ne sont pas cumulables.

Enfin, en cas d'accession en finale, au podium ou d'obtention d'un titre dans un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, l'aide peut être majorée d'un montant qui sera décidé par délibération du Conseil Municipal.

En vertu des dispositions du présent article, une aide de **3 000 €** sera versée à **Lou TERREAUX** pour l'année 2018.

Le bénéficiaire fournira au service un RIB afin d'assurer le paiement de cette aide financière dans le meilleur délai.

Le bénéficiaire s'engage à supporter la charge de tous les frais, impôts, taxes et contributions de toute nature que le présent contrat de partenariat serait susceptible de générer, afin que la Ville de Belfort ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard ou appelée à une subvention complémentaire à ce titre.

Article 4 : engagements du sportif de haut niveau

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- Participer aux différentes épreuves nationales et internationales de sa discipline pour la saison
- Tout mettre en œuvre pour assurer sa participation aux épreuves internationales pour lesquelles il (elle) est qualifié(e)
- Respecter la déontologie du sport, le droit en vigueur, les règlements internationaux
- Défendre les valeurs éducatives du sport et présenter une image exemplaire tant dans les propos que dans les comportements

Le bénéficiaire s'engage à citer la Ville de Belfort comme l'un de ses principaux soutiens à l'occasion de toutes les manifestations sportives auxquelles il participe.

Le bénéficiaire s'engage à tenir informée la Ville de Belfort de ses résultats aux compétitions auxquelles il participe, dans un délai maximum d'une semaine, par courriel à l'adresse suivante : cpierrel@mairie-belfort.fr

Il autorise la Ville de Belfort à utiliser son image et son nom (vidéos, photos, enregistrements sonores, articles de presse ou tous autres supports) pour la promotion des actions sportives municipales. L'utilisation de l'image et du nom de l'athlète devra être respectueuses de sa personne et de sa réputation. La Ville de Belfort s'engage d'ailleurs à prévenir celui-ci préalablement à toute publication. L'athlète concède à la Ville de Belfort, pendant la durée du présent contrat de partenariat et sans autre contrepartie que celles fixées au présent contrat, l'ensemble des droits de reproduction et de représentation de son image, de sa voix, de sa réputation, de ses titres sportifs dans le cadre de la promotion de l'action sportive de la Ville de Belfort.

L'athlète fournira, dans la mesure du possible, des images qui pourront être utilisées par la Ville de Belfort sur différents supports de communication.

L'athlète s'engage à être présent et à participer aux grandes manifestations sportives durant le présent contrat, en fonction des possibilités (liste non exhaustive) :

- Les événements de la programmation sportive estivale 2018
- Sportissimo, début Septembre
- Coupe de France VTT Trial, les 15 et 16 septembre
- Le Lion, le 23 Septembre
- La Trans Territoire, le 30 septembre

Lors de ces événements, la Ville de Belfort pourra réaliser des prises de vue, photographies et interviews de l'athlète qui pourront être publiées dans les supports de communication municipale.

Pour toutes les compétitions officielles, l'athlète s'engage à faire figurer le logo de la Ville de Belfort sur différents supports : tenue sportive, équipement, véhicule éventuel...

Article 5 : engagements de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort s'engage, de son coté à :

- Assurer une utilisation de l'image de l'athlète dans le respect scrupuleux de sa vie privée et de sa réputation
- Verser l'aide dès la signature de la présente Convention
- Proposer, en cas de podium sur un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, une prime de résultat dont le montant sera voté au Conseil Municipal

Article 6 : suspension, résiliation du contrat de partenariat et reversement de la subvention

En cas d'immobilisation prolongée de l'athlète, d'une période consécutive d'au moins soixante jours calendaires, la Ville de Belfort se réserve le droit de suspendre tout ou partie du présent contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis d'au moins quinze jours.

La Ville de Belfort se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire, ou de faire mettre en recouvrement par le Trésor Public, sur présentation d'une annulation de mandat ou par le biais d'un titre de recette

émis par la collectivité, le montant total ou partiel de la subvention, dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement du bénéficiaire aux engagements prévus par le présent contrat,
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par la bénéficiaire à la Ville de Belfort,
- en cas de cessation de son activité sportive,
- au cas où l'athlète serait impliqué dans un litige pouvant porter préjudice ou nuire à l'image de la ville de façon directe ou indirecte, notamment en cas de suspension par sa fédération sportive, pour quelque raison que ce soit.

Article 7 : litige

A défaut d'accord à l'amiable pour le règlement de différends dans l'exécution de la présente convention, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Besançon.

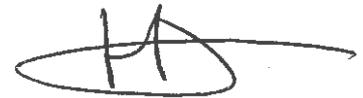
Fait à Belfort le 25/05/2018

**Pour le Maire, l'adjoint
délégué**

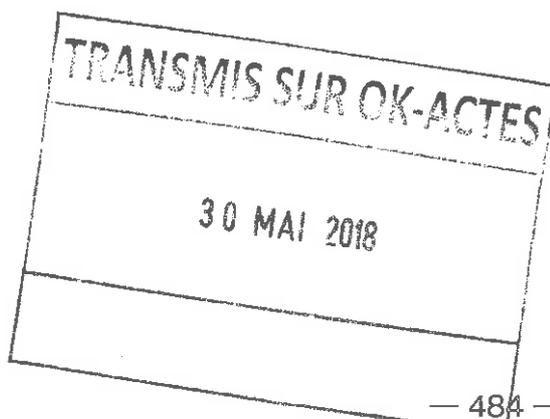


**Pierre-Jérôme
COLLARD**

**Le bénéficiaire ou son
représentant légal**



**Lou
TERREAUX**





TRANSMIS SUR OK-ACTES

30 MAI 2018

Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau année 2018

La Ville de Belfort, ville « *mordue de sport* », encourage la pratique sportive de toutes les catégories de sa population, à tous les âges, dans toutes les disciplines, pour toutes les formes de pratique, du loisir à la compétition internationale.

Reconnaissant les contraintes spécifiques à la pratique de haut niveau et l'apport de celle-ci au rayonnement de la ville, elle a mis en place une aide financière aux sportifs inscrits sur les listes ministérielles « haut niveau ». Le soutien de la ville doit leur permettre d'atteindre leurs objectifs sportifs en leur donnant la possibilité de compléter et parfaire leurs entraînements.

En contrepartie, la Ville de Belfort demande aux athlètes concernés de soutenir l'action sportive municipale et de contribuer à la promotion de la ville.

Tel est l'objet du présent contrat de partenariat.

Article 1 : critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité à l'aide municipale telle que définie par délibération du Conseil Municipal en date du 14 février 2018, sont les suivants :

- Etre adhérent d'une association sportive belfortaine ou de la section belfortaine d'un club multi-communal.
- Etre inscrit sur l'une des listes ministérielles «collectifs nationaux», « sportifs espoirs » ou « sportifs de haut niveau » (catégories « élite », « sénior », « relève et reconversion ») au moment de la demande d'aide.
- Adresser une demande écrite à Monsieur le Maire de Belfort, faisant état de la qualité au titre de laquelle cette aide est sollicitée (en précisant la liste et la catégorie concernée), d'une éventuelle sélection nationale pour les prochains Championnats d'Europe, du Monde, ou Jeux Olympiques (le justificatif doit être joint à la demande), de l'adhésion à un club sportif belfortain (un justificatif doit être joint à la demande d'aide) et précisant le palmarès de l'athlète, ainsi que ses objectifs pour l'année, ainsi que la

nature des contreparties à l'aide sollicitée qu'il se propose d'offrir à la Ville de Belfort.

La demande d'aide est valable une année. Elle doit donc être renouvelée annuellement si l'athlète est éligible à l'aide financière plusieurs années de suite. Concernant la catégorie « reconversion », l'aide n'est pas reconductible ; elle ne peut être versée qu'une année.

- ne pas avoir subi de contrôle anti-dopage positif ou de suspension pour quelque cause que ce soit au cours des deux dernières années.

Noé PERRON, adhérent du club ASM Belfort Danse sur Glace inscrite sur la liste ministérielle « **Sportifs de haut niveau Espoir** » et réunissant l'ensemble des critères énumérés au présent article, est déclarée éligible à l'aide municipale aux sportifs de haut niveau pour l'année 2018.

Article 2 : durée de la convention

La présente Convention est valable à compter de sa signature et jusqu'au 31 Décembre 2018.

Article 3 : montant de l'aide

Les montants des aides sont les suivants :

- 1 500 € pour les sportifs faisant partie de la liste des « collectifs nationaux »
- 3 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs espoirs »,
- 6 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs de haut niveau », catégorie Elite, Sénior, Relève ou Reconversion.

De manière complémentaire, une aide spécifique est accordée aux athlètes inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau et présélectionnés, à titre individuel, pour une compétition internationale importante :

- 6 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat d'Europe,
- 8 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat du Monde,
- 10 000 € en cas de présélection pour la préparation des Jeux Olympiques.

Cette aide complémentaire n'est versée que l'année de la compétition concernée. Les aides complémentaires ne sont pas cumulables.

Enfin, en cas d'accession en finale, au podium ou d'obtention d'un titre dans un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, l'aide peut être majorée d'un montant qui sera décidé par délibération du Conseil Municipal.

En vertu des dispositions du présent article, une aide de **3 000 €** sera versée à **Noé PERRON** pour l'année 2018.

Le bénéficiaire fournira au service un RIB afin d'assurer le paiement de cette aide financière dans le meilleur délai.

Le bénéficiaire s'engage à supporter la charge de tous les frais, impôts, taxes et contributions de toute nature que le présent contrat de partenariat serait susceptible de générer, afin que la Ville de Belfort ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard ou appelée à une subvention complémentaire à ce titre.

Article 4 : engagements du sportif de haut niveau

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- Participer aux différentes épreuves nationales et internationales de sa discipline pour la saison
- Tout mettre en œuvre pour assurer sa participation aux épreuves internationales pour lesquelles il (elle) est qualifié(e)
- Respecter la déontologie du sport, le droit en vigueur, les règlements internationaux
- Défendre les valeurs éducatives du sport et présenter une image exemplaire tant dans les propos que dans les comportements

Le bénéficiaire s'engage à citer la Ville de Belfort comme l'un de ses principaux soutiens à l'occasion de toutes les manifestations sportives auxquelles il participe.

Le bénéficiaire s'engage à tenir informée la Ville de Belfort de ses résultats aux compétitions auxquelles il participe, dans un délai maximum d'une semaine, par courriel à l'adresse suivante : cpierrel@mairie-belfort.fr

Il autorise la Ville de Belfort à utiliser son image et son nom (vidéos, photos, enregistrements sonores, articles de presse ou tous autres supports) pour la promotion des actions sportives municipales. L'utilisation de l'image et du nom de l'athlète devra être respectueuses de sa personne et de sa réputation. La Ville de Belfort s'engage d'ailleurs à prévenir celui-ci préalablement à toute publication. L'athlète concède à la Ville de Belfort, pendant la durée du présent contrat de partenariat et sans autre contrepartie que celles fixées au présent contrat, l'ensemble des droits de reproduction et de représentation de son image, de sa voix, de sa réputation, de ses titres sportifs dans le cadre de la promotion de l'action sportive de la Ville de Belfort.

L'athlète fournira, dans la mesure du possible, des images qui pourront être utilisées par la Ville de Belfort sur différents supports de communication.

L'athlète s'engage à être présent et à participer aux grandes manifestations sportives durant le présent contrat, en fonction des possibilités (liste non exhaustive) :

- Les événements de la programmation sportive estivale 2018
- Sportissimo, début Septembre
- Coupe de France VTT Trial, les 15 et 16 septembre
- Le Lion, le 23 Septembre
- La Trans Territoire, le 30 septembre

Lors de ces événements, la Ville de Belfort pourra réaliser des prises de vue, photographies et interviews de l'athlète qui pourront être publiées dans les supports de communication municipale.

Pour toutes les compétitions officielles, l'athlète s'engage à faire figurer le logo de la Ville de Belfort sur différents supports : tenue sportive, équipement, véhicule éventuel...

Article 5 : engagements de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort s'engage, de son coté à :

- Assurer une utilisation de l'image de l'athlète dans le respect scrupuleux de sa vie privée et de sa réputation
- Verser l'aide dès la signature de la présente Convention
- Proposer, en cas de podium sur un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, une prime de résultat dont le montant sera voté au Conseil Municipal

Article 6 : suspension, résiliation du contrat de partenariat et reversement de la subvention

En cas d'immobilisation prolongée de l'athlète, d'une période consécutive d'au moins soixante jours calendaires, la Ville de Belfort se réserve le droit de suspendre tout ou partie du présent contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis d'au moins quinze jours.

La Ville de Belfort se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire, ou de faire mettre en recouvrement par le Trésor Public, sur présentation d'une annulation de mandat ou par le biais d'un titre de recette

émis par la collectivité, le montant total ou partiel de la subvention, dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement du bénéficiaire aux engagements prévus par le présent contrat,
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par la bénéficiaire à la Ville de Belfort,
- en cas de cessation de son activité sportive,
- au cas où l'athlète serait impliqué dans un litige pouvant porter préjudice ou nuire à l'image de la ville de façon directe ou indirecte, notamment en cas de suspension par sa fédération sportive, pour quelque raison que ce soit.

Article 7 : litige

A défaut d'accord à l'amiable pour le règlement de différends dans l'exécution de la présente convention, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Besançon.

Fait à Belfort le 20/05/2018

**Pour le Maire, l'adjoint
délégué**

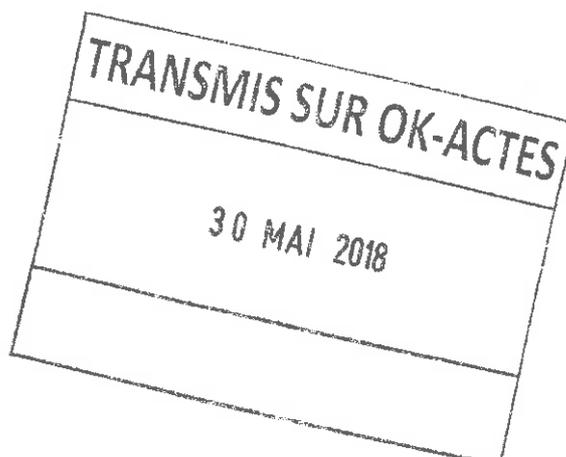


**Pierre-Jérôme
COLLARD**

**Le bénéficiaire ou son
représentant légal**



**Noé
PERRON**



Nathalie Perron



Direction de l'Aménagement et du Développement

Convention
relative au Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC)

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Belfort, sise Place d'Armes, 90 020 Belfort Cedex, représentée par son maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, dûment autorisé par décision du Conseil Municipal, en date du 14 février 2018,

Ci-après dénommée « la Ville »

ET

Raison sociale : LE REAL

Nom et prénom du gérant : GERARDIN Jean-Marc

Adresse du gérant : 3 rue de Giromagny 90 000 BELFORT

Enseigne : LE REAL – BAR BRASSERIE

Adresse du commerce : 26 rue SALENGRO 90 000 BELFORT

Tél. : 03 84 58 03 32 Tél. portable :

Email : evelynegerardin@hotmail.fr

Numéro d'identification de l'établissement au Registre du Commerce et des Sociétés (SIRET) : 514 323 138 000 16

Code APE : 5610A

Ci-après dénommé « le commerçant ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Afin de permettre aux commerçants belfortains d'améliorer la sécurité de leur commerce, la Ville de Belfort, par délibération en date du 14 février 2018, a acté la mise en place d'un fonds financier d'aide spécifique, le Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC).



ARTICLE 1^{er} – OBJET

Cette convention a pour objet de définir l'ensemble des règles, droits, devoirs et conditions relatifs au soutien financier de la Ville de Belfort aux commerçants, dans le cadre du Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC).

Le FBSEC est destiné à aider les commerçants à investir dans un système sécurisant fonctionnant pendant les horaires d'ouverture de leur local au public.

Ce soutien financier est réservé aux commerces de proximité, de détail et de services belfortains, hors agences bancaires et commerces de plus de 10 salariés, inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 2 – NATURE DU MATERIEL SUBVENTIONNE

Deux dispositifs non cumulables au choix sont éligibles :

- un système de vidéosurveillance filmant l'intérieur du commerce,
- ou un sas d'entrée de sécurité.

Les installations acquises avant le 1^{er} janvier 2017 ne sont pas prises en compte.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU COMMERCANT

Pour faire valoir l'aide financière de la Ville, le commerçant s'engage à faire poser son équipement par un professionnel avant le 15 novembre 2018.

Il doit également fournir à la Ville, avant cette date :

- un extrait KBIS de son commerce datant de moins de trois mois,
- une copie de son RIB, pour le versement de l'aide,
- une facture du professionnel.

Le commerçant doit permettre à la Ville de venir contrôler son installation avant le versement de l'aide.

ARTICLE 4 – MODALITÉS FINANCIÈRES – ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BELFORT

L'aide consentie par la Ville de Belfort correspond à une participation unique de 50 % du coût de l'installation (limitation au matériel et à la main d'œuvre), plafonnée à 1 000 € TTC, c'est-à-dire pour le cas présent d'un montant de 1000 € TTC.



L'aide sera versée, par virement bancaire, à l'achèvement de la mise en place de l'équipement par un professionnel, sur présentation d'une facture.

Avant tout versement, la Ville se réserve un droit de contrôle sur site de la pose effective de l'équipement pour lequel la demande d'aide a été formulée.

La ville se permettra de refuser un dossier si le devis n'est pas cohérent.

En cas de non-mise en œuvre de l'équipement avant le 15 novembre 2018, l'aide ne sera pas versée.

ARTICLE 5 - ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties.

ARTICLE 6 - LITIGES

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention.

Si toutefois, un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis aux tribunaux compétents.

Fait à Belfort, en 3 exemplaires, le **- 6 JUIN 2018**

Le commerçant,
Jean-Marc GERARDIN

LE REAL - BAR-BRASSERIE
26, rue Salengro - 90000 BELFORT
Tél. : 03 84 58 03 32
RCS : BELFORT 514 323 138 N° gestion : 2009 B 356

Pour la Ville de Belfort,
Pour le Maire,
L'Adjointe au Maire,
Florence BESANCENOT

| |
|------------------------------|
| TRANSMIS SUR OK-ACTES |
| - 6 JUIN 2018 |
| — 492 — |

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2018

ENTRE

La VILLE DE BELFORT, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, désignée ci-après la VILLE DE BELFORT,

ET

L'Office pour les Aînés de Belfort et du Territoire (OPABT), association de la loi 1901, dont le siège est situé au, 3 Place de la Commune – 90 000 BELFORT, représenté par sa Présidente, Madame Michèle GASSER, désigné ci-après l'Association,

D'AUTRE PART

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Motif de la conclusion de la convention

La VILLE DE BELFORT souhaite conduire sa politique d'intervention sociale afin de mieux répondre aux besoins des Belfortains, cette démarche concourant à faire de Belfort une Ville "une et solidaire".

Ainsi, dans le cadre de la démarche de lutte contre l'isolement et du maintien du lien social des personnes retraitées, l'OPABT a vocation à jouer un rôle central dans l'accompagnement à la vie sociale des seniors.

Article 2 – Objet de la convention

Par l'intermédiaire de cette convention, la VILLE DE BELFORT souhaite soutenir l'OPABT qui joue un rôle fédérateur dans la vie des clubs de retraités, en particulier des clubs de retraités belfortains.

En conséquence l'association s'engage à :

- Etre un lieu d'animation de la vie sociale : un lieu d'accueil, d'écoute, de découvertes, d'initiatives en direction des retraités,
- Informer les futurs retraités des possibilités d'engagement dans la vie citoyenne, au sein d'associations ou dans le cadre d'actions collectives.
- Participer activement aux différentes actions menées par le CCAS de la Ville de BELFORT en direction des séniors.
- Travailler en commun avec le CCAS de la Ville de Belfort pour l'organisation d'un forum Santé en direction des séniors, dans le cadre de la semaine bleue.
- Organiser des manifestations culturelles, de loisirs et de sensibilisation à la santé au profit des retraités.
- Conforter son rôle fédérateur en affiliant de manière automatique et gratuite tout club belfortain et ses adhérents.
- Développer l'information et les échanges interclubs.

Article 3 – Programme d'actions

Pour la réalisation de ses missions, l'association organise les actions et dispositifs suivants :

- Accueil des retraités, accompagnement dans leur vie sociale,
- Participation à la semaine bleue et aux forums prévention santé organisés par le CCAS de la Ville de Belfort,
- Mise en place d'animations / activités collectives et intergénérationnelles autour de diverses thématiques (santé, multimédia, échanges),



- Organisation de concours de tarot, belote, spectacles et tout autre évènement créateur de lien social.

Article 4 – Montant de la subvention et modalités de paiement

La VILLE DE BELFORT soutiendra financièrement l'association au titre de l'exercice 2018, conformément à la décision du Conseil Municipal du 14 février 2018, en attribuant une subvention d'un montant total de :

➤ **42 200 € (Quarante-deux mille deux cents euros)**

La subvention allouée par la VILLE DE BELFORT se décompose de la manière suivante :

- 40 968 € au titre de l'ensemble des activités de l'association,
- 1 232 € au titre de la fédération des clubs de retraités belfortains (contribution à la gratuité d'adhésion pour les clubs belfortains dont la liste est annexée à la présente convention)

Le calendrier des versements est le suivant :

- 21 100 € à la signature de la présente convention
- 21 100 € en août 2018

Ce versement sera effectué sur le compte bancaire de l'association (Crédit Mutuel Belfort Vosges – Code banque 10278 – Code guichet : 07002, N° de compte 00045543640, clé RIB : 68)

En outre, l'OPABT bénéficie, à titre gratuit, de la mise à disposition de locaux municipaux sis 3, Place de la Commune (surface approximative : 177 m² + 53 m² de communs x 58.8€/m²)

La valeur de cette mise à disposition s'élève à 13 524 €, montant que l'association s'engage à faire figurer dans sa comptabilité.

Article 6 – Evaluation des actions

L'association sera tenue de produire un bilan des actions et projets de l'année 2018. Les dirigeants de l'association rencontreront, au moins une fois par an, les représentants du CCAS de la Ville de Belfort pour échanger sur les actions engagées et examiner le programme prévisionnel d'actions de l'année suivante.

Article 7 – Obligations de l'association

L'OPABT dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre devra communiquer à la VILLE DE BELFORT (service instructeur : CCAS) dans les six mois suivant la date d'arrêt des comptes ses bilans et comptes de résultats de l'exercice, le compte d'emploi de la subvention attribuée et un bilan d'activité.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande de la Ville de l'utilisation des subventions reçues, y compris de celles pouvant faire l'objet d'avenants en cours d'années à la présente convention.

Par ailleurs, conformément à la réglementation en vigueur, la Ville exercera un contrôle de l'association sur le plan financier sur la base des comptes et bilans fournis par l'association. Elle pourra également à tout moment de l'année vérifier le respect des engagements pris par l'association et détaillés aux articles 2 et 3 de la présente convention.



Article 8 – Restitution de la subvention

En cas de constatation d'interruption ou de non réalisation des activités de l'association, le Maire de la VILLE DE BELFORT pourra ordonner le reversement total ou partiel des subventions versées pour l'année civile en cours au prorata de la période durant laquelle les activités auront réellement été mises en œuvre.

Article 9 – Durée de la convention

La présente convention étant conclue pour l'année civile 2018, son terme est fixé au 31 décembre 2018. Elle peut être dénoncée par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant le terme de l'année civile, par l'une ou l'autre des parties.

Article 10 – Résiliation de la convention

En cas de non respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'un des partenaires à expiration d'un délai de 1 mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Belfort, le **6 JUIN 2018**
(Fait en trois exemplaires)

Pour l'OPABT
La Présidente,

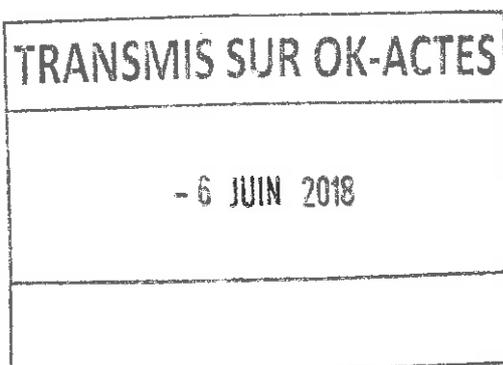


Michèle GASSER

Pour la VILLE DE BELFORT,
Le Maire,



Damien MESLOT



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2018

ENTRE

La VILLE DE BELFORT, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, désignée ci-après la VILLE DE BELFORT, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 février 2018.

ET

L'association Agir Ensemble Pour Notre Santé (AEPNS), association de la loi 1901, dont le siège est situé 23 rue de Bruxelles – 90 000 BELFORT, représentée par sa Présidente, Madame Dominique PETIT, désigné ci-après l'Association,

D'AUTRE PART

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Motif de la conclusion de la convention

La VILLE DE BELFORT souhaite conduire sa politique d'intervention sociale afin de mieux répondre aux besoins des Belfortains, cette démarche concourant à faire de Belfort une Ville "une et solidaire".

Ainsi, dans le cadre de la démarche d'accès aux soins pour tous, l'association AEPNS joue un rôle important dans l'offre de soins proposée aux Belfortains.

La VILLE DE BELFORT souhaite soutenir financièrement l'Association Agir Ensemble Pour Notre Santé suite à la part importante de patientèle socialement défavorisée l'obligeant à accorder des moyens à des actes non facturables (actions de prévention, accès aux droits, ...).

La VILLE DE BELFORT a signé la convention d'engagement pluri-partenarial entre l'Association AEPNS, l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche-Comté ainsi que le Conseil Départemental du Territoire de Belfort afin de conforter le Centre de Santé des Résidences dans son rôle et de lui permettre de maintenir une offre de premier recours dans un quartier Politique de la Ville identifié comme prioritaire. Cette convention a pour objectif de consolider la situation du Centre de Santé, ainsi que de sécuriser et offrir une meilleure visibilité sur les ressources financières.

Dans ce cadre, la VILLE DE BELFORT a contribué, pour l'année 2017, au versement d'une subvention pour un montant de 25 000 €. Le versement de cette subvention sera renouvelé à hauteur du même montant sur la durée de la convention d'engagement pluri-partenarial, sous réserve de l'évaluation de la mise en œuvre des mesures par l'AEPNS, et sous réserve du budget annuel de la collectivité.

Article 2 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de financement permettant de consolider la situation financière du Centre de Santé des Résidences afin de :

- Consolider la situation du Centre de Santé en 2018, grâce à un meilleur pilotage portant sur l'évaluation des mesures prises en 2016/2017 et aux capacités d'ajustement de celles-ci si besoin,
- Sécuriser et offrir une meilleure visibilité sur les ressources financières.

au regard des mesures définies comme prioritaires pendant les deux années de transition (en 2016 et 2017) :

- mise en œuvre de mesures destinées à optimiser et à sécuriser le fonctionnement du Centre de Santé:
 - o organisations internes destinées à augmenter le nombre d'actes réalisés et donc les ressources propres,
 - o investissement dans le système d'information défaillant ;
- augmentation du temps médical,
- amélioration du pilotage de la structure,
- renforcement des compétences internes,
- optimisation des recettes,
- poursuite de la maîtrise des dépenses.

Article 3 – Montant de la subvention et modalités de paiement

La Ville de Belfort soutient financièrement l'association conformément à la décision du Conseil Municipal du 14 février 2018, en lui attribuant une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2018, d'un montant total de **25 000 € (vingt-cinq mille euros)**.

Le versement de la subvention interviendra comme suit :

- 5 000 € à la signature de la convention,
- 5 000 € en juillet 2018,
- 15 000 € en octobre 2018

Par ailleurs, la Ville de Belfort alloue à l'AEPNS, à titre exceptionnel, une subvention d'investissement de 5 000 € pour l'acquisition de matériel informatique permettant notamment :

- l'utilisation des télé-services de l'Assurance Maladie,
- l'expérimentation de télémédecine en cardiologie,
- des échanges sécurisés entre professionnels de santé

Cette subvention d'investissement sera versée au vu des factures réglées par l'AEPNS.

En outre, l'association AEPNS bénéficie, à titre gratuit, de la mise à disposition de locaux municipaux sis 23, rue de Bruxelles (surface approximative : 607 m²).

La valeur de cette mise à disposition s'élève à **59 182.5 €** pour 2018 (58.8€/m²), montant que l'association s'engage à faire figurer dans sa comptabilité.

Article 4 – Evaluation des actions

L'association est tenue de produire un bilan des actions et projets de l'année 2018. Les dirigeants de l'association rencontreront de façon régulière les représentants du CCAS de la Ville de Belfort pour échanger sur les actions engagées, examiner le programme d'actions et la situation financière de l'association.

Conformément à la convention d'engagement pluri-partenarial, un Comité de Pilotage et de Suivi se réunira deux fois par an (en mai et octobre 2018).

L'évaluation aura lieu sur la base des indicateurs suivants :

- suivi d'activité de soins du Centre de Santé,
- suivi de l'exécution budgétaire par rapport au Budget prévisionnel de l'année n,
- situation de trésorerie,
- suivi des autres activités du Centre de santé.

Ces indicateurs seront transmis trimestriellement au CCAS de la Ville de Belfort.

Article 5 – Obligations de l'association

L'Association Agir Ensemble Pour Notre Santé s'engage à mettre en œuvre, dans la limite de ses moyens humains et financiers, toute action concourant à l'optimisation de son fonctionnement, et ceci dans le but d'atteindre les objectifs suivants :

- consolider la situation du centre de santé grâce à un meilleur pilotage portant sur l'évaluation des mesures prises,
- sécuriser et offrir une meilleure visibilité sur les ressources financières,
- mise en œuvre de mesure destinées à optimiser et à sécuriser le fonctionnement (organisation interne destinée à augmenter le nombre d'actes réalisés et donc les ressources propres ; investissement dans le système d'information défaillant),
- augmentation du temps médical,
- amélioration du pilotage de la structure,
- renforcement des compétences internes,
- optimisation des recettes,
- poursuite de la maîtrise des dépenses.

En outre, l'Association Agir Ensemble Pour Notre Santé dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre devra les communiquer au CCAS de la Ville de Belfort (instructeur du dossier) dans les six mois suivant la date d'arrêt des comptes ses bilans et comptes de résultats de l'exercice, le compte d'emploi de la subvention attribuée et un bilan d'activité.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande de la Ville de Belfort ou de son CCAS l'utilisation des subventions reçues, y compris de celles pouvant faire l'objet d'avenants en cours d'années à la présente convention.

Par ailleurs, conformément à la réglementation en vigueur, la Ville exercera un contrôle de l'association sur le plan financier sur la base des comptes et bilans fournis par l'association. La Ville de Belfort pourra également à tout moment de l'année vérifier le respect des engagements pris par l'association et détaillés aux articles 2 et 3 de la présente convention.

Article 6 – Restitution de la subvention

En cas de constatation d'interruption ou de non réalisation des engagements de l'association, le Maire de la Ville de Belfort pourra ordonner le reversement total ou partiel des subventions versées pour l'année civile en cours au prorata de la période durant laquelle les activités auront réellement été mises en œuvre.

Article 7 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Son terme est fixé au 31 décembre 2018. Elle peut être dénoncée par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant le terme de l'année civile, par l'une ou l'autre des parties.

Article 8 – Résiliation de la convention

En cas de non respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'un des partenaires à expiration d'un délai d'un mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Belfort, le - 7 JUIN 2018
(Fait en trois exemplaires)

Pour l'AEPNS
La Présidente,



Dominique PETIT

Pour la VILLE DE BELFORT,
Le Maire,



Damien MESLOT

Annexe : Budget prévisionnel et budget prévisionnel action

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 7, JUIN 2018

2-2. Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2018

date de début : 01/01/2018 date de fin : 31/12/2018

| CHARGES | Montant ⁴ | PRODUITS | Montant |
|--|----------------------|--|----------------|
| CHARGES DIRECTES | | RESSOURCES DIRECTES | |
| 60 - Achats | 74880 | 70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services | 932219 |
| Prestations de services | 47380 | | |
| Achats matières et fournitures | 27500 | 74- Subventions d'exploitation ⁵ | 113066 |
| Autres fournitures | | Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s) | |
| 61 - Services extérieurs | 142290 | - ARS | 6000 |
| Locations | 8500 | - Préfecture (pol. Ville) | 10000 |
| Entretien et réparation | 59400 | Région(s) : | |
| Assurance | 5400 | - CR BFC | 7000 |
| Documentation | 4000 | Département(s) : | |
| Autres | 64990 | - CD 90 | 40000 |
| 62 - Autres services extérieurs | 38900 | - | |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 16000 | Intercommunalité(s) : EPCI ⁶ | |
| Publicité, publication | 700 | Commune(s) : | |
| Déplacements, missions | 3700 | - Ville de Belfort et CCAS | 30000 |
| Services bancaires, autres | 500 | | |
| Frais postaux, télécommunications, divers | 18000 | Organismes sociaux (détailler) : | |
| 63 - Impôts et taxes | 56500 | - | |
| Impôts et taxes sur rémunération, | 51000 | - | |
| Autres impôts et taxes | 5500 | Fonds européens | |
| 64 - Charges de personnel | 766215 | L'agence de services et de paiement | 3600 |
| Rémunération des personnels, | 517250 | Autres établissements publics | 16466 |
| Charges sociales, | 246245 | Autres privées | |
| Autres charges de personnel | 2720 | 75 - Autres produits de gestion courante | |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 5500 | Dont cotisations, dons manuels ou legs | 200 |
| 66 - Charges financières | | 76 - Produits financiers | |
| 67 - Charges exceptionnelles | 15600 | 78 - Reprises sur amortissements et provisions | |
| 68 - Dotation aux amortissements | 10000 | 79 - Transfert de charges | 64400 |
| CHARGES INDIRECTES | | | |
| Charges fixes de fonctionnement | | | |
| Frais financiers | | | |
| Autres | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 1109885 | TOTAL DES PRODUITS | 1109885 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁷ | | | |
| 86 - Emplois des contributions volontaires en nature | | 87 - Contributions volontaires en nature | |
| Secours en nature | | Bénévolat | |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations | 60000 | Prestations en nature | 60000 |
| Personnel bénévole | | Dons en nature | |
| TOTAL | 1169885 | TOTAL | 1169885 |

Le présent budget prévisionnel n'est pas approuvé par les instances statutaires de l'association, il est donc susceptible de modification avant approbation.

⁴ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁵ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁶ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

⁷ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

3-2. Budget prévisionnel de l'action

(section investissement)

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2018

| CHARGES | Montant ⁹ | PRODUITS | Montant |
|---|----------------------|--|--------------|
| CHARGES DIRECTES | | RESSOURCES DIRECTES | |
| 60 - Achats | | 70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services | 10622 |
| Prestations de services | | | |
| Achats matières et fournitures | 21868 | 74- Subventions d'exploitation ¹⁰ | |
| Autres fournitures | | Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s) | |
| 61 - Services extérieurs | | - | |
| Locations | | - | |
| Entretien et réparation | | Région(s) : | |
| Assurance | | - Région BFC | 1246 |
| Documentation | | Département(s) : | |
| 62 - Autres services extérieurs | | - Territoire de Belfort | 5000 |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | | Intercommunalité(s) : EPCI ¹¹ | |
| Publicité, publication | | - | |
| Déplacements, missions | | Commune(s) : | |
| Services bancaires, autres | | - Ville de Belfort | 50000 |
| 63 - Impôts et taxes | | Organismes sociaux (détailler) : | |
| Impôts et taxes sur rémunération, | | - | |
| Autres impôts et taxes | | - | |
| 64- Charges de personnel | | Fonds européens | |
| Rémunération des personnels, | | L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés) | |
| Charges sociales, | | Autres établissements publics | |
| Autres charges de personnel | | Autres privées | |
| 65- Autres charges de gestion courante | | 75 - Autres produits de gestion courante | |
| 66- Charges financières | | Dont cotisations, dons manuels ou legs | |
| 67- Charges exceptionnelles | | 76 - Produits financiers | |
| 68- Dotation aux amortissements | | 78 - Reprises sur amortissements et provisions | |
| CHARGES INDIRECTES | | | |
| Charges fixes de fonctionnement | | | |
| Frais financiers | | | |
| Autres | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 21868 | TOTAL DES PRODUITS | 21868 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹² | | | |
| 86- Emplois des contributions volontaires en nature | | 87 - Contributions volontaires en nature | |
| Secours en nature | | Bénévolat | |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations | | Prestations en nature | |
| Personnel bénévole | | Dons en nature | |
| TOTAL | 21868 | TOTAL | 21868 |

⁹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹⁰ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹¹ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹² Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 8 JUIN 2018

Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau année 2018

La Ville de Belfort, ville « *mordue de sport* », encourage la pratique sportive de toutes les catégories de sa population, à tous les âges, dans toutes les disciplines, pour toutes les formes de pratique, du loisir à la compétition internationale.

Reconnaissant les contraintes spécifiques à la pratique de haut niveau et l'apport de celle-ci au rayonnement de la ville, elle a mis en place une aide financière aux sportifs inscrits sur les listes ministérielles « haut niveau ». Le soutien de la ville doit leur permettre d'atteindre leurs objectifs sportifs en leur donnant la possibilité de compléter et parfaire leurs entraînements.

En contrepartie, la Ville de Belfort demande aux athlètes concernés de soutenir l'action sportive municipale et de contribuer à la promotion de la ville.

Tel est l'objet du présent contrat de partenariat.

Article 1 : critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité à l'aide municipale telle que définie par délibération du Conseil Municipal en date du 14 février 2018, sont les suivants :

- Etre adhérent d'une association sportive belfortaine ou de la section belfortaine d'un club multi-communal.
- Etre inscrit sur l'une des listes ministérielles «collectifs nationaux», « sportifs espoirs » ou « sportifs de haut niveau » (catégories « élite », « sénior », « relève et reconversion ») au moment de la demande d'aide.
- Adresser une demande écrite à Monsieur le Maire de Belfort, faisant état de la qualité au titre de laquelle cette aide est sollicitée (en précisant la liste et la catégorie concernée), d'une éventuelle sélection nationale pour les prochains Championnats d'Europe, du Monde, ou Jeux Olympiques (le justificatif doit être joint à la demande), de l'adhésion à un club sportif belfortain (un justificatif doit être joint à la demande d'aide) et précisant le palmarès de l'athlète, ainsi que ses objectifs pour l'année, ainsi que la

nature des contreparties à l'aide sollicitée qu'il se propose d'offrir à la Ville de Belfort.

La demande d'aide est valable une année. Elle doit donc être renouvelée annuellement si l'athlète est éligible à l'aide financière plusieurs années de suite. Concernant la catégorie « reconversion », l'aide n'est pas reconductible ; elle ne peut être versée qu'une année.

- ne pas avoir subi de contrôle anti-dopage positif ou de suspension pour quelque cause que ce soit au cours des deux dernières années.

Loïcia DEMOUGEOT, adhérente du club ASM Belfort Danse et Ballet sur Glace inscrite sur la liste ministérielle « **Sportifs de haut niveau catégorie Relève** » et réunissant l'ensemble des critères énumérés au présent article, est déclarée éligible à l'aide municipale aux sportifs de haut niveau pour l'année 2018.

Article 2 : durée de la convention

La présente Convention est valable à compter de sa signature et jusqu'au 31 Décembre 2018.

Article 3 : montant de l'aide

Les montants des aides sont les suivants :

- 1 500 € pour les sportifs faisant partie de la liste des « collectifs nationaux »
- 3 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs espoirs »,
- 6 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs de haut niveau », catégorie Elite, Sénior, Relève ou Reconversion.

De manière complémentaire, une aide spécifique est accordée aux athlètes inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau et présélectionnés, à titre individuel, pour une compétition internationale importante :

- 6 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat d'Europe,
- 8 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat du Monde,
- 10 000 € en cas de présélection pour la préparation des Jeux Olympiques.

Cette aide complémentaire n'est versée que l'année de la compétition concernée. Les aides complémentaires ne sont pas cumulables.

Enfin, en cas d'accession en finale, au podium ou d'obtention d'un titre dans un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, l'aide peut être majorée d'un montant qui sera décidé par délibération du Conseil Municipal.

En vertu des dispositions du présent article, une aide de **6 000 €** sera versée à **Loïcia DEMOUGEOT** pour l'année 2018.

Le bénéficiaire fournira au service un RIB afin d'assurer le paiement de cette aide financière dans le meilleur délai.

Le bénéficiaire s'engage à supporter la charge de tous les frais, impôts, taxes et contributions de toute nature que le présent contrat de partenariat serait susceptible de générer, afin que la Ville de Belfort ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard ou appelée à une subvention complémentaire à ce titre.

Article 4 : engagements du sportif de haut niveau

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- Participer aux différentes épreuves nationales et internationales de sa discipline pour la saison
- Tout mettre en œuvre pour assurer sa participation aux épreuves internationales pour lesquelles il (elle) est qualifié(e)
- Respecter la déontologie du sport, le droit en vigueur, les règlements internationaux
- Défendre les valeurs éducatives du sport et présenter une image exemplaire tant dans les propos que dans les comportements

Le bénéficiaire s'engage à citer la Ville de Belfort comme l'un de ses principaux soutiens à l'occasion de toutes les manifestations sportives auxquelles il participe.

Le bénéficiaire s'engage à tenir informée la Ville de Belfort de ses résultats aux compétitions auxquelles il participe, dans un délai maximum d'une semaine, par courriel à l'adresse suivante : achiesa@mairie-belfort.fr

Il autorise la Ville de Belfort à utiliser son image et son nom (vidéos, photos, enregistrements sonores, articles de presse ou tous autres supports) pour la promotion des actions sportives municipales. L'utilisation de l'image et du nom de l'athlète devra être respectueuses de sa personne et de sa réputation. La Ville de Belfort s'engage d'ailleurs à prévenir celui-ci préalablement à toute publication. L'athlète concède à la Ville de Belfort, pendant la durée du présent contrat de partenariat et sans autre contrepartie que celles fixées au présent contrat, l'ensemble des droits de reproduction et de représentation de son image, de sa voix, de sa réputation, de ses titres sportifs dans le cadre de la promotion de l'action sportive de la Ville de Belfort.

L'athlète fournira, dans la mesure du possible, des images qui pourront être utilisées par la Ville de Belfort sur différents supports de communication.

L'athlète s'engage à être présent et à participer aux grandes manifestations sportives durant le présent contrat, en fonction des possibilités (liste non exhaustive) :

- Les événements de la programmation sportive estivale 2018
- Sportissimo, début Septembre
- Coupe de France VTT Trial, les 15 et 16 septembre
- Le Lion, le 23 Septembre
- La Trans Territoire, le 30 septembre

Lors de ces événements, la Ville de Belfort pourra réaliser des prises de vue, photographies et interviews de l'athlète qui pourront être publiées dans les supports de communication municipale.

Pour toutes les compétitions officielles, l'athlète s'engage à faire figurer le logo de la Ville de Belfort sur différents supports : tenue sportive, équipement, véhicule éventuel...

Article 5 : engagements de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort s'engage, de son coté à :

- Assurer une utilisation de l'image de l'athlète dans le respect scrupuleux de sa vie privée et de sa réputation
- Verser l'aide dès la signature de la présente Convention
- Proposer, en cas de podium sur un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, une prime de résultat dont le montant sera voté au Conseil Municipal

Article 6 : suspension, résiliation du contrat de partenariat et reversement de la subvention

En cas d'immobilisation prolongée de l'athlète, d'une période consécutive d'au moins soixante jours calendaires, la Ville de Belfort se réserve le droit de suspendre tout ou partie du présent contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis d'au moins quinze jours.

La Ville de Belfort se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire, ou de faire mettre en recouvrement par le Trésor Public, sur présentation d'une annulation de mandat ou par le biais d'un titre de recette

émis par la collectivité, le montant total ou partiel de la subvention, dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement du bénéficiaire aux engagements prévus par le présent contrat,
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par la bénéficiaire à la Ville de Belfort,
- en cas de cessation de son activité sportive,
- au cas où l'athlète serait impliqué dans un litige pouvant porter préjudice ou nuire à l'image de la ville de façon directe ou indirecte, notamment en cas de suspension par sa fédération sportive, pour quelque raison que ce soit.

Article 7 : litige

A défaut d'accord à l'amiable pour le règlement de différends dans l'exécution de la présente convention, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Besançon.

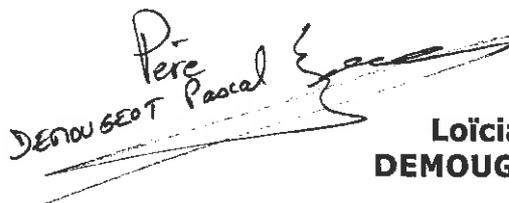
Fait à Belfort le 10 Mai 2018

**Pour le Maire, l'adjoint
délégué**

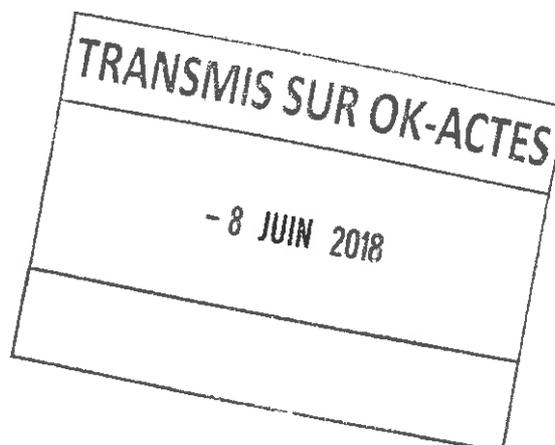
**Le bénéficiaire ou son
représentant légal**



**Pierre-Jérôme
COLLARD**



**Loïcia
DEMOUGEOT**





TRANSMIS SUR OK-ACTES

18 JUIN 2018

Contrat de partenariat d'athlète de haut niveau année 2018

La Ville de Belfort, ville « *mordue de sport* », encourage la pratique sportive de toutes les catégories de sa population, à tous les âges, dans toutes les disciplines, pour toutes les formes de pratique, du loisir à la compétition internationale.

Reconnaissant les contraintes spécifiques à la pratique de haut niveau et l'apport de celle-ci au rayonnement de la ville, elle a mis en place une aide financière aux sportifs inscrits sur les listes ministérielles « haut niveau ». Le soutien de la ville doit leur permettre d'atteindre leurs objectifs sportifs en leur donnant la possibilité de compléter et parfaire leurs entraînements.

En contrepartie, la Ville de Belfort demande aux athlètes concernés de soutenir l'action sportive municipale et de contribuer à la promotion de la ville.

Tel est l'objet du présent contrat de partenariat.

Article 1 : critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité à l'aide municipale telle que définie par délibération du Conseil Municipal en date du 14 février 2018, sont les suivants :

- Etre adhérent d'une association sportive belfortaine ou de la section belfortaine d'un club multi-communal.
- Etre inscrit sur l'une des listes ministérielles «collectifs nationaux», « sportifs espoirs » ou « sportifs de haut niveau » (catégories « élite », « sénior », « relève et reconversion ») au moment de la demande d'aide.
- Adresser une demande écrite à Monsieur le Maire de Belfort, faisant état de la qualité au titre de laquelle cette aide est sollicitée (en précisant la liste et la catégorie concernée), d'une éventuelle sélection nationale pour les prochains Championnats d'Europe, du Monde, ou Jeux Olympiques (le justificatif doit être joint à la demande), de l'adhésion à un club sportif belfortain (un justificatif doit être joint à la demande d'aide) et précisant le palmarès de l'athlète, ainsi que ses objectifs pour l'année, ainsi que la

nature des contreparties à l'aide sollicitée qu'il se propose d'offrir à la Ville de Belfort.

La demande d'aide est valable une année. Elle doit donc être renouvelée annuellement si l'athlète est éligible à l'aide financière plusieurs années de suite. Concernant la catégorie « reconversion », l'aide n'est pas reconductible ; elle ne peut être versée qu'une année.

- ne pas avoir subi de contrôle anti-dopage positif ou de suspension pour quelque cause que ce soit au cours des deux dernières années.

Nicolas MENNESSON, adhérent du club Les Archers de la Savoureuse inscrit sur la liste ministérielle «**Sportifs de haut niveau catégorie Collectifs Nationaux**» et réunissant l'ensemble des critères énumérés au présent article, est déclarée éligible à l'aide municipale aux sportifs de haut niveau pour l'année 2018.

Article 2 : durée de la convention

La présente Convention est valable à compter de sa signature et jusqu'au 31 Décembre 2018.

Article 3 : montant de l'aide

Les montants des aides sont les suivants :

- 1 500 € pour les sportifs faisant partie de la liste des « collectifs nationaux »
- 3 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs espoirs »,
- 6 000 € pour ceux inscrits sur la liste des « sportifs de haut niveau », catégorie Elite, Sénior, Relève ou Reconversion.

De manière complémentaire, une aide spécifique est accordée aux athlètes inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau et présélectionnés, à titre individuel, pour une compétition internationale importante :

- 6 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat d'Europe,
- 8 000 € en cas de présélection pour la préparation d'un Championnat du Monde,
- 10 000 € en cas de présélection pour la préparation des Jeux Olympiques.

Cette aide complémentaire n'est versée que l'année de la compétition concernée. Les aides complémentaires ne sont pas cumulables.

Enfin, en cas d'accession en finale, au podium ou d'obtention d'un titre dans un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, l'aide peut être majorée d'un montant qui sera décidé par délibération du Conseil Municipal.

En vertu des dispositions du présent article, une aide de **1 500 €** sera versée à **Nicolas MENNESSON** pour l'année 2018.

Le bénéficiaire fournira au service un RIB afin d'assurer le paiement de cette aide financière dans le meilleur délai.

Le bénéficiaire s'engage à supporter la charge de tous les frais, impôts, taxes et contributions de toute nature que le présent contrat de partenariat serait susceptible de générer, afin que la Ville de Belfort ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard ou appelée à une subvention complémentaire à ce titre.

Article 4 : engagements du sportif de haut niveau

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- Participer aux différentes épreuves nationales et internationales de sa discipline pour la saison
- Tout mettre en œuvre pour assurer sa participation aux épreuves internationales pour lesquelles il (elle) est qualifié(e)
- Respecter la déontologie du sport, le droit en vigueur, les règlements internationaux
- Défendre les valeurs éducatives du sport et présenter une image exemplaire tant dans les propos que dans les comportements

Le bénéficiaire s'engage à citer la Ville de Belfort comme l'un de ses principaux soutiens à l'occasion de toutes les manifestations sportives auxquelles il participe.

Le bénéficiaire s'engage à tenir informée la Ville de Belfort de ses résultats aux compétitions auxquelles il participe, dans un délai maximum d'une semaine, par courriel à l'adresse suivante : cpierrrel@mairie-belfort.fr

Il autorise la Ville de Belfort à utiliser son image et son nom (vidéos, photos, enregistrements sonores, articles de presse ou tous autres supports) pour la promotion des actions sportives municipales. L'utilisation de l'image et du nom de l'athlète devra être respectueuses de sa personne et de sa réputation. La Ville de Belfort s'engage d'ailleurs à prévenir celui-ci préalablement à toute publication. L'athlète concède à la Ville de Belfort, pendant la durée du présent contrat de partenariat et sans autre contrepartie que celles fixées au présent contrat, l'ensemble des droits de reproduction et de représentation de son image, de sa voix, de sa réputation, de ses titres sportifs dans le cadre de la promotion de l'action sportive de la Ville de Belfort.

L'athlète fournira, dans la mesure du possible, des images qui pourront être utilisées par la Ville de Belfort sur différents supports de communication.

L'athlète s'engage à être présent et à participer aux grandes manifestations sportives durant le présent contrat, en fonction des possibilités (liste non exhaustive) :

- Les événements de la programmation sportive estivale 2018
- Sportissimo, début Septembre
- Coupe de France VTT Trial, les 15 et 16 septembre
- Le Lion, le 23 Septembre
- La Trans Territoire, le 30 septembre

Lors de ces événements, la Ville de Belfort pourra réaliser des prises de vue, photographies et interviews de l'athlète qui pourront être publiées dans les supports de communication municipale.

Pour toutes les compétitions officielles, l'athlète s'engage à faire figurer le logo de la Ville de Belfort sur différents supports : tenue sportive, équipement, véhicule éventuel...

Article 5 : engagements de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort s'engage, de son coté à :

- Assurer une utilisation de l'image de l'athlète dans le respect scrupuleux de sa vie privée et de sa réputation
- Verser l'aide dès la signature de la présente Convention
- Proposer, en cas de podium sur un Championnat d'Europe, du Monde ou aux Jeux Olympiques, une prime de résultat dont le montant sera voté au Conseil Municipal

Article 6 : suspension, résiliation du contrat de partenariat et reversement de la subvention

En cas d'immobilisation prolongée de l'athlète, d'une période consécutive d'au moins soixante jours calendaires, la Ville de Belfort se réserve le droit de suspendre tout ou partie du présent contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis d'au moins quinze jours.

La Ville de Belfort se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire, ou de faire mettre en recouvrement par le Trésor Public, sur présentation d'une annulation de mandat ou par le biais d'un titre de recette

émis par la collectivité, le montant total ou partiel de la subvention, dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement du bénéficiaire aux engagements prévus par le présent contrat,
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par la bénéficiaire à la Ville de Belfort,
- en cas de cessation de son activité sportive,
- au cas où l'athlète serait impliqué dans un litige pouvant porter préjudice ou nuire à l'image de la ville de façon directe ou indirecte, notamment en cas de suspension par sa fédération sportive, pour quelque raison que ce soit.

Article 7 : litige

A défaut d'accord à l'amiable pour le règlement de différends dans l'exécution de la présente convention, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Besançon.

Fait à Belfort le 22/05/2018.

**Pour le Maire, l'adjoint
délégué**

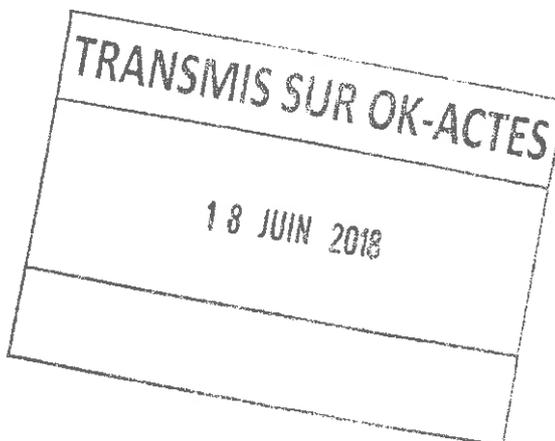


**Pierre-Jérôme
COLLARD**

**Le bénéficiaire ou son
représentant légal**



**Nicolas
MENNESSON**



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Année 2018

ENTRE :

La VILLE DE BELFORT, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, désignée ci-après la VILLE DE BELFORT, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 février 2018.

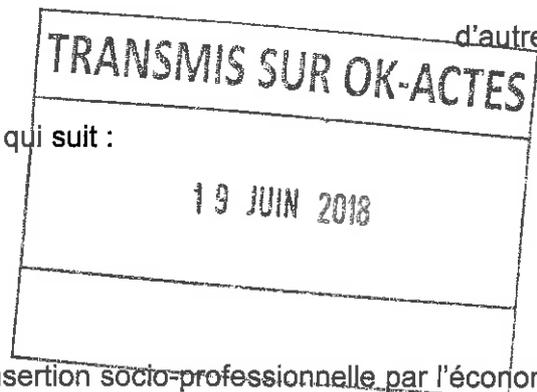
d'une part,

ET

L'association *Pluri'elles*, association de la loi 1901 dont le siège social est situé 5, rue des Carrières – 90000 BELFORT, désignée ci-après l'association, représentée par son Président, Monsieur Gabriel JUILLERAT,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :



Article 1

La Ville de Belfort prend acte :

- que l'association dénommée *Pluri'elles* a pour but l'insertion socio-professionnelle par l'économie de femmes et hommes en difficulté et éloignés de l'emploi.
- que le projet de l'association recoupe ainsi l'action de la Ville de Belfort qui vise, notamment,
 - à favoriser l'accès à l'emploi ou à l'activité des personnes vulnérables, en développant l'accès aux dispositifs d'insertion par l'économie,
 - à favoriser l'insertion vers l'emploi des jeunes, en développant l'offre de formation en direction des jeunes filles ;
- que, dans ces perspectives, *Pluri'elles* gère une entreprise et un atelier d'insertion qui interviennent dans les secteurs d'activité de la couture et de la blanchisserie et visent :
 - la formation d'un personnel qualifié susceptible de répondre aux offres d'emploi des entreprises,
 - l'acquisition de compétences pratiques et savoir-faire permettant l'accès à des formations qualifiantes,
 - l'accompagnement des femmes en recherche d'emploi,
 - la prise d'autonomie et de responsabilité des femmes et jeunes filles en difficulté d'insertion.

Article 2

La Ville de Belfort a décidé de soutenir financièrement l'objectif général de l'association en lui attribuant, au titre de l'exercice budgétaire 2018 une subvention de fonctionnement d'un montant de 25 000 €. Cette subvention sera réglée sur le compte bancaire de l'association (Crédit Mutuel – Banque 10278 – Guichet 07013 ; numéro de compte 00020983601 ; Clé 81).

Cette subvention se répartit entre les deux secteurs d'activité de *Pluri'elles* comme suit :

- Entreprise d'insertion : 8 500 €
- Atelier d'insertion : 16 500 €

Le règlement de la subvention annuelle s'effectuera selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 8 500 € au titre d'un premier acompte, versé à la signature de la convention 2018,
(2 890 € au titre de l'Entreprise d'insertion et 5 610 € au titre de l'Atelier d'insertion)
- 8 500 € au titre d'un deuxième acompte, versé en juin 2018,
(2 890 € au titre de l'Entreprise d'insertion et 5 610 € au titre de l'Atelier d'insertion)
- 8 000 € au titre du solde, courant septembre 2018
(2 720 € au titre de l'Entreprise d'insertion et 5 280 € au titre de l'Atelier d'insertion)

En outre, *Pluri'elles* bénéficie, à titre gratuit, de la mise à disposition de locaux municipaux sis 5, rue des Carrières (surface locaux blanchisserie : 452.35 m² - surface locaux couture : 515 m², soit une surface totale de 967.35m²).

La valeur de cette mise à disposition s'élève à 56 880 € pour 58.8 €/m², soit 26 598 € pour la blanchisserie et 30 282 € pour les locaux destinés à la couture (estimation 2017), montant que l'association s'engage à faire figurer dans sa comptabilité.

Article 3

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre communiquera à la Ville de Belfort dans les 6 mois suivants la date d'arrêt des comptes ses bilan et compte de résultats de l'exercice, le compte d'emploi de la subvention attribuée et un bilan d'activité.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande de la Ville de l'utilisation de la subvention reçue. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition.

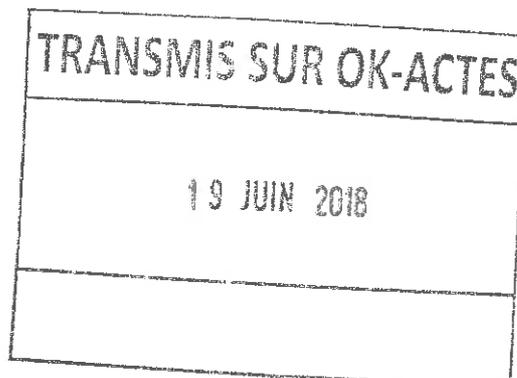
Article 4

La présente convention étant conclue pour l'année civile 2018, son terme est fixé au 31 décembre 2018.

Fait à Belfort, **18 JUIN 2018**

Pour l'association Pluri'elles


Le Président,
Gabriel JUILLERAT.



Pour la Ville de Belfort


Le Maire,
Damien MESLOT

**Entreprise d'Insertion
PLURI'ELLES**
5 rue des Carrières
90000 BELFORT
Tél. : 03 84 54 09 75

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2018

Entre

- La VILLE DE BELFORT, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, désignée ci-après la VILLE DE BELFORT, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 février 2018.

d'une part

Et

- l'Association Altau Le Relais, association loi 1901, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre MICHEL, dont le siège social est situé 40, Faubourg de Besançon à Montbéliard

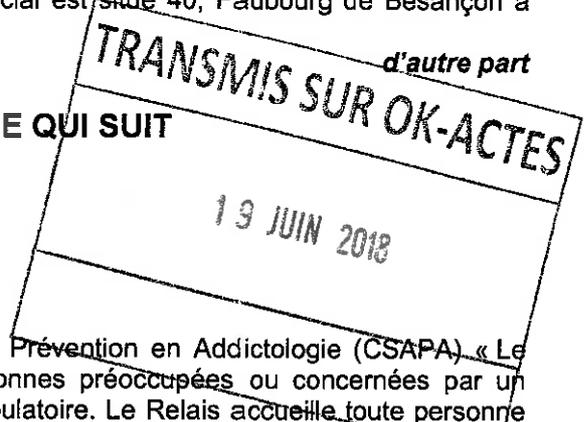
d'autre part

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Présentation de l'association :

L'association ALTAU est répartie en trois structures :

- Le Centre de Soins, d'Accompagnements et de Prévention en Addictologie (CSAPA) « Le Relais » œuvre pour l'aide et le soin aux personnes préoccupées ou concernées par un comportement addictif, et ce, dans un cadre ambulatoire. Le Relais accueille toute personne désireuse d'engager une démarche de soins dans la perspective d'aborder et de traiter des consommations à risques, abusives et/ou problématiques de substances psycho-actives. Sa mission s'étend également aux personnes souffrant d'addictions sans substance, comme le jeu pathologique, les troubles des conduites alimentaires... Le relais accueille également toute personne (famille, parent, proche...) en interrogation ou en difficulté par rapport à la consommation de produits ou le comportement addictif d'un proche. Par ailleurs, Le Relais assure le fonctionnement des dispositifs de prévention et de réduction des risques. Le Relais regroupe la gestion de trois centres, Belfort, Montbéliard, Héricourt.
- Le CAARUD Entr'actes œuvre pour un accueil sans condition et un accompagnement en direction des usagers de drogues précarisés et/ou isolés. La structure regroupe la gestion de deux centres, Belfort, Montbéliard, et assure le fonctionnement des dispositifs de réduction des risques sur l'aire urbaine. Entr'actes accueille toutes personnes désireuses de trouver un lieu convivial où se poser dans un cadre d'accueil collectif pouvant ouvrir selon les demandes sur un suivi individualisé. Les missions générales du CAARUD sont l'accueil sans préalable, l'accès aux soins et aux droits sociaux, le travail de rue et le milieu festif, la gestion du matériel de prévention, un rôle de médiation et enfin d'alerte.
- Le RANFC, membre du Groupement Addictions Franche-Comté, est un regroupement de professionnels intéressés et confrontés à la problématique addictive. Il est composé de membres divers : médecins exerçant dans le champ du social et médico-social, médecins de ville, médecins hospitaliers, pharmaciens de villes, travailleurs sociaux... Le réseau propose à ces professionnels des actions leurs permettant d'acquérir une culture commune qui favorise un travail en coopération tout en préservant la spécificité d'intervention de chacun."



Article 2 – Objet de la convention :

Au titre de l'exercice 2018 :

- Festival International de Musique Universitaire ;

L'association ALTAU mènera une action de sensibilisation dans le cadre du Festival International de Musique Universitaire, organisé les 19, 20 et 21 mai 2018. Elle sera présente sur un stand de prévention de reconduction des risques. Elle s'engage à :

- aller à la rencontre du public et effectuer des maraudes lors des journées du 19, 20 et 21 mai 2018,
 - permettre aux personnes d'accéder à des informations par le biais de documentations, d'échanges avec les intervenants sur les différents produits stupéfiants et sur l'usage que les personnes en font,
 - mettre à disposition du matériel de réduction des risques : préservatifs, bouchons d'oreilles, éthylotests, kits d'injection, kits sniff...
 - accompagner les personnes qui seraient en difficulté suite à une prise de produits.
- L'association ALTAU assurera l'animation de 3 modules santé sur les conduites addictives (trois interventions de 2h) en faveur des salariés des structures d'insertion, organisés par le Centre Communal d'Action Sociale.
 - L'association ALTAU animera un atelier autour des conduites addictives dans le cadre d'une journée de sensibilisation, auprès des élèves du Centre de Formation d'Apprentis Municipal, le 2 octobre 2018.
 - Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Belfort pourra au cours de l'année, solliciter l'association de manière ponctuelle pour animer des ateliers de sensibilisation autour des conduites addictives dans le cadre d'actions spécifiques.

Article 3 – Montant de la subvention et modalités de paiement :

La Ville de BELFORT a décidé de soutenir financièrement l'objectif général de l'association en lui attribuant, au titre de l'exercice budgétaire 2018, conformément à la décision du Conseil Municipal du 14 février 2018, une subvention globale d'un montant de 20 000 €.

Le versement de la subvention interviendra en deux versements :

- Un premier versement de 10 000 € à la signature de la présente convention.
- Le solde de 10 000 € en septembre 2018.

Article 4 – Evaluation des actions

L'association sera tenue de produire un bilan des actions et projets de l'année 2017. Les dirigeants de l'association rencontreront au moins une fois par an, les représentants du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Belfort pour échanger sur les actions engagées et examiner le programme prévisionnel d'actions de l'année suivante.

Article 5 – Obligations de l'association

L'association ALTAU dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, devra communiquer à la Ville de Belfort (service instructeur : CCAS) dans les six mois suivant la date d'arrêt des comptes, ses bilans et comptes de résultats de l'exercice, le compte d'emploi de la subvention attribuée et un bilan d'activité.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande de la Ville de l'utilisation des subventions reçues, y compris de celles pouvant faire l'objet d'avenants en cours d'années à la présente convention.

Par ailleurs, conformément à la réglementation en vigueur, la Ville exercera un contrôle de l'association sur le plan financier sur la base des comptes et bilans fournis par cette dernière. La Ville pourra également à tout moment de l'année vérifier le respect des engagements pris par l'association et détaillés aux articles 2 et 3 de la présente convention.

Article 6 – Restitution de la subvention

En cas de constatation d'interruption ou de non réalisation des activités de l'association, le Maire de la Ville de Belfort pourra ordonner le reversement total ou partiel des subventions versées pour l'année civile en cours au prorata de la période durant laquelle les activités auront réellement été mises en œuvre.

Article 7 – Durée de la convention

La présente convention étant conclue pour l'année civile 2018, son terme est fixé au 31 décembre de la même année. Elle peut être dénoncée par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant le terme de l'année civile, par l'une ou l'autre des parties.

Article 8 – Résiliation de la convention

En cas de non respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'un des partenaires, à expiration d'un délai de 1 mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en trois exemplaires, à Belfort le : **18 JUIN 2018**

Le Président d'Altai Le Relais

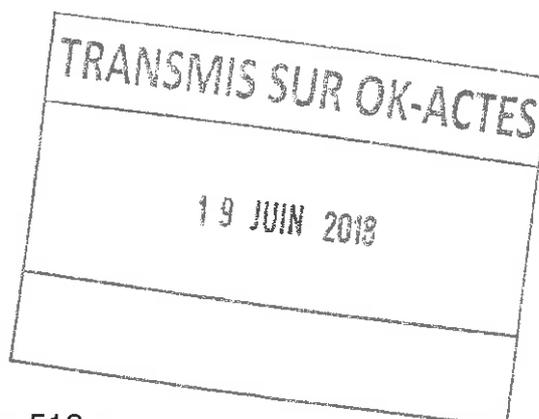
Pour la Ville de BELFORT,
Le Maire,

Jean-Pierre MICHEL

Damien MESLOT



A handwritten signature in black ink, appearing to read "Damien Meslot", written over a horizontal line.



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2018

ENTRE

La VILLE DE BELFORT, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, désignée ci-après la VILLE DE BELFORT,

ET

L'association les Restaurants du Cœur, association de la loi 1901, dont le siège est situé 6 rue de Londres – 90 000 BELFORT, représentée par son Président, Monsieur Patrick CLAUDEL, désigné ci-après l'Association,

D'AUTRE PART

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

19 JUIN 2018

Article 1 – Motif de la conclusion de la convention

La VILLE DE BELFORT souhaite conduire sa politique d'intervention sociale afin de mieux répondre aux besoins des Belfortains, cette démarche concourant à faire de Belfort une ville "une et solidaire".

Ainsi, dans le cadre de la démarche de lutte contre la précarité et du maintien du lien social, l'association les Restaurants du Cœur joue un rôle important dans l'assistance aux personnes en difficulté.

Article 2 – Objet de la convention

Par l'intermédiaire de cette convention, la VILLE DE BELFORT souhaite soutenir l'association les Restaurants du cœur dans ses actions de lutte contre la précarité, notamment :

- Aide alimentaire organisée dans des centres de distribution et par le biais d'un camion
- Aide alimentaire pour les bébés
- Atelier de lutte contre l'illettrisme
- Atelier couture et tricot
- Atelier « Cuisiner les produits des Restos »
- Micro-crédit social
- Accès aux droits et aide à la gestion administrative
- Espace santé
- Espace coiffure
- Bibliothèques et espaces de discussion autour du livre
- Départ en vacances
- Participation aux actions conduites par le CCAS en direction des personnes en difficultés

Article 3 – Montant de la subvention et modalités de paiement

La VILLE DE BELFORT soutiendra financièrement l'association au titre de l'exercice 2018, conformément aux décisions du Conseil Municipal du 14 février 2018, en attribuant une subvention de fonctionnement de 2 800 € ainsi qu'une subvention exceptionnelle de 3 000 € en soutien au projet « vacances en familles ».

Le versement de la subvention interviendra à la signature de la présente convention sur le compte bancaire de l'association.

En outre, l'association Les Restaurants du Cœur bénéficie, à titre gratuit, de la mise à disposition de locaux municipaux sis 6, rue de Londres (surface approximative : 781 m²)

La valeur de cette mise à disposition s'élève à 45 922.80 €, montant que l'association s'engage à faire figurer dans sa comptabilité.

Article 4 – Evaluation des actions

L'association sera tenue de produire un bilan des actions et projets de l'année 2018. Les dirigeants de l'association rencontreront, au moins une fois par an, les représentants du CCAS de la Ville de Belfort pour échanger sur les actions engagées et examiner le programme prévisionnel d'actions de l'année suivante.

Article 5 – Obligations de l'association

Les Restaurants du Coeur dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} mai au 30 avril devra communiquer à la VILLE DE BELFORT (service instructeur : CCAS) dans les six mois suivant la date d'arrêt des comptes ses bilans et comptes de résultats de l'exercice, le compte d'emploi de la subvention attribuée et un bilan d'activité.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande de la Ville de l'utilisation des subventions reçues, y compris de celles pouvant faire l'objet d'avenants en cours d'années à la présente convention. .

Par ailleurs, conformément à la réglementation en vigueur, la Ville exercera un contrôle de l'association sur le plan financier sur la base des comptes et bilans fournis par l'association. Elle pourra également à tout moment de l'année vérifier le respect des engagements pris par l'association et détaillés aux articles 2 et 3 de la présente convention.

Article 6 – Restitution de la subvention

En cas de constatation d'interruption ou de non réalisation des activités de l'association, le Maire de la VILLE DE BELFORT pourra ordonner le reversement total ou partiel des subventions versées pour l'année civile en cours au prorata de la période durant laquelle les activités auront réellement été mises en œuvre.

Article 7 – Durée de la convention

La présente convention étant conclue pour l'année civile 2018. Son terme est fixé au 31 décembre 2018. Elle peut être dénoncée par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant le terme de l'année civile, par l'une ou l'autre des parties.

Article 8 – Résiliation de la convention

En cas de non respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'un des partenaires à expiration d'un délai de 1 mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Belfort, le 15/5/2018
(Fait en trois exemplaires)

Pour les Restaurants du Coeur
Le Président,

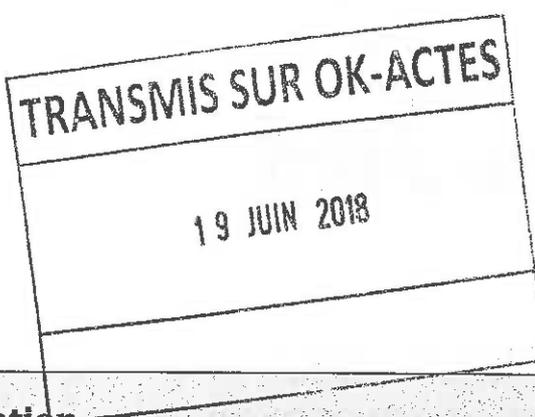

Restaurants du Coeur
6 rue de Londres
Patrick CLAUDET
09 81 74 68 12
Siret 790 705 438 00014 - APE 8899B

Pour la VILLE DE BELFORT,
Le Maire,


TRANSMIS SUR UK-ACTES
Damien MESLOT
19 JUIN 2018
— 518 —



Direction de l'Aménagement et du Développement



**Convention
relative au Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Belfort, sise Place d'Armes, 90 020 Belfort Cedex, représentée par son maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, dûment autorisé par décision du Conseil Municipal, en date du 14 février 2018,

Ci-après dénommée « la Ville »

ET

Raison sociale : TERROIR DES PAINS

Nom et prénom du gérant : JEANMEURE Damien

Adresse du gérant : 3 rue du Fourneau 70 400 CHAGEY

Enseigne : Artisan Boulanger Pâtissier

Adresse du commerce : 45 rue de Mulhouse 90 000 BELFORT

Tél. : 03 84 28 02 46 Tél. portable :

Email : damienjeanmeure@hotmail.fr

Numéro d'identification de l'établissement au Registre du Commerce et des Sociétés (SIRET) : 813 197 548 000 23

Code APE : 1071C

Ci-après dénommé « le commerçant ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Afin de permettre aux commerçants belfortains d'améliorer la sécurité de leur commerce, la Ville de Belfort, par délibération en date du 14 février 2018, a acté la mise en place d'un fonds financier d'aide spécifique, le Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC).



ARTICLE 1^{er} – OBJET

Cette convention a pour objet de définir l'ensemble des règles, droits, devoirs et conditions relatifs au soutien financier de la Ville de Belfort aux commerçants, dans le cadre du Fonds Belfortain pour la Sécurité des Commerces (FBSEC).

Le FBSEC est destiné à aider les commerçants à investir dans un système sécurisant fonctionnant pendant les horaires d'ouverture de leur local au public.

Ce soutien financier est réservé aux commerces de proximité, de détail et de services belfortains, hors agences bancaires et commerces de plus de 10 salariés, inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 2 – NATURE DU MATERIEL SUBVENTIONNE

Deux dispositifs non cumulables au choix sont éligibles :

- un système de vidéosurveillance filmant l'intérieur du commerce,
- ou un sas d'entrée de sécurité.

Les installations acquises avant le 1^{er} janvier 2017 ne sont pas prises en compte.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU COMMERCANT

Pour faire valoir l'aide financière de la Ville, le commerçant s'engage à faire poser son équipement par un professionnel avant le 15 novembre 2018.

Il doit également fournir à la Ville, avant cette date :

- un extrait KBIS de son commerce datant de moins de trois mois,
- une copie de son RIB, pour le versement de l'aide,
- une facture du professionnel.

Le commerçant doit permettre à la Ville de venir contrôler son installation avant le versement de l'aide.

ARTICLE 4 – MODALITÉS FINANCIÈRES – ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BELFORT

L'aide consentie par la Ville de Belfort correspond à une participation unique de 50 % du coût de l'installation (limitation au matériel et à la main d'œuvre), plafonnée à 1 000 € TTC, c'est-à-dire pour le cas présent d'un montant de 1 000 € TTC.



L'aide sera versée, par virement bancaire, à l'achèvement de la mise en place de l'équipement par un professionnel, sur présentation d'une facture.

Avant tout versement, la Ville se réserve un droit de contrôle sur site de la pose effective de l'équipement pour lequel la demande d'aide a été formulée.

La ville se permettra de refuser un dossier si le devis n'est pas cohérent.

En cas de non-mise en œuvre de l'équipement avant le 15 novembre 2018, l'aide ne sera pas versée.

ARTICLE 5 – ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties.

ARTICLE 6 – LITIGES

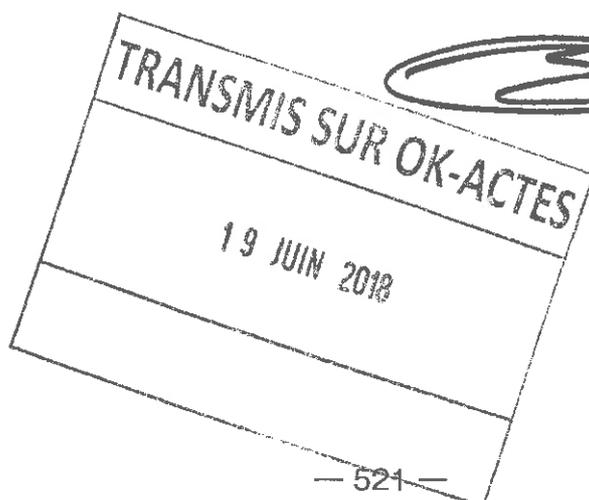
Les parties cocontractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention.

Si toutefois, un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis aux tribunaux compétents.

Fait à Belfort, en 3 exemplaires, le **19 JUIN 2018**

Le commerçant,
Damien JEANMEURE

Pour la Ville de Belfort,
Pour le Maire,
L'Adjointe au Maire,
Florence BESANCENOT



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Année 2018

ENTRE

La VILLE DE BELFORT, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, désignée ci-après la VILLE DE BELFORT, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 février 2018.

et

d'une part,

L'Association Ecole de la Deuxième Chance – Nord Franche-Comté, association de la loi 1901, dont le siège est situé 10 rue de Londres à BELFORT, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc HEYBERGER, désignée ci-après l'association,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1

La Ville de Belfort prend acte que l'association Ecole de la Deuxième Chance – Nord Franche-Comté a notamment pour objet d'accueillir de jeunes adultes, sortis sans diplôme des systèmes d'enseignement traditionnels, confrontés à des difficultés sociales et humaines marquées, en vue de les aider à déterminer un projet professionnel et personnel, à réaliser un parcours de formation qualifiant et à s'insérer durablement dans l'emploi.

Le projet de l'association recoupe ainsi l'action de la Ville de Belfort qui vise, notamment, à favoriser l'insertion vers l'emploi des jeunes, en pérennisant les dispositifs Nouvelles Chances.

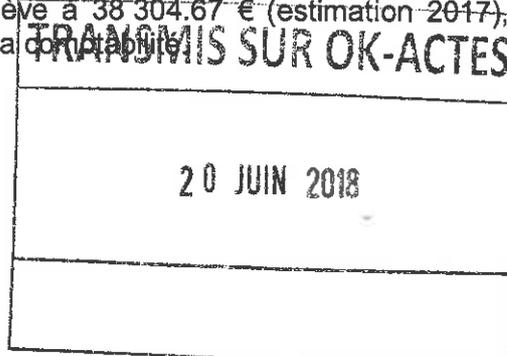
Article 2

La Ville de Belfort a décidé de soutenir financièrement l'objectif de l'association en lui attribuant, au titre de l'exercice budgétaire 2018, une subvention de fonctionnement d'un montant de 60 000 € qui sera versée sur le compte bancaire de l'association (CE Dijon - Code banque : 12135 – Code guichet : 00300 – numéro de compte : 08000316688 – Clé RIB : 53) suivant le calendrier prévisionnel suivant :

- 20 000 € au titre d'un premier acompte, versé à la signature de la convention,
- 20 000 € au titre d'un deuxième acompte, versé en mai 2018,
- 20 000 € au titre du solde, courant septembre 2018.

En outre, l'E2C-Nord Franche-Comté bénéficie, à titre gratuit, de la mise à disposition de locaux municipaux sis 10, rue de Londres (surface approximative : 641 m² de locaux clos + préau de 150 m²).

La valeur de cette mise à disposition s'élève à 38 304,67 € (estimation 2017), montant que l'association s'engage à faire figurer dans sa comptabilité.



Article 3

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre communiquera à la Ville de Belfort dans les 6 mois suivants la date d'arrêt des comptes ses bilan et compte de résultats de l'exercice, le compte d'emploi de la subvention attribuée et un bilan d'activité.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande de la Ville de l'utilisation de la subvention reçue. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition.

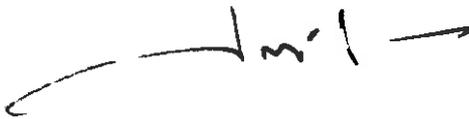
Article 4

La présente convention étant conclue pour l'année civile 2018, son terme est fixé au 31 décembre 2018.

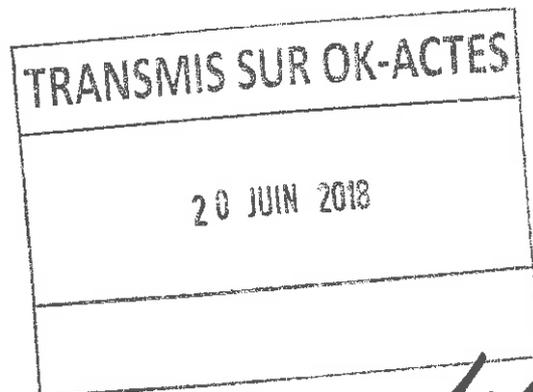
Fait à Belfort, le 15 mai 2018

Pour l'association
E2C – Nord Franche-Comté,

Pour la Ville de Belfort,



Le Président,
Jean-Marc HEYBERGER



Le Maire,
Damien MESLOT



TRANSMIS SUR OK-ACTES

26 JUIN 2018

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE

- La Ville de Belfort, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, et domiciliée Place d'Armes à BELFORT (90 000), ci-après dénommée « la Ville »

ET

- L'Association BELFORT AUTO RETRO, association de la loi 1901 (SIRET 82096318900015), dont le siège social est situé 4 bis rue Albert Thomas, à BELFORT (90000), représentée par le Président, Jean-François LAVIE, ci-après dénommée « l'Association »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Ville de Belfort a fait le choix, depuis plusieurs années, de l'accompagnement des associations sportives sur son territoire. L'objectif de cet accompagnement est multiple :

- Proposer une offre sportive associative riche et variée pour tous les habitants de Belfort, quelque soit leur âge, leur sexe et leur catégorie sociale,
- Mettre en place des animations, des manifestations, des matches et des compétitions de tous les niveaux, ouverts à tous tant participants que public,
- Assurer la formation, l'encadrement et l'éducation des adhérents, des compétiteurs, des athlètes de haut niveau, des juges et des encadrants.

Pour atteindre ces différents objectifs, la Ville de Belfort accompagne financièrement les différentes associations sportives en mettant à disposition des équipements sportifs et en versant des subventions de fonctionnement, d'investissement (achat de matériel) ou de projet.

Cette collaboration entre la Ville et l'Association s'effectue dans le respect des dispositions légales et réglementaires, en particulier celles découlant de la loi du 28 Décembre 1999 (n° 99-1124) portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives et de la loi du 6 Juillet 2000 (n°2000-627) relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et leurs décrets d'application.

JFL

Article 1 : Objet

La présente Convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre la Ville et l'Association. Celui-ci se concrétise par :

- La détermination d'objectifs communs, d'actions à réaliser et des moyens alloués par la Ville selon les règles fixées dans la présente Convention,
- La mise en place d'une évaluation commune des actions réalisées dans ce cadre.

La Ville contribue financièrement à la réalisation de ce partenariat et n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 Décembre 2011 de la Commission Européenne.

Article 2 : Durée de la Convention

La présente Convention est établie pour une durée de 1 an.

Article 3 : Objectifs et missions générales

La Ville de Belfort souhaite encourager l'essor de la pratique physique et sportive auprès de l'ensemble de la population, quelque soit son âge, son sexe et son niveau social. L'offre proposée par la Ville, en collaboration avec les associations sportives, s'adaptera à tous les niveaux de pratique, du débutant non pratiquant au sportif de haut niveau.

Les principaux axes de développement identifiés par la Ville de Belfort, et qui devront être développés dans l'Association, sont les suivants :

- Développement du haut-niveau : ambition sportive de l'Association, accompagnement des meilleurs athlètes de l'Association avec des moyens adaptés, développer les équipes jeunes,
- Pratique compétitive ouverte à tous : donner la possibilité à tous de pratiquer la discipline en compétition en rendant les tarifs accessibles pour tous par exemple,
- Rôle éducatif et social par la pratique sportive : développement d'actions visant à renforcer la citoyenneté, le respect, l'autonomie pour les plus jeunes, éducation à l'éthique et au respect (arbitrage...) et participation aux actions d'éveil, de formation et de promotion du sport organisées par la Ville,
- Promotion de la Ville par le développement d'actions exceptionnelles : accompagnement de la Ville sur les grands projets, manifestations sportives, compétitions, image de la Ville,
- Développement du sport / santé : proposition de créneaux ouverts aux personnes éloignées de la pratique sportive ou atteintes de maladies spécifiques,
- Ouverture au public handicapé : proposition de créneaux adaptés à la pratique handi dans le club.

Par ailleurs, l'Association s'engage à :

- Ne pas porter préjudice à l'image de la Ville au travers de ses manifestations, participations à des compétitions sous peine de résiliation de la présente convention,

JFC

- Ne pas s'exposer à des pénalités ou à des sanctions dues au non-respect de la réglementation sportive ou de la Ville,
- Respecter le règlement intérieur des équipements sportifs municipaux,
- Adapter le nombre d'équipes, d'intervenants aux capacités financières de l'Association.

Article 4 : Communication et image de la Ville

L'Association doit faire état du soutien de la Ville dans tous les documents, tant à usage interne qu'à destination du public.

L'utilisation du logo de la Ville (ou de tout autre logo propriété de la Ville) doit respecter le modèle fourni à cet effet et doit être au moins équivalent en dimension à celui des autres partenaires publics ou privés.

L'Association devra faire valider au Service des Sports toutes les affiches, plaquettes, éditos, cartons d'invitation émis par elle-même dans le cadre de ces activités. En particulier, un BAT devra être présenté au Service des Sports.

L'Association prendra l'attache de la Ville pour valider toute mise en place de panneaux publicitaires (ou tout autres supports) dans l'équipement sportif propriété de la Ville.

Dans le cadre des manifestations ou événements publics organisés par l'Association, celle-ci devra impérativement signaler l'intervention de la Ville oralement (annonce micro) et visuellement (panneaux, flammes, banderoles...). L'Association devra intégrer sur son site internet le logo de la Ville et un lien direct vers le site institutionnel de la Ville.

Article 5 : Engagements de la Ville

La Ville versera à l'Association une subvention permettant d'assurer son fonctionnement courant. Le montant de cette subvention est calculé sur la base d'un questionnaire rempli par l'Association et de critères objectifs liés à la Politique sportive de la Ville.

Pour l'année 2018, le Conseil Municipal a décidé, lors de sa séance du 14 février 2018, d'attribuer à l'Association :

| Fonctionnement | Investissement | Organisation des manifestations | Projets de développement |
|----------------|----------------|---------------------------------|--------------------------|
| 0,00 € | 3 000,00 € | 0,00 € | 6 000,00 € |

Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte bancaire de l'Association (CREDIT MUTUEL BAVILLIERS, RIB 10278 07012 00020470501 - 06).

JFL

Par ailleurs, la Ville s'engage à mettre à disposition gratuitement de l'Association, dans la mesure de la disponibilité et selon un planning fixé en début d'année scolaire, un ou plusieurs équipements sportifs permettant d'assurer la pratique des activités de l'Association.

La Ville s'engage à soutenir le plus possible l'organisation des manifestations mises en place par l'Association en :

- Apportant un soutien organisationnel à l'Association,
- Mettant à disposition gratuitement, dans la mesure du possible, du matériel dédié à l'événement,
- Etant présent durant la manifestation pour aider l'Association en fonction des possibilités.

L'ensemble des aides sont à considérer comme des subventions indirectes de la Ville qui feront l'objet d'une valorisation annuelle qui sera transmise en fin d'année civile pour l'année précédente.

Article 6 : Modalités de versement

Le montant de la subvention de fonctionnement attribuée par le Conseil Municipal, si celle-ci est inférieure à 10 000 €, sera versé en une seule fois courant Février. L'Association devra nécessairement envoyer, dans le courant de l'année, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires en lien avec les obligations de l'article 3 de la présente Convention.

Le montant de la subvention de fonctionnement attribuée par le Conseil Municipal, si celle-ci est supérieure à 10 000 €, sera versé de la manière suivante :

- Un premier versement en février correspondant à environ 50% de cette subvention,
- Le solde courant Avril dès réception des documents comptables de l'Association relatifs au dernier exercice clos, certifiés conformes, et des bilans d'activité en lien avec les obligations décrites dans l'article 3.

Le montant des subventions d'investissement sera versé sur présentation d'une facture correspondant au minimum au montant de la subvention. Cette facture devra correspondre impérativement à l'acquisition décrite dans le dossier de subvention.

Le montant des subventions de projet (manifestations...) sera versé environ 1 mois avant la réalisation de celui-ci. L'Association devra transmettre à la Ville l'ensemble des pièces justificatives du bon déroulement du projet (bilan de celui-ci, photos, articles de presse...).

Article 7 : Evaluation des actions et bilans

L'Association percevant une aide financière ou matérielle de la Ville s'engage à transmettre dans les meilleurs délais :

- Le compte de résultat et le bilan du dernier exercice certifiés par un Commissaire aux Comptes si l'ensemble des subventions perçues (y compris celle de la Ville) est supérieur à 153 000 €,
- Le compte-rendu d'Assemblée Générale et les documents afférents,

DFL

- Un bilan sportif en fin de saison permettant de mettre en évidence la tenue des objectifs indiqués dans le dossier de subvention et la présente Convention
- Un budget prévisionnel pour la prochaine saison sportive
- Si l'Association a perçu une subvention liée à un projet dans l'année précédente, un bilan de cette action (qualitatif et quantitatif).

Le bilan transmis par l'Association devra mettre en évidence les actions réalisées dans le cadre du programme Sport / Santé de la Ville en particulier (et tout autre programme pour lequel l'Association participe).

La Ville peut proposer des documents d'évaluation spécifiques pour les actions mises en places et subventionnées par la Ville.

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville ou ses représentants dûment habilités, de la réalisation de l'objectif notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile.

La Ville pourra convoquer l'Association à une réunion de bilan portant sur les différents points de la présente Convention dans le courant de l'année, en fonction des besoins.

Article 8 : Autres engagements

L'Association informe sans délai la Ville de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente Convention, l'Association en informe la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Sanctions

En cas de défaut de production des différents documents mentionnés ci-dessus, la Ville se réserve le droit de ne pas procéder au versement de tout ou partie de la subvention de l'Association.

Si, pour une raison quelconque, la subvention n'est pas affectée par l'Association à l'objet pour lequel elle a été octroyée, la Ville se réserve le droit de demander à l'Association le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Un remboursement total ou partiel de la subvention pourra être demandé par la Ville lorsque l'Association aura, volontairement ou non, cessé en cours de saison tout ou partie des actions visées par la présente Convention.

Dans tous les cas, la Ville informe l'Association, par lettre recommandée avec accusé de réception de ces décisions.

JFL

Article 10 : Résiliation

Si pour une cause quelconque résultant du fait de l'Association, la présente Convention n'est pas appliquée, la Ville se réserve le droit de dénoncer unilatéralement celle-ci sans préavis ni indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente Convention peut être résiliée à tout moment avant son terme si les deux parties sont d'accord. Un avenant signifiant la résiliation de la Convention sera alors signé par les deux parties. Dans ce cas, l'Association remboursera à la Ville la part de la subvention versée au prorata temporis de l'année en cours à compter de la date de signature de l'avenant.

Article 11 : Litiges

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention entre les deux parties, celles-ci s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation.

Si, dans le délai d'un mois à compter de l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'une des deux parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal compétent.

Fait à BELFORT, le 25.06.2018

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué

Pierre-Jérôme COLLARD



Pour l'Association
le Président

Jean-François LAVIE

